

# DÉBATS

de

**l'Assemblée législative**

---

**14e Législature – 3e session**

**Séances du 21 janvier au 17 mars 1919**

**1919**

**Texte établi par Gilles Gallichan**

---

**Orateur : l'honorable Antonin Galipeault**









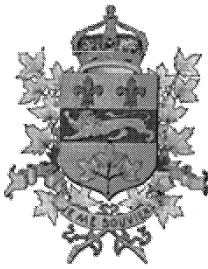
# **DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**

**14e Législature – 3e session**

**Séances du 21 janvier au 17 mars 1919**

**1919**





# DÉBATS

de

**l'Assemblée législative**

---

14e Législature – 3e session

Séances du 21 janvier au 17 mars 1919

**1919**

Texte établi par Gilles Gallichan

---

Québec

Section de l'indexation et de l'édition des débats reconstitués

Bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec

2002

### **Éléments de catalogage**

Québec (Province). Législature. Assemblée législative.

Débats de l'Assemblée législative. -- 1ère législature,  
1re session (1867/68)- . -- Québec: Assemblée nationale,  
Journal des débats, 1974-  
v.

Texte établi par Marcel Hamelin... [et al.].

Les années 1877-1892/93 ont été compilées et publiées par  
G.-Alphonse Desjardins sous le titre: Débats de la législature  
provinciale de la Province de Québec.

Le titre varie légèrement, 1897/98-1906: Débats de  
l'Assemblée législative du Québec.  
Éditeur varie.

1. Québec (Province). Législature. Assemblée législative -  
Compte rendu des débats. 2. Québec (Province) - Politique et  
gouvernement. I. Hamelin, Marcel, 1937- . II. Québec  
(Province). Bibliothèque de l'Assemblée nationale. Service de la  
reconstitution des débats. III. Québec (Province). Assemblée  
nationale. Journal des débats. IV. Titre.V. Titre: Débats de  
l'Assemblée législative du Québec.

328.714/02

A11A8/A22

**Bibliothèque de l'Assemblée nationale**

**Direction :** Jocelyn Saint-Pierre

**Recherche et reconstitution :** Gilles Gallichan

**Traduction :** Mathieu Boily  
Tony Gagnon

**Révision et édition :** Michel Rhéaume  
Donald Chouinard  
Marie Auger

**Indexation :** Rénaud Buteau

**Collaboration :** Jean-Guy Pelletier  
Carmen Gosselin

Tous droits réservés  
Dépôt légal – 4<sup>e</sup> trimestre 2002  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISBN 2-551-21655-9  
ISSN 0847-4273  
15 \$





## **Faits marquants de la première session de 1919** **21 janvier au 17 mars 1919**

La session de 1917-1918 s'était terminée au Québec dans un climat de crise sociale politique et constitutionnelle. Les événements qui ont marqué les mois suivants pourraient encore se résumer sous trois vocables: tensions, malheurs et espoirs.

Le choc provoqué par la motion Francoeur a calmé, sans l'éteindre, la campagne de presse du Canada anglais contre le Québec. Hors des frontières québécoises, les francophones sont toujours soumis à des lois restrictives touchant la langue et la religion. En Saskatchewan, par exemple, les offensives contre les francophones sont féroces et mettent à rude épreuve les qualités de négociateur de l'évêque de Regina, Mgr Mathieu, ancien recteur de l'Université Laval<sup>1</sup>.

Les contentieux demeurent nombreux entre Ottawa et Québec. La Guerre favorise une centralisation des pouvoirs que le Québec de Lomer Gouin refuse d'avaliser. Citons par exemple, le conflit de juridiction sur les pêcheries maritimes qui se règlera devant le Conseil privé de Londres en novembre 1920, la sous-représentation du Québec au sein du cabinet unioniste fédéral de Robert Borden<sup>2</sup> et le mécontentement grandissant des cultivateurs contre les politiques agricoles du gouvernement central.

Incidemment, ces politiques agricoles d'Ottawa indisposent de nombreux cultivateurs à travers tout le Canada. Des regroupements et bientôt de nouveaux partis politiques se forment dans l'Ouest. Au Québec, encore largement rural, les questions agricoles sont aussi vivement débattues.

Il y a d'autres questions plus litigieuses encore, comme l'impôt sur le revenu, domaine provincial selon la constitution, mais que le fédéral occupe en août 1917 pour soutenir l'effort de guerre du pays. Ottawa va même plus loin et impose un veto sur les emprunts des provinces et des municipalités. Mais, sur ce dernier point, le gouvernement central doit retraiter en décembre 1918. Le Québec voit ces empiètements comme une violation de ses droits constitutionnels. Les libéraux fédéraux, dirigés par le vénérable Wilfrid Laurier, sont maintenant relégués dans une opposition qui s'appuie surtout sur le Québec. Ces libéraux, naguère favorables à un pouvoir central puissant, se font à présent les défenseurs de l'autonomie des provinces, et en particulier du Québec, contre les tories et les libéraux unionistes qui forment alors la majorité.

Mais, la crise nationale qui domine l'actualité à cette époque demeure toujours la conscription et le sort réservé aux insoumis. La Grande Guerre, interminable et meurtrière, poussait Ottawa à appliquer la loi de conscription dans toute sa rigueur et traquait tous ceux qui, en ville ou à la campagne, cherchaient à échapper au service obligatoire outre-mer. On annonce qu'après le 24 juin 1918 les insoumis seront considérés déserteurs et passibles de la cour martiale. Nombreux sont les Québécois qui refusent une conscription qui ne sert pas la défense du territoire canadien. Ils voient dans cette mesure un abus de pouvoir de l'Empire britannique et un dangereux précédent pour les guerres de l'avenir.

La police militaire traque sans ménagement les insoumis. Plusieurs sont retrouvés et envoyés au front où, néanmoins, ils se comportent fort courageusement. Mais les « spotters », ces agents de recrutement obligatoire, poussent les résistants et les civils à la rébellion ouverte. La crise atteint son paroxysme à Québec au mois d'avril 1918 où les émeutes font plusieurs morts et blessés.

Après un été lourd de tensions, voilà qu'un autre malheur s'abat sur la population. La terrible épidémie de grippe espagnole atteint le Québec en 1918 et frappe surtout au cours des mois de septembre et d'octobre, faisant des milliers de morts. La vie sociale et économique est paralysée. Des écoles sont fermées et transformées en hôpitaux de fortune. Ce fléau assombrit les premières lueurs de paix et la fin de la Guerre proclamée enfin le 11 novembre.

## Le Québec au lendemain de la Grande Guerre

Lorsque se termine la Guerre de 1914, la situation du Québec est précaire, et en même temps, ses ressources et son potentiel demeurent vastes. La population d'environ 2 500 000 habitants vit maintenant davantage dans les villes qu'à la campagne, même si l'image du Québec rural est toujours bien enracinée dans les esprits. De plus, l'attrait des « moulins » et des « factoreries » de la Nouvelle-Angleterre demeure puissant et la saignée migratoire vers les États-Unis se poursuivra après la Guerre. Dans cette population aux ambitions modestes mais à la recherche de son avenir, l'alphabétisation n'est pas encore généralisée et la question de l'instruction obligatoire divise toujours les élites. Elle sera l'enjeu de l'un des grands débats de la session de 1919.

Au plan économique, la Guerre a stimulé bien des secteurs d'activités et l'on remarque une poussée des capitaux américains, lesquels sont en voie de dépasser les capitaux britanniques dans l'économie du Québec et du Canada tout entier. L'automobile, l'électricité, la radio, le cinéma, le train et bientôt l'avion symbolisent la technologie des temps nouveaux.

Malgré des changements profonds, la société canadienne-française demeure arc-boutée sur ses idéologies de survivance et connaît peu de développements intellectuels à cette époque. Pourtant, quelques signes attestent de la vitalité culturelle du Québec : L'Université de Montréal se détache enfin de la tutelle de Laval et ses étudiants, fervents lecteurs du *Devoir*, se dotent néanmoins de leur propre journal, le *Quartier latin*. À l'École des hautes études commerciales, Édouard Montpetit est un symbole de la modernité québécoise. Par ailleurs, la littérature canadienne-française a son premier manuel signé par Camille Roy.

À la même époque, Albert Laberge bouscule le roman traditionnel avec une œuvre discrète mais appelée à faire beaucoup jaser : *La Scouine*. À Montréal, un groupe de jeunes intellectuels, encouragés par leurs aînés, lance un mensuel littéraire et artistique novateur : *Le Nigog*. Même s'il ne survit qu'une année, ce périodique marque positivement son époque. À Québec, deux revues importantes de l'entre-deux guerres amorcent leur parution : *Le Canada français*, et *Le Terroir*.

L'histoire nationale soulève aussi un grand intérêt en cette époque troublée. Pierre-Georges Roy anime toujours le *Bulletin des Recherches historiques*, Thomas Chapais publie ses *Cours d'histoire du Canada*, Lionel Groulx lance plusieurs brochures d'histoire accessibles à un grand public et donne des conférences remarquées. Il fait la promotion à cette époque d'un modèle d'héroïsme avec le culte à Dollard des Ormeaux. Et le frère Marie-Victorin inaugure son œuvre littéraire avec *Les Récits laurentiens*.

Le monde des lettres déplore cependant la perte de Pamphile Le May, poète et ancien Bibliothécaire de la Législature québécoise, décédé à 81 ans. Le journaliste Jules Fournier, 33 ans, et le peintre poète, Charles Gill, 47 ans, disparaissent aussi, victimes de la grippe espagnole. Un important personnage politique quitte aussi la scène en 1918, le lieutenant-gouverneur Leblanc.

## Un nouveau lieutenant-gouverneur et une brillante ouverture de session

Le 18 octobre 1918, après une longue maladie, le lieutenant-gouverneur Pierre-Évariste Leblanc meurt à Spencer Wood à l'âge de 65 ans. Trois jours plus tard, son successeur, Charles Fitzpatrick, est assermenté. Il est le premier Québécois d'origine irlandaise à occuper ce poste éminent de chef de l'État et représentant du roi. Fils d'un marchand de bois de Sainte-Foy, étant de deux ans l'aîné de son prédécesseur, il présente une impressionnante feuille de route : avocat, gendre du premier lieutenant-gouverneur du Québec, Sir René-Édouard Caron, avocat de Louis Riel, puis d'Honoré Mercier, député libéral à Québec et à Ottawa, ministre dans le cabinet de Wilfrid Laurier, professeur de droit à l'Université Laval, juge en chef de la Cour suprême et Administrateur du Canada, sans compter les nombreux postes illustres, les distinctions de toutes sortes, parchemins, ordres, médailles, croix et rubans reçus au cours de sa prestigieuse carrière.



En janvier, Sir Charles Fitzpatrick s'apprête à ouvrir en grandes pompes sa première session parlementaire à Québec. C'est aussi la première à survenir en temps de paix depuis 1913. Le 21 janvier 1919, à 15 heures, les journalistes remarquent que les entrées et les corridors du parlement sont envahis de soldats en kaki<sup>3</sup>. Puis, de Spencer Wood, arrive le lieutenant-gouverneur, en traîneau, portant son grand costume d'apparat et bicorne au chef, entouré d'une suite d'officiers et d'aide de camp.

Comme d'habitude, toute la bonne société de Québec s'est donnée rendez-vous au Conseil législatif. Même le cardinal Louis-Nazaire Bégin s'est déplacé pour l'occasion et il occupe au salon rouge un fauteuil imposant, digne de sa haute fonction. À ses côtés, son auxiliaire, Mgr Paul-Eugène Roy et le lord évêque anglican de Québec, le Dr Williams. Ces dignitaires ecclésiastiques, ainsi que les magistrats, diplomates, professionnels, hommes d'affaires et dames du monde saluent l'entrée du représentant de Sa Majesté George V.

Dès l'ouverture de la séance, Sir Lomer Gouin, les membres du cabinet et les députés se présentent à la barre du Conseil pour entendre le discours du trône. On remarque l'aisance du lieutenant-gouverneur qui s'exprime en un français excellent mâtiné d'un léger accent anglais qui, dit-on, lui sied fort bien.

La *Gazette* de Montréal salue la splendeur du cérémonial qui marque bien la fin récente de la Grande Guerre et un certain retour à la vie normale, bien que les galons, les bottes et les uniformes témoignent toujours d'une atmosphère martiale<sup>4</sup>. Le *Quebec Daily Telegraph* décrit pour sa part la cérémonie avec emphase et lyrisme : « Stately impressive almost medieval in splendor, [...] majesty and dignity combines to raise the ceremony into something romantic, unreal, almost mythological. »<sup>5</sup> La mise en scène, encore « plus solennelle et plus guindée que d'ordinaire, [...] n'a pas cloché d'un bouton de guêpe », remarque malicieusement Louis Dupire dans *Le Devoir*, qui ajoute aussi que voilà « un cérémonial désuet en ce temps de bolchévisme et de démocratie avancée »<sup>6</sup>.

Autre signe des temps, l'Orateur de l'Assemblée n'a pas fait servir le traditionnel champagne, ni ouvert ses appartements aux amateurs de cocktails. On devine la prudence du gouvernement sur les questions du commerce et de la consommation de l'alcool, alors que la prohibition est partout à l'ordre du jour. Les journalistes se demandent si le Québec pourra se maintenir longtemps comme « la seule oasis au milieu du Sahara du Dominion »<sup>7</sup>.

Si les rafraîchissements alcoolisés font défaut, l'événement permet cependant aux Québécois comme à leurs représentants d'admirer la plus récente œuvre de Charles Huot, intitulée *Je me souviens*, qui orne désormais le plafond de l'Assemblée législative. Cette toile allégorique évoque toute l'histoire du Québec depuis la découverte du pays par Jacques Cartier, jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle. Le thème en avait été suggéré, quelques années auparavant, par Ernest Gagnon (1834-1915) alors secrétaire au ministère des Travaux publics. Elle s'ajoute à l'imposant tableau du même artiste, évoquant le débat des langues qui eut lieu le 21 janvier 1793 à la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada, lequel décore, depuis 1913, l'Assemblée législative.

### **De nouvelles figures et une nomination contestée**

Sir Lomer Gouin inaugure cette 3<sup>e</sup> session de la XIV<sup>e</sup> législature avec une nouvelle figure dans son cabinet, Napoléon Séguin, représentant de Montréal-Sainte-Marie. Député à l'Assemblée depuis 1908, il devient ministre d'État. C'est un fidèle indéfectible du premier ministre que ce dernier récompense ainsi de sa loyauté. De son côté, le député de Shefford, William Stephen Bullock, est nommé whip du parti ministériel et trois nouveaux élus libéraux font leur entrée au parlement : Amédée Monet (Napierville), Henry Miles (Montréal-Saint-Laurent) et Octave Fortin (Matane).

La Chambre haute accueille trois nouveaux membres. Frank Carrel, éditeur et journaliste, a été nommé au siège de la division du Golfe en février 1918, mais siège pour la première fois. Joseph-Jean-Baptiste Gosselin, 70 ans, député de Missisquoi depuis 18 ans, devient conseiller législatif (division de Bedford) pour terminer au Salon rouge sa paisible carrière.

La dernière nomination, qui soulève beaucoup plus de commentaires, est celle du maire de Montréal, Médéric Martin<sup>8</sup> (division d'Alma). Depuis que le gouvernement a forcé l'annexion de Maisonneuve à Montréal, le maire Martin a entrepris une virulente campagne contre l'administration de Lomer Gouin, dénonçant des conflits d'intérêts, des spéculations de la Viauville Land Company et des tripotages de politiciens dans les affaires de Maisonneuve.

Depuis des mois, le maire de Montréal profite de toutes les tribunes pour attaquer des figures en vue, dont le premier ministre lui-même et des membres de son gouvernement. En le nommant au Conseil législatif, Gouin réalise une manœuvre habile : en flattant son adversaire avec une prestigieuse nomination, il fait taire ses accusations et neutralise entièrement sa véhémence politique.

Mais, cette nomination du maire Martin ne fait pas l'unanimité. Bien sûr, le chef de l'opposition Arthur Sauvé dénonce le cynisme du premier ministre dont l'action vise à étouffer l'enquête publique que réclamait le maire. Selon le Parti conservateur, Médéric Martin a été nommé conseiller législatif « pour l'empêcher de parler, de prouver ses accusations et de dire combien de millions de piastres [ont] été faits [sic] au détriment des contribuables de Montréal. C'est l'acte le plus scandaleux dont un chef de gouvernement puisse se rendre coupable »<sup>9</sup>. Si l'opposition s'indigne, même au sein du caucus libéral, on comprend mal les largesses du premier ministre pour un homme qui ne cesse de l'injurier depuis des mois.

Dès la séance du 22 janvier, Georges Mayrand, député libéral de Montréal-Dorion et ancien conseiller municipal à Montréal, s'insurge contre cette récompense abusive. Il fait même, chose rare pour un député ministériel, une sortie contre son chef. Il proteste « de toutes [ses] forces contre la nomination de cet homme », nomination qu'il juge « dérogatoire » à l'honneur de l'Assemblée et de ses membres. Le député est rappelé à l'ordre par le Président et ne réussit pas à ébranler les convictions du premier ministre, convaincu d'avoir fait le bon choix.

Arthur Sauvé insistera à de nombreuses reprises au cours de la session pour ramener sur le tapis cette affaire qu'il souhaite embêtante pour le gouvernement. Il cherche en particulier à mettre en lumière la prétendue volonté de camouflage du gouvernement. On a donné au maire Martin une confortable « position chloroformante » dit-il à la séance du 6 février, « quand donc un accusé non coupable consent-il à récompenser son accusateur? »

### **Les finances publiques**

Les finances n'inquiètent pas le trésorier de la province, l'honorable Walter George Mitchell. Déjà, en septembre 1918, il anticipait un surplus considérable. Il confirme cette prévision lors de son discours sur le budget, à la séance du 30 janvier, et annonce qu'il a fermé les livres de l'année 1917-1918 avec un surplus de 2 134 550 \$ sur un budget de l'ordre de 14 000 000 \$.

Bien sûr, avoue-t-il, l'impôt sur les successions est encore venu soutenir les finances publiques. En effet, il arrivait que l'impôt sur la succession de quelque fortune du Mille Carré Doré arrive à point pour gonfler les revenus de la province. En 1918, le Québec avait touché, en droits, 3 000 000 \$ provenant de la seule succession de Sir William Christopher Macdonald, le philanthrope millionnaire du tabac, décédé en 1917<sup>10</sup>.

Le ministre, s'expliquant sur le partage fiscal entre les municipalités et le Québec, traite en particulier du cas de Montréal qui se considère défavorisée par les fusions municipales. Il défend les politiques du gouvernement, dont celle des bonnes routes qui, dit-il, dote la province d'un réseau routier qui la fait entrer dans l'ère de l'automobile. L'éducation et la colonisation sont aussi au centre des priorités de l'État. Sa politique économique, explique-t-il, repose sur trois principes de base : la coopération entre le capital et le travail, la bonne entente entre les agriculteurs et les fournisseurs manufacturiers ainsi que la recherche de la paix sociale. Il termine son exposé en appelant de ses vœux le succès de la Conférence internationale sur la paix et la création de la Ligue des Nations, la future S.D.N.

De son côté, le chef de l'opposition admet la réalité du surplus. Il ne le ramène pas, comme par le passé, à un simple artifice comptable, mais il critique cependant l'ensemble de la politique fiscale du gouvernement (séance du 6 février). Le gouvernement, dit-il, a un surplus grâce aux successions de millionnaires, grâce à la majoration des vieilles taxes et à l'apparition de nombreuses nouvelles.

Quant à ses pratiques comptables, elles sont douteuses, notamment au chapitre des mandats spéciaux dont le gouvernement use et abuse selon l'opposition. Arthur Sauvé affirme que plus de 1 340 000 \$ ont été dépensés par mandats spéciaux hors du contrôle parlementaire. Il questionne aussi les pratiques du premier ministre et de plusieurs ministres qui n'ont pas de scrupules à siéger à des conseils d'administration de banques et de compagnies. Le débat sur les finances et l'économie se poursuit la semaine suivante entre L.-A. Taschereau et C. E. Gault (séance du 12 février).

### **L'instruction obligatoire**

La bataille nationale en faveur de la langue française et les transformations économiques suscitées par la Guerre ravivent les débats sur l'éducation populaire. En effet, l'intense activité industrielle encourage les patrons à faire travailler des enfants, au détriment de la fréquentation scolaire. Pour certains hommes politiques, dont le député de Saint-Hyacinthe, M. T.-D. Bouchard, et le sénateur Raoul Dandurand, une jeunesse moins scolarisée se prépare un avenir médiocre et pousse les jeunes familles vers l'émigration et l'assimilation. On préconise donc une politique d'instruction obligatoire jusqu'à l'âge de 14 ans.

La question est très délicate, car elle divise les élites du Canada français et le clergé lui-même. Mais l'épiscopat s'y oppose farouchement, considérant l'instruction obligatoire comme une mesure étatique abusive contre les droits des parents et ceux de l'Église. Au Conseil de l'Instruction publique, les évêques font bloc pour empêcher une telle réforme. On se souvient trop bien, chez les cléricaux, de Godfroy Langlois, ancien champion de cette idée à l'Assemblée, devenu délégué de la province à Bruxelles. Langlois symbolise encore en 1919 la franc-maçonnerie agissante et l'anticléricalisme. Ce projet est « le fils de Godfroy Langlois » écrit un journal de Chicoutimi<sup>11</sup>. Pour plusieurs conservateurs, un fort « relent jacobin » se dégage de cette idée<sup>12</sup>.

La presse aussi est divisée sur la question. *La Patrie* appuie l'idée et souhaite une véritable réforme de l'éducation dans ses lois comme dans ses programmes. Dans *Le Devoir*, cependant, Omer Héroux prend fait et cause contre le projet, craignant que ce ne soit un premier pas vers la création d'un ministère de l'Éducation<sup>13</sup>. Le 29 janvier, M. T.-D. Bouchard présente sa motion portant sur un simple dépôt de documents, mais plaide sa cause avec chaleur et conviction. Protégé par l'immunité parlementaire, il attaque au passage Charles-Joseph Magnan, l'inspecteur général des écoles, et l'accuse de donner une image faussée des statistiques de la fréquentation scolaire au Québec.

N'étant pas député, Magnan ne peut répondre à ces accusations, mais piqué au vif, il se défend par la plume et donne des conférences polémiques, poussant le débat sur la place publique. À l'Assemblée, les opinions s'expriment nombreuses et les échanges sont animés (séances des 19 février et 14 mars). *L'Événement* note ironiquement que « tous les députés ont l'air de vouloir exprimer une opinion, pour ensuite voter comme le dira M. Gouin »<sup>14</sup>. L'affaire a même des échos au Conseil législatif où Ernest Choquette et Thomas Chapais échangent leurs points de vue opposés sur la question<sup>15</sup>.

Finalement, le pragmatisme politique l'emporte sur l'idéal réformateur. Gouin, craignant d'irriter le clergé à moins d'un an des élections générales, laisse passer la motion, mais ne donnera pas suite au projet<sup>16</sup>. Déçu de la tournure des événements, M. T.-D. Bouchard doit accepter le verdict. Dans ses *Mémoires*, il a écrit à ce sujet : « Gouin était, au fond, un libéral d'idées, mais il dirigeait un parti qu'il devait maintenir au pouvoir »<sup>17</sup>.

Si l'instruction obligatoire reste un fruit défendu, le gouvernement tente d'offrir une mesure répondant aux attentes des réformateurs de son parti. Avec la loi sur la réglementation du travail des enfants, le gouvernement essaie de faire indirectement ce qu'il n'ose faire directement. Le 24 février, le ministre du Travail, Louis-Alexandre Taschereau, présente le bill 171, limitant le travail des jeunes de moins de 16 ans et obligeant les employeurs à n'engager que des jeunes ayant terminé un cours primaire de six ans et sachant lire et écrire.

C'est en quelque sorte un prix de consolation pour l'aile la plus avancée du Parti libéral, peut-on lire dans les journaux. Si « ce n'est pas l'instruction obligatoire, c'est, en tout cas, en pratique l'application du principe de l'instruction obligatoire puisque, sans l'instruction, les enfants n'auront pas le droit de travailler. »<sup>18</sup> La loi traverse facilement toutes les étapes législatives sans soulever de débats (séance du 11 mars). À propos de cette loi, Gouin aurait dit à ses proches : « Méfiez-vous des petits bills; ce sont les plus gros »<sup>19</sup>.

La rhétorique parlementaire est mieux servie autour d'une motion du député de Montréal-Hochelaga, Séverin Létourneau, au sujet de l'enseignement technique (séance du 7 février). Cette demande de documents touchant également les dossiers de l'éducation est rapidement ajournée et reprise quelques jours plus tard (séances des 13 février, 19 février et 4 mars). Le débat soulève de nombreux points intéressants et permet l'expression de belles envolées oratoires, notamment de la part de Dominique Monet, Athanase David et J.-É. Perrault. La portée de ce débat n'est que de nature académique, mais rejoint toute la question de la formation d'une élite intellectuelle au Québec.

Toujours dans le domaine de l'éducation, et sur une demande de documents, on aborde le 26 février la question du sort misérable des institutrices retraitées qui ne reçoivent qu'une maigre pension de 75 \$ par année. Arthur Sauvé et J.-N. Francoeur enjoignent le premier ministre d'agir dans ce dossier.

### **Santé et logements sociaux**

Le péril de la grippe espagnole est passé, mais le chef de l'opposition demande néanmoins quelques comptes sur la façon dont le gouvernement a géré cette épidémie (séance du 28 janvier). Si la grippe est passée, la tuberculose et les maladies vénériennes continuent cependant à faire des victimes. Le 13 mars, la Chambre adopte une nouvelle loi sur l'hygiène publique, le bill 26, présenté par le Secrétaire provincial, l'honorable M. Décarie.

La santé publique est aussi tributaire des logements sociaux et une crise de l'habitation sévit, notamment à Montréal. Le gouvernement annonce des mesures à cet égard, grâce au bill 25, avec un programme partiellement financé par le gouvernement fédéral. Arthur Sauvé, de crainte qu'un tel programme n'attire les spéculateurs, enjoint le gouvernement à ne pas se fier aux conseils municipaux souvent soumis aux pressions des entrepreneurs (séance du 12 mars). De son côté, Athanase David se méfie des subventions du fédéral dans un domaine exclusivement provincial et parle d'un cadeau de Grecs (séance du 12 mars).

### **La mort de Laurier**

Le 18 février, le premier ministre annonce officiellement à la Chambre la mort de Sir Wilfrid Laurier. Il évoque la longue carrière de l'ancien premier ministre canadien qui a débuté sur les banquettes de l'opposition libérale à l'Assemblée législative du Québec en 1871.

Gouin rappelle adroitement les déclarations de Laurier en faveur du respect de l'autonomie des provinces qu'il associait à la liberté des citoyens. Sauvé appuie l'éloge du premier ministre; Louis Létourneau, député québécois de la circonscription de Québec-Est, représentée par Laurier aux Communes depuis 1877, adresse quelques mots, ainsi que MM. Mitchell et Gault, au nom de la minorité anglo-protestante. Puis, la Chambre ajourne ses travaux en signe de deuil.

Le Québec met ses drapeaux en berne et envoie une délégation assister aux funérailles à Ottawa le 22 février<sup>20</sup>. Dans la capitale québécoise, une messe de *requiem* est également célébrée à la cathédrale Notre-Dame pour l'illustre disparu. La mort de Laurier marque assurément la fin d'une époque, tant sur la scène québécoise que canadienne. Tous comprennent que cette disparition va provoquer une nouvelle distribution des rôles, et Gouin, au premier chef, se sent concerné par l'héritage de Laurier<sup>21</sup>.

### **La Prohibition : un référendum**

En 1918, le gouvernement, poussé par la pression en faveur de la prohibition, avait adopté une loi qui repoussait au 1<sup>er</sup> mai 1919 l'échéance définitive des permis de vente d'alcool<sup>22</sup>. Le gouvernement n'est pas partisan d'une politique prohibitionniste, mais le lobby anti-alcool est puissant. Le 4 mars, le trésorier provincial, l'honorable M. Mitchell, présente le bill 47. Il annonce alors que le gouvernement a décidé de soumettre la décision aux citoyens par voie de référendum et présente la question qui leur sera posée. En procédant ainsi, le gouvernement joue de prudence. Il espère une victoire favorable à la vente contrôlée des vins et cidres légers qui échappent ainsi à la prohibition, tout en maintenant une politique restrictive d'émission des permis.

Plusieurs députés questionnent le ministre sur les détails de la réglementation qu'il envisage. On devine parmi eux des amateurs de bons vins voulant assurer la parfaite légalité de leurs celliers. Mais, la position mi-figue mi-raisin du gouvernement indispose les partisans de la prohibition. Le bill Mitchell est une « salade » écrit le *Sherbrooke Daily Record*,<sup>23</sup> favorable à une position ferme. Sauvé est aussi de cet avis et même le député libéral J.-N. Francoeur parle d'une loi hypocrite. Quoi qu'il en soit, la loi est votée le 15 mars et le débat est repris dans les journaux. Le gouvernement devine qu'une majorité de citoyens votera contre la prohibition et qu'il pourra continuer à accorder quelques « licences ». Il s'engage aussi à encadrer sévèrement le commerce de l'alcool pour satisfaire les partisans de la prohibition.

### **Le Canada et ses blessés de guerre**

Le député conservateur de Westmount, Charles Allan Smart, est brigadier général dans l'armée et vétéran de la Grande Guerre. C'est un Montréalais de 51 ans, un tory, ardent partisan canadien de l'Empire britannique. Il est fort estimé et on lui porte le respect dû à un soldat ayant connu le feu de la bataille. Le 14 mars, il provoque une commotion à l'Assemblée en faisant une violente sortie contre le gouvernement canadien et les carences graves du traitement médical accordé aux blessés de guerre. Il demande par motion que le gouvernement fédéral fournisse tous les renseignements à ce sujet. « Je ne suis pas inspiré par l'animosité politique, dit-il, mais par l'intérêt que je porte aux soldats de retour du front ».

Il porte des accusations contre la négligence des « fonctionnaires d'Ottawa », il parle des mauvaises conditions d'hospitalisation des blessés canadiens en Angleterre, il dénonce l'éparpillement des malades, leur transport abusif et inutile, la mauvaise utilisation du personnel infirmier et critique les installations inadéquates. Il s'en prend aussi aux délais dans le rapatriement des soldats, aux soldes mal administrées et parfois même non versées. Il dénonce enfin l'arrogance et le mépris des officiers britanniques pour les soldats canadiens et parle des « nouvelles calomnieuses et préméditées » qui ont circulé dans la presse sur les soldats canadiens-français. Il surprend tout le monde en lançant cette phrase : « Si l'impérialisme doit subsister par ce système, il est temps de le détruire! »

L'effet est réussi : « Foudroyante attaque » écrit *Le Devoir* du lendemain<sup>24</sup>; *Le Soleil*, *L'Événement*, *L'Action* et *La Presse* en font également leurs titres. *La Tribune* parle d'une « sensation considérable à la Législature »<sup>25</sup>. Le *Montreal Herald* titre : « General makes a Merciless Attack on Canadian Leaders »<sup>26</sup>. La très conservatrice *Gazette* écrit : « Gen. Smart Flays Overseas Administration. Quebec Legislature hears Condemnation from Commander at Shorncliffe » et consacre un éditorial à cette déclaration<sup>27</sup>. L'étonnante motion du député de Westmount est saluée d'applaudissements et, sans surprise, adoptée à l'unanimité par l'Assemblée.

## **Le Québec, ses ouvriers et ses soldats**

Dans cet esprit d'après-guerre, le gouvernement québécois planifie de son côté le retour prochain des soldats. On sait que la démobilisation génère souvent des turbulences sociales. Le retour à la paix après les tensions extrêmes de la guerre sont dures à assumer pour les soldats qui, même valides et en bonne santé physique, ne trouvent pas toujours facilement du travail. Les problèmes sociaux s'en suivent : chômage, désœuvrement, délinquance, alcoolisme.

Pour diminuer les effets de la crise, le gouvernement songe à relancer une nouvelle politique de colonisation. L'honorable L.-A. Taschereau présente le bill 42 visant à offrir gratuitement des terres publiques aux anciens combattants dans les nouvelles zones de colonisation de l'Abitibi, du Témiscamingue, du Lac-Saint-Jean et de la Gaspésie (séance du 6 mars). On accordera aussi à chacun d'eux un prêt de 2 500 \$ pour aider leur établissement. Le ministre croit que sa loi saura déjouer les spéculateurs et soutenir l'élan national de colonisation. « Nos vétérans n'ont aucune raison de craindre l'avenir », conclut-il.

On cherche aussi à fermer le dossier de la conscription. La guerre étant finie et pour apaiser les tensions, Gouin obtient d'Ottawa de ne plus harceler les insoumis et d'agir dans les faits comme si on passait l'éponge de l'amnistie. Les comparutions se poursuivent, mais seules des amendes légères sont imposées à ceux qui sont tombés sous le coup de la loi. Des protestations se font entendre, surtout dans les rangs de ligues militaires au Canada anglais. Mais la guerre appartient au passé et on espère une nouvelle ère de bonne entente entre les deux Canadas. Trop de problèmes sociaux s'annoncent pour ne pas faire une trêve sur la question nationale.

La grande affaire des futurs mois au Canada sera en effet la conversion de l'économie de guerre à une économie de paix, en limitant les secousses dans le monde ouvrier. Déjà les syndicats deviennent plus revendicateurs et plusieurs écoutent les expressions plus nombreuses d'idées nouvelles. Pour l'establishment canadien-anglais, les traditions religieuses et le conservatisme des élites du Canada français deviendront des pôles rassurants dans un monde en pleine transformation où fermentent des idéologies socialistes<sup>28</sup>.

## **Hydroélectricité**

Le Québec progresse rapidement dans le domaine de l'hydroélectricité. Le ministre des Terres et Forêts, l'honorable Jules Allard, responsable de la Commission des eaux courantes, a réalisé un barrage régulateur dans le Haut-Saint-Maurice, baptisé barrage Gouin en l'honneur du premier ministre. Il s'agit d'une prouesse technologique qui lance le Québec sur la voie de la production électrique. Un barrage semblable est également construit dans le Haut-Saint-François qui portera justement le nom du ministre Allard. Le 10 mars, l'honorable L.-A. Taschereau fait adopter une loi concernant les pouvoirs hydrauliques dans la province. En 1919, le potentiel des ressources hydrauliques fait rêver les politiciens et les industriels, mais pour plusieurs, l'électricité demeure encore une curiosité fascinante. Les relations entre l'État et les compagnies privées d'électricité ne soulèvent pas encore de grands débats publics, mais cela ne saurait tarder.

## **Les droits politiques des femmes**

Le droit de vote des femmes devient une réalité au Canada. Déjà, le Manitoba accorde le droit de suffrage à ses citoyennes. L'une après l'autre, les provinces vont suivre le mouvement. En 1917, le gouvernement fédéral permet aux femmes de remplacer le vote d'un parent parti à la guerre; cette mesure devient permanente en 1918. Au Québec, on commence à parler de cette possibilité. Au parlement, le député de Gaspé, Gustave Lemieux, dentiste de sa profession et frère de l'ancien ministre fédéral Rodolphe Lemieux, serait disposé, dit-on, à présenter un projet de loi en ce sens. Mais le clergé mobilise l'opinion contre cette idée. Mgr Louis-Adolphe Paquet publie un article définitif et intraitable qui fera longtemps autorité sur la question. Les droits politiques des femmes devront attendre encore plusieurs années avant d'être reconnus dans la catholique province de Québec.

Le sort économique des Québécoises n'est pas plus reluisant et celles qui sont entrées dans le monde du travail à l'occasion de la guerre sont souvent outrageusement exploitées. Le gouvernement fait donc voter la loi fixant le salaire minimum pour les femmes, en présentant le bill 24, espérant leur venir en aide et soulager la misère fréquente chez les travailleuses. Assurément, la place des femmes dans l'économie et le marché du travail est désormais une réalité permanente et incontournable dont les politiciens doivent tenir compte<sup>29</sup>.

### **La visite du général Pau**

La séance du 4 mars est marquée d'un incident particulier. Ce jour-là, la Législature québécoise accueille le général français Paul-Gérald Pau (1848-1932), héros de guerre qui s'est illustré dans la reconquête de l'Alsace-Lorraine. Le général assiste à la séance dans un fauteuil placé directement sur le parquet de la Chambre.

Après les discours d'usage, le général, ignorant la règle parlementaire interdisant à un non-élu de s'adresser à l'Assemblée au cours d'une séance régulière, se lève et prononce un discours. Personne n'ayant osé le rappeler à l'ordre, le discours du général Pau est désormais inscrit dans les débats parlementaires du Québec comme l'une des rares dérogations aux privilèges des représentants élus.

Le Parlement reçoit aussi au cours de la session la visite de l'économiste et journaliste français André Siegfried (1875-1959), auteur bien connu au Québec pour son livre *Le Canada, les deux races*, publié en 1906. Siegfried est un observateur attentif de la scène politique québécoise et canadienne, et sa présence à Québec en 1919 témoigne d'une reprise des échanges transatlantiques, depuis le 11 novembre 1918.

### **De choses et d'autres**

Curieux débat autour d'un projet de loi que son propre parrain hésite à appuyer. Le bill 152 est présenté par J.-N. Francoeur et vise à modifier le Code civil pour interdire les mariages entre cousins germains. D'éminents médecins et des membres du clergé, dit-il, croient qu'il y a là un danger de consanguinité qui affecte les enfants. Sauvé évoque la position des évêques qui ne va pas dans le même sens: « Voilà un célibataire qui veut empêcher les autres de se marier », chuchote-t-on. Finalement, Francoeur, peu convaincu et peu convainquant, retraits et le bill s'en va mourir aux comités permanents (séance du 4 février).

Un autre débat annonce déjà la modernité du Québec, le 17 mars. Le député de Montréal-Hochelaga, M. Séverin Létourneau, demande le dépôt de documents relatifs à la tenue à Montréal d'une exposition qui pourrait être une exposition universelle et internationale. Cette exposition sera effectivement tenue, mais 48 ans plus tard.

Quelques répliques et incidents cocasses ont émaillé la session de 1919. Le 25 février, à propos de la nomination de Médéric Martin, M. Sauvé lance à Élisée Thériault : « Le député de l'Islet sourit. Il pense comme moi et comme bien d'autres députés de cette Chambre. » Pardon, répond le député, « le chef de l'opposition n'a pas le droit de me faire dire des choses que je n'ai pas dites »; ce qui lui vaut d'Arthur Sauvé la réplique suivante : « Je n'ai pas dit que vous l'avez dit, je vous ai prêté assez d'intelligence pour l'avoir pensé. »

Le bill 173 portant sur la protection des oiseaux, présenté par l'honorable Mercier, fait sourire les députés de l'opposition qui parlent des chants à la louange du gouvernement et aux « créatures » que le gouvernement protège (séance du 10 mars).

À cette époque, les députés frappaient de la paume de la main le dessus de leur bureau pour appuyer les propos d'un orateur. À la séance du 22 janvier, en répondant aux critiques à propos des affaires de Montréal, le premier ministre lance une belle tirade sur la Métropole, laquelle soulève une salve d'applaudissements de ses députés. Le représentant de Richelieu, Maurice-Louis Péloquin, y met une telle énergie qu'il fait éclater son pupitre.

Le dernier jour de la session, une résolution budgétaire est adoptée, assurant une augmentation des indemnités accordées aux députés. Arthur Sauvé ne s'en plaint pas, car il assume presque seul la lourde tâche de diriger une opposition trop faible contre un gouvernement tout puissant. À peine peut-il compter sur Gault et Smart pour l'appuyer. Louis Dupire le décrit en fin de session comme « accablé par le fardeau de diriger seul la critique des actes administratifs »<sup>30</sup>.

La session se termine le 17 mars, et bien peu d'observateurs soupçonnent que le gouvernement déclenchera des élections générales hâtives avant la fin de l'année. Deux jours plus tard, Lomer Gouin célébrait son 58<sup>e</sup> anniversaire en réfléchissant à son avenir et à celui de son gouvernement.

Gilles Gallichan

---

## NOTES

1. Il parvient à préserver pour les Fransaskois quelques heures d'enseignement hebdomadaire dans leur langue, malgré les pressions des loges orangistes sur le gouvernement libéral de William M. Martin.

2. Le sénateur Pierre-Édouard Blondin, nommé ministre pour donner une caution au gouvernement fédéral, ne détient pas une très forte influence au sein du cabinet d'Union.

3. « Au parlement de Québec », *L'Événement* du 22 janvier 1919, à la page 1.

4. « Pre War Splendor Marked Opening of the Legislature », *The Montreal Gazette*, 22 janvier 1919, page 6.

5. *The Quebec Daily Telegraph*, 22 janvier 1919, page 2.

6. « Les Chambres sont réunies », *Le Devoir*, 22 janvier 1919, page 1.

7. *Ibid.*

8. Rappelons que M. Martin a été député de Montréal-Sainte-Marie au Parlement fédéral de 1906 à 1917 et qu'il est maire de Montréal depuis 1914. Il succède dans ce fauteuil du Conseil législatif à Trefflé Berthiaume, décédé en 1915.

9. « La session à Québec », *La Minerve*, janvier 1919, page 1.

10. S. B. Frost et R.-H. Michel, « Macdonald, Christopher William », *DBC*, vol. XIV, p. 750-755.

11. *Le Progrès du Saguenay*, 30 janvier 1919, page 7.

12. R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec*, tome XXIV, *La succession de Laurier*, Montréal, Éditions Chanteclerc, 1952, p. 21.

13. Omer Héroux était aussi le beau-frère de Charles-Joseph Magnan, ce qui pourrait expliquer ses positions. *Ibid.* p. 28.



14. *L'Événement*, 29 janvier 1919, page 1.
15. Voir le compte rendu des journaux du 27 janvier 1919. Voir aussi le commentaire du journal progressiste *Le Pays* sur la résistance conservatrice devant l'instruction obligatoire : « L'ineffable litanie », *Le Pays*, 8 mars 1919, page 2.
16. Ce débat touchait un nerf sensible, justifiant la grande prudence de Gouin. Aux élections suivantes, Bouchard sera écarté, comme candidat libéral, au profit du notaire Armand Boisseau, « le candidat du Sacré-Cœur », comme le désignait Bouchard.
17. T.-D. Bouchard, *Mémoires*, tome III, p. 75-76.
18. « Pas de travail aux enfants en bas de 16 ans », *La Tribune*, 25 février 1919, page 1; voir aussi « Must Not Employ Children who are not Schooled », *The Montreal Gazette*, 25 février 1919, page 2.
19. R. Rumilly, *Op. cit.*, p. 39; *La Patrie* ne croyait pas que cette loi ait une influence pour diminuer l'analphabétisme chez les Canadiens français, « Instruction publique », *La Patrie*, 17 mars 1919, page 4.
20. « Quebec Mourns sir Wilfrid's death », *Quebec Daily Telegraph*, 18 février 1919, page 6.
21. R. Rumilly, *Op. cit.* p. 36-38; R. Bélanger, *Wilfrid Laurier, quand la politique devient passion*, Québec et Montréal, PUL et Radio-Canada, 1986, p. 459-468.
22. Voir les *Débats de l'Assemblée législative*, session 1917-1918.
23. *Sherbrooke Daily Record*, 17 mars 1919, page 1.
24. *Le Devoir* 15 mars 1919, page 3.
25. *La Tribune*, 15 mars 1919, page 1.
26. *The Montreal Daily Herald*, 15 mars 1919, page 3.
27. *The Montreal Gazette*, 15 mars 1919, page 2.
28. Sur cette question voir : « Le frein nécessaire, le *Star* découvre le Québec », *Le Nationaliste*, 16 mars 1919, page 1.
29. Le 27 février 1919, l'ancien ministre fédéral de l'Agriculture, Sydney Fisher prononçait à ce sujet une conférence à Québec devant le Club Canadien des Femmes de Québec. « Women of Canada playing a New Role in Affairs », *Quebec Daily Telegraph*, 28 février 1919, page 4.
30. *Le Devoir*, 17 mars 1919, page 1.



## ANALYSE DES JOURNAUX ET DES SOURCES

### Session de 1919

Avec la crise de la conscription, les journaux, souvent entraînés dans la mouvance des partis politiques, se retrouvent sur des positions radicalement opposées. Et la frontière est presque également partagée entre presse anglophone et presse francophone. Parlant des journaux conscriptionnistes, l'hebdomadaire libéral de Rivière-du-Loup, *Le Saint-Laurent*, parle de la « grande presse bleu orange »<sup>1</sup> et compare la situation du Québec sous les mesures de guerre à celle de l'Irlande occupée<sup>2</sup>.

Au premier rang de ces journaux « bleu orange » figure assurément le *Montreal Star*, qui appuie sans réserve les conservateurs et unionistes fédéraux. Le journal est dirigé par Hugh Graham, baron d'Atholston (1848-1938), un impérialiste ardent qui favorisait déjà la participation inconditionnelle du Canada à la Guerre des Boërs en 1899 et qui était en faveur de la conscription en 1917. On a lu dans les pages de ce journal pendant la Guerre des propos très durs contre les Canadiens français<sup>3</sup>. En 1919, cependant, le journal de Mr Graham adopte un ton plus conciliant et annonce l'ère de la « Bonne entente ». Les nationalistes, trouvent cette brusque conversion très douteuse. C'est le contexte social et économique qui pousse le *Montreal Star* à amorcer cette « réhabilitation » du Québec. En fait, croit-on, Graham s'inquiète d'une montée des mouvements ouvriers qui mettrait en péril la stabilité des fortunes. Bien encadré par son clergé et ses élites, le Canada français pourrait échapper à la « contagion bolchévique » et constituer un « frein » aux idéologies subversives. Le Québec pourrait même devenir un exemple à citer et à suivre pour les travailleurs anglo-canadiens moins dociles; voilà pourquoi le féroce *Star* adopterait à présent un ton plus conciliant, selon les nationalistes québécois<sup>4</sup>.

Le *Montreal Herald*, qui avait fusionné avec le *Montreal Telegraph* en 1913, a connu de sérieuses difficultés financières et s'est retrouvé entre les mains d'un liquidateur de faillite. Il est finalement vendu à un avocat d'allégeance libérale, M. A. Huntley Duff. La transaction se fait pour un montant de 126,700 \$, le 18 février 1919, et l'acheteur s'engage à racheter les créances du journal à 75 % de leur valeur<sup>5</sup>.

À Québec, le *Quebec Chronicle* appuie le principe de l'instruction obligatoire et va même jusqu'à qualifier un article de *L'Action catholique* de « ingenious obscurantism », ce qui lui vaut de sévères critiques de la part des milieux catholiques opposés à la réforme. À Chicoutimi, *Le Progrès du Saguenay* s'en prend aux positions du quotidien de la capitale et l'accuse de vouloir adopter ce principe pour en faire un bétail qui enfoncera les murs de la législation scolaire et pénétrera « dans le sanctuaire des droits de la famille »<sup>6</sup>. *L'Action* se défend aussi bec et ongles contre les attaques de son collègue<sup>7</sup>.

Le *Quebec Daily Telegraph* de Frank Carrel est encore l'organe du gouvernement dans la capitale et ne ménage pas ses compliments envers le premier ministre et les vedettes du Parti libéral. Par exemple, en commentant les discours des honorables Mitchell et Taschereau sur le budget, le journal parle d'un triomphe sans égal (unqualified triumph)<sup>8</sup>. Il présente aussi le programme de la voirie du gouvernement comme un fleuron de la politique libérale de Sir Lomer Gouin.

En raison de la conscription, les journaux adoptent des positions circonstancielles, il en va de même pour la prohibition. Un bon nombre du clergé catholique se retrouve à ce chapitre sous le même parapluie que beaucoup d'anglo-protestants fondamentalistes. Ils s'entendent pour réclamer la prohibition, ou du moins une très sévère restriction des permis de vente d'alcool. Par exemple, *Le Sherbrooke Daily Record*, qui n'est pas un journal partisan, critique le bill 176 de l'honorable Mitchell sur les permis d'alcool qu'il juge trop modéré.

À Sherbrooke, on peut lire par contre dans *La Tribune* la quintessence de la presse partisane. En voici un exemple à propos du débat sur le budget : L'honorable M. Taschereau [...] a prononcé, hier, à la Chambre un discours admirable et d'une rare envergure. L'impression que fit ce discours sur les députés se traduisit par une longue et chaleureuse ovation où passait de l'admiration en même temps que de la fierté. Le brillant ministre montra d'abord dans un tableau saillant et lumineux, le rang que tient la province de Québec parmi les autres, c'est-à-dire le premier rang. Et tout cela formait une défense irrésistible du gouvernement. [...] »<sup>9</sup>.

*La Patrie* s'est engagée contre la fusion de Maisonneuve à la ville de Montréal, et elle a soutenu la candidature du maire Martin lors des élections municipales, au moment où il faisait campagne contre l'administration Gouin. Elle demeure donc très critique sur toutes les politiques libérales, notamment celles qui concernent la métropole. À propos de la nomination du maire Martin au Conseil législatif, le journal manifeste une satisfaction évidente. Il considère que l'honorable Martin a « ébranlé sur leur base les colonnes du temple libéral » et obligé « le suprême pontife à traiter avec lui »<sup>10</sup>. Globalement le journal regrette que l'opposition au régime ne soit pas plus nombreuse et plus solide.

Le 22 mars 1919, *La Patrie* inaugure un cahier illustré en supplément à son édition du samedi. Ce premier numéro est consacré au souvenir de Sir Wilfrid Laurier. D'autres journaux avaient déjà adopté cette formule éditoriale qui offre un réel potentiel pour une entreprise de presse. Le supplément de *La Patrie* connaîtra un grand succès au cours des années à venir.

Pendant cette session, *L'Action catholique* se lance dans une croisade contre les francs-maçons les sectaires et les protestants qui prônent l'instruction obligatoire. Plusieurs articles sur le sujet paraissent même avant la session et le journal ouvre grand ses pages à Jean-Charles Magnan qui pourfend cette réforme. *L'Action* fait aussi campagne contre l'alcool, mais se refuse à une prohibition complète. On veut protéger le commerce des vins et liqueurs à des fins sacramentelles, bien sûr, mais aussi médicinales et industrielles. Le journal se qualifie donc de modéré sur cette question. Dans son bilan de la session, c'est nettement le dossier de l'éducation qui retient toute l'attention de *L'Action catholique*<sup>11</sup>.

Au *Devoir*, le chroniqueur en titre demeure Louis Dupire. Dans son édition du 21 janvier, le journal assure ses lecteurs qu'il les renseignera fidèlement et de manière impartiale sur ce qui se passera « à la Législature, aux comités et dans la coulisse ». M. Dupire, explique-t-on, est à son poste depuis quelques heures et fournira chaque jour au *Devoir* « une chronique de la plus vive actualité, où il groupera les renseignements que nos lecteurs ont droit d'avoir. [...] Tout le monde sait que *Le Devoir* tient à sa réputation d'impartialité et de journal bien informé sur ce qui se passe dans les milieux parlementaires »<sup>12</sup>. On comprend que *Le Devoir* garde un œil critique sur les politiques du gouvernement.

*La Presse*, de son côté, semble davantage préoccupée par les affaires municipales de Montréal que par les dossiers de la Législature québécoise. On constate cependant, à l'examen du discours du trône, que les conséquences sociales et économiques de la guerre ont dicté les priorités législatives du gouvernement<sup>13</sup>. Les grandes questions sont abordées surtout du point de vue de la métropole : chômage et démobilisation, logements ouvriers, transports urbains, etc. Sur l'instruction obligatoire, le journal n'adopte pas de position ferme, mais présente également les deux points de vue. Sur la prohibition, *La Presse* favorise « la vraie tempérance », c'est-à-dire, une réglementation qui permet la vente et la consommation de bière, cidre et vins légers.

*L'Événement* demeure le seul organe des conservateurs francophones dans la région de la capitale, mais il défend aussi les positions du parti unioniste de Borden; c'est un des très rares journaux francophones à avoir appuyé la conscription. Ces positions de *L'Événement* qui ont un parfum anti-québécois gênent Arthur Sauvé qui refuse de saper ce qui reste de la base nationaliste de son parti. À la séance du 29 janvier, le chef de l'opposition questionne le

gouvernement à propos d'un article paru dans *Le Soleil*. M. Gouin saisit la balle au bond et taquine M. Sauvé en lui disant qu'il semble à présent lire davantage *Le Soleil* que *L'Événement*, sans doute parce qu'il trouve ce dernier moins intéressant pour lui.

*Le Soleil* à Québec et *Le Canada* à Montréal remplissent toujours le rôle de journaux populaires et partisans et ne laissent jamais passer une occasion soit de défendre les députés ministériels ou de lancer une critique malveillante envers le chef de l'opposition. Ainsi, dans son édition du 11 mars, *Le Soleil* excuse l'absence de nombreux députés en Chambre, en expliquant qu'ils ont été retardés par la tempête. Il écrit que M. Mercier a été la vedette de cette séance répondant « aux innombrables et bien souvent inutiles questions de M. Sauvé »<sup>14</sup>

En 1919, la tribune de la presse de Québec compte 14 journalistes:

Abel Vineberg	<i>The Gazette</i>	Président de la Tribune
Joseph-Amédée Gagnon	<i>Le Quotidien</i>	Vice-président de la Tribune
Valère Desjardins	<i>Le Canada</i>	Secrétaire-trésorier de la Tribune
Ewart E. Donovan	<i>The Quebec Telegraph / The Gazette</i>	Bibliothécaire de la Tribune
Arsène Bessette	<i>La Patrie</i>	
Edmond Chassé	<i>L'Événement</i>	
Alonzo Cinq-Mars	<i>La Presse</i>	
John A. Davis	<i>The Quebec Chronicle / The Daily Telegraph</i>	
Louis-Philippe Desjardins	<i>L'Action catholique</i>	
Louis Dupire	<i>Le Devoir</i>	
Jean-Marie Fortin	<i>Le Soleil</i>	
Robert R. Parsons	<i>The Montreal Star</i>	
Damase Potvin	<i>La Patrie</i>	
J.-N. Thivierge	<i>La Tribune</i>	
William R. O'Farrell	<i>The Montreal Herald and Daily Telegraph</i>	

## NOTES

1. Le Saint-Laurent, 14 juin 1917, page 1.
2. Id. 18 juillet 1918, page 2.
3. Des opposants à la conscription allèrent même manifester devant sa maison en 1917.
4. "Le frein nécessaire", *Le Nationaliste*, 16 mars 1919, page 1.
5. "Le *Herald* est vendu", *Le Soleil*, 19 février 1919, page 1.
6. "En causant avec le *Chronicle*", *Le Progrès du Saguenay*, 6 février 1919, page 1.
7. "Réplique au *Chronicle*", *L'Action catholique*, 20 janvier 1919, page 1.
8. "The Budget Debate", *The Quebec Daily Telegraph*, 13 février 1919, page 2.

9. "Québec est nécessaire au Canada", *La Tribune*, 13 février 1919, page 1.
10. "M. Médéric Martin au Conseil législatif", *La Patrie*, 20 janvier 1919, page 1.
11. "Après la session", *L'Action catholique*, 18 mars 1919, page 1.
12. "La session de Québec", *Le Devoir*, 21 janvier 1919, page 3.
13. "La session à Québec", *La Presse*, 20 janvier 1919, page 4.
14. *Le Soleil*, 11 mars 1919, page 1.

## BIBLIOGRAPHIE

### **Journaux de base**

*Action catholique, L'*  
*Canada, Le*  
*Devoir, Le*  
*Événement, L'*  
*Gazette, The*  
*Montreal Daily Star, The*  
*Montreal Herald and the Daily Telegraph, The*  
*Patrie, La*  
*Presse, La*  
*Quebec Chronicle, The*  
*Soleil, Le*

### **Journaux complémentaires**

*Action populaire, L'*  
*Action canadienne, L'*  
*Avenir du Nord, L'*  
*Bien Public, Le*  
*Bonne parole, La*  
*Bulletin des agriculteurs, Le*  
*Canadien, Le*  
*Clairon de Saint-Hyacinthe, Le*  
*Courrier de Montmagny, Le*  
*Courrier de Saint-Hyacinthe, Le*  
*Courrier de Sorel, Le*  
*Croix, La*  
*Droit, Le*  
*Éclaireur, L'*  
*Étoile du Nord, L'*  
*Journal de Waterloo, Le*  
*Monde ouvrier, Le*  
*Montreal Daily Mail, The*  
*Nationaliste, Le*  
*Pays, Le*  
*Peuple, Le*  
*Progrès de l'Est, Le*  
*Progrès de Valleyfield, Le*  
*Progrès du Golfe, Le*  
*Progrès du Saguenay, Le*  
*Quebec Daily Telegraph, The*  
*Quotidien, Le*  
*Réveil, Le*  
*Saint-Laurent, Le*  
*Sherbrooke Daily Record, The*  
*Sorelois, Le*  
*Spectateur, Le*  
*Stanstead Journal, The*  
*Tribune, La (Saint-Hyacinthe)*  
*Tribune de Sherbrooke, La*  
*Union des Cantons de l'Est, L'*  
*Vérité, La*

### **Autres sources**

*Documents de la session*, 1919, 4 volumes.

Mitchell, Walter George. *Discours sur le budget prononcé par l'honorable W. G. Mitchell, Trésorier de la province à l'Assemblée législative de Québec, 30 janvier 1919*. [s.l.]: 1919. 40 p. Publié également en anglais.

*Ordres du jour de l'Assemblée législative de la province de Québec*, 1919.

*Procès-verbaux de l'Assemblée législative de la province de Québec*, 1919, Québec 1919.

Québec, Prov. *Bills*, 3<sup>e</sup> session, 14<sup>e</sup> Parlement, 1919.

Québec, Prov. *Journals of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, Vol. LIII: Session 1919*, Quebec, Telegraph Printing Company, 1919, vii, 270, lxii p.

Québec, Prov. *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, Session de 1919, Vol. LIII*, Québec, Compagnie de publication Le Soleil, 1919, viii, 267, lviii p.

Québec, Prov. *Statuts de la province de Québec*, 8 George V, Québec, Imprimeur du roi, Québec, 1919, xi, 461 p.

*Rapports des comités généraux, 3<sup>e</sup> session*, 1919.



## TABLE DES MATIÈRES

Faits marquants de la session de 1919	v
Analyse des journaux et des sources 1919	xv
Bibliographie.....	xxi
Table des matières.....	xxiii
L'Exécutif en 1919	xxv
Membres de l'Assemblée législative	
Par ordre alphabétique .....	xxvi
Par ordre de circonscription .....	xxviii
Débats	
Séance du mardi 21 janvier 1919.....	1
Séance du mercredi 22 janvier 1919.....	7
Séance du jeudi 23 janvier 1919.....	31
Séance du vendredi 24 janvier 1919.....	39
Séance du mardi 28 janvier 1919.....	43
Séance du mercredi 29 janvier 1919.....	49
Séance du jeudi 30 janvier 1919.....	63
Séance du vendredi 31 janvier 1919.....	99
Séance du mardi 4 février 1919 .....	103
Séance du mercredi 5 février 1919 .....	111
Séance du jeudi 6 février 1919.....	117
Séance du vendredi 7 février 1919.....	133
Séance du lundi 10 février 1919 .....	137
Séance du mardi 11 février 1919 .....	143
Séance du mercredi 12 février 1919 .....	153
Séance du jeudi 13 février 1919.....	169
Séance du vendredi 14 février 1919.....	187

Séance du mardi 18 février 1919 .....	191
Séance du mercredi 19 février 1919 .....	201
Séance du jeudi 20 février 1919.....	217
Séance du vendredi 21 février 1919.....	235
Séance du lundi 24 février 1919 .....	237
Séance du mardi 25 février 1919 .....	239
Séance du mercredi 26 février 1919 .....	255
Séance du jeudi 27 février 1919.....	263
Séance du vendredi 28 février 1919.....	275
Séance du mardi 4 mars 1919 .....	279
Séance du mercredi 5 mars 1919 .....	297
Séance du jeudi 6 mars 1919 .....	303
Séance du vendredi 7 mars 1919 .....	311
Séance du lundi 10 mars 1919 .....	315
Séance du mardi 11 mars 1919 .....	325
Séance du mercredi 12 mars 1919 .....	341
Séance du jeudi 13 mars 1919 .....	363
Séance du vendredi 14 mars 1919 .....	385
Séance du samedi 15 mars 1919 .....	405
Séance du lundi 17 mars 1919 .....	427
Index des participants .....	459
Index des sujets .....	479
Index des bills publics et privés .....	499

**L'HONORABLE CHARLES FITZPATRICK**

**Lieutenant-gouverneur de la province de Québec**

**Membres du Conseil exécutif  
1919**

**L'honorable Lomer Gouin, premier ministre et procureur général**

**L'honorable Joseph-Édouard Caron, ministre de l'Agriculture**

**L'honorable Jules Allard, ministre des Terres et Forêts**

**L'honorable Louis-Alexandre Taschereau, ministre des Travaux publics et du Travail**

**L'honorable Honoré Mercier (fils), ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries**

**L'honorable Joseph-Adolphe Tessier, ministre de la Voirie**

**L'honorable Jérémie-Louis Décarie, secrétaire et registraire de la province**

**L'honorable Walter George Mitchell, trésorier de la province**

**L'honorable John Charles Kaine, ministre sans portefeuille**

**L'honorable Narcisse Pérodeau, ministre sans portefeuille**

**L'honorable Napoléon Séguin, ministre sans portefeuille**

**Orateur**

**L'honorable Antonin Galipeault**



**LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
**par ordre alphabétique**

Député	Allégeance politique	Circonscription
ACHIM, Honoré	L	Labelle
ASHBY, Joseph-Séraphin-Aimé	L	Jacques-Cartier
BEAUDRY, Adrien	L	Verchères
BENOÎT, Joseph-Aldéric	L	Iberville
BERCOVITCH, Peter	L	Montréal-Saint-Louis
BISSONNET, Alfred-Joseph	L	Stanstead
BORDELEAU, Bruno	L	Champlain
BOUCHARD, Télesphore-Damien	L	Saint-Hyacinthe
BUGEAUD, Joseph-Fabien	L	Bonaventure
BULLOCK, William Stephen	L	Shefford
CANNON, Lawrence Arthur	L	Québec-Centre
CARON, Joseph	L	Ottawa
CARON, Joseph-Édouard	L	Îles-de-la-Madeleine
CÉDILOT, Wilfrid	L	Laprairie
D'AUTEUIL, Pierre	C	Charlevoix-Saguenay
DANIEL, Joseph-Ferdinand	L	Montcalm
DAVID, Athanase	L	Terrebonne
DÉCARIE, Jérémie-Louis	L	Maisonneuve
DELISLE, George-Isidore	L	Saint-Maurice
DESAULNIERS, Eugène Merrill	L	Chambly
FARAND, Avila	L	Soulanges
FORTIN, Octave	L	Matane
FRANCOEUR, Joseph-Napoléon	L	Lotbinière
GALIPEAULT, Antonin	L	Bellechasse
GAULT, Charles Ernest	C	Montréal-Saint-Georges
GODBOUT, Arthur	L	Beauce
GOUIN, Lomer	L	Portneuf
GRÉGOIRE, Georges-Stanislas	L	Frontenac
HAY, John	L	Argenteuil
HÉBERT, Ernest	L	Joliette
HODGINS, William	L	Pontiac
LAFERTÉ, Hector	L	Drummond
LAFONTAINE, Joseph	L	Berthier
LAPIERRE, Lauréat	L	Mégantic
LECLERC, Aurèle	L	Québec
LEMIEUX, Gustave	L	Gaspé
LÉTOURNEAU, Louis-Alfred	L	Québec-Est
LÉTOURNEAU, Séverin	L	Montréal-Hochelaga
LÉVESQUE, Joseph-Wenceslas	L	Laval
MADDEN, Martin	L	Québec-Ouest
MASSON, Joseph-Elzéar	L	Montmagny
MAYRAND, Georges	L	Montréal-Dorion
MERCIER, Honoré, fils	L	Châteauguay
MILES, Henry	L	Montréal-Saint-Laurent
MITCHELL, Walter George	L	Richmond
MONET, Amédée	L	Napierville
OLIVER, William Robert	L	Brome
OUELLET, Joseph-Charles-Ernest	L	Dorchester
OUELLETTE, Édouard	L	Yamaska
PAQUET, Arthur	L	Saint-Sauveur

Député	Allégeance politique	Circonscription
PARROT, Louis-Eugène-Aduire	L	Témiscouata
PÉLOQUIN, Maurice-Louis	L	Richelieu
PERRAULT, Joseph-Édouard	L	Arthabaska
PETIT, Honoré	L	Chicoutimi
PHANEUF, Joseph-Émery	L	Bagot
PHILPS, Andrew	L	Huntingdon
PILON, Hormisdas	L	Vaudreuil
REED, Walter	L	L'Assomption
ROBERT, Edmund Arthur	L	Beauharnois
ROBERT, Joseph-Edmond	L	Rouville
ROBERT, Marcellin	L	Saint-Jean
ROBILLARD, Clément	L	Montréal-Saint-Jacques
ROY, Alfred-Valère	L	Lévis
SAUVÉ, Arthur	C	Deux-Montagnes
SAVOIE, Joseph-Alcide	L	Nicolet
SCOTT, George Nathaniel	L	Compton
SÉGUIN, Napoléon	L	Montréal-Sainte-Marie
SIMARD, Télesphore	L	Témiscamingue
SMART, Charles Allan	C	Westmount
STEIN, Charles-Adolphe	L	Kamouraska
TANGUAY, Napoléon-Pierre	L	Wolfe
TANSEY, Denis	C	Montréal-Sainte-Anne
TASCHEREAU, Louis-Alexandre	L	Montmorency
TESSIER, Auguste-Maurice	L	Rimouski
TESSIER, Joseph-Adolphe	L	Trois-Rivières
THÉRIAULT, Élisée	L	L'Islet
THERRIEN, Calixte-Émile	L	Sherbrooke
TOURVILLE, Rodolphe	L	Maskinongé
TURCOT, Napoléon	L	Montréal-Laurier
TURCOTTE, Joseph-Sylvio-Narcisse	C	Lac-Saint-Jean

#### Allégeance politique :

- C - Conservateur
- L - Libéral

**LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
**par circonscription**

<b>Circonscription</b>	<b>Allégeance politique</b>	<b>Député</b>
ARGENTEUIL	L	Hay, John
ARTHABASKA	L	Perrault, Joseph-Édouard
BAGOT	L	Phaneuf, Joseph-Émery
BEAUCE	L	Godbout, Arthur
BEAUHARNOIS	L	Robert, Edmund Arthur
BELLECHASSE	L	Galipeault, Antonin
BERTHIER	L	Lafontaine, Joseph
BONAVENTURE	L	Bugeaud, Joseph-Fabien
BROME	L	Oliver, William Robert
CHAMBLY	L	Desaulniers, Eugène Merrill
CHAMPLAIN	L	Bordeleau, Bruno
CHARLEVOIX-SAGUENAY	C	D'Auteuil, Pierre
CHÂTEAUGUAY	L	Mercier, Honoré, fils
CHICOUTIMI	L	Petit, Honoré
COMPTON	L	Scott, George Nathaniel
DEUX-MONTAGNES	C	Sauvé, Arthur
DORCHESTER	L	Ouellet, Joseph-Charles-Ernest
DRUMMOND	L	Laferté, Hector
FRONTENAC	L	Grégoire, Georges-Stanislas
GASPÉ	L	Lemieux, Gustave
HUNTINGDON	L	Philps, Andrew
IBERVILLE	L	Benoît, Joseph-Aldéric
ÎLES-DE-LA-MADELEINE	L	Caron, Joseph-Édouard
JACQUES-CARTIER	L	Ashby, Joseph-Séraphin-Aimé
JOLIETTE	L	Hébert, Ernest
KAMOURASKA	L	Stein, Charles-Adolphe
L'ASSOMPTION	L	Reed, Walter
LABELLE	L	Achim, Honoré
LAC-SAINT-JEAN	C	Turcotte, Joseph-Sylvio-Narcisse
LAPRAIRIE	L	Cédilot, Wilfrid
LAVAL	L	Lévesque, Joseph-Wenceslas
LÉVIS	L	Roy, Alfred-Valère
L'ISLET	L	Thériault, Élisée
LOTBINIÈRE	L	Francoeur, Joseph-Napoléon
MAISONNEUVE	L	Décarie, Jérémie-Louis
MASKINONGÉ	L	Tourville, Rodolphe
MATANE	L	Fortin, Octave
MÉGANTIC	L	Lapierre, Lauréat
MONTCALM	L	Daniel, Joseph-Ferdinand
MONTMAGNY	L	Masson, Joseph-Elzéar
MONTMORENCY	L	Taschereau, Louis-Alexandre
MONTRÉAL-DORION	L	Mayrand, Georges
MONTRÉAL-HOCHELAGA	L	Létourneau, Séverin
MONTRÉAL-LAURIER	L	Turcot, Napoléon
MONTRÉAL-SAINTE-ANNE	C	Tansey, Denis
MONTRÉAL-SAINTE-MARIE	L	Séguin, Napoléon
MONTRÉAL-SAINT-GEORGES	C	Gault, Charles Ernest
MONTRÉAL-SAINT-JACQUES	L	Robillard, Clément
MONTRÉAL-SAINT-LAURENT	L	Miles, Henry
MONTRÉAL-SAINT-LOUIS	L	Bercovitch, Peter

Circonscription	Allégeance politique	Député
NAPIERVILLE	L	Monet, Amédée
NICOLET	L	Savoie, Joseph-Alcide
OTTAWA	L	Caron, Joseph
PONTIAC	L	Hodgins, William
PORTNEUF	L	Gouin, Lomer
QUÉBEC	L	Leclerc, Aurèle
QUÉBEC-CENTRE	L	Cannon, Lawrence Arthur
QUÉBEC-EST	L	Létourneau, Louis-Alfred
QUÉBEC-OUEST	L	Madden, Martin
RICHELIEU	L	Péloquin, Maurice-Louis
RICHMOND	L	Mitchell, Walter George
RIMOUSKI	L	Tessier, Auguste-Maurice
ROUVILLE	L	Robert, Joseph-Edmond
SAINT-HYACINTHE	L	Bouchard, Télesphore-Damien
SAINT-JEAN	L	Robert, Marcellin
SAINT-MAURICE	L	Delisle, George-Isidore
SAINT-SAUVEUR	L	Paquet, Arthur
SHEFFORD	L	Bullock, William Stephen
SHERBROOKE	L	Therrien, Calixte-Émile
SOULANGES	L	Farand, Avila
STANSTEAD	L	Bissonnet, Alfred-Joseph
TÉMISCAMINGUE	L	Simard, Télesphore
TÉMISCOUATA	L	Parrot, Louis-Eugène-Aduire
TERREBONNE	L	David, Athanase
TROIS-RIVIÈRES	L	Tessier, Joseph-Adolphe
VAUDREUIL	L	Pilon, Hormisdas
VERCHÈRES	L	Beaudry, Adrien
WESTMOUNT	C	Smart, Charles Allan
WOLFE	L	Tanguay, Napoléon-Pierre
YAMASKA	L	Ouellette, Édouard

#### Allégeance politique :

- C - Conservateur
- L - Libéral







Séance du mardi 21 janvier 1919

**Présidence de l'honorable A. Galipeault**

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

La législature ayant été, par proclamation<sup>1</sup>, convoquée pour ce jour pour l'expédition des affaires, et les membres de la Chambre étant réunis en séance;

**Messages du lieutenant-gouverneur:**

Le message suivant est apporté par M. Arthur Saint-Jacques, gentilhomme huissier à la verge noire:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent dans la salle du Conseil législatif.

Et, les députés étant de retour,

**Brefs d'élection:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que, à la réception des notifications ci-après, il a adressé au greffier de la couronne en chancellerie des mandats lui enjoignant d'émettre de nouveaux brefs portant convocation des collèges électoraux de Matane, de Montréal-Saint-Laurent et de Napierville.

**Vacances dans les districts électoraux:**

**District électoral  
de Matane**

Québec, ce 7 décembre 1918

À Monsieur l'Orateur  
de l'Assemblée législative  
de Québec

Monsieur,

Nous avons l'honneur de vous informer que, par suite du décès de M. Donat Caron, le collège électoral de Matane se trouve actuellement sans représentant dans l'Assemblée législative de Québec.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Lomer Gouin,  
député du collège électoral de Portneuf

L.-A. Taschereau,  
député du collège électoral de Montmorency

**District électoral  
de Montréal-Saint-Laurent**

Québec, ce 7 décembre 1918

À Monsieur l'Orateur  
de l'Assemblée législative  
de Québec

Monsieur,

Nous avons l'honneur de vous informer que M. John-Thomas Finnie a accepté une charge de la Couronne à laquelle est attaché un traitement annuel et qu'en conséquence le collège électoral de Montréal-Saint-Laurent se trouve actuellement sans représentant dans l'Assemblée législative de Québec.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Lomer Gouin,  
député du collège électoral de Portneuf

L.-A. Taschereau,  
député du collège électoral de Montmorency

**District électoral  
de Napierville**

Québec, ce 7 décembre 1918

À Monsieur l'Orateur  
de l'Assemblée législative  
de Québec

Monsieur,

Nous avons l'honneur de vous informer que, par suite du décès de M. Cyprien Dorris, le collège

électoral de Napierville se trouve actuellement sans représentant dans l'Assemblée législative de Québec.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Lomer Gouin,  
député du collège électoral de Portneuf

L.-A. Taschereau,  
député du collège électoral de Montmorency

#### **Certificats d'élection:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre qu'il a reçu du greffier de la couronne en chancellerie les certificats d'élection suivants:

##### **District électoral de Napierville**

BUREAU DU GREFFIER  
DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, le 21 janvier 1919

À Monsieur l'Orateur  
de l'Assemblée législative  
de Québec

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le sept décembre mil neuf cent dix-huit et adressé à M. Alphonse Morin, protonotaire et officier-rapporteur résidant à Saint-Jean, M. Amédée Monet, avocat de Montréal, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Napierville à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. Cyprien Dorris, décédé.

Le greffier de la couronne en chancellerie,  
L.-P. Geoffrion

##### **District électoral de Montréal-Saint-Laurent**

BUREAU DU GREFFIER  
DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, le 21 janvier 1919

À Monsieur l'Orateur  
de l'Assemblée législative  
de Québec

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le sept décembre mil neuf cent dix-huit et adressé à M. Thomas-Emmett Quinn, agent d'assurances et officier-rapporteur, résidant à Montréal, M. Henry Miles, marchand de Montréal, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Montréal-Saint-Laurent à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. John-Thomas Finnie qui a accepté une charge de la couronne à laquelle est attaché un traitement annuel.

Le greffier de la couronne en chancellerie,  
L.-P. Geoffrion

#### **Présentation de nouveaux députés<sup>2</sup>:**

##### **M. Henry Miles, Montréal-Saint-Laurent**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** et **l'honorable M. Décarie (Maisonnette)** présentent à la Chambre le nouveau député de Montréal-Saint-Laurent, M. Miles. Celui-ci a prêté et souscrit sur le rôle le serment prescrit par la loi et il réclame maintenant le droit de siéger.

**M. l'Orateur** l'invite à prendre séance.

**M. Miles (Montréal-Saint-Laurent)** prend son siège en Chambre.

##### **M. Amédée Monet, Napierville**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** et **l'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** présentent à la Chambre le nouveau député de Napierville, M. Monet. Celui-ci a prêté et souscrit sur le rôle le serment prescrit par la loi et il réclame maintenant le droit de siéger.

**M. l'Orateur** l'invite à prendre séance.

**M. Monet (Napierville)** prend son siège en Chambre.

**M. Pilon (Vaudreuil), M. Robert (Saint-Jean) et plusieurs autres:** Eh bien, et M. Fortin?

**Une voix:** Le rapport de l'élection de M. Fortin n'étant pas encore arrivé, il fallait attendre.

### **Prestation des serments d'office**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 1 relatif à la prestation des serments d'office.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Discours du trône**

**M. l'Orateur** fait rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue aujourd'hui auprès de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à Son Honneur de lire un discours à l'adresse des deux chambres de la législature de cette province, et que, pour prévenir toute erreur, il en a obtenu une copie dont il donne lecture à la Chambre ainsi qu'il suit:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

Il m'est d'autant plus agréable d'avoir à vous souhaiter la bienvenue que j'eus autrefois l'honneur de siéger à la chambre des députés et que votre rentrée évoque en moi tout un passé dont j'ai conservé le meilleur des souvenirs. Et, parmi ces souvenirs, je tiens à rappeler tout particulièrement celui d'un homme que vous avez bien connu, qui fut mon prédécesseur et que la mort a terrassé, il y a à peine quelques mois. L'honorable Sir Pierre-Evariste Leblanc a laissé une réputation des plus enviables, il a mérité le respect de notre population et je me plais à rendre à sa mémoire l'hommage de vos regrets et des miens.

Après quatre longues années de combats sanglants, la guerre vient enfin de se terminer par une victoire que les Alliés n'auraient peut-être jamais espérée aussi complète et aussi brillante. Il convient d'en rendre grâce au ciel et d'en remercier les héroïques soldats qui se sont sacrifiés si généreusement pour nous protéger et pour assurer au monde un régime de liberté et de justice.

La cessation des hostilités a donné naissance à des problèmes nouveaux et importants auxquels le Canada et notre province doivent faire face sans retard.

Nos soldats, après avoir écrit une des pages les plus glorieuses de notre histoire, ont commencé de revenir au pays. Nous avons contracté une dette de reconnaissance envers eux et il va falloir les aider à reprendre leur place dans la vie civile. C'est l'intention de mon gouvernement d'offrir des terres gratuites à ceux qui désireront se livrer aux travaux

des champs, et un projet de loi vous sera soumis à cet effet. Mon gouvernement se propose aussi de donner une attention toute spéciale à l'établissement de bureaux de placement dans les principaux centres de la province, afin que militaires, artisans et ouvriers puissent plus facilement et plus rapidement trouver du travail et de l'emploi.

Nos écoles techniques, qui ont déjà accompli une œuvre si remarquable depuis leur fondation, devraient rendre de grands services aux soldats qui en fréquenteront les cours et elles sont dès maintenant en état de recevoir le plus grand nombre d'élèves possible.

La guerre a consumé la vie de tant de millions d'individus qu'il est devenu urgent de s'occuper tout particulièrement de la conservation de la santé, soit en combattant la tuberculose, soit encore en donnant à la classe ouvrière des logements plus salubres. Aussi serez-vous saisis de projets relatifs à ces deux questions.

Malgré la rareté de la main-d'œuvre, d'importants travaux de voirie ont été exécutés pendant la dernière belle saison, et c'est une satisfaction de constater que la longueur totale des chemins améliorés d'une façon permanente est maintenant de près de 2,600 milles. Dès le commencement de l'été prochain, ces travaux seront repris avec une vigueur nouvelle.

La construction des routes dans les centres de colonisation a également été poussée avec autant d'activité que possible. Mon gouvernement s'applique incessamment à favoriser le défrichement des terres nouvelles, et nos régions de colonisation, notamment celle de l'Abitibi, continuent à se développer d'une façon encourageante.

L'agriculture traverse des jours d'une prospérité sans précédent. Grâce aux initiatives prises par le département de l'Agriculture aussi bien qu'au surcroît de travail que nos cultivateurs n'ont pas craint de s'imposer, la campagne de surproduction agricole a produit des résultats inespérés, et notre province est aujourd'hui dans une position très favorable pour aider au ravitaillement des pays européens, et, plus particulièrement, de la mère patrie. L'amélioration de l'agriculture est toujours une des questions sur lesquelles mes ministres portent tous leurs soins.

On vous demandera, pendant le cours de la session, d'étudier des modifications à la loi des compagnies à fonds social ainsi qu'un projet qui complète la loi que vous avez déjà adoptée au sujet de la prohibition des liqueurs enivrantes.

Afin de tenir le gouvernement au courant de tous les besoins et de toutes les aspirations de la

classe ouvrière, il est devenu nécessaire de nommer un sous-ministre du département du Travail. Un projet de loi vous sera soumis à ce sujet.

Je vous signale avec plaisir les progrès constants que l'industrie minière a accomplis depuis quelques années.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Les comptes de l'année passée vous seront distribués et vous y verrez que les recettes ont de beaucoup excédé les dépenses. Vous serez aussi appelés à voter les crédits du prochain exercice.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Vous aurez à légiférer sur diverses matières d'intérêt général et on vous demandera, entre autres choses, d'adopter une loi pourvoyant à la refonte des statuts. J'ai la conviction que vous apporterez à l'étude des questions qui vous seront soumises tout le soin et tout le zèle qu'il convient. En terminant, je demande à la Providence de vous bénir et de répandre ses bénédictions sur notre chère province.

#### **Prise en considération du discours du trône**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que le discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur soit pris en considération à la prochaine séance.

Adopté.

#### **Formation des comités permanents**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que des comités permanents de cette Chambre soient nommés pour les objets suivants, savoir:

1. un comité des privilèges et élections;
2. un comité des règlements;
3. un comité des comptes publics;
4. un comité des chemins de fer et autres moyens de communication;
5. un comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation;
6. un comité des industries et du commerce;
7. un comité du Code municipal;
8. un comité des bills privés en général;

9. un comité des bills publics en général;
10. un comité de la Bibliothèque de la Législature;
11. un comité des impressions législatives.

Et que chacun de ces comités soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et matières qui lui seront renvoyées par la Chambre, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et matières, et à envoyer chercher les personnes, pièces et dossiers dont il pourra avoir besoin.

Adopté.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), qu'un comité spécial de onze membres soit nommé pour dresser et présenter, avec toute la diligence possible, une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents dont la Chambre a décidé la formation.

Adopté.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Je propose que les députés dont les noms suivent fassent partie du comité spécial:

Les honorables Gouin, Taschereau et Mitchell, messieurs Bullock, D'Auteuil, Desaulniers<sup>3</sup>, Fortier<sup>4</sup>, Gault, Godbout, Létourneau (Montréal-Hochelaga) et Sauvé.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je demande pardon à l'honorable premier ministre, mais M. Fortier n'est plus député de cette Chambre. Il me semble que c'est monsieur Honoré Achim qui est député de Labelle maintenant.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Vous avez raison, alors M. Achim. (Rires).

Adopté.

#### **Dépôt de documents:**

#### **Rapport du ministre des Travaux publics et du Travail**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre des Travaux publics et du Travail de la province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1918. (Document de la session no 4)

**Rapport du département  
de la voirie**

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du département de la Voirie de la province de Québec pour l'année 1918. (Document de la session no 21)

**Rapport du ministre  
de l'Agriculture**

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** dépose sur le bureau de la chambre le rapport du ministre de l'Agriculture pour l'année 1918. (Document de la session no 3)

**Rapport du Concours  
du mérite agricole**

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du Concours du mérite agricole, 1918. (Document de la session no 27)

**Rapport du ministre de la colonisation,  
des mines et des pêcheries**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries pour l'année finissant le 30 juin 1918. (Document de la session no 7)

**Décès du prince John**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), que la Chambre s'ajourne en témoignage de respect pour la mémoire de Son Altesse royale le prince John<sup>5</sup>, décédé le 18 janvier, et de sympathie pour les gracieux souverains, le roi George et la reine Mary.

Adopté.

La séance est levée.

**NOTES**

1. Le texte de la proclamation est reproduit à la page V des *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec*, session 1919, vol. LIII.

2. M. Octave Fortin a été élu à l'élection partielle, dans Matane, tenue le 29 décembre 1918, avec 391 voix de majorité.

3. D'après *Le Canada* du 22 janvier 1919, page 11, la députation a salué avec plaisir le retour du député de Chambly, le Dr Eugène Merrill Desaulniers, que la maladie a retenu longtemps chez lui. Le *Quebec Daily Telegraph* du 22 janvier 1919, à la page 4, mentionne également que des gerbes de fleurs avaient été déposées sur les pupitres précédemment occupés par M. Donat Caron, représentant de Matane, et M. Cyprien Doris, représentant de Napierville, tous deux décédés.

4. M. H.-A. Fortier (1875-1966), député libéral provincial de Labelle de 1912 à 1917, puis député libéral fédéral du même comté de 1917 à 1925.

5. Fils de George V et de la reine Mary (1905-1919).





Séance du mercredi 22 janvier 1919

### Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Présentation de pétitions:

Vingt-six pétitions sont présentées devant la Chambre dont les 24 suivantes:

- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Ashby);
- de Jean Dutreuil, demandant l'adoption d'une loi déclarant valide son titre à l'immeuble no 67 du cadastre de la paroisse de Saint-Eustache et ratifiant la vente qu'il a faite à Ernest-D. Lee *et al.* (M. Beaudry);
- des R.R. P.P. Langlais *et al.* demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Tiers-Ordre de Saint-Dominique" (M. Beaudry);
- de la cité de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bouchard);
- de The Shefford, Bagot and Missisquoi Railway Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bullock);
- de la cité de Grandby, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à convertir le lot no 400 en un parc municipal public (M. Bullock);
- de la cité des Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bordeleau);
- de MM. Uldéric Beaulac *et al.* demandant l'adoption d'une loi annexant à la paroisse de Saint-Jean-des-Piles certains lots de la paroisse de Sainte-Flore (M. Francoeur);
- du Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à effectuer un emprunt et à augmenter les taxes scolaires (M. Gault);
- du lieutenant-colonel A.-M. Forbes *et al.* demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The school for crippled children. Montreal" (M. Gault);
- de Morris-Alfred Thompson, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à porter le nom de "Maurice-Alfred Madley" (M. Gault);
- de Trafalgar Institute, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Gault);
- du révérend Daniel James Fraser *et al.* demandant l'adoption d'une loi ratifiant l'union de

l'église Saint-Andrew à celle de Saint-Paul et incorporant The Church of Saint-Andrew & Saint-Paul (M. Gault);

- de la ville de Montréal-Nord, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un certain règlement d'emprunt (M. Lévesque);
- de l'Association des optométristes et des opticiens de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Lévesque);
- de la ville de Saint-Michel, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et validant certains règlements d'emprunt (M. Lévesque);
- de Josaphat-Frédéric Champagne, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);
- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);
- de l'Association des comptables de Montréal et de l'Institut des comptables et auditeurs de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi les constituant en une seule corporation (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);
- de la cité de Lévis, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Roy);
- de M. F.-X. Dufresne *et al.* demandant l'adoption d'une loi amendant la charte de la cité de Montréal (M. Reed);
- de la municipalité du village du Petit-Lac-Magog, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et changeant son nom en celui de municipalité du village de Fayolle (M. Therrien);
- de la compagnie Lecavalier & Riel, limitée, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);
- de la compagnie du chemin de fer de la vallée de la rivière Madeleine, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Lemieux).

### Composition des comités permanents

#### L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial chargé de préparer et soumettre une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents de la Chambre. Voici le rapport:

Votre comité a élu l'honorable M. Taschereau son président et rapporte la liste suivante des députés devant faire partie des comités:

Comité des règlements: les honorables MM. Caron, Tessier; MM. Bullock, David, Godbout, Leclerc, Létourneau (Québec-Est), Madden, Paquet, Péloquin, Petit, Pilon, Stein, Therrien, Turcotte.

Comité des bills privés en général: les honorables MM. Caron, Mercier fils, Mitchell, Séguin, Taschereau, Tessier; MM. Ashby, Beaudry, Bercovitch, Bissonnet, Bouchard, Bugeaud, Bullock, Cannon, Cédillot, Daniel, D'Auteuil, David, Delisle, Francoeur, Gault, Godbout, Hébert, Hodgins, Laferté, Lafontaine, Lemieux, Létourneau (Montréal-Hochelaga), Létourneau (Québec-Est), Lévesque, Madden, Mayrand, Miles, Monet, Oliver, Ouellette, Paquet, Parrot, Péloquin, Perrault, Phaneuf, Philips, Pilon, Reed, Robert (Beauharnois), Robert (Rouville), Robert (Saint-Jean), Robillard, Sauvé, Scott, Smart, Tansey, Tessier (Rimouski), Thériault, Therrien, Tourville, Turcot, Turcotte.

Comité des chemins de fer et autres moyens de communication: L'honorable Sir Lomer Gouin; les honorables MM. Décarie, Mercier fils, Mitchell, Séguin, Taschereau, Tessier; MM. Achim, Ashby, Bercovitch, Bissonnet, Bouchard, Bugeaud, Bullock, Daniel, D'Auteuil, David, Farand, Fortin, Gault, Grégoire, Hay, Hébert, Lapierre, Létourneau (Montréal-Hochelaga), Létourneau (Québec-Est), Lévesque, Masson, Mayrand, Miles, Oliver, Ouellette, Petit, Phaneuf, Philips, Pilon, Reed, Robert (Beauharnois), Robillard, Roy, Sauvé, Savoie, Scott, Simard, Stein, Tanguay, Tansey, Tessier (Rimouski), Tourville, Turcot.

Comité des comptes publics: L'honorable Sir Lomer Gouin; les honorables MM. Caron, Décarie, Mercier fils, Mitchell, Taschereau, Tessier; MM. Achim, Benoit, Bissonnet, Bordeleau, Bouchard, Bullock, Daniel, D'Auteuil, Delisle, Gault, Godbout, Lapierre, Létourneau (Montréal-Hochelaga), Lemieux, Madden, Masson, Ouellette, Péloquin, Philips, Sauvé, Savoie, Scott, Smart, Tanguay, Tansey, Therrien, Turcotte.

Comité des bills publics en général: L'honorable Sir Lomer Gouin; les honorables MM. Décarie, Mercier fils, Mitchell, Taschereau, Tessier; MM. Ashby, Beaudry, Bercovitch, Bugeaud, Cannon, Daniel, D'Auteuil, David, Francoeur,

Godbout, Hébert, Laferté, Létourneau (Montréal-Hochelaga), Lévesque, Mayrand, Monet, Perrault, Stein, Tessier (Rimouski), Thériault, Turcotte.

Comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation: L'honorable Sir Lomer Gouin; les honorables MM. Caron, Décarie, Mitchell, Séguin; MM. Benoit, Bouchard, Bullock, Caron (Ottawa), Cédillot, Daniel, Delisle, Desaulniers, Farand, Fortin, Francoeur, Godbout, Grégoire, Hay, Hodgins, Lafontaine, Lemieux, Madden, Oliver, Ouellette (Yamaska), Ouellet (Dorchester), Péloquin, Petit, Phaneuf, Pilon, Robert (Rouville), Robert (Saint-Jean), Sauvé, Scott, Stein, Tanguay, Tansey, Tessier (Rimouski), Therrien, Tourville, Turcotte.

Comité des industries et du commerce: les honorables MM. Caron, Mitchell; MM. Achim, Beaudry, Bissonnet, Bordeleau, Bullock, Caron (Ottawa), Delisle, Fortin, Francoeur, Gault, Lapierre, Leclerc, Létourneau (Québec-Est), Masson, Miles, Ouellet (Dorchester), Paquet, Petit, Philips, Reed, Robillard, Robert (Beauharnois), Roy, Sauvé, Savoie, Simard, Smart, Tansey, Therrien, Tourville.

Comité des privilèges et élections: L'honorable Sir Lomer Gouin; les honorables MM. Décarie, Mercier fils, Mitchell, Tessier; MM. Bugeaud, Beaudry, D'Auteuil, Lévesque, Perrault, Sauvé, Stein, Tessier (Rimouski).

Comité du Code municipal: les honorables MM. Caron, Mitchell, Taschereau, Tessier; MM. Bullock, Cannon, Caron (Ottawa), Daniel, D'Auteuil, David, Godbout, Hébert, Oliver, Ouellet (Dorchester), Perrault, Robert (Rouville), Sauvé, Stein, Tessier (Rimouski).

Adopté.

#### Messages du lieutenant-gouverneur:

**L'honorable M. Décarie (Maisonnette)** transmet à l'Orateur un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur.

**M. l'Orateur** lit ledit message qui suit:

C. Fitzpatrick, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative copie des rapports du comité de l'honorable Conseil exécutif concernant certaines nominations dans le service civil. (Document de la session no 12)

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** transmet à l'Orateur un autre message du lieutenant-gouverneur.

**M. l'Orateur** lit ledit message comme suit:

C. Fitzpatrick, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'Imprimeur du roi, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, puis le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en mains, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits statuts. (Document de la session no 20)

#### Dépôt de documents:

##### Statistiques municipales

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** dépose sur le bureau de la Chambre les statistiques municipales de la province de Québec pour l'année 1917. (Document de la session no 18)

##### Loi d'hygiène, grippe épidémique

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** dépose sur le bureau de la Chambre la proclamation pour la mise en vigueur de la section 3 de la loi d'hygiène et règlements du Conseil central d'hygiène de la province de Québec, relatifs à la grippe épidémique. (Document de la session no 28)

##### Rapport du secrétaire et du registraire 1917-1918

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du secrétaire et registraire de la province de Québec pour l'année 1917-1918. (Document de la session no 6)

##### État financier des corporations scolaires, 1916-1917

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** dépose sur le bureau de la Chambre l'état financier des corporations scolaires pour l'année finissant le 30 juin 1917. (Document de la session no 10)

##### Rapport du surintendant de l'Instruction publique

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, 1917-1918. (Document de la session no 8)

##### Statistiques des établissements pénitentiaires et des institutions d'assistance

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** dépose sur le bureau de la Chambre les statistiques annuelles des établissements pénitentiaires et des institutions d'assistance, année 1917. (Document de la session no 22)

##### État financier du surintendant de l'Instruction publique

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** dépose sur le bureau de la Chambre l'état financier du surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, donnant un état des mandats reçus et les dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1918. (Document de la session no 9)

#### Certificats d'élection:

##### District électoral de Matane

**M. l'Orateur** informe la Chambre qu'il a reçu du greffier de la Couronne en chancellerie le certificat d'élection suivant:

BUREAU DU GREFFIER  
DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, le 22 janvier 1919

À Monsieur l'Orateur  
de l'Assemblée législative  
de Québec

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le sept décembre mil neuf cent dix-huit et adressé à M. C.-E. Bernier, registrateur et officier-rapporteur résidant à Saint-Jérôme-de-Matane, M. Octave Fortin, cultivateur de Saint-Octave-de-Métis, a été, ainsi qu'il appert du rapport

qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Matane, à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. Donat Caron, décédé.

Le greffier de la couronne en chancellerie,  
L.-P. Geoffrion

#### **Présentation des nouveaux députés:**

**M. Octave Fortin,  
Matane**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf) et l'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** présentent à la Chambre le nouveau député de Matane, M. Octave Fortin. Celui-ci a prêté et souscrit sur le rôle le serment prescrit par la loi et il réclame maintenant le droit de siéger.

**M. l'Orateur** l'invite à prendre son siège.

**M. Fortin (Matane)** prend son siège en Chambre.

#### **Adresse en réponse au discours du trône**

**M. Thériault (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Miles), que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur:

À Son Honneur  
le lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de la province de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre loyauté à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. l'Orateur, permettez-moi d'abord d'exprimer à l'honorable premier ministre et à ses collègues toute la gratitude des électeurs du comté de L'Islet pour l'honneur qu'on a fait à leur représentant en le choisissant pour proposer l'adresse en réponse au discours du trône.

J'appartiens à la jeunesse militante de Québec, à cette jeunesse qui a toujours été éprise de libéralisme et qui a toujours manifesté une confiance inébranlable dans la sagesse des chefs de notre parti, et c'est sans doute une des raisons pour lesquelles le gouvernement a bien voulu me confier cette marque d'amitié.

Je suis certain d'être le fidèle interprète de cette jeunesse en disant au premier ministre toute notre admiration pour l'administration si sage et si progressive qu'il a donnée à notre province et toute notre reconnaissance pour la considération qu'il n'a cessé de nous témoigner.

La guerre a heureusement pris fin; l'épouvantable cauchemar dans lequel se débattait l'humanité depuis plus de quatre ans a cessé; le sang a fini de couler; le droit a triomphé; le barbare frémissant a repassé le Rhin qui, espérons-le, a cessé pour toujours d'être un fleuve allemand.

L'humanité pourra enfin respirer librement; la faiblesse saura que le droit existe et la force apprendra qu'elle n'est rien sans l'acquis du droit. Le barbare saura enfin que le droit, c'est le droit. Les belles cathédrales reposeront en paix sur leurs assises séculaires; les bibliothèques ne craindront plus la torche de l'incendiaire et les amants de l'art pourront encore visiter ces lieux où le génie de l'homme a laissé tant de monuments remarquables.

Rendons hommage au génie du maréchal Foch<sup>1</sup> et à la vaillance des Alliés qui ont rendu possible la victoire. Saluons les héroïques soldats canadiens qui, sur les champs de bataille, se sont montrés les égaux des meilleurs soldats du monde. Inclignons-nous sur les tombes, trop nombreuses hélas! des malheureux qui ont écrit avec leur sang les plus belles pages de nos annales. Semeurs incomparables, ils n'ont pas eu le bonheur de voir mûrir leur moisson.

Si tous les soldats canadiens m'ont fait vibrer d'un saint enthousiasme, il n'en est pas un qui a rempli mon cœur d'une plus douce fierté que ceux de l'immortel 22<sup>e</sup>.

Petits-fils des héros de Montcalm et de Lévis, ils sont aujourd'hui notre orgueil et notre gloire. Au cours de cette guerre, M. l'Orateur, on a critiqué amèrement la conduite de la province de Québec et de notre race. Le 22<sup>e</sup> s'est chargé de répondre brillamment à nos détracteurs, et vous savez de quelle façon ils l'ont fait à Ypres, puis à Saint-Julien, à Langemark, à Neuve-Chapelle, à Courcellette et à Vimy, et à tant d'autres.

Quand on a nommé des batailles fameuses illustrées par leur vaillance, il n'est pas besoin d'en appeler au jugement de l'histoire, car l'histoire, ce sont eux qui l'ont écrite. Ils ont rempli leur tâche, il

nous reste à remplir la nôtre et à trouver une solution aux problèmes auxquels la paix a donné naissance dans tous les pays et auxquels le nôtre n'a pu échapper. Parmi les problèmes, je prends un des plus importants et assurément un des plus difficiles à résoudre: la démobilisation.

Ce n'est pas chose facile, en effet, que de démobiliser dans un espace de temps relativement court, près de 350,000 hommes et de leur trouver des positions dans la vie civile. Ajoutez à ce nombre les 200,000 ouvriers en munition qui sont sans emploi, par suite de la fermeture des fabriques, et vous aurez 500,000 hommes, soit 12 % de notre population qui seront en quête de travail.

Sans être présomptueux, il est permis d'espérer que le problème ne se posera pas avec autant d'acuité dans notre province que dans certains pays. En effet, quand nous considérons la solidité de notre situation financière, quand nous voyons les fortes assises de notre agriculture et de notre industrie, quand nous considérons le développement logique et harmonieux de nos richesses économiques, quand nous nous arrêtons à penser aux qualités de notre population et à son amour de l'épargne, on est en droit de penser que la province de Québec fera honorablement face au problème de la démobilisation, comme à tous les problèmes de la reconstruction.

La situation de notre province m'apparaît telle, M. l'Orateur, que le meilleur moyen de résoudre les problèmes de la reconstruction, c'est encore de continuer sagement la politique inaugurée par le premier ministre et poursuivie sans interruption depuis près de 15 ans.

On l'a dit, l'argent est le nerf de la guerre, mais c'est aussi le nerf de la paix.

Nos finances sont à ce point florissantes que l'an dernier un député de la Colombie-Anglaise suggérait que le gouvernement de cette province-sœur imitât, pour restaurer ses finances, les méthodes de la province de Québec.

Notre gouvernement, malgré les nombreuses et généreuses souscriptions aux œuvres de guerre, malgré les conditions créées par la guerre, n'en a pas moins continué à administrer économiquement et à boucler ses finances par des surplus substantiels.

Le surplus du gouvernement provincial qui était de \$600,000 l'an dernier sera de \$2,000,000. Le *Financial Post*, journal important, écrivait il n'y a pas très longtemps que la province de Québec est la plus riche et la plus étendue du Dominion. Le gouvernement y administre la chose publique avec prudence et économie. Aussi sa position financière est-elle excellente et son avenir plein de promesses.

Il y a quelques jours à peine, une maison de Montréal vendait en moins de 24 heures pour \$1,500,000 d'obligations de la province de Québec dans des conditions qui font honneur à son crédit.

Notre population, de son côté, a traversé des jours d'une grande prospérité. Si elle n'eût pas recours au moratorium<sup>2</sup>, ses affaires n'en ont pas moins été fort actives. Jusqu'à ces derniers temps, nos cités, nos villes, nos corporations étaient obligées d'aller sur les marchés de Londres et de New York pour négocier les obligations qu'elles émettaient. Aujourd'hui, cet état de choses a changé. La nécessité est mère de l'industrie et nous avons dû créer chez nous un marché pour l'achat et la vente des obligations, et au lieu d'enrichir nos voisins en envoyant chaque année une partie de nos revenus sous forme d'intérêts, nous gardons ici cette épargne, tout en inculquant l'esprit d'économie à notre population.

Autre signe de prospérité, nos banques ont été obligées de fermer un grand nombre de leurs succursales dans les autres provinces, tandis que, phénomène singulier, dans la province de Québec, elles en ont augmenté le nombre.

La guerre, qui a dissipé bien des illusions, a aussi démontré la fausseté de bien des théories et l'erreur de certaines doctrines. Elle confirme une fois de plus cette vérité, à savoir que l'agriculture est la base de tout système économique et qu'il n'y a pas de progrès véritable sans elle. L'agriculture, au cours de la guerre, a été un facteur important, et il est juste d'affirmer qu'elle a contribué à la victoire des Alliés. Après les jours sombres de 1870, M. Méline<sup>3</sup> déclarait que la France trouverait son développement économique dans l'agriculture. M. Fisher<sup>4</sup> disait la même chose dernièrement, en discutant les moyens à prendre pour résoudre notre problème financier.

Pour nous, peuple de la province de Québec, l'agriculture a été plus que "la grande amie"; elle a été une mère. Nous sommes les premiers à qui la terre canadienne a donné ses fruits. L'an dernier ici sur ce même rocher de Québec, on élevait un monument au premier colon canadien, Louis Hébert, qui fut l'ancêtre de tous nos vaillants défricheurs.

Après la conquête, nos pères, vaincus, ruinés et abandonnés par l'élite de la population, alors que tout semblait perdu et qu'ils pouvaient s'écrier à l'instar du patriote polonais que le ciel était plus haut que la France et que la France était trop loin, nos pères surent trouver dans la terre canadienne la force de lutter contre l'assimilation et conserver une entité distincte. Ces colons, penchés sur leurs sillons, ne désespérèrent pas de l'avenir et ils eurent la satisfaction de produire des hommes qui, eux-

mêmes, auraient bientôt tracé des sillons nouveaux et défendre les droits de leur race avec les armes que leur procurait une constitution dont ils eurent vite appris à maîtriser tous les secrets.

Serait un homme à bien courte vue le politique qui ne donnerait à l'agriculture qu'une signification purement matérielle, qui ne verrait en elle que des huches bien remplies et des bas de laine bien garnis. Car l'agriculture a toujours été pour nous une force, la plus importante de toutes nos forces.

C'est en elle que se trouve le secret de notre endurance, de notre vitalité et de notre prodigieux accroissement. C'est elle qui nous a conservé notre belle santé physique et morale dont nous sommes fiers. Il y a cependant un nuage dans notre ciel. Un danger moral nous menace et c'est la désertion des campagnes pour la ville, qu'un journaliste appelait dernièrement la grande mangeuse d'hommes.

Cans doute, nous ne sommes pas les seuls à déplorer cet exode des populations rurales: c'est un mal dont souffrent tous les pays du monde et que la guerre n'a fait qu'aggraver. Un grand écrivain français écrivait naguère que "de tous les fléaux qui peuvent menacer la France, il n'en est pas de pire que la désertion des paysans français pour les villes françaises. La diminution du nombre global des naissances est moins grave que l'abandon de la terre pour la ville".

Encore une fois, l'exode des populations rurales vers les grandes agglomérations est un problème mondial dont tous les pays s'occupent et qui se pose d'une façon beaucoup moins aiguë chez nous qu'à l'étranger. Toutefois, nous n'avons pas le droit de nous en désintéresser.

Pour moi, M. l'Orateur, je ne vois pas de meilleur moyen de garder le cultivateur sur sa terre qu'en relevant le prestige de la classe agricole et en rendant l'agriculture plus rémunératrice. Le jour où l'homme des champs se rendra compte qu'il est aussi considéré que l'homme de la ville, le jour où ce dernier sera convaincu que l'agriculture est la plus noble et la plus utile des professions, le jour où le fils du cultivateur sera pénétré de cette vérité que l'agriculture est la carrière la plus libre et la plus honorable, ce jour-là, la désertion des campagnes aura cessé.

C'est ce que le premier ministre a compris lorsqu'il prit comme collègue un homme qui avait succédé sur la même terre ancestrale à quatre générations de terriens, un homme qui durant trente ans a vécu du travail de la terre: l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Caron).

On admettra que la confiance que le premier ministre avait placée en lui était bien méritée. Notre grand Mercier, qui aimait la classe agricole, parce

qu'il la connaissait bien, avait voulu honorer l'agriculture en créant une chevalerie de cultivateurs, en créant l'ordre du Mérite Agricole; il avait voulu faire une noblesse rurale. Ses successeurs avaient un peu négligé cette œuvre et ce n'est qu'en 1915 qu'on a eu l'heureuse idée de donner un renouveau de vie au Mérite Agricole. Dans les trois années qui ont précédé 1915, il y a eu 54 concurrents; dans les trois années qui ont suivi, il y en a eu 254; ces chiffres sont assez éloquentes pour se passer de commentaires.

L'Université Laval elle-même a tenu à montrer toute l'importance qu'elle attachait à l'agriculture en conférant le titre de docteur ès sciences agricoles, à l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Caron), à M. Grisdale<sup>5</sup>, sous-ministre de l'Agriculture à Ottawa, à M. Charron<sup>6</sup> et à M. l'abbé Michaud<sup>7</sup>.

Je ne saurais trop chaudement féliciter l'Université. Il me semble que ceux qui étudient le droit et la médecine peuvent aspirer à recevoir le titre de docteur; ceux-là qui se spécialisent dans la science agricole la plus importante de toutes ont aussi le droit de prétendre au même honneur.

Mais il ne suffit pas seulement de donner plus de considération à la classe agricole, il importe également de rendre l'agriculture aussi rémunératrice que possible, soit en facilitant la création de sociétés coopératives, soit en vulgarisant l'instruction agricole, soit en rapprochant le marché de la forme, par la construction des routes carrossables, soit enfin en modernisant nos modes de culture, de façon que le cultivateur en arrive à obtenir un maximum de rendement d'un minimum de terrain et d'un minimum d'efforts. Heureusement, ils sont passés les jours où le travail de la ferme consistait à brasser la terre et à y jeter quelques grains, qui souvent produisaient une récolte à peine plus abondante que la semence elle-même; la routine semble avoir définitivement cédé sa place à la science et il faut s'en réjouir.

Le gouvernement a écrit un chapitre nouveau dans l'histoire de notre province en fondant les collèges de Sainte-Anne d'Oka et en subventionnant le collège McDonald. L'an dernier, 17,000 personnes ont assisté à ces cours.

Le problème de l'amélioration de la voirie se relie directement au problème de l'agriculture. Depuis les Romains jusqu'à Napoléon, les peuples les plus civilisés ont toujours compris que les bonnes routes étaient nécessaires au développement économique d'un pays. Un ingénieur américain, qui a vécu trois ans en France, déclarait dernièrement à un journaliste que la France, pendant la guerre, a été sauvée deux fois par ses bonnes routes.

Dans la province de Québec, bien que cette politique soit encore récente, nous avons déjà fait des progrès remarquables. Nous avons cette année 2,700 milles de chemins améliorés et nous avons dépensé jusqu'à date la somme de \$20,000,000. Ce résultat est d'autant plus extraordinaire qu'il a fallu que le gouvernement préparât l'opinion et induisit les gens à améliorer leurs chemins sans avoir recours à aucune loi coercitive. Bien plus, il a fallu créer tout un matériel, improviser des ouvriers experts: en quelques années seulement, nous avons résolu tout ce problème. Nos routes font aujourd'hui l'admiration des touristes qui tous s'accordent à dire que nous possédons la plus belle voirie du Canada tout entier.

Étant de passage, l'automne dernier, dans la Nouvelle-Écosse, un membre du Parlement provincial me disait que sa province voulait améliorer ses chemins et qu'elle se proposait, une fois de plus, d'imiter Québec. J'étais fier, M. l'Orateur, de voir, qu'à 800 milles de chez nous, on se rendait compte du progrès de ma province et que l'on rendait à la sage politique de nos gouvernants un hommage aussi éclatant.

Améliorer notre voirie, moderniser notre agriculture, cela est beau, sans doute, mais cela ne suffit pas tout à fait. Il faut aussi faire de la colonisation. Est-il possible de prononcer ce mot sans évoquer tout un passé de hardiesse, de travail opiniâtre et d'incessant labeur?

Quelques milliers à peine, lors de la Conquête, nos pères ont continué leur tâche de bûcherons et, à eux seuls, ils ont défriché, dans la seule province de Québec, 1,000,000 d'acres de terre, soit les deux tiers de l'étendue de la France. On admettra qu'ils ont fourni une belle contribution à la civilisation.

Y a-t-il une conquête plus belle que celle du colon qui, sans autre arme que sa hache, s'enfonce dans la forêt et, sans empiéter sur le bien de personne, agrandit modestement sa patrie? À quelqu'un qui demandait pourquoi coloniser, la réponse suivante était adressée: pour rester les maîtres chez nous, pour placer l'accroissement naturel de nos populations rurales, enrayer l'exode vers les villes, encourager le retour à la terre et, par là, conserver la santé physique et morale de notre peuple. Il y a dans notre province 3,000,000 d'acres de terre arable et 1,000,000 à peine, soit le tiers en culture.

Tous les gouvernements depuis la confédération ont fait de la colonisation l'un des principaux articles de leur programme. Mais je ne doute pas qu'aucun puisse se flatter d'avoir fait autant pour cette œuvre nationale que le gouvernement actuel. Depuis dix ans, l'étendue des terres en culture

s'est agrandie considérablement dans notre province. Voyez la Gaspésie. Voyez la vallée de la Matapédia qui sera demain une des régions les plus florissantes, le comté de Témiscouata où la population est en voie de doubler. Voyez également les comtés de la rive sud qui ont déjà atteint un développement que les plus optimistes n'auraient jamais imaginé aussi grand et aussi rapide.

Voyez le Lac-Saint-Jean qui attend son chemin de fer de ceinture pour devenir une nouvelle province. Voyez encore la région du curé Labelle, regardez le Témiscamingue déjà tant métamorphosé et dont l'avenir sera peut-être encore plus beau que Buies ne l'avait espéré dans ses rêves de patriote. Mon énumération serait incomplète si je ne mentionnais pas l'Abitibi qui, à lui seul, est aussi grand que toutes les autres régions de colonisation et dont les progrès ont été véritablement surprenants.

Monsieur Authier<sup>8</sup> disait un jour devant le Club Canadien qu'il avait placé pour 100,000 fermes dans cette région. En prenant le chiffre six comme nombre moyen de nos familles, c'est une population de 600,000 âmes que l'Abitibi peut recevoir et faire vivre dans l'abondance.

Notre population ne vit pas seulement à la campagne; nous ne comptons pas parmi les nôtres que des cultivateurs et des colons; il y a encore l'homme de la ville, l'homme de l'usine, l'ouvrier. Lui aussi, il contribue à la prospérité générale par un travail qui n'est pas sans mérite, ni sans grandeur et, lui aussi, il a droit à la sollicitude de nos gouvernants qui lui est acquise depuis longtemps. C'est pour lui que le gouvernement a fait construire les écoles techniques qui font l'orgueil de notre province.

C'est pour lui qu'il a continué la politique des écoles du soir inaugurée sous le régime Mercier; c'est pour lui qu'il a fait mettre dans nos statuts une législation variée et importante depuis la loi des accidents de travail jusqu'à celle des logements salubres. C'est pour lui qu'il a créé les bureaux de placement et qu'il a institué un tribunal d'arbitrage et de conciliation. Le gouvernement a fait un pas de plus cette année et il a appelé dans le ministère un des représentants de la classe ouvrière, j'ai nommé l'honorable Napoléon Séguin. (Applaudissements)

Il se propose également à se faire autoriser à nommer un sous-ministre au département du Travail.

J'ai l'honneur de posséder au sein de notre population ouvrière de bons et d'excellents amis et je sais toute la satisfaction que va leur procurer la nomination d'un sous-ministre. En leur nom, je remercie le gouvernement d'avoir voulu rendre justice à toutes les classes de la société.

Une question des plus importantes à l'heure actuelle est celle de l'instruction publique. L'instruction publique a depuis la guerre occupé l'esprit de tous les hommes soucieux de l'avenir.

L'Allemagne, pays malheureusement trop pratique, a élaboré, il y a près de deux ans, un système en vue de rencontrer les besoins d'après-guerre. La Grande-Bretagne l'a imitée, et l'an dernier, le Parlement britannique modifiait son système d'enseignement et rendait l'école obligatoire jusqu'à 18 ans.

En France, des hommes comme Victor Cambon<sup>9</sup>, Albert Sarraut<sup>10</sup>, le sénateur Herriot<sup>11</sup> et M. Hanotaux<sup>12</sup> ont discuté à fond cette question. Ici même, au Canada, on s'occupe activement de l'instruction publique et, dans notre province de Québec, l'opinion semble plus en éveil à ce sujet.

Si la question de l'instruction publique est importante pour tous les pays, elle est vitale pour nous, Canadiens français qui formons la minorité en ce pays et, à l'instar des provinces-sœurs, nous pouvons compter sur l'appui des intellectuels de la mère-patrie.

Nous sommes une minorité. Bien plus, nous sommes une minorité à quatre points de vue différents: nous le sommes au regard de la religion que nous pratiquons, de la langue que nous parlons, des lois civiles qui nous régissent dans notre province et de certaines habitudes de vie qui nous sont propres. Nous différons donc tellement de la majorité et sur des points si essentiels que nous sommes plus exposés que d'autres minorités à subir fréquemment certains empiétements inévitables.

Or, si nous voulons défendre victorieusement les droits et les privilèges acquis, si nous voulons imposer un respect bien légitime à toute la population canadienne et conserver une foi inébranlable en nous-mêmes et en nos destinées, si, en un mot, nous désirons vivre, grandir et durer, il nous faut aspirer à graver les sommets. Seule une grande autorité peut suppléer cette autorité: c'est à l'instruction que nous devons le demander. Il est donc d'une importance capitale pour les Canadiens français que l'instruction pénètre partout lumineusement comme un clair rayon de soleil, qu'elle féconde toutes les classes sociales et qu'elle imprime le sceau de la compétence, en bas, chez le peuple des cultivateurs, des artisans et des commerçants aussi bien qu'en haut, dans le monde des hommes de science ou de pensée qui constituent l'élite.

Nous sommes destinés, M. l'Orateur, à avoir pour concurrents sur le terrain économique des hommes rompus de longue date avec tous les secrets de la finance, du commerce et de l'industrie et dont la puissance s'accroît de toute l'importance que les capitaux anglais et américains ont pris en Canada.

Nos compatriotes anglais ont un autre avantage, c'est d'avoir pour voisin un peuple de 100,000,000 d'individus avec lesquels ils sont en communauté de langage, d'idées et même d'affaires. Si nous voulons être leurs égaux, nous avons le devoir impérieux de demander à l'instruction de décupler nos forces et de rendre notre activité encore plus féconde.

C'est ce qui faisait dire à l'honorable premier ministre, lors du dévoilement du monument Hébert, que les Canadiens français moins que tous autres ne devaient négliger le capital de l'instruction.

Nous ne ferons donc jamais trop de sacrifices pour la cause de l'instruction publique et il faut remercier le gouvernement d'avoir augmenté, d'année en année, les crédits destinés à l'éducation.

Certes, quelque grands que soient nos progrès, notre devoir est d'aller de l'avant toujours. Le passé de notre gouvernement nous garantit de ce qu'ils feront dans l'avenir, car comme le dit le père Didon<sup>13</sup>, le problème de l'éducation est un problème éternel qui varie et se rajeunit avec les siècles. Il est résolu provisoirement, jamais définitivement. La forme évolutive et progressive nous stimule et nous pousse à soulever et à mener l'humanité vers un idéal meilleur et plus grand que les aïeux n'ont pas connu. Notre ambition insatiable est de les dépasser, d'augmenter la gloire et l'honneur des générations éteintes et de nous hausser vers l'avenir.

La victoire des alliés marque une étape décisive dans l'histoire de l'humanité. Cet événement égale en importance la fondation de l'empire de Charlemagne, la fondation et la chute de l'Empire romain, le traité de Westphalie, la Révolution française.

Des peuples qui depuis des siècles luttaient pour leur existence verront enfin luire le soleil de la liberté.

Polonais, Tchéco-Slaves, Yougoslaves, Serbes, Arméniens, Grecs et Syriens, libérés de l'oppression contre laquelle s'épuisaient leurs énergies, pourront se consacrer tout entier à jouer, dans le monde et pour le bénéfice de la civilisation, le rôle auquel les appelle leur génie particulier.

Il serait inconcevable que, dans l'éclosion de cette vie nouvelle, la province de Québec, la plus vieille de la Confédération, celle où s'épanouit le rameau le plus puissant de la race française en dehors du territoire de France, celle qui la première a représenté sur le continent américain la civilisation chrétienne, ne joue pas elle aussi un rôle important.

Pour nous, M. l'Orateur, et pour tous mes collègues de cette Chambre qui sommes les dépositaires de l'avenir de notre race, pour nous qui



avons foi en nos destinées, pour nous qui avons conscience du trésor que constituent les incontestables qualités, les vertus et les traditions de nos pères, pour nous qui croyons dans les sacrifices consentis par nos ancêtres, nous faisons donc des vœux, nous caressons l'espoir, que dis-je, nous en avons la ferme conviction, que notre province et notre race joueront un rôle de tout premier ordre dans cette évolution vers l'idéal qui entraîne le monde entier<sup>14</sup>.

**M. Miles (Montréal-Saint-Laurent)**<sup>15</sup> fait un éloge du regretté Sir Évariste Leblanc<sup>16</sup> et, après cet hommage public à la mémoire d'un homme qui a joué un grand rôle dans notre Parlement provincial, il prie Lady Leblanc et sa famille de bien vouloir agréer l'expression de ses vives condoléances.

Après les compliments d'usage du proposeur de l'adresse et des félicitations au lieutenant-gouverneur, Sir Charles Fitzpatrick, il proclame la victoire remportée par le droit et la justice sur l'autocratie allemande.

L'arrêt des hostilités en Europe et sur les autres scènes de la guerre nous apporte, avec le doux tableau de la paix, plus d'un nouveau et sérieux problème. Nous avons peine à réaliser les bienfaits actuels de la paix, mais pourtant il est de plus en plus manifeste que cette guerre, la plus terrible de l'histoire, est enfin terminée. Un vaste contingent de soldats canadiens qui reviennent au foyer et à des occupations plus paisibles nous apporte en effet un problème de première importance. C'est tout le pays en liesse qui doit se mettre en branle aujourd'hui pour accueillir ces fils de la patrie, ces patriotes qui ont si bien servi l'honneur et la gloire du Canada pour le Roi et le Pays et la grande cause de l'humanité, au nom de la liberté, de la justice et de la chrétienté: "Bienvenus chez vous!" Le Canada retentit de joie et célèbre leur retour du front, escadron par escadron. Nous avons assurément une dette envers ces braves hommes et une aide substantielle devra leur être accordée pour leur permettre de réintégrer leur occupation civile et leur place au sein de nos communautés.

L'intention du gouvernement de leur accorder des terres gratuitement reçoit l'assentiment général, et l'établissement de bureaux d'emploi dans les divers centres à travers la province s'avère une solution des plus pratiques. Tout le long de cette guerre, le gouvernement a fait la preuve de sa sympathie en apportant un soutien efficace. Tous les députés de la Législature doivent être fiers de tout ce que cette province a pu contribuer:

Don de fromage au gouvernement impérial pour une valeur de .....	\$623,897
Souscription à "L'hôpital des paroisses canadiennes-françaises à Paris" .....	5,000
Comité de secours aux victimes de guerre en Belgique.....	30,000
Comité de secours national de France - Paris .....	39,096
Souscription aux commissions d'hôpitaux militaires.....	15,000
Souscription au Fonds patriotique canadien .....	1,000,000
Souscription aux victimes du désastre de Halifax .....	100,000
"Y.M.C.A. Red Triangle Fund" pour les soldats .....	25,000
Croix rouge canadienne et "Navy League Fund" .....	100,000
Abris militaires pour les soldats canadiens .....	25,000

Ces souscriptions ou contributions se chiffrent aux alentours de \$2,000,000, une somme très imposante, mais il ne faut pas oublier que les finances de la province ont rapporté un surplus à chaque année. Le revenu a entraîné les dépenses suivant une ligne d'affaires avisée et l'économie a dominé, ai-je pu remarquer, dans l'accomplissement de cette remarquable contribution à la guerre.

De plus, le gouvernement a souscrit pour un montant totalisant \$1,800,000 et a pris tout ce qui lui fut alloué par le gouvernement du Dominion. Le gouvernement de la province de Québec a donc fait sa large part pour cette victoire des Alliés.

Nous avons à nouveau devant nos yeux aujourd'hui la preuve que les finances de la province bénéficient des avantages d'une bonne administration - les recettes dépassant les dépenses.

Le gouvernement a apporté aux institutions de tuberculeux et de phthisiques de la province une aide de plus de \$38,000.

Le combat contre la tuberculose et le problème des logements sont des questions importantes et requièrent l'attention de la Chambre. Pour ce qui est de la question du logement, il est bon de savoir que le gouvernement fédéral a alloué une somme de \$25,000,000 à cette fin sous forme de prêt aux provinces, sur la base de la population. Les termes et conditions n'ont pas encore été formulés, de même que le mode de répartition du montant.

Pour ce qui est des routes et artères principales de la province, beaucoup a été réalisé. Avant 1911 et en remontant jusqu'à 1907, des

discussions ont amené à légiférer sur le sujet. On a développé un intérêt pour cette question pendant cette période, et les problèmes qui affectaient la province, en regard des conditions déplorables qui caractérisaient alors l'état des chemins, ont rapidement été pris au sérieux. En 1911 a débuté une période de grandes améliorations et des progrès remarquables ont été réalisés grâce à la politique des "bons chemins", tout d'abord sous la direction de l'honorable M. Caron, ministre de l'Agriculture. Depuis 1914, nous avons le Département des bons chemins, sous la direction de l'honorable M. Tessier.

Ce département est aujourd'hui entièrement doté d'un équipement moderne et administre une organisation de première classe. Cinq routes provinciales ont été construites jusqu'à présent, représentant une distance de plus de 300 milles. La loi des bons chemins de 1912 autorise un emprunt de \$20,000,000. Grâce à cette somme, les municipalités assurent les prêts à un taux de 2 % pour 41 ans, taux qui a été par la suite augmenté à 3 %. De cette manière, l'argent est dédié à la construction des routes et les municipalités qui se sont prévaluées de cette disposition ont, je suis heureux de le constater, construit approximativement 2,600 milles de routes. Ces routes représentent un avantage énorme pour la province en général et, sans aucun doute, une valeur inestimable pour tous les cultivateurs. Beaucoup reste à accomplir de ce côté, mais nous avons assez de raisons pour croire que les travaux procéderont le plus rapidement possible grâce aux efforts de l'actif ministre en charge du département.

L'Assemblée sera appelée à prêter attention aux questions touchant la colonisation dans la province. Sir Lomer Gouin lui-même est tenu en très haute estime auprès de la population de la province, de même qu'auprès des gens d'affaires. La confiance culmine, au sein des cercles d'affaires, relativement à la stabilité et à la droiture du gouvernement Gouin. En 1914, une publication a été lancée sous les auspices du Montreal Board of Trade par des hommes d'affaires. J'ai pu entre autres y lire cinq lignes particulièrement pertinentes à ce propos, et je crois qu'elles constituent une opinion appréciable. Ces lignes se lisent comme suit:

"Qu'ils soient de langue française ou anglaise, les gens reconnaissent en l'honorable Sir Lomer Gouin, premier ministre de la province, un homme de grande compétence, d'une honnêteté et d'une intégrité à toute épreuve, honneurs qui rejaillissent sur la métropole commerciale du Canada, duquel le premier ministre fut pendant plusieurs années pensionnaire et représentant."

Le bon travail et l'excellent dossier du gouvernement sont, aux yeux du public, inséparables du nom de son chef et, de la même manière, ce gouvernement tire un avantage direct de la personnalité enviable et unique de son chef et du respect qui lui est voué au sein de la communauté. Sa situation en ce sens est bien rendue dans les lignes que je viens de citer. Le gouvernement jouit d'une position forte du fait que la population de notre province lui accorde entière confiance. Le passé de ce dernier est garant que l'administration de la province continuera sous sa direction à être honnête et progressive. Outre les nombreux écueils que le passé nous réserve, les années à venir nous apporteront à tous une ère de grande prospérité. L'expression de "bon gouvernement" sera mise à contribution et j'envisage l'avenir avec assurance et confiance, justifié en cela par l'expérience de notre gouvernement qui a su démontrer par le passé sa compétente attention "d'affaires", dirai-je, aux besoins de la province, une province toujours gouvernée par le bon sens, les idées progressives, l'honnêteté et la justice.

(Applaudissements)

Il félicite le gouvernement de poursuivre avec vigueur son excellente politique de bons chemins et de diriger ses efforts vers le développement de la colonisation et de l'agriculture. Il donne de nombreuses statistiques à ce sujet, en particulier pour l'augmentation des récoltes en 1917 et en 1918.

Il parle de la prospérité de Montréal, ville qui est devenue en peu de temps la plus peuplée et la plus considérable du Canada, de même que l'une des plus importantes du continent au point de vue du commerce et de l'industrie. De la prospérité de Montréal dépend en grande partie la prospérité du reste de la province de Québec. En répartissant les taxes dans la province, le gouvernement devra penser aux lourds fardeaux qui pèsent déjà sur le commerce de Montréal.

Il fait allusion au coût élevé de la vie et dit que des méthodes d'affaires ne relevant pas du contrôle gouvernemental de la province travaillent à faire échouer le processus naturel d'approvisionnement en denrées alimentaires. La réfrigération et la spéculation s'unissent, dit-il, pour réprimer toute réaction diligente au sein du commerce de détail.

À propos de Montréal et des grands progrès accomplis aux chapitres de la population, du revenu et des affaires, il signale que, bien que les hommes d'affaires de Montréal soient enclins à aider l'agriculture et les chemins, il ne faut pas oublier qu'ils étaient déjà lourdement taxés lorsque la

question de ramasser des fonds pour l'agriculture, les chemins, etc., a été débattue. Les affaires du pays, dit-il, sont toujours entravées par les restrictions qui avaient cours en temps de guerre. En imposant des fardeaux additionnels, la Législature devra soigneusement prendre en considération ce qui grève le commerce, actuellement, et les conséquences éventuelles d'une taxation supplémentaire sur les affaires.

La question de l'éducation saura, je l'espère, faire l'objet de vos considérations. L'opinion semble divisée quant à la méthode à préconiser pour assurer une meilleure éducation à notre population. Bien que nous attendons, de la part de ceux vers qui nos yeux se tournent tout naturellement, lorsqu'il s'agit de faire avancer les causes qui nous tiennent à cœur, qu'ils prennent des positions concrètes et bien définies, nous ne pouvons cependant pas nous tromper en accordant un appui judicieux au système actuel. Je crois qu'en donnant à tous nos instituteurs un meilleur traitement, nous obtiendrions de très bons résultats.

Je recommande aux parents, à toute la population de la province et au gouvernement que toute la considération nécessaire soit accordée à la question de l'augmentation des salaires de nos instituteurs. À mon avis, cela contribuerait à améliorer l'enseignement en classe, à améliorer les écoles et les rendre plus attrayantes pour les écoliers. Par ailleurs, les années de service ne se verraient-elles pas grandement accrues suite au nouvel intérêt ainsi suscité? Quoi qu'il en soit, aucune divergence d'opinion véhiculée par le biais de la presse ou autrement ne devrait nous influencer ou nous empêcher de déployer toute l'énergie nécessaire pour soutenir le système existant et accroître son efficacité.

(Applaudissements)

**M. Mayrand (Montréal-Dorion)**<sup>17</sup> demande la parole. Il débute par quelques paroles d'éloges au proposeur et au second de l'adresse. Il félicite ces deux orateurs qui l'ont précédé pour la tenue de leur discours.

Il fait aussi l'éloge du gouvernement provincial pour sa politique générale de progrès et de développement qui contraste avec celle du gouvernement fédéral, qui semble endormi depuis la signature de l'armistice.

Je félicite le gouvernement pour la nomination du représentant de Montréal-Sainte-Marie (l'honorable M. Séguin) dans le cabinet, parce que c'est une récompense due à ses services pour le parti.

Il a toujours travaillé ferme pour les classes ouvrières ainsi que pour le Parti libéral, et il pourra renseigner sagement le gouvernement sur les questions importantes.

Je regrette, cependant, de ne pouvoir malheureusement offrir de félicitations au premier ministre et à ses collègues pour une autre nomination que je considère injurieuse pour les membres du gouvernement et pour les députés de cette Chambre; je veux parler, M. l'Orateur, de la nomination du maire de Montréal, d'un homme qui a été néfaste pour Montréal et qui vient d'être élevé à la dignité de conseiller législatif<sup>18</sup>.

**M. l'Orateur:** Je demande pardon à l'honorable député de Dorion, mais je dois le rappeler à l'ordre, car il n'a pas le droit d'attaquer ici un député ou un membre du Conseil législatif.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je crois que l'honorable député n'attaque pas un député, mais il attaque un acte du gouvernement.

**M. Mayrand (Montréal-Dorion):** M. l'Orateur, en ma qualité de représentant du peuple, je réclame le droit de parler. Je veux vous dire que je blâme le gouvernement d'avoir nommé conseiller législatif un homme qui est maire de Montréal et qui a porté des accusations...

**M. l'Orateur:** À l'ordre!

**M. Mayrand (Montréal-Dorion):** ...qui a porté des accusations contre la Législature, contre le gouvernement, en particulier contre le premier ministre, et comme récompense, il a été nommé au Conseil législatif. Je proteste contre cette nomination, qui est une surprise pour la grande majorité des électeurs.

**M. l'Orateur:** À l'ordre! Je demande à l'honorable député de Dorion de reprendre son siège.

**M. Mayrand (Montréal-Dorion)** insiste et veut continuer son discours. En vertu de quelle règle, demande-t-il, veut-on m'empêcher de parler?

Je ne souffrirai pas qu'on bâillonne un député de cette Chambre qui désire critiquer le gouvernement et je demande qu'on me lise le règlement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** M. l'Orateur, je vous demande de bien vouloir dire à l'honorable député de Dorion en vertu de quelle règle de la Chambre vous lui enlevez le droit de parler.

**M. Francoeur (Lotbinière):** Avant que vous expliquiez à l'honorable député de Dorion pourquoi vous lui refusez le droit de parole, M. l'Orateur, permettez-moi de vous dire que je ne vois pas pourquoi on interprète les paroles de ce député comme une attaque personnelle contre un conseiller législatif: il ne fait tout simplement que critiquer un acte du gouvernement. Pour les besoins de son argumentation, il est nécessaire qu'il parle de cet homme.

**M. l'Orateur:** Le député peut critiquer les actes du gouvernement, mais vous n'avez pas le droit de vous attaquer à un homme appartenant à une autre Chambre. L'article 245, alinéa 14, du règlement se lit comme suit:

245. Il est interdit à tout député qui a la parole:

"14. D'accuser directement ou indirectement la conduite d'un député ou d'un conseiller législatif, sauf en discutant une motion mettant en question la conduite de ce député ou de ce conseiller législatif. (Art. 156; M., pp. 277-278, 332-333; Man., no 151, vi)"

**M. Mayrand (Montréal-Dorion):** Dois-je comprendre que je ne peux pas critiquer cette nomination, critiquer la vie publique de l'homme que l'on vient de nommer conseiller législatif?

**M. l'Orateur:** Non, vous ne pouvez pas critiquer un député ou un membre du Conseil législatif.

**M. Mayrand (Montréal-Dorion):** Alors, on veut me bâillonner. (Murmures dans la salle)

**M. l'Orateur:** Pas du tout, mais je suis ici pour faire observer les règles de la Chambre, et je manquerais à mon devoir si je ne vous rappelais pas à l'ordre.

Il le prie de retirer cette expression.

**M. Mayrand (Montréal-Dorion)<sup>19</sup>** y consent. Alors, je serai bref, M. l'Orateur, puisque je ne puis parler.

Je proteste contre cette action du cabinet d'avoir fait cette nomination. Je proclame cette nomination attentatoire à la dignité de cette Chambre qui a été, comme l'on sait, violemment attaquée par cet homme. Je me demande et je demanderai au gouvernement comment il est possible qu'un homme qui l'a attaqué dans son chef et dans ses ministres puisse être nommé par ce même gouvernement au poste de conseiller législatif. Cet homme qui a attaqué

avec la violence que l'on sait les ministres et les députés de cette Chambre d'une façon aussi injustifiable et qui ne s'est pas rétracté, comment se fait-il qu'il reçoive une telle récompense et puisse venir siéger parmi nous tous? Il ne veut pas violer les règlements de la Chambre, mais il entend, dit-il, repousser les insultes proférées contre les députés par le nouveau conseiller législatif qui vient d'être ainsi récompensé. Je proteste donc de toutes mes forces contre la nomination de cet homme. Je le répète, elle est dérogatoire à l'honneur de cette Chambre, à l'honneur de la députation et je regrette qu'on me refuse le droit de faire les remarques que j'avais à faire.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je regrette que nous n'ayons pas le droit de discuter en cette Chambre une nomination récente et que le monde trouve si étrange. Avec les nouvelles idées qui s'en viennent, suivant l'esprit nouveau qui se manifeste, il est nécessaire d'amender les règles de la Chambre si l'on ne peut amender l'orateur, afin de pouvoir discuter avec plus de liberté les actes du gouvernement.

Je ne veux pas me mêler du débat qui s'est levé entre vous, M. l'Orateur et le député de Dorion, mais je vous demande la permission de dire que dans le passé la Législature de Québec a souffert parce qu'elle n'a pas, à certaines époques, su répondre fièrement à ses accusateurs.

Je crois que nous sommes à une époque où les hommes publics n'ont jamais autant tenu à leur prestige et à leur nom. Ceux qui attaquent cette Chambre devraient venir y répondre de leurs accusations, ou alors être traduits devant un tribunal de justice.

L'heure est venue de laisser aux députés le droit de protester contre les actes qu'ils trouvent blâmables. Et je serais surpris que la majorité de cette Chambre empêcherait les députés de faire leur devoir. Un homme a accusé le premier ministre, les membres du gouvernement et de la Chambre d'avoir sacrifié, pour gagner des millions pour eux-mêmes, les intérêts de la métropole du Canada, les intérêts du peuple. Cette Chambre, qui a été, je le répète, accusée, pourrait-elle donner un vote de confiance à l'accusateur qui dit partout: "Attendez la session et si je n'ai pas telle nomination, je demanderai une enquête. Enquête sur quoi? Enquête sur un scandale dans lequel le premier ministre et d'autres gros millionnaires, s'écriait l'accusateur, ont fait d'énormes profits aux dépens des intérêts du peuple.

Et cet accusateur, on le récompense, on lui donne une haute situation. Le premier ministre et ses collègues n'ont pas l'habitude de récompenser de cette façon leurs ennemis.

Je me rappelle qu'en cette Chambre le ministre des Travaux publics et du Travail<sup>20</sup> a déjà essuyé les outrages d'un pauvre journaliste. On a mis ce journaliste en prison, M. l'Orateur, pour avoir souffleté le ministre des Travaux Publics. Or, le personnage en question a fait beaucoup plus contre le premier ministre, ses collègues et tous les membres de cette Chambre.

Je comprends, d'après les règlements que vous avez cités et la manière dont vous les avez interprétés, que je n'ai pas le droit d'exprimer en Chambre ce qu'a proféré contre nous l'individu en question ainsi que les accusations qu'il a portées. Je comprends également que je ne suis pas autorisé à rapporter ici en Chambre ce que le premier ministre pensait à propos de ce même individu, il n'y a pas bien des semaines de cela. Je me plie entièrement à votre décision.

J'ai devant moi des documents qui démontrent qui était cet homme, d'autres également qui contiennent les accusations qu'il a portées à notre endroit, les députés de cette Chambre, et particulièrement à l'endroit du premier ministre et des autres membres du gouvernement.

Ai-je le droit, M. l'Orateur, de lire ce que ce personnage a dit du gouvernement? Ai-je le droit de lire à cette Chambre les discours que ce monsieur a prononcés<sup>21</sup>?

**M. l'Orateur:** Non, la règle est là. Le chef de l'opposition aurait parfaitement le droit, en donnant un avis de motion demandant la production des documents dans cette affaire, de faire part à la Chambre des discours qui ont pu être prononcés contre le gouvernement, mais je manquerais à mon devoir vis-à-vis de la Chambre en permettant à un député de violer les règles en attaquant, en ce moment, un membre d'une des deux Chambres de cette Législature.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je vous remercie de l'esprit de liberté dont vous me donnez la preuve en me disant qu'il me sera permis de répéter ici ce qu'un certain personnage qu'on vient de nommer conseiller législatif a dit du gouvernement qui l'a nommé à ce poste.

Je m'attendais, je vous l'avoue, à plus de liberté dès aujourd'hui. Il me semble que les exemples sont nombreux pour nous prouver qu'il est permis aux représentants du peuple de dire ce qu'ils pensent de tous les actes du gouvernement et même de critiquer le passé politique des membres de la Chambre. N'avons-nous pas vu, à Ottawa, un député

libéral, l'honorable Charles Murphy<sup>22</sup>, attaquer violemment un ministre, l'honorable M. Rowell<sup>23</sup>, et l'Orateur de la Chambre des Communes ne s'en est pas scandalisé.

Peut-être qu'à la Chambre des Communes, cependant, les règles ne sont pas observées comme elles le sont à la Législature, ou alors peut-être l'opposition à Ottawa est-elle trop forte pour que l'Orateur puisse imposer sa manière. Les députés de la Chambre haute sont nommés par le gouvernement et une telle façon de procéder est discutable.

Je tiens simplement à dire que l'homme que l'on a nommé est celui-là même qui a porté de graves accusations à l'endroit des députés de cette Chambre et à l'endroit du premier ministre. Jamais en cette province a-t-on entendu porter d'aussi graves accusations contre un premier ministre. J'ai trouvé bien étrange, dans les circonstances, que l'on ait procédé à cette nomination. Le premier ministre aurait dû faire un autre effort, lui qui se dit encore l'ami de l'ouvrier et qui prétend vouloir servir toutes les classes de la société. Pourquoi ne veut-il pas d'une enquête? Il est sans contredit un grand ami de la cité métropolitaine.

Avant de changer de sujet, qu'il me soit permis de dire que Montréal n'a pas réélu son maire pour qu'il soit nommé conseiller législatif, mais qu'il obtienne l'enquête qu'il avait promise et pour savoir ainsi quels étaient les grands coupables qu'il avait dénoncés.

Le premier ministre, en nommant son accusateur au Conseil législatif, l'a ramené près de lui; il va donc pouvoir lui demander l'occasion de prouver ses accusations. S'il ne les prouve pas, j'espère qu'il perdra sa position de conseiller législatif. Et s'il les prouve, nous saurons enfin qu'il est vrai que cette province est administrée par une bande d'exploiteurs, selon une expression chère au maire de Montréal.

Il (M. Sauvé) aura l'occasion, dans le courant de la session, de traiter cette question à nouveau et il tentera d'obtenir cette enquête qui fut si difficilement promise, enquête, espère-t-il, qui sera réclamée par tous les députés de la Chambre.

La troisième session de ce Parlement s'ouvre à l'aube d'une ère qui nous apporte de lourdes obligations et des devoirs qui exigeront le meilleur de nos intelligences, de nos cœurs et de nos initiatives.

Chacune des classes de la société a des problèmes difficiles à résoudre. De nouvelles conditions sociales compliquent la situation économique et alarment les esprits les plus avertis.

Deux grandes puissances sociales menacent de se détruire, quand elles sont si indispensables à notre organisation économique. La guerre sociale est à nos portes; du peuple s'échappent des clameurs contre les puissants du jour, que l'on accuse d'abus, de vols, de péculat. On les dénonce comme des spéculateurs véreux, comme des tyrans du peuple! Et que fait-on, que propose-t-on pour calmer la tempête qui gronde? Que fera-t-on au cours de cette session pour remédier au mal dont se plaint la société? Car nous sommes réunis ici pour légiférer, pour répondre aux besoins de notre province et pour rendre justice à chacune des classes qui composent notre population. À cette époque de transition économique et de transformation morale, ne devons-nous pas donner l'exemple d'un patriotisme vibrant et lumineux, d'une sincérité, d'une honnêteté, d'une logique qui puissent satisfaire les gens du peuple? On a dit bien des choses contre notre Législature française. Depuis quelques années, on a porté contre un trop grand nombre de ses membres des accusations formidables et déprimantes.

Un écrivain a dit: "C'est parce que le peuple sent à merveille que le parlementarisme est une halle où l'on trafique à ses dépens des faveurs et des bénéfices d'État, oui, c'est parce que le peuple sait tout cela et qu'il devine le reste, que sa foi s'est éteinte et que son respect est mort. La conscience publique, qui est sommaire en ses justices, fait volontiers porter à la collectivité la peine de ce qui fut le péché d'un certain nombre d'individus."

Ceux qui par leurs actes continuent dans notre pays à aggraver cet état d'âme populaire organisent jour par jour contre les intérêts de la Société, contre l'autorité nécessaire, et contre eux-mêmes un ostracisme dont souffriront toutes les formes, toutes les puissances directrices de la vie sociale et tous les éléments constitutifs de la grandeur, de la puissance et de la richesse de la nation. La méfiance et la haine des supériorités assureront le triomphe des niveleurs de l'autorité.

Notre Législature souffre encore et davantage du prestige qu'elle a perdu pour n'avoir pas voulu fièrement et logiquement faire face à ses obligations, pour avoir résisté à l'honneur et à son devoir de confondre ses accusations devant la justice ou de livrer les coupables. Elle souffre et elle souffrira davantage pour avoir voulu protéger des accusés en musclant les accusations par des abus de pouvoir, par des titres et autres considérations invouables. Est-ce que la société est dépravée au point de considérer que les honneurs valent mieux que l'honneur, et que le crime peut se racheter à prix d'argent ou de faveurs? Je ne le crois pas, et ici même dans cette

Chambre il se trouvera de dignes représentants du peuple pour donner à la Société un meilleur exemple de leur moralité.

Je me réjouis avec le gouvernement de la victoire des Alliés. Nous venons de traverser des années d'angoisses. Maints peuples ont lutté jusqu'au dernier sacrifice pour le triomphe de la justice contre l'abus du pouvoir autocratique. Nous avons fait nous aussi notre part de sacrifice devant le péril qui menaçait le monde.

Paul Doumer<sup>24</sup> a dit: "Un homme n'est grand que s'il a vu la mort de près et l'a regardée en face, froid et impassible." Les peuples et les gouvernements ont vu cette mort de près. Seront-ils plus grands et meilleurs? L'épreuve a-t-elle été assez douloureuse pour régénérer le monde? Il faut malheureusement en douter, puisque de nouveaux abus surgissent de partout, puisque les peuples se révoltent encore contre l'autorité et nous menacent d'un étrange carnage. Si ceux qui demandent la plus élémentaire justice des gouvernements, si ceux qui pour la paix, pour l'ordre et le progrès du pays, réclament des réformes salutaires et des actes plus équitables, ou si ceux-là sont repoussés par le sourire des hommes trop repus pour apprécier les conditions des autres, par les défis d'un arbitre qui se moque du peuple comme par le passé, je dis que le jour n'est pas loin, dans ce pays comme ailleurs, où ceux que l'on considère comme de bons éléments lèveront eux aussi l'étendard, sinon de la révolte, du moins des revendications populaires et exigeront violemment de leurs gouvernants la justice et l'honnêteté que l'on s'attend de tout bon citoyen.

L'abus du pouvoir, pouvoir législatif, pouvoir financier, l'autocratie en un mot, est la cause de la nouvelle crise sociale qui nous menace. L'abus de l'appropriation de gouvernants ne vaut pas mieux que l'abus de l'approbation individuelle. Et dès l'ouverture de cette session, ne devons-nous pas montrer que nous entendons faire notre devoir en répondant à l'attente du peuple?

On demande la rénovation sociale, et il y a aussi la réorganisation économique. C'est dire quels problèmes nous avons à résoudre. Maintenant, le discours du trône n'a pas une importance digne de ces problèmes.

Sir Wilfrid Laurier, parlant du rôle de l'opposition, a dit récemment: "Le Parlement se compose d'un comité choisi pour aviser la Couronne dans ce Parlement, l'opposition a le devoir de surveiller les activités du gouvernement, d'appuyer "les mesures d'intérêt général et s'opposer à celles qu'elle croit nuisibles".

Tel est pour ma part le rôle que j'entends remplir durant cette session. Ce rôle si digne et si bien défini par le grand vieillard de la politique fédérale, il m'est dicté par ma propre conscience.

Il commente avec ironie le proposeur et le second de l'adresse, et les nouveaux élus. Il exprime son appréciation à propos du discours substantiel fait par le représentant de Montréal-Saint-Laurent (M. Miles), mais dit qu'il ne peut le féliciter pour son élection et les méthodes qui furent employées lors de son élection, et qu'il aura l'occasion, plus tard, de lui demander d'où lui viennent ses statistiques.

Il rend hommage au représentant de Napierville (M. Monet) qui s'est fait représenter par le premier ministre et le député des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron). Serait-ce parce que le ministre de l'Agriculture se présentait lui aussi, au début de sa carrière, comme un candidat indépendant avec l'appui des conservateurs, contre le candidat du gouvernement libéral?

Qu'est-ce qu'un discours du trône? C'est l'annonce des principales mesures que le gouvernement se propose de faire adopter par la Chambre au cours de la session. Trop souvent, le gouvernement fait du discours du trône une éphéméride des événements politiques.

Le discours du trône est évidemment incomplet. Il ne répond pas aux demandes de la presse la mieux inspirée, ni aux besoins du peuple. J'espère que le premier ministre le complètera dans ses remarques. Nous sommes appelés à étudier ici les questions relatives à l'instruction publique, à la colonisation, à l'agriculture, aux professions libérales et au travail.

L'agriculture a besoin de nouvelles méthodes pour être plus rémunératrice. Entre le profit du producteur industriel et celui du producteur agricole, il y a une marge trop grande. En 1910, je demandais au gouvernement d'industrialiser notre agriculture, de greffer sur elle de nouvelles industries de manière à fournir de nouveaux débouchés aux produits agricoles. Le gouvernement répondit que sa politique stagnante suffisait à notre province. Et quelques années plus tard, les événements et les faits me donnèrent raison. Nous avons dans nos bois, dans notre sol, dans nos mines, une foule de produits qui devraient être manufacturés ici.

Il cite plusieurs articles. Il demande le rétablissement de l'industrie de la betterave à sucre dans notre province. Cette industrie n'a pas réussi sous le gouvernement Chapleau, faute d'expérience et de compétence chez ceux qui avaient charge de

l'organiser. Les statistiques étrangères démontrent les avantages de cette industrie agricole. Il y a déjà six ans qu'il réclame cette industrie dans notre province. Pour cela, il faut l'initiative et la protection de l'État.

Il parle ensuite de l'importance de l'agriculture; de l'excessive et alarmante rareté de la main-d'œuvre agricole, cette main-d'œuvre qui affecte tant nos meilleurs cultivateurs et qui décourage les citadins qui désirent se livrer à la culture; il exhorte le gouvernement et la Chambre à étudier ce grave problème pour essayer de le résoudre au cours de la session.

La colonisation est inactive et le gouvernement manque de sens pratique. Le colon de Québec n'a pas l'encouragement et la protection qu'il mérite et dont il a besoin pour développer son patrimoine. Il est assujéti à des obligations trop lourdes, pour les avantages qu'il reçoit. Il se plaint du manque de moyens de consommation et il a raison. Il y a des colons qui sont à cinquante milles des gares de chemin de fer. Dans trop de régions, on se plaint du manque de chemins carrossables. C'est un million pour l'agriculture et un million pour la colonisation que nous devrions voter cette année.

Le ministère de la voirie construit à grands frais des bouts de chemin et les laisse ensuite se détériorer rapidement, faute d'entretien. L'idée de l'ancien chef de l'opposition, M. Tellier, qui voulait la classification des routes et leur construction et leur entretien méthodique sous la direction immédiate du département, était bien meilleure.

Il dit que ceux qui ont été construits quatre ans auparavant ont déjà besoin de réparations et il croit que le coût de ces réparations représenterait les deux tiers du coût d'origine. Le premier ministre sait qu'une pareille somme a été dépensée inutilement, mais si la politique de l'ancien chef de l'opposition avait été adoptée, cela aurait pu être évité dans une large mesure. Vous annoncez, poursuit-il le don de lots de colonisation aux soldats de retour du front qui voudront se faire ou redevenir cultivateurs. Fort bien, mais pourquoi ne pas étendre cette générosité à tous les "soldats de la terre" qui voudront en profiter et qui sont prêts à s'attaquer à la forêt, la hache à la main, pour agrandir notre domaine agricole<sup>25</sup>?

L'établissement d'un crédit agricole s'impose aussi et le gouvernement aurait dû l'établir quand je le lui ai demandé.

Notre système d'instruction publique a besoin de réforme; c'est évident et admis. Quelles sont ces réformes? Le discours du trône n'en parle pas. Si c'est l'intention du gouvernement d'en faire, le premier ministre nous le dira aussi et quelles sont ces réformes.

Il (M. Sauvé) réclame encore une inspection plus efficace des écoles. À la campagne, c'est ce qui manque.

Nos inspecteurs ont trop d'écoles sous leur juridiction. Ils ont chacun une moyenne de 8,000 élèves. Puisque nous sommes obligés d'avoir de jeunes institutrices, faute d'instituteurs et à cause de l'ingratitude de la carrière, que les instituteurs abandonnent la profession à cause de la maigre rétribution qu'on leur donne, ayons au moins de bons inspecteurs pour surveiller les écoles, pour les diriger, pour assurer l'application pratique du programme. Et ce programme devrait être plus méthodique, plus simple, plus facile.

Il attire l'attention sur les salaires des fonctionnaires, déclarant que, comme auparavant, ils ne sont pas assez élevés. Il est d'avis que Québec devrait suivre l'exemple du système d'une commission du service civil d'Ottawa. On a promis aux employés un bonus, mais rien n'est encore venu, et pendant ce temps-là les employés du gouvernement et leurs familles en souffrent. À quoi cela sert-il d'avoir un surplus quand le gouvernement refuse de payer des salaires décentes, refuse d'accorder de l'aide au développement de la province et, de manière générale, ne répond pas aux demandes qui lui sont formulées?

L'éducation à l'école devrait s'enseigner plus sérieusement. C'est par l'éducation que l'on forme de bons citoyens. Plus d'esprit national dans l'enseignement s'impose. L'instruction publique coûte trop cher. Les pauvres devraient avoir des écoles spéciales et des privilèges dans les universités. Les subventions aux collèges classiques sont insuffisantes.

L'administration de la justice est trop compliquée, trop dispendieuse. Les lois les meilleures, les plus nécessaires, celles de la morale, sont les plus mal observées, et les autorités font un jeu de la justice. Les favoris restent impunis quels que soient leurs crimes, quand d'autres sont sévèrement punis pour une faute légère. La classe ouvrière réclame aussi des réformes que le gouvernement devrait considérer d'une façon plus effective.

Pourquoi le gouvernement se fait-il aujourd'hui en faveur d'un conseil législatif? Je le demande au premier ministre. Serait-ce pour museler ceux qui menacent de le détruire?

Il réclame une augmentation de l'indemnité des jurés. L'indemnité des jurés ne répond pas aux dépenses du jour, alors que les frais d'hôtellerie sont augmentés de cinquante pour cent. Un cultivateur ne

peut se faire remplacer chez lui au prix qu'il payait en 1910. En simplifiant l'administration de la justice, le gouvernement réaliserait des économies qui lui permettraient d'accorder aux jurés un meilleur traitement.

Il demande au premier ministre de se prononcer sur ces questions afin que la Chambre se prépare à la discussion de ces projets. Il demande aussi au gouvernement de présenter ses mesures au commencement de la session, et non à la fin, comme par le passé. Il demande au premier ministre de faire une déclaration au sujet de la prohibition, et aussi, au sujet des réformes éducationnelles réclamées par les entrevues de *La Presse* par le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard).

Ces réformes s'imposent-elles oui ou non? Le premier ministre est-il en faveur de l'instruction obligatoire et de l'uniformité des livres telles que réclamées par M. le sénateur Dandurand et autres?

Le gouvernement se propose-t-il de créer de nouvelles industries? Quelles sont ces industries que le gouvernement désire encourager?

Il se dit étonné de voir que le discours du trône n'annonce pas d'enquête sur les accusations qui ont été portées contre la législature, contre le gouvernement, contre le premier ministre lui-même.

M. Médéric Martin, candidat à la mairie de Montréal, a accusé le premier ministre et sa majorité de banditisme, de spéculation véreuse et d'être la cause de tous les maux dont souffre Montréal. À entendre M. Martin, le premier ministre serait tellement compromis dans ce qu'on appelle le scandale de Maisonneuve, qu'il ne serait pas digne d'occuper le siège de la province. Il l'a accusé d'abus de pouvoir à son propre profit et au bénéfice de ceux que M. Martin appelait la clique du premier ministre. Le devoir du premier ministre, s'il n'était pas coupable, était de confondre son accusateur devant la justice. Ou M. Martin est un homme sérieux et responsable, ou il ne l'est pas. S'il l'est, ses accusations devaient l'être aussi. S'il ne l'est pas, pourquoi le premier ministre l'a-t-il appelé au Conseil législatif, pourquoi sera-t-il l'un des réviseurs des actes de la Législature, de notre propre Chambre?

Voici un homme, un libéral, le maire de Montréal, qui pendant des mois crie partout, que le premier ministre était le chef des schemiers<sup>26</sup> dans ce qu'on appelle le scandale de Maisonneuve, scandale qui impose aux contribuables de la ville annexée des obligations ruineuses, et cela au profit du premier ministre et de ses favoris et associés, que le gouvernement et sa clique de députés-moutons ont



mis Montréal en banqueroute par leurs spéculations véreuses, voici que cet homme déclare que s'il est élu maire, il demandera une enquête pour montrer, pour faire connaître à fond les schémas scandaleux du premier ministre et de ses amis, et juste au moment où l'accusateur va demander cette enquête le premier ministre le nomme conseiller législatif, lui offre des faveurs, un titre.

Ce n'est pas pour faire nommer M. Martin conseiller législatif que Montréal a vaincu, écrasé M. Ainey, mais à cause des accusations portées par M. Martin contre le gouvernement.

*Le Canada* est l'organe du Parti libéral du premier ministre. Or, que disait *Le Canada*, le 25 mars dernier :

"Sorti éclaboussé de cinq affaires fort scandaleuses; condamné et censuré par dix-huit magistrats, M. Martin est indigne de la mairie. Bien des individus que la justice a poursuivis n'ont pas un dossier aussi chargé que M. le maire qui, depuis un mois, se complait à injurier tout le monde. Réélire M. Martin signifierait qu'un homme peut impunément défier la justice et commettre les pires abus.

"Ce dossier de la carrière de M. Martin devrait faire ouvrir les yeux aux contribuables avant qu'ils aillent enregistrer leur vote.

"Violation des règlements, mépris de cour, malversation, abus de pouvoir, tout cela a été reproché à M. Martin par les juges les plus éminents de Montréal.

"Vendredi soir, M. Martin s'est vanté d'avoir, depuis un mois, porté la parole à 37 réunions d'électeurs et jamais il n'a soufflé mot de tous les scandales qui ont souillé son administration. Notre maire a eu recours à des manœuvres si odieuses et si basses pour poursuivre sa campagne qu'il ne sera pas surpris de voir aujourd'hui *Le Canada* lui dire la vérité et toute la vérité en affirmant, avec preuve à l'appui, qu'il est indigne de la mairie.

"C'est dans ce but que nous avons cru aujourd'hui étaler sous les yeux des électeurs le dossier de M. Martin. On verra que c'est un dossier bien chargé et qu'il est bien des individus que la justice a poursuivis qui n'en ont pas autant que M. Martin à se reprocher. On verra que dix-huit magistrats de cette ville ont condamné ou censuré tour à tour celui qui aspire à la première magistrature de notre ville: ce sont le recorder Semple, le juge Cannon, le juge Archibald, le juge Panneton, le juge Lafontaine, les cinq juges de la Cour d'appel, ce à deux reprises, (ce qui fait dix juges), les juges Martineau, le juge MacLennan et le juge Pelletier. Il a donc fallu tout l'attirail de la justice pour venir à bout de cet homme

coupable de violation de règlements, de mépris de cour, d'abus de pouvoir et de malversation.

"Nous nous hâtons de produire nos pièces et ce sera aux citoyens de juger l'homme qui se complait à injurier tout le monde depuis un mois.

"Après avoir mis devant nos lecteurs ce dossier de M. Martin nous n'avons plus la moindre hésitation à croire qu'il ne se trouvera pas un seul citoyen ayant tant soit peu d'esprit public qui voudra revoir M. Martin occuper pour deux années encore le fauteuil de la mairie.

"Sorti éclaboussé de cinq scandales, condamné ou censuré par dix-huit magistrats, M. Martin est indigne de la mairie. Que ce soit là le mot d'ordre de tous ceux qui veulent que notre ville regagne le prestige perdu."

Ou ces paroles sont vérité ou elles sont calomnies. Sont-elles la vérité? Alors pourquoi le premier ministre a-t-il appelé M. Martin au Conseil législatif? Si elles sont calomnies, que pense le premier ministre de son propre organe? La Chambre et la province attendent une réponse complète du premier ministre. Le premier ministre a-t-il réussi à clore les lèvres de M. Martin? Nous le verrons au cours de cette session.

Si le gouvernement refuse l'enquête, si M. Martin n'exige pas l'enquête qu'il a réclamée et qu'il a promise à l'électorat de Montréal, on devra porter contre l'un et l'autre une conclusion logique.

J'ai confiance que cette Chambre fera son devoir. Pour le moment je ne fais que soumettre à la Chambre les accusations qui ont été portées avec tant d'éclat par un libéral en révolte. Nous verrons d'ici à quelque temps ce que signifie sa nomination et nous devrons alors porter le jugement qui nous sera dicté par la conduite du premier ministre et par celle du maire de Montréal. Nous devons alors montrer si l'honneur et le devoir valent encore mieux que la trahison, le chantage, le vol et le parjure, ou si les députés doivent être les esclaves et les dupes d'un trust politique qui cherche à étouffer toutes les belles aspirations nationales pour mieux être maître des millions qu'il soutire du peuple et de notre province.

En attendant, mettons-nous résolument à l'œuvre pour accomplir consciencieusement notre devoir pour répondre le mieux possible à nos besoins nouveaux et aux plus nobles aspirations de notre peuple avide de progrès et de civilisation.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose l'interruption des travaux jusqu'à 8 heures et demie.

À 6 heures, la chambre interrompt ses travaux.

### Reprise de la séance à 8 h 30

#### Adresse en réponse au discours du trône

La Chambre reprend ses travaux sur la motion du représentant de L'Islet (M. Thériault).

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** (applaudissements) Il m'est agréable, en débutant, de féliciter l'honorable député de L'Islet (M. Thériault) et l'honorable député de Saint-Laurent (M. Miles) pour les très beaux et éloquentes discours qu'ils ont prononcés cet après-midi.

Nous connaissions l'honorable député de L'Islet pour l'avoir vu siéger dans cette Chambre; nous savions qu'il était un orateur aimé des foules, mais c'est la première fois qu'il nous est donné le plaisir d'entendre un discours comme celui qu'il a prononcé aujourd'hui. Je le remercie sincèrement des bonnes paroles qu'il a eues à l'adresse du gouvernement de cette province et je lui souhaite une heureuse carrière.

L'honorable député de Saint-Laurent siège pour la première fois avec nous, mais il n'est pas inconnu et nous l'attendions depuis longtemps. Il nous arrive avec la réputation d'homme d'affaires de premier ordre et occupe le premier rang dans la classe commerciale et industrielle. C'est un gros commerçant, très heureux dans ses affaires et ancien président du Board of Trade.

Son passage ici dans cette Chambre ne pourra être que profitable et avantageux pour la métropole. Je le remercie aussi sincèrement des éloges qu'il a eus à notre adresse.

Je veux maintenant, avant d'aller plus loin, rendre un dernier et pieux hommage à la mémoire d'un homme qui a siégé pendant longtemps avec nous, j'ai parlé de feu Sir Pierre-Évariste Leblanc.

Je l'ai connu tout particulièrement alors qu'il était chef de l'opposition, puis à Spencerwood. J'ai apprécié ses belles qualités au cours de sa longue carrière. Sir Évariste Leblanc m'avait donné sa confiance, il m'avait aussi donné son amitié et c'est un des plus beaux témoignages que j'aie reçus dans ma vie publique. C'était un vigoureux lutteur et un valeureux adversaire; toute la province l'a pleuré.

Il n'est pas le seul qui soit aussi tombé au cours de cette session. Je salue respectueusement la mémoire de l'honorable Ernest De Varennes, de Cyprien Dorris et de Donat Caron<sup>27</sup>.

Qu'il me soit permis, maintenant, de souhaiter la plus cordiale bienvenue aux nouveaux élus. Je veux aussi saluer la députation de cette Chambre,

ainsi que le chef de l'opposition qui nous a donné la preuve, cet après-midi, qu'il était bien préparé pour la lutte.

Le chef de l'opposition n'a pas perdu son temps durant les vacances parlementaires; il a dû passer son temps à fourbir ses armes pour tenter encore de terrasser le gouvernement. Il nous revient avec une nouvelle vigueur. Il n'a interrompu ce travail que durant quelques jours pour ne faire qu'un voyage pour aller chercher dans la lutte électorale de Montréal-Saint-Laurent le succès que l'on sait.

Critiquant le discours du trône comme c'est son droit, le chef de l'opposition n'y trouve rien de nouveau. Pour lui, le discours du trône de cette session est absolument semblable à tous ceux qu'il a entendus depuis dix ans.

Je ne connaissais pas l'honorable chef de l'opposition aussi radical que cela. Je ne croyais pas le chef de l'opposition si désireux de changements, d'innovations et d'améliorations. Car si l'on compte les votes donnés par lui en faveur d'améliorations proposées par le gouvernement depuis qu'il est député, on constate que le compte n'est pas élevé. Je l'ai suivi dans toute sa carrière et je suis à me demander sur quelle innovation proposée par le gouvernement il s'est déclaré favorable?

Nous avons fait des innovations depuis quinze ans, jamais il n'en a pas approuvé une et vous verrez que si nous en proposons, il ne les approuvera pas pendant cette session.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Les règles de la Chambre seront observées.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Oui, et je serai satisfait. Nous n'avons rien fait, au point de vue de l'instruction publique, de la voirie, des travaux publics, de la colonisation et de l'agriculture. Le chef de l'opposition n'a pas vu encore ce que le Parti libéral a fait pour le développement de la province. Il était trop occupé sans doute à d'autres choses.

Il n'est pas content de ce que nous avons fait, cela se conçoit. Mais nous nous en consolons facilement en songeant que si le chef de l'opposition n'a rien vu, l'électorat de notre pays l'a constaté, car chaque fois que nous sommes allés devant lui, pour l'appeler à se prononcer sur notre administration, nous avons été approuvés par des majorités énormes.

Traisons de la question de l'instruction publique. Nous admettons qu'il y a encore quelque chose à faire, mais le chef de l'opposition admettra que nous avons beaucoup fait pour l'instruction dans notre province.

Ainsi cette année la population de la province a dépensé \$2,500,000 pour la construction d'écoles et le gouvernement, pour sa part, a dépensé plus de \$2,000,000. Si vous regardez dans toutes nos écoles de tous genres, vous verrez que nous avons eu 498,000<sup>28</sup> enfants qui se sont inscrits dans ces écoles au cours de la dernière année.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** fait observer qu'il n'a pas parlé de ce qui a été fait, mais de ce qui restait à faire.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** La population de cette province peut juger par nos œuvres du passé ce que nous nous proposons de faire pour l'avenir.

Si l'honorable chef de l'opposition voulait regarder ce qui se passe dans les écoles d'agriculture, dans les académies des villes, dans les écoles répandues dans tous les comtés et dans les paroisses, à l'École des hautes études, s'il voulait visiter tous les centres de l'instruction publique, il serait grandement satisfait et aurait confiance dans l'avenir.

Le chef de l'opposition s'est arrêté au traitement que reçoivent les inspecteurs d'écoles.

Il est maintenant toute amitié pour les inspecteurs d'écoles et voudrait les voir mieux payés. Il ne se rappelle donc plus qu'un jour il prétendit que les inspecteurs ne faisaient rien et qu'ils ne rendaient aucun service.

Je me souviens même que le chef de l'opposition a prétendu, dans un discours à la Chambre que les inspecteurs d'écoles ne faisaient pas un travail sérieux et que leurs visites étaient des farces.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** fait remarquer qu'il n'a jamais dit cela. Tout ce qu'il a dit, c'est que les inspecteurs d'écoles n'étaient pas suffisamment payés pour faire un travail sérieux.

Il dit qu'il n'a jamais attaqué les inspecteurs d'écoles, mais qu'il trouvait qu'ils étaient trop peu nombreux pour faire un travail fructueux et qu'il a réclamé pour eux une augmentation dès 1909. J'ai simplement prétendu que, avec les salaires qu'ils recevaient, les inspecteurs ne pouvaient produire un travail utile et c'est en demandant pour eux un meilleur salaire que j'ai fait cette remarque.

J'ai dit et je répète que les inspecteurs d'écoles avaient trop à faire et que cela rendait leur travail inefficace.

Peut-être le premier ministre a-t-il lu ce qu'il nous répète aujourd'hui dans les journaux qui sont à

son service et ne rapportent jamais exactement ce que nous disons.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** affirme qu'il n'a pas lu cela dans les journaux, mais qu'il a entendu cela lui-même. Le chef de l'opposition accusait les inspecteurs d'incompétence et déclarait leurs visites inutiles.

Il prétendait qu'on aurait pu se dispenser de leurs services et que l'instruction publique n'en aurait pas souffert. Sous le régime conservateur, les inspecteurs d'écoles n'étaient payés que \$600; le gouvernement actuel a augmenté leur traitement en diverses occasions à \$1,000, \$1,200 et \$1,400 et leur a accordé la somme de \$300 pour leurs dépenses de voyage.

Aujourd'hui, ils disent qu'ils ne sont pas suffisamment payés. Le gouvernement a compris la chose et c'est pourquoi le trésorier de la province demandera à la Chambre au cours de la session l'autorisation de voter une autre augmentation de salaires aux inspecteurs d'écoles.

Et peut-être que dans cinq ou 10 ans, le député de Deux-Montagnes s'il est encore chef de l'opposition, dira que c'est lui qui l'a obtenue, comme il l'a dit pour la dernière augmentation.

Passons maintenant à la voirie. Le chef de l'opposition pose quelques interrogations sur ce sujet. Partout, en Amérique et à tous les congrès internationaux, on cite la province comme modèle, au sujet des bonnes routes. Nous avons dépensé en six ans, pour nos routes, plus de \$19,000,000 et le chef de l'opposition dira encore que ce n'est rien.

Il y a non pas 36,000 milles de chemins dans la province de Québec, comme l'a dit le chef de l'opposition, mais 40,000 milles. Sur ce chiffre, non pas 2,000 milles, mais 2,500 milles sont gravelés ou macadamisés. Le député de Deux-Montagnes avait trouvé insuffisant que le gouvernement n'ait amélioré que 2,000 milles de chemins sur les 3,000 que possède la province.

Je demande à mon très honorable ami combien les conservateurs, quand ils étaient au pouvoir ont amélioré de milles de chemins! Leur bilan est bien maigre encore à ce sujet. (Rires à droite)

Je lui demanderai de comparer les routes de la province de Québec avec celles des autres provinces de la confédération.

Le gouvernement admet volontiers qu'il a pu y avoir des erreurs dans la construction de ces chemins, comme il y en a toujours eu et comme il y en aura toujours dans la construction des chemins.

Le chef de l'opposition nous dit que nous devrions maintenant voir à les réparer. Nous y verrons et nos adversaires reconnaîtront notre œuvre. Nulle autre province n'a le mérite de ce que nous avons réalisé dans la nôtre. Plus de \$19,000,000 ont été dépensés pour améliorer notre voirie; nous avons des routes nationales modèles que nous nous occupons d'entretenir et de réparer suivant les besoins. Dans l'ensemble, nous pouvons être fiers de nos progrès que l'on nous envie dans les provinces-sœurs.

Pour l'abolition des barrières de péage, le gouvernement a libéré 175 milles de chemins de péage et 52<sup>29</sup> ponts de péage. Le gouvernement a construit 500 ponts en fer au coût de \$4,000,000 en huit ans et il dépense cette année \$600,000 pour construire des ponts en fer. Tous ces résultats doivent être satisfaisants.

Depuis que le député de Deux-Montagnes siège dans cette Chambre, il déclare chaque année que la colonisation se meurt, que la colonisation est morte. Je me demande ainsi comment elle a pu produire les résultats magnifiques que l'on constate aujourd'hui. Il est surprenant qu'elle puisse ressusciter chaque fois. Là encore, c'est que le chef de l'opposition ne veut rien voir. La colonisation est morte, mais on constate par le recensement du gouvernement fédéral que c'est dans la province de Québec que s'ouvrent plus de terres nouvelles, et c'est dans la province de Québec que l'on trouve la plus grande augmentation de colons.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Grâce à la natalité, ce sont nos braves familles qui augmentent.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Grâce aussi à l'augmentation de la population agricole. Augmentation de familles, augmentation de cultivateurs. D'ailleurs, si on veut avoir des preuves, on n'a qu'à consulter le rapport du ministère des Terres et forêts et on verra que le nombre des lettres patentes cette année dépasse tout ce qui a été accordé dans le passé. Dans l'Abitibi seulement, là où il n'y avait que des bois habités par des bêtes sauvages il y a sept ans, que voit-on aujourd'hui? Une population de 10,000 âmes augmentant sans cesse, vivant honorablement. L'année dernière, il a été défriché et mis en culture 22,000 acres de terres nouvelles. Des progrès sont réalisés dans chacune des régions où l'on défriche le sol de notre province.

Nous avons grandi tous les ans au point de vue de la colonisation, nous grandirons encore. Le chef de l'opposition n'a pas voulu parler des industries, en particulier de l'industrie de la pulpe et

du papier. Au point de vue industriel, la province est en avant puisque, sur 81 fabriques de papier, il y en a 32 dans la province<sup>30</sup>. Et les colons profitent de ces industries. Les travaux des barrages du Saint-Maurice, de la rivière Saint-François et la location de pouvoir d'eau à diverses compagnies industrielles ont aidé puissamment au développement de cette industrie de la pulpe. Telle est l'importance de cette industrie chez nous que les capitalistes y voient un placement sûr, de toute garantie. Il en connaît plusieurs, dit-il, qui sont prêts à vendre leurs intérêts ailleurs, afin de nous les confier dans la province de Québec. Il n'y a pas de province où les capitalistes viennent avec plus de confiance pour investir leurs capitaux.

Ordinairement, le chef de l'opposition parle plus longuement sur la question de l'agriculture. Il s'est contenté de contester nos statistiques. Je citerai alors le recensement agricole fait par le gouvernement fédéral que le chef de l'opposition ne mettra pas en doute, évidemment.

Les statistiques fédérales de 1918 montrent qu'au point de vue de l'élevage, la province de Québec a fait des progrès. Dans la production du blé, nous avons fait de grands progrès: 1,000,000 de minots de blé étaient produits en 1916, tandis que l'an dernier, nous en avons produit 7,000,000 de minots. Les statistiques fédérales démontrent l'augmentation du nombre des bestiaux et de la production du beurre et du fromage en notre province. L'industrie du beurre, grâce à l'encouragement qu'elle a reçu ici, s'est développée au point de rapporter de \$27,000,000 à \$28,000,000 à la province, grâce à l'aide du gouvernement qui veut faire davantage, mais le chef de l'opposition s'est bien gardé d'en parler.

Quant à notre politique de rétablissement des soldats, le chef de l'opposition nous approuve. C'est justice à l'égard de ces héros qui nous reviennent de la guerre couverts de gloire. Mais le chef de l'opposition ne trouve pas notre politique complète. Il voudrait que non seulement on donnât des terres gratuites aux soldats, mais à tous ceux qui veulent se faire colons. C'est une chose impraticable. Si on ne donne pas de terres aux colons comme à tous les soldats, c'est que le soldat qui est allé au front a droit à des égards particuliers. D'ailleurs, ce système de gratuité a été mis en vigueur dans l'Ouest. Des experts et un homme d'expérience comme M. Wilson à Winnipeg viennent de faire un rapport au gouvernement. Ils se sont prononcés contre la gratuité des terres et ont recommandé d'abandonner ce système.

La modique somme que le gouvernement demande aux colons et le temps qui leur est donné pour la payer ne sont pas un empêchement à la colonisation. En effet, le gouvernement laisse aux colons tout le temps qu'il faut pour payer leurs lots par versements faciles. Il faut donc faire une distinction entre ces deux classes de colons.

Le député des Deux-Montagnes a terminé son chapitre de critiques sur le traitement accordé aux employés publics. Il prétend qu'ils sont maltraités, et je me demande où il prend ces inventions. Si on compare le traitement accordé aux employés de Québec avec ceux du gouvernement fédéral, on verra que les premiers n'ont pas à se plaindre. La différence, c'est que le gouvernement fédéral jette à la porte tout ce qui n'est pas bleu, tandis que le gouvernement provincial agit plus convenablement.

Nos employés ne sont pas plus maltraités que ceux du gouvernement fédéral. Les employés du gouvernement provincial de Québec ne sont peut-être pas aussi bien payés que les employés du gouvernement fédéral dans notre ville, mais il ne faut pas oublier que les fonctionnaires d'Ottawa n'ont gardé leur position qu'à la condition d'être conservateurs.

Tous ceux qui étaient libéraux ont été jetés sur le pavé, en 1911, tandis que nous, nous avons augmenté les salaires de tous nos employés, qu'ils fussent conservateurs et libéraux. Qu'ils soient rouges ou bleus. Nous ne faisons pas de différence. Nous n'avons pas de guillotine pour les employés qui n'ont pas la même politique que le gouvernement.

Depuis la classification qui a été faite il y a deux ans, il n'y a pas cinq pour cent des employés publics qui n'aient eu une substantielle augmentation. Le chef de l'opposition dit que nous avons promis un boni et que nous ne l'avons pas accordé. Je dois dire à ce sujet au chef de l'opposition que nous avons commencé à payer ce boni. Et il est accordé à cause des circonstances difficiles que nous traversons.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Puisse-t-il être satisfaisant!

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Il sera satisfaisant, je crois, et pour les employés et pour le chef de l'opposition. Le chef de l'opposition n'a pas voulu parler de finances et de la situation financière du gouvernement. Est-il satisfait? A-t-il peur d'affronter cette question, ou laisse-t-il ce soin à un autre? Je crois que sur ce point, il aurait pu exprimer son opinion.

Comme le disait le député de L'Islet, on peut se placer aux côtés des autres provinces avec satisfaction. J'aurais cru que sur ce point au moins, le chef de l'opposition aurait pu être satisfait, puisque nous avons eu un surplus l'année dernière et nous en aurons un autre, pour l'exercice actuel, je l'espère.

(Applaudissements)

Maintenant avant de terminer, je veux dire quelques mots sur la grande partie du discours du chef de l'opposition. Il a fait grand cas de la nomination que nous avons faite récemment d'un personnage de Montréal au Conseil législatif, d'un homme avec qui nous avons eu des difficultés et qui nous a dit des choses désagréables. Le chef de l'opposition a prétendu que nous avions fait cette nomination parce que nous avions eu peur. Peur de quoi?... De qui?... Il n'a pas voulu le dire.

M. l'Orateur, je siège dans cette Chambre depuis de nombreuses années. Il y aura 14 ans bientôt que je suis premier ministre et que je préside les délibérations du Conseil des ministres. J'ai rencontré des adversaires redoutables, quelques-uns étaient presque des ennemis. J'ai été souvent l'objet d'attaques violentes. J'ai eu à lutter avec opposition qui fut jadis très vigoureuse.

On m'en rendra le témoignage, je ne crois pas avoir jamais manqué de courage devant mes adversaires et non des moins violents. Plusieurs sont aujourd'hui disparus. Je leur ai fait face à tous. On veut bien me reconnaître certaines capacités et des qualités. La preuve en est que je suis allé devant le peuple trois fois, et à chaque fois j'en suis revenu avec une majorité augmentée. Le peuple m'a donc de plus en plus manifesté de confiance.

(Applaudissements à droite)

Il faut croire que ces luttes ne m'ont pas fait tort puisque aujourd'hui l'opposition ne représente qu'une infime portion de l'opinion publique dans la province et que le rôle de l'opposition, sous la direction du député de Deux-Montagnes (M. Sauvé), est tombé au plus bas niveau possible, tant au point de vue du nombre qu'à celui de la capacité.

Ce qui était, dans le passé, une opposition vigoureuse n'est plus aujourd'hui le vestige de ce qui fut un prestige.

Je connais très bien ce qui se passe dans l'ombre et je connais bien des choses; je pourrais parler de visites et de choses que le chef de l'opposition sait. Mais je puis dire que je n'ai pas plus peur aujourd'hui de mes adversaires que de ceux qui ont voulu me renverser dans le passé.

L'honorable chef de l'opposition au cours de son discours, a voulu se faire tragique, mais il n'a

réussi qu'à faire de la comédie. J'oublie la tragédie pour ne considérer que la comédie.

L'honorable chef de l'opposition ne peut s'expliquer une nomination parce que l'on m'aurait dit des choses désagréables et il veut en faire un scandale.

Mais je me rappelle bien les attaques lancées contre feu l'honorable député de Terrebonne<sup>31</sup> par le député de Deux-Montagnes lorsqu'il était journaliste. Il a écrit contre cet honorable député, maintenant décédé, qui n'était pas de son parti, les choses les plus désagréables que l'on puisse dire; il a été même poursuivi pour cela, il a même été condamné.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable premier ministre voudrait-il me dire à quelle date j'ai pu être condamné?

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Il y a eu une action au civil contre vous et un jugement, et ce sont mes informations qui me permettent de l'affirmer. L'information que j'ai est exacte.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'action intentée contre moi pour libelle a été retirée.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Tant mieux. Et plus tard qu'avons-nous vu? Nous avons vu le chef de l'opposition suivre l'ancien député de Terrebonne et venir s'asseoir, derrière celui qu'il avait attaqué et qui était devenu son maître, le suivant et l'approuvant docilement comme un bon partisan humblement soumis. La même chose s'est passée à l'égard de plusieurs autres que le chef de l'opposition avait dénoncés et qu'il a ensuite suivis. Ce n'est pas à lui que je confierai la garde de ma dignité. (Applaudissements)

La nomination que nous venons de faire, nous l'avons faite parce que nous jugions à propos de la faire dans l'intérêt de la cité de Montréal. J'aime Montréal et je m'intéresse à Montréal. J'y ai habité et je rêve d'y demeurer encore. Je crois en l'avenir de Montréal qui est la quatrième ville du continent et qui sera bientôt la troisième.

Montréal a été favorisée par la nature et par la Providence. Elle est le terminus de la navigation océanique et un des plus grands ports du monde, son avenir est très grand; c'est déjà une très grande ville, ce sera un jour une des plus grandes métropoles de l'univers. Montréal va progresser dans des proportions que personne ne peut encore estimer. C'est pour cela que lorsque des contribuables influents de cette ville sont venus me demander de

lui donner un nouveau gouvernement municipal, nous avons nommé une commission administrative, qui est à l'œuvre.

Je répète ici ce que je disais l'an dernier: que je suis prêt à mettre fin à ma vie politique pour assurer à Montréal la prospérité que je désire pour cette ville. Pour faciliter encore ce développement, l'année dernière, nous avons établi un nouveau système administratif, un système temporaire qui rapporte de bons résultats et rend des services. Il y a eu des élections, et dans cette campagne municipale, il s'est prononcé bien des paroles violentes à notre adresse. Le nouveau conseiller législatif a dit des choses désagréables et, pour cette raison, conclut le chef de l'opposition, nous n'aurions pas dû le nommer. Je suis aussi soucieux que qui que ce soit de ma dignité, mais je ne crois pas y manquer en oubliant quelques paroles violentes pour accomplir une action que je crois être dans l'intérêt de la ville de Montréal.

Je ne crois pas que, quand nous avons de graves problèmes à résoudre, il faille perdre du temps en querelles et en disputes qui empêchent de faire de judicieux efforts vers le progrès et d'atteindre des résultats pratiques. Je ne tiens pas à me faire dire des choses désagréables, mais je suis rendu à un âge où j'ai cette philosophie de rester indifférent devant les attaques comme devant les compliments. Je n'ai regardé que le bien de Montréal et le bien public.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Mais vous avez eu peur. Il devait y avoir une enquête.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Je n'ai pas peur et je n'ai rien à cacher! La nomination a été faite dans l'intérêt de Montréal uniquement. Il n'est pas question de crainte ni de bâillon. L'honorable chef de l'opposition nous a parlé d'enquête. Je connais cette chanson. Je ne sais pas qui m'a fait la musique, mais je sais qu'elle sert à beaucoup de gens et on la connaît depuis longtemps en cette Chambre; elle est toujours la même, personne ne songe à s'en émouvoir.

Je n'ai honte d'aucun acte de ma vie politique, je n'ai peur des conséquences d'aucun acte de ma carrière. Quoi qu'on pense et quoi qu'on dise, j'ai agi dans l'intérêt public, et mon premier désir a été de travailler dans l'intérêt du peuple quelles qu'en soient les conséquences et quels qu'en soient les sacrifices. Je m'intéresse au sort de Montréal au point d'en faire le sacrifice de ma vie politique s'il le faut. On me dit que je pourrais bien tomber du Capitole sur la roche tarpéienne. Il y a longtemps que je suis monté au

Capitole. J'y suis monté l'âme sereine et si j'ai un jour à descendre à la roche Tarpéienne, ce sera avec une âme aussi sereine, avec la conviction d'avoir toujours travaillé dans l'intérêt de ma province. L'histoire le dira, la population et la postérité le reconnaîtront. (Applaudissements)<sup>32</sup>

La proposition du député de L'Islet (M. Thériault), appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Miles) à l'effet que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, est soumise à la Chambre:

À Son Honneur  
le lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de la province de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre loyauté à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

L'adresse est adoptée à l'unanimité.

### Subsides

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Décarie) que le mardi le 28 janvier courant, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

### Voies et moyens

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Décarie) que le mardi 28 janvier courant, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les voies et moyens de payer les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

La séance est levée.

### NOTES

1. Le maréchal Ferdinand Foch, 1851-1929, fut une grande figure militaire française de la Première guerre mondiale (1914-1918).

2. Moratoire ou *moratorium* : disposition légale suspendant l'exigibilité des créances.

3. Félix-Jules Méline, 1838-1925, homme politique français. Président du Conseil de 1896 à 1898, il fut favorable au développement agricole.

4. L'honorable John Henry Fisher (1855-1933) fut sénateur à partir de 1917.

5. Joseph Hirôm Grisdale est né en 1870 et fut directeur de la ferme expérimentale d'Ottawa à partir de 1911.

6. Alphonse-Télesphore Charron fut directeur du laboratoire officiel de la province.

7. L'abbé Adolphe Michaud fut président des missionnaires agricoles.

8. M. Hector Authier, 1881-1971, fut député libéral de 1923 à 1936. Il devint ministre de la Colonisation d'Abitibi dans le premier gouvernement Godbout en 1936.

9. Victor Cambon, 1852-1927, auteur français qui publia de nombreux travaux d'économie agricole.

10. Albert Sarraut, 1872-1962, fut ministre de l'Instruction publique en France, en 1914-1915.

11. Édouard Herriot, 1872-1957, sénateur français, puis député ministre des Travaux publics dans le cabinet d'A. Briand en 1916-1917.

12. Gabriel Hanotaux, 1853-1944, homme politique et historien français. Ministre des affaires étrangères de 1894 à 1895, et de 1896 à 1898, il poursuivit une longue carrière littéraire.

13. Le père Henri Didon, 1840-1900, dominicain, reconnu spécialiste en éducation.

14. *La Patrie* du 26 janvier 1919, à la page 4, commente ainsi le discours: "M. Thériault en était à ses débuts à la Chambre. Il n'a rien dit de nouveau,

ce qui n'est pas d'ailleurs facile, mais il a créé l'impression qu'il peut être à l'occasion un orateur intéressant, sinon élégant.

15. M. Miles a dû prononcer son discours dans la pénombre de la fin d'une journée d'hiver, puisqu'il y a eu une panne d'électricité et qu'on a dû utiliser des "becs à gaz".

16. Pierre-Évariste Leblanc fut lieutenant-gouverneur du 9 février 1915 jusqu'à sa mort, le 18 octobre 1918.

17. Voici les commentaires de *L'Événement* du 23 janvier 1919, à la page 4 : "Les lumières n'étaient pas encore allumées, les députés siégeaient presque dans l'obscurité quand M. Georges Mayrand, député de Dorion (Montréal), à la surprise générale, se leva, prenant la parole avant le chef de l'opposition. M. Mayrand n'avait pas dit cinquante mots que les lumières revenaient tout à coup comme pour donner plus d'éclat, pour illuminer le beau geste du député de Dorion."

18. Médéric Martin, maire de Montréal de 1914 à 1924 et de 1926 à 1928, député libéral fédéral de 1906 à 1917. Voir Rumilly, tome XXIV.

19. Dans un éditorial, *La Patrie* reproduit quelques propos de M. Mayrand. Ceux-ci semblent cependant résumer un peu arbitrairement sa pensée: "Il (M. Mayrand) affirme qu'un adversaire du ministère est inéligible à la Chambre haute, qu'être nommé conseiller législatif est une récompense (et) que c'est insulter la députation que de critiquer ses actes". Voir "La nomination de M. Martin", *La Patrie*, 23 janvier 1919, p. 4.

20. Il s'agit de l'esclandre entre Louis-Alexandre Taschereau et le journaliste Olivar Asselin, survenue le 18 mai 1909.

21. *La Patrie* du 24 janvier 1919, à la page 4, écrit que M. Sauvé avait plusieurs journaux sur son pupitre indiquant bien "son intention de raviver le souvenir douloureux des déclarations de notre maire sur l'achat du parc Maisonneuve."

22. Charles Murphy, 1862-1935, député libéral ontarien à la Chambre des Communes de 1908 à 1925, membre du cabinet de Wilfrid Laurier.

23. Newton Wesley Rowell, 1867-1941, chef du Parti libéral ontarien en 1911, plus tard juge en chef

de l'Ontario. Il coprésida avec Joseph Sirois la célèbre commission d'enquête sur les relations entre le dominion et les provinces.

24. Paul Doumer, 1857-1932, homme politique français. Il occupa le poste de ministre des Finances puis de gouverneur d'Indochine; il fut plus tard Président de la République française et mourut assassiné.

25. En commentaire à ce propos, *La Patrie* du 24 janvier 1919, page 4, considère que cette politique permettrait de rapatrier des Canadiens français émigrés en Nouvelle-Angleterre.

26. Schemers : mot anglais signifiant ici "tripoteurs".

27. Ernest De Varennes, conseiller législatif; Cyprien Dorris, député de Napierville et Donat Caron, député de Matane.

28. *La Patrie* du 23 janvier 1919, à la page 13, donne le chiffre de 480,000 enfants.

29. *L'Événement*, *Le Devoir* et *L'Union des Cantons de l'Est* rapportent 22 au lieu de 52 ponts dans la presse.

30. Selon *La Patrie* du 23 janvier 1919, page 13, la province possède plus de 40 fabriques de papier, contrairement au chiffre mentionné de 32.

31. Il s'agit de J.-B.-B. Prévost, député libéral de Terrebonne de 1900 à 1912 et député libéral indépendant du même comté de 1912 jusqu'à sa mort en 1915.

32. *Le Canada français* du 30 janvier 1919, page 1, écrit: "La Chambre a fait une longue ovation au Premier ministre quand il a repris son siège après cette superbe péroraison prononcée d'une voix émue, avec cette chaleur communicative qui se dégage des discours pathétiques de Sir Lomer. Les applaudissements se sont prolongés pendant plusieurs minutes." Dans son *Histoire de la province de Québec*, tome XXIV, p. 27, Robert Rumilly raconte que Maurice-Louis Péloquin, député de Richelieu, "enthousiasmé par l'habileté du premier ministre et par la gloire entrevue pour Montréal, défonça d'un coup de poing le couvercle de son pupitre."



Séance du jeudi 23 janvier 1919

### Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Présentation des pétitions:

Vingt-deux pétitions sont présentées devant la Chambre:

- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Ashby);
- de dame Helen Margaret Ryan Macdonell, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certains actes (M. Bercovitch);
- de Saul Cohen, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres après examen (M. Bercovitch);
- de Boy's Home of Montréal, demandant l'adoption d'une loi créant une nouvelle corporation sous le même nom (M. Bercovitch);
- de The Board of Directors of the Boy's Farm and Training school, demandant l'adoption d'une loi créant une nouvelle corporation sous le même nom (M. Bercovitch);
- de M. Paul de Roberval Ouimet *et al.*, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à vendre certaines actions de banque (M. Bercovitch);
- de M. Isaac Kander *et al.* demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Congregation of Beth Hamedrash Hagadol" (M. Bercovitch);
- du Club Canadien demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Beaudry);
- de British America Nickel Corporation, Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant une résolution du conseil municipal de la partie sud du canton de Hull (M. Caron, Ottawa);
- de la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Caron, Ottawa);
- du très honorable le vicomte Templetown *et al.* demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la compagnie "The Saint-Félicien and Ungava Railway Company" (M. Cannon);
- du très honorable le vicomte Templetown *et al.*, demandant l'adoption d'une loi incorporant le Québec & Ungava Railway Company (M. Cannon);
- de M. les abbés A.-E. Bernier *et al.*, demandant l'adoption d'une loi les constituant en

corporation sous le nom de "l'Oeuvre des vocations tardives" (M. Cannon);

- de la compagnie The Canada and Gulf Terminal Ry Co., demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Cannon);
- de The Scottish Trust Company demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Gault);
- de The Bankers' Trust Company, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Gault);
- de la ville de la Pointe-aux-Trembles, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Lévesque);
- de la ville de Montréal-Est, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Lévesque);
- de MM. Alfred Goyette *et al.* demandant l'adoption d'une loi abrogeant la loi 8 George V, chapitre 84, sections 2 à 25, et la loi 7 George V, chapitre 60, section 28, et pour autres fins, relativement à la cité de Montréal et à la compagnie des tramways de Montréal (M. Godbout pour M. Mayrand)<sup>1</sup>;
- de la Compagnie d'assurance canadienne britannique, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte et augmentant ses pouvoirs (M. Phaneuf);
- de l'honorable Raoul Dandurand *et al.* demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Levis Tramway Company" (M. Roy);
- de la ville de Montmagny, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Thériault).

### Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Ashby);
- de M. Jean Dutreuil demandant l'adoption d'une loi déclarant valide son titre à l'immeuble no 67 du cadastre de la paroisse de Saint-Eustache et ratifiant la vente qu'il en a faite à Ernest-D. Lee *et al.* (M. Beaudry);
- des R.R. P.P. Langlais *et al.* demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Tiers-Ordre de Saint-Dominique" (M. Beaudry);
- de la cité de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Bouchard);

- de The Shefford, Bagot and Missisquoi Railway Company demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bullock);
- de la cité de Grandby, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à convertir le lot no 400 en un parc municipal public (M. Bullock);
- de la cité des Trois-Rivières demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bordeleau);
- de MM. Uldéric Beaulac *et al.*, demandant l'adoption d'une loi annexant à la paroisse de Saint-Jean-des-Piles certains lots de la paroisse de Sainte-Flore (M. Francoeur);
- du Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à effectuer un emprunt et à augmenter les taxes scolaires (M. Gault);
- du lieutenant colonel A.-M. Forbes *et al.*, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de: "The school for crippled children. Montréal" (M. Gault);
- de Morris-Alfred Thompson, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à porter le nom de "Maurice-Alfred Madley" (M. Gault);
- du Trafalgar Institute, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Gault);
- du révérend Daniel James Fraser *et al.*, demandant l'adoption d'une loi ratifiant l'union de l'église Saint-Andrew à celle de Saint-Paul et incorporant The Church of Saint-Andrew & Saint-Paul (M. Gault);
- de la ville de Montréal-Nord, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un certain règlement d'emprunt (M. Lévesque);
- de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Lévesque);
- de la ville de Saint-Michel, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et validant certains règlements d'emprunt (M. Lévesque);
- de Josaphat-Frédéric Champagne, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);
- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Létourneau, Québec-Est);
- de l'Association des comptables de Montréal et de l'Institut des comptables et auditeurs de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi les constituant en une seule corporation (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);

- de la cité de Lévis, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Roy);
- de M. F.-X. Dufresne *et al.* demandant l'adoption d'une loi amendant la charte de la cité de Montréal (M. Reed);
- de la municipalité du village du Petit Lac Magog, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et changeant son nom en celui de municipalité du village de Fayolle (M. Therrien);
- de la compagnie Lecavalier & Riel, limitée, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);
- de la compagnie du chemin de fer de la vallée de la rivière Madeleine, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Lemieux).

#### Rapports de comités:

##### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency)<sup>2</sup>:**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des industries et du commerce. Voici le rapport:

Votre comité a élu M. Reed son président et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres. Adopté.

##### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency)<sup>3</sup>:**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent du Code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a élu M. Perrault son président et recommande que son quorum soit réduit à six membres.

Adopté.

##### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency)<sup>4</sup>:**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a élu l'honorable Gouin son président et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.

##### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency)<sup>5</sup>:**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a élu M. Bullock son président et recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Adopté.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)<sup>6</sup>:**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des privilèges et élections. Voici le rapport:

Votre comité a élu M. Tessier (Rimouski) son président et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)<sup>7</sup>:**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des comptes publics. Voici le rapport:

Votre comité a élu M. Godbout son président et recommande que son quorum soit réduit à huit membres.

Adopté.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)<sup>8</sup>:**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation. Voici le rapport:

Votre comité a élu l'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) son président et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)**

propose que ledit rapport soit amendé en y substituant à son nom celui de M. Robert (Rouville) comme président dudit comité.

Il est résolu que cette Chambre adopte ledit rapport tel qu'amendé.

**M. Francoeur (Lotbinière):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a élu M. Francoeur son président et recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Adopté.

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité des règlements. Voici le rapport:

Votre comité a élu M. Létourneau (Québec-Est) son président et recommande que son quorum soit réduit à quatre membres.

Adopté.

**Messages du Conseil législatif:**

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a nommé un comité permanent et conjoint pour assister l'Orateur dans l'administration de la Bibliothèque, en tant que les intérêts du Conseil législatif sont concernés, et pour agir au nom du Conseil législatif, comme membre du comité conjoint des deux Chambres au sujet de la Bibliothèque et que ce comité a été composé des honorables MM. Chapais, Choquette, Girouard, Gosselin, Kaine, Kelly, Pérodeau, Perron, Simard et Smith.

**Bibliothèque  
de la Législature**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau) qu'un comité permanent et conjoint composé des honorables MM. Taschereau, Caron, Mercier fils, Mitchell et MM. Beaudry, Bercovitch, Bullock, Cannon, D'Auteuil, David, Desaulniers, Francoeur, Godbout, Létourneau (Montréal-Hochelaga), Lévesque, Perrault, Sauvé, Stein et Tansey soit nommé pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la Bibliothèque de la Législature, en tant que les intérêts de cette Chambre sont concernés, et pour agir comme membres du comité conjoint des deux Chambres au sujet de la Bibliothèque.

Adopté.

Il est résolu qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif, communiquant à Leurs Honneurs la résolution précédente.

**Comité permanent et conjoint  
des impressions législatives**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau) qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif, priant Leurs Honneurs de bien vouloir se joindre à cette Chambre pour former un comité conjoint des deux Chambres, au sujet des impressions de la Législature, en informant Leurs Honneurs que les honorables MM. Gouin, Décarie et Mitchell et MM. Ashby, Bouchard, Bullock, Gault, Godbout, Parrot et Sauvé agiront comme membres dudit comité des impressions.

Adopté.

Il est résolu qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif communiquant à Leurs Honneurs la résolution précédente.

**Dépôt de documents:**

**Rapport de la commission des services  
d'utilité publique 1917-1918**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le neuvième rapport annuel de la commission des services d'utilité publique, pour l'année finissant le 30 juin 1918. (Document de la session no 16)

**Rapport du Conseil  
et des mandats spéciaux**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** dépose sur le bureau de la Chambre un état des rapports du Conseil et des mandats spéciaux émis durant la vacance, en vertu des statuts révisés de la province de Québec, articles 859 et 860 qui se lit comme suit:

État des rapports du Conseil et des mandats spéciaux émis en vertu des articles 859 et 860 des statuts refondus de 1909 de la province de Québec, durant la vacance. (Voir les tableaux aux pages suivantes)

État des rapports du Conseil et des mandats spéciaux émis en vertu des articles 859 et 860 des statuts refondus de 1909 de la province de Québec, préparé par l'auditeur de la province, tel que requis.

Nos	Services	Rapports du Conseil et mandats spéciaux				
		O.C.	Dates	Montants	Dépenses	Non dépensé
		Nos				
				\$ cts	\$ cts	\$ cts
6	Services divers :					
	Goutte de lait, Québec	364	22 mars 1918	2,000.00	2,000.00	
	Goutte de lait, Montréal	364	22 mars 1918	2,500.00	2,500.00	
	L'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur-de-Jésus-de-Québec	364	22 mars 1918	2,000.00	2,000.00	
	Archives de la province	364	22 mars 1918	2,000.00	2,000.00	
7	Agriculture :					
	Augmentation de la production agricole	387	28 mars 1918	60,000.00	60,000.00	
8	Gouvernement civil : Dépenses contingentes des départements :					
	Affaires municipales	454	12 avril 1918	2,000.00	2,000.00	
	Asiles d'aliénés	454	12 avril 1918	357,823.88	354,586.80	3,237.08
8	Travaux publics et Travail :					
	(Extraordinaire)					
	Édifices de la Législature et des départements, achèvement du restaurant	454	12 avril 1918	11,147.65	11,147.65	
9	Services divers :					
	Octroi pour traitement de la tuberculose	531	30 avril 1918	20,000.00	20,000.00	
10	Travaux publics et Travail :					
	(Ordinaire)					
	Entretien, etc., des édifices publics en général	643	23 mai 1918	60,000.00	60,000.00	
	(Extraordinaire)					
	Propriété du gouvernement, Montréal, achat de	643	23 mai 1918	39,000.00	39,000.00	
10	Voirie :					
	Amélioration et entretien de la voirie	643	23 mai 1918	75,000.00	75,000.00	
10	Terres et forêts :					
	Dépenses générales	643	23 mai 1918	3,000.00	3,000.00	
	Arpentages	643	23 mai 1918	15,000.00	15,000.00	
	Service forestier et inspection des terres	643	23 mai 1918	5,000.00	5,000.00	
	Pépinière de Berthierville : entretien	643	23 mai 1918	1,000.00	1,000.00	
10	Colonisation, mines et pêcheries :					
	Compte courant	643	23 mai 1918	500.00	500.00	
10	Charges sur le revenu :					
	Perception des licences, etc.	643	23 mai 1918	30,000.00	29,578.43	421.57
	Timbres, licences, etc.	643	23 mai 1918	4,000.00	4,000.00	
10	Services divers :					
	Services divers en général	643	23 mai 1918	5,000.00	5,000.00	
	Octroi pour traitement de la tuberculose	643	23 mai 1918	1,500.00	1,500.00	
	Souscription à la "National Young Men's Association Red Triangle Fund"	643	23 mai 1918	25,000.00	25,000.00	

État des rapports du Conseil et des mandats spéciaux émis en vertu des articles 859 et 860 des statuts refondus de 1909 de la province de Québec, préparé par l'auditeur de la province, tel que requis.

Nos	Services	Rapports du Conseil et mandats spéciaux				
		O.C.	Dates	Montants	Dépenses	Non dépensé
		Nos				
				\$ cts	\$ cts	\$ cts
10	Législation : Assemblée législative : Impression et reliure pour les deux chambres de la Législature	643	23 mai 1918	15,000.00	15,000.00	
11	Dette publique : Frais d'administration	841	22 juin 1918	2,000.00	1,807.08	192.92
11	Gouvernement civil : Dépenses contingentes des départements :					
	Département du secrétaire provincial	841	22 juin 1918	1,500.00	1,500.00	
	Département du Trésor, bureau du revenu	841	22 juin 1918	900.00	900.00	
	Département du Trésor, bureau des assurances	841	22 juin 1918	250.00	250.00	
	Département des Travaux publics et du Travail	841	22 juin 1918	2,000.00	2,000.00	
	Département de l'Instruction publique	841	22 juin 1918	1,500.00	1,500.00	
	Département des Affaires municipales	841	22 juin 1918	500.00	500.00	
11	Administration de la justice : Dépenses contingentes des shérifs	841	22 juin 1918	60,000.00	60,000.00	
	Divers	841	22 juin 1918	40,000.00	40,000.00	
11	Instruction publique : École technique de Québec	841	22 juin 1918	32,500.00	32,500.00	
	Pour la publication d'un journal français et anglais	841	22 juin 1918	1,000.00	1,000.00	
	Rapport du surintendant	841	22 juin 1918	1,356.30	1,356.30	
	Conférences pédagogiques	841	22 juin 1918	205.20	205.20	
	Allocation aux instituteurs	841	22 juin 1918	366.30	366.30	
	Gratification pour 10-15-20 ans d'enseignement	841	22 juin 1918	890.00	890.00	
11	Écoles de réforme et d'industrie	841	22 juin 1918	5,000.00	5,000.00	
11	Travaux publics et du Travail : (Ordinaires) Réparations au pont dans le district de Beauce, endommagé par les inondations au cours de l'été de 1917	841	22 juin 1918	20,711.90	20,711.90	
11	Agriculture : Sociétés d'agriculture, S. R. Q., (1909), art. 1851	841	22 juin 1918	10,000.00	10,000.00	
	Cercles agricoles, encouragement d'agriculture en général, etc.	841	22 juin 1918	22,433.43	22,433.43	
	Écoles d'agriculture	841	22 juin 1918	2,641.23	2,641.23	
	Enseignement vétérinaire	841	22 juin 1918	1,590.49	1,590.49	
	Écoles ménagères	841	22 juin 1918	18,238.43	18,238.43	
	Encouragement à la culture des arbres fruitiers (Horticulture)	841	22 juin 1918	4,684.87	4,684.87	
	Laboratoire officiel de la province de Québec	841	22 juin 1918	367.60	367.60	
	Conférences sur l'agriculture	841	22 juin 1918	1,115.47	1,115.47	
	Encouragement à l'élevage des volailles	841	22 juin 1918	2,000.00	2,000.00	
	Mérite agricole provincial	841	22 juin 1918	573.12	573.12	

État des rapports du Conseil et des mandats spéciaux émis en vertu des articles 859 et 860 des statuts refondus de 1909 de la province de Québec, préparé par l'auditeur de la province, tel que requis.

Nos	Services	Rapports du Conseil et mandats spéciaux				
		O.C.	Dates	Montants	Dépenses	Non dépensé
		Nos				
				\$ cts	\$ cts	\$ cts
11	Terres et Forêts :					
	Dépenses générales	341	22 juin 1918	2,000.00	2,000.00	
	Protection de forêts	341	22 juin 1918	5,000.00	5,000.00	
	Service forestier	341	22 juin 1918	5,000.00	5,000.00	
	Pépinière de Berthierville : Entretien	341	22 juin 1918	500.00	500.00	
11	Colonisation, Mines et Pêcheries :					
	Chemins de colonisation	341	22 juin 1918	48,048.45	48,048.45	
	Pêche et chasse	341	22 juin 1918	1,100.00	1,100.00	
	Service de l'enregistrement (cadastre)	341	22 juin 1918	5,236.40	5,236.40	
	Amélioration et entretien des parcs	341	22 juin 1918	763.39	763.39	
11	Charges sur le revenu :					
	Timbres, licences, etc.	341	22 juin 1918	1,500.00	1,262.94	237.06
1	Gouvernement civil : Dépenses contingentes des départements :					
	Département des Affaires municipales	896	4 juillet 1918	3,000.00	3,000.00	
2	Travaux publics et Travail : Imputable au fonds des bâtisses et des jurés :					
	Palais de justice de Montréal, annexe	1475	24 octobre 1918	19,086.37	19,086.37	
	Entretien des édifices publics en général	1475	24 octobre 1918	79,890.69	79,890.69	
3	Colonisation, Mines et Pêcheries :					
	Chemins de colonisation	1542	7 novembre 1918	75,000.00	75,000.00	
4	Gouvernement civil : Dépenses contingentes des départements :					
	Bureau du lieutenant-gouverneur	1732	20 décembre 1918	2,000.00	500.00	1,500.00
4	Hygiène :					
	Bureau d'hygiène de la province de Québec	1732	20 décembre 1918	4,000.00	4,000.00	
4	Voirie :					
	Amélioration et entretien des chemins	1732	20 décembre 1918	135,000.00	90,000.00	45,000.00
4	Colonisation, Mines et Pêcheries :					
	Chemins de colonisation	1732	20 décembre 1918	105,935.32	35,000.00	70,935.32
4	Services divers :					
	Divers en général	1732	20 décembre 1918	10,000.00	.....	10,000.00
5	Gouvernement civil : Dépenses contingentes des départements :					
	Département du Trésor - bureau du revenu	1755	27 décembre 1918	4,000.00	2,000.00	2,000.00
6	Gouvernement civil : Dépenses contingentes des départements :					
	Département des Affaires municipales	64	17 janvier 1919	2,000.00	.....	2,000.00
6	Colonisation, Mines et Pêcheries :					
	Commission pour les perceptions de royauté et licences de chasse et de pêche	64	17 janvier 1919	3,000.00	.....	3,000.00

État des rapports du Conseil et des mandats spéciaux émis en vertu des articles 859 et 860 des statuts refondus de 1909 de la province de Québec, préparé par l'auditeur de la province, tel que requis.

Nos	Services	Rapports du Conseil et mandats spéciaux				
		O.C. Nos	Dates	Montants	Dépenses	Non dépensé
7	Services Bonus aux employés recevant un salaire de \$1,600. au moins par année	73	"	\$ cts	\$ cts	\$ cts
				150,000.00	.....	150,000.00
				\$1,634,856.49	\$1,346,332.54	\$288,523.95

Département du trésor. - bureau de l'auditeur  
Québec, 22 janvier 1919.

Jos. Morin,  
auditeur de la province

### Ajournement

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau) que lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à onze heures de l'avant-midi. La semaine prochaine, elle se réunira mardi.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande que ce soit la pratique de chaque semaine.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** ne s'engage pas.  
Adopté.

La séance est levée vers 3 h 15.

### NOTES

1. D'après *La Presse* du 24 janvier 1919, page 7, M. Mayrand était absent pour des raisons incontrôlables; c'est M. Godbout qui l'a remplacé.

2. Président *pro tempore*.

3. Président *pro tempore*.

4. Président *pro tempore*.

5. Président *pro tempore*.

6. Président *pro tempore*.

7. Président *pro tempore*.

8. Président *pro tempore*.



Séance du vendredi 24 janvier 1919

### Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 11 h30.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table:

- de M. Amédée Racine, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Isaïe Racine (M. Beaudry);
- de dame Alice Beaudry *et al.*, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession Victor Beaudry (M. Tessier, Rimouski).

### Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Ashby);
- de dame Helen Margaret Ryan Macdonell, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certains actes (M. Bercovitch);
- de Saul Cohen, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Bercovitch);
- de Boy's Home of Montreal, demandant l'adoption d'une loi créant une nouvelle corporation sous le même nom (M. Bercovitch);
- de "The Board of Directors of the Boy's Farm and Training" demandant l'adoption d'une loi créant une nouvelle corporation sous le nom de "The Boy's Farm and Training School" (M. Bercovitch);
- de M. Paul de Roberval Ouimet *et al.*, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à vendre certaines actions de banque (M. Bercovitch);
- M. Isaac Kander *et al.* demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Congregation of Beth Hamedrash Hagadol" (M. Bercovitch);
- du Club Canadien, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Beaudry);
- de The British America Nickel Corporation Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant une

résolution du conseil municipal de la partie sud du canton de Hull (M. Caron, Ottawa);

- de la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Caron, Ottawa);
- du très honorable le vicomte Templetown *et al.*, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la compagnie "The St. Félicien and Ungava Railway Company" (M. Cannon);
- du très honorable le vicomte Templetown *et al.*, demandant l'adoption d'une loi incorporant le Québec & Ungava Railway Company (M. Cannon);
- de MM. les abbés A.-E. Bernier *et al.*, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "l'Oeuvre des vocations tardives" (M. Cannon);
- de la compagnie The Canada and Gulf Terminal Ry Co., demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Cannon);
- The Scottish Trust Company, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Gault);
- de The Bankers' Trust Company, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Gault);
- de la ville de la Pointe-aux-Trembles, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Lévesque);
- de la ville de Montréal-Est, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Lévesque);
- de MM. Alfred Goyette *et al.*, demandant l'adoption d'une loi abrogeant la loi 8 George V, chapitre 8, sections 2 à 25, et la loi 7 George V, chapitre 60, section 28, et pour autres fins, relativement à la cité de Montréal et à la compagnie des tramways de Montréal (M. Mayrand);
- de la Compagnie d'assurance canadienne britannique, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte et augmentant ses pouvoirs (M. Phaneuf);
- de l'honorable Raoul Dandurand *et al.*, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Levis Tramway Company" (M. Roy);
- de la ville de Montmagny, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Thériault).

### Rapports de comités:

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la cité de Lachine, de la cité de Saint-Hyacinthe, de la cité des Trois-Rivières, de la cité de Lévis, de la municipalité du Petit Lac Magog, demandant respectivement une loi amendant leur charte;

- de Jean Dutreuil, demandant l'adoption d'une loi déclarant valide son titre à l'immeuble numéro 67 du cadastre de la paroisse de Saint-Eustache et ratifiant la vente qu'il en a faite à Ernest-D. Lee *et al.*;

- des R.R. P.P. Langlais *et al.*, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Tiers-Ordre de Saint-Dominique";

- de The Shefford, Bagot and Missisquoi Railway, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de M. Uldéric Beaulac *et al.*, demandant l'adoption d'une loi annexant à la paroisse de Saint-Jean-des-Piles certains lots de la paroisse de Sainte-Flore;

- du lieutenant-colonel A.-M. Forbes *et al.*, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The School for Crippled Children Montreal";

- de Trafalgar Institute, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- du révérend Daniel James Fraser *et al.*, demandant l'adoption d'une loi ratifiant l'union de l'église St. Andrews à celle de St. Paul et incorporant The Church of St. Andrews and St. Paul.

#### **Charte de Saint-Hyacinthe**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** demande la permission de présenter le bill 66 amendant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte du Petit Lac Magog**

**M. Therrien (Sherbrooke)** demande la permission de présenter le bill 64 amendant la charte du village du Petit Lac Magog.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Lachine**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** demande la permission de présenter le bill 119 amendant la charte de la cité de Lachine.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Lévis**

**M. Roy (Lévis)** demande la permission de présenter le bill 59 amendant la charte de la cité de Lévis.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **The Shefford, Bagot et Missisquoi Railway Co.**

**M. Bullock (Shefford)** demande la permission de présenter le bill 117 amendant la charte de The Shefford, Bagot et Missisquoi Railway Co.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Sainte-Flore**

**M. Francoeur (Lotbinière)** demande la permission de présenter le bill 60 annexant à la paroisse de Saint-Jean-des-Piles, comté de Champlain, certains lots de la paroisse Sainte-Flore, comté de Saint-Maurice, pour fins civiles municipales et scolaires.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Immeuble de Saint-Eustache de Terrebonne**

**M. Beaudry (Verchères)** demande la permission de présenter le bill 58 confirmant le titre à l'immeuble connu comme étant le lot numéro 67 du cadastre de la paroisse de Saint-Eustache, dans le district de Terrebonne.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Tiers-Ordre de Saint-Dominique**

**M. Beaudry (Verchères)** demande la permission de présenter le bill 78 constituant en corporation le Tiers-Ordre de Saint-Dominique.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **The School for Crippled Children, Montreal**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** demande la permission de présenter le bill 53 constituant en corporation The School for Crippled Children, Montreal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The Church of St. Andrew  
and St. Paul**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** demande la permission de présenter le bill 61 demandant l'adoption d'une loi ratifiant l'union de l'église St. Andrew à celle de St. Paul et incorporant The Church of St. Andrew and St. Paul.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Trafalgar Institute**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** demande la permission de présenter le bill 127 amendant la charte de Trafalgar Institute.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte de Trois-Rivières**

**M. Bordeleau (Champlain)** demande la permission de présenter le bill 114 amendant la charte de la cité de Trois-Rivières.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Compagnies et corporations**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 20 concernant les compagnies et corporations.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Département du Travail**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 22 concernant le Département du Travail.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Affidavits des militaires**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 6 concernant les affidavits donnés par les militaires hors de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Juges de paix**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 5 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la juridiction de certains juges de paix.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Officiers de justice**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 4 modifiant les statuts refondus, 1909, au sujet de l'entrée en fonctions de certains officiers de justice.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Compagnies et corporations**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)**, appuyé par le représentant de Montmorency (M. Taschereau), propose qu'à sa prochaine séance, cette Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution concernant les compagnies et les corporations.

Adopté.

**Département du Travail**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Décarie), propose qu'à sa prochaine séance, cette Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution concernant le Département du Travail.

Adopté.

**Taxe pour la prévention  
des incendies**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Décarie), propose qu'à sa prochaine séance, cette Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution concernant le bill 29 amendant les statuts refondus, 1909, au sujet de la taxe pour prévenir les incendies.

Adopté.

**Ajournement**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)**, appuyé par le représentant de Montmorency (M. Taschereau), propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi, le 28<sup>e</sup> jour de janvier courant, à quatre heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée vers 11 h 45.



Séance du mardi 28 janvier 1919

### Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 4 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Présentation de pétitions:

Douze pétitions sont présentées séparément et déposées sur la table:

- de la corporation du séminaire de Saint-Hyacinthe d'Yamaska et autres, demandant l'adoption d'une loi amendant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe (M. Beaudry);

- de la municipalité des syndics des écoles dissidentes de la cité des Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi prélevant une taxe sur le locataire soumis à leur contrôle (M. Bordeleau);

- du Bureau des Commissaires des écoles catholiques de la ville de Richmond et du Bureau des commissaires d'écoles protestantes de ladite ville, demandant l'adoption d'une loi au sujet de la taxation (M. Bullock);

- de la corporation de la ville de Bedford, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bullock);

- du révérend Victor Therrien *et al.*, demandant l'adoption d'une loi relative à la succession John Parker (M. David);

- de M. Jacques Villeneuve, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de l'honorable J.-O. Villeneuve (M. David);

- de la corporation du comté de Québec demandant l'adoption d'une loi transférant son chef-lieu de Loretteville à Charlesbourg (M. Godbout);

- de la ville Laval de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Lévesque);

- de Joseph Cadieux, demandant l'adoption d'une loi à l'effet de modifier ses nom et prénom (M. Lévesque);

- du révérend Jos. Papin Archambault et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Villa des retraits" (M. Lévesque);

- de The Montreal Trust Company, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un titre (M. Miles);

- de The Montreal Technical Institute, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Miles).

### Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de M. Amédée Racine, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Isaïe Racine (M. Miles);

- de dame Alice Beaudry *et al.*, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession Victor Beaudry (M. Tessier, Rimouski).

### Sociétés d'agriculture

#### L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)

demande la permission de présenter le bill 28 amendant la version anglaise de la loi 8 George V, chapitre 31.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Représentations théâtrales

**M. Beaudry (Verchères)** demande la permission de présenter le bill 151 modifiant le code de procédure civile et les statuts refondus, 1909, relativement à certaines représentations.

Cette loi a pour but de protéger les droits des auteurs et il s'agit de rectifier certaines erreurs qui se sont glissées dans la loi de l'année dernière et qui l'entachaient d'inconstitutionnalité parce qu'elle légifèrait sur certaines matières relevant de la convention de Berne et conséquemment de l'autorité fédérale.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Chemins municipaux

**M. Francoeur (Lotbinière)** demande la permission de présenter le bill 153 amendant l'article 478 du Code municipal de Québec, concernant les chemins municipaux.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Validité d'un acte de rente

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 23 amendant l'article 2143 du Code civil au sujet de certains écrits faits hors de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Mariage entre cousins germains

**M. Francoeur (Lotbinière)** demande la permission de présenter le bill 152 amendant l'article 125 du Code civil, concernant le mariage entre cousins germains.

Le mariage entre cousins germains est permis, moyennant dispense, par l'Église catholique; il est interdit par la loi de Moïse, toléré par certaines sectes protestantes et interdit par d'autres.

Il veut qu'il soit tout simplement prohibé par le Code civil.

Il déclare que cet amendement a pour but d'améliorer l'état de santé général de la province.

Il désire prouver, avec le témoignage de médecins fameux, que les mariages entre parents et surtout entre cousins germains ont de mauvais résultats dans l'hérédité qu'il y a un risque de dégénérescence.

Quand ces mauvais résultats ne se font pas sentir à la première génération, ils se font sentir à la seconde, à la troisième ou à la quatrième, dit-il. Il y a certains comtés de la province de Québec où la proportion des mariages entre cousins germains est très considérable. Le résultat est que la tuberculose et le rachitisme règnent d'une façon alarmante dans ces comtés.

Il a l'appui de nombreux médecins et aussi d'un grand nombre de prêtres qui croient que son projet de loi est très opportun.

Il croit qu'il sera en mesure de faire adopter ce bill, car plusieurs députés se sont exprimés en faveur de l'interdiction des mariages entre cousins germains, de la même façon que la loi empêche les frères et sœurs de se marier.

Outre la loi religieuse que l'on peut éviter en payant dispense, il faut qu'il y ait à ce sujet une loi civile comme il en existe, au reste, dans d'autres pays où ces mariages sont bien moins fréquents qu'ici.

Sur ce projet de loi se greffe aussi une intéressante question de droit. Certains avocats prétendent que cette législation relève du Parlement fédéral, mais le Parlement fédéral ne peut légiférer qu'au sujet des unions déjà contractées, non pas à être contractées.

**Une voix:** Il est peut-être intéressé...

**Un député:** Qui veut-il séparer encore, après avoir voulu séparer les provinces<sup>1</sup>? (Rires)

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Questions et réponses:

#### Terres en culture en 1918

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Combien d'acres de terre ont été mis en culture dans notre province en 1918?

2. Sur quels renseignements ou données le gouvernement s'est-il basé pour faire sa statistique?

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve):** 1. 13,292,798 acres.

2. À la fin de juin, des cartes portant un questionnaire agricole sont distribuées aux cultivateurs par l'intermédiaire des titulaires des écoles rurales. Ce questionnaire porte uniquement sur les superficies en culture et le nombre d'animaux de ferme. Une fois remplies et retournées au *Bureau des statistiques de Québec*, ces cartes sont compilées et une estimation est faite, pour chaque comté de la province, proportionnellement au nombre de cultivateurs qu'ils renferment.

### Demande de documents:

#### Grippe espagnole

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Charlevoix-Saguenay (M. D'Auteuil) qu'il soit mis devant la Chambre copie de toute correspondance, télégrammes, etc., échangés entre le gouvernement et le Bureau d'hygiène provincial concernant l'influenza qui sévit dans notre province, depuis octobre 1918 jusqu'à ce jour, et communément appelée "grippe espagnole".

Je reconnais que le conseil d'hygiène a fait beaucoup de travail, mais peut-être a-t-on retardé un peu à donner à la population les conseils nécessaires et dans certains cas, les mesures trop tardives n'ont pas eu le résultat espéré.

Que fait présentement le Bureau d'hygiène pour enrayer le fléau? Instruite par l'expérience, cette organisation provinciale a-t-elle su prendre les mesures nécessaires? L'épidémie continue de sévir encore dans diverses parties de la province, sinon à l'état épidémique, du moins d'une façon très grave et dangereuse, et je ne sais si les autorités s'en occupent avec autant d'attention qu'auparavant. Le gouvernement a-t-il pris toutes les mesures pour prévenir une épidémie, car il y a nécessité de prendre

toutes les mesures possibles pour empêcher la maladie de se propager de nouveau. Elle est réapparue dans plusieurs centres, dit-il, et dans plusieurs localités rurales, il est survenu, la semaine dernière, plusieurs décès. Tout le monde a constaté que le Bureau d'hygiène provincial est intervenu un peu tard. Il est vrai qu'il a redoublé d'efforts dans la suite. Mais, étant donné la gravité de la situation présente, je crois devoir attirer l'attention de la Chambre sur cette question afin de savoir ce qui a été fait.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** note l'aveu du député de Deux-Montagnes que les autorités provinciales et le conseil d'hygiène ont montré beaucoup de zèle et d'intelligence en luttant contre le fléau. Rien n'a été négligé en cette pénible circonstance, dit-il. La province fait tout son possible pour combattre la grippe espagnole.

Les autorités municipales ont emboîté le pas de façon louable. Aussi est-ce grâce à ces heureux efforts que l'épidémie put être enrayée. La population doit être reconnaissante, elle doit se réjouir en constatant les résultats obtenus. Ceci fut possible grâce surtout à la coopération avec les médecins, surtout aux médecins et aux gardes-malades, qui ont montré le plus grand dévouement et le zèle le plus admirable pour combattre l'épidémie qui faisait rage.

Pour ce qui est du Conseil d'hygiène, il n'a jamais ralenti son travail. Nous avons eu une entrevue précisément avec le président du Conseil, la semaine dernière. Celui-ci, le docteur A. Simard, a reconnu que l'épidémie sévissait encore en certains endroits, mais nous a assuré que ses collègues du Conseil et les inspecteurs régionaux ne cessaient d'y donner leur attention. Le Conseil d'hygiène de la province prend contre cette maladie tous les moyens qu'il croit bons pour la combattre. Lors de l'épidémie du mois de novembre dernier, le Conseil d'hygiène provincial a pris toutes les mesures nécessaires. Les médecins, sous les dictées de cette organisation, ont fait des prodiges de guérison.

Il y a malheureusement encore un grand nombre de morts, mais les médecins hygiénistes, membres du Bureau d'hygiène, donnent à cette question la même attention qu'au début, alors que l'épidémie sévissait le plus durement. Tous les efforts sont faits pour traiter les nouveaux cas, même si l'épidémie est passée et on ne désespère pas dans la lutte contre le fléau. Il est, dit-il, convaincu que si la Chambre désire quelques informations à ce sujet, le Conseil d'hygiène provincial sera heureux de les lui fournir.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je n'ai pas voulu jeter le blâme sur le Conseil d'hygiène ni sur personne, en présentant cette motion. Nous avons voulu simplement savoir si le gouvernement, par le ministère du Conseil d'hygiène, prenait des moyens pour prévenir une nouvelle épidémie. Le Conseil s'est mis à l'œuvre un peu tard, mais une fois son travail entrepris, on a obtenu des résultats. Dans certains cas, cependant, ces efforts sont restés stériles.

Il serait nécessaire de continuer de prendre les précautions usuelles, et le Conseil d'hygiène ferait bien de donner des instructions à ce sujet. S'il faut en croire la rumeur, quelques médecins négligent de signaler les cas nouveaux et ne font pas leurs devoirs en ne faisant pas les rapports qu'ils sont tenus de faire. On ne donne pas assez d'attention aux écoles.

Il ne voulait pas, dit-il, s'en prendre au Bureau d'hygiène provincial et il fait sien l'éloge qu'en a fait le premier ministre. Il a simplement signalé que la maladie existe encore et qu'on ne semble pas y donner toute l'attention qu'on lui donnait au début.

Les conseils de prophylaxie donnés au public par les journaux devraient être répétés sur l'initiative du Conseil d'hygiène toutes les semaines.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** À cela je pourrai répondre, si la discussion s'engage à fond, que le Conseil d'hygiène prend actuellement des mesures extrêmes pour forcer les médecins à faire la déclaration des maladies contagieuses. Les officiers du Bureau d'hygiène sont prêts à fournir au chef de l'opposition toute l'information qu'il désire concernant la situation de la grippe espagnole.

Adopté.

### Conscription militaire

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Charlevoix-Saguenay (M. D'Auteuil), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance, télégrammes, etc., entre le gouvernement de Québec et le gouvernement du Canada, depuis 1917, au sujet de la conscription militaire.

Adopté.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Charlevoix-Saguenay (M. D'Auteuil) qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette

Chambre une copie de toute correspondance, télégrammes, etc., entre le gouvernement de Québec et le gouvernement du Canada, depuis 1918, au sujet des conscrits qui n'ont pas répondu à l'appel des autorités militaires.

Adopté.

#### **Charte du Petit Lac Magog**

**M. Therrien (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 64 amendant la charte du village du Petit Lac Magog, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Charte de Lachine**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 119 amendant la charte de la cité de Lachine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Charte de Lévis**

**M. Roy (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 59 amendant la charte de la cité de Lévis soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Sainte-Flore**

**M. Francoeur (Lotbinière)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 60 annexant à la paroisse de Saint-Jean-des-Piles, comté de Champlain, certains lots de la paroisse de Sainte-Flore, comté de Saint-Maurice, pour fins civiles, municipales et scolaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **The Shefford, Bagot et Missisquoi Railway Co.**

**M. Bullock (Shefford)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 117 amendant la charte de Shefford, Bagot et Missisquoi Railway Co. soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

#### **Immeuble de Saint-Eustache de Terrebonne**

**M. Beaudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 58 confirmant le titre à l'immeuble connu comme étant le numéro 67 du cadastre de la paroisse de Saint-Eustache, dans le district de Terrebonne soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande des explications, voulant savoir pourquoi l'on réfère ce bill au comité des bills publics en général.

**M. Beaudry (Verchères)** répond qu'il ne connaît rien du bill.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Tiers-ordre de Saint-Dominique**

**M. Beaudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 78 constituant en corporation Le Tiers-Ordre de Saint-Dominique soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je prierais l'honorable député de nous donner quelques explications.

**M. Beaudry (Verchères):** J'avoue franchement que je ne peux éclairer la Chambre sur la signification de ces projets de loi, mais je donnerai les explications en temps et lieu.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** (un peu ironique) Il me semble que les députés devraient être en mesure de pouvoir donner des explications dès qu'ils présentent un projet de loi.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **The School for crippled children, Montreal**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 53 constituant en



corporation The School for crippled children, Montreal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **The Church of St. Andrew and St. Paul**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 61 demandant l'adoption d'une loi ratifiant l'union de l'église St. Andrew à celle de St-Paul et incorporant The Church of St. Andrew and St. Paul soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité des bills publics en général.

#### **Dépôt de documents:**

##### **Comptes publics 1917-1918**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** dépose sur le bureau de la Chambre l'état des comptes publics de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1918. (Document de la session no 2)

Il annonce à la Chambre qu'il sera prêt à prononcer son exposé budgétaire jeudi.

##### **Cautionnements 1917-1919**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** dépose, sur le bureau de la Chambre, l'État des cautionnements donnés par les officiers publics du gouvernement de la province de Québec, à compter du 4 décembre 1917 au 21 janvier 1919 (inclusivement), tel que requis par l'article 637 des statuts refondus, 1909. (Document de la session no 15)

#### **Composition du comité des bills privés en général**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Tessier), que le nom de M. Bordeleau soit ajouté à la liste des membres du comité des bills privés en général.

Adopté.

#### **Discours sur le budget**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Le budget provincial sera présenté à l'Assemblée législative jeudi après-midi.

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mercredi, le vingt-neuvième jour de janvier, à quatre heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 4 h 30.

#### **NOTE**

1. Allusion à la célèbre motion présentée par M. Francoeur, le 21 décembre 1917.



Séance du mercredi 29 janvier 1919

### Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 4 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Présentation de pétitions:

Onze pétitions sont présentées séparément et déposées sur la table:

- de The River Rouge Railway Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Caron, Ottawa);
- de M. Gaston Maillet *et al.*, demandant l'adoption d'une loi à l'effet d'obliger la cité de Montréal à subventionner certaines cliniques dentaires (M. Bercovitch);
- de M. Théophile Marot *et al.*, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "La Compagnie provinciale d'indemnité" (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);
- de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et la Société nationale de fiducie, demandant l'adoption d'une loi amendant leur charte (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);
- de la ville de Laval, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Lévesque);
- du Club Laval-sur-le-Lac, limitée, demandant l'adoption d'une loi ratifiant ses lettres patentes et lui donnant des pouvoirs additionnels (M. Lévesque);
- des révérendes sœurs Marie-Marguerite *et al.*, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation civile la communauté appelée les sœurs franciscaines missionnaires de l'Immaculée-Conception (M. Mayrand);
- de les syndics de la paroisse de Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue, dans le comté de Témiscouata, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à faire un emprunt pour la construction d'une église et d'un presbytère (M. Parrot);
- de la cité de Fraserville, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et changeant son nom en celui de "Rivière-du-Loup" (M. Parrot);
- de M. Jos.-T. Dussault *et al.*, demandant l'adoption d'une loi détachant certains lots de la ville de Lévis et les annexant à la municipalité de Saint-David-de-l'Auberivière (M. Thériault);
- de M. Gustave Drolet Massue *et al.*, demandant l'adoption d'une loi ratifiant la nomination de Wilbrod Décarie comme exécuteur testamentaire de la succession Massue (M. Thériault).

### Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la corporation du séminaire de Saint-Hyacinthe d'Yamaska et autres, demandant l'adoption d'une loi amendant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe (M. Beaudry);
- de la municipalité des syndics des écoles dissidentes de la cité des Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi prélevant une taxe sur les locataires soumis à leur contrôle (M. Bordeleau);
- du Bureau des Commissaires des écoles catholiques de la ville de Richmond et du Bureau des commissaires d'écoles protestantes de ladite ville, demandant l'adoption d'une loi au sujet de la taxation (M. Bullock);
- de la corporation de la ville de Bedford, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bullock);
- du révérend Victor Therrien *et al.*, demandant l'adoption d'une loi relative à la succession John Parker (M. David);
- de M. Jacques Villeneuve, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de l'honorable J.-O. Villeneuve (M. David);
- de la corporation du comté de Québec, demandant l'adoption d'une loi transférant son chef-lieu de Loretteville à Charlesbourg (M. Godbout);
- de la ville Laval de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Lévesque);
- de Joseph Cadieux, demandant l'adoption d'une loi à l'effet de modifier ses nom et prénom (M. Lévesque);
- du révérend Jos.-Papin Archambault et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Villa des Retraites" (M. Lévesque);
- de The Montréal Trust Company, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un titre (M. Miles);
- de The Montréal Technical Institute, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Miles).

### Rapports de comités:

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- du Bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à effectuer un emprunt et à augmenter les taxes scolaires;

- de la ville de Montréal-Nord, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un certain règlement d'emprunt;

- de la ville Saint-Michel, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et validant certains règlements d'emprunt;

- de l'Association des comptables de Montréal et de l'Institut des comptables et auditeurs de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi les constituant en une seule corporation;

- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;

- de Dame Helen Margaret Ryan Macdonell, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certains actes;

- de Saul Cohen, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres après examen;

- de Boy's Home of Montreal demandant l'adoption d'une loi créant une nouvelle corporation sous le même nom;

- de The Board of Directors of the Boys farm and training school, demandant l'adoption d'une loi créant une nouvelle corporation sous le nom de "The Boys' farm and training school";

- de M. Paul de Roberval Ouimet *et al.*, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à vendre certaines actions de banque;

- de M. Isaac Kander *et al.*, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Congregation Beth Hamedrash Hagadol;

- du Club Canadien, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;

- de British America Nickel Corporation, Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant une résolution, du conseil municipal de la partie sud du canton de Hull;

- de la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;

- de MM. les Abbés A.-E. Bernier *et al.*, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "l'Oeuvre des vocations tardives";

- de la compagnie The Canada and Gulf Terminal Railway Co., demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;

- de Scottish Trust Company, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;

- de The Bankers Trust Company, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;

- de la ville de Montréal-Est, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;

- de M. Alfred Goyette *et al.*, demandant l'adoption d'une loi abrogeant la loi 8 George V, chapitre 84, sections 2 à 25 et la loi 7 George V, chapitre 60, section 28, et pour autres fins relativement à la cité de Montréal et à la compagnie des tramways de Montréal;

- de l'honorable Raoul Dandurand *et al.*, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Levis Tramways Company";

- de Morris Alfred Thompson de changer son nom pour celui de Maurice Alfred Madley;

- de Dame Alice Beaudry *et al.*, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Victor Beaudry;

- de M. Amédée Racine, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Isaïe Racine;

- de MM. F.-X. Dufresne *et al.*, demandant l'adoption d'une loi amendement la charte de la cité de Montréal.

#### Ville de Montréal-Nord

**M. Lévesque (Laval)** demande la permission de présenter le bill 93 concernant la corporation de la ville de Montréal-Nord.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Ville de Saint-Michel

**M. Lévesque (Laval)** demande la permission de présenter le bill 94 concernant la corporation de la ville de Saint-Michel.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Ville de Montréal-Est

**M. Lévesque (Laval)** demande la permission de présenter le bill 106 amendement la loi constituant en corporation la ville de Montréal-Est.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Bureau des commissaires d'écoles protestantes  
de la cité de Montréal**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** demande la permission de présenter le bill 118 concernant le Bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Montréal et les taxes scolaires dans ladite cité.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**M. A. Thompson**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** demande la permission de présenter le bill 99 permettant à Morris Alfred Thompson de changer son nom pour celui de Maurice Alfred Madley.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Bankers Trust Company**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** demande la permission de présenter le bill 57 amendant la charte de la Bankers Trust Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Scottish Trust Company**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** demande la permission de présenter le bill 56 amendant la charte de la Scottish Trust Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The British America Nickel  
Corporation**

**M. Caron (Ottawa)** demande la permission de présenter le bill 55 confirmant une résolution du conseil municipal de la partie sud du canton de Hull, dans le comté d'Ottawa, accordant une exemption de taxes municipales à The British America Nickel Corporation, Limited.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte  
de Hull**

**M. Caron (Ottawa)** demande la permission de présenter le bill 65 amendant la charte de la cité de Hull.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Comptables  
de la province de Québec**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** demande la permission de présenter le bill 63 constituant en corporation les comptables de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Succession Victor Beaudry**

**M. Tessier (Rimouski)** demande la permission de présenter le bill 111 demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Victor Beaudry.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The Boy's Home  
of Montreal**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 113 constituant en corporation The Boy's Home of Montreal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The Congregation Beth  
Hamedrash Hagadol**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 67 constituant en corporation The Congregation Beth Hamedrash Hagadol.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Succession J.-A. Ouimet**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 54 concernant la succession de l'honorable J.-Aldric Ouimet.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The Boy's Farm and  
Training School**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 112 constituant en corporation The Boy's Farm and Training School.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**A. S. Cohen**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 97 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Abraham Saul Cohen à l'exercice de la profession d'avocat.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**H. M. Ryan Macdonell**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 74 validant un acte de cession d'immeubles en faveur de Helen Margaret Ryan Macdonell et des actes de vente faite par celle-ci de ses biens.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Œuvre des vocations tardives**

**M. Cannon (Québec-Centre)** demande la permission de présenter le bill 98 constituant en corporation l'Œuvre des vocations tardives.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The Canada and Gulf Terminal Railway Company**

**M. Cannon (Québec-Centre)** demande la permission de présenter le bill 72 amendant la charte The Canada and Gulf Terminal Railway Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte de Montréal, Maisonneuve**

**M. Reed (L'Assomption)** demande la permission de présenter le bill 88 amendant la charte de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte de Verdun**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** demande la permission de présenter le bill 101 amendant la charte de la cité de Verdun.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Compagnie des tramways de Lévis**

**M. Roy (Lévis)** demande la permission de présenter le bill 92 incorporant The Levis Tramways Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Club Canadien**

**M. Beaudry (Verchères)** demande la permission de présenter le bill 109 amendant la charte du Club Canadien de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Succession I. Racine**

**M. Beaudry (Verchères)** demande la permission de présenter le bill 103 demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Isaïe Racine.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte de Montréal, commission administrative**

**M. Mayrand (Montréal-Dorion)** demande la permission de présenter le bill 91 amendant la charte de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses:****Salaire minimum**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-il vrai qu'à la demande des chefs ouvriers, le gouvernement a l'intention de fixer un minimum de salaire pour les ouvriers de cette province?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** À l'étude.

**Délits d'autos**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Quel montant total le gouvernement a-t-il collecté de mai à novembre 1918, pour délits d'autos? a) à Montréal; b) à Québec.

2. Combien d'arrestations ont été opérées à Montréal pour délits d'autos?

3. Quel montant collecté et combien d'arrestations en 1917?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** 1. *a*) \$13,425; *b*) \$ 1,520.

2. 307 arrestations.

3. Montréal: \$7,430, arrestations, 89; Québec: \$2,300, arrestations, 6.

#### **Affidavits des militaires**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 6 concernant les affidavits donnés par les militaires hors de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce projet de législation a pour but d'assimiler les officiers supérieurs de l'armée d'outre-mer aux commissaires de la Cour supérieure pour recevoir les affidavits en dehors de la province.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Juges de paix**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 5 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la juridiction de certains juges de paix soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce projet de législation a pour but de limiter à certaines offenses la double juridiction des juges de paix.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Officiers de justice**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 4 modifiant les statuts refondus, 1909, au sujet de l'entrée en fonction de certains officiers de justice soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Demande de documents:**

#### **Instruction obligatoire**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose, appuyé par le représentant de Rouville (M. Robert), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance adressée au département de l'Instruction publique ou au gouvernement relativement à l'Instruction obligatoire.

La question de l'éducation est si intimement liée à la vie économique des peuples qu'elle a été indiscutablement celle qui a le plus occupé l'attention des gouvernements, durant les dernières années, si on excepte les mesures tendant directement à la

poursuite de la guerre. La supériorité économique et sociale du citoyen instruit est apparue avec tellement d'évidence à la lueur des sinistres reflets des batailles de titans que se sont livrées les pays en guerre et des luttes meurtrières causées par les révolutions intestines qui ont déchiré les pays les moins avancés, que les législateurs de France et d'Angleterre ont pensé qu'il était de leur devoir de donner une somme d'éducation encore plus considérable et plus solide aux masses populaires.

Et pendant que, dans notre province, on prétend encore que l'obligation scolaire est inefficace, c'est à elle que les grands peuples qui en ont fait l'expérience ont eu recours pour en arriver à une instruction meilleure.

Il mentionne le projet Viviani<sup>1</sup>, en France, concernant les études post-scolaires, la loi Fisher<sup>2</sup>, en Angleterre, prolongeant l'obligation scolaire de 14 à 16 ans, avant de la porter bientôt jusqu'à 18 ans. De même en Écosse, et, plus près de nous, en Ontario.

Et pendant ce temps-là, trompés par nos statistiques fallacieuses, que faisons-nous? Nous dormons. Nous rêvons à la supériorité intellectuelle de notre race, à la prédominance de l'élément français sur cette terre ouverte à la civilisation européenne par nos ancêtres; mais, pendant que nous rêvons, les autres agissent.

Le rôle de celui qui veut tirer ses compatriotes de leur douce quiétude est toujours désagréable. Dès l'an dernier, j'ai assumé cette tâche ingrate. Je savais toutes les avanies que j'aurais à subir. Mais je ne me suis pas laissé influencer et reste heureux d'être de la grande armée de citoyens influents qui se déclarent aujourd'hui pour l'instruction obligatoire. À toute armée, il faut toujours un éclaireur. J'ai accepté ce rôle; j'ai accepté d'être la cible, en avant de tous. Je sais qu'on n'arrive au but qu'en passant sur le cadavre de l'éclaireur qui a préparé la voie du succès. Au jour du triomphe, on l'oublie. Mais il meurt quand même en souriant au triomphe.

Il regarde comme un premier triomphe la requête considérable qui vient d'être adressée à Sa Grandeur monseigneur Bruchési en faveur de l'instruction obligatoire. Et il cite les noms de ceux qui ont signé cette requête.

Lord Shaughnessy est en tête de la liste qui comprend une centaine de hautes personnalités de la métropole.

On y trouve les noms des hommes les plus importants des deux partis. On ne pourrait guère trouver un plus beau groupement de noms parmi nos coreligionnaires.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quelle a été la réponse de monseigneur Bruchési?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je l'ignore. Depuis 20 ans au moins, le travail organisé réclame l'instruction obligatoire. On peut donc dire que la masse des ouvriers est en faveur de cette loi. La population protestante est unanime à ce sujet. L'ancienne commission scolaire de Montréal opinait aussi dans le même sens.

Les commissions de Saint-Jérôme, Drummondville, ont adopté naguère des résolutions favorables à cette loi, tandis que le Board of Trade de Sherbrooke et la Chambre de Commerce la réclameraient il y a plusieurs années.

Après avoir cité le nom de certains évêques, prêtres et autres autorités en faveur de l'éducation obligatoire, il dit que les catholiques de la province de Québec qui appuient l'instruction obligatoire sont en bonne compagnie.

Oui, M. l'Orateur, le peuple réclame cette réforme et c'est pourquoi nos adversaires ont perdu leur masque d'hypocrisie pour trouver celui de l'effarement. Il y a malheureusement trop de gens qui croient qu'ils trouveront la vérité dans une bouteille d'encre alors que le Seigneur a pourvu chaque homme d'assez de bon sens pour qu'il puisse distinguer ce qui est bon. Je refuse de croire que la Source de toute bonté ait tellement voulu que la vérité soit si bien cachée et difficile à trouver qu'elle en ait fait le monopole d'une poignée de privilégiés.

M. C. J. Magnan<sup>3</sup> a écrit récemment une série d'articles, publiés sous forme de pamphlet et distribués à la Chambre, dans lesquels il tente de démontrer que l'éducation obligatoire n'est pas désirée dans la province et que c'est une mesure inappropriée.

Il (M. Bouchard) proteste contre le fait qu'un fonctionnaire aborde de cette manière une question d'intérêt public. On a assisté en Russie à la mise en pratique de la théorie que prêchait la semaine dernière, à Montréal, un homme instruit qui affirmait, applaudi par les adversaires de l'éducation obligatoire, qu'un homme, pour être un bon citoyen, ne doit pas nécessairement savoir écrire ou lire. Les bons citoyens qui ne savent ni lire ni écrire se sont entretenus pendant plusieurs mois dans les cités et campagnes de la Sainte Russie; ils prenaient leur revanche contre un pays qui les a privés d'éducation et ainsi comptaient uniquement sur la brutalité pour atteindre leurs fins. Onze ans auparavant on avait prédit que cette catastrophe allait se produire en Russie, le pays ayant laissé toute une population sombrer dans l'ignorance. C'est d'autre chose que je rêve pour mon pays.



Son discours ne pourra être interprété comme une attaque contre le gouvernement, non plus que comme une attaque contre le Conseil de l'instruction publique qui n'eurent que le tort d'être mal informés. Et cela tient à l'inexactitude des statistiques qui leur sont fournies, inexactitude qu'il importe de rectifier.

Il est facile de prouver la nécessité de l'instruction obligatoire en répondant aux trois objections principales de ceux qui la combattent. Ceux-ci disent que l'obligation serait inutile parce que nous obtenons ici des résultats souvent supérieurs à ceux qu'on obtient dans les endroits où la loi d'obligation est établie. On dit, en second lieu, que les lois d'instruction sont inefficaces là où elles existent. On assure enfin que l'instruction obligatoire ne peut être décrétée parce que le gouvernement n'a pas le droit de le faire.

En 1912, on a voulu prouver l'inutilité de cette loi par des statistiques au moyen desquelles M. C.-J. Magnan, inspecteur général des écoles catholiques de la province, dans un tableau comparatif de la fréquentation scolaire dans sept provinces du dominion, démontrait que Québec était en tête avec un pourcentage de fréquentation de 77.53, sans loi d'obligation, tandis qu'Ontario, malgré cette loi, venait en cinquième place avec un pourcentage de 60.84, soit 17 pour cent de moins que le nôtre. La conclusion naturelle était qu'il n'était guère besoin de contrainte dans notre province.

À ce compte, nous n'aurions eu que 7 % des enfants qui n'auraient pas été inscrits, tandis que dans Ontario, il y en aurait 23 %.

Il (M. Bouchard) ne veut plus se fier aux statistiques qu'on lui fournit. Il a ses statistiques à lui et il affirme qu'avec ces statistiques, il n'y a plus seulement 7 % des enfants qui ne sont pas inscrits dans le Québec, mais tout près de 25 %.

Avec bien d'autres, dit-il, il a été trompé par les statistiques et les doléances de M. Magnan lui-même au sujet de la désertion précoce des écoles l'ont porté à réfléchir. L'inspecteur général déclarait à la convention des commissaires d'écoles de Longueuil, vers le 27 octobre 1913, que dans certains districts, plus que les 9/10 des élèves quittaient l'école avant l'âge de 14 ans. La contradiction entre cette affirmation et les données de nos statistiques scolaires était tellement flagrante que je sentis la nécessité d'en vérifier l'inexactitude. En feuilletant les premières pages du rapport de l'instruction publique de 1913-1914, je fis une découverte abracadabrante. Évidemment, les morts fréquentaient nos écoles, car pour un recensement de 148,427 filles de 7 à 14 ans, on en trouvait 151,276 du même âge

inscrites aux registres scolaires. Il y avait donc 2,349 filles de 7 à 14 ans qui fréquentaient nos écoles de plus qu'on n'en trouvait en vie dans notre province par nos statistiques. Il crut, dit-il, d'abord à une erreur typographique et s'efforça de rectifier.

Cependant, l'année suivante, la situation, au point de vue de ces statistiques, parut encore plus grave. Je consultai le rapport de l'année suivante comptant bien trouver une explication quelconque. Malheureusement les choses étaient pires. Les mortes avaient fait, sous le régime du volontariat scolaire, si cher à M. Magnan, une propagande efficace, car il y en avait 4,636 de plus que les vivantes portées au recensement, soit une augmentation de 1,337 dans la population de nos mortes qui étudiaient.

On ne peut plus me faire prendre des vessies pour des lanternes. La conclusion est que j'ai été dupe de nos statistiques scolaires et que j'ai eu tort de laisser ébranler ma confiance dans l'instruction obligatoire. Il voulut, dit-il, faire une enquête sur la valeur de nos statistiques générales de l'instruction publique et constata que nous ne pouvions pas leur attacher le moindre degré de force probante au chapitre de la fréquentation scolaire. Dès lors, l'échafaudage de preuve qu'on avait bâti pour établir l'inutilité de l'instruction obligatoire dans notre province sombra pour lui à tout jamais.

J'ai affirmé dans un discours prononcé à Montréal que nos statistiques étaient fabriquées et certains journaux m'ont fait dire que les statistiques étaient falsifiées par messieurs les curés. Je méprise les injures qu'on m'a lancées dans certaine petite école mesquine de catholiques. Le clergé n'est pas responsable des statistiques fabriquées par M. Magnan.

Je déclare de mon siège que ceci est une pure calomnie, je n'ai pas voulu blâmer le clergé qui, du reste, n'a rien à voir à cette compilation. Il n'y a pas de recensement, les statistiques sont basées sur des suppositions et, partant, sont fausses. Nos statistiques scolaires ne reposent sur aucune base solide et, au chapitre le plus important, elles sont fabriquées de toute pièce.

Il cite les chiffres concernant la population en âge de scolarité dans la province où il voit une lacune considérable puisque les plus grands centres, comme Montréal, Québec, Sherbrooke, Hull et un certain nombre d'autres villes, n'ont jamais fait ce recensement. Ces villes contiennent probablement plus du tiers de notre population en âge de scolarité. Le total des enfants de 5 à 16 ans est fabriqué, dit l'orateur, en attribuant à ces centres une population

dont le chiffre est basé sur la proportion existant dans les districts ruraux recensés aux environs de ces centres entre les élèves inscrits et ceux qui sont portés sur les listes du recensement.

Dans un passage de son rapport pour l'année 1916-1917, le surintendant de l'Instruction publique se plaignait ainsi, dans une circulaire adressée aux commissaires d'écoles:

"Le recensement que les secrétaires-trésoriers sont tenus de faire chaque année en vertu de l'article 2768 de la loi de l'Instruction publique n'est pas toujours fait avec assez de soin. Assez souvent, les chiffres fournis à l'inspecteur d'écoles par le secrétaire-trésorier ne concordent pas avec ceux que ce dernier me fournit lui-même dans son rapport annuel. Comment expliquer cette différence entre deux documents se rapportant au même sujet et fournis par le même secrétaire. De plus, il arrive que le nombre d'élèves inscrits aux écoles est plus considérable que le nombres d'élèves portés au recensement. J'attire donc l'attention des secrétaires-trésoriers sur ces points et compte sur leur bonne volonté pour qu'à l'avenir les chiffres du recensement des enfants d'âge scolaire soient aussi exacts que possible.<sup>49</sup>"

Ce système ne peut conduire qu'à donner un nombre à peu près équivalent d'élèves inscrits à ceux portés comme recensés. Dans plusieurs cas, il a pour effet de donner un plus grand nombre d'élèves inscrits dans nos écoles qu'il n'y en a réellement de portés comme existant dans le district. C'est encore le cas d'être imaginaires qui fréquentent nos écoles pour faire croire à la supériorité de notre système de libre persuasion.

Je tire mes chiffres du rapport de l'Instruction publique, année 1914-1915 (page 368).

Comtés et cités	Total des enfants recensés de 5 à 16 ans	Total des enfants inscrits de 5 à 16 ans
Chambly .....	2,743	3,302
Champlain.....	10,469	10,473
Joliette.....	5,975	5,952
Laprairie .....	1,952	1,916
Napierville .....	1,904	1,919
Rouville .....	3,024	3,017
Saint-Hyacinthe .....	<u>4,854</u>	<u>4,993</u>
Total.....	30,921	23,072

Dans ces sept comtés, nos statistiques constatent donc qu'il y a 1,151 élèves de plus d'inscrits dans nos écoles qu'il y en a de portés au recensement scolaire. Les inspecteurs ont donc

raison de se plaindre du fait que généralement notre recensement, au lieu d'être fait suivant la loi de porte en porte, est tout simplement fabriqué sur les livres d'inscription des instituteurs ou institutrices.

Et c'est de ces rapports curieux que M. Magnan se sert pour établir notre population scolaire dans les grands centres.

M. Magnan écrit: "Les statistiques du département de l'Instruction publique sont dressées d'après les bulletins des inspecteurs d'écoles. Or, quand on compare le rapport du secrétaire d'une municipalité avec le bulletin de l'inspecteur pour la même municipalité, on constate, et ce que je viens de dire l'explique, que le nombre des élèves inscrits à chaque école est plus considérable que le nombre porté en bulletin de l'inspecteur. J'ai fait ce travail de comparaison avec autant d'exactitude que possible, pour les catholiques seulement. Les chiffres que je vais donner ne sont pas officiels, mais ils sont conformes aux faits.

En 1916-1917, il y avait dans les écoles catholiques de la province: élèves inscrits dans les rapports des secrétaires, 448,212. Élèves inscrits d'après les rapports des inspecteurs, 364,187. Différence en plus, 84,025.

La proportion resterait vraisemblablement la même, si l'on comparait les statistiques de 1911-1912.

En ajoutant à ce nombre les enfants protestants, dont je n'ai pas fait le relevé, les infirmes, les malades et les enfants qui reçoivent l'instruction dans la famille, on arrive, sans majoration, à 90,000.

En 1911-1912, il y aurait donc eu, d'après le raisonnement et les calculs de M. Magnan, 90,000 enfants de plus d'inscrits dans nos écoles que n'en constatent les rapports du surintendant. Savez-vous à quoi aboutit cette affirmation; elle aboutit à établir qu'il y a 34,241 enfants d'âge scolaire de plus d'inscrits dans nos écoles qu'il y en avait de vivants dans notre province d'après le recensement scolaire. Ce recensement indiquait une population totale en âge de scolarité de 463,023 et le total des inscrits était 407,264. En ajoutant à ce dernier chiffre les 90,000 rescapés de M. Magnan, nous arrivons à un grand total de 497,264 d'élèves inscrits contre 463,023 d'élèves en vie.

Si la base de ces calculs est absolument fausse, il n'y a pas à s'étonner que nos statistiques nous mettent à la tête de toutes les civilisations pour l'inscription aux écoles puisque, dans plusieurs districts, nous avons plus d'élèves de cinq à seize ans qui apparaissent fréquenter nos écoles qu'il n'y a

d'enfants en âge de scolarité dans ces arrondissements. Le premier ministre lui-même, en 1912, a été trompé par ces statistiques, et personne ne peut l'en blâmer.

Il reproche à M. Magnan les méthodes employées jusqu'ici dans ces statistiques et commente la lettre de l'inspecteur général publiée dans *La Presse* et *L'Action Catholique* contre l'instruction obligatoire. Il constate que quatre facteurs principaux concourent à augmenter notre présence moyenne, facteurs qui n'existent pas dans les autres provinces. Le premier résulte du fait que nous n'avons pas l'instruction obligatoire. Là où l'instruction obligatoire existe et est en vigueur sont inscrits dans les écoles les enfants, dans une proportion toujours élevée, qui ne vont à l'école que parce que la loi les y contraint. C'est chez eux que se recrutent surtout ceux qui ont une tendance prononcée à manquer la classe. Cette catégorie d'enfants ne fréquente pas du tout nos écoles et leur manque d'assiduité n'influe pas en moins sur la moyenne de la présence comme on le fait dans les autres provinces.

Le second procède du fait que notre présence moyenne n'est pas calculée en prenant pour base le nombre légal de jours que nos écoles devraient être ouvertes multiplié par le nombre d'enfants inscrits, comme il l'est généralement dans les autres provinces. Comme la présence moyenne générale procède des présences moyennes particulières dans notre province, elle n'est pas réduite par le fait de la fermeture hâtive de certaines de nos écoles; elle l'est dans les autres provinces. Le troisième procède du fait que nos statistiques ne portent pas sur toute l'année, mais sur une fraction seulement de l'année scolaire et pour la fraction la plus avantageuse. La moyenne d'assiduité est prise par l'inspecteur quand il fait sa seconde visite, entre le 15 janvier et le 30 juin. Or, notre présence moyenne se trouve gonflée par ce fait de deux façons. Les pertes de jours faites par les enfants qui quittent l'école en mai ou juin pour aider aux travaux de la terre, et ils sont assez nombreux, n'influent pas sur la moyenne d'assiduité. Dans les autres provinces, cette influence se fait sentir. Ce troisième facteur est probablement le plus important. Le quatrième est dû au fait que dans les provinces d'Ontario, d'Alberta et de Saskatchewan, la statistique de la présence moyenne porte sur l'année de calendrier et non sur l'année scolaire. Ces provinces souffrent du fait que tous les nouveaux élèves qui commencent généralement leurs classes en septembre ne peuvent faire, même s'ils ne manquent pas un seul jour, que 40 % environ, alors que dans la province de Québec, ils en font 100 %.

Nos statistiques d'assiduité ou de présence moyenne ne valent pas mieux que celles de la fréquentation scolaire, surtout si l'on veut en tirer la conclusion que nous sommes supérieurs aux autres provinces, pour en déduire que l'instruction obligatoire est inutile pour favoriser l'assiduité des élèves.

Les statistiques de M. Magnan ne sont pas meilleures quant à la fréquentation scolaire qu'en ce qui regarde l'assiduité à l'école. M. Magnan a tronqué le rapport des inspecteurs généraux et des inspecteurs d'académie de France. Il cite, à l'appui de ses dires, le texte du rapport et la version de M. Magnan. À un certain endroit, l'on constate que six mois ont été supprimés par M. Magnan et que le mot "Arrière" a été remplacé par "inspecteur de l'Arrière".

Je vais rétablir le texte et montrer que l'auteur de cet article a voulu prouver exactement le contraire de ce que M. Magnan a dit.

M. Magnan, dans une lettre à *La Presse*<sup>5</sup> avait prétendu que l'instruction obligatoire était inefficace dans les pays où elle avait été adoptée. Le visiteur général des écoles jongle avec les rapports des autres pays comme il jongle avec nos statistiques.

M. Magnan peut prétendre que la loi d'obligation scolaire a fait faillite en France, mais les textes qu'il nous cite, lorsqu'ils sont rétablis dans leur intégrité, ne prouvent qu'elle n'a été inefficace que là seulement où les autorités n'ont pas appliqué ses prescriptions et que, partout où on a voulu se donner la peine de la mettre en vigueur, elle a eu d'heureux résultats, comme le répète si souvent M. de la Verdonie<sup>6</sup> lui-même dans les articles desquels M. Magnan a extrait ses textes tronqués.

M. Magnan a donné au rapport de l'Instruction de l'Ontario une portée toute autre que celle qu'il comporte. M. Magnan, dit-il, a cité un seul membre de phrase et il lui oppose la phrase authentique.

L'obligation scolaire n'a pas fait faillite dans les pays où elle est en vigueur.

Il compare le nombre de personnes ne sachant ni lire ni écrire dans la province de Québec avec les résultats obtenus dans les autres pays où l'instruction obligatoire est en honneur. Ces chiffres démontrent que la proportion dans notre province est de 12.69 %; en France, 4.9 %; en Hollande, de 4 %; au Danemark, de 0.54 %; en Suède et Norvège, de 0.11 % et en Suisse, de 0.30 %. Quant aux autres provinces du Canada, les statistiques fédérales de 1911 démontrent que le pourcentage des enfants de 10 à 14 ans qui fréquentent les écoles se répartit

comme suit, donnant les meilleurs résultats pour celles qui ont l'obligation scolaire: Ile-du-Prince-Édouard, 86.5 %; Ontario, 83.9 %; Nouvelle-Écosse, 83.5 %; Nouveau-Brunswick, 82.2 %; Québec, 78.8 %. Sa conclusion est qu'avec l'instruction obligatoire, nous aurions fait aussi bonne figure qu'Ontario.

L'inspecteur général a même affirmé que le Dr Cody<sup>7</sup>, le ministre de l'Éducation d'Ontario, avait reconnu l'insuccès de la loi dans sa province. J'ai écrit au Dr Cody et son secrétaire m'a répondu, en l'absence du ministre, que jamais ce dernier n'avait fait un pareil aveu. Dans la province d'Ontario comme dans toutes les autres provinces, l'instruction obligatoire a obtenu de très gros succès au point de vue de la fréquentation et de l'assiduité à l'école. Dans la Saskatchewan, grâce à l'obligation, il y a 10,000 enfants de plus dans les écoles depuis qu'elle a été adoptée. Avec l'instruction obligatoire, nous aurions fait aussi bonne figure qu'Ontario.

Le mal principal dont nous souffrons est la désertion précoce de nos écoles et il cite encore à ce sujet une infinité de textes de M. Magnan extraits de livres, d'article, de rapports et de discours de l'inspecteur général où ce sujet est traité. Cette constatation de M. Magnan est corroborée par M. Marquis<sup>8</sup>, le directeur du Bureau des statistiques de la province.

Si nos classes les plus élevées de nos écoles primaires sont désertes, ce n'est pas dû au fait que nous ayons moins d'intelligence que les autres ou que nos écoles soient absolument inférieures à celles des autres pays. La raison en est que nos enfants abandonnent l'école à dix, onze, douze et treize ans.

Le pourcentage d'assiduité à l'école des enfants de 7 à 14 ans, pour chaque année est le suivant: 7 ans, 76.37 %; 8 ans, 86.66 %; 9 ans, 90.10 %; 10 ans, 90.24 %; 11 ans, 89.66 %; 12 ans, 84.60 %; 13 ans, 73.59 %. Il est donc manifeste que nos enfants laissent l'école avant l'âge de 14 ans, en trop grand nombre, et nous avons raison de croire qu'il est temps que le Conseil de l'instruction publique remédie à ce mal en décrétant l'instruction obligatoire. Il nie absolument que l'instruction obligatoire ait fait faillite ailleurs.

Une preuve additionnelle qu'une bonne loi d'instruction obligatoire pourrait le guérir presque radicalement, nous l'avons dans l'exemple du Danemark qui, en 1911, sur une population de 327,000 enfants d'âge scolaire n'en avait que 370 de non inscrits sans raisons valables.

Il est donc faux d'affirmer que l'obligation a fait faillite ailleurs et que nous n'en avons pas besoin parce qu'elle serait inutile.

Un troisième argument veut qu'on n'ait pas le droit d'adopter une telle mesure. C'est là un point auquel les hommes instruits attachent peu d'importance parce qu'il n'est destiné qu'à faire impression sur ceux qui croient encore aux loup-garous et à la chasse-galerie. Il cite à l'appui de sa thèse les opinions de Mgr Ireland<sup>9</sup>, de Mgr Minot<sup>10</sup>, archevêque d'Albi; ce dernier déclarait que l'État était dans son droit lorsqu'il suppléait à la négligence des parents pour l'obligation scolaire; de Mgr von Ketteler, évêque de Mayence<sup>11</sup>, du père Sertillanges<sup>12</sup>, dominicain et du Père Vigué<sup>13</sup> qui ont blâmé ceux qui se sont opposés à cette mesure, et du comte Albert de Mun<sup>14</sup>, le fier champion des catholiques de France, qui dans une lettre écrivait: "Je savais bien que les parents avaient des droits sur leurs enfants et des devoirs envers eux; j'avais appris que ces droits étaient sacrés et qu'aucune législation ne pouvait prévaloir contre eux, que ces devoirs ne l'étaient pas moins et que la loi n'avait qu'à intervenir que pour empêcher les parents de le méconnaître."

Il répond aussi au père Lalande<sup>15</sup> en citant les opinions des autorités mentionnées plus haut. Les pères de famille qui négligent l'éducation de leurs enfants sont, ajoute-t-il, des criminels.

Pour répondre, dit-il, à "M. Lalande", il cite un article des *Études*<sup>16</sup>, une revue dirigée par les Pères jésuites, dans lequel des membres de la compagnie du R. P. Lalande, la Compagnie de Jésus, sont loin de partager les opinions de leur confrère de Montréal.

Quand Lord Augustus Loftus signala à Lord John Russell l'état de négligence où se trouvait l'éducation en Angleterre, celui-ci lui répondit: "Le sentiment de la liberté personnelle est si fort en Angleterre qu'il serait impossible de faire voter une loi obligeant les enfants à suivre les classes." On rétorqua avec esprit: "Vous préparez une loi pour obliger les parents à vacciner leurs enfants." En gens pratiques, les Anglais ont accepté ou plutôt se sont résignés à voir restreindre de plus en plus la liberté individuelle, même en matière d'éducation. ... En 1880, la législation commença d'exiger la fréquentation régulière de l'école par tous les enfants au-dessous de dix ans. Successivement, en 1893 et 1899, la limite est portée à onze, puis à douze ans. Enfin, en 1900, les autorités locales reçoivent le droit d'élever cette limite à quatorze ans. L'*Education Act* de 1918 établit que tout enfant, entre cinq et quatorze ans, devra assister aux classes. Désormais, aucune exemption ne sera accordée. Les pouvoirs locaux sont autorisés à porter la limite d'âge à quinze ans. Pour les adolescents, la loi les oblige à suivre des

cours postsecondaires. Tous ceux qui n'auront pas reçu une éducation complète devront continuer leur formation en assistant à des classes jusqu'à l'âge de seize ans, et dans sept ans, à partir de la présente loi, les cours seront obligatoires jusqu'à dix-huit ans. Le nombre minimum d'heures de classes sera de deux cent quatre-vingts, et dans sept ans, de trois cent vingt. Toute liberté est laissée aux autorités locales pour répartir dans la semaine les huit heures d'exercices obligatoires. Les jeunes gens ou jeunes filles qui manqueront une classe sans raison suffisante seront condamnés à une amende de 5 shillings; et en cas de récidive pourront être punis d'une amende qui ne doit pas dépasser 1 livre. Désormais donc, les enfants ne pourront plus quitter l'école à douze ans, mais devront continuer leur éducation en assistant à toutes les classes, sans pouvoir être dispensés de la moitié (half-time), comme cela se pratiquait ordinairement dans les centres industriels. Puis une éducation postsecondaire, réunissant l'instruction, l'apprentissage et le développement physique, prolongera les bienfaits de l'école primaire.

Nous sommes ici, dit-il, 2,000,000 de Français enserrés dans un coin de ce continent par 110,000,000 d'étrangers. Nous avons besoin pour nous maintenir et prendre notre place au soleil de toutes nos facultés et de toutes nos ressources. Quelle est la plus grande ressource d'une race sinon sa richesse intellectuelle, elle est la base de toutes les autres. Jules Simon<sup>17</sup> écrivait: "La richesse intellectuelle est, après la vertu, le premier des biens; même au point de vue économique, c'est la richesse la plus productive". Les 110,000,000 d'étrangers qui nous environnent ont si bien compris cette vérité qu'ils ont entouré l'instruction populaire de toutes les sauvegardes possibles. Tous leurs enfants bénéficient de l'instruction obligatoire, et sous peu, on en prolongera la durée. Comment pourrions-nous lutter avec eux dans le domaine économique quand tous leurs enfants auront passé dix ans dans les écoles et que les nôtres, pour la plus grande partie, auront à peine complété leurs trois premières années d'école élémentaire, comme c'est le cas actuellement, et comme ce le sera toujours tant que nos lois ne protégeront pas nos fils contre l'indifférence, la négligence ou l'égoïsme des parents?

Rêvons à la grandeur de notre race, rêvons à sa suprématie sur cette terre d'Amérique, j'en suis! Mais donnons à la génération future les armes nécessaires pour combattre sur un pied d'égalité avec les autres et alors, nous remporterons la victoire finale.

Je rappelais l'an dernier qu'en 1870 on disait en France que c'était l'instituteur allemand qui avait battu l'instituteur français, et je prévoyais la revanche. Elle s'est effectuée avec une gloire qui a immortalisé la France. Nous, les fils de France, nous n'occupons pas sur cette terre d'Amérique le poste que nous devons occuper dans le monde économique, commercial, industriel et politique. Que le Conseil d'instruction publique, que le gouvernement nous donnent les moyens nécessaires et nous aussi, frères des vainqueurs de l'Allemagne, nous prendrons une revanche éclatante.

M. Magnan rappelle à mon souvenir le directeur de cet hospice de Valladolid qui avait, lui aussi, voué sa vie à une œuvre pieuse, celle de secourir les pauvres, et qui déclarait, dans sa somptueuse demeure, à un ami de jeunesse venu pour lui rendre visite, après une séparation d'un quart de siècle, que c'était en faisant la charité qu'il s'était enrichi. Je sais que M. Magnan ne s'est pas enrichi avec le salaire que lui paie le gouvernement<sup>18</sup>.

(Applaudissements)

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** veut prendre la parole.

**M. Cannon (Québec-Centre):** Avant d'aller plus loin dans ce débat, il me semble que nous devrions régler un point qui, selon moi, est très important. L'honorable député de Saint-Hyacinthe a affirmé que M. Magnan, l'inspecteur général des écoles dans notre province, avait fourni à la Chambre des statistiques qui sont fausses. N'est-il pas juste qu'avant d'aller plus loin dans ce débat nous entendions M. Magnan devant le comité des privilèges et élections afin de lui fournir l'occasion de s'expliquer. Cela aiderait à l'information des députés que le débat intéresse?

Nous sommes en présence d'un conflit très grave et il me semble que nous devrions le régler tout de suite. Je connais Monsieur Magnan depuis longtemps et je le sais incapable de tronquer les textes. Nous devrions fournir à Monsieur Magnan une occasion de s'expliquer.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Il ne fait aucun doute que les choses s'expliqueront clairement au cours du débat. Ce n'est pas la première fois qu'il y a une divergence d'opinions entre M. Magnan et le représentant de Saint-Hyacinthe et il y en aura d'autres.

Ce n'est pas le premier conflit qui éclate à propos de cette question, mon honorable ami de Québec le sait. Je crois que nous devrions continuer

le débat et que l'on termine avant de prendre aucune décision à ce sujet. S'il est nécessaire d'entendre M. Magnan après, nous l'entendrons.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** M. Magnan pourrait-il être entendu au comité s'il le demandait?

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Cela dépendra de la tournure que prendra la procédure.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis):** Je propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Cannon) que le débat soit ajourné.

La proposition est adoptée et le débat est ajourné.

### Prohibition

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** cite au premier ministre une nouvelle parue dans *Le Soleil* de mardi, le 28 janvier<sup>9</sup>, au sujet de la délégation de prohibitionnistes qui est allée voir les ministres ces jours derniers.

"Sir Lomer l'arrêtant à ce point (le juge Lafontaine) cherche à savoir son opinion sur les dépôts de boisson qui seront établis dans Ontario sous l'autorité du gouvernement.

"Pressé vivement par le premier ministre, le juge Lafontaine finit par admettre que, puisqu'il faut de la boisson pour les fins industrielles, culturelles et médicinales, le meilleur système serait probablement ces dépôts du gouvernement.

"Et l'on peut croire (ceci n'était qu'un commentaire) que ces dépôts seront peut-être établis aussi dans le Québec. etc..."

Dans cette nouvelle, un reporter faisait donc dire au premier ministre que quand même la province de Québec deviendrait, légalement, la province la plus dry du dominion, il faudrait toujours certains dépôts ou l'on vendrait de la boisson "pour des fins industrielles, culturelles et médicinales".

Dois-je comprendre que la législation du gouvernement en ce qui regarde la prohibition sera basée sur ce compte rendu du *Soleil*?

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** n'a fait, dit-il, que converser avec les délégués, mais le gouvernement n'a pris aucune décision à ce sujet.

La législation du gouvernement n'est pas d'ordinaire basée sur ce que disent les journaux. Celle-ci ne sera basée ni sur un compte rendu du *Soleil*, ni sur le compte rendu d'aucun autre journal.

### Dépôt de documents:

#### Fidéicommis

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** dépose, sur le bureau de la Chambre, les états de comptes annuels, compagnies de fidéicommis, pour l'année finissant le 31 décembre 1917. (Document de la session, no 23)

#### Compagnies d'assurances

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** dépose, sur le bureau de la Chambre, le rapport sur les compagnies d'assurances (opérations de l'année 1917). (Document de la session, no 26)

#### Sociétés de secours mutuels

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** dépose, sur le bureau de la Chambre, le rapport sur les sociétés de secours mutuels (opérations de 1917). (Document de la session, no 24)

La séance est levée vers 6 heures.

### NOTES

1. René Viviani, 1863-1925, ministre français de l'Instruction publique en 1913 et 1914.

2. Herbert Fisher, 1865-1940, homme politique anglais, devint ministre de l'Éducation en 1916.

3. *L'Action catholique* du 30 janvier 1919, page 2, et les autres journaux mentionnent que Monsieur Magnan assistait aux débats et est allé rencontrer Monsieur Bouchard après la séance pour lui reprocher de l'avoir attaqué. D'ailleurs, dans le même numéro du quotidien catholique, Monsieur Magnan répond à Monsieur Bouchard. La série d'articles dont il est question fut publiée dans *L'Action catholique* du 16 au 20 janvier 1919 et fut réunie dans une brochure intitulée *À propos d'instruction obligatoire. La situation scolaire dans la province de Québec*. Québec. L'Action sociale limitée, 1919, 120 p.

Monsieur Magnan répondit à Monsieur Bouchard dans la brochure suivante: *Réponse au discours prononcé par Monsieur T.-D. Bouchard, député de Saint-Hyacinthe, devant l'Assemblée législative de Québec, le 25 janvier 1919*, L'Action sociale. Québec 1919, 62 p.

4. Rapport du Surintendant de l'Instruction Publique, 1916-1917, p. 430.

5. La lettre de Monsieur C.-J. Magnan se trouve dans *La Presse* du 17 janvier 1919, page 9.

6. Cet auteur est inconnu.

7. Henry John Cody, 1868-1951.

8. G. E. Marquis, 1878-1960, directeur du Bureau des statistiques (1914-1934), puis directeur de la bibliothèque (1934-1952).

9. Mgr John Ireland, 1838-1918, prélat américain.

10. Mgr Minot, évêque d'Albi en France.

11. Mgr W. E. Von Ketteler, 1811-1877, prélat allemand.

12. Le père Antonin Sertillanges, 1863-1948, dominicain et philosophe.

13. Père Vigué, inconnu.

14. Albert de Mun, 1841-1914, homme politique français.

15. Le père Louis Lalande, S. J., 1869-1944, écrivain.

16. Article de François Datin, "*Une nouvelle loi scolaire en Angleterre*", *Études*, 55<sup>e</sup> année, tome 157, décembre 1918, pp. 564-581. La source ne précise pas quel extrait de l'article a été cité par M. Bouchard; nous avons choisi un passage illustrant bien les propos du député.

17. Jules Simon, 1814-1896, homme politique français.

18. Monsieur Magnan était aussi président général de la Société Saint-Jean-Baptiste. Cette partie du discours de M. Bouchard ne fut pas reproduite directement par les journaux, mais fut reprise par Monsieur Magnan lui-même dans la lettre qu'il adressa aux journaux.

Incidentement, Monsieur Magnan a assisté à cette séance. *Le Canada français* du 6 février 1919, page 1, précise que plusieurs personnages importants qui s'intéressent à la grande question débattue étaient présents dont "M. C.-J. Magnan qui écouta debout, sans broncher, les violentes attaques du député de Saint-Hyacinthe." Aussitôt après la séance, M. Magnan bondit parmi les députés, et réclama à M. Bouchard les brochures dont ce dernier s'était servi dans son discours, brochures dont M. Magnan était accusé d'avoir tronqué le texte. M. Bouchard refusa d'abord, M. Magnan insista, car ces brochures étaient à lui: M. Bouchard les avait empruntées au département de l'Instruction publique et il dut les rendre.

"Je voudrais bien être député durant deux heures, disait M. Magnan après la philippique de M. Bouchard. Je démolirais en peu de temps les accusations portées contre moi."

Selon *L'Événement* du 30 janvier 1919, page 1, le discours de M. Bouchard a duré deux heures. *Le Canada français* du 6 février 1919 ajoute que les députés étaient presque tous présents, car ce débat était "impatiemment attendu".

19. Article paru dans *Le Soleil*, 28 janvier 1919, page 8.





Séance du jeudi 30 janvier 1919

### Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Présentation de pétitions:

Cinq pétitions sont présentées séparément et déposées sur la table:

- de M. Cyrille Louis Hénault, demandant l'adoption d'une loi décrétant que l'expropriation de ses immeubles, pour l'élargissement du canal de l'aqueduc de Montréal, soit faite suivant les dispositions de la loi des chemins de fer, quant à ce qui concerne les expropriations (M. Beaudry);

- de M. Samuel-François Mackay, demandant l'adoption d'une loi à l'effet de détacher certains immeubles du territoire de la ville de Greenfield Park et de les annexer au territoire de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil (M. Beaudry);

- de M. Joseph-E. Papineau, demandant l'adoption d'une loi ratifiant deux actes de donation de Joseph-Ephrem Papineau à Joseph Édouard Papineau et un acte de vente de ce dernier en faveur d'Adélard Lussier (M. Bullock);

- de Onésiphore-E. Talbot, demandant l'adoption d'une loi annulant le testament de feu dame Mary-Ann-L. Guilmartin et celui de L.-E. Talbot (M. Godbout);

- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi lui conférant le pouvoir d'effectuer des emprunts et lui donnant d'autres privilèges (M. Robillard).

### Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de The River Rouge Railway Company, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Caron, Ottawa);

- de M. Gaston Maillet *et al.*, demandant l'adoption d'une loi à l'effet d'obliger la cité de Montréal à subventionner certaines cliniques dentaires (M. Bercovitch);

- de M. Théophile Marot *et al.*, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "la Compagnie provinciale d'indemnité" (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);

- de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et la Société nationale de Fiducie, demandant l'adoption d'une loi amendement leur charte (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);

- de la ville de Laval, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Lévesque);

- du Club Laval-sur-le-Lac, limitée, demandant l'adoption d'une loi ratifiant ses lettres-patentes et lui donnant des pouvoirs additionnels (M. Lévesque);

- des révérendes sœurs Marie-Marguerite *et al.*, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation civile la communauté appelée les sœurs franciscaines missionnaires de l'Immaculée-Conception (M. Mayrand);

- de les syndics de la paroisse de Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue, dans le comté de Témiscouata, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à faire un emprunt pour la construction d'une église et d'un presbytère (M. Parrot);

- de la cité de Fraserville, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte et changeant son nom en celui de "Rivière-du-Loup" (M. Parrot);

- de M. Jos.-T. Dussault *et al.*, demandant l'adoption d'une loi détachant certains lots de la ville de Lévis et les annexant à la municipalité de Saint-David-de-l'Auberivière (M. Thériault);

- de M. Gustave-Drolet Massue *et al.*, demandant l'adoption d'une loi ratifiant la nomination de Wilbrod Décarie comme exécuteur testamentaire de la succession Massue (M. Tourville).

### Rapports de comités:

**M. Godbout (Beauce)<sup>1</sup>:** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- du très honorable vicomte Templeton *et al.*, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la compagnie: The St. Felicien and Ungava Railway Company;

- du très honorable vicomte Templeton *et al.*, demandant l'adoption d'une loi incorporant le Québec & Ungava Railway Company;

- de la ville de Pointe-aux-Trembles, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;  
 - de la corporation du séminaire de Saint-Hyacinthe d'Yamaska et autres, demandant l'adoption d'une loi amendant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe;  
 - de la corporation de la ville de Bedford, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;  
 - du révérend Victor Therrien *et al.*, demandant l'adoption d'une loi relative à la succession John Parker;

- de la corporation du comté de Québec, demandant l'adoption d'une loi transférant son chef-lieu de Loretteville à Charlesbourg;

- de la ville de Laval de Montréal, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un titre;

- de The Montreal Trust Company, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un titre;

- de The Montreal Technical Institute, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

Votre comité recommande à l'Assemblée de prolonger au 6 février courant les délais relatifs à la présentation des pétitions introductives de bills privés, et au 12 février courant les délais relatifs à la réception de ces pétitions et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés qui profitent de cette prolongation de délai.

Le rapport est adopté.

#### **Charte de Pointe-aux-Trembles**

**M. Lévesque (Laval)** demande la permission de présenter le bill 105 amendant la loi constituant en corporation et refondant la charte de la ville de la Pointe-aux-Trembles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Laval**

**M. Lévesque (Laval)** demande la permission de présenter le bill 126 amendant la charte de la ville Laval de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Succession John Parker**

**M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 89 concernant la succession de John Parker.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **The Montreal Technical Institute**

**M. Miles (Châteauguay)** demande la permission de présenter le bill 84 amendant la charte de The Montreal Technical Institute.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Conseil du comté de Québec**

**M. Godbout (Beauce)** demande la permission de présenter le bill 71 ratifiant une résolution du conseil du comté de Québec, changeant son chef-lieu.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Montreal Trust Company**

**M. Miles (Châteauguay)** demande la permission de présenter le bill 124 ratifiant le titre de la Montreal Trust Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Saint-Hyacinthe**

**M. Beaudry (Verchères)** demande la permission de présenter le bill 79 amendant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Bedford**

**M. Bullock (Shefford)** demande la permission de présenter le bill 123 amendant la charte de la ville de Bedford.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Dépôt de documents:**

#### **Recettes des compagnies de chemin de fer**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose, sur le bureau de la chambre, les rapports pour l'année expirant le 30 juin 1918, indiquant les recettes et les frais d'exploitation de différentes compagnies de chemin de fer, subventionnées par la Législature de Québec, et adressés à l'honorable

ministre des Travaux publics de la province de Québec, en conformité de l'article 1438, section 5, des Statuts refondus de la province de Québec, 1909. (Document de la session no 13)

#### **Statistiques des compagnies de chemin de fer**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose, sur le bureau de la Chambre, les états, rapports et statistiques des compagnies de chemin de fer jusqu'au 30 juin 1918, en conformité des articles 6550 et 6552 des statuts refondus, 1909. (Document de la session no 14)

#### **Questions et réponses:**

##### **Actif et passif**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Quel est l'actif de la province de Québec?

2. Quel est le passif?

3. Quel est le passif des municipalités de la province de Québec?

4. Quel est le passif des commissions scolaires?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** 1. Actif disponible: \$10,410,254.51

2. Passif direct: \$42,309,132.75

3. \$199,311,468.00

4. \$30,810,657.00

#### **Messages du lieutenant-gouverneur:**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** trésorier de la province, transmet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur.

**M. l'Orateur** lit ledit message comme suit:

M. Charles Fitzpatrick, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1920, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre. (Document de la session no 1)

Hôtel du Gouvernement,  
Québec, 30 janvier 1919

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que le message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur et le budget qui l'accompagne soient renvoyés au comité des subsides.

Adopté.

#### **Subsides**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** M. l'Orateur, avant de soumettre à cette honorable Chambre les résultats obtenus dans les opérations financières de notre province, durant l'année finissant le 30 juin 1918, il me faut tout d'abord remercier la Divine Providence de ce que la guerre la plus gigantesque, la plus sanglante, la plus terrible de l'histoire universelle ait pris fin, et qu'elle se soit terminée par la victoire de nos armes et de celles de nos alliés, grâce aux généreux sacrifices de nos héros, tant morts que survivants, qui ont assuré au monde entier la liberté, l'indépendance et la démocratie, pour toujours, espérons-le.

Durant les quatre années et demie de cette période de guerre, comprenant bien que la province avait à faire face à des charges et conditions inconnues, en toute occasion, j'ai conseillé aux gouvernements, aux municipalités, aux corporations et aux individus d'user d'économie. C'est, je crois, ce que ce gouvernement a bien su mettre en pratique: il a fait de l'économie son mot d'ordre en tout temps, et il a su administrer les deniers publics avec prudence et prévoyance, sous la sage autorité et direction de notre digne premier ministre. La province ne s'est laissée devancer par aucune autre, et à la fin de chaque année il m'a été permis d'accuser un surplus important de revenu ordinaire sur les dépenses ordinaires et extraordinaires, mais cette année, elle a surpassé tous les plus grands succès financiers de son histoire, et j'ai le grand plaisir d'annoncer pour l'exercice finissant le 30 juin dernier, le surplus considérable de \$2,134,558.28.

Le revenu ordinaire pour cette période a excédé les prévisions de \$4,246,226.97, et les prévisions des dépenses ordinaires et extraordinaires ont été dépassées de \$2,174,620.09.

Cet excédent considérable de revenu sur les prévisions est dû aux montants perçus en vertu des droits sur les successions qui ont excédé les prévisions de \$3,336,547.84, et l'excédent de recettes ainsi rendues disponibles nous a permis de payer de grandes sommes d'argent au fonds patriotique et à des œuvres de charité, à même le revenu consolidé, comme aussi d'augmenter les octrois aux services publics importants de la voirie, de l'agriculture, de l'éducation et de la colonisation.

Bien que la guerre soit maintenant terminée, cependant, durant la période de reconstruction qui doit en être la suite, la province et le pays seront soumis à de nouvelles épreuves, seront en présence de grands problèmes, qu'il faudra subir et solutionner, et pour cela il faudra veiller sur nos ressources, continuer à user de parcimonie, dépenser avec sagesse et prudence,

ne pas oublier le mot d'ordre de l'économie, afin de pouvoir continuer à faire honneur à nos obligations dans le même esprit et de la même manière que durant la difficile période de la guerre.

Qu'il me soit maintenant permis de vous soumettre les résultats des opérations financières de la province, durant l'année finissant le 30 juin 1918.

### Année fiscale 1917-1918

Les prévisions du revenu et de la dépense pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1918, étaient :

Revenu ordinaire.....	\$9,560,164.00
Dépense ordinaire et extraordinaire.....	<u>9,497,212.60</u>
Surplus en prévision.....	\$ <u>62,951.40</u>

Les résultats véritables des opérations de l'année finissant le 30 juin dernier ont été comme suit :

Revenu ordinaire.....	\$13,806,390.97
Dépense ordinaire.....	<u>11,423,497.73</u>
Surplus.....	\$ <u>2,382,893.24</u>

Les dépenses extraordinaires pour l'année, cependant, payées à même le revenu ordinaire, ont été de \$248,334.96, ce qui donne un surplus réel de revenu ordinaire sur la dépense ordinaire et extraordinaire de \$2,134,558.28, sur laquelle somme ont été payées \$625,000.00, balance du \$1,000,000.00,

montant de la souscription au Fonds Patriotique du Canada, soit un surplus restant de \$1,509,558.28.

Le revenu ordinaire réel a excédé les prévisions de \$4,246,226.97, et la prévision des dépenses ordinaires et extraordinaires a été dépassée de \$2,174,620.09. (Voir état no 1)

### Comparaison du revenu ordinaire avec les prévisions 1917-1918

Voici quelques-uns des principaux services dans lesquels le revenu a excédé les prévisions :

Mines, Chasse et Pêche.....	\$ 179,144.48
Intérêt sur prêts et dépôts.....	65,497.19
Honoraires judiciaires.....	8,335.41
Licences.....	425,939.31
Taxes sur corporations commerciales, etc. ....	189,038.85
Droits sur les successions.....	3,336,547.84
Loi des véhicules moteurs.....	362,919.16
Revenu casuel.....	58,398.77
Prime, escompte et change.....	24,846.94
Et il y a eu d'autres services de revenu dont les recettes ont été moins élevées que les prévisions de .....	503,903.23

(Voir état no 2)

### Comparaison avec les prévisions Dépense ordinaire, 1917-1918

La dépense pour les services suivants a excédé les prévisions, des sommes suivantes :

Législation.....	\$ 55,139.93
Gouvernement civil.....	43,345.42
Administration de la justice .....	117,721.83
Instruction publique .....	34,302.80
Asiles d'aliénés .....	362,430.55
Écoles de réforme et d'industrie .....	35,000.00
Mines, Chasse et Pêche, service de l'enregistrement (cadastre).....	22,936.40
Colonisation .....	58,048.45
Travaux publics (Ordinaires) .....	290,157.87
Travaux publics (Extraordinaires) .....	213,334.96
Agriculture .....	295,644.64
Voirie .....	322,858.86
Terres et Forêts .....	55,163.39
Charges sur le revenu.....	301,235.60
Services divers .....	<u>208,042.49</u>
	\$2,415,363.19

La dépense pour les services suivants a été moins élevée que la prévision :

Dette publique.....	\$224,598.25
Juges de la Cour des Sessions de la paix, etc.....	1,250.02
Travail .....	4,607.49
Immigration.....	<u>10,287.34</u>
	<u>240,743.10</u>

La dépense ordinaire réelle a excédé les prévisions de..... \$2,174,620.09

(Voir état no 3)

### Opérations de caisse en 1917-1918

Le 1 <sup>er</sup> juillet 1917, il y avait dans diverses banques la somme de .....	\$938,764.64
Les mandats non payés à la même date s'élevaient à .....	<u>555,455.84</u>
	\$383,308.80

Les recettes du 1<sup>er</sup> juillet 1917 au 30 juin 1918 ont été :

Revenu ordinaire.....	\$13,806,390.97
Dépôts en fidéicommis .....	487,990.24
Vente de la propriété no 76, rue Saint-Gabriel, Montréal.....	8,000.00
Remboursement de l'indemnité aux porteurs de licences d'hôtels, en vertu de 4 George V, chapitre 6, section 8 (acompte).....	45,567.12
Nouvelle prison, district de Montréal .....	12,500.00
Endiguement de la rivière Saint-François.....	2,270.00
Transfert des dépôts spéciaux, partie du fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5 .....	421,028.35

**Opérations de caisse en 1917-1918 (suite)**

Emprunt en vertu de 3 George V, chapitre 6 (Endiguement des eaux du Saint-Maurice) .....	513,000.00
Emprunt en vertu de 6 George V, chapitre 2 (Obligations de la commission des chemins à barrières de la rive nord).....	<u>4,100.00</u>
	\$15,300,846.68

Paievements du 1<sup>er</sup> juillet 1917 au 30 juin 1918 :

Dépenses ordinaires .....	\$11,423,497.73	
Dépenses extraordinaires .....	248,334.96	
Souscriptions au fonds patriotique canadien.....	625,000.00	
Dépôts en fidéicommiss .....	407,171.01	
Chemin de fer Q. M. O. & O., construction.....	750.00	
Loi des bons chemins, 1912.....	1,110,911.44	
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice.....	52,144.28	
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François .....	84,511.27	
Placement du fonds du revenu consolidé.....	545,738.35	
Fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5 .....	421,028.35	
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice.....	513,000.00	
Chemins à barrières de la rive nord de Québec, échange d'obligations .....	<u>4,100.00</u>	
	15,436,187.39	
Excédent de paievements.....		<u>135,340.71</u>
Balance.....		\$247,968.09
Viz :		
Le 30 juin 1918, il y avait en dépôts dans diverses banques .....	\$999,484.94	
Sur quoi, il y avait à payer à la même date des mandats en cours au montant de.....	<u>751,516.85</u>	
		\$247,968.09

**Comparaison des recettes ordinaires de 1917-1918 avec celles de 1916-1917**

Le total des recettes ordinaires pour 1917-1918 a été de.....	\$13,806,390.97
Le total des recettes ordinaires pour 1916-1917 a été de.....	<u>10,441,113.71</u>
Augmentation dans les recettes de 1917-1918.....	\$ 3,365,277.26

Les recettes provenant des services suivants ont excédé celles de 1916-1917, viz :

Puissance du Canada.....	\$ 37.08
Mines, Chasse et Pêche.....	163,734.17

**Comparaison des recettes ordinaires de 1917-1918  
avec celles de 1916-1917 (suite)**

Licences, etc.....	49,845.97
Taxes sur les corporations commerciales, etc.....	187,368.24
Droits sur les successions.....	2,995,285.00
Loi des véhicules moteurs.....	168,056.35
Loi des détectives privés, revenu.....	499.00
Législation.....	1,196.71
Entretien des aliénés.....	78,550.10
Écoles de réforme et d'industrie.....	6,279.54
Revenu casuel.....	37,465.26
Service civil, contributions au fonds de pension.....	342.41
Loi des assurances, revenu.....	4,530.59
Loi des compagnies de fidéicommiss, revenu.....	602.09
Intérêt sur dépôts et placements.....	57,851.22
Intérêt sur fonds d'amortissement en vertu de 60 victoria, chapitre 2, section 5.....	2,653.59
Intérêt des municipalités, en vertu de la loi des bons chemins.....	31,450.76
remboursement des subventions aux chemins de fer, taxe.....	3,600.71
Contributions des municipalités en vertu de la loi des bons chemins, section 20.....	6,719.42
Contributions des municipalités en vertu de 7 George V, chapitre 10, section 2.....	416.24
Fonds d'emprunts municipaux.....	875.00
	<u>\$3,797,359.45</u>

Les recettes provenant des services suivants ont été moins élevées que celles de 1916-1917 :

Terres et Forêts.....	\$143,514.29
Administration de la justice.....	163,008.45
Timbres d'enregistrement.....	19,855.03
Taxes sur transferts d'actions, obligations, etc.....	50,203.12
Distributeurs automatiques.....	1,825.50
Mécaniciens de machines fixes, honoraires.....	2,548.04
Inspection des hôtels et maisons de pension, honoraires.....	1,233.00
Taxe en vertu de 3 George V, chapitre 38.....	3,115.19
Percentage sur honoraires d'officiers publics.....	3,213.45
<i>Gazette officielle de Québec</i> .....	8,455.54
Travaux et édifices publics, loyers.....	1,700.08
Prime, escompte et change.....	7,967.65
Remboursement de l'indemnité aux porteurs de licences, en vertu de 2 George V, chapitre 12.....	13,685.40
Crédit pour la dette publique, en vertu de 7 Édouard VII, chapitre 2.....	115.57
Contributions des fabriques de beurre et de fromage en vertu de 5 George V, chapitre 31.....	<u>11,641.88</u>
	<u>432,082.19</u>
Augmentation nette en 1917-1918.....	<u>\$3,365,277.26</u>

**Comparaison des dépenses ordinaires de 1917-1918  
avec celles de 1916-1917**

Total de la dépense ordinaire en 1917-1918 .....	\$11,423,497.73
Total de la dépense ordinaire en 1916-1917 .....	<u>9,847,173.10</u>

Augmentation des dépenses ordinaires en 1917-1918 .....	\$ 1,576,324.63
---	-----------------

Les dépenses pour les services suivants ont excédé celles de 1916-1917, viz :

Dette publique.....	\$ 27,934.27
Gouvernement civil.....	33,484.83
Administration de la justice .....	109,588.43
Instruction publique .....	3,093.44
Hygiène .....	20,000.00
Travaux publics (ordinaires) .....	52,129.36
Travail .....	1,243.91
Agriculture .....	221,544.64
Voirie .....	231,711.74
Terres et Forêts .....	50,013.39
Colonisation, Mines, Pêcheries et Immigration .....	71,918.91
Institutions de bienfaisance.....	60.00
Asiles d'aliénés .....	350,757.95
Écoles de réforme et d'industrie .....	63.63
Charges sur le revenu.....	273,413.49
Services divers .....	<u>142,740.09</u>
	\$1,589,698.08

Les dépenses sur le service suivant ont été moins élevées qu'en 1916-1917, viz :

Législation.....	\$ <u>13,373.45</u>
------------------	---------------------

Augmentation nette des dépenses ordinaires de 1917-1918 sur celles de 1916-1917 .....	\$1,576,324.63
--	----------------

Les dépenses extraordinaires pour travaux et édifices publics durant l'année 1917-1918 ont été de \$187,834.96 plus élevées qu'en 1916-1917.

La balance des subventions aux chemins de fer, en argent et des subventions en terre converties

en argent, autorisées par les lois de la législature, mais non gagnées au 30 juin 1918, était de \$6,883.38.



**Passif direct et actif disponible de la province  
de Québec au 30 juin 1918**

**Passif**

Dette consolidée courante avant la conversion.....	\$38,084,242.72	
Augmentation du capital par la conversion .....	<u>1,743,526.83</u>	
		\$39,827,769.55
 Puissance du Canada - Balance de compte au 31 décembre 1902.....		1,473,609.63
Puissance du Canada - Prix d'une propriété achetée pour le chemin de fer Q.M.O. & O .....		25,000.00
Dépôts en fidéicommiss .....		712,447.97
Mandats non-payés .....		751,516.85
Obligations du palais de justice de Québec .....		41,200.00
Obligations du palais de justice de Sherbrooke .....		<u>60,000.00</u>
		\$42,891,544.00

**Actif**

**Fonds d'amortissement :**

Balance du prix du chemin de fer Q. M. O. & O. - viz : déposée dans les banques .....	\$218,151.65	
Placement en obligations du palais de justice de Québec.....	41,200.00	
Placement en débetures de la province de Québec.....	80,000.00	
Placement en bons de la victoire du Canada (1937).....	<u>421,028.35</u>	
	\$760,380.00	
 Placement en actions inscrites 3 % de la province de Québec .....	654,989.24	
Placement en actions enregistrées 4½ % de la province de Québec .....	334,002.50	
Placement en débetures 4½ % de la province de Québec .....	29,575.68	
Placement en débetures 5 % de la province de Québec .....	23,567.65	
Placement en bons de guerre du Canada.....	<u>9,600.00</u>	
		\$1,812,115.07
 Fonds du revenu consolidé, placement en bons de la victoire 5½ % du Canada (1922).....		545,738.35

**Passif direct et actif disponible de la province  
de Québec au 30 juin 1918 (suite)**

**Actif (suite)**

**Puissance du Canada :**

Part de Québec dans le fonds des écoles communes .....	1,169,009.37	
Argent en banque .....	999,484.94	
Coût de l'École normale Jacques-Cartier, Montréal, à rembourser par la vente de propriété.....	5,000.00	
Avances à diverses personnes.....	107,437.29	
Endiguement des eaux de la rivière Saint-Maurice .....	1,865,282.36	
Endiguement des eaux de la rivière Saint-François.....	400,420.54	
Nouvelle prison, district de Montréal, avances autorisées par la loi 7 Édouard VII, chapitre 36 .....	3,619,147.84	
Palais de justice et prison du district de Montcalm, avances autorisées par la loi 1 George V, chapitre 6.....	85,611.25	
Palais de justice et prison, district de Roberval, avances autorisées par la loi 2 George V, chapitre 6.....	38,579.35	
Taxe du palais de justice de Québec, en vertu de 45 Victoria, chapitre 26 et 48 Victoria, chapitre 16.....	41,200.00	
Taxe du palais de justice de Sherbrooke en vertu de 2 Édouard VII, chapitre 6.....	\$24,498.01	
Fonds d'amortissement, compris dans les dépôts en fidéicommiss.....	<u>35,501.99</u>	
	<u>60,000.00</u>	
		<u>10,749,026.36</u>
Excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1918.....		\$32,142,517.64

**Dette consolidée**

Le 30 juin 1917 la dette consolidée en cours était de .....	\$39,462,996.22
Le 30 juin 1918 la dette consolidée en cours était de .....	<u>39,827,769.55</u>
Augmentation de la dette consolidée en cours durant l'année 1917-1918 .....	364,773.33

Justifiée comme suit :

**Réduction :**

Obligations de l'emprunt de 1880 rachetées.....	\$152,326.67
---	--------------

**Dettes consolidées (suite)**

## Augmentation :

Emprunt en vertu de 3 George V, chapitre 6 .....	\$513,000.00	
Emprunt en vertu de 6 George V, chapitre 2 .....	<u>4,100.00</u>	
		<u>517,100.00</u>
		<u>\$364,773.33</u>

La dette consolidée au 30 juin 1918, consistant en obligations et en actions courantes de divers emprunts de la province était de ..... \$39,827,769.55

Contre laquelle le fonds d'amortissement placé s'élevait à ..... 1,812,115.07

Soit une balance nette de dette consolidée de ..... \$38,015,654.48

La balance nette de la dette consolidée au 30 juin 1918 accuse une augmentation sur la balance nette de la dette consolidée au 30 juin 1917, de \$197,716.29.

Cette augmentation est due à l'émission de \$513,000 de débentures, en vertu de 3 George V,

chapitre 6 et \$4,100 de débentures en vertu de 6 George V, chapitre 2; moins \$152,326.67 de bons rachetés de l'emprunt de 1880 et \$167,057.04 placées au compte des fonds d'amortissement.

**Dettes non consolidées**

Au 30 juin 1918, la dette non-consolidée consistait en :

Dépôt en fidéicommiss .....	\$ 712,447.97
Mandats non-Payés .....	751,516.85
Puissance du Canada - Balance de compte au 31 décembre 1902 .....	1,473,609.63
Puissance du Canada - Prix d'une propriété achetée pour le chemin de fer Q. M. O. & O. ....	<u>25,000.00</u>
	<u>\$2,962,574.45</u>

Par contre, il y avait à la même date :

Fonds du revenu consolidé :	
Placé en bons de la victoire du Canada (1922) .....	\$ 545,738.35
Argent en banques .....	999,484.94

**Dette non consolidée (suite)**

Coût de l'école normale Jacques-Cartier, Montréal, à rembourser sur la vente de propriété.....	5,000.00	
Avances à diverses personnes.....	107,437.29	
Endiguement des eaux de la rivière Saint-Maurice .....	1,865,282.36	
Endiguement des eaux de la rivière Saint-François.....	400,420.54	
Nouvelle prison, district de Montréal, avance .....	3,619,147.84	
Palais de justice et prison du district de Montréal, avance .....	85,611.25	
Palais de justice et prison, district de Roberval, avance .....	38,579.35	
Part de Québec, fonds des écoles communes.....	<u>1,169,009.37</u>	
		<u>8,835,711.29</u>

Ce qui laisse un surplus d'actif sur la dette non consolidée de..... \$5,873,136.84

**L'année courante**

Les recettes provenant du revenu ordinaire, pendant les six mois finissant le 31 décembre 1918, sont très satisfaisantes, et les recettes prévues seront probablement dépassées, à la fin de l'année fiscale.

Il y aura aussi augmentation sur les prévisions dans les dépenses ordinaires et extraordinaires pour l'exercice courant, d'après le montant de mandats spéciaux émis depuis le 1<sup>er</sup> juillet, \$592,912.38, comme l'indique l'état déposé sur la table de la Chambre, et d'après le budget supplémentaire qui sera soumis à la Chambre des montants requis par différents services pour compléter la dépense nécessaire de l'année courante.

Mais l'on compte que cette augmentation de dépenses sera plus que compensée par l'augmentation du revenu, si l'on en juge d'après les recettes perçues à venir au 31 décembre dernier.

**Prévisions pour 1919-1920**

Les prévisions des recettes et des dépenses pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1920, qui seront soumises à l'approbation de cette Chambre, ont été préparées avec soin, quant aux recettes, en tenant compte des résultats obtenus les années précédentes ainsi que des conditions financières actuelles, et quant aux dépenses, elles ont été basées sur les rapports des ministres des divers départements du service civil, dont on trouvera des sommaires dans les états soumis aux membres de cette Chambre.

**Elles sont comme suit :**

Revenu ordinaire.....	\$10,449,393.34
Dépenses ordinaires.....	<u>10,399,345.69</u>
Surplus probable de revenu .....	\$ 50,047.65

On remarquera que, dans les prévisions pour l'année prochaine, il n'y a pas de recettes provenant de dispositions de la loi des licences de Québec imposant un droit sur les amusements.

Ce droit a été imposé la première fois par la cité de Montréal au taux d'un cent, mais après la déclaration de la guerre, le gouvernement, prévoyant les grandes contributions qu'il aurait à verser aux fins de guerre, a décidé de s'emparer de ce droit et de l'augmenter sur une échelle de deux à dix cents, en divisant les recettes avec les municipalités respectives. Maintenant que la guerre est terminée et que les contributions de guerre ne sont plus nécessaires, le gouvernement a décidé d'abandonner ce droit aux municipalités, et nous avons l'intention de soumettre une mesure législative pour effectuer ce changement dans le cours de la présente session.

Comme je l'ai laissé entendre, nous nous sommes emparés du droit sur les amusements, comme simple mesure de guerre; mais nous avons bien compris que ce système de perception, par le gouvernement, d'un droit ou d'une taxe, dont une partie devait être remise à un autre corps gouvernant avec pouvoirs de taxation, et dépensée par lui, ne favorisait les meilleurs intérêts ni de ce gouvernement, ni des municipalités recevant leur part, ou du peuple, le vrai principe à suivre voulant

plutôt que le gouvernement ou la municipalité qui impose la taxe conserve la responsabilité de la dépenser.

Je voudrais saisir cette occasion de discuter la question de la contribution de la cité de Montréal au trésor de la province; question bien souvent discutée par les autorités de la cité de Montréal et par les différents journaux qui, tous, prétendent que Montréal contribue pour plus que sa part au revenu du trésor provincial, chacun d'eux émettant une opinion différente sur le pourcentage de cette contribution.

Ce n'est pas un problème à résoudre approximativement. Les comptes publics pour les dernières cinq années laissent voir que le total du revenu ordinaire durant ces cinq ans, moins le montant reçu comme subside du Dominion qui est à déduire, Montréal y ayant contribué pour sa part, a été de \$42,354,093.72, et que la province a reçu de Montréal la somme de \$22,482,144.34. Ainsi donc, la contribution de Montréal a été de 53.081 % durant cette période.

La base de taxation imposée par le gouvernement est la même pour toute la province, et il est tout à fait naturel que Montréal, ayant une population avec son district environnant qui équivaut au tiers de la population de la province, contribue, toutes choses égales d'ailleurs, pour un tiers de la taxation; mais quand on prend en considération la richesse de Montréal, en comparaison avec le reste de la province, alors la proportion de Montréal devient beaucoup plus considérable, puisque c'est le centre d'une grande partie de la richesse de la province.

Les bureaux-chefs d'une grande partie des compagnies faisant affaires par toute la province se trouvent situés à Montréal, bien qu'une grande proportion de leurs profits soient réalisés en dehors de ses limites, et dans bien des cas, leurs principaux établissements sont situés dans différentes parties de la province, comme par exemple les grands chemins de fer, les banques, les compagnies de télégraphe et de téléphone, et les grandes maisons de commerce en gros, qui font une très grande proportion de leurs affaires en dehors de Montréal, et perçoivent leur argent de citoyens en dehors de Montréal.

Les gens riches demeurant à Montréal, mais faisant leurs fortunes dans toute la province au moyen d'industries de différents genres, si à leur décès ils sont domiciliés dans la cité de Montréal, paient en vertu de la loi au percepteur du revenu de ce district; mais s'ils sont domiciliés dans tout autre district, au moment de leur décès, alors le droit sur les successions doit être payé dans le district.

Les licences d'automobiles sont en nombre considérable dans le district de Montréal, si on les compare avec celles du reste de la province; parce qu'il s'y trouve un plus grand nombre de gens en moyens d'user de véhicules moteurs; mais la base de taxation est la même dans le plus petit village que dans la cité de Montréal.

Le percepteur du revenu à Montréal a reçu, l'an dernier, \$298,087.79 des licences d'automobiles, non pas de Montréal seule, mais de tout le district de Montréal. Cependant l'on ne doit pas oublier non plus que le gouvernement a dépensé des millions de piastres pour la route Édouard VII, et la grande route Montréal-Québec, et en outre, dans les comtés avoisinant la cité de Montréal, le gouvernement a dépensé \$3,130,256.30, et en vertu de la politique du gouvernement, tout l'argent reçu des licences sur les automobiles est dépensé pour l'amélioration des chemins. Or, pourquoi le gouvernement remettrait-il les licences à la cité de Montréal, quand la cité recueille tous les avantages de ces bons chemins, ce qui rend l'accès de Montréal plus facile au cultivateur qui y apporte ses produits, comme au touriste qui vient y dépenser son argent, et cela, pour l'année 1917, représente en chiffres ronds, une somme de \$1,500,000, et pour l'année courante, il est probable que ce montant sera presque doublé.

Pourquoi la province abandonnerait-elle son revenu à Montréal? Si vous jetez la vue sur le dernier budget préparé par les administrateurs de la cité de Montréal, vous constaterez que les recettes totales sont évaluées à \$18,944,850, tandis que le revenu total de la province pour l'année prochaine est évalué à \$10,449,393.34, soit \$8,495,456.66 de moins que celui de la cité de Montréal. Et parce que Montréal est en déficit, n'a pas pu maintenir ses dépenses dans les limites de son revenu, pourquoi la province serait-elle appelée à abandonner une part de son revenu pour combler ces déficits? C'est la province alors qui serait en déficit, ou bien il nous faudrait imposer de nouvelles taxes, et si nous en agissions ainsi pour Montréal, il faudrait aussi faire la même chose pour d'autres municipalités.

Montréal est une riche et grande cité qui aurait dû maintenir ses dépenses dans les limites de son revenu, comme elle le fait maintenant, et non pas aller demander des ressources au gouvernement provincial, pas plus qu'elle n'irait demander au gouvernement du Dominion sa part du revenu douanier perçu chez elle, ce qui, depuis cinq ans, représenterait une somme globale de \$128,842,635.41, sans parler des millions et des millions perçus de la cité de Montréal au moyen de

la taxe sur le revenu, des taxes sur les profits commerciaux et autres. Si nous adoptions cette politique de rembourser le revenu perçu dans la cité de Montréal, il nous faudrait en faire autant pour toutes les autres municipalités de la province, et alors que deviendrait le revenu, et comment pourrions-nous poursuivre une administration saine sur un bon pied d'affaires?

### Les bons chemins

L'état suivant indique ce qui a été dépensé jusqu'au 31 décembre 1918, en vertu de la loi des bons chemins de 1912, telle qu'amendée par les lois 5 George V, chapitre 3, et 7 George V, chapitre 9, pour travaux faits par les municipalités et dans la construction des chemins du gouvernement; le montant reçu des emprunts faits en vertu de la dite loi, le montant avancé à même le revenu consolidé, le montant déterminé pour chaque municipalité et la balance à payer quand les travaux au montant de leurs allocations auront été faits.

Paiements aux municipalités	
à date .....	\$10,719,936.18
Paiements sur chemins	
du gouvernement à date .....	<u>6,155,683.34</u>
	\$16,875,619.52
Produit net des emprunts.....	<u>5,850,805.32</u>
Excédent des paiements sur	
le produit des emprunts.....	\$11,024,814.20
Montant réparti aux municipalités	
à date .....	\$11,088,603.94
Montant payé là-dessus.....	<u>10,719,936.18</u>
Balance à payer à mesure que	
les travaux progresseront .....	\$ 368,667.76

L'état ci-dessus démontre que les paiements aux municipalités et pour les chemins du gouvernement, en vertu de la loi des bons chemins, 1912, telle qu'amendée par la loi 5 George V, chapitre 3, et 7 George V, chapitre 9, s'élèvent à \$16,875,619.52, ce qui laisse une balance de \$2,747,515.43 sur les produits des emprunts permanents de \$20,000,000 autorisés par la Législature.

Ce qui précède, M. l'Orateur, est l'exposé de l'état financier de la province pour l'année finissant le 30 juin dernier, et comme administrateurs, ayant pu avec notre aide et coopération atteindre un tel résultat, nous nous flattons de croire qu'il fait honneur à la province et à sa population. Car il démontre que, bien que la province ait traversé une

période de quatre années de guerre, ses finances reposent sur des bases solides, et elle est à même d'aborder les grands problèmes qui se présentent.

L'un de ces problèmes qui occupent actuellement d'une manière si sérieuse l'attention du monde entier, est celui de la reconstruction, au sujet duquel plusieurs théories ont déjà été avancées et sur lequel on a déjà beaucoup écrit; mais de commun accord, tous semblent comprendre que tout système de reconstruction doit être basé sur des principes de généreuse philanthropie et d'humanité, afin de pouvoir bénéficier au genre humain tout entier.

Je ne suis pas de ceux qui s'imaginent que la reconstruction consiste à dépenser de larges sommes d'argent, comme à la volée, dans toute la province, sans rime ni raison, simplement pour dépenser et sous le prétexte de donner de l'emploi. Dépensez tout ce que vous pourrez, dans les justes limites de nos moyens, dans des travaux et pour des choses qui produiront, qui seront par eux-mêmes une valeur et nous rendront quelque chose en retour. Toute autre manière de dépenser n'est que gaspillage et extravagance et ne saurait être justifiée. Cela ne contribuera pas à la restauration du pays, mais réagira plutôt contre ceux qui feront cette dépense, ne sera d'aucun avantage pour ceux que l'on sera censé secourir, parce qu'en fin de compte, ce sont ceux-là qui en supporteront les frais. En un mot, je crois que cette reconstruction doit se faire suivant les principes d'une saine économie commerciale; c'est le seul genre de reconstruction dont les avantages pourront être durables, pour la province et le pays tout entier.

Dépenser de l'argent pour l'éducation, l'agriculture, la colonisation et la construction des bons chemins, c'est, à mon avis, de la vraie restauration. Le gouvernement actuel a fait en ce sens tout ce qu'il lui a été possible de faire, depuis des années, comme en témoignent les comptes publics, et pour votre information, permettez-moi de vous citer les chiffres suivants :

	1897-1898	1905-1906	1917-1918
Éducation	\$434,260.00	\$534,460.18	\$1,581,454.80
Agriculture	193,226.97	21,060.00	724,244.64
Voirie	4,000.00	8,000.00	1,733,770.30
Colonisation	110,250.00	140,500.00	337,261.11

Ce qui fait un total de dépenses, pour les quatre grands services publics sus-mentionnés, de \$741,736.97, en 1897-1898; de \$893,560.18 en 1905-1906; et \$4,376,730.85 en l'année 1917-1918,

et l'on se propose de dépenser encore davantage l'année prochaine, si toutefois nous avons l'argent disponible. Si nous pouvons continuer cette œuvre, nous ferons beaucoup pour la restauration de notre province et la poursuite de son progrès.

Je ne crois pas qu'il y ait meilleur placement à faire pour un pays que de consacrer des capitaux à l'éducation de ses jeunes enfants, afin qu'ils puissent faire face à l'avenir, et personne dans cette province n'a acquis plus de mérite que le premier ministre dans son œuvre en faveur de l'éducation. Il a droit à nos éloges, pour avoir considérablement augmenté les octrois scolaires depuis qu'il est devenu premier ministre en 1905, et je suis convaincu que s'il avait pu faire davantage, il s'y serait prêté de bonne grâce.

J'ai foi dans l'éducation, mais l'on me permettra de profiter de cette occasion pour dire à ceux qui demandent encore plus d'argent au bénéfice de l'éducation, sans se demander où nous devons nous procurer ces fonds, et qui en même temps s'opposent à toute nouvelle forme de taxation à cette fin, qu'ils prêchent une théorie financière défectueuse et une mauvaise administration.

Il y a plusieurs modes de reconstruction que je pourrais étudier si j'en avais le temps, mais les trois modes les plus importants pour notre province sont à mon avis les suivants:

Premièrement: coopération entre le capital et le travail;

Deuxièmement: bonne entente entre le manufacturier et le cultivateur;

Troisièmement: l'union des divers éléments qui concourent à l'édification de ce grand pays.

Le capital doit reconnaître que le travail a des droits et qu'il entend bien les faire valoir. Je ne saurais trop insister sur ce point. Toutefois, le travail ne doit pas oublier que le capital a aussi ses droits, qu'il lui est légitime de compter sur une juste rémunération du risque qu'il encourt dans ses placements. Le travail ne saurait trouver à s'employer sans le capital, pas plus que le capital à fructifier sans le travail. Et de même, le capitaliste et le travailleur doivent se rappeler que les cultivateurs sont aussi des droits qu'il faut respecter.

Le manufacturier ne peut pas se passer de l'ouvrier, pas plus que celui-ci ne peut se passer du manufacturier, et ni l'un ni l'autre ne sauraient vivre sans le cultivateur qui consomme les produits du manufacturier et produit à son tour ce que l'ouvrier consomme.

Le capitaliste, le manufacturier, l'ouvrier et le cultivateur doivent, chacun d'eux, envisager les choses au point de vue des trois autres et à cette fin,

ils doivent s'unir, coopérer les uns avec les autres, se rencontrer, discuter, se faire des concessions, et s'ils en agissent ainsi honnêtement, avec largeur d'esprit, en s'efforçant d'être justes les uns pour les autres, ils réussiront. Toute difficulté trouve sa solution, chez des gens à esprit droit, aux intentions honnêtes. Il y a toujours un terrain où l'on peut se rencontrer, et si l'on peut en arriver à une solution, quel progrès ferons-nous, quel avantage considérable et durable en résultera-t-il pour notre pays? Ne serait-ce pas là de la vraie reconstruction permanente?

À ceux qui disent que cela est impossible, je rappellerai qu'il y a actuellement une grande conférence de la paix siégeant à Paris. À mon avis, elle est appelée à solutionner des problèmes beaucoup plus complexes et beaucoup plus difficiles; mais on nous dit qu'elle y réussira, qu'on y a formé une ligue des nations qui doit nous assurer le règne permanent de la paix. Espérons qu'on nous donnera non seulement la paix perpétuelle, mais que de cette conférence surgira une nouvelle conception des choses terrestres, qui nous inspirera à tous et à chacun de nous un désir plus grand d'améliorer nos moyens d'existence en ce monde.

À ceux qui nous disent qu'il est impossible de rallier les divers éléments appelés à l'édification de ce pays, je me permettrai de signaler le fait que, dans cette conférence, où doivent se décider les questions graves et complexes dont j'ai parlé, se trouvent des hommes de toute nationalité, de toute croyance; des hommes en vue et sincères, animés des mêmes sentiments, sachant ce que signifient les mots de justice et d'équité, et représentant les différentes nationalités auxquelles ils appartiennent; des hommes sur lesquels convergent les regards du monde entier, attendant, comme résultat de leurs délibérations, une paix durable, une nouvelle ère, une nouvelle démocratie, un nouveau monde. Supposez-vous qu'ils en sont à se quereller sur une question de race ou de religion? Non, ils regarderaient avec mépris celui qui voudrait la susciter.

**M. Tansey (Montréal-Saint-Anne):** Home Rule for Ireland!

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Ne pourrions-nous pas ici, au Canada, quoique de races et de nationalités différentes, profiter de la leçon qui se dégage de cette conférence, suivre l'exemple de ceux qui en font partie, rompre avec toute prévention, au point de vue de la race ou de la religion, tous ces misérables préjugés, et tourner tous ensemble les yeux vers des horizons plus grands,

chacun de nous accordant crédit et confiance en l'honnêteté de son concitoyen, en son intégrité et sa bonne foi, et n'ayant en vue qu'un objet, qu'un désir, qu'une pensée, l'avenir et la plus grande prospérité de notre pays. Accomplissons cela, et ce sera de la vraie reconstruction.

S'il doit y avoir une ligue des nations, de différentes nationalités et différentes croyances; s'il doit y avoir un empire britannique, composé des différents Dominions, habité par des gens de toutes nationalités et de toutes religions, assurément ici dans ce Canada, que l'on a souvent décrit comme le plus beau fleuron de la Couronne Britannique, il peut y avoir une ligue des provinces, bien qu'elles soient habitées par des gens de nationalités différentes et de religions différentes. Si nous pouvions en venir là, ne serait-ce pas de la vraie reconstruction?

J'en appelle à tous les hommes de ma nationalité, descendant de la grande famille

britannique, et je leur demande de se rappeler dans quel esprit le peuple britannique a bien voulu accepter un Foch comme chef de leurs armées! J'en appelle à tous les hommes de chaque nationalité, indépendamment de toute croyance ou foi religieuse, et je leur demande de ne pas oublier que c'est l'unité existant entre toutes les nationalités et toutes les croyances, réunies sous le commandement de Foch, qui a conduit nos armes à la glorieuse victoire. Ainsi donc, unissons-nous du nord au sud, de l'est à l'ouest de notre grand pays, afin de pouvoir édifier, non seulement un plus grand Québec et un plus grand Canada, mais un peuple plus heureux, plus prospère et plus content de sa destinée.

Maintenant, je propose que M. l'Orateur quitte le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides.

### État no 1

Les prévisions du revenu et des dépenses pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1918 étaient :

Revenu ordinaire.....	\$9,560,164.00
Dépenses ordinaires et extraordinaires .....	<u>9,497,212.60</u>
Surplus probable .....	\$ 62,951.40

Les résultats réels des opérations de l'année terminée le 30 juin dernier ont été comme suit :

Revenu ordinaire.....	\$13,806,390.97
Dépense ordinaire .....	<u>11,423,497.73</u>
Surplus .....	\$ 2,382,893.24

Les dépenses extraordinaires de l'année payées à même le revenu ordinaire comprenaient :

Édifices de la législature et des départements, achèvement de l'usine dynamique et du restaurant .....	\$107,059.60
Nouvelle bibliothèque et dépendances, construction.....	34,200.36
Achat de la propriété Berthelot, quartier Est, Montréal.....	36,075.00
Achat de propriété, rues Notre-Dame, Saint-Gabriel et Saint-Jacques, Montréal.....	39,000.00
Achat de propriété, rue Sainte-Julie, Québec.....	<u>32,000.00</u>
	<u>248,334.96</u>



**État no 1 (suite)**

Par conséquent, le surplus réel du revenu ordinaire sur les dépenses ordinaires et extraordinaires était.....	\$2,134,558.28
Outre les dépenses ordinaires et extraordinaires, a été payée la balance du \$1,000,000, souscription au fonds patriotique canadien, autorisée durant la session 1916 .....	<u>625,000.00</u>
Le surplus du revenu ordinaire sur les dépenses ordinaires et extraordinaires et le montant payé à compte de la souscription au fonds patriotique canadien, a été.....	1,509,558.28

Comme je l'ai déjà dit, les prévisions pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1918, étaient :

Revenu ordinaire.....	\$9,560,164.00
Dépenses ordinaires et extraordinaires .....	<u>9,497,212.60</u>
Surplus probable .....	\$ 62,951.40
Les prévisions du revenu ordinaire étaient de.....	\$ 9,560,164.00
Le revenu ordinaire a été effectivement de.....	<u>13,806,390.97</u>
Excédent sur les prévisions.....	\$ 4,246,226.97
Les prévisions des dépenses ordinaires et extraordinaires étaient de .....	\$ 9,497,212.60
Les dépenses ordinaires et extraordinaires ont été en réalité de .....	<u>11,671,832.69</u>
Excédent sur les prévisions.....	\$ 2,174,620.09

**État no 2**

**Comparaison avec les prévisions  
Revenu ordinaire 1917-1918**

Le revenu provenant des services suivants a excédé les prévisions comme suit :

Puissance du Canada : intérêt sur les fonds en fidéicommiss .....	\$ 36.06
Mines, Chasse et Pêche.....	179,144.48
Intérêt sur prêts et dépôts .....	65,497.19
Intérêts sur fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5 .....	4,778.83
Intérêt reçu des municipalités en vertu de la loi des bons chemins .....	12,968.72
Honoraires judiciaires .....	8,335.41
Palais de justice de Montréal, à l'exclusion des timbres .....	1,513.68
Honoraires du grand constable de Québec.....	584.79
Fonds du palais de justice du district d'Ottawa .....	220.56
Amendes .....	739.39
Loi des distributeurs automatiques .....	1,740.82

## État no 2 (suite)

**Comparaison avec les prévisions  
Revenu ordinaire 1917-1918 (suite)**

Contributions des municipalités en vertu de la loi des bons chemins, section 20 .....	6,412.10
Contributions municipales en vertu de 7 George V, chapitre 10, section 2.....	416.24
Licences .....	425,939.31
Taxes sur corporations commerciales, etc. ....	189,038.85
Droits sur les successions.....	3,336,547.84
Loi des véhicules moteurs.....	362,919.16
Loi des détectives privés, revenu .....	767.00
Taxe en vertu de 3 George V, chapitre 38 .....	25.18
Pourcentage sur honoraires d'officiers publics .....	543.39
Pourcentage sur renouvellement d'hypothèque .....	21.63
Législation.....	7,208.90
Revenu casuel .....	58,398.77
Contributions au fonds de pensions - service civil .....	4,107.84
Prime, escompte et change.....	24,846.94
Loi des assurances - revenu .....	23,190.45
Loi des compagnies de fidéicommiss - revenu.....	402.09
Taxe des subventions aux chemins de fer .....	32,766.58
Crédit pour la dette publique en vertu de la loi 7 Édouard VII, chapitre 2.....	143.00
Fonds d'emprunt municipaux .....	875.00
	<u>\$4,750,130.20</u>

Le revenu provenant des services suivants a été moindre que les prévisions comme suit :

Terres et Forêts .....	\$289,890.29
Timbres judiciaires.....	37,251.10
Fonds de bâtisses et des jurés.....	19,101.77
Entretien des prisonniers.....	10,530.80
Prisons de Montréal et de Québec, gains des prisonniers .....	500.00
Timbres d'enregistrement (y compris honoraires de registrateurs salariés).....	25,318.00
Taxes sur transferts d'actions, obligations, etc. ....	42,749.86
Inspection des hôtels et maisons de pension - honoraires.....	2,500.00
Loi des mécaniciens de machines fixes - honoraires.....	6,750.00
Entretien des aliénés .....	4,511.69
Entretien des écoles de réforme et d'industrie.....	31,616.78
<i>Gazette officielle</i> .....	13,455.54
Loyers d'édifices publics .....	922.00
Remboursement de l'indemnité aux porteurs de licences en vertu de 2 George V, chapitre 12 .....	13,685.40
Contributions des fabricants de beurre et de fromage, en vertu de 5 George V, chapitre 31 .....	<u>5,120.00</u>
	<u>503,903.23</u>
Excédent du revenu sur les prévisions .....	\$4,246,226.97

**État no 3**

L'excédent des dépenses ordinaires sur les prévisions pour  
certains services s'élève à ..... \$2,415,363.19

En voici le détail des items :

**Législation :***Excédent de dépenses :*

## Assemblée législative :

Traitements, dépenses contingentes, etc. ....	\$ 8,295.50
Impression et reliure pour les deux chambres.....	50,000.00
Bibliothèque de la législature.....	550.00
Indemnité aux réviseurs et autres dépenses .....	<u>102.75</u>
	\$58,948.25

*Non dépensé :*

## Assemblée législative :

Indemnité des députés.....	\$1,400.00	
Frais de transport et de pension .....	608.30	
Dépenses d'élections.....	<u>1,800.02</u>	
	<u>3,808.32</u>	\$55,139.93

**Gouvernement civil :***Excédent de dépenses :*

Augmentation dans les traitements .....	\$22,395.42	
Dépenses contingentes.....	<u>20,950.00</u>	
		\$43,345.42

**Administration de la justice :***Excédent de dépenses :*

Traitements des shérifs, anciens districts.....	\$ 617.91
Protonotaires, greffiers de la Cour de circuit, de la couronne et de la paix et de la Cour d'appel :	
Traitements .....	12,748.14
Dépenses contingentes.....	2,730.80
Fonds des bâties et des jurés.....	2,420.74
Dépenses contingentes des shérifs.....	8,322.85
Service des détectives .....	791.66
Traitements des coroners .....	36.12
Divers .....	90,047.73
Fonds du palais de justice, district d'Ottawa .....	<u>4,539.05</u>
	\$122,255.00

**État no 3 (suite)****Administration de la justice (suite) :***Non dépensé :*

Poursuites au criminel.....	\$2,934.82	
Honoraires et déboursés des coroners.....	1,049.56	
Traitements des greffiers de la couronne et de la paix, nouveaux districts.....	220.00	
Médecins des prisons .....	109.40	
Magistrats de districts : Dépenses de voyages, etc. ....	<u>219.39</u>	
		<u>4,533.17</u>
		\$117,721.83

**Instruction publique :***Excédent de dépenses :*

École technique, Québec.....	\$32,500.00
Journaux de l'Instruction publique, français et anglais .....	1,000.00
Rapport du Surintendant .....	1,356.30
Conférences sur la pédagogie .....	205.20
Inspecteur général de l'instruction technique .....	1,000.00
Bureau des Statistiques de Québec .....	1,000.00
Gratifications aux instituteurs .....	356.30
Gratifications à ceux qui ont enseigné durant 10, 15 et 20 ans.....	<u>890.00</u>
	\$38,317.80

*Non dépensé :*

Aide pour l'entretien des écoles techniques en dehors des cités de Québec et de Montréal.....	\$2,700.00	
Écoles du soir et écoles de coupe.....	899.75	
Archives canadiennes, pour reliure, etc. ....	<u>415.25</u>	
		<u>4,015.00</u>
		\$34,302.80

**Asiles d'aliénés :**

<i>Excédent de dépenses</i> .....	\$362,430.45
-----------------------------------	--------------

**Écoles de réforme et d'industrie :**

<i>Excédent de dépenses</i> .....	\$35,000.00
-----------------------------------	-------------

**Mines, Chasse et Pêche, Service d'enregistrement (Cadastre)***Excédent de dépenses :*

Chasse et Pêche.....	\$11,100.00	
Comptes en suspens.....	500.00	
Service d'enregistrement (Cadastre).....	9,236.40	
Parc National des Laurentides .....	<u>2,100.00</u>	
		\$22,936.40

## État no 3 (suite)

**Colonisation :***Excédent de dépenses :*

Chemins de colonisation .....	\$58,048.45
-------------------------------	-------------

**Travaux publics (Ordinaires)***Excédent de dépenses :*

Entretien, etc., des édifices publics en général .....	\$165,974.69
Ponts en fer .....	38,285.41
Ponts et barrières de péage.....	70,145.05
Pour la construction d'un pont en fer sur les rivières Nicolet et Gatineau .....	20,000.00
Abolition de ponts de péage dans la cité de Trois-Rivières.....	5,736.00
Réparations des ponts détruits par les inondations dans le district de Beauce.....	<u>20,711.90</u>
	\$320,853.05

*Non dépensé :*

Inspections, explorations, etc. ....	\$ 142.43	
Inspection de chemins de fer.....	1,000.00	
Commission pour prévenir les incendies .....	23,281.65	
Inspection des hôtels et maisons de pension.....	1,321.94	
Loi des mécaniciens de machines stationnaires.....	2,201.79	
Réparations des palais de justice et prisons .....	<u>2,747.35</u>	
	<u>30,695.18</u>	\$290,157.87

**Travaux publics (extraordinaires)***Excédent de dépenses :*

Édifices de la législature et des départements : achèvement de l'usine et du restaurant .....	\$72,059.60	
Nouvelle bibliothèque et dépendances, construction.....	34,200.36	
Achat de la propriété Berthelot, quartier Est, Montréal.....	36,075.00	
Achat de propriété, Notre-Dame, rues Saint-Gabriel et Saint-Jacques, Montréal .....	39,000.00	
Achat de propriétés, rue Sainte-Julie, Québec .....	<u>32,000.00</u>	
		\$213,334.96

**Agriculture :***Excédent de dépenses :*

Sociétés d'agriculture.....	\$ 30,000.00
Cercles agricoles, etc. ....	132,433.43
Écoles d'agriculture .....	7,641.23
Enseignement vétérinaire.....	1,590.49
Aide à la culture des arbres fruitiers (horticulture).....	4,684.87
École de laiterie, Saint-Hyacinthe, et travaux de la ferme.....	5,000.00

## État no 3 (suite)

**Agriculture (suite) :**

Inspection des fabriques de beurre et de fromage

(5 George V, chapitre 31) .....	20,000.00
Laboratoire officiel de la province.....	1,367.60
Conférences sur l'agriculture.....	1,115.47
Pour l'élevage des volailles .....	4,000.00
Écoles ménagères.....	24,238.43
Mérite agricole de la province .....	2,073.12
Exhibitions .....	2,000.00
Augmentation de la production agricole.....	<u>60,000.00</u>
	\$296,144.64

*Non dépensé :*

Société d'horticulture, Québec.....	<u>500.00</u>	\$295,644.64
-------------------------------------	---------------	--------------

**Voirie :***Excédent de dépenses :*

Amélioration et entretien des chemins.....	\$313,009.42
Chemins à barrières de la rive nord, Québec .....	<u>9,849.44</u>
	\$322,858.86

**Terres et Forêts :***Excédent de dépenses :*

Dépenses en général.....	\$ 5,000.00
Protection des forêts.....	5,000.00
Arpentages .....	30,000.00
Service forestier (comprenant l'inspection et la classification des terres) .....	15,000.00
Pépinière de Berthierville : entretien .....	<u>1,500.00</u>
	56,500.00

*Non dépensé :*

Parc National des Laurentides .....	<u>1,331.61</u>	\$55,163.39
-------------------------------------	-----------------	-------------

**Charges sur le revenu :***Excédent de dépenses :*

Perception des licences, etc.....	\$ 29,578.43
Timbres, licences, etc.....	5,262.94
Loi des véhicules moteurs.....	65,453.46
Impôt des municipalités sur les lieux d'amusement, 7 George V, chapitre 17, section 29.....	<u>211,712.30</u>
	\$312,007.13

## État no 3 (suite)

**Charges sur le revenu (suite) :***Non dépensé :*

Registres pour bureaux d'enregistrement .....	\$8,101.50	
Gazette officielle de Québec .....	<u>2,670.03</u>	
		<u>10,771.53</u>
		\$301,235.60

**Services divers :***Excédent des dépenses :*

Dépenses diverses en général.....	\$ 5,000.00
Agent général de la province dans le Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande.....	5,000.00
Service civil, pensions	7,118.25
Commission des eaux courantes de Québec .....	36,652.25
Octroi pour le traitement de la tuberculose.....	23,500.00
Bureau de censure des vues animées .....	2,478.06
Commission de l'hôpital militaire .....	6,000.00
Octroi à Goutte de lait, Québec.....	2,000.00
Octroi à Goutte de lait, Montréal .....	2,500.00
Octroi à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur de Jésus, Québec.....	2,000.00
Archives de la province .....	2,000.00
Souscription au Triangle Rouge national, Young Men's Association.....	25,000.00
Souscription pour venir en aide aux sinistrés de Halifax, N.-E. ....	<u>100,000.00</u>
	\$219,248.56

*Non dépensé :*

Agent en France .....	\$3,000.00
Agent général de la province en Belgique .....	3,362.37
Pensions spéciales en vertu des S. R. Q. (1909), article 3278, etc.....	3,000.00
Association de tir du collège militaire royal du Canada.....	100.00
Fonds des municipalités .....	300.00
Arbitrage en vertu de 54 Victoria, chapitre 4 .....	1,080.70
Tenure des terres des Îles-de-la-Madeleine .....	38.00
Commission des utilités publiques de Québec.....	<u>325.00</u>
	<u>11,206.07</u>
	\$208,042.49

## État no 4

Les changements suivants ont été opérés dans le passif et l'actif durant l'année :

<i>Augmentation du passif :</i>	
Emprunt en vertu de 3 George V, chapitre 6 .....	\$513,000.00
Emprunt en vertu de 6 George V, chapitre 2 .....	4,100.00
Dépôts en fidéicommiss, augmentation nette .....	80,819.23
Mandats non payés, différence entre le montant au 30 juin 1917 et au 30 juin 1918 .....	<u>196,061.01</u>
	\$793,980.24

<i>Diminution du passif :</i>	
Dette consolidée, par rachat :	
Bons de l'emprunt de 1880 .....	\$152,326.67
Obligations du palais de justice de Québec rachetées .....	<u>9,200.00</u>
	161,526.67

Augmentation nette du passif durant l'année 1917-1918 \$632,453.57

<i>Augmentation de l'actif :</i>	
Fonds d'amortissement :	
Placé en actions 4½ % enregistrées achetées durant l'année .....	\$ 30,270.94
Placé en actions inscrites, 3 % achetées durant l'année .....	103,618.45
Placé en débetures 5 % de la province de Québec .....	23,567.65
Placé en bons de guerre, 5 % du Canada achetés durant l'année .....	9,600.00
Fonds du revenu consolidé :	
Placé en bons de la Victoire du Canada 5½ % (1922) .....	545,738.35
Puissance du Canada : part de Québec au fonds des écoles communes .....	982.86
Argent en banques : augmentation nette des impôts .....	60,720.30
Endiguement des eaux de la rivière Saint-Maurice .....	565,144.28
Endiguement des eaux de la rivière Saint-François .....	82,241.27
Palais de justice et prison, district de Roberval, avances autorisées par la loi 2 George V, chapitre 6 .....	<u>294.05</u>
	\$1,422,178.15

<i>Diminution de l'actif :</i>	
Avance pour payer les indemnités aux hôteliers, 4 George V, chapitre 6, section 8 .....	\$405,526.42



**État no 4 (suite)***Diminution de l'actif (suite) :*

Nouvelle prison, district de Montréal, avances  
autorisées par la loi 7 Édouard VII,

chapitre 36.....	12,500.00
Taxe du palais de justice de Québec, reçu .....	<u>9,200.00</u>

\$ 427,226.42

Augmentation nette de l'actif durant l'année 1917-1918 .....	<u>\$994,951.73</u>
--	---------------------

Diminution de l'excédent du passif durant l'année 1917-1918 .....	\$362,498.16
---	--------------

Excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1917 .....	\$32,505,015.80
--	-----------------

Excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1918 .....	<u>\$32,142,517.64</u>
--	------------------------

Diminution de l'excédent du passif durant l'année .....	\$ 362,498.16
---	---------------

État comparatif des recettes de la province de Québec pour les cinq années échues le 30 juin 1918

	1913-1914	1914-1915	1915-1916	1916-1917	1917-1918
	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts
Puissance du Canada	2,027,927.82	2,027,845.42	2,027,903.85	2,027,990.98	2,028,028.06
Terres et Forêts	1,777,220.18	1,840,347.45	1,807,259.01	1,753,624.00	1,610,109.71
Mines	23,429.00	16,488.43	22,718.73	31,037.84	129,500.34
Pêcheries et chasse	124,436.14	131,279.41	138,488.70	154,372.47	219,644.14
Timbres judiciaires	407,857.20	482,683.30	456,600.40	449,719.70	412,748.90
Timbres d'enregistrement	229,088.20	209,947.17	190,507.38	184,537.03	164,682.00
Fonds de bâties et des jurés	28,147.49	88,915.79	79,631.93	91,002.62	15,898.23
Honoraires judiciaires	7,292.80	23,384.54	60,843.31	53,886.05	18,335.41
Municipalités, pour l'entretien des prisonniers	22,079.78	27,934.27	19,867.43	15,005.66	9,469.20
Palais de justice de Montréal	1,755.33	5,957.11	14,864.22	19,435.73	6,513.68
Gardes des prisons de Montréal et Québec	4,000.00	3,600.00	4,000.00	4,000.00	4,000.00
Gain des prisonniers, prison de Québec	8.75	126.05	21.00	.....	.....
Honoraires du grand connétable, Québec	1,451.31	452.92	2,832.67	2,363.78	1,384.79
Fonds du palais de justice du district d'Ottawa	.....	.....	622.57	155.07	220.56
Jeunes délinquants	6,500.00	6,500.00	6,500.00	3,250.00	6,500.00
Amendes, justice	.....	132.25	400.00	.....	739.39
Licences	1,027,596.92	1,086,767.43	1,047,768.20	1,326,093.34	1,375,939.31
Taxes sur les corporations commerciales, etc.	925,093.03	982,977.87	1,034,564.33	1,101,670.61	1,289,038.85
Taxes sur mutations de propriété (arrérages)	224.60	.....	.....	.....	.....
Droits sur successions	1,604,479.55	1,660,853.15	1,375,803.72	1,741,262.84	4,736,547.84
Taxes sur les transferts d'actions, bons, etc.	53,870.02	20,369.48	75,185.14	77,453.26	27,250.14
Loi des automobiles	122,575.85	180,224.67	247,081.67	494,862.81	662,919.16
Loi des distributeurs automatiques	.....	10,965.00	7,570.42	8,566.32	6,740.82
Inspections des hôtels et des maisons de pension - Honoraires	.....	963.00	497.00	1,233.00	.....
Loi des mécaniciens de machines fixes - Honoraires	.....	797.00	1,662.00	5,798.04	3,250.00
Loi concernant les détectives particuliers - Revenu	.....	.....	1,064.00	1,268.00	1,767.00
Taxe en vertu de 3 George V, chapitre 38	.....	.....	53,341.17	21,140.37	18,025.18
Commission sur honoraires d'officiers publics	25,093.37	26,330.09	28,816.04	28,764.62	25,543.39
Commission sur renouvellement d'hypothèques	141.20	44.07	49.62	63.85	71.63
Législation	27,736.37	32,362.46	31,470.68	27,512.19	28,708.90
Asiles d'aliénés, contributions municipales	220,465.98	253,563.01	219,651.10	142,350.64	219,908.34
Asiles d'aliénés, patients payants	6,197.90	8,991.78	10,294.73	6,587.57	7,579.97
Écoles d'industrie et de réforme	42,138.04	55,353.02	60,990.14	40,003.68	46,283.22
Gazette officielle de Québec	22,956.28	40,820.85	51,311.03	45,000.00	36,544.46
Revenu casuel	75,065.06	60,416.81	103,606.69	70,933.51	108,398.77
Service civil, contributions pour pensions	22,351.53	23,770.96	23,861.07	24,765.43	25,107.84
Revenu en vertu de la loi des assurances	22,993.99	23,052.43	23,846.93	43,234.86	47,765.45
Compagnies de fidéicommis - Loi (Revenu)	3,502.20	3,884.44	4,686.58	4,200.00	4,802.09
Vues animées, honoraires et amendes	9,456.00	.....	.....	.....	.....
Travaux et édifices publics, loyers, etc.	763.60	763.60	2,774.10	2,539.68	839.60
Intérêts sur dépôts et placements	44,955.29	92,865.19	107,843.92	84,645.97	142,497.19
Intérêt payé par les municipalités en vertu de la loi des bons chemins	13,285.35	81,473.42	137,402.46	161,517.96	192,968.72
Prime, escompte et change	9,622.81	13,947.38	40,593.55	36,814.59	28,846.94
Intérêt sur fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5	28,598.45	28,513.31	28,015.42	34,125.24	36,778.83
Prêt aux incendies de Québec	480.00	160.00	.....	.....	.....
Remboursements, fonds de subventions des chemins de fer	15,296.55	7,871.71	40,321.26	44,165.87	47,766.58
Remboursement de l'indemnité aux porteurs de licences en vertu de 2 George V, chapitre 12	13,685.40	13,685.40	13,685.40	13,685.40	.....
Voie Édouard VII, matériaux vendus	34.02	.....	.....	.....	.....
Contribution des municipalités en vertu de la loi des bons chemins, section 20	306.00	20,399.00	10,747.68	24,692.68	31,412.10
Montant affecté au paiement de la dette publique en vertu de 7 Édouard VII, chapitre 2	217.37	145.00	464.67	258.57	143.00

État comparatif des recettes de la province de Québec pour les cinq années échues le 30 juin 1918

	1913-1914 \$ cts	1914-1915 \$ cts	1915-1916 \$ cts	1916-1917 \$ cts	1917-1918 \$ cts
Contributions par les fabriques de beurre et de fromage, en vertu de 5 George V, chapitre 31	.....	.....	29,950.85	35,521.88	23,880.00
Contributions des municipalités en vertu de 7 George V, chapitre 10, section 2	.....	.....	.....	.....	416.24
Fonds d'emprunt municipal	.....	.....	.....	.....	875.00
	9,000,376.73	9,597,925.67	9,647,982.77	10,441,113.71	13,806,390.97
Remboursement des indemnités accordées aux hôteliers en vertu de 4 George V, chapitre 6, section 8 (a/c)	.....	30,924.29	44,278.38	46,270.91	45,567.12
Terrains de l'exposition de Montréal, compte des ventes	402.51	414.67	427.23	440.11	.....
Terrains de l'exposition, Montréal, 61 Victoria, chapitre 4, section 1, paragraphe c	.....	.....	.....	15,002.57	.....
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François	.....	.....	.....	15,702.65	2,270.00
Nouvelle prison du district de Montréal	.....	.....	.....	.....	12,500.00
Propriété rue Saint-Gabriel, Montréal, no 76, à compte de vente	.....	1,000.00	1,000.00	1,000.00	8,000.00
Emprunt en vertu de la loi des bons chemins, 3 George V, chapitre 21, sections 6 et 7	1,216,666.67	2,728,651.04	.....	.....	.....
Fonds en fidéicommis	205,860.52	446,392.52	185,873.09	494,441.39	487,990.24
	10,423,306.43	12,805,308.19	9,879,561.47	11,013,971.34	14,362,718.33
Transféré des dépôts spéciaux, fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5	.....	.....	.....	497,133.48	421,028.35
Emprunts temporaires	2,920,000.00	4,000,000.00	.....	.....	.....
Emprunts en vertu de 5 George V, chapitre 2	.....	5,979,000.00	3,968,000.00	.....	.....
Emprunt en vertu de 3 George V, chapitre 6 (emmagasinement des eaux du Saint-Maurice), à compte	.....	.....	.....	1,148,000.00	513,000.00
Emprunt en vertu de 6 George V, chapitre 2 (obligations des chemins à barrières de la rive nord à Québec), à compte	.....	.....	.....	121,000.00	4,100.00
En caisse au 1 <sup>er</sup> juillet de chaque année	1,808,680.04	973,347.99	2,612,159.80	2,565,941.41	938,764.64
	15,151,986.47	23,757,656.18	16,459,721.27	15,346,046.23	16,239,611.31

État comparatif des paiements de la province de Québec pour les cinq années échues le 30 juin 1918

	1913-1914	1914-1915	1915-1916	1916-1917	1917-1918
	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts
Dette publique	1,204,743.60	1,497,894.50	1,708,379.88	1,956,056.17	1,983,990.44
Législation	410,846.26	415,350.68	494,832.35	458,142.88	444,769.43
Gouvernement civil	582,431.83	611,226.44	649,155.98	671,915.59	705,400.42
Administration de la justice	1,080,886.27	1,134,135.40	1,157,907.36	1,165,703.38	1,275,291.81
Écoles d'industrie et de réforme	103,804.95	104,000.00	145,000.00	184,936.37	185,000.00
Instruction publique (y compris les écoles du soir)	1,435,515.26	1,476,724.80	1,545,079.48	1,578,361.36	1,584,454.80
Agriculture	450,480.29	398,500.95	470,861.93	502,700.00	724,244.64
Voirie	470,312.60	341,226.00	349,000.00	391,147.12	622,858.86
Colonisation	257,051.57	234,000.00	209,000.00	259,600.00	317,048.45
Immigration	17,203.63	20,500.00	17,500.00	20,618.50	20,212.66
Hygiène	38,500.00	39,700.00	38,500.00	38,500.00	58,500.00
Travaux et édifices publics :					
Ordinaires	261,208.99	300,806.29	740,789.50	756,775.92	808,905.28
Extraordinaires	532,641.27	380,258.63	158,000.00	60,500.00	248,334.96
Travail	36,140.44	39,251.25	37,061.07	38,748.60	39,992.51
Asiles des aliénés	582,667.73	617,625.00	633,625.00	666,297.60	1,017,055.55
Institutions de bienfaisance	62,335.00	68,485.00	69,885.00	72,385.00	72,445.00
Terres et Forêts	413,064.25	388,816.95	370,500.00	361,150.00	411,163.39
Mines, Pêcheries, Chasse et Service d'enregistrement (cadastre)	90,719.81	79,701.10	99,032.85	107,560.10	122,436.40
Charges sur le revenu (y compris les paiements faits par les shérifs, sur leurs perceptions)	352,674.00	328,736.13	308,895.48	346,822.11	620,235.60
Services divers	241,140.18	233,576.52	233,634.60	269,752.40	412,492.49
Montant affecté au paiement de la dette publique en vertu de 7 Édouard VII, chapitre 2	.....	.....	47.60	.....	.....
	8,624,367.93	8,710,515.64	9,436,688.08	9,907,673.10	11,671,832.69
Donné pendant la guerre	.....	692,994.02	.....	375,000.00	625,000.00
Nouvelle prison, district de Montréal	481,003.08	95,899.37	23,546.58	.....	.....
Palais de justice et prison, district de Montcalm	16,669.20	.....	.....	.....	.....
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice	27,549.85	13,761.81	22,618.54	54,892.28	52,144.28
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François	.....	.....	126,384.57	207,497.35	84,511.27
Terrain <i>re</i> palais de justice de Montréal	.....	66,000.00	.....	.....	.....
Terrains de l'exhibition, Montréal, produit de la vente	.....	.....	.....	15,002.57	.....
Avances pour indemnités aux hôteliers en vertu de 4 George V, chapitre 6, section 8	.....	380,000.00	147,000.00	.....	.....
Loi des bons chemins, 1912	3,303,882.31	5,713,082.85	3,635,124.70	1,646,177.41	1,110,911.44
Fonds en fideïcommis	307,273.73	280,906.05	315,965.05	375,037.53	407,171.01
	12,760,746.10	15,953,159.74	13,707,327.52	12,581,280.24	13,951,570.69
Subventions aux chemins de fer et chemin de fer Q.M.O. & O.	750.00	750.00	750.00	750.00	750.00
	12,761,496.10	15,953,909.74	13,708,077.52	12,582,030.24	13,952,320.69
Placement du Fonds du Revenu consolidé	.....	.....	.....	.....	545,738.35
Remboursement d'emprunts temporaires	1,460,000.00	5,460,000.00	.....	.....	.....
Fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5	.....	.....	.....	497,133.48	421,028.35
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice	.....	.....	.....	1,148,000.00	513,000.00
Chemins à barrières de la rive nord à Québec, échange de débentures	.....	.....	.....	121,000.00	4,100.00
	14,221,496.10	21,413,909.74	13,708,077.52	14,348,163.72	15,436,187.39

État comparatif des paiements de la province de Québec pour les cinq années échues le 30 juin 1918

	1913-1914 \$ cts	1914-1915 \$ cts	1915-1916 \$ cts	1916-1917 \$ cts	1917-1918 \$ cts
Ajoutez : paiements de mandats impayés au commencement de chaque année	489,005.07	531,862.69	800,276.05	614,573.71	555,455.84
	14,710,501.17	21,945,772.43	14,508,353.57	14,962,737.43	15,991,643.23
Déduisez : mandats impayés à la fin de chaque année	531,862.69	800,276.05	614,573.71	555,455.84	751,516.85
	14,178,638.48	21,145,496.38	13,893,779.86	14,407,281.59	15,240,126.38

### Recettes probables, 1919-1920

#### Puissance du Canada :

Subside d'après population en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1907 .....	\$1,602,169.60	
Allocation spéciale en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1907 .....	<u>240,000.00</u>	
	1,842,169.60	
 Subside spécial en vertu de 47 Victoria, chapitre 4, Loi du Canada .....	<u>127,460.68</u>	
	1,969,630.28	
Intérêt sur fonds en fidéicommis.....	<u>58,450.46</u>	
		\$2,028,080.74

#### Intérêt :

Intérêt sur fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5 .....	38,000.00	
Intérêts sur prêts et dépôts.....	72,000.00	
Intérêts des municipalités en vertu de la loi sur les Bons chemins.....	<u>225,000.00</u>	
		335,000.00
 <b>Terres et Forêts</b> .....		2,386,000.00
<b>Mines</b> .....	250,000.00	
<b>Pêcheries et Chasse</b> .....	<u>250,000.00</u>	
		500,000.00

#### Administration de la justice :

Timbres judiciaires.....	425,000.00	
Honoraires judiciaires .....	25,000.00	
Fonds des bâties et des jurés .....	35,000.00	
Entretien des prisonniers.....	10,000.00	
Gardes des prisons de Montréal et de Québec .....	4,000.00	
Palais de justice de Montréal, non compris les timbres .....	5,000.00	
Honoraires du grand connétable, Québec .....	1,500.00	
Jeunes délinquants .....	<u>6,500.00</u>	
		512,000.00
 Timbres d'enregistrement (y compris les honoraires des registrateurs salariés) .....		180,000.00
Licences .....		300,000.00
Taxes sur les corporations commerciales, etc.....		1,300,000.00
Droits sur les successions.....		1,300,000.00
Taxes sur les transferts d'actions, bons, etc.....		50,000.00
Loi concernant les véhicules-moteurs.....		700,000.00

### Recettes probables, 1919-1920 (suite)

#### Administration de la justice (suite) :

Loi des distributeurs automatiques .....	5,000.00
Inspection des hôtels et des maisons de pension - Honoraires .....	1,200.00
Loi des mécaniciens de machines fixes - Honoraires .....	3,000.00
Loi concernant les détectives particuliers - Revenu .....	1,500.00
Taxe en vertu de 3 George V, chapitre 38 .....	18,000.00
Commissions sur honoraires d'officiers publics .....	25,000.00
Commissions sur renouvellement d'hypothèques .....	50.00
Entretien des aliénés .....	390,000.00
Entretien des pensionnaires des écoles d'industrie et de réforme .....	105,000.00
Législation .....	21,500.00
<i>Gazette officielle</i> .....	39,400.00
Loyers d'édifices publics .....	1,762.60
Revenu casuel .....	60,000.00
Loi des assurances, revenu .....	49,500.00
Loi des compagnies de fidéicommiss, revenu .....	4,400.00
Contribution aux pensions, service civil .....	25,000.00
Prime, escompte et change .....	8,000.00
Taxe sur les subventions de chemins de fer .....	40,000.00
Contributions par les établissements d'industrie laitière .....	30,000.00
Contribution des municipalités en vertu de la loi des bons chemins, section 20 .....	25,000.00
Contributions des municipalités en vertu de 7 George V, chapitre 10, section 2 .....	5,000.00
	<u>\$10,449,393.34</u>

### Dépenses probables, 1919-1920

Dette publique .....	\$1,944,432.94
Législation .....	428,036.00
Gouvernement civil .....	715,775.00
Administration de la justice, etc .....	1,196,793.75
Instruction publique, etc .....	1,620,066.00
Asiles d'aliénés .....	899,625.00
Écoles d'industrie et de réforme .....	200,000.00
Hygiène .....	63,500.00
Travaux publics (ordinaires) .....	555,322.00
Travail .....	44,600.00
Agriculture .....	556,500.00
Voirie .....	475,500.00
Terres et Forêts .....	368,000.00
Colonisation, mines et pêcheries .....	634,500.00
Institutions de bienfaisance .....	73,745.00
Charges sur le revenu .....	389,000.00
Services divers .....	233,950.00
	<u>10,399,345.69</u>

Subventions de chemins de fer .....	<u>7,633.38</u>
	<u>\$10,406,979.07</u>

**Passif direct et actif disponible de la province de Québec  
au 30 juin 1918**

**Passif**

Dette consolidée, telle qu'avant la conversion .....	\$ 38,084,242.72	
Augmentation du capital par la conversion .....	<u>1,743,526.83</u>	
		\$ 39,827,769.55
Puissance du Canada - Balance de compte au 31 décembre 1902.....		1,473,609.63
Puissance du Canada - Prix de la propriété achetée pour le chemin de fer Q. M. O. & O .....		25,000.00
Dépôts en fidéicommiss .....		712,447.97
Mandats non payés.....		751,516.85
Obligations du palais de justice, Québec .....		41,200.00
Obligations du palais de justice, Sherbrooke.....		<u>60,000.00</u>
		\$ 42,891,544.00

**Actif**

**Fonds d'amortissement :**

Balance du prix du chemin de fer Q. M. O. & O. déposée en banque .....	218,151.65	
Balance placée en obligations du palais de justice de Québec.....	41,200.00	
Placé en débentures de la province de Québec.....	80,000.00	
Placé en bons de l'emprunt de la Victoire du Canada (1937).....	<u>421,028.35</u>	
	\$ 760,380.00	
Placé en rentes inscrites 3 % de la province de Québec.....	654,989.24	
Placé en rentes enregistrées 4½ % de la province de Québec.....	334,002.50	
Placé en débentures 4½ % de la province de Québec .....	29,575.68	
Placé en débentures 5 % de la province de Québec.....	23,567.65	
Placé en bons de l'emprunt de guerre du Canada.....	<u>9,600.00</u>	
		1,812,115.07



**Passif direct et actif disponible de la province de Québec  
au 30 juin 1918 (suite)**

**Actif (suite)**

**Fonds du revenu consolidé :**

Placé en bons de l'emprunt de la Victoire, Canada, à 5½ %, (1922).....	545,738.35	
Puissance du Canada : Part de Québec dans le fonds des écoles communes.....	1,169,009.37	
Argent en banques.....	999,484.94	
Coût de l'école Normale Jacques-Cartier, Montréal, à rembourser par la vente de la propriété.....	5,000.00	
Avances à diverses personnes.....	107,437.29	
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice.....	1,865,282.36	
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François.....	400,420.54	
Nouvelle prison du district de Montréal, avances autorisées par la loi 7 Édouard VII, chapitre 36.....	3,619,147.84	
Palais de justice et prison du district de Montcalm, avances autorisées par la loi 1 George V, chapitre 8.....	85,611.25	
Palais de justice et prison du district de Roberval, avances autorisées par la loi 1 George V, chapitre 6.....	38,579.35	
Taxe du palais de justice de Québec, en vertu de 45 Victoria, chapitre 26, et 48 Victoria, chapitre 16.....	41,200.00	
Taxe du palais de justice, Sherbrooke, en vertu de 2 Édouard VII, chapitre 6.....	\$ 24,498.01	
Fonds d'amortissement, compris dans les dépôts en fidéicommiss.....	35,501.99	
	<u>60,000.00</u>	
		<u>10,749,026.36</u>
Excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1918.....		\$ 32,142,517.64

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) que le débat soit ajourné.  
Adopté.

**Validité d'un acte  
de vente**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 23 amendant l'article 2143 du Code civil au sujet de certains écrits faits hors de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Charte de Saint-Hyacinthe**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 66 amendant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Charte de Trois-Rivières**

**M. Bordeleau (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 114 amendant la charte de la cité des Trois-Rivières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **The British America Nickel Corporation**

**M. Caron (Ottawa)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 55 confirmant une résolution du conseil municipal de la partie sud du canton de Hull, dans le comté d'Ottawa, province de Québec, accordant une exemption de taxes municipales à The British America Nickel Corporation, Limited soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Charte de Hull**

**M. Caron (Ottawa)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 65 amendant la charte de la cité de Hull soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **The Congregation Beth Hamedrash Hagadol**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 67 constituant en corporation The Congregation Beth Hamedrash Hagadol soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **The Boy's Farm and Training School**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 112 constituant en corporation The Boy's Farm and Training School soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **H. M. Ryan Macdonell**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 74 validant un acte de cession d'immeubles en faveur de Helen Margaret Ryan Macdonell et des actes de vente faite par celle-ci de ses biens soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Charte de Montréal, Maisonneuve**

**M. Reed (L'Assomption)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 88 amendant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Trafalgar Institute**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 127 amendant la charte de Trafalgar Institute soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Bureau des Commissaires d'écoles protestantes de la cité de Montréal**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 118 concernant le Bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Montréal et les taxes scolaires dans ladite cité soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**M. A. Thompson**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 99 permettant à Morris Alfred Thompson de changer son nom pour celui de Maurice Alfred Madley soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Bankers Trust  
Company**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 57 amendant la charte de la Bankers Trust Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Scottish Trust  
Company**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 56 amendant la charte de la Scottish Trust Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Comptables de la province  
de Québec**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 63 constituant en corporation les comptables de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**The Boy's Home  
of Montréal**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 113 constituant en corporation The Boy's Home of Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**The Canada and Gulf Terminal  
Railway Company**

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 72 amendant la charte de The Canada and Gulf Terminal Railway Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

**Comité permanent de l'agriculture,  
de l'immigration et de  
la colonisation**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Décarie) que le nom du député de Napierville (M. Monet) soit ajouté à la liste des noms des députés faisant partie du comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation.

Adopté.

**Ajournement**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que la Chambre soit ajournée à demain, vendredi, à 10 h 30 du matin.

Adopté.

La séance est levée vers 6 heures.

---

**NOTE**

1. Président *pro tempore*.



Séance du vendredi 31 janvier 1919

### Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 10 h 30.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Présentation de pétitions:

Cinq pétitions sont présentées séparément et déposées sur la table:

- de The Anglo American Trust Company, demandant l'adoption d'une loi accordant un délai additionnel pour commencer ses opérations (M. Gault);
- de la ville de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Bordeleau);
- de la ville Laval-des-Rapides, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Lévesque);
- de la ville de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Petit);
- de Mlle Jean Gertrude Oliver *et al.*, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certains actes (M. Bercovitch).

### Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de M. Cyrille-Louis Hénault, demandant l'adoption d'une loi décrétant que l'expropriation de ses immeubles pour l'élargissement du canal de l'aqueduc de Montréal, soit faite suivant les dispositions de la Loi des chemins de fer, quant à ce qui concerne les expropriations (M. Beaudry);
- de M. Samuel-François Mackay, demandant l'adoption d'une loi à l'effet de détacher certains immeubles du territoire de la ville de Greenfield Park et de les annexer au territoire de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil (M. Beaudry);
- de M. Joseph-E. Papineau, demandant l'adoption d'une loi ratifiant deux actes de donation de Joseph-Ephrem Papineau à Joseph-Édouard Papineau et un acte de vente de ce dernier en faveur d'Adélarde Lussier (M. Bullock);
- de M. Onésiphore-E. Talbot, demandant l'adoption d'une loi annulant le testament de feu dame Mary-Ann-L. Guilmartin et celui de L.-E. Talbot (M. Godbout);

- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi lui conférant le pouvoir d'effectuer des emprunts et lui donnant d'autres privilèges (M. Robillard).

### Rapports de comités:

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la Compagnie d'assurance canadienne britannique demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte et augmentant ses pouvoirs;
  - de la ville de Laval, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;
  - du Club Laval-sur-le-Lac, limitée, demandant l'adoption d'une loi ratifiant ses lettres patentes et lui donnant des pouvoirs additionnels;
  - des révérendes sœurs *et al.*, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation civile la communauté appelée les sœurs franciscaines missionnaires de l'Immaculée-Conception";
  - de les syndics de la paroisse de Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue, dans le comté de Témiscouata, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à faire un emprunt pour la construction d'une église et d'un presbytère;
  - de la cité de Fraserville, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte et changeant son nom en celui de "Rivière-du-Loup";
  - de MM. Gustave-Drolet-Massue *et al.*, demandant l'adoption d'une loi ratifiant la nomination de Wilbrod Décarie, comme exécuteur testamentaire de la succession Massue.
- Adopté.

### The British Canadian Insurance Company

**M. Phaneuf (Bagot)** demande la permission de présenter le bill 86 concernant la Compagnie d'assurance canadienne britannique "The British Canadian Insurance Company".

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Chemin de fer Saint-Félicien  
et Ungava**

**M. Cannon (Québec-Centre)** demande la permission de présenter le bill 69 constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer Saint-Félicien & Ungava.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Club Laval-sur-le-Lac**

**M. Lévesque (Laval)** demande la permission de présenter le bill 96 concernant le Club Laval-sur-le-Lac, limitée.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Chemin de fer Québec et Ungava**

**M. Cannon (Québec-Centre)** demande la permission de présenter le bill 70 constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Québec & Ungava.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue**

**M. Parrot (Témiscouata)** demande la permission de présenter le bill 51 concernant les syndics de la paroisse de Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue, dans le comté de Témiscouata.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte de Fraserville**

**M. Parrot (Témiscouata)** demande la permission de présenter le bill 80 amendant la charte de la cité de Fraserville.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Franciscaines missionnaires  
de l'Immaculée-Conception**

**M. Mayrand (Montréal-Dorion)** demande la permission de présenter le bill 121 constituant en corporation les sœurs franciscaines missionnaires de l'Immaculée-Conception.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Décès de militaires**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 17 relatif à la preuve des décès de certains militaires.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**A.S. Cohen**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 97 autorisant le Barreau de la province de Québec, à admettre, après examen, Abraham Saul Cohen à l'exercice de la profession d'avocat soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**The Montreal Technical  
Institute**

**M. Miles (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 84 amendant la charte de The Montreal Technical Institute soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Conseil du comté  
de Québec**

**M. Godbout (Beauce)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 71 ratifiant une résolution du conseil du comté de Québec changeant son chef-lieu soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte  
de Saint-Hyacinthe**

**M. Beaudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 79 amendant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Dépôt de documents:****Rapport du ministre  
des Affaires municipales**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** dépose, sur le bureau de la Chambre, le rapport du ministre des Affaires municipales, pour l'année 1918. (Document de la session no 29)

**Ajournement**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que la Chambre soit ajournée à mardi prochain, le 4 février à 4 h.

La séance est levée vers 11 heures.

---





Séance du mardi 4 février 1919

### Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 4 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de The Anglo American Trust Company, demandant l'adoption d'une loi accordant un délai additionnel pour commencer ses opérations (M. Gault);
- de la ville de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bordeleau);
- de la ville Laval-des-Rapides, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Lévesque);
- de la ville de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Petit);
- de Mlle Jean Gertrude Oliver *et al.*, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certains actes (M. Bercovitch).

### Rapports de comités:

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 56 amendant la charte de la Scottish Trust Company;
- bill 61 ratifiant l'union de l'église Saint-André et de l'église Saint-Paul et constituant en corporation The Church St. Andrew and St. Paul;
- bill 57 amendant la charte de la Bankers Trust Company;
- bill 99 permettant à Morris Alfred Thompson de changer son nom pour celui de Maurice Alfred Madley.

Et, avec amendements, le bill suivant:

- bill 53 constituant en corporation The School for Crippled Children, Montréal.

### Succession J.-A. Massue

**M. Tourville (Maskinongé)** demande la permission de présenter le bill 131 concernant la succession de Joseph-Aimé Massue.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Estimateurs

**M. Francoeur (Lotbinière)** demande la permission de présenter le bill 154 amendant l'article 653 du Code municipal de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Vente par shérif

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** demande la permission de présenter le bill 157 amendant l'article 749 du Code de procédure civile de la province de Québec, concernant le dépôt requis dans certains cas de vente par le shérif.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Actes notariés

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 18 validant certains actes notariés.

Ce bill est présenté à la suggestion de la Chambre des notaires. Il a pour but de remédier à certaines difficultés qui se sont élevées, faute de la mention dans un acte de testament que "lecture avait été faite de l'acte par le notaire devant un autre notaire, ou devant deux témoins".

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Salaire minimum pour les femmes

**L'honorable M. Taschereau (Montmagny)** demande la permission de présenter le bill 24 pourvoyant à la fixation d'un salaire minimum pour les femmes.

Le bill, dit-il, n'est pas encore imprimé, mais sera probablement déposé jeudi à la Chambre.

Le gouvernement veut protéger les femmes travaillant dans les usines, les commerces et celles

travaillant dans les édifices publics. Nous ne savons pas encore si les dispositions de la nouvelle loi s'appliqueront aux sténographes, des détails restant à être fixés. Les servantes domestiques ne seront pas incluses.

Cette mesure ne fixera pas de salaire minimum pour les différentes classes, et il est entendu que dans tous les établissements industriels qui emploient des femmes, ces dernières, si elles ne peuvent en arriver à une entente satisfaisante avec leur employeur, pourront en appeler au gouvernement. Cette mesure prévoit l'établissement de salaires minimums standards en cas de plaintes de femmes dans certains secteurs d'emplois.

Le ministre nommera une commission qui examinera les conditions et fixera un salaire minimum qui deviendra effectif. Cette loi affectera plusieurs milliers de femmes au travail.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Logements ouvriers**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 25 pourvoyant à la construction de logements ouvriers et à des avances aux municipalités.

Cette loi doit pourvoir à la construction de logements ouvriers et à des avances aux municipalités. Il s'agit du grand projet des logements ouvriers, pour lesquels le gouvernement fédéral accorde \$25,000,000 aux provinces du dominion.

On sait que la part qui revient à la province de Québec est de \$6,500,000. Le bill présenté pourvoit à la mise à exécution de ce projet.

Le gouvernement fédéral prête cet argent aux provinces pour les municipalités à un taux d'intérêt établi. Le taux d'intérêt que le gouvernement de Québec demandera aux municipalités n'a pas encore été fixé.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Bureaux de placement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 16 amendant la loi relative aux bureaux de placement pour les ouvriers.

La loi actuelle n'ouvre ces bureaux qu'aux sujets britanniques. On veut les mettre à la disposition de tout le monde.

Lorsque les bureaux de placement furent créés, des restrictions favorisant les sujets britanniques étaient nécessaires en raison d'une immigration anormalement importante. Mais, présentement, une telle mesure n'est plus requise.

Ainsi, tous les ouvriers au pays, européens comme africains, qu'ils soient sujets britanniques ou non, auront accès libre aux bureaux de placement que la province va, sous peu, ouvrir un peu partout.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Statistiques scolaires**

**M. Francoeur (Lotbinière)** demande la permission de présenter le bill 156 amendant l'article 2768 des statuts refondus, 1909, relativement à l'instruction publique.

Ce recensement se fait actuellement par les secrétaires-trésoriers des municipalités scolaires du premier septembre au premier octobre.

Il veut qu'il soit fait du premier janvier au premier février. Nous aurions ainsi des statistiques plus justes, attendu que des jeunes enfants recensés au début de l'année scolaire cessent de fréquenter l'école durant l'année, ce qui fait baisser la moyenne de la fréquentation scolaire.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Sociétés d'agriculture**

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 28 amendant la version anglaise de la loi 8 George V, chapitre 31 soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Mariage entre cousins germains**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** prie le représentant de Lotbinière (M. Francoeur) d'ouvrir le débat sur son projet de loi pour empêcher les mariages entre cousins germains.

**M. Francoeur (Lotbinière)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 152 amendement l'article 125 du Code civil, concernant le mariage entre cousins germains soit maintenant lu une deuxième fois.

Si le bill que j'ai l'honneur de présenter à la Chambre était adopté, il aurait pour but d'empêcher les mariages entre cousins germains. Cela mettrait dans le Code civil un empêchement additionnel qui affecterait les catholiques comme les protestants. Je n'attache pas une importance considérable à ce bill qui a déjà provoqué toutes sortes de commentaires. Je n'en suis pas l'auteur, ce n'est pas moi qui en ai eu l'idée, ni qui en ai déterminé l'objet.

En effet, une foule de médecins distingués, même des membres éminents du clergé m'ont suggéré de présenter ce projet de loi. Ils ne voyaient aucune objection du point de vue canonique à cette législation remédiatrice. Certains médecins m'ont même supplié de le faire. Ils m'ont même souligné les dangers qui résultent des mariages consanguins. Je ne les nommerai pas à la Chambre, car j'aurais peur de les exposer à l'anathème de certaines gens, même à l'anathème et même à l'excommunication totale.

J'ai fait d'abord quelques objections, surtout en ce qui concerne la constitutionnalité de ce bill sur laquelle on peut avoir des doutes. Ces sortes de lois ne relèvent-elles pas en effet du Parlement fédéral? La clause 91, en effet, (paragraphe 26) de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord dit expressément que le mariage et le divorce forment matière de législation exclusive au Parlement fédéral. J'ai moi-même fait remarquer cela aux autorités qui m'ont demandé de proposer ce bill. D'un autre côté, la clause 92 (paragraphe 12) dit aussi que les provinces ont le droit de légiférer en ce qui concerne la célébration du mariage.

M. Mignault, une autorité en droit constitutionnel et en droit civil, actuellement juge de la Cour suprême, prétend que nous avons le droit de légiférer sur ce point. Il croit que seul le divorce est du ressort fédéral<sup>1</sup> et que ce corps (l'Assemblée

législative) ne peut légiférer que sur le mariage contracté. Autrement, il y aurait conflit entre les deux pouvoirs législatifs. Ainsi, d'après des avocats éminents et en me basant sur les recherches que j'ai faites moi-même, je crois que l'objet de ce bill est parfaitement constitutionnel. Les lois du mariage sont sous le contrôle d'Ottawa une fois que le mariage est consommé, mais elles sont du domaine provincial quand il s'agit de préparer le mariage.

Par contre, d'autres autorités croient que seule la réglementation de la cérémonie du mariage ressortit aux législatures provinciales.

L'objection constitutionnelle est la plus grave parce que le Parlement fédéral s'est déjà prononcé sur une question analogue à celle qui est soumise à la Chambre en interdisant les mariages entre beau-frère et belle-sœur. Pour ce qui est de l'objection religieuse, il se fait fort de l'encouragement de certains membres du clergé. Pas de ceux cependant, dit-il, qui fendent les cheveux en quatre ou plus quand cela fait leur affaire. Ces messieurs lui ont déclaré qu'ils ne voyaient au bill aucune objection.

Je le répète, des médecins, des prêtres m'ont affirmé qu'à la campagne, il y avait beaucoup de mariages entre cousins germains, que la conséquence est qu'une foule d'enfants, issus de ces mariages, sont cause en bonne partie de l'encombrement de nos salles d'aliénés et de nos hôpitaux.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable député de Lotbinière parle-t-il ici d'après de simples oui-dires ou s'il a vraiment reçu des statistiques des autorités qu'il cite?

On veut savoir les noms des médecins et des membres du clergé qui approuvent ce projet de loi.

**M. Francoeur (Lotbinière):** Je suis prêt à révéler ces noms devant le comité des bills publics où je demande que le bill soit envoyé. Je pourrai donner des chiffres devant le comité. Je laisse la Chambre parfaitement libre de disposer de ce bill. Encore une fois, je n'attache pas plus d'importance qu'il ne faut à cette mesure.

J'affirme de nouveau que des médecins et des membres distingués du clergé m'ont demandé de proposer ce bill, croyant qu'il était nécessaire de faire défendre par la loi les mariages entre cousins germains.

Un journal où les tenants du crétinisme intégral semblent être les maîtres a publié au sujet de ce projet de loi l'article le plus malveillant, le plus venimeux qui soit, à tel point que l'on pourrait se demander si le temps n'est pas venu de passer une loi

d'instruction obligatoire pour mettre un frein à la prose de ces cheminots de la plume à qui on permet d'écrire dans les journaux.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable député de Lotbinière aurait-il objection à nommer ce journal?

**M. Francoeur (Lotbinière):** C'est *L'Événement*. Je n'ignore pas le système des dispenses. Mais il arrive le plus souvent qu'on prend les devants parce qu'on sait bien que la dispense sera accordée, et il ne reste plus à l'Église qu'à ratifier ce qui est pratiquement fait. L'amendement aura pour effet de prévenir cette concurrence.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'ai demandé au député de Lotbinière s'il avait obtenu des statistiques qui justifieraient son projet de loi. Il ne m'a pas répondu et il dit des injures à *L'Événement*. Le journal que mon honorable ami a attaqué n'est pas le seul qui ait dénoncé comme dangereux le bill qui est devant nous aujourd'hui. *L'Action catholique* qui est l'organe du clergé, l'organe reconnu de Son Éminence le cardinal Bégin, trouve aussi le projet du représentant de Lotbinière dangereux.

Qu'advierait-il des lois religieuses si ce projet de loi était adopté?

*L'Action catholique* parue dans l'après-midi dénonce l'objet de la loi projetée.

#### *Cousins germains:*

"Nous n'avions attribué que peu d'importance au projet de loi, présenté par M. Francoeur, au sujet de mariages entre cousins germains. Les députés, nous disions-nous, se rendront compte de l'inconvenance inutile de cette tentative de législation, et laisseront le bill périr d'inanition au milieu du silence universel.

"Mais puisque *L'Événement* a cru devoir le dénoncer, nous croyons opportun d'élever la voix à notre tour, ne fût-ce que pour enlever au député de Lotbinière le prétexte qu'il pourrait invoquer auprès de quelques collègues naïfs, que l'opportunité à son projet de loi tient à des raisons de parti.

"Nous avons dit plus haut que le bill Francoeur est une inconvenance parce que, comme le dit avec raison *L'Événement*, quand l'État "se permet de réglementer la réception d'un sacrement, il touche à une chose sacrée et commet une profanation."

"L'Église, comme on le sait, défend et a toujours défendu les mariages entre consanguins.

Elle ne les permet parfois, et dans des circonstances particulières, que pour éviter un plus grand mal. L'État, si pareille loi était adoptée, se montrerait-il rigide dans son application, au point de favoriser le plus grand mal. Et s'il permet les exemptions, les dispenses devront-elles être obtenues par l'influence d'un cabaleur d'élection ou d'un coulissier parlementaire marchand de patronage? D'autre part, si l'Église, dans sa prudente sagesse, juge à propos de permettre le mariage entre cousins germains et bénit leur union, est-ce que ces chrétiens, légitimement unis, devant Dieu, vivront en concubinage aux yeux de la loi; est-ce que leurs enfants seront privés de leurs droits civils comme s'ils avaient grandi dans une crèche quelconque? Est-ce que les premiers collatéraux venus pourront contester leur droit à l'héritage de ceux qui leur ont donné la vie?

"Plus on réfléchit à la situation que créerait une pareille loi, et plus les inconvénients surgissent nombreux. Pourquoi risquer un changement si gros de conséquences, et qui n'est, par ailleurs, nullement nécessaire?

"Car enfin, où prend-on que les mariages entre consanguins présentent tant d'inconvénients et soient si fréquents qu'il faille une loi civile pour les empêcher? L'Église requiert fréquemment l'aide du bras séculier pour faire cesser des désordres ou enrayer un mal; mais dans le cas des mariages entre cousins, elle n'a encore rien demandé que nous sachions. Pourquoi alors cette tentative saugrenue de bouleverser notre législation du mariage, qui est ce qu'elle doit être?

"Il y a tant d'autres choses, comme, par exemple, les mauvais théâtres, l'immoralité publique, contre lesquels les législateurs devraient dépenser avec profit leur activité!"

Il me semble que si le député de Lotbinière avait lu cet article, il aurait peut-être été moins violent pour les journalistes qui ont attaqué son projet, car il aurait vu qu'un journal, que son chef le premier ministre de la province connaît et apprécie, les approuve en tous points.

Il est étrange après cela qu'on vienne s'autoriser de l'approbation de l'autorité religieuse pour présenter cette mesure. L'organe autorisé de la plus haute autorité religieuse de notre province nous dit que cette mesure doit être rejetée et qu'elle est inconvenante.

Le député de Lotbinière aurait dû éclairer la Chambre d'un exposé clair et précis de l'état de choses dont se plaignaient les médecins qui l'ont renseigné. Il se sert de l'autorité religieuse pour s'opposer à cette mesure parce que le député de Lotbinière s'en est servi lui-même pour prétendre qu'elle approuvait le bill.

**M. Francoeur (Lotbinière):** Je comprends que l'honorable chef de l'opposition veut que je dise ce que je pense de l'article de *L'Action catholique*. Je viens de le lire à la hâte. *L'Action catholique*, comme *L'Événement*, comme tous les journaux d'ailleurs, a le droit de discuter les projets de loi qui sont présentés devant la Chambre et je ne songe pas à en blâmer qui que ce soit.

Je ne crois pas tout ce qui est imprimé dans *L'Action catholique* pas plus que dans *Le Soleil*, *L'Événement* ou aucun autre organe. Ces feuilles ont le droit d'exprimer leur opinion qui n'est qu'opinion de publicistes.

Mais je reçois mes ordres de l'autorité compétente et si l'archevêque de Québec s'opposait à l'adoption de ce projet de loi, je me soumettrais. Si l'évêque déclare que je n'ai pas le droit comme catholique de présenter ce bill, je me sou mets. Mais en attendant, je ne suis pas obligé de croire tout ce qui est imprimé.

Des prêtres éminents m'ont dit qu'ils ne voyaient aucune objection à cette mesure, et des avocats en vue m'ont demandé de la présenter, répète-t-il.

Je n'ai reçu aucun ordre et je prétends que ce bill devrait être envoyé au comité des bills publics pour y être étudié. Encore une fois, qu'il soit adopté ou non, cela m'est absolument égal. Je l'ai proposé dans l'intérêt public.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** M. l'Orateur, j'ai reçu au sujet du projet de loi de l'honorable député de Lotbinière l'avis de nos officiers en loi que voici.

Il donne lecture d'une lettre que ses aviseurs lui ont écrite dans laquelle ils affirment que le Parlement de Québec n'a le droit de légiférer en matière de mariage que sur la question de la cérémonie du mariage, et non sur les empêchements. Telle est l'opinion des officiers en loi.

Cette mesure est inconstitutionnelle et seul le gouvernement fédéral a le droit de légiférer en matière de mariage. C'est aussi mon opinion que cette mesure est *ultra vires* et que les gouvernements provinciaux ne peuvent légiférer que sur les formalités de la célébration du mariage.

Mais si l'honorable député de Lotbinière veut que son bill soit envoyé au comité des bills publics, afin de permettre au promoteur de donner les informations qu'il voudra à la Chambre, nous n'y avons aucune objection, je ne vois pas pourquoi on n'accéderait pas à son désir.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Ville de Montréal-Est**

**M. Lévesque (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 106 amendant la loi constituant en corporation la ville Montréal-Est soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Charte de Fraserville**

**M. Parrot (Témiscouata)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 80 amendant la charte de la cité de Fraserville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Compagnie des tramways de Lévis**

**M. Roy (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 92 incorporant The Lévis Tramways Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

#### **Chemin de fer Saint-Félicien et Ungava**

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 69 constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Saint-Félicien et Ungava soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

#### **Chemin de fer Québec et Ungava**

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 70 constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Québec et Ungava soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

### Club Canadien

**M. Beaudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 109 amendant la charte du Club Canadien de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### Succession I. Racine

**M. Beaudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 103 demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Isaïe Racine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### The British Canadian Insurance Company

**M. Phaneuf (Bagot)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 86 concernant la Compagnie d'assurance canadienne britannique "The British Canadian Insurance Company" soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue

**M. Parrot (Témiscouata)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 51 concernant les syndics de la paroisse de Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue, dans le comté de Témiscouata soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### Demande de documents:

#### Recettes et dépenses, 1918

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), qu'il soit mis devant la Chambre un état des recettes et dépenses du premier juillet 1918 à cette date.

Adopté.

### Lot no 18, rang 2, du canton de Botsford

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant la Chambre copie de tous documents, etc., concernant le lot no 18, rang 2, du canton de Botsford.

Adopté.

### Conseil législatif

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** invite le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé) à présenter sa motion.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant la Chambre copie de toute correspondance, documents, etc., concernant l'abolition du Conseil législatif, la nomination de conseillers législatifs ou des accusations contre les conseillers législatifs, depuis 1897 jusqu'à ce jour.

Il dit qu'il n'est pas partisan de l'abolition de la Chambre haute, mesure qui, rappelle-t-il, fait partie du programme libéral et fut prêchée par le premier ministre Mercier. On dit que le premier ministre actuel n'appartient pas à cette vieille école libérale et qu'en fait le gouvernement n'agit pas selon les principes libéraux défendus par les anciens libéraux.

Mon but, en proposant cette motion n'est pas de provoquer un débat en cette Chambre à propos de l'abolition du Conseil législatif, mais je voudrais obtenir des renseignements au sujet du Conseil législatif et de certaines nominations à la Chambre haute, je voudrais savoir si le gouvernement n'a pas reçu certaines représentations quant à la façon de nommer les conseillers législatifs et aussi s'il n'a pas reçu de lettres de certaines personnes menaçant certains membres du gouvernement de dévoiler des choses scandaleuses, s'il n'a pas reçu avis de ne pas nommer tel ou tel citoyen de cette province parce qu'il pouvait être impliqué dans des affaires plus ou moins honorables, ou parce que quelques-uns de ceux que l'on désignait comme titulaires avaient été condamnés devant les tribunaux, et si certain organe du premier ministre disait la vérité quand il attaquait certain conseiller législatif.

Je voudrais aussi savoir si le gouvernement a eu connaissance de certains articles écrits par le rédacteur de son organe à Montréal dans lequel on attaquait violemment un homme qui a été depuis

nommé conseiller législatif; je voudrais enfin savoir si le corps n'a pas perdu de son autorité et de son honorabilité par suite des nominations que le gouvernement y a faites et si cette Chambre haute a perdu le caractère d'intégrité et d'indépendance que voulaient lui donner les Pères de la Confédération.

Les hommes du parti actuellement au pouvoir ont longtemps combattu la Chambre haute dont ils réclamaient l'abolition. Après être arrivés au pouvoir, ils en ont reconnu la nécessité.

Il s'est fait récemment au Conseil législatif des nominations que je ne dirai pas scandaleuses, mais qui ont provoqué de nombreux commentaires dans cette province et même dans la députation ministérielle qui ont fait hésiter longtemps le premier ministre de cette province.

Elles ont provoqué des protestations de la part des membres de cette Chambre. Le premier ministre y a répondu en protestant de la sincérité de ses sentiments. Je n'en dirai pas plus long sur ce point aujourd'hui. Nous aurons peut-être l'occasion, pendant cette session, d'y revenir.

Je sais qu'il y a encore des députés qui appartiennent au vieux Parti libéral et qui discuteraient de cette question de l'abolition du Conseil législatif. Ce sont sans doute les mêmes qui disaient que le premier ministre n'est plus libéral mais a adopté une politique conservatrice. Si l'on discutait une telle mesure, je suis sûr qu'il y aurait des députés qui voteraient pour l'abolition.

On m'a souvent dit, surtout après les récentes nominations qui ont été faites, que je devrais proposer l'abolition de la Chambre haute. Telle n'est pas mon intention aujourd'hui. Par cette motion, je ne demande pas l'abolition du Conseil. Je demande simplement, encore une fois, des renseignements.

Mais je voudrais savoir quel est le calomniateur dans cette affaire: si c'est l'homme qui a accusé le gouvernement et les membres de la Chambre ou si c'est le journaliste libéral de Montréal qui a accusé cet homme injustement. Je crois que le gouvernement devrait éclairer la Chambre sur tous ces points et c'est pour cela que je propose cette motion.

Si les accusations que l'on a portées contre certaines nominations sont fondées, tout dépendra des renseignements que l'on produira; et c'est sur ces renseignements que nous devons baser notre conduite. Il est bon que la Chambre, une fois pour toutes, prenne une position tranchée sur cette question si violemment commentée dans le public; il est temps que les députés de cette Chambre se montrent logiques.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** L'honorable chef de l'opposition demande la production de tous les documents et de la correspondance au sujet des nominations qui ont été faites au Conseil législatif depuis 1897. Il ne sait pas vraiment quels documents il demande. Il ne sait pas s'il est pour ou contre le Conseil législatif, il ne sait pas s'il proposera ou non l'abolition du Conseil législatif. L'honorable chef de l'opposition dit que lorsqu'il aura fait produire les documents, peut-être proposera-t-il d'autres motions afin de connaître l'opinion des honorables députés de cette Chambre sur la nécessité de maintenir ou d'abolir la Chambre haute de cette Législature, mais il n'en est pas certain, il ne le sait pas.

Si le chef de l'opposition ne sait pas de quelle motion il menace la Chambre pour plus tard, nous attendrons ces motions avant de discuter la question qu'il soulève. En attendant, nous serons en état de répondre à toutes les propositions du chef de l'opposition sur ce sujet.

Nous allons produire tous les documents qu'il demande et qui sont en notre possession à ce sujet et lorsque l'honorable chef de l'opposition les aura et saura ce qu'il doit faire, il pourra dire tout ce qu'il voudra et il peut être sûr que nous lui répondrons.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** déclare qu'avant de discuter la question à fond, il a besoin de certains renseignements.

Adopté.

La séance est levée.

#### NOTE

1. *Le Devoir* du 5 février 1919, page 1, fait dire au juge Mignault que seul le divorce est du ressort provincial. À la séance du 6 février, le député Francoeur s'étant plaint d'avoir été mal cité par *Le Canada* et *Le Devoir*, ce dernier rectifia dans l'édition du 7 février, en page 2. Pour sa part, *Le Canada* ne semble pas être revenu sur le sujet.





Séance du mercredi 5 février 1919

### Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Présentation de pétitions:

Une pétition est présentée séparément et déposée sur la table:

- de M. Alfred Pion *et al.*, demandant l'adoption d'une loi concernant le pont Lasalle (M. Ashby).

### Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la Société coopérative agricole des fromagers de Québec et de l'Abattoir coopératif de Princeville, demandant l'adoption d'une loi leur donnant certains pouvoirs (M. Perrault);
- de la cité de Sorel, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Péloquin).

### Rapports de comités:

**M. Godbout (Beauce)<sup>1</sup>:** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de The Rivière Rouge Railway, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;
- de Joseph-E. Papineau, demandant l'adoption d'une loi ratifiant deux actes de vente de Joseph-Ephrem Papineau à Joseph-Édouard Papineau et un acte de vente de ce dernier en faveur d'Adélard Lussier;
- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi conférant le pouvoir d'effectuer des emprunts et lui donnant d'autres privilèges;
- de The Anglo American Trust Company, demandant l'adoption d'une loi accordant un délai additionnel pour commencer ses opérations;

- de la ville de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de la ville Laval-des-Rapides, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- du Bureau des commissaires des écoles catholiques de la ville de Richmond et du Bureau des commissaires d'écoles protestantes de ladite ville, demandant l'adoption d'une loi au sujet de la taxation;

- de la compagnie du chemin de fer de la vallée de la rivière Madeleine, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de M. Joseph-T. Dussault *et al.*, demandant l'adoption d'une loi détachant certains lots de la ville de Lévis et les annexant à la municipalité de Saint-David-de-l'Auberivière;

- de Mlle Jean Gertrude Oliver *et al.*, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certains actes.

Adopté.

**M. Francoeur (Lotbinière):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 55 confirmant une résolution du Conseil municipal de la partie sud du canton de Hull, dans le comté d'Ottawa, province de Québec, accordant une exemption de taxes municipales à The British America Nickel Corporation, limited.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 113 constituant en corporation The Boy's Home of Montreal;

- bill 112 constituant en corporation The Boy's Farm and Training School;

- bill 71 ratifiant une résolution du conseil du comté de Québec, changeant son chef-lieu;

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 58 confirmant le titre à l'immeuble connu comme étant le no 67 du cadastre de la paroisse de Saint-Eustache dans le district de Terrebonne;

- bill 84 amendant la charte The Montreal Technical Institute.

#### **Charte de Laval-des-Rapides**

**M. Lévesque (Laval)** demande la permission de présenter le bill 104 amendant la charte de la ville Laval-des-Rapides.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Association des optométristes et opticiens**

**M. Lévesque (Laval)** demande la permission de présenter le bill 120 amendant la loi de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Chemin de fer de la rivière Rouge**

**M. Achim (Labelle)** demande la permission de présenter le bill 77 amendant la charte de la compagnie de chemin de fer de la rivière Rouge.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **J. G. et D. H. Oliver**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 75 ratifiant le titre de demoiselle Jean Gertrude Oliver et demoiselle Dorothy Hope Oliver au lot de subdivision 2 du no 1161 des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Chemin de fer de la rivière Madeleine**

**M. Lemieux (Gaspé)** demande la permission de présenter le bill 73 concernant la compagnie du chemin de fer de la vallée de la rivière Madeleine.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Commission des écoles catholiques de Montréal**

**M. Robillard (Montréal-Saint-Jacques)** demande la permission de présenter le bill 85 amendant la loi 7 George V, chapitre 28, concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **J.-E. Papineau**

**M. Bullock (Shefford)** demande la permission de présenter le bill 115 ratifiant deux actes de donation par Joseph-Ephrem Papineau à Joseph-Édouard Papineau et un acte de vente par ce dernier à Adélarde Lussier.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Instruction publique à Richmond**

**M. Bullock (Shefford)** demande la permission de présenter le bill 76 amendant de nouveau la loi 46 Victoria, chapitre 21, concernant l'instruction publique en tant qu'elle se rapporte à la ville de Richmond.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Ville de Lévis**

**M. Thériault (L'Islet)** demande la permission de présenter le bill 82 détachant certains lots de terrain de la ville de Lévis, (quartier Saint-Laurent), et les annexant à la municipalité de Saint-David-de-l'Auberivière, comté de Lévis.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Grand'Mère**

**M. Bordeleau (Champlain)** demande la permission de présenter le bill 90 amendant la charte de la ville de Grand'Mère.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Scottish Trust Company**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 56 amendant la charte de la "Scottish Trust Company".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**The Church of  
St. Andrew and  
St. Paul**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 61 ratifiant l'union de l'église Saint-André et de l'église Saint-Paul et constituant en corporation The church of St. Andrew and St. Paul.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Bankers Trust  
Company**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 57 amendant la charte de la Bankers Trust Company.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**M. A. Thompson**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 99 permettant à Morris Alfred Thompson de changer son nom pour celui de Maurice Alfred Madley.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**The School for crippled children,  
Montreal**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 53 constituant en corporation The School for crippled children, Montreal.

Adopté.

**En comité:**

Le comité étudie l'article 6 qui se lit comme suit:

Le nom de la corporation pourra être changé en tout temps par ordre du lieutenant-gouverneur en conseil, sur requête de ladite corporation - avis de ladite demande devant être dûment donné dans la *Gazette officielle*.

Cet article est rejeté.

Le comité étudie l'article 7.

Cet article est amendé et les mots "lorsqu'elle en sera requise par le secrétaire de la province" sont remplacés par "chaque année".

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Ville de  
Montréal-Nord**

**M. Lévesque (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 93 concernant la corporation de la ville de Montréal-Nord soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Ville de Saint-Michel**

**M. Lévesque (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 94 concernant la corporation de la ville de Saint-Michel soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Charte de Verdun**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 101 amendant la charte de la cité de Verdun soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Charte de Montréal, commission administrative**

**M. Mayrand (Montréal-Dorion)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 91 amendant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Charte de Pointe-aux-Trembles**

**M. Lévesque (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 105 amendant la loi constituant en corporation et refondant la charte de la ville de la Pointe-aux-Trembles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Charte de Laval**

**M. Lévesque (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 126 amendant la charte de la ville Laval de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Succession Victor Beaudry**

**M. Tessier (Rimouski)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 111 demandant l'adoption d'une loi concernant la succession Victor Beaudry soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Oeuvre des vocations tardives**

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 98 constituant en corporation l'Oeuvre des vocations tardives soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Succession John Parker**

**M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 89 concernant la succession John Parker soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Montreal Trust Company**

**M. Miles (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 124 ratifiant le titre de la Montreal Trust Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Charte de Bedford**

**M. Bullock (Shefford)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 123 amendant la charte de la ville de Bedford soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Franciscaines missionnaires de l'Immaculée-Conception**

**M. Mayrand (Montréal-Dorion)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 121 constituant en corporation les sœurs franciscaines missionnaires de

l'Immaculée-Conception soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Succession J.-A. Massue**

**M. Tourville (Maskinongé)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 131 concernant la succession de Joseph-Aimé Massue soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Dépôt de documents:**

##### **Remise des droits et des pénalités**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** dépose, sur le bureau de la Chambre, l'état des remises faites par le lieutenant-gouverneur en Conseil, en vertu des articles 900 et 901, statuts refondus, 1909, au cours de l'exercice financier 1917-1918. (Document de la session no 30)

#### **Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée vers 3 h 45.

---

#### **NOTE**

1. Président *pro tempore*.



Séance du jeudi 6 février 1919

### Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Présentation de pétitions:

Deux pétitions sont présentées séparément et déposées sur la table:

- de M. Orille-L. Hénault *et al.*, demandant l'adoption d'une loi amendant la charte de la cité de Montréal quant au mode de faire certaines expropriations (M. Beaudry);

- du révérend M. Almas Larouche, demandant l'adoption d'une loi autorisant les francs-tenanciers de la paroisse de Saint-François-Xavier-de-Chicoutimi de prélever une cotisation pour aider à la reconstruction de la cathédrale de Chicoutimi (M. Petit).

### Lecture de pétitions:

La pétition suivante est lue et reçue par la Chambre:

- de M. Alfred Pion *et al.*, demandant l'adoption d'une loi concernant le pont Lasalle (M. Ashby).

### Rapports de comités:

**M. Lévesque (Laval):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill 117 amendant la charte de The Shefford Bagot and Missisquoi Railway Company.

Adopté.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 127 concernant le Trafalgar Institute;

- bill 97 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Abraham Saul Cohen à l'exercice de la profession d'avocat.

Adopté.

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de M. Onésiphore E. Talbot, demandant l'adoption d'une loi annulant le testament de feu Dame Mary-Ann L. Guilmartin et celui de L.-E. Talbot;

- de la cité de Sorel, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de M. Samuel-François Mackay, demandant l'adoption d'une loi à l'effet de détacher certains immeubles du territoire de la ville de Greenfield Park, et de les annexer au territoire de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil.

Adopté.

### Articles du Canada et du Devoir

**M. Francoeur (Lotbinière)** se plaint des comptes rendus des journaux *Le Canada* et *Le Devoir* au sujet de son discours de la séance du 4 février sur les cousins germains.

*Le Devoir*, dit-il, a l'habitude de faire des comptes rendus très exacts des délibérations, mais, fait-il observer, il s'est glissé un lapsus dans le numéro du journal du 5 février au sujet de la séance du 4 février. On lui fait dire que M. Mignault a déclaré que le divorce est du ressort provincial alors qu'il faut lire que le divorce est du ressort fédéral.

### Charte de Québec

**M. Létourneau (Québec-Est)** demande la permission de présenter le bill 68 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Greenfield Park**

**M. Beaudry (Verchères)** demande la permission de présenter le bill 122 détachant certains lots du territoire de la ville de Greenfield Park et les annexant au territoire de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil, pour fins civiles, municipales et scolaires.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Successions M.-A. L. Guilmartin et L.-E. Talbot**

**M. Godbout (Beauce)** demande la permission de présenter le bill 130 concernant les successions de feu Dame Mary-Ann Law Guilmartin et de son fils Lawrence-Ernest Talbot.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Charte de Sorel**

**M. Péloquin (Richelieu)** demande la permission de présenter le bill 110 amendant la charte de la cité de Sorel.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Race chevaline**

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** demande la permission de présenter le bill 21 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'amélioration de la race chevaline.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Licences de mariage**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** demande la permission de présenter le bill 11 amendant les statuts refondus, 1909, et l'article 59*a* du Code civil, relativement aux licences de mariage.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Questions et réponses:**

#### **Graines de semence**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Quel montant le gouvernement a-t-il dépensé, à même les subsides votés par cette Chambre, pour fournir les graines de semence aux cultivateurs durant l'année 1918?

2. Quelle quantité de blé, quelle quantité d'avoine, quelle quantité de pois, quelle quantité d'orge ont été fournies par le gouvernement en 1918?

3. Dans quelles régions ces grains ont-ils été distribués? Quels sont les noms et les résidences des cultivateurs qui en ont reçu?

#### **L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

1. \$3,026.93.

2. 791 minots d'avoine; 235 minots de blé; 62 minots d'orge; 42 minots de pois.

3. Abitibi: Jos. Pronovost, Élie Pronovost, Adolphe Pronovost, Pierre Gaudreau, Adélarde Gauvreau, Victor Veillette, Albert Veillette, G. Nadeau, D. Thibault, Aldège Thibault, A. Tessier, J.-B. Boucher, Eug. Simard, Art. Delisle, Jos. Richard, tous de Villemontel.

Matane: Phil. Plante, Ferd. Morneau, J.-E. Thériault, F. Vachet, Alexis Lapointe, Em. Chouinard, V. Chouinard, F. Lafortune, Pierre Ruel, F.-X. Asselin, M. Chabot, G. Brochu, J. Vaillancourt, Jos. Nadeau, F. Lapostolle, J. Provost, W. Linteau, Jos. Dassylva, Ls Fiset, Frs Lamontagne, J. Pageau, P. Martineau, D. Daigle, tous du canton Matalik.

Îles-de-la-Madeleine: Rév. Isaac Thériault, Bassin (Île Amherst), Rév. M. Gallant, Hâvre Aubert, Rév. J.-H. Blaquièrre, Grindstone, J.-J. Lebourdais, Grindstone.

Montmorency: John Boylan, Honoré Brindamour, Alfred Clavet, Paul Clavet, Charles Clavet, Élie Clavet, Charles Clavet (L), Olivier Dubé, Jack Dawson, Michael Dawson, Thomas Fortier, Isidore Fortier, Francis Fortier, Jos. Fortier (Ths), Joseph Fortier, Odilon Fortier, Liguori Fortier, Achille Giroux, Joseph Giroux, Johnny Goudreau, Édouard Giroux, William Goudreau, Jack Goudreau, Johnny Hurley, Ludger Hébert, Thomas Kioug, Thomas Jennings, Johnny Lerossignol, Oct. Langevin, fils, Oct. Langevin, père, John Melone, Jules Maheux, Odilon Maheux, Patrick O'Neil, Ed. Sanschagrin, Ant. Thomassin (A), Nap. Touchet, Jos. Thomassin, Ant. Thomassin, Nicolas Thomassin, Louis Thomassin, Mme Vve Arthur Thomassin, Honoré Thomassin, Odina Thomassin, Jos. Verret, Albert Vallée, Alfred Vallée, Philéas Verret, Adélarde Verret, Joseph Vallée, Johnny Verret, tous de Sainte-Brigitte-de-Laval.

#### **Tuberculose**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Combien le gouvernement a-t-il signalé de décès causés par la tuberculose dans la province de Québec en 1917?



2. Combien en 1918?
3. Où le gouvernement a-t-il puisé sa statistique?

**L'honorable M. Décarie (Maisonnette):** 1. 3,225 décès par tuberculose en 1917.

2. La compilation des décès pour 1918, année qui vient de se terminer, est actuellement à se faire.

3. Les statistiques mortuaires sont établies d'après les certificats de décès, transmis au Conseil supérieur d'hygiène par les ministres du culte, conformément aux dispositions de la section V de la loi d'hygiène publique de Québec.

### Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend la débat, ajourné le 30 janvier, sur la motion proposée le jeudi 30 janvier courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des subsides."

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'exposé budgétaire que nous soumet l'honorable Trésorier provincial (M. Mitchell) est une composition d'un intérêt capital où l'on reconnaît sans peine l'effort, l'habileté d'un homme de talent et les savantes combinaisons de la comptabilité ministérielle.

Je regrette de n'avoir pas la compétence pour scruter complètement les secrets de cette comptabilité et pour exposer devant cette Chambre toute la situation économique de notre province. Cependant, j'essayerai de remplir mon devoir le mieux possible. L'exposé du budget est la grosse pièce d'une session. C'est dans cet exposé que les représentants du peuple doivent se rendre bien compte comment les lois économiques ont été appliquées, ce que l'État fait pour assurer la prospérité de la nation et le bien-être des individus, le développement et la production de nos ressources naturelles, la répartition et l'utilisation des deniers publics.

Un député ne peut agir sérieusement, ni approuver, ni désapprouver les actes du gouvernement, ni suggérer des améliorations, ni prêcher l'économie, s'il ne connaît pas à fonds l'exposé économique ou financier de notre province. Donc, le budget est la grosse pièce qui s'impose à l'analyse des députés et aux journalistes dignes de leur mission et soucieux de l'accomplissement consciencieux de leur devoir. Je regrette que le budget de notre gouvernement provincial ne soit mieux examiné, analysé et commenté par cette Chambre et par la presse.

Un ancien chef libéral, feu M. Marchand, disait du siège que j'occupe en ce moment: "Le régime constitutionnel du gouvernement responsable ne serait pas complet et ne pourrait bien fonctionner sans la présence "dans l'enceinte parlementaire du groupe des représentants du peuple le plus spécialement autorisé à surveiller et à critiquer les actes du pouvoir."

Je soumets ces paroles à l'honorable premier ministre qui souvent me reproche trop amèrement le rôle que je m'efforce de remplir le plus loyalement et dignement possible dans cette Chambre. Et je prie encore le premier ministre de bien vouloir suivre mon argumentation afin qu'il ne puisse prétexter bonne foi, s'il veut encore, pour les besoins d'une réplique applaudie, me prêter une conduite ou des propos que je n'ai jamais tenus. Je suis trop loyal, et j'aime trop la justice pour ne point reconnaître qu'il y a du bon dans la politique du gouvernement et il n'a pas fait que du mal. Les ministres, en général, n'ont point voulu le mal de notre province. Mais les ministres ne sont pas parfaits; ce sont des hommes, ils ont dû se tromper, commettre des erreurs et leur politique comprend aussi des lacunes qu'il importe de signaler. Je suis ici pour faire ouvertement devant la Chambre et la Province les représentations que me suggère l'intérêt de ma province devant les défauts, les erreurs administratives du gouvernement et les abus de pouvoir.

Dieu merci, notre belle province de Québec n'est pas dans une situation humiliante et déshonorante. Tenant compte de ses richesses incomparables, aurait-elle pu et pourrait-elle faire mieux? Quelle est la situation financière et économique de notre province? Quels sont l'actif et le passif de notre province? Quelle est la responsabilité du gouvernement dans cette situation? Il serait injuste de tenir le gouvernement responsable directement des actes des autres corps administratifs de notre province.

L'actif du gouvernement provincial est de \$10,410,254.51 et son passif direct est de \$42,309,132.75. L'actif total des municipalités rurales, des cités et des villes de notre province est de \$195,626,402 et leur passif était le 14 octobre dernier de \$199,311,468, dont \$173,824,617 pour des obligations non rachetées et \$25,486,851 pour emprunts et dettes; il dépasse aujourd'hui deux cents millions de piastres. Il y a 1,279 municipalités dans notre province avec une population totale de 2,380,042. Sur une superficie de 23,773,572 acres, notre province compte 20,081,446 acres de terre imposables. L'estimation de ces terres, d'après les rôles d'évaluation était en 1917 de \$1,371,840,772. L'évaluation des terres par acre est de \$53.

D'après les dernières statistiques du gouvernement, la valeur des propriétés imposables pour fins scolaires est de \$1,346,070,728<sup>1</sup> et l'actif des corporations est de \$45,318,846.19 contre un passif de \$30,810,657.78. Surplus: \$14,508,188.41. Voilà le bilan des trois corps administratifs de notre province: provincial, municipal et scolaire. Le gouvernement est directement responsable du premier.

Quant aux deux autres, on peut lui reprocher un manque d'intérêt public, de surveillance et d'imprévoyance dans un trop grand nombre de mesures législatives que sa majorité parlementaire leur accordait. Exemple: Maisonneuve, Laval-des-Rapides, Montréal, Verdun, etc., etc.

Et c'est justement ici qu'est démontrée l'importance de l'enquête réclamée par M. Médéric Martin pour montrer quels sont les politiciens qui ont abusé de leur pouvoir pour faire payer, par des contribuables déjà écrasés sous les impôts, les millions de bénéfices qu'eux, les politiciens, faisaient sous des prête-noms et au moyen de lois trompeuses et vexatoires.

M. Médéric Martin a promis de demander une enquête; il a promis d'aller jusqu'au pied du trône pour obtenir cette enquête et démasquer les vrais coupables. Si le gouvernement ne veut pas être mortellement incriminé, il doit accorder à son accusateur, non pas une position chloroformante, mais une occasion de faire sa preuve ou bien de se rétracter. Quand donc un accusé non-coupable consent-il à récompenser son accusateur?

A Maisonneuve, Monsieur Martin<sup>2</sup> faisant la genèse des annexions, a dit:

"Il est temps de dire qui est responsable des gâcheries qui ont été faites à Maisonneuve, qui est responsable pour là et pour toutes les autres municipalités de l'île. Ce ne sont pas les propriétaires ni les locataires qui sont responsables de la situation financière actuelle. Il faut regarder au-dessus, plus haut pour ça. Je sais que je ne plais pas aux membres de la Législature, mais ils vont le savoir. La responsabilité du mal devrait être portée par ceux qui en sont la cause. Si l'on faisait une enquête sur la transaction du parc qui a coûté des millions, vous verriez ce qu'était cette affaire et ceux qui en ont profité en faisant des millions.

"J'ai travaillé contre votre annexion; c'était mon devoir. Vos contribuables ne devaient pas porter le fardeau des bêtises des gens de Québec. Quand votre annexion fut décidée, j'allai trouver le premier ministre et lui déclarai qu'il n'était pas juste de vous imposer une taxe spéciale. Vous n'étiez pas

responsable de la dette. Je lui conseillai de prendre pour Québec la dette du parc. Vous en savez quelque chose. Vous aiderez Maisonneuve et vous ne ferez pas une injustice à Montréal. C'est le cas pour toutes municipalités. La Législature les laisse s'endetter tant qu'elle peut. Son clan de politiciens fait tout. Quand la banqueroute menace une banlieue, on l'annexe, le gouvernement laisse la chance aux spéculateurs. J'ai demandé une commission royale et voyez ce qu'on fait.

"Depuis quinze ans, M. Gouin laisse endetter les petites municipalités. Il va nous falloir finir le boulevard Pie IX. Ça, c'est parce que le clan avait des lots à vendre. Au lieu de briser ou d'empêcher les contrats avec la Montreal Water Power, le gouvernement les ratifiait. Ça, c'est du gouvernement Gouin.

"Au Monument national, Gouin disait que Borden enlevait le droit de vote aux électeurs et lui, il fait pire. Je sais que les députés de Montréal sont contre moi, mais si je tombe, ça sera en défendant les droits du peuple et non pas en le volant. Maisonneuve est un éléphant blanc pour Montréal, mais Gouin fera payer Montréal."

Abordons maintenant la comptabilité du gouvernement suivant le dernier exposé budgétaire de l'honorable trésorier. Je dois dire que les comptes publics du gouvernement sont assez difficiles à défricher. Il est vrai que l'honorable trésorier ne s'est pas vanté des réformes qui s'opéraient dans son département. Il me paraît que le gouvernement a d'étranges opérations de caisse. Les dépenses spéciales doivent être payées à même le revenu, et les recettes spéciales, comme la perception de l'actif de la province doivent être employées à payer pour autant les dépenses extraordinaires imputables au capital.

L'honorable trésorier provincial nous a annoncé un surplus net de \$1,500,558.28. D'où vient ce surplus? Est-il dû au développement et à l'administration de nos ressources naturelles et des biens de l'État ou bien à l'augmentation des impôts qui pèsent sur le peuple? Quelles sont ses sources de revenus? Les terres, les mines, la chasse. Qu'a-t-il perçu de ces ressources? Les autres sources de revenus sont des impôts, sous formes de taxe, licences, droits, etc.

Le gouvernement peut-il se vanter de son surplus et affirmer qu'il a répondu aux besoins des diverses branches de l'administration publique? Ou ce surplus n'est-il pas dû au fait qu'il a refusé de payer aux inspecteurs d'écoles employés les \$500,000 d'augmentation qu'ils réclamaient pour le

soutien de leurs familles et pour faire face à la surélévation du coût de la vie? Ce surplus n'est-il pas dû au fait qu'il a refusé de payer aux inspecteurs d'écoles le traitement dont ils avaient besoin pour bien remplir leur charge; au fait qu'il a refusé d'accorder à l'agriculture le million qu'elle réclame pour l'amélioration de ses méthodes, pour l'organisation d'un crédit agricole; aux industries agricoles, les primes nécessaires à leur développement; à la colonisation, le demi million dont elle a besoin pour encourager convenablement le colon; aux institutrices en retraite, l'augmentation de leur pension qu'elles réclament avec anxiété; aux jurés, l'augmentation de leur indemnité? N'a-t-il pas un surplus parce qu'il a refusé d'accorder à la ville de Montréal la part de revenu qu'elle réclamait si justement?

Il ne s'agit pas de connaître les besoins d'autrefois et ce que l'on faisait alors, mais il importe de connaître nos besoins actuels. Le monde économique subit de grandes transformations, étrangères à l'administration des gouvernements. Ces transformations exercent une influence profonde dans le domaine des idées. Le progrès de la vapeur, de l'électricité, les découvertes de la science en pays étrangers ont porté leurs effets, leur conséquence jusque dans notre province. L'introduction de l'automobile, du véhicule moteur a obligé tous les pays à améliorer leur voirie. Et le trésorier comme le premier ministre, a tort de comparer les besoins d'aujourd'hui à ceux d'autrefois. Un surplus n'est justifiable qu'en autant qu'il ne nuit pas à l'administration publique et qu'il ne prive pas un pays des deniers nécessaires à son développement et aux besoins de ses artisans.

Que ne dit-on pas de notre système d'instruction publique et de notre organisation sociale? Au point de vue éducationnel, le gouvernement a-t-il fait ce qu'il devait faire? Écoutons M. Lemont, l'un des principaux rédacteurs du *Canada*, organe du premier ministre. Voici ce qu'il écrivait au mois de mai dernier:

"Une fausse orientation scolaire et le manque d'enseignement pratique sont les causes de l'infériorité économique du Canada français. Il faut réformer tout le système d'instruction et diminuer le nombre des déclassés qui retardent notre marche vers le progrès. Le Canadien français manque d'initiative et d'encouragement. Nous laissons accaparer nos richesses par les étrangers." Si le gouvernement avait répondu avant aujourd'hui aux demandes du Conseil de l'instruction publique, on n'entendrait pas des critiques de ce genre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Puisque le chef de l'opposition partage l'opinion du rédacteur du *Canada*, peut-il nous dire quelles richesses naturelles ont été dilapidées?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Que le ministre s'adresse au journaliste pour recevoir les renseignements qu'il désire.

On peut ne pas partager entièrement l'opinion de M. Lemont, mais on ne peut nier que le rédacteur du *Canada* a fait une étude fouillée de notre situation économique et que ses conclusions méritent la plus sérieuse considération des administrateurs de notre province. Si un membre de l'opposition parlait avec la sévérité du rédacteur du *Canada*, il serait traité de dénigreur. Le gouvernement a bâti un surplus en refusant aux municipalités rurales la part qui leur revient dans la perception de la taxe sur les automobiles. Le trésorier a eu la franchise d'avouer que son gros surplus est dû à la perception des droits sur une succession extraordinaire et que si, dans le cours de l'exercice courant, le malheur veut qu'il ne meure pas plusieurs millionnaires, son prochain surplus sera à peine de \$50,000.

Si les finances sont si prospères, comment se fait-il qu'après chaque session le gouvernement recourt au si mauvais mode des mandats spéciaux pour administrer la province? Que fait-on du surplus? Le mode des mandats spéciaux est celui d'un gouvernement aux abois ou d'un gouvernement qui ne veut pas renseigner la Chambre sur toutes ses dépenses. Cette année, les mandats spéciaux se sont élevés au chiffre énorme de \$1,346,332.51. Le mode des mandats spéciaux est un moyen facile d'éluder la loi qui exige que toute dépense des deniers publics soit autorisée par un "appropriation act". Todd, *Parliamentary Government in the Colonies*, 2ème édition page 633, dit qu'un gouverneur ne peut légalement autoriser la dépense des deniers publics sans un "appropriation act", et qu'il est tenu de refuser de signer tout mandat sanctionnant telle dépense non autorisée par la loi...

Il peut se produire des occasions d'une urgence suprême, qui justifieraient un écart des règles ordinaires, mais seulement sur l'avis et la responsabilité de ses ministres. Chaque cas de ce genre doit être déterminé sur son propre mérite; mais, il existe une règle selon laquelle de telles dépenses irrégulières sont justifiées, premièrement, par la nécessité ou, deuxièmement, par l'assurance qu'elles seront subséquemment sanctionnées, le tout joint à un solide motif d'urgence, même s'il n'y a pas vraiment de nécessité. [Todd's, p. 633] Si un édifice public est

détruit suite à un incendie, il peut être nécessaire qu'un mandat spécial soit émis pour obtenir des fonds afin de réparer les dommages, mais de telles dépenses non autorisées ne sont justifiées qu'en de tels cas.

La situation financière, bonne ou mauvaise, ne compte pour rien dans cette matière; quand bien même le coffre public regorgerait de fonds, le gouvernement n'aurait pas plus droit de dépenser un dollar sans y être autorisé par la loi. La Chambre doit se rappeler ce que la conquête de ce principe a coûté à nos devanciers.

Il est vrai que le gouvernement, sous l'autorité des articles 856-859 des statuts refondus, peut avoir recours à des mandats spéciaux, mais sous des circonstances extraordinaires seulement.

L'article 858 dit:

"L'auditeur doit voir à ce qu'aucun mandat ne soit émis pour un paiement de deniers publics pour lequel il n'y a pas de crédit voté par la Législature, ou à ce qu'il n'excède pas la partie d'un crédit dont la dépense a été autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil; et il fait rapport au lieutenant-gouverneur en conseil, par l'entremise du trésorier de la province, des cas pour lesquels un département, ou un sous-comptable a dépensé les deniers résultant du produit de tout mandat dont il est tenu de rendre compte, pour un objet pour lequel il n'y a pas d'autorité suffisante ou dont la dépense dépasse le montant qui a été autorisé, S. R. Q., 783."

L'article 859 ajoute à son paragraphe 2:

"Quand la Législature n'est pas en session, si un accident survient à quelqu'ouvrage ou bâtiment public, dont la réparation demande une dépense immédiate, ou si toute autre occasion se présente, lorsqu'une dépense imprévue pour laquelle il n'a pas été pourvu par la Législature, est urgente et requise immédiatement pour le bien public, sur le rapport du trésorier qu'il n'y a pas de disposition législative, et du ministre ayant charge de la branche particulière du service, qu'il y a nécessité urgente, le lieutenant-gouverneur en conseil peut donner ordre de préparer un mandat spécial pour l'émission du montant jugé nécessaire; ce mandat est signé par le lieutenant-gouverneur lui-même, et le montant en est porté par le trésorier au compte spécial, sur lequel des mandats peuvent être émis, de temps à autre, de la manière ordinaire selon qu'ils sont requis. S. R. Q. 784."

Or, depuis la session qui s'est terminée le 9 février 1918, le gouvernement a fait émettre des mandats pour \$1,346,332.54. C'est inouï, et sans précédent. Et ces mandats ont été émis pour des dépenses ordinaires dans tous les départements, ainsi qu'il appert dans le dernier état qui a été présenté à l'ouverture de la session.

Les vacillantes prévisions de l'honorable trésorier ne nous rassurent pas pour l'avenir. Les calculs du trésorier sont souvent trompeurs. Il s'est trompé de \$4,246,286 dans ses prévisions de l'an dernier. Était-il convaincu ou plutôt ne savait-il pas, au mois de février 1918, qu'il retirerait bientôt de la succession. MacDonald une somme d'au-delà de \$3,000,000? Pourquoi n'en a-t-il pas fait mention à la Chambre? Il nous dit maintenant que pour l'année finissant le 30 juin 1920, les recettes se chiffrent à \$10,449,393 ou \$3,356,997 de moins qu'elles étaient le 30 juin 1918. Ne voit-il venir la mort de quelques autres millionnaires ou ne se propose-t-il pas d'imposer de nouvelles taxes? Si nous en jugeons par ses prévisions erronées dans le passé, il est permis de croire que le gouvernement dépensera plus que \$10,399,345. Comment pourra-t-il économiser \$1,897,487 durant l'année finissant le 30 juin 1920?

Peut-être compte-t-il sur certaines réserves du département des Terres pour nous causer une surprise l'an prochain? Mais cette manipulation de comptabilité est irrégulière et dangereuse. Que veulent dire ces paroles: "Les recettes de la vente des terres de la couronne au 30 juin 1918 n'incluent pas le revenu provenant de la vente des terres dans l'Abitibi et autres endroits." Le département des Terres de la couronne est organisé tel que le marchand de bois, pour pouvoir être maître du colon et de la forêt dans notre province, est soumis à des obligations onéreuses et humiliantes. S'il ne se soumet pas entièrement aux exigences du gouvernement, il s'expose à des déboires et des pertes ruineuses. Il est le pourvoyeur du gouvernement pour la caisse électorale, et si le gouvernement a besoin d'un surplus, les marchands de bois le lui fourniront.

L'Association des marchands de bois est liée au gouvernement par de gros intérêts. Il y a des marchands de bois conservateurs, opposés à la politique générale du gouvernement, mais ils se disent incapables de combattre le gouvernement à cause de leurs intérêts particuliers et des intérêts de leur Association. Cette Association fait partie du trust politique qui gouverne dans la province de Québec. Le drapeau libéral est le drapeau derrière lequel commande ce trust politique, composé de capitalistes de toutes les nuances politiques, et il y a plus d'unionistes fédéraux que de lauriers et de vrais libéraux dans cette formidable organisation financière. Ceux qui se plient à toutes les exigences du gouvernement et consentent encore à tous les sacrifices et à tous les dévouements, au nom du Parti libéral, sont de simples dupes.

M. Médéric Martin, un libéral si je ne me fais pas illusion, depuis récemment conseiller législatif, a dit au public de Montréal: "Vous savez bien que Sir Lomer est l'homme des banques et des compagnies. Ça ne sied pas à un premier ministre d'être membre des monopoles et des banques! Je sais que j'ai un rôle à remplir et je ne fais que commencer. Je vais chasser les voleurs du Temple et lancer un cri d'appel à Montréal et à toute la province dont les gouvernants de Québec ont trompé la confiance. C'est Gouin qui vous a mis en banqueroute et, que cela lui plaise ou non, je vais le dire et le prouver par des chiffres. Il a abusé du peuple et favorisé les capitalistes. Je leur ai dit, à Québec: Vous vous moquez du peuple et de moi; gare à vous! Vous allez voir ce que c'est que le maire Martin!"

Le gouvernement prépare encore de nouvelles taxes. Pour avoir un surplus, il taxera demain au moyen d'ordres en conseil, ces fameux ordres en conseil que l'opposition libérale d'Ottawa dénonce avec tant de violence quand il s'agit du gouvernement fédéral et tandis que le gouvernement de Québec pratique lui-même cette politique sur une si haute échelle. C'est ce qui faisait dire à M. Bourassa un jour, à l'Assemblée législative en 1911:

"On parle de l'accolade donnée aux conservateurs par les libéraux comme M. Prévost et moi. J'aime mieux la franchise des conservateurs taxant ouvertement en 1892 que l'hypocrisie des soi-disant libéraux qui taxent par des voies détournées. Quand on se vante d'avoir éventré le coffre fédéral, quand on se glorifie d'énormes surplus, pourquoi aller gratter mesquinement dans les bureaux d'enregistrement, afin d'arracher quelques piastres de plus au peuple de la province de Québec?"

Le gouvernement vient de céder devant les protestations de Montréal au sujet de la taxe des théâtres et il consent de remettre à Montréal ce revenu qu'il gardait lui-même. Il finira aussi par se rendre à la demande des municipalités des campagnes qui réclament le revenu de la taxe des automobiles, cette taxe qui est la plus élevée du continent américain. Mais, si l'on en juge par les propos de l'honorable trésorier, il est évident que le gouvernement fait à contre cœur sa concession à Montréal. Cette concession serait-elle un autre sacrifice qui aurait été fait aussi pour éviter cette enquête que le maire de Montréal réclamait si sensationnellement pour pouvoir montrer tout ce que le premier ministre avait fait contre Montréal. Au cours de la dernière élection à la mairie, M. Martin a déclaré en criant: Au voleur! Au voleur!" qu'il fallait une commission royale sur les affaires de Québec. Et il ajoutait:

"Par l'intermédiaire des journaux, je somme le premier ministre de répondre à cette question: Quels sont les noms de cette compagnie? Ils sont au nombre de 13, (nombre malchanceux). Je les ai les noms, et, pour une surprise, vous allez voir ce que c'est qu'une surprise!"

Le premier ministre a-t-il craint cette surprise? Comment en une vile soumission le courage s'est-il changé?

L'honorable trésorier de la province proteste contre cette prétention que Montréal contribue pour un montant trop considérable à la caisse provinciale, mais il évite de dire que le revenu de la Cour du recorder de Montréal est le résultat de l'administration de la ville, mais qu'il est accaparé par le gouvernement. La campagne d'épuration des mœurs est payée par Montréal, mais c'est le gouvernement qui retire les amendes qui s'élèvent à des milliers de piastres.

La *Gazette*, de Montréal, que le premier ministre s'est plu souvent à citer, répondit au trésorier provincial que l'annexion de Maisonneuve a eu un effet quelque peu déconcertant sur la situation financière de Montréal et que c'est Québec qui a créé cette fusion.

Le revenu de la province a augmenté, non pas à cause de l'administration des départements de l'État ou du gouvernement, mais à cause de la majoration des vieilles taxes et de l'imposition de nouvelles. Les libéraux se disaient pourtant les ennemis des taxes. Oh! les taxes! Oh! taxer ce pauvre peuple au bénéfice des gros! disaient-ils et disent-ils encore là où ils ne sont pas au pouvoir!

Je conviens qu'il est impossible à un gouvernement d'administrer judicieusement sans obliger les contribuables à verser leur part de contribution dans le trésor public. C'est ce que comprennent des hommes sincères et honnêtes, comme M. de Boucherville, M. Taillon, M. Flynn, M. Leblanc qui pourtant furent si violemment dénoncés par les taxeux d'aujourd'hui, par ceux qui abusent de la taxe aujourd'hui.

Permettez-moi de mentionner quelques-unes des taxes qui ont été augmentées. Celle sur les automobiles, qui, d'après le trésorier de la province, rapportera \$700,000 pour l'année 1920, alors qu'elle rapportait \$662,919 pour l'année finissant le 30 juin 1918, \$494,862 pour 1917, \$247,080 pour 1916, \$180,224 pour 1915 et \$122,575 pour 1914. Il est vrai, et je suis prêt à l'admettre, que le nombre des automobiles a augmenté, mais pas dans la proportion que je viens de mentionner pour les deux dernières années. Le département des Mines, de la

Colonisation et des Pêcheries a augmenté son revenu en élevant considérablement les droits sur les peaux, le résultat étant que les taxes de pêche et de chasse ont rapporté \$219,644 pour l'année finissant le 30 juin 1918, contre \$154,372, l'année précédente; l'émission des timbres de loi a été augmentée; les impôts sur les successions l'ont aussi été dans une forte proportion; les employés civils, déjà insuffisamment payés, se sont vus forcés à verser une contribution plus forte à leur fonds de pension; la taxe sur les salles de vues animées a été augmentée il y a deux ans.

Au nombre des nouvelles taxes imposées par le Trésorier de la province, il en est sous forme de licences, impôts, droits ou d'un nom quelconque servant de camouflage. C'est en 1914 que fut imposée la taxe sur les distributeurs automatiques, une taxe pour l'inspection des hôtels, une taxe pour les personnes voulant devenir ingénieurs stationnaires, une taxe sur les détectives privés, une taxe sur les fabriques de produits de laiterie, ce qui ne paraît pas être de l'encouragement pour l'agriculture et qui, cependant, permet au gouvernement de soutirer \$30,000 par année des cultivateurs qui se sont montrés assez entreprenants pour établir des beurrieres. Il y a aussi la taxe sur les compagnies d'assurance imposée en 1912. Cette taxe a rapporté au gouvernement \$53,341 pour l'année finissant le 30 juin 1916, \$21,140 en 1917 et \$18,025 en 1918.

Le trésorier provincial, en établissant son bilan de recettes et dépenses pour l'année devant finir le 30 juin 1920, a probablement pensé que si les dépenses ne diminuaient pas, et il n'est rien qui nous laisse entrevoir qu'elles vont, comme elles le devraient, diminuer d'une couple de millions, de même que si les recettes n'augmentent pas, il aura toujours la consolation de savoir ce que le gouvernement peut faire aux mauvais jours en se servant de ses mandats spéciaux. Le nombre de ceux-ci devenant de jour en jour plus considérable, il devient évident que le gouvernement se sert de ce moyen pour majorer ses états financiers d'une année à l'autre et éviter l'examen de la Chambre.

Au compte de \$248,334 figurant comme dépenses extraordinaires, nous nous trouvons en présence d'un cas absolument analogue. Comme il appert à la page 226 des comptes publics, ces argents ont été dépensés en achats d'ameublements, en réparations, pour la complétion de la chaufferie et du restaurant des bâtisses du parlement, soit une dépense de \$105,059. Il a été dépensé pour la nouvelle bibliothèque, disent les comptes publics, la

somme de \$34,200, pendant que la somme de \$107,075 était employée à l'achat de propriétés à Montréal et à Québec. Peut-être que le trésorier serait disposé à argumenter que des achats de terrains devraient être classifiés comme dépense extraordinaire. Laissez-moi anticiper telle réponse en disant que tel argent fut employé à la construction de bureau pour le gouvernement, qu'il s'ensuit de là que le gouvernement économise les argents qu'il payait en loyer et qui étaient chargés au compte des dépenses ordinaires.

Si le gouvernement veut faire de la tenue de livre de fantaisie, il le peut, mais il est certain que jamais il ne sortira du fait que de l'argent dépensé doit figurer au compte de dépense, et l'argent reçu à celui des recettes, que le total des recettes de toutes sources fut de \$15,300,846 et celui des dépenses de \$15,240,126, laissant comme différence entre les recettes et les dépenses seulement \$60,720, et non un million et demi comme on veut le démontrer d'après le système spécial de comptabilité de l'honorable Trésorier provincial.

Un exemple de la méthode de comptabilité du Trésorier de la province est montré au compte des obligations et de l'actif. Il y donne un total de \$42,891,544 comme dette, mais il omet de dire que la province possède des propriétés pour une valeur de \$4,014,500, valeurs garanties par des obligations. Dans ce total, comme exemple, sont comprises des débetures pour \$1,875,000 sur les écoles techniques de Montréal et Québec, de même que sur l'École des hautes études de Montréal. Pourquoi les argents payés pour la construction de ces écoles ne seraient-ils pas chargés à la dette publique? Pour pouvoir montrer une dette publique aussi faible que possible, le gouvernement charge à chacun des édifices publics qu'il a fait construire, sa propre dette alors que telle dette devrait figurer au compte de la dette publique. Il en est de même d'à peu près toutes les obligations comprises dans cette somme de \$4,014,500. Le gouvernement agit comme le père qui, en faisant l'exposé de ses dettes, ne fait pas mention du montant qu'il a payé pour l'acquisition d'une voiture d'enfant, se disant que son enfant paiera la somme lorsqu'il sera grand. Il serait plus à propos pour le gouvernement de confesser que sa dette est bien de \$46,906,044, en y incluant les quatre millions mentionnés précédemment. Le gouvernement établit son actif à \$10,749,026. Dans cette somme, on trouve un peu de tout: des obligations de guerre, des obligations de l'emprunt de la Victoire, un fonds commun scolaire et des dépôts d'argent dans les banques, mais une grande

partie de ces valeurs ne pourraient être négociées facilement et leur taux sur le marché est très problématique, telle la prison de Montréal qui y est représentée comme valant \$3,619,147. Conséquemment, au lieu d'un excédent d'obligations se chiffrant à \$32,142,517, au 30 juin 1918, il vaudrait mieux reconnaître que ce montant est de \$42,379,697.

Je rappellerai au trésorier de la province et à son gouvernement que les crédits pour l'agriculture, la colonisation et les bonnes routes ne s'élèvent qu'à la somme de \$555,322 pour l'année devant se terminer au 30 juin 1920, pendant qu'il faut dépenser \$724,244 pour les mêmes fins en 1918. M. le trésorier provincial croit-il que cette Chambre est convaincue de sa sincérité lorsqu'il dit que dépenser de l'argent pour l'agriculture c'est travailler à la reconstruction, et que, dans le même discours, il annonce une diminution dans une proportion aussi grande des argents devant être employés à cette fin?

Dans son exposé budgétaire l'honorable Trésorier réfère à la colonisation. Quelle aide va recevoir le colon si ce n'est de bons mots de la part du gouvernement? Et de fait, alors que le gouvernement consacrait \$530,935 pour des fins de construction de routes de colonisation dans les crédits de l'année fiscale courante, il réduit ce montant à \$450,000, pour l'année fiscale au 30 juin 1920, soit une diminution de \$80,935. Avec un tel plan pour aider le colon, il n'est pas surprenant de constater que les meilleurs de nos cultivateurs s'en aillent s'établir dans le Nord-Ontario. Et ce n'est pas tout. Au rapport des mandats spéciaux, il est mentionné deux autres sommes à être dépensées cette année pour des fins de colonisation, savoir \$105,935 et \$75,000 formant un grand total de \$711,870, ou \$261,870 de plus que ce qui vient d'être soumis à cette Chambre pour l'année dite de la période de reconstruction.

Il en est de même avec les routes de colonisation, et pourtant le Trésorier a dit qu'on devrait aider ces départements le plus possible, croyant qu'il s'agissait de véritables travaux de construction.

Peut-être que l'honorable trésorier ne désire pas faire connaître à la Chambre les sommes qu'il se propose de dépenser pour les chemins de colonisation pendant l'année fiscale finissant le 30 juin 1920, et si la Providence veut bien lui sourire, il se permettra de se procurer de l'argent pour cette fin au moyen de mandats spéciaux. De cette façon, il peut se produire moins de discussions, attendu que ces argents peuvent être dépensés sans que la Chambre

en ait connaissance. Des mandats spéciaux déposés sur la table depuis le commencement de cette session, il en est dont l'argent a été dépensé avant le 30 juin 1918, d'autres après cette date. Au moyen de mandats spéciaux, il est possible d'accommoder les amis, les favoris. Si le gouvernement faisait voter \$700,000 pour la colonisation, le public ferait ses réclamations et l'on ne pourrait plus dire que les subsides sont trop limités ou épuisés pour faire telles dépenses.

Le trésorier nous dit que, difficultés ouvrières existantes ou non, quelle que soit la situation économique au point de vue ouvrier, il ne se sent pas disposé à dépenser de l'argent pour donner du travail et, de fait, nous constatons que les crédits des Travaux publics que comprennent les estimés devant cette Chambre, ne mentionnent qu'une somme de \$55,322 pour des constructions aux travaux projetés. C'est une diminution de \$135,029 pour l'année se terminant le 30 juin 1920.

Le gouvernement annonce une législation concernant les logements ouvriers et l'établissement des soldats de retour; mais comment pourrait-il s'y opposer quand c'est le gouvernement fédéral qui va lui fournir l'argent? Si le gouvernement était obligé de dépenser de ses propres deniers, aurait-il un surplus? Si le gouvernement organisait une inspection officielle plus efficace avec des inspecteurs plus nombreux et mieux rémunérés, aurait-il un surplus? Pourtant cette réforme est réclamée par les ouvriers organisés.

Que va faire le ministre de l'Agriculture pour répondre aux besoins de la classe agricole? Va-t-il continuer à compter sur l'argent du gouvernement fédéral pour payer \$40,000 à ses agronomes; les allocations de \$75,000 aux écoles d'agriculture; les \$5,000 pour l'école vétérinaire; les \$18,000 à l'aviculture; \$5,000 à l'industrie du bacon; \$30,000 à l'horticulture; \$5,000 aux vergers de démonstration; \$25,000 à l'industrie laitière; \$9,000 pour la sélection de semences; \$7,000 à l'apiculture; \$2,000 aux expositions scolaires. Je sais l'honorable ministre de l'Agriculture dévoué à son ministère et je regrette qu'il ne puisse obtenir de ses collègues des subsides pour un crédit agricole; pour des primes à certaines industries agricoles, comme celle de la betterave à sucre, etc., etc.

Le gouvernement de Québec paye aujourd'hui les inspecteurs de fabriques, mais le gouvernement taxe les propriétaires de ces fabriques. Que ferait le ministre de l'Agriculture s'il ne recevait pas, chaque année depuis 1912, les centaines de mille piastres du gouvernement d'Ottawa? Sans l'argent que lui a

fourni cette année le gouvernement unioniste d'Ottawa, le gouvernement aurait-il un surplus? Le gouvernement d'Ottawa a donné en l'année 1918, au gouvernement de Québec, la somme de \$771,113.76, soit plus de trois quarts d'un million. Le gouvernement d'Ottawa a obligé le gouvernement de Québec à dépenser ce subside spécial pour l'agriculture. C'est ce que le public ne sait pas. Le gouvernement vit donc des taxes du peuple, des taxes des municipalités rurales comme des villes, et des cadeaux du gouvernement unioniste d'Ottawa.

Je seconde sincèrement les vœux du trésorier provincial quand il désire plus de paix et d'harmonie dans ce pays. Cette paix et cette harmonie entre les divers éléments ethniques de notre pays, il est urgent de la vouloir et de la pratiquer afin d'assurer le progrès et la prospérité. Mais je ferai remarquer que le gouvernement a fait des élections de 1916 en soulevant les pires cris de race et que pour la satisfaction de broyer ses adversaires politiques, il a sacrifié les intérêts de nos compatriotes d'Ontario par une exploitation odieuse d'une cause sacrée, cause qu'il a reniée au lendemain des élections. Dans la dernière élection de Saint-Laurent, des organisateurs du gouvernement, dans le but de soulever à la cachette les préjugés de certaines classes de l'électorat, ont fait peser sur le chef de l'opposition la responsabilité de la conscription, quand le candidat libéral avait l'appui des unionistes. On a employé le mensonge et la calomnie pour me combattre. Quand le temps viendra, je saurai bien me défendre sur cette question et le peuple saura qui lui est resté fidèle et qui s'est sauvé pour ne pas se compromettre devant ses associés oligarchiques.

Que demain il y ait des élections provinciales, et les organisateurs du gouvernement, pour essayer d'empêcher l'électorat de juger le scandale, l'inconcevable scandale de Maisonneuve, vont soulever la question de la conscription dans toute la province pour essayer de soulever les préjugés. Et le trésorier va-t-il se prêter à ce jeu?

Paix et harmonie, oui et toujours. Mais dans les actes comme dans les paroles. Qu'on cesse donc de chercher à exploiter le peuple par le préjugé, le mensonge, la calomnie, la flatterie des passions nationales les plus excitantes. Si nous devons différer d'opinions, que ce soit pour le bien du pays et non pour servir des intérêts invouables.

La province de Québec occupe une position spéciale dans la Confédération. Elle a subi de rudes épreuves; elle a reçu les leçons d'une douloureuse expérience; mais son patriotisme, sa vigueur nationale, sa foi en la sublimité de ses origines, en la

noblesse de ses institutions lui ont fait déjà surmonter toutes les difficultés. Que notre vie économique ne soit pas sacrifiée maintenant aux intérêts des exploiters de préjugés, et sachons acquérir le plus grand prestige possible par notre travail, par notre énergie, par l'application de nos talents et de nos aptitudes dans les différentes branches de l'activité nationale. Je le répète, nous commençons une ère qui nous apporte de gros problèmes, d'inquiétantes difficultés. A la dissension entre le producteur et le consommateur, à la lutte du travail contre le capital va probablement se greffer le défaut d'équilibre entre la production et la consommation.

Après une période de grande prospérité, le mouvement de la production se ralentit. Ne soyons pas des imprévoyants, des spéculateurs inhabiles qui marchent aveuglement à la débâcle, mais travaillons, organisons-nous pour résister aux tourments, à la crise, et pour nous assurer de nouvelles conquêtes économiques<sup>3</sup>.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), l'ajournement du débat.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

#### **Demande de documents:**

##### **Enseignement technique**

**M. l'Orateur** donne la parole au député de Montréal-Hochelaga (M. Létourneau).

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, appuyé par le représentant de Rimouski (M. Tessier) qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre une copie de tous documents concernant l'enseignement technique et la formation d'une élite intellectuelle dans la province.

Cette demande de documents est au feuilletton depuis l'an dernier, mais, dit-il, il n'a pas eu le temps de la présenter. Je suis tenté de m'en réjouir, puisque depuis lors, il semble que l'atmosphère de notre province soit devenue plus favorable pour tout ce qui a trait à l'instruction publique. Cette question de l'instruction publique a pris un intérêt extraordinaire. On la discute dans les réunions, on en écrit dans les



journaux, tout le monde veut en être. Elle nous enveloppe pour ainsi dire, et chacun sent que c'est la grande question. Sans vouloir, en aucune façon, intervenir dans le débat si intéressant commencé l'autre jour devant cette Chambre par le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), sans vouloir non plus entrer dans le mérite de cette question de l'instruction en général, qu'il me soit permis de dire qu'il sera toujours à la gloire de notre gouvernement d'avoir en moins de dix ans créé cet enthousiasme, cette passion, j'oserais dire, pour les questions de l'instruction, là même où on rencontrait tant de négligence et, souvent, hélas, une si profonde apathie!

Tout le monde s'intéresse aujourd'hui à l'instruction primaire et à l'instruction secondaire. C'est justice, car l'instruction primaire est la base de l'édifice, et il importe que cette base soit aussi solide, aussi parfaite que possible. Mais, puisque l'élan est donné, puisque le travail se fait à la base, n'est-il pas juste que nous demandions, dès maintenant, si l'on a prévu pour les étages supérieurs et si toute la construction ne sera pas un jour arrêtée, faute de matériaux? L'instruction supérieure existe actuellement dans notre province; nous avons des universités, des écoles des hautes études, des écoles polytechniques, des écoles techniques. Aussi, n'est-ce pas de l'établissement même de cet enseignement supérieur dont je veux parler, pas plus que du fonctionnement actuel de cet enseignement supérieur?

Les maisons existent et l'enseignement qui s'y donne présentement est bien, je le crois au moins, ce qu'il doit être, le summum de ce qu'on a voulu en l'établissant. Je n'aurais pas, du reste, la compétence de critiquer ce système, lors même qu'il serait défectueux. Néanmoins, l'enseignement technique qui se donne aujourd'hui dans nos écoles supérieures est limité par un programme suranné. Il faut être en communication constante avec les sources mêmes de l'enseignement technique et scientifique, toujours changeantes et variées, pour que nous soyons au moins au niveau des autres en ce pays.

Je veux simplement m'assurer que l'on pense à l'avenir, et que, pour cet avenir que nous voulons fécond, on songe suffisamment aux talents que nous possédons, comme des ressources naturelles et nationales, pour tenir chez nous, à la portée de tous, aussi chaud, aussi brillant, aussi lumineux que possible, ce foyer d'instruction supérieure que nous avons établi, que nous avons voulu! Il est incontestable que, pour tout observateur, l'enseignement scientifique et technique est la clef de voûte du monde, au moment où il va s'agir de la

reconstruction universelle. Cette reconstruction sera sans doute très considérable dans le domaine moral et politique, mais, ne l'oublions pas, elle sera surtout et plus immédiatement gigantesque dans le monde industriel et commercial.

Les problèmes qui se posaient avant la guerre sont maintenant plus grands, plus compliqués et plus pressants, tels que modifiés par la guerre et par la fin du conflit. C'est un monde nouveau que nous aurons à bâtir, et jamais le cerveau humain n'aura plus à réaliser que dans ce domaine économique, industriel et commercial.

Un économiste français a dit: "Jamais ne s'est imposé à nous avec plus d'urgence le devoir de faire notre examen de conscience économique." On peut prendre des leçons en Allemagne. "De toutes les organisations, celle qui a donné la plus grande puissance à l'Allemagne, a dit un écrivain français, c'est celle de son enseignement scientifique." On peut prendre des leçons des États-Unis. Ce sont les Américains qui ont les premiers reconnu la force et l'efficacité de l'enseignement technique bien organisé. On peut encore s'instruire en regardant la Belgique, l'Angleterre, et que d'autres. Si l'enseignement scientifique et technique est ainsi nécessaire dans tous les pays, à l'entrée de la période de reconstruction, il n'en va pas autrement pour nous. Nous faut-il compter seulement sur l'apport de la mère patrie à ses dominions, sur l'apport des autres pays, faudra-t-il consentir à être traités comme les races incompetentes? Il importe, au contraire, que nous, surtout de la province de Québec, soyons en éveil.

Cette bonne province de Québec, quoiqu'on veuille en dire ou en écrire en certains milieux, a noblement fait sa part dans l'immense conflit qui vient de prendre fin. Elle a généreusement fourni le sang de ses enfants et les millions de son trésor, elle a pour ainsi dire suspendu le cours de son existence pour aider la grande cause du monde. La laissera-t-on simplement reprendre le cours de son existence, ou ferons-nous en sorte qu'elle profite elle aussi des grandes leçons et gagne ainsi le temps perdu! Il n'y a pas de sol, dans tout le pays, plus riche et plus fécond que celui de Québec. Outre ces avantages, nous avons les plus belles écoles, et nous avons encore une jeunesse particulièrement apte à apprendre. Mais même si nous n'avions pas tous ces avantages, nous aurions encore l'obligation d'y suppléer de quelque façon, et cela à cause de la position particulière que nous occupons, nous Canadiens français. Par le nombre et la fortune, nos compatriotes occupent en ce pays une position inférieure, mais je crois pouvoir dire, cependant, qu'ils ont pour eux le talent.

Qu'on leur assure dans le domaine scientifique, commercial et industriel l'enseignement qui convient, et je suis convaincu que dans 15 ans, et peut-être avant, c'est ici, à Québec, à Montréal, qu'on viendra s'inspirer des autres parties du pays. Si l'on a pu dire que pour la province "l'instruction publique est la vie", je puis, il me semble, spécifier davantage l'une et dire: "L'instruction scientifique et technique sera pour notre province l'avenir, la fortune." Cette idée d'aller chercher la science où elle se trouve n'est pas nouvelle, elle est vieille comme le monde. Athènes, Rome et Paris ont joué un grand rôle dans la formation de l'esprit humain. Rome n'aurait jamais été Rome sans la loi fondamentale, sans l'inspiration, sans l'influence qu'elle est allée emprunter à la Grèce, et la conquête du monde faite plus tard par cette même Rome, au moyen de son droit, de ses jurisconsultes et plus particulièrement de son école de Bologne, a été plus réelle, plus complète et surtout plus durable que les conquêtes de ses armes.

Dès le XVIII<sup>e</sup> et le XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>4</sup>, la France distribuait à son tour, grâce au rayonnement de ses universités, les connaissances accumulées depuis des siècles, et surtout des connaissances puisées dans la Renaissance. De nos jours, et durant le quart de siècle qui a précédé la période de guerre que nous venons de vivre, tous les pays qui ont eu l'instinct du développement et de la grandeur ont voulu envoyer leurs meilleurs jeunes gens aux sources de connaissances offertes par les autres pays. Et il s'est établi des courants des États-Unis vers la France, de l'Italie vers l'Allemagne, du Japon vers la France, l'Allemagne, l'Angleterre et les États-Unis. Et lorsque, en Angleterre, les grands constructeurs d'un grand empire voulurent constituer par une base solide leurs conceptions impérialistes, ils songèrent encore aux universités anglaises dont ils ont fait des centres puissants d'attraction. Et l'un d'eux, Cecil Rhodes, mit à contribution sa fortune personnelle et son génie pour organiser tout un système tendant à avoir chaque année et périodiquement, en tous les cas, au foyer même de l'Empire, à Oxford, les meilleurs jeunes gens des parties éparses de cet empire que l'on voulait consolider.

Le gouvernement britannique dépense 30 millions de dollars pour la formation d'experts, et il mentionne comment les Américains s'occupent des hommes ayant une formation technique. Si cette information technique et scientifique est nécessaire à la Grande-Bretagne et aux États-Unis dans l'importante période de reconstruction qui les attend, il en va de même pour le Canada et la province de Québec. Nous avons l'obligation de nous assurer que

la jeunesse de Québec ne se retrouve pas en situation désavantageuse.

C'est le temps de préparer l'avenir. La province de Québec doit s'intéresser à l'enseignement scientifique et technique. Elle a de belles écoles, les plus belles du continent. Si nous voulons nous occuper de l'enseignement scientifique, je suis convaincu que, plus tard, notre province sera le foyer où les autres provinces viendront puiser des connaissances. Il y a eu un progrès remarquable, depuis quelques années, dans le monde scientifique, il faut être au niveau des autres pays. On dit souvent que nous sommes inférieurs aux autres; c'est vrai, mais ce n'est pas le talent qui nous manque. Nous avons de belles écoles, nous avons le talent, il faut que nous développions l'enseignement scientifique, que nous allions chercher dans les vieux pays, dont le développement scientifique est complet, ce qui nous manque. Il faut créer un courant, mettre notre enseignement scientifique et technique, comme notre vie industrielle et commerciale, au niveau des progrès faits dans les pays les plus avancés au monde.

Et une bonne idée, il me semble, pour le gouvernement, serait d'envoyer étudier dans les grandes écoles de l'Europe les meilleurs élèves qui sortent de nos écoles techniques et même de toutes nos écoles, afin de perfectionner leur éducation.

(Applaudissements)

Il faudrait envoyer chaque année aux frais de la province, vers les pays les plus avancés, dix de nos jeunes gens les plus doués. Ces jeunes gens, qui seraient choisis suivant leurs aptitudes particulières pour la science ou l'art que l'on voudrait faire étudier, resteraient, pendant deux années au moins, au poste d'étude qui leur aurait été assigné et ils nous reviendraient ensuite de cette croisade avec le précieux fardeau de leurs connaissances nouvelles.

Déjà, dans la province de Québec, il y a longtemps que l'on envoie les plus brillants élèves de l'Académie de musique étudier pour compléter leurs études en Europe, au conservatoire de Paris; il y a longtemps que nos jeunes médecins de talent, nos chirurgiens, qui ont pourtant d'excellents professeurs chez nous, vont aussi perfectionner leurs études dans les universités françaises, au prix d'énormes sacrifices. Pourquoi n'enverrions-nous pas étudier en Europe nos jeunes gens qui ont des aptitudes et qui pourraient devenir des maîtres chez nous? M. l'Orateur, n'avons-nous pas, dans notre province, un exemple vivant de ce que peut faire l'enseignement scientifique dans la personne de M. Édouard Montpetit, qui n'a passé que deux années à Paris, ce qui lui a suffi pour se perfectionner au point de

devenir aujourd'hui une de nos gloires et une "richesse nationale" pour la province de Québec? M. Montpetit est l'orateur le plus goûté, tout le monde le réclame. Si nous avions quarante Montpetit, je crois que nous pourrions être fiers. Nous devrions avoir, non pas seulement dans le domaine de la science économique, mais dans les diverses sciences, dans les divers arts, dans la chimie industrielle, dans la physique, dans la mécanique, dans l'électricité et dans les cent autres lignes de connaissances qui s'offrent à nous aujourd'hui, ou mieux, qui s'offriront à nous demain... Que serait notre province si nous avions, dans notre province, disons, quarante, cinquante ou soixante Édouard Montpetit, même à des degrés moindres que celui que nous avons déjà?

Imaginez quel travail de préparation cela supposerait, imaginez la poussée qui en résulterait sur toute la population, imaginez l'atmosphère que cela créerait autour de nous! C'est cependant ce qui est possible de réaliser à bien peu de frais et en moins de dix ans. Nous pourrions en avoir 10, de ces unités ou compétences dans deux ans, 20 dans trois ans, et en supposant que nous en choisirions 10 par année et que nous leur donnerions chacun une moyenne de deux années d'études, nous aurions bientôt cette phalange, cette élite qui ferait notre province non seulement plus belle au point de vue scientifique, mais encore plus riche au point de vue industriel et commercial.

Une période de deux années, avec, comme bourse, une somme d'environ \$1,350<sup>5</sup> par année pour chaque jeune homme, serait en moyenne suffisante. Ces jeunes gens pourraient être envoyés soit en France, soit en Angleterre, soit en Italie, soit en Belgique, soit en Allemagne, soit aux États-Unis, soit en Amérique du Sud, soit même dans une autre province du dominion, si c'était là qu'on dût trouver le foyer de la science recherché. Ils étudieraient non seulement la science économique mais la chimie industrielle, la physique, la mécanique, l'électricité, etc. Et si l'agriculture devait, comme je n'en doute pas, entrer dans la liste des sciences à perfectionner, on pourrait peut-être, sans sortir de la province de Québec, trouver l'enseignement qu'il faut.

Quoiqu'il en soit, je crois que ce serait facilement réalisé, si on le veut, et l'un des moyens déjà éprouvés serait celui d'une commission dans laquelle les universités et les écoles supérieures pourraient se faire représenter, de même que les corps publics et le gouvernement. Cette commission déciderait des spécialités qu'il convient de faire étudier, déciderait de l'endroit de ces études et verrait ensuite à choisir les sujets les mieux qualifiés ainsi qu'à s'assurer que les sujets choisis fourniraient un maximum d'efforts

en échange d'un maximum de science ou de connaissances à acquérir. On pourra objecter la question d'argent. Il est difficile, surtout dans les temps que nous traversons, de boucler un budget. Il semble que mon projet pourrait relever le niveau de la province de Québec et ce seul point en justifierait dix fois la dépense, que j'évalue à \$25,000 par année. Non, j'aime mieux croire que le chef du gouvernement actuel reconnaîtra, comme il l'a déjà reconnu, qu'en matière d'éducation et d'instruction, il y aura toujours de quoi payer.

Il espère que le premier ministre reconnaîtra le bien-fondé de cette idée et il compte, dit-il, sur sa clairvoyance pour la réaliser. Faites une loi qui sera au moins un enseignement au frontispice du temple de notre instruction publique et, du coup, vous aurez stimulé de la bonne façon tous nos jeunes gens dans la province. Il ne faut jamais perdre de vue cette vérité de plus en plus évidente pour quiconque veut regarder: l'instruction dans notre province, c'est l'avenir, c'est le salut!

**M. Monet (Napierville)** propose, appuyé par le représentant de Labelle (M. Achim), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

#### **The British America Nickel Corporation**

**M. Caron (Ottawa)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 55 confirmant une résolution du conseil municipal de la partie sud du canton de Hull, dans le comté d'Ottawa, province de Québec, accordant une exemption de taxes municipales à The British America Nickel Corporation, Limited.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Caron (Ottawa)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **The Boy's Farm and Training School**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 112 constituant en corporation The Boy's Farm and Training School.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **The Boy's Home of Montreal**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 113 constituant en corporation The Boy's Home of Montreal.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Conseil du comté de Québec**

**M. Godbout (Beauce)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 71 ratifiant une résolution du conseil du comté de Québec changeant son chef-lieu.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Godbout (Beauce)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Immeuble de Saint-Eustache-de-Terrebonne**

**M. Beaudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 58 confirmant le titre à l'immeuble connu comme étant le lot numéro 67 du cadastre de la paroisse de Saint-Eustache, dans le district de Terrebonne.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

#### **The Montreal Technical Institute**

**M. Miles (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 84 amendant la charte de The Montreal Technical Institute.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Miles (Montréal-Saint-Laurent)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Laval-des-Rapides**

**M. Lévesque (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 104 amendant la charte de la ville Laval-des-Rapides soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Saint-David-de-l'Auberivière**

**M. Thériault (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 82 détachant certains lots de la ville de Lévis (quartier Saint-Laurent) et les annexant à la municipalité de Saint-David-de-l'Auberivière, comté de Lévis, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Charte de Grand'Mère**

**M. Bordeleau (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 90 amendant la charte de la ville de Grand'Mère" soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de bills privés en général.

**Association des optométristes  
et opticiens**

**M. Lévesque (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 120 amendant la loi de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Commission des écoles catholiques  
de Montréal**

**M. Robillard (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 85 amendant la loi 7 George V, chapitre 28, concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**J.-E. Papineau**

**M. Bullock (Shefford)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 115 ratifiant deux actes de donation par Joseph-Éphrem Papineau à Joseph-Édouard Papineau et un acte de vente par ce dernier à Adélard Lussier soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Instruction publique  
à Richmond**

**M. Bullock (Shefford)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 76 amendant de nouveau la loi 46 Victoria, chapitre 21, concernant l'instruction publique en tant qu'elle se rapporte à la ville de Richmond soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Chemin de fer  
de la rivière Rouge**

**M. Achim (Labelle)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 77 amendant la charte de la compagnie de chemin de fer de la rivière Rouge soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

**Chemin de fer  
de la rivière Madeleine**

**M. Lemieux (Gaspé)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 73 concernant la compagnie du chemin de fer de la vallée de la rivière Madeleine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

**J. G. et D. H. Oliver**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill 75 ratifiant le titre de demoiselle Jean Gertrude Oliver et demoiselle Dorothy Hope Oliver au lot de subdivision 2 du no 1161 des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine de la cité de Montréal.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que ledit bill soit révoqué.

Adopté. Le bill est retiré.

**Chemins municipaux**

**M. Francoeur (Lotbinière)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 153 amendant l'article 478 du Code municipal de Québec concernant les chemins municipaux soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent du Code municipal.

**Estimateurs**

**M. Francoeur (Lotbinière)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 154 amendant l'article 653 du Code municipal de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent du Code municipal.

**Statistiques  
scolaires**

**M. Francoeur (Lotbinière)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 156 amendant l'article 2768 des statuts refondus, 1909, relativement à l'instruction publique, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**The Anglo American  
Trust Company**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** demande la permission de présenter le bill 133 amendant la charte de The Anglo American Trust Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Dépôt de documents:**

**Statistiques de l'enseignement,  
1916-1917**

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** dépose sur le bureau de la Chambre les statistiques de l'enseignement pour l'année scolaire 1916-1917. (Document de la session no 11)

**Ajournement**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau) que la Chambre soit ajournée à demain, à midi.

Adopté.

La séance est levée.

disséqué le surplus annoncé par le trésorier de même, du reste, que tous les autres surplus annoncés chaque année; il a démontré que, malgré ces surplus, réels ou fictifs, le gouvernement pouvait être soupçonné de n'avoir pas répondu à tous les besoins pressants de certaines classes de la province. Malgré l'état prospère que nous a fait entrevoir le trésorier, l'avenir, a fait voir M. Sauvé, est plutôt sombre."

De son côté, *La Tribune* du 7 février 1919, page 1, fait ce constat:

"M. Sauvé avait l'air bien peu convaincu, dans ses critiques du gouvernement Gouin. Il a tout le temps parlé bas, comme s'il avait hésité à faire des reproches. Il n'y a guère eu de vie, de feu, de mouvement dans ses attaques. Elles faisaient plutôt l'impression d'une corvée que d'une besogne entreprise avec un esprit de vigueur."

4. *Le Soleil* du 7 février 1919, d'où ce passage est tiré, écrit le "28e siècle".

5. *La Patrie* du 7 février 1919, page 13, donne le chiffre de \$1,250 par année.

---

**NOTES**

1. \$1,346,076,788 d'après *L'Événement*, du 7 février 1919, page 5.

2. Des extraits de déclarations de M. Martin et une rétrospective des annexions se retrouvent dans *La Minerve* des 7 et 14 juin 1919.

3. Les commentaires de la presse sur le discours de M. Sauvé varient considérablement selon l'allégeance du journal. Par exemple, *La Patrie* du 7 février 1919, page 13, écrit:

"M. Sauvé a prononcé l'un de ses meilleurs discours. Le chef de l'Opposition a soigneusement

Séance du vendredi 7 février 1919

**Présidence de l'honorable A. Galipeault**

La séance est ouverte à midi.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Présentation de pétitions:**

Une pétition est présentée et déposée sur la table.

**Lecture de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de M. Orille-L. Hénault *et al.*, demandant l'adoption d'une loi amendant la charte de la cité de Montréal quant au mode de faire certaines expropriations (M. Beaudry);

**Cathédrale de Chicoutimi**

**M. Petit (Chicoutimi):** Je propose, appuyé par le représentant de Soulanges (M. Farand) que les articles 503 à 508 du règlement de cette Chambre concernant les avis de pétitions soient suspendus relativement à la pétition demandant l'adoption d'une loi concernant la reconstruction de la cathédrale de Chicoutimi.

Adopté.

**Dépôt et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est déposée, lue et reçue par la Chambre:

- du révérend M. Almas Larouche, demandant l'adoption d'une loi autorisant les francs-tenanciers de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi de prélever une cotisation pour aider à la reconstruction de la cathédrale de Chicoutimi (M. Petit).

**Code municipal  
de Québec**

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières)** demande la permission de présenter le bill 9 amendant le Code municipal de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Bons  
chemins**

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières)** demande la permission de présenter le bill 10 amendant la loi des bons chemins 1912.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Juges  
de la Cour supérieure**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 3 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux juges de la Cour supérieure.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The Shefford Bagot  
and Missisquoi Railway Company**

**M. Bullock (Shefford)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 117 amendant la charte de The Shefford Bagot and Missisquoi Railway Company.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Bullock (Shefford)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Trafalgar  
Institute**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 127 concernant le Trafalgar Institute.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Rapports de comités:

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants, et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après;

- M. Alfred Pion *et al.*, demandant l'adoption d'une loi concernant le pont Lasalle;

- de la municipalité des syndics des écoles dissidentes de la cité des Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi prélevant une taxe sur les locataires soumis à leur contrôle.

Adopté.

### A. S. Cohen

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 97 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Abraham Saul Cohen à l'exercice de la profession d'avocat.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Charte de Québec

**M. Létourneau (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 68 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### Greenfield Park

**M. Baudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 122 détachant certains lots du territoire de la ville de Greenfield Park et les annexant au territoire de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil pour fins civiles, municipales et scolaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### Charte de Sorel

**M. Péloquin (Richelieu)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 110 amendant la charte de la cité de Sorel soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### Succession M. A. L. Guilmartin et L.-E. Talbot

**M. Godbout (Beauce)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 130 concernant les successions de feu dame Mary Ann Law Guilmartin et de son fils Lawrence-Ernest Talbot soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### Syndics d'écoles de Trois-Rivières

**M. Bordeleau (Champlain)** demande la permission de présenter le bill 95 autorisant les syndics d'écoles dissidentes, pour la municipalité des Trois-Rivières, à prélever des taxes sur les locataires.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Pont Lasalle

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** demande la permission de présenter le bill 107 concernant le pont Lasalle.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Rapports de comités:

**M. Francoeur (Lotbinière):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 59 amendant la charte de la cité de Lévis.

Adopté.



**Code municipal  
de Québec**

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution concernant le bill 9 amendant le Code municipal de Québec.

Adopté.

**Race chevaline**

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Tessier), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives à l'amélioration de la race chevaline.

Adopté.

**Prohibition et compagnies  
à fonds social**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quand le gouvernement a-t-il dessein de présenter cette loi que l'on annonce dans le discours du trône et qui aurait pour objet de compléter la loi de la prohibition de même que la loi concernant les compagnies à fonds social?

Ces deux lois sont très importantes, surtout celle de la prohibition dont tout le monde parle actuellement. Le gouvernement devrait présenter ces lois le plus tôt possible de façon à donner à la Chambre tout le temps nécessaire pour les étudier.

À la dernière session, rappelle-t-il, le gouvernement a apporté à la dernière minute ses mesures les plus importantes. Il demande qu'il n'en fût pas ainsi cette année.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Ce sera probablement la semaine prochaine, bientôt. Je ne suis pas au courant des progrès que le trésorier provincial a faits en ce qui regarde la préparation du bill.

Cette loi n'est pas encore prête, mais il est dans l'intention du gouvernement de la présenter et de donner au chef de l'opposition tout le temps voulu pour la discuter. Des mesures importantes attendues, comme la prohibition, seront remises à la députation en temps pour qu'elle y donne toute la considération et l'attention requises. Le gouvernement n'a pas

l'intention de se soustraire à ses responsabilités envers la Chambre en hâtant la procédure pour éviter de donner les explications qu'on désire.

**Ajournement**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau) que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi, le dixième jour de février, à quatre heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée vers midi quinze.

---



Séance du lundi 10 février 1919

**Présidence de l'honorable A. Galipeault**

La séance est ouverte à 4 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Protection des forêts**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 35 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la protection des forêts contre le feu<sup>1</sup>.

Le bill prévoit qu'un octroi soit accordé aux associations de protection des forêts, afin qu'elles soient en mesure d'enrayer les incendies dans les concessions forestières, que ce soit avec l'aide d'avions ou par d'autres moyens.

La province n'entend pas disposer de ses propres avions qui patrouilleraient ses vastes territoires forestiers, mais, dans le courant de la session actuelle, l'Association de protection des forêts de la Saint-Maurice bénéficiera d'un octroi pour l'appuyer dans son travail de surveillance aérienne.

Il est également stipulé que le gouvernement va forcer les marchands de bois qui ne font pas partie d'une des quatre grandes associations de protection des forêts de la province à en devenir membres ou à prendre les mesures nécessaires pour assurer leur part d'organisation à cette fin. S'ils refusent, le gouvernement fera les démarches requises et chargera aux négligents les frais encourus. Nos ressources forestières sont telles que le gouvernement n'entend rien négliger pour leur assurer toute la protection voulue, d'autant plus que ces mesures de précaution préviennent dans tous les cas des conflagrations dont les conséquences pourraient être la disparition de villages entiers, comme l'histoire le rapporte malheureusement assez fréquemment.

Jusqu'en 1904, c'est le gouvernement qui s'occupait du service de prévention des incendies de forêts; à partir de cette époque les compagnies donnèrent à entendre au gouvernement qu'elles seraient disposées à se charger de cette besogne; et elles le firent moyennant une subvention officielle. Pour cette fin, elles se formèrent en quatre grandes associations dont la "St. Maurice" est l'une des principales.

Il est entendu qu'environ 90 % des compagnies forestières appartiennent à ces

associations, qui prennent toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des concessions forestières de leurs membres. La nouvelle loi va pratiquement forcer les autres compagnies à prendre des précautions similaires. Quelques-unes des associations de protection discutent avec l'honorable C. C. Ballantyne, ministre des Pêches et Océans du gouvernement fédéral, concernant la disponibilité d'avions pour le travail de patrouille qu'elles prévoient commencer l'été prochain<sup>2</sup>.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code du notariat**

**M. Lévesque (Laval)** demande la permission de présenter le bill 158 amendant le Code du notariat.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Tribunal de Beauce**

**M. Godbout (Beauce)** demande la permission de présenter le bill 159 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la juridiction concurrente du tribunal du district de Beauce sur certaines paroisses des comtés de Bellechasse et de Montmagny.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Instruction publique**

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** demande la permission de présenter le bill 12 amendant les statuts refondus, 1909, concernant l'instruction publique.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Asiles d'aliénés**

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** demande la permission de présenter le bill 11 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les asiles d'aliénés.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**École technique  
de Sherbrooke**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** demande la permission de présenter le bill 13 constituant en corporation l'École technique de Sherbrooke.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Droits de successions**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** demande la permission de présenter le bill 37 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux droits sur les successions.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Compagnies d'assurance**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** demande la permission de présenter le bill 7 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les compagnies d'assurance.

Les dépôts en garantie faits par ces dernières au gouvernement sont généralement des obligations de municipalités. Il s'agit de permettre que les obligations des fabriques de paroisses puissent servir pour ces dépôts.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Ostéopathes**

**M. Francoeur (Lotbinière)** demande la permission de présenter le bill 160 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les ostéopathes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Chemins d'hiver**

**M. Tessier (Rimouski)** demande la permission de présenter le bill 161 amendant l'article 488 du Code municipal de Québec relativement aux chemins d'hiver.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte  
de Lévis**

**M. Roy (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 59 amendant la charte de la cité de Lévis.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**Succession J.-A. Ouimet**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 54 concernant la succession de l'honorable J.-Aldric Ouimet soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Club Laval-sur-le-Lac**

**M. Lévesque (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 96 concernant le Club Laval-sur-le-Lac, limitée, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**The Anglo American Trust Company**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 133 amendant la charte de The Anglo American Trust Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Syndics d'écoles  
de Trois-Rivières**

**M. Bordeleau (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 95 pour autoriser les syndics d'écoles dissidentes pour la municipalité de la cité des Trois-Rivières, à prélever des taxes sur les locataires, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Pont Lasalle**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 107 concernant le pont Lasalle soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Instruction publique**

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** propose, appuyé par le représentant de Compton (M. Scott), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution concernant le bill 12 amendant les statuts refondus, 1909, concernant l'instruction publique.

Adopté.

**École technique  
de Sherbrooke**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, appuyé par le représentant de Compton (M. Scott), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en

comité général pour prendre en considération un projet de résolutions concernant la constitution en corporation de l'École technique de Sherbrooke.

On va créer, comme à Montréal et à Québec, une corporation qui construira l'école, et le gouvernement garantira les débentures. Cette école coûtera \$150,000. Le gouvernement accordera une subvention annuelle de \$10,000 pour son entretien et la cité de Sherbrooke sera appelée à en faire autant.

Adopté.

### **Protection des forêts**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Compton (M. Scott), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions concernant le bill 35 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la protection des forêts contre le feu.

Adopté.

### **Demande de documents:**

#### **Pont de Sainte-Hélène-de-Bagot**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Charlevoix-Saguenay (M. D'Auteuil), qu'il soit mis devant la Chambre une copie de toute correspondance entre le ministère des Travaux publics et le conseil de la municipalité de Sainte-Hélène-de-Bagot, depuis 1917, relativement à la construction d'un pont.

En 1916, le conseil municipal de Sainte-Hélène, comté de Bagot, a demandé au gouvernement provincial un octroi pour l'aider à construire un pont sur la rivière Chibouet<sup>3</sup>. À la demande du représentant de Bagot (M. Phaneuf), le gouvernement a accordé un octroi de \$1,800. Au commencement de 1917, le conseil municipal, qui avait fait cette demande et qui était libéral, a été balayé aux élections municipales et remplacé par un autre entièrement composé de conservateurs. On s'est querellé sur le choix du site du pont, puis l'ancien conseil a envoyé au gouvernement une requête le priant de ne pas construire le pont qu'il avait demandé. Le nouveau conseil fit construire le pont suivant les plans et devis qui avaient été faits au département des Travaux publics, malgré la requête dont nous avons parlé.

Le représentant de Bagot lui-même pria le ministre des Travaux publics de suspendre le paiement de l'octroi, tant que les gens de Sainte-Hélène ne se seraient pas mis d'accord. C'est pourquoi, bien que le pont soit terminé et qu'un ingénieur du département des Travaux publics l'ait déclaré conforme aux plans et devis de ce département, le paiement de l'octroi de \$1,800 n'est pas encore fait.

J'attire l'attention du ministre des Travaux publics sur cette question. Je sais qu'il ne fait pas de politique dans l'administration des deniers publics, mais voilà une occasion où il semble avoir négligé de payer un octroi qu'il avait promis à une paroisse, pour la construction d'un pont, pour la simple raison que le député de Bagot est intervenu, afin de priver le conseil municipal de l'argent qui lui était dû.

Il y voit, dit-il, une curieuse façon d'administrer, une mesquine utilisation des fonds de la province pour des fins politiques et non pas dans l'intérêt général. Le gouvernement a-t-il l'intention de payer cet octroi qu'il a promis pour la construction du pont de Sainte-Hélène de Bagot?

#### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Je crois avoir toujours accordé des octrois sans égard aux questions politiques. Nous avons en effet accordé un octroi à Sainte-Hélène-de-Bagot, pour la construction de ce pont.

Le pont devait être construit à un certain endroit, d'après les plans et devis soumis par la municipalité au gouvernement. Nous avons accordé cet octroi à la demande du député de Bagot et des contribuables du comté, soit 50 % accordés d'ordinaire pour ces constructions.

Subséquentement, nous avons reçu d'autres requêtes, car une difficulté a surgi quant à l'endroit où le pont devait être construit, et la construction du pont a été suspendue à la demande des contribuables. Dans l'intervalle, un nouveau conseil municipal est entré en fonction, et on a décidé de placer le pont à une quinzaine d'arpents plus loin, ce qui nécessitait le changement du cours d'une route. Les signataires de la requête demandant l'octroi du gouvernement l'ont retirée et le conseil a été prévenu que, s'il bâtissait le pont au second endroit désigné, l'octroi ne serait pas payé.

Le pont a été construit, mais, quelques temps après, nous avons reçu de la part des citoyens importants de Sainte-Hélène, une requête demandant, pour le plus grand bien des contribuables de la municipalité, de ne pas payer l'octroi immédiatement, sous peine de nombreux procès. On nous laissait

entendre qu'une chicane, qui avait originé dans le conseil, serait la cause de ces procès si le gouvernement allait immédiatement payer cet octroi.

Le député joignait ses exhortations à celles des pétitionnaires et demandait au gouvernement de suspendre le paiement jusqu'à ce qu'on en vienne à une entente. C'est ce que le gouvernement a décidé, craignant, comme on le lui a donné à entendre, que des procès s'engagent au sujet de ce pont<sup>4</sup>.

**M. Phaneuf (Bagot)** rassure le chef de l'opposition. Il a, explique-t-il, obtenu cet octroi, mais la chicane a éclaté dans la paroisse et la construction du pont a été suspendue. On parlait de procès si le pont était construit à l'endroit où il était commencé.

Si l'octroi se paie immédiatement, ce sera en effet le signal de nombreux procès entre les contribuables.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le pont a-t-il été terminé?

**M. Phaneuf (Bagot):** Oui, à un endroit qui n'était pas approuvé par toute la paroisse et sans l'octroi de la province.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Y a-t-il eu des procès d'intentés?

**M. Phaneuf (Bagot):** Non.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Qui l'a payé le pont?

**M. Phaneuf (Bagot):** Les contribuables.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pourquoi ne pas leur avoir remis une partie de l'argent leur payant l'octroi? Le conseil municipal a-t-il approuvé l'endroit où le pont a été bâti?

**M. Phaneuf (Bagot):** Oui.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Y a-t-il eu des élections municipales depuis?

**M. Phaneuf (Bagot):** Oui.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Et le conseil municipal a été réélu?

**M. Phaneuf (Bagot):** En effet.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Alors, pourquoi le gouvernement ne paie-t-il pas l'octroi à Sainte-Hélène-de-Bagot? Je ne comprends pas quelle pourrait être sérieusement la cause des procès. Ça ne peut pas être le paiement de l'octroi du gouvernement. Je vois plutôt dans le refus du gouvernement de payer cet octroi la réalisation d'un désir du député du comté qui, dans la nouvelle administration municipale, n'a plus la majorité de ses amis.

Mais le gouvernement devrait être au-dessus de ces petites chicanes de municipalités de campagne. Le premier ministre n'a-t-il pas déclaré tout récemment, pour se justifier de certaine nomination, qu'il était au-dessus des chicanes qui pouvaient avoir lieu à Montréal? Pourquoi alors se laisser arrêter par une simple petite querelle de famille dans la municipalité de Sainte-Hélène de Bagot?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Nous n'avons pas payé parce que des contribuables importants nous ont adressé une requête nous demandant de ne pas payer cet octroi. On nous a demandé de ne pas payer cet octroi tant que le calme ne serait pas revenu dans la municipalité et tant que le conseil local n'aurait pas décidé s'il allait bâtir une route jusqu'au pont.

Mais puisque le chef de l'opposition soulève la question, je suis prêt à envoyer mon ingénieur examiner les travaux et, s'il sont jugés bien faits, nous paierons l'octroi.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'espère, dit-il, que le ministre se hâtera d'envoyer son ingénieur afin de rendre justice aux contribuables de Sainte-Hélène.

Adopté.

#### **Décès de militaires**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 17 relatif à la preuve des décès de certains militaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité:**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** dit que ce bill concerne la preuve des décès des militaires que l'on a raison de croire morts sur les champs de bataille, mais dont le décès ne peut être établi ni par un certificat d'inhumation ni par des témoins. Dans ces cas, la publication des noms de ces militaires dans la *Gazette officielle du Canada* comme étant morts sera suffisante devant les tribunaux.

Le comité ayant étudié le bill en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Juges de la Cour supérieure**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 3 amendement les statuts refondus, 1909, relativement aux juges de la Cour supérieure soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Licences de mariage**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 11 amendement les statuts refondus, 1909, et l'article 59a du Code civil, relativement aux licences de mariage soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée.

**NOTES**

1. C'est l'honorable L.-J. Allard, conseiller législatif et ministre des Terres et Forêts qui a expliqué le bill aux journalistes. Voici ce qu'en dit *Le Soleil* du 11 février 1919, page 7: "En expliquant en particulier ce nouveau bill, le ministre a déclaré incidemment qu'il avait promis un subside au club Saint-Maurice qui a l'intention de protéger ses limites au moyen d'aéroplanes". M. Taschereau présente le bill à la Chambre basse au nom du ministre Allard.

2. La version du *Herald* est légèrement différente: "...with a view to securing some aeroplanes and the work of patrolling by their method will commence next summer. Traduction: "...dans le but d'obtenir quelques avions. La patrouille, faite selon leur méthode, débutera l'été prochain."

3. *La Presse* du 11 février 1919, page 3, écrit: "rivière Chibouette", laissant croire que le "t" final était prononcé.

4. Voici la version différente de cet incident que fournit *L'Événement*, 11 février 1919, page 1: "En 1916, un octroi a été accordé pour la construction d'un pont à Sainte-Hélène de Bagot. Le conseil municipal de cette paroisse a décidé d'accepter l'octroi et a décrété que le pont serait construit à tel endroit... Des élections municipales ont été annoncées peu de temps après à Sainte-Hélène, et le député du comté de Bagot, M. Phaneuf, s'en est mêlé: "Si vous réélisez le conseil qui a commencé la

construction du pont, aurait dit le député de Bagot, vous le paierez de votre poche le pont, car l'octroi vous sera coupé." Le conseil, qui était composé de conservateurs qui avaient choisi le site du pont et en avaient fait commencer la construction, a été réélu. Conséquence: l'octroi n'a pas été payé.



Séance du mardi 11 février 1919

**Présidence de l'honorable A. Galipeault**

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Chartes de Montréal  
et de Montréal-sud**

**M. Beaudry (Verchères)** propose, appuyé par le représentant de Frontenac (M. Grégoire), que les articles 503 à 508 du règlement de cette Chambre soient suspendus relativement à une pétition demandant l'adoption d'une loi amendant la charte de la cité de Montréal, relativement aux expropriations et relativement à une pétition demandant l'adoption d'une loi concernant la validation du règlement no 36 de la corporation de la ville de Montréal-Sud, et que ces pétitions soient lues et reçues à la présente séance.

Adopté.

**Lecture de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant la charte de la cité de Montréal relativement aux expropriations (M. Beaudry);
- de la cité de Montréal-Sud, demandant l'adoption d'une loi concernant la validation du règlement no 36 de la corporation de la ville de Montréal-Sud (M. Beaudry).

**Fabriques des diocèses  
de Québec et de Trois-Rivières**

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, appuyé par le représentant de Frontenac (M. Grégoire), que les règles établies par les articles 503 à 508 inclusivement et 510 à 516 inclusivement soient suspendues relativement à une pétition et à un bill que l'Association d'assurance mutuelle des fabriques des diocèses de Québec et des Trois-Rivières désire présenter pour faire modifier la loi 16 Victoria, chapitre 149, et que cette pétition sitôt présentée soit lue et reçue.

Adopté.

**Dépôt et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est déposée, lue et reçue par la Chambre:

- de l'Association d'assurance mutuelle des fabriques des diocèses de Québec et des Trois-Rivières demandant l'adoption d'une loi pour faire modifier la loi 16 Victoria, chapitre 149 (M. Cannon).

**Fabriques des  
diocèses de Québec  
et de Trois-Rivières**

**M. Cannon (Québec-Centre)** demande la permission de présenter le bill 137 amendant la charte de l'Association d'assurance mutuelle des fabriques des diocèses de Québec et des Trois-Rivières.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 78 constituant en corporation le Tiers-Ordre de Saint-Dominique;

Et, sans amendement, les bills suivants:

- bill 103 concernant la succession de feu Isaïe Racine;
- bill 109 amendant la charte du Club Canadien de Montréal;
- bill 86 concernant la Compagnie d'assurance canadienne britannique "The British Canadian Insurance Company".

**M. Francoeur (Lotbinière):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 119 amendant la charte de la cité de Lachine;
- bill 65 amendant la charte de la cité de Hull.

Votre comité recommande à l'Assemblée législative de prolonger au 21 février courant les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Le rapport est adopté.

**M. Therrien (Sherbrooke)**<sup>1</sup>: J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la ville de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;
- de la ville de Montmagny, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;
- du révérend M. Almas Larouche, demandant l'adoption d'une loi autorisant les francs-tenanciers de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi à prélever une cotisation pour aider à la reconstruction de la cathédrale de Chicoutimi;
- de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et La Société nationale de fiducie, demandant l'adoption d'une loi amendant leur charte;
- de la Société Coopérative agricole des fromagers de Québec et de l'Abattoir coopératif de Princeville, demandant l'adoption d'une loi leur donnant certains pouvoirs;

- du révérend Jos.-Papin Archambault et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Villa des retraites".

Votre comité recommande à l'Assemblée de prolonger au 21 février courant les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Le rapport est adopté.

**M. Bullock (Shefford)**: J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 72 amendant la charte de The Canada & Gulf Terminal Railway Company.

#### **Collège des chirurgiens-dentistes**

**M. Beaudry (Verchères)** demande la permission de présenter le bill 162 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Fromagers de Québec et abattoir de Princeville**

**M. Perrault (Arthabaska)** demande la permission de présenter le bill 125 concernant la Société coopérative agricole des fromagers de Québec et l'Abattoir coopératif de Princeville.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Montmagny**

**M. Thériault (L'Islet)** demande la permission de présenter le bill 87 amendant la charte de la ville de Montmagny.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Chicoutimi**

**M. Petit (Chicoutimi)** demande la permission de présenter le bill 83 amendant la charte de la ville de Chicoutimi.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **S. S.-J.-B. de Montréal et Société nationale de fiducie**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** demande la permission de présenter le bill 128 concernant la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et la Société nationale de fiducie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Cathédrale de Chicoutimi**

**M. Petit (Chicoutimi)** demande la permission de présenter le bill 135 concernant la reconstruction de la cathédrale de Chicoutimi.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Villa des retraites**

**M. Lévesque (Laval)** demande la permission de présenter le bill 100 constituant en corporation la Villa des retraites.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses:****Chemins**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Le gouvernement a-t-il fait faire un relevé des chemins de la province de Québec?

2. Dans l'affirmative, quel en est le nombre de milles?

3. Combien de milles macadamisés?

4. Combien de milles gravelés?

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières):** 1 et 2. Le gouvernement n'a pas fait faire le relevé de tous les chemins de la province, mais, en 1917, en vue de l'entretien il a fait faire le relevé complet des chemins macadamisés ou gravelés.

	Milles
Macadam à l'eau .....	1,407.10
Macadam bitumineux.....	51.52
Chemins en béton.....	28.87
Chemins en rocmac.....	7.18
Chemins en tarvia .....	6.66
Béton asphaltique.....	8.36
Gravelage .....	910.99

**Vente illicite d'alcool**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Quel est le montant total que le gouvernement a perçu de la vente illicite des liqueurs enivrantes en 1918?

2. Quel montant en 1917?

3. Combien d'arrestations ont été faites et combien d'actions prises pour vente de liqueurs enivrantes en 1918?

4. Combien en 1916?

5. Combien dans chaque comté en 1918?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):**

1. \$50,629.05

2. \$41,793.24

3. Arrestations, 43; poursuites, 868.

4. Arrestations, 53; poursuites, 973.

5. Comté	Arrestations	Poursuites
Argenteuil .....		39
Arthabaska .....	1	13
Bagot.....		
Beauce.....	2	26
Beauharnois.....		10
Bellechasse.....	2	2

Berthier.....		5
Bonaventure.....		2
Brome .....		6
Chambly.....		
Champlain.....	2	34
Charlevoix no 1 .....		2
Charlevoix no 2 .....		
Châteauguay .....		8
Chicoutimi .....	1	13
Compton .....		7
Deux-Montagnes .....		2
Dorchester.....	2	10
Drummond.....		4
Frontenac.....		
Gaspé no 1 .....		9
Gaspé no 2 .....		1
Hochelaga .....		254
Huntingdon.....	3	5
Iberville.....		
Îles-de-la-Madeleine.....		
Jacques-Cartier .....		1
Joliette.....		11
Kamouraska .....		5
Lac-Saint-Jean no 1 .....		12
Lac-Saint-Jean no 2 .....		
Laprairie.....		2
L'Assomption .....		2
Laval .....		
Lévis .....		5
L'Islet.....		4
Lotbinière.....		7
Maskinongé .....		1
Matane no 1 .....		11
Matane no 2 .....		
Mégantic .....		15
Missisquoi.....		3
Montcalm.....		
Montmagny.....	3	9
Montmorency no 1.....		
Montmorency no 2.....		
Napierville .....		
Nicolet .....		10
Ottawa-Centre.....		
Ottawa-Est .....	1	79
Ottawa-Ouest.....		
Pontiac .....		22
Portneuf .....		8
Québec .....	9	30
Richelieu.....		6
Richmond.....	1	6
Rimouski.....	3	14
Rouville .....		2
Saguenay.....		1

Shefford.....	9
Sherbrooke.....	1 14
Soulanges.....	4
Stanstead.....	8
Saint-Hyacinthe.....	
Saint-Jean.....	1 6
Saint-Maurice.....	5 39
Témiscamingue.....	12
Témiscouata.....	5 15
Terrebonne.....	1 31
Vaudreuil.....	4
Verchères.....	
Wolfe.....	3
Yamaska.....	5

### Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend la débat, ajourné le 6 février, sur la motion proposée le jeudi 30 janvier courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des subsides."

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande l'ajournement du débat afin de permettre au représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qui est temporairement absent, de prendre part au débat.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

### Actes notariés

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 18 validant certains actes notariés soit maintenant lu une deuxième fois.

Il cite un rapport du notaire Joseph Sirois, secrétaire de la chambre des notaires, qui montre que le gouvernement est ainsi intervenu à quatre reprises différentes, mais pas depuis 1892<sup>2</sup>.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce que le gouvernement va prendre l'habitude de corriger ainsi les notaires?

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** rassure le chef de l'opposition et montre qu'en somme, les erreurs sont rares et qu'à tout événement, elles ne sauraient plus se répéter.

Il insiste sur le fait que le bill ne saurait s'appliquer aux causes jugées ou pendantes, et ne fait, de plus, que ratifier ce qui est passé et ne s'applique pas pour les cas futurs.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Bons chemins

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 10 amendant la loi des bons chemins, 1912, soit maintenant lu une deuxième fois.

Il arrive, dit-il, que certaines municipalités soient obligées d'emprunter pour la confection des bons chemins avant que les estimés des ingénieurs du département de la Voirie aient été faits et que toutes les procédures requises aient été complétées. Les banques ont émis des doutes au sujet de la légalité des emprunts faits dans ces circonstances. Le bill fait disparaître ce doute et donne aux municipalités le droit de contracter des emprunts avant que ces estimés ne soient faits.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** attire l'attention du gouvernement sur le fait que plusieurs municipalités, s'étant soumises aux conditions de la loi des chemins et ayant obtenu l'assurance d'un octroi, ont commencé leurs travaux, mais qu'elles ont dû souvent interrompre, vu le retard apporté par le gouvernement à faire tenir l'argent emprunté; pour continuer ces travaux, ces municipalités, afin de couvrir leurs frais, ont dû emprunter des banques à 7 %.

Est-ce l'intention du gouvernement de rembourser ces municipalités?

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières)** répond négativement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le gouvernement devrait, en toute justice, rembourser ces municipalités. Il n'est pas du tout juste de leur faire payer un intérêt de 7 % quand elles avaient rempli les conditions pour obtenir cet argent à 3½ %.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Compagnies d'assurances**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 7 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les compagnies d'assurance soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Race chevaline**

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives à l'amélioration de la race chevaline.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose: 1. Que le ministre de l'agriculture pourra

nommer des inspecteurs compétents pour visiter les étalons, sous la direction du comité de surveillance qui sera formé par la loi qui accompagne les présentes résolutions, et fixer leur rémunération.

Adopté.

2. Que l'inspection annuelle faite à la date et au lieu fixés par le comité de surveillance sera gratuite, mais que toute autre demande d'inscription spéciale devra être accompagnée d'un honoraire de \$2.00.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** ne croit pas que cette mesure soit de nature à améliorer la race de nos chevaux. De cette façon, on sera porté à enregistrer tous les chevaux, de qualité ou non.

Dans le passé, dit-il, on n'a pas été très scrupuleux sur l'enregistrement des chevaux de race, ardennais, percherons, belges, etc., que l'on a pris souvent les uns pour les autres.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** et **M. Sauvé (Deux-Montagnes)** discutent des diverses races chevalines étrangères en usage dans la province.

La résolution est adoptée.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé de l'étude du bill 21 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'amélioration de la race chevaline.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 21 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'amélioration de la race chevaline soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Protection des prêts

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 35 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la protection des forêts contre le feu.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### En comité:

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose: 1. Que tout porteur d'un permis de coupe de bois sur les terres de la couronne devra, en tout temps, entre le premier mai et le premier novembre de chaque année, faire faire la patrouille dans ses limites à bois par des garde-feu compétents, payés et choisis par lui, mais nommés par le ministre des Terres et Forêts, et que ce dernier pourra prescrire le nombre de garde-feu qui devront être employés; et que ces garde-feu consacreront tout leur temps à la patrouille.

Adopté.

2. Que le ministre des Terres et Forêts pourra cependant exiger que la patrouille se fasse dans le mois d'avril, dans certaines parties de la province où il sera à propos de le faire.

Adopté.

3. Que chaque porteur de permis devra, du premier au quinze de chaque mois, pendant la période ci-dessus mentionnée, faire un rapport au département indiquant:

a. Le nombre de garde-feu employés par lui pendant le mois précédent;

b. Le nombre de feux qui ont pris naissance, le nombre de feux éteints et de ceux non éteints;

c. La grandeur du territoire brûlé;

d. Le montant des frais encourus par le porteur du permis pour l'extinction des feux, s'il y en a eus.

Adopté.

4. Que si le porteur de permis ne fait pas le rapport dans le délai spécifié ou s'il n'emploie pas le nombre de garde-feu fixé par le ministre, ce dernier pourra alors faire faire la patrouille et la surveillance nécessaire et en charger le coût entier au porteur du permis, et que le montant fixé par le ministre sera final.

Adopté.

5. Que le rapport fait par une association de porteurs de permis de coupe de bois pour la protection de leurs limites contre le feu sera suffisant s'il comprend toutes les limites appartenant à chaque membre de telle association.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 35 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la protection des forêts contre le feu soit maintenant lu une deuxième fois.

Il explique la mesure pour la plus grande protection des forêts contre le feu.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** pose une question au sujet de l'utilisation des aéroplanes.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** répond qu'il croit que l'aéroplane serait à son avis très pratique pour la protection des forêts contre les incendies.

Le gouvernement a reçu des rapports intéressants à ce propos, et n'a pu empêcher d'être favorablement impressionné par le projet. On se propose d'aider d'un subside une tentative que fera, dit-on, la St-Maurice.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** demande s'il y aura possibilité pour que les soldats de retour du front puissent être employés dans le service de patrouille.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** répond que, naturellement, des soldats de retour du front seront employés dans ce service, et que la question est entre les mains des associations protectrices.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Asiles d'aliénés

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 14 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les asiles d'aliénés soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce bill établit que tout aliéné qui est en état de travailler, et dont la santé bénéficiera par le travail, soit employé à des travaux divers, et que tout argent provenant de ce travail soit versé au trésor provincial, qui paie les frais d'entretien des asiles d'aliénés.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** proteste contre ce bill<sup>3</sup>.

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** considère qu'il est juste que tout aliéné, que la province abrite et nourrit, aide par son travail à défrayer ses dépenses.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Vente par shérif

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 157 amendant l'article 749 du Code de procédure civile de la province de Québec, concernant le dépôt requis dans certains cas de vente par le shérif soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### Chemins d'hiver

**M. Tessier (Rimouski)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 161 amendant l'article 488 du Code municipal de Québec relativement aux chemins d'hiver soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent du Code municipal.

#### Demande de documents:

##### Secours fédéraux pour chemins

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance, télégrammes, etc., entre le gouvernement de cette province et le gouvernement du Canada, depuis 1918, au sujet de "Secours fédéraux aux provinces pour la construction des chemins".

Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Tessier) a reçu du gouvernement fédéral l'assurance officielle d'un secours de cette nature en faveur de la voirie.

Il attire l'attention sur l'affirmation faite par l'honorable Dr Reid sur le sujet, telle que relatée dans les journaux, et demande si les rapports publiés ont quelque fondement.

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières):** Il y a eu, en effet, échange de correspondance entre le gouvernement fédéral et le département de la Voirie provinciale<sup>4</sup> à ce sujet. Le fédéral demandait l'opinion de notre département à ce sujet et même une entente. Le sous-ministre de la Voirie provinciale est allé à Ottawa à ce sujet et a communiqué tous les renseignements demandés par le gouvernement fédéral.

Il n'y a plus eu, dans la suite, aucune correspondance. Plus tard, l'honorable M. Reid a fait publier dans les journaux un communiqué dans lequel, du reste, on ne donnait aucun détail quant à la somme qui sera accordée, en particulier, à la province de Québec, ni quand elle sera mise à notre disposition. L'honorable Reid a laissé entendre que la loi permettrait de faire des gratifications, non pas des prêts aux intéressés.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** affirme également qu'il n'a reçu aucune déclaration officielle de la part d'Ottawa relativement aux subsides fédéraux aux provinces pour la construction des routes.

La motion est adoptée.

#### **Taxe pour prévenir les incendies**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution concernant le bill 29 amendant les statuts refondus, 1909, au sujet de la taxe pour prévenir les incendies.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose: Que l'article 3822 des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 3 George V, chapitre 38, section 1, soit amendé de telle manière que la taxe annuelle imposée sur toutes les compagnies d'assurance contre le feu, faisant affaires dans la province, ne soit perçue que sur les primes ou cotisations brutes pour assurance contre l'incendie perçues par chacune d'icelles dans la province.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 29 amendant les statuts refondus, 1909, au sujet de la taxe pour prévenir les incendies.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Demande de documents:**

##### **Enseignement technique**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance, télégrammes, etc., etc., entre le gouvernement de cette province et le gouvernement du Canada, depuis 1918, au sujet de secours fédéraux aux provinces pour le développement de l'enseignement technique.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** ne croit pas qu'aucune correspondance a été échangée entre les deux gouvernements concernant ce projet fédéral sur l'enseignement technique. Au cours de la récente conférence interprovinciale, on a parlé de ce sujet mais il n'y a encore rien de fait et tout est encore à l'état de projet. Il croit qu'au cours de la prochaine session fédérale, un projet de loi sera étudié à cette fin.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le gouvernement provincial a-t-il un projet arrêté à ce sujet; l'argent qu'il recevra du fédéral servira-t-il à améliorer les écoles existantes ou à en créer d'autres dans les centres où il n'y en a pas encore?

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Dès que nous aurons les revenus nécessaires, nous saurons les



employer très justement à améliorer nos écoles existantes et à en créer d'autres, même dans les petits centres.

Nous sommes résolu à augmenter le nombre des écoles techniques et à en établir dans tous les centres industriels.

Trois-Rivières, par exemple, aura son école technique bientôt; Hull nous en demande une et nous ne voyons pas pourquoi cette ville n'en aurait pas. Nous avons commencé par le commencement, c'est-à-dire en établissant ces écoles dans les grands centres; nous finirons par en établir dans les petits centres.

En dépit de l'opposition très vive à laquelle il a eu à faire face, le gouvernement va pousser au bout la politique qu'il a inaugurée pour le plus grand bien et le plus bel avenir de la province.

La motion est adoptée.

#### **Immeuble de Saint-Eustache de Terrebonne**

**M. Baudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 58 confirmant le titre à l'immeuble connu comme étant le lot numéro 67 du cadastre de la paroisse de Saint-Eustache, dans le district de Terrebonne soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Succession I. Hurtubise, fils**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. David), que l'article 510 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de O.-R. Rowley et autres, concernant la succession d'Isaïe Hurtubise, fils.

Adopté.

#### **Ligue des propriétaires de Montréal**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé) que l'article 510 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la Ligue des propriétaires de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant la charte de la cité de Montréal.

Adopté.

#### **Dépôt de pétitions:**

Deux pétitions sont présentées séparément et déposées sur la table:

- de O.-R. Rowley et autres, concernant la succession d'Isaïe Hurtubise, fils (M. Létourneau, Montréal-Hochelaga);

- de la Ligue des propriétaires de Montréal demandant l'adoption d'une loi amendant la charte de la cité de Montréal (M. Gault).

#### **Dépôt de documents:**

##### **Commission des eaux courantes, 1918**

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** dépose sur le bureau de la Chambre le septième rapport annuel de la Commission des eaux courantes de Québec, 1918. (Document de la session no 17)

La séance est levée à cinq heures.

#### **NOTES**

1. M. Therrien remplace M. Létourneau à titre de président du comité permanent des règlements.

2. Le gouvernement devait intervenir pour valider certains testaments dans lesquels le notaire avait omis de faire mention que "lecture a été faite devant témoin."

3. Le journal *La Tribune* du 12 février 1919, page 1, qui rapporte ce débat, écrit que "l'opposition a semblé scandalisée par cela".

4. Benjamin Michaud était le sous-ministre de la Voirie.



Séance du mercredi 12 février 1919

**Présidence de l'honorable A. Galipeault**

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Succession  
F. C. Stephens**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, appuyé par le représentant de Frontenac (M. Grégoire), que les articles 503 à 508 ainsi que les articles 510 à 515 soient suspendus relativement à une pétition et à un bill que dame Hazel Béatrice Kemp et la Royal Trust Company, en sa qualité d'exécutrice et fidéicommissaire de la succession de feu le capitaine Francis Chattan Stephens, désirent présenter, et qu'il leur soit permis de présenter ladite pétition: que cette pétition aussitôt présentée soit lue et reçue et qu'il leur soit permis ensuite de présenter le bill 139 déterminant les pouvoirs des exécuteurs et fidéicommissaires, en vertu du testament de feu le capitaine Francis Chattan Stephens.

Adopté.

**Lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue par la Chambre:

- de dame Hazel Béatrice Kemp et la Royal Trust Company, demandant l'adoption d'une loi déterminant les pouvoirs des exécuteurs et fidéicommissaires, en vertu du testament de feu le capitaine Francis Chattan Stephens (M. Bercovitch).

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 139 déterminant les pouvoirs des exécuteurs et fidéicommissaires en vertu du testament de feu le capitaine Francis Chattan Stephens.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Obligation  
scolaire**

**M. l'Orateur:** J'ai l'honneur d'informer la Chambre que la pétition de M. l'abbé Philippe Tremblay et autres, qui a été présentée le sept de ce mois, est irrégulière et ne peut être reçue.

En effet, les pétitionnaires demandent le rejet de "tout projet de loi établissant ou conduisant à l'établissement de l'obligation scolaire dans notre province". Or, comme aucun bill de cette nature n'a été régulièrement annoncé, la pétition de M. l'abbé Tremblay et autres contrevient aux dispositions de l'article 419 du règlement qui prescrit qu'"une pétition ne doit viser ni un débat ni un vote de la Législature, non plus qu'un projet de législation, un bill ou une motion dont la présentation n'a pas été régulièrement annoncée".

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 124 ratifiant le titre de la Montreal Trust Company à une propriété;
- bill 131 concernant la succession de Jos.-Aimé Massue.

Et, avec amendements, les bills suivants:

- bill 123 amendant la charte de la ville de Bedford;
- bill 111 concernant la succession de Victor Beaudry;
- bill 121 constituant en corporation les sœurs franciscaines missionnaires de l'Immaculée-Conception;
- bill 98 constituant en corporation l'Oeuvre des vocations tardives;
- bill 157 amendant l'article 749 du Code de procédure civile concernant les dépôts requis dans certains cas de vente par le shérif;
- bill 156 amendant l'article 2768 des statuts refondus, 1909, relativement à l'instruction publique;

**M. Godbout (Beauce)<sup>1</sup>:** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de M. Orille-L. Hénault *et al.*, demandant l'adoption d'une loi amendant la charte de la cité de Montréal quant aux expropriations;

- de la corporation de la ville de Montréal-Sud, validant le règlement no 36 de ladite ville;

- de M. Jacques Villeneuve, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de l'honorable J.-O. Villeneuve;

- de Josaphat-Frédéric Champagne, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres;

- de la Compagnie Lecavalier & Riel, limitée, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de Joseph Cadieux, demandant l'adoption d'une loi à l'effet de modifier ses nom et prénoms;

- de M. Théophile Marot *et al.*, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "La Compagnie provinciale d'indemnité".

**M. Perrault (Arthabaska):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent du Code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 154 amendant l'article 653 du Code municipal de Québec;

- bill 161 amendant l'article 488 du Code municipal de Québec, relativement aux chemins d'hiver;

- bill 153 amendant l'article 478 du Code municipal de Québec, concernant les chemins municipaux.

**M. Bullock (Shefford):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 92 incorporant la Levis Tramways Company.

#### **J. Cadieux**

**M. Lévesque (Laval)** demande la permission de présenter le bill 52 permettant à Joseph Cadieux de changer son nom en celui de Joseph-Aumand Cadieux.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **J.-F. Champagne**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** demande la permission de présenter le bill 102 autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Josaphat-Frédéric Champagne à la pratique de la médecine, de la chirurgie, après examen.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Compagnie provinciale d'indemnité**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** demande la permission de présenter le bill 132 constituant en corporation la Compagnie provinciale d'indemnité "The Provincial Indemnity Company".

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Lecavalier et Riel, limitée**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** demande la permission de présenter le bill 62 concernant la compagnie Lecavalier & Riel, limitée.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Ville de Montréal-Sud**

**M. Beaudry (Verchères)** demande la permission de présenter le bill 138 concernant la validation du règlement no 36 de la corporation de la ville de Montréal-Sud.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Montréal, expropriations**

**M. Beaudry (Verchères)** demande la permission de présenter le bill 134 amendant la charte de la Cité de Montréal, relativement aux expropriations.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Succession J.-O. Villeneuve**

**M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 129 concernant la succession de l'honorable Joseph-Octave Villeneuve.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Capital-action, contrats**

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** demande la permission de présenter le bill 40 concernant la production, chez le secrétaire de la province, des contrats mentionnés dans l'article 6036 des statuts refondus, 1909.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Cour de magistrats**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 15 amendant l'article 61 du code de procédure civile relativement à la Cour de magistrats de districts.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Vues animées**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** demande la permission de présenter le bill 34 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les exhibitions de vues animées.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Chemins de fer**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 44 amendant l'article 6474 des statuts refondus, 1909, concernant les compagnies de chemins de fer.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Dépôt de documents:**

**Lot no 18, rang 2,  
canton de Botsford**

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** dépose, sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre en date du 4 février 1919, au sujet de la copie de tous documents, concernant le lot no 18, rang 2, du canton Botsford. (Document de la session no 31)

### **Demande de documents:**

**Saint-Samuel,  
comté de Nicolet**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M.

Gault), qu'il soit mis devant la Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement et la municipalité de la paroisse de Saint-Samuel, comté de Nicolet, depuis 1914, relativement à des octrois pour chemins de colonisation, pour réparation de ponts, etc.

Adopté.

### **Code du notariat**

**M. Godbout (Beauce)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 158 amendant le Code du notariat soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Tribunal de Beauce**

**M. Godbout (Beauce)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 159 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la juridiction concurrente du tribunal du district de Beauce sur certaines paroisses des comtés de Bellechasse et de Montmagny soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Subsides**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend la débat, ajourné le 11 février, sur la motion proposée le jeudi 30 janvier courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des subsides."

### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Le chef de l'opposition, en commençant son discours sur le budget nous a dit que le trésorier de la province, lors de son exposé financier à la Chambre, avait un sourire sur les lèvres. Il ne pouvait en être autrement; comme chacun de nous, le trésorier éprouve un sentiment bien légitime de voir notre bonne vieille province, si décriée en certains endroits comme arriérée et non progressiste, se mettre vaillamment au premier rang des provinces de la Confédération par sa stabilité financière et dire à ceux qui s'intéressent à elle que jamais sa position n'a été meilleure ni plus brillante.

Je me demande même si le chef de l'opposition, pour faire sa critique, n'a pas pris la place de son premier, peut-être de son seul lieutenant, et les rumeurs de la rue disent vrai, parce que celui-ci n'aurait pu s'empêcher de crier bravo et

de joindre ses acclamations à celles de son ami, le député de Montréal-Sainte-Anne (M. Tansey), que nous avons vu applaudir avec enthousiasme le trésorier provincial.

Il y a maintenant près de 20 ans que j'assiste dans cette Chambre au débat sur le budget, mais celui de cette année ne ressemble en aucune manière à ses prédécesseurs. Les critiques d'autrefois n'avaient que le même thème, votre surplus n'existe pas et on s'évertuait à le démolir. Mais, cette année, le reproche qu'on adresse au trésorier est tout autre, - et c'est peut-être là le secret de son sourire, - votre surplus est trop considérable!

On admettra qu'un trésorier survit facilement à une semblable accusation et je souhaite au chef de l'opposition, quand il sera premier ministre de cette province entouré de cette brillante phalange d'hommes d'État, et de politiciens éminents qui le suivent et qui sont, nous disait le *Quebec Chronicle* d'hier, compétents mais pas attachants, d'offrir un budget aussi encourageant et... un trésorier aussi souriant!

J'ai dit que nous éprouvions un sentiment de légitime fierté de voir notre province prendre tout doucement et sans bruit la première place parmi les provinces de la Confédération canadienne. Il n'y a que ses ennemis et ses dénigreur qui ne veulent pas l'admettre, et Dieu sait si nous avons de ces derniers.

Mais, sans vouloir apprécier les résultats, depuis quelques années, Québec, n'est-elle pas la province qui a fait le plus de progrès par ses écoles techniques, dans le domaine de l'instruction de ses enfants et de ses ouvriers? N'est-elle pas la pionnière des bonnes routes, et sa politique de voirie, à la fois prudente et progressive, n'a-t-elle pas déjà révolutionné nos campagnes?

Notre province n'est-elle pas la seule qui ait songé à emmagasiner sa houille blanche et à créer ses immenses réservoirs d'eau qui, en toutes saisons, font retentir le bruit des usines et jettent dans tous les coins du monde le papier et la pulpe, ces richesses inépuisables de nos forêts?

Son crédit n'est-il pas le meilleur de toutes les provinces et les financiers ne vous disent-ils pas qu'il y a chez nous un élément de stabilité dans l'industrie et le commerce, de moralité dans la population rurale et de respect de l'ordre chez l'ouvrier qui n'existent pas ailleurs et qui ajoutent encore à son crédit?

La moralité de notre population; mais je voudrais que nos dénigreur sachent que, sur nos 1,300 municipalités, il y en a 1,100 qui n'ont pas même de constables, et cependant les statistiques montrent que c'est chez nous que la criminalité est la moins fréquente.

Notre province, mais n'est-ce pas elle qui, seule des anciennes provinces, ait conservé et vu augmenter sa population agricole?

La Chambre me permettra cette petite digression avant d'entreprendre la tâche de suivre le chef de l'opposition dans sa critique du budget et de répondre aux reproches qu'il nous a faits. Il nous a dit que le gouvernement était responsable de la position économique de la province et aussi, une partie de celle des corps municipaux et scolaires. En autant que la première est concernée, pour ce qui relève de notre domaine, nous acceptons volontiers toute la responsabilité qui nous incombe en prenant pour nos meilleurs collaborateurs l'esprit d'ordre, d'économie et d'entreprise de notre population, car, sans ce facteur économique tout puissant, l'action gouvernementale ne compte guère.

Mais, voyons quelle est la position économique de la province et, si le gouvernement en est responsable, mérite-t-il des louanges ou des reproches? Nous nous occuperons ensuite de nos corps municipaux et scolaires.

Le monde vient de terminer la guerre la plus terrible de son histoire; il a été bouleversé dans ses assises les plus profondes, la paix n'est pas même encore signée; les événements se précipitent; un monde nouveau se prépare dont les bases seront celles que voudra la main de celui qui dirige les choses humaines...

Or, quelle est la position économique de notre province aujourd'hui? Sans doute, il y a bien des foyers déserts et la place du petit soldat mort en France, vide à l'usine ou au champ, est, à part toute autre, une perte économique considérable.

Mais au point de vue matériel, personne n'a affronté l'orage mieux que nous. Les dépôts en banque, qui représentent une bonne partie de l'épargne nationale, ont doublé depuis cinq ans. Les terres, les mines et la chasse sont nos principales sources de revenus, a dit le chef de l'opposition. Il y en a bien d'autres, mais suivons-le sur ce terrain:

En 1915, la valeur de nos produits forestiers était de \$29,450.00. En 1917, elle était de \$35,585.00, soit une augmentation d'au-delà de \$6,000.00.

En 1914, nous avions 23 usines à pulpe et à papier. Nous en avons aujourd'hui 31.

En 1914, nous fabriquions 515,000 tonnes de pulpe. Les statistiques de 1917 montrent que, dans cette année, nous en avons fait 842,000 tonnes.

Pendant la guerre, malgré la rareté de la main-d'œuvre et les difficultés de transport, notre production de pulpe et de papier a donc augmenté de 40 %.

En 1917-1918, le revenu des terres a été de \$1,610,000; notre collègue le ministre des Terres, l'honorable M. Allard, a promis au trésorier \$600,000 de surplus cette année et il tiendra parole.

Les mines, en 1914, donnaient un revenu de \$16,500; le 1<sup>er</sup> juillet 1918, nous recevions \$129,500; cette année, on nous promet \$250,000 et le ministre qui a charge de ce département est un bon mineur.

La chasse et la pêche, en 1914, rapportaient \$131,000; le 1<sup>er</sup> juillet dernier, ce montant était porté à \$219,000; il atteindra \$250,000 en 1919.

Ces deux services nous donneront donc \$500,000 cette année quand, sous le régime cher au cœur du chef de l'opposition, les mines rapportaient la somme fabuleuse de \$1,821, six mois de salaire pour le chef de l'opposition, et la chasse et la pêche \$24,500, c'est-à-dire, que le ministre actuel a multiplié ces chiffres par 20!

Le chef de l'opposition a un faible pour l'agriculture; j'avoue mon peu de compétence en cette matière, mais mon collègue qui préside à ce département, l'honorable M. Caron, en a pour nous tous. Je crois que sa direction intelligente et éclairée est le grand facteur de l'amélioration énorme que nous constatons et je croirais manquer au premier devoir qui incombe à tous ceux qui s'intéressent à notre vie rurale en ne lui rendant pas ce témoignage. Si jamais homme public a raison d'être fier de son œuvre, c'est bien lui et, au risque de blesser sa modestie, je vais lui dire quelques statistiques. Ces résultats ne sont pas croyables s'ils n'étaient compilés avec tout le soin possible.

	Valeur	
	1916	1918
Blé.....	\$ 1,786,000	\$ 14,382,000
Avoine.....	18,796,000	52,667,000
Orge.....	1,674,000	7,373,000
Seigle.....	165,000	991,000
Pois.....	972,000	1,863,000
Fèves.....	434,000	10,679,000
Sarrasin.....	2,332,000	8,838,000
Pommes de terre.....	14,232,000	38,157,000
Foin.....	57,464,000	107,098,000

Ces chiffres montrent, dans toute leur éloquence, combien notre province, agricole avant tout, a su, dans ce domaine, traverser la crise qui a ébranlé le monde. On critiquera peut-être ces chiffres de notre statisticien; qu'il me suffise de dire que le gouvernement fédéral, persuadé de leur exactitude,

les accepte aujourd'hui comme siens et base ses propres statistiques sur les données que nous lui fournissons.

Je ne parle pas de nos produits manufacturiers auxquels la guerre a donné un élan incroyable, mais peut-être factice pour les munitions. Il y a plus. Québec est la seule province qui, malgré de pressantes sollicitations, n'a pas voulu imposer de moratoire et je ne sache pas que les débiteurs aient été ruinés; on vous dira, au contraire, que jamais le commerce n'a été plus prospère.

Ajoutons encore que Québec a équilibré son budget; il a fait mieux, il a eu des surplus considérables sans avoir recours à la taxe foncière, comme certaine grande province qu'on nous cite comme modèle.

Ajoutons enfin que notre province n'a pas été obligée d'emprunter des millions du gouvernement fédéral, qu'avec ses seules ressources, elle a fait honneur à ses obligations et qu'elle a su ainsi ne pas créer un régime de dépendance d'Ottawa; l'avenir dira si elle a eu raison d'agir ainsi.

La position économique de notre province est excellente et, si le chef de l'opposition veut nous en tenir responsable, nous lui en sommes reconnaissants.

Il nous a fait un reproche: Vous laissez les étrangers s'emparer de nos richesses naturelles. Pressé de préciser, il dit vouloir référer aux pouvoirs d'eau.

C'est à rendre rêveur que d'entendre le chef d'un grand parti reprocher au gouvernement d'amener du capital étranger pour développer les ressources naturelles de notre province. Puisse-t-il en venir encore beaucoup.

Dans tout le pays, il y a 81 usines à pulpe et à papier. Québec en a 31, près de la moitié, et en 1917, on peut en voir l'importance par le fait que sur 920,000 tonnes de pulpe mécanique faite dans tout le Canada, Québec, pour sa seule part, en a produit 517,000, soit plus de la moitié.

Dans la même année, sur \$38,000,000.00, valeur du papier à journal dans tout le Canada, notre part a été de \$16,960,000.00.

Sans parler de Price Brothers, de la compagnie de Pulpe de Chicoutimi et de quelques autres, nous avons des compagnies avec du capital étranger, comme celles qui opèrent à Shawinigan et Grand'Mère, à Clark City à Donnacona à La Tuque, sur la Saint-Maurice que les provinces sœurs nous envieraient et, au risque de blesser M. le chef de l'opposition, nous sommes prêts à favoriser le développement de ces compagnies et à ouvrir toutes grandes les portes de notre province à d'autres semblables.

Parlant de nos forces hydrauliques, il est satisfaisant de constater combien les prévisions du gouvernement se sont réalisées en rapport avec les barrages du Saint-Maurice et du Saint-François. Le premier nous rapporte déjà 7½ %, l'autre 9 %. Les barrages sont terminés; non seulement nous rencontrons l'intérêt de nos bons et l'amortissement, mais nous faisons un profit qui va s'accroître d'année en année et le gouvernement prévoit déjà une source de revenu considérable pour la province.

Mais, cet avantage n'est rien comparé à celui qu'en retire l'industrie.

Prenons le Saint-Maurice: Le débit de l'eau est admirablement contrôlé. Il n'y a plus de raisons de sécheresse, les usines fonctionnent à pleine capacité en toute saison, et le réservoir artificiel que nous avons créé par ce barrage le plus grand du monde, haut de 90 pieds, n'a baissé que de 15 pieds pendant tout cet hiver si sec que nous avons eu.

Si, ici encore, nous méritons le blâme du chef de l'opposition, nous l'acceptons sans la moindre contrition et sans même le ferme propos de ne plus recommencer, car le jour où nous aurons réalisé dans notre province le barrage de nos principaux pouvoirs d'eau, ce sera pour elle l'âge d'or de sa production industrielle. Nous prévoyons déjà le jour où, sur nos chemins de fer, la locomotive électrique remplacera l'engin à vapeur d'aujourd'hui.

Le chef de l'opposition veut nous rendre responsables en partie de la position économique de nos corps municipaux et scolaires. Suivons-le encore sur ce terrain.

Il n'y a pas encore longtemps, la province de Québec était citée comme le modèle de province dont les municipalités étaient le moins endettées. Surtout, nos municipalités rurales n'avaient aucune dette quelconque.

Depuis, les choses ont changé et le passif municipal est aujourd'hui considérable.

Cela tient:

1. Aux emprunts pour la voirie.
2. À la nécessité du confort moderne, auquel les citoyens ne veulent plus se soustraire, tel qu'aqueduc, égouts, pavages, etc.
3. À l'éloquence de vendeurs de débentures qui ont persuadé les conseillers municipaux d'avoir recours à ce moyen facile d'emprunter.

Est-on allé trop loin? Oui, dans certains cas, et c'est ce qui a amené l'intervention gouvernementale.

Il est nécessaire de maintenir intacte dans notre province le bon nom et le crédit de nos municipalités.

C'est pourquoi le gouvernement a créé le département des Affaires municipales, organisé le printemps dernier seulement. Après quelques mois d'opération, le 1er juillet dernier, le département avait déjà refusé à 11 municipalités le pouvoir d'emprunter \$1,130,000.00.

La tâche de refuser est parfois ingrate, mais le gouvernement est absolument décidé de tenir les municipalités dans les limites de leurs pouvoirs qui ne leur permettent pas de s'endetter outre mesure et de financer des projets que réprouve une saine économie politique.

La même surveillance est exercée sur les municipalités scolaires. Quand on voit cependant que, en 1917, le public a contribué pour près de \$12,000,000.00 pour les fins scolaires, soit une augmentation de \$1,235,000.00 sur l'année précédente, alors qu'il y a dix ans, cette contribution n'était que de \$4,680,000.00, c'est dire combien l'instruction publique a éveillé l'opinion et les sacrifices que la population de la province est prête à s'imposer.

Dans une seule année, elle a donné pour ses écoles plus que le budget de toute la province.

J'en viens à quelques objections du chef de l'opposition.

Pourquoi des mandats spéciaux, s'il y a des surplus, s'est-il écrié. J'ai toujours compris qu'il y a des mandats spéciaux précisément parce qu'il y a un surplus et que, quand nos revenus excèdent nos prévisions, nous remettons ce surplus, en tout ou en partie, par des mandats spéciaux à la colonisation, à l'agriculture, à la voirie et à l'instruction publique. Évidemment, les méthodes de comptabilité du chef de l'opposition ne sont pas les nôtres.

Nous voudrions augmenter nos octrois à la colonisation et à l'agriculture et, quand le revenu le permettra, nous ne reculerons pas devant les mandats spéciaux pour aider ces deux facteurs de notre vie nationale.

Vous faites peu pour l'agriculture, dit encore le chef de l'opposition. Nous lui avons donné, l'année dernière, \$725,000 alors que, sous le régime bienfaisant de 1892, ce budget n'était que de \$163,000, une légère différence de un demi million.

Mais, prétendra-t-on, que les \$19,000,000 dépensés pour la voirie rurale n'est pas un montant donné en grande partie à l'agriculture? La voirie n'est-elle pas un des grands facteurs de son succès.

Niera-t-on que les \$578,000 au-delà d'un demi million que le gouvernement a payé pour l'abolition des ponts et des barrières de péages, soient une aide puissante à l'agriculture?



Refusera-t-on au gouvernement de la lui donner crédit en faveur de la classe agricole pour les 500 ponts en fer construits dans nos campagnes au coût de près de \$4,000,000 et qui font de notre province à la fois la pionnière et la reine des constructions métalliques?

Ne sont-ce pas tous ces avantages qui ont donné cet élan à la production agricole et amené ces résultats merveilleux dont je parlais précédemment?

Vous avez un surplus, nous dit encore le chef de l'opposition, parce que vous refusez de payer convenablement vos employés. C'est sa vieille chanson qui revient tous les ans avec la régularité des saisons. Voyons ce qui en est:

On admettra d'abord tous les bienfaits d'un régime de pension pour les employés publics. Il équivaut à une assurance pour la vieillesse et la maladie, et pour la femme et les enfants.

Nos amis les conservateurs, ces vaillants défenseurs du service civil, ont aboli la pension. À la demande de nos employés, nous l'avons rétablie il y a quelques années et, dans l'année écoulée, nous avons payé à nos employés en retraite ou à leurs familles \$80,000 alors que nous n'avons reçu que \$25,000 de leurs contributions. C'est dire la base généreuse sur laquelle se font les calculs. Mais prenons les salaires de mon département, voici quelques-unes des augmentations pendant les cinq dernières années:

	1913	1918	Augmen- tation
Sous-ministre .....	\$3,000	\$4,000	\$1,000
Secrétaire du dept.....	1,700	2,000	300
Teneur des livres .....	1,350	1,600	250
Architecte .....	1,200	2,300	1,100
Directeur des chemins de fer .....	2,800	3,500	700
Assistant .....	1,500	1,900	400
Premier commis .....	900	1,200	300
Électricien .....	950	1,200	250
Mécaniciens .....	700	850	150
Sténographe .....	900	1,150	250

Et une foule d'autres variant de \$100 à \$200.

Est-il beaucoup de maisons de commerce qui, depuis quelques années, ont augmenté les salaires dans ces proportions et ont donné à leurs employés un fonds de pension auquel le patron contribue pour les 2/3?

Remarquons, de plus, que presque tous ces employés sont sous le système de l'augmentation automatique, une autre création du gouvernement qui ajoute au salaire de \$50 à \$200 par année.

Le chef de l'opposition s'intéresse sans doute aux petits, aux modestes ouvriers et il me dira que ces chiffres que je viens de donner sont pour les employés supérieurs.

Voyons pour les petits:

Nos menuisiers, mécaniciens, maçons, peintres, etc., recevaient en 1913 \$792.00 par année; ils ont aujourd'hui \$825.00, soit une augmentation de \$33.00. Ils reçoivent \$2.75 par jour, avec 15 jours de vacances par année, congé le samedi après-midi et je ne sache pas qu'un seul ouvrier ait été renvoyé de notre service pour maladie; je pourrais dire qu'ils sont inamovibles.

Lors de leur dernière augmentation, voici ce qu'ils m'ont écrit:

Québec, le 22 août 1918

À l'honorable L.-A. Taschereau,  
Ministre des Travaux publics et du Travail,  
Québec

M. le ministre,

À l'occasion de l'augmentation de salaire que vous avez daigné nous accorder, nous tenons à vous dire toute notre reconnaissance pour avoir bien voulu améliorer notre sort. Pour cette raison, recevez, M. le ministre, nos plus sincères remerciements, et croyez-nous,

Vos humbles serviteurs,  
Les menuisiers de l'hôtel du gouvernement  
par (signé) Jos. Cantin

Prenons maintenant les journaliers:

Ils ont les mêmes avantages que les autres ouvriers, reçoivent \$2.15 par jour toute l'année avec les mêmes congés et reçoivent \$645.00 par année. Pour eux, pas de chômage, pas de mauvais temps, pas d'arrêt dans leur travail. Je suis sûr que si on offrait à tous les ouvriers d'entrer à ces conditions au service du gouvernement, nous aurions plus d'applications que le chef de l'opposition n'a de partisans dans toute la province!

Hier encore, nous avons accordé un bonus d'un mois de salaire à tous nos employés recevant un salaire de \$1,600.00 et au-dessous. C'est une addition de \$150,000.00 à notre budget de l'année, mais nous avons été heureux de faire la chose.

Je dis ce qu'ont été les augmentations dans mon département; elles ont été les mêmes dans les autres. Nous avons d'excellents employés. Ils ont voulu faire du service civil leur carrière. Elle est parfois ingrate. Peu y sont heureux, mais nous voulons aller aussi loin que les finances le permettront pour améliorer leur sort, et s'ils veulent se rappeler ce que le Parti libéral a fait pour eux dans le passé, ils y verront un gage de notre bonne volonté et de notre désir d'améliorer leur sort.

Le chef de l'opposition, dans ses pérégrinations budgétaires, nous a découvert un nouveau budget sur lequel il a tourné sa lanterne, c'est la caisse électorale. Le gouvernement est bon pour les marchands de bois, dit-il, et ceux-ci sont les pourvoyeurs de cette fameuse caisse que personne n'a vue mais qui est cachée quelque part.

Je puis dire au chef de l'opposition que si jamais gouvernement a été entièrement et complètement indépendant des marchands de bois, c'est bien celui-ci. Ou le chef de l'opposition sait ce qu'il dit à ce sujet ou il ne le sait pas.

S'il ne le sait pas, pour des raisons évidentes, il est tout pardonné; nous avons l'absolution facile pour des cas comme le sien. S'il le sait, c'est son devoir de le dire publiquement; il est là pour ça.

Mais je pourrais ajouter: Pourquoi une caisse électorale, quand tout ce que nous avons à combattre, c'est un Parti conservateur réduit à l'état d'échantillon et qui ira bientôt peupler notre musée d'objets antiques si la dépopulation se continue encore quelque temps.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Que le premier ministre prenne garde à son voisin<sup>2</sup>!

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Mais, le chef de l'opposition a une dernière objection: "Si M. MacDonald n'était pas mort, vous n'auriez pas de surplus."

C'est Napoléon qui disait que le dieu des armées se prononçait généralement pour les gros bataillons. Le dieu des gouvernements a aussi soin de ceux qui lui sont chers, car chaque fois que nous avons la perspective d'un déficit, il appelle au séjour des bienheureux, un des millionnaires les plus cossus de Montréal, et le tour est joué!

Il y a 15 ans qu'on nous redit cette chanson et, chaque année, nous avons eu notre millionnaire. Il serait malheureux que la tradition se brise, mais que le chef de l'opposition se rassure. S'il y a une année qui nous échappe, nous n'aurons pas le malheur et le chef de l'opposition n'aura pas la consolation de voir la province en déficit.

La guerre a laissé dans son sillon beaucoup de problèmes économiques qu'il faut résoudre. L'un des principaux est la question ouvrière.

L'ouvrier n'est plus la machine d'autrefois. La théorie nouvelle en fait le collaborateur du patron. Celui-ci fournit le capital, l'autre le travail, non pas mécanique seulement, mais un travail intelligent et raisonné. Et, quoi qu'on fasse et quoi qu'on dise, l'ouvrier a droit à un salaire suffisant pour vivre honorablement pour faire instruire ses enfants; il a droit à une demeure saine où pénètre un rayon de soleil. Les nouvelles conditions de l'industrie devront lui donner tout cela; mais il y a des obstacles à vaincre, je me contenterai d'en signaler un.

Le gouvernement fédéral impose à l'industrie une taxe très lourde sur ses profits au-delà d'un certain pourcentage. J'y vois un danger très sérieux pour la petite industrie. Le grand industriel, qui fait des gros profits, dont une large part lui est prise par l'impôt, plutôt que de la payer à l'État, augmente les gages de ses employés; personne ne le lui reproche, car il n'y perd rien, les gages sont diminués des profits, c'est l'État qui les reçoit en moins et les ouvriers en profitent. Mais, la petite industrie, celle qui commerce, celle dont les profits sont minimes, ne peut, elle, payer les salaires que donne son riche concurrent. Il en résulte une inégalité de gages qui crée le mécontentement et la grève.

Le chef de l'opposition a dit encore qu'on peut reprocher au gouvernement un manque d'intérêt public de surveillance et d'imprévoyance dans un grand nombre de mesures législatives relativement aux corporations municipales et aux corporations scolaires.

Quelques statistiques feront justice de cette assertion. Dans les quatre années pendant lesquelles a duré la guerre, la valeur des biens imposables dans la province a augmenté de \$89,000,000. Il est vrai que l'actif des corporations municipales a baissé de \$25,000,000, mais d'un autre côté le passif a aussi diminué de \$38,000,000, preuve que la prévoyance des municipalités et le contrôle du gouvernement ont eu un bon effet. Pendant la même période, les biens imposables pour fins scolaires ont également augmenté de \$75,000,000. Les écoles qui, il y a quatre ans, étaient évaluées à \$34,000,000 ont aujourd'hui une valeur de \$40,000,000.

Le chef de l'opposition s'intéresse, et avec raison, au sort du personnel enseignant et il voudrait une augmentation du fonds de pension. S'il veut bien se rappeler qu'il n'y a que peu d'années, les institutrices ne recevaient des pensions que d'une dizaine de dollars, que nous avons depuis fixé le

minimum de la pension à \$75 et que, l'année dernière, nous avons payé à 875 pensionnaires \$118,756. On admettra les progrès réalisés. Nous avons aujourd'hui des institutrices qui reçoivent des pensions annuelles de \$300 à \$400. Sans doute, le minimum est modeste, mais c'est l'intérêt d'un capital de \$1,500 servi à l'institutrice; cela équivaut à une épargne de ce montant accumulée pendant les années d'enseignement.

On m'informe du reste qu'il est peu de pays au monde où le personnel enseignant reçoive une pension aussi élevée que dans notre province.

Quant aux inspecteurs d'écoles, ils ne recevaient, il y a quelques années, que \$600. Aujourd'hui, nous leur payons \$1,400 avec en outre \$300 pour leurs frais de voyage et le budget de cette année prévoit pour eux une nouvelle augmentation.

L'instruction est à l'ordre du jour. Jamais, elle n'a passionné les esprits comme aujourd'hui. De grâce, ne nous chicanons pas sur les mots, sur le nom à lui donner, mais puisque tous la croient nécessaire et la réclament, voyons à ce qu'elle pénètre partout jusque dans le foyer le plus modeste, jusque dans la campagne la plus éloignée, sans que ceux qui dirigent ce mouvement se divisent et paralysent leurs efforts en querelles qui nous éloignent du but que tous veulent atteindre.

Mais, serait-il permis de toucher à un autre problème d'après-guerre. C'est celui de ces réformes sociales qui veulent tout bouleverser, tout briser, tout changer.

De partout surgissent des violents réformateurs de cette pauvre humanité et malheur à vous si vous ne pensez pas comme eux; ils sont prêts à vous prêcher la charité avec des mitrailleuses et des gaz asphyxiants. Beaucoup de ces nouveaux projets peuvent avoir du bon mais, ne serait-il pas possible de rendre la propagande plus douce et plus aimable et de le faire pénétrer par la persuasion plutôt que la violence?

Enfin, je crois qu'il faut donner à nos soldats de retour notre concours le plus entier. Le problème est complexe et difficile, mais c'est un des premiers à résoudre.

Les destinées du monde sont à se jouer en France dans le moment; on rêve la paix universelle et les nations, après les horreurs des quatre dernières années, veulent vivre dans la paix, l'amitié et la concorde. Cette paix, si elle est possible, devrait l'être pour tous, mais jugez de notre indignation quand le dernier courrier nous apportait de Londres le *Saturday Review* où un de ses rédacteurs, sous le titre de "*The Tragedy of Quebec*" voue notre

province, avec tout ce qui nous est cher, aux pires anathèmes que peut rêver pour nous son âme perverse et fielleuse<sup>3</sup>.

J'étais disposé à prendre moi-même la chose au tragique quand j'ouvris quelques instants après un numéro du *Statesman*, un vigoureux journal d'Ontario, auquel les libéraux de Québec rendent un hommage enthousiaste. Il discutait un des derniers scandales du gouvernement unioniste et ajoutait: "Mais du moment qu'on va discuter cette saleté à Ottawa, attendez-vous à une explosion contre Québec, les Canadiens français et l'Église catholique. C'est le mode de combattre, c'est la réponse des torys d'Ottawa."

Celui qui a écrit "*La tragédie de Québec*"<sup>4</sup>, je serais prêt à le parier, est quelque gros profiteur canadien qui s'est tenu loin des tranchées, qui a crié bien fort pour l'empire et qui a volé son pays. Il est mûr pour crier: Haro sur Québec. Je m'intéresse peu à lui, mais je reproche à un journal comme le *Saturday Review* de publier sur notre compte de pareilles insultes. Si nos morts, nos blessés, si les peines et les misères qu'ils ont endurées, si les sacrifices que nous avons faits joyeusement ne nous valent en retour que les injures et le mépris, il est temps de le savoir; les comptes sont à se faire.

La province de Québec, pour avoir peut-être une loyauté moins bruyante que certaines de ses voisines, n'en est pas moins profondément attachée à la mère patrie, elle en a donné des preuves éclatantes. Sa loyauté n'en est pas une de sentiment et d'hérédité, mais elle est raisonnée, elle est sincère, elle peut être durable.

On le sait du reste, en Angleterre, si une presse calomniatrice, à peu près la seule qu'elle reçoit d'ici, n'a pas détruit le bon nom qu'un siècle de relations heureuses a su nous créer. Mais nous demandons à l'Angleterre de nous juger comme nous devons l'être, de nous envoyer ici des hommes qui puiseront leur inspiration dans tout le Canada, à Québec comme ailleurs, et qui pourront lui dire comme tant de gouverneurs l'ont compris, que le Canada est un pays mixte, que les différentes races et les différentes religions s'y coudoient et doivent y vivre.

Je m'arrête et je me demande si nous n'avons pas fait trop de récriminations dans le passé et si les délégations d'entente cordiale n'ont donné aucun bon résultat. Laissons au bon sens de nos voisins, la chance de reprendre le dessus, laissons au *Clash*, laissons à Moore<sup>5</sup>, à Squairs<sup>6</sup>, à Boyd<sup>7</sup>, à O'Hagan<sup>8</sup> le soin de faire lever dans la population d'Ontario la bonne semence qu'ils y ont jetée.

Pour nous, dans la province de Québec, forts de l'harmonie qui règne chez nous, des excellents rapports qui nous unissent dans notre province, à nos compatriotes d'une autre origine, car de problème de race, il n'y en a pas ici, marchons de l'avant, développons notre province, son sol, ses ressources naturelles, ses richesses encore inexplorées, instruisons nos enfants et nos ouvriers, battons-nous un peu moins pour le sou bilingue, mais un peu plus pour apprendre à nos enfants à parler la langue d'au-delà de 100,000,000 d'habitants de ce continent et le jour viendra où on comprendra que, si jadis Québec a conservé le Canada à l'Angleterre, Québec est nécessaire au Canada pour prendre sa place dans la famille des nations.

Je suis peut-être loin du budget provincial et si j'ai fait cette petite pérégrination dans notre budget national, je prie la Chambre de me la pardonner.

(Applaudissements)

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** rend un vibrant hommage à Sir Évariste Leblanc, ex-lieutenant-gouverneur, qui fut son chef en Chambre, de même qu'un ami personnel. Son ouverture d'esprit et son intelligence nous manqueront tout particulièrement en cette époque où le Canada a besoin de tels hommes pour guider et contrôler sa destinée.

Une fois encore, le trésorier a prêché l'épargne, bien que cette année il ait omis le mot "réduction". Il a demandé au peuple de garder ses ressources et de pratiquer l'économie et je constate que les différents départements ont économisé; comme question de fait, les chiffres font croire à cette déclaration.

Aux vieux jours du Parti libéral, les députés de la province de Québec ne cessèrent de s'employer à condamner le Parti conservateur alors au pouvoir de pressurer le peuple par une infinité de taxes. Mais, quel changement, quand le Parti libéral est venu au pouvoir. Les dépenses sont devenues maintenant une manie et elles augmentent chaque année. On peut dire que sous le présent gouvernement, l'argent arrive facilement, mais s'en va de la même façon.

Avant la fin de la présente session, croit-il, de nouvelles taxes seront imposées, en particulier sur les hommes d'affaires de cette province. Actuellement, sur un total de \$13,806,390.00 de revenus environ, \$10,168,253.00 proviennent des taxes. Le reste est constitué en partie par les subsides du gouvernement fédéral et par les revenus des terres.

Il fait une longue revue des différentes sources de revenu du gouvernement: licences, banques, compagnies et agents d'assurances, les corporations commerciales, les successions, l'enregistrement, les timbres, droits de coupe, les véhicules moteurs, les compagnies de téléphone et de télégraphe, les buanderies, les machines automatiques, les détectives privés, courses de chevaux, vues animées, salles de billard, et les salles de divers autres amusements.

Les revenus de ces divers impôts sont quelquefois si petits qu'il vaudrait mieux les abolir; on taxe souvent pour le plaisir de taxer.

Il cite des chiffres présentés annuellement à la Chambre et qui montrent à la fois les revenus anticipés et réels. Nous constatons que, de 1914 à 1918, en cinq ans, le trésorier s'est trompé par 21, 21, 11, 7 et 45 % respectivement pour chaque année. Le montant total estimé des revenus a été de \$42,409,213, alors qu'ils se sont chiffrés dans les faits à \$51,749,054.

De ce montant, \$33,000,000 provenaient de taxes directes. Le Parti libéral, qui accusait les Conservateurs, alors qu'ils étaient au pouvoir, de trop taxer, est certainement devenu un partisan des taxes. Il y a plusieurs années, les hommes d'affaires de la province se sont fait assurer que le fardeau des taxes serait réduit, mais, année après année, à la place des réductions, nous avons vu des augmentations et de nouvelles taxes.

Il cite quelques-unes de ces nouvelles taxes pour appuyer ses dires. Dans les cinq dernières années, les revenus provenant des corporations ont augmenté de près de 40 %, ceux provenant des licences de 34 % et ceux provenant des véhicules-moteurs de presque 500 %.

Il dit que le public aura du mal à croire que le gouvernement a été économe, puisque, au cours des cinq dernières années, il a dépassé ses prévisions de dépenses de 22, 17, 13, 9 et 22 % respectivement pour chaque année.

Les dépenses totales prévues pour les cinq dernières années étaient de \$41,813,702 alors que les dépenses réelles furent de \$48,351,077, soit un dépassement de \$7,037,375, avec des variations allant de 22.86 % en 1914, descendant à 9.33 % en 1917, pour remonter à 22 % en 1918. Est-ce que les résultats obtenus justifient une augmentation aussi importante des dépenses? Est-ce que l'ensemble de la province en a profité? La population est-elle plus satisfaite, heureuse et prospère?

Il ne craint pas les dépenses importantes si elles apportent des résultats importants. Le trésorier

provincial ne peut se vanter d'être économe et, au même moment, montrer de telles augmentations de dépenses. Les taxes devraient être distribuées équitablement. Les districts ruraux devraient payer leur juste part pour faire en sorte que la province n'ait pas à compter sur Montréal pour la majeure partie. La dette consolidée de la province est de \$39,827,769, comparée à \$24,759,798 en 1913, une augmentation de \$15,067,971 dont la majeure partie est due aux travaux du gouvernement et à ses propriétés qui ne disposent d'aucune source de revenus afin de payer leurs obligations. Et il y a eu cette augmentation d'environ \$10,000,000 des revenus. Les paiements sur la dette publique ont augmenté de 63 % en cinq ans et sont susceptibles de grimper encore plus, alors que le taux d'intérêt moyen monte et qu'il y aura bientôt une nouvelle émission d'obligations.

Il se demande ce qu'il est advenu des principes du Parti libéral avec l'émission d'une telle quantité de mandats spéciaux. Quelle est l'utilité pour la Législature de se réunir chaque année quand une proportion aussi importante des revenus est dépensée par mandats spéciaux? Il peut comprendre l'émission de mandats spéciaux pour aider ceux qui souffrent de la grippe espagnole, mais ne voit pas pourquoi on a procédé ainsi dans certains autres cas.

Il souligne que cette épidémie a mis en lumière le manque de médecins dans certains districts de la province. On me dit, poursuit-il, que dans la Basse-Côte-Nord du Saint-Laurent, qui s'étend sur une grande superficie et où habite une population d'environ 60,000 (personnes), il n'y a que six médecins qualifiés. Il en résulte une souffrance terrible et une mortalité épouvantable, les gens mourant en grand nombre en raison de soins et de traitements insuffisants. À l'évidence, des mesures pourraient être prises pour qu'une telle situation ne se reproduise plus jamais.

Parlant des fonds dépensés pour les routes, il affirme qu'une grande partie a été gaspillée parce qu'on n'a pas prévu de sommes destinées à l'entretien. Ainsi, des routes construites il y a quelques années sont dans une condition presque aussi mauvaise qu'elles l'étaient à l'origine. Les municipalités se sont lourdement endettées et, maintenant, n'ont ni route ni argent. Il n'irait pas jusqu'à dire qu'aucune amélioration ne fut apportée aux routes, mais il est évident que beaucoup d'argent a été gaspillé.

Dans le domaine de l'éducation, bien que l'octroi ait été augmenté de \$424,260 en 1897-1898 à \$1,531,454 en 1917-1918, il est assez évident, si l'on

considère les manifestations en faveur de l'éducation obligatoire, que tout cet argent n'ait pas été dépensé intelligemment ou de façon avantageuse. Les instituteurs et institutrices se plaignent qu'ils ne reçoivent pas un salaire leur permettant de vivre, et comme ils ont pour tâche de former la mentalité des futurs hommes et femmes du Canada pour le bien de l'État, il est absolument nécessaire qu'ils aient eux-mêmes une bonne mentalité et qu'ils soient suffisamment qualifiés. Il ne peut en être ainsi que si cette profession est suffisamment attirante d'un point de vue monétaire.

Les commissaires d'écoles protestantes de Montréal ont un bill devant la Chambre demandant la permission d'augmenter le taux d'évaluation, ce qui constitue une somme très importante pour les citoyens, si l'on additionne les taxes de la ville. Les commissaires affirment qu'ils font face à un déficit chaque année et qu'ils doivent prendre les moyens qui leur permettront de remplir leurs tâches, qui vont en s'alourdissant. Le gouvernement pourrait alléger la charge de travail des commissaires en payant le bonus que demandent les instituteurs et institutrices. Ce serait certainement une bonne façon de dépenser le surplus et on ne pourrait plus dire que l'argent ne fut pas utilisé à bon escient.

J'ai insisté à maintes reprises pour que chaque municipalité scolaire soit obligée d'avoir un terrain de jeu pour les enfants. Ces derniers doivent apprendre à travailler, mais aussi à s'amuser. On devrait réserver une certaine période de temps chaque semaine pour la culture physique, de même qu'aux sports extérieurs.

On devrait de plus faire en sorte que chaque enfant subisse un examen dentaire régulièrement et, si l'on décèle des problèmes, qu'on les règle. On devrait aussi porter une plus grande attention aux enfants souffrant de déficience mentale. Ce problème devrait recevoir la même considération que la tuberculose ou autre maladie contagieuse.

Il attaque la politique des chemins de fer du gouvernement, critiquant la James Railway et la Hudson Bay Railway et affirmant que le gouvernement devrait faciliter la construction de petites lignes afin d'ouvrir les villages et les régions qui ne sont pas desservis par des chemins de fer.

Il déclare que Montréal a été négligé dans le domaine des travaux publics, cette ville ayant besoin d'un palais de justice plus spacieux. Il insiste fortement pour que l'on débute la construction du pont reliant Sainte-Anne<sup>9</sup> à Vaudreuil. Même si l'on doit imposer un droit de passage, ce serait mieux que de ne rien avoir du tout.

Il se dit heureux que le gouvernement abandonne la taxe d'amusement, mais ajoute qu'il considère avec méfiance toute abolition de taxe. Cette générosité ressemble à du camouflage, à un sprat<sup>10</sup> pour attraper une baleine, parce que pratiquement tous les amendements que le gouvernement a apportés aux taxes se sont soldés par une augmentation.

Maintenant, que fera le gouvernement pour combler la perte de revenus entraînée par la prohibition, si elle est mise en place? Il semble que l'on fera appel aux marchands de bois. En ces temps d'agitation et de troubles, les hommes d'affaires verraient d'un mauvais œil toute augmentation de leur fardeau.

Il affirme que Montréal contribue pratiquement pour 70 % des revenus de la province et qu'il y a discrimination, car on y charge plus pour les licences de bureaux et de commerces qu'en campagne.

Les citoyens de Montréal n'ont jamais refusé de payer leur part, même plus que leur part, mais ils n'aiment pas qu'on abuse d'eux et veulent seulement qu'on les traite avec justice. Les citoyens de Montréal sont reconnus pour leur libéralité, mais il y a plusieurs personnes aisées dans les districts ruraux qui contribuent peu ou pas aux revenus du gouvernement, et ces personnes voient une bonne partie des taxes perçues à Montréal dépensée dans leur région. La ville de Montréal demande non pas la totalité, mais seulement une proportion de la taxe sur les véhicules-moteurs que ses habitants paient. Ceux-ci utilisent et dégradent les rues. Pourquoi la ville ne recevrait pas une compensation? Elle a le pouvoir de percevoir des taxes chez les propriétaires de chevaux et de voitures, qui sont des taxes vouées à disparaître. Pourquoi ne pas percevoir de taxe chez les autres utilisateurs des voies publiques? Le trésorier demande pourquoi la province devrait abandonner ses revenus à Montréal. Montréal n'a jamais fait de demande aussi absurde mais croit que certaines taxes spéciales, qui sont vraiment des revenus, comme celle découlant de la violation de règlements municipaux, devraient revenir entièrement à la ville.

Une des motivations principales derrière la demande de Montréal pour un partage des taxes est l'action de cette Législature envers la ville de Maisonneuve. Cette Législature est responsable de la dette énorme contractée par Maisonneuve, car elle fit ses octrois selon la capacité d'emprunt, capacité d'emprunt qui l'emmena éventuellement au bord de la faillite. Montréal n'est en rien responsable de ceci, mais se voit imposer une dette supplémentaire de

\$18,000,000, une dette qui représente plus de 80 % de la valeur des propriétés taxables. Cette transaction fait en sorte que les citoyens de Montréal doivent combler un déficit de plus de \$800,000 chaque année. Est-ce surprenant qu'ils demandent une certaine justice et un retour de taxes? N'est-ce pas là un prix élevé à payer pour que Montréal maintienne le crédit des corporations municipales de la province?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** La province de Québec peut très bien comparer sa politique de chemins de fer passée avec celle de n'importe quelle province de l'Ouest et quelques-unes des provinces de l'Est où l'on garantit des obligations de 25 à 84 millions de dollars pour différents chemins de fer, ce qui place leurs finances dans une situation précaire. Ce n'est pas la politique de la province de Québec.

Le pont Vaudreuil a été l'objet de discussions pendant plusieurs années et nous négocions de temps en temps avec le gouvernement du dominion. Beaucoup de choses ont été dites à la fois pour et contre la construction de ce pont, mais je crois que les gouvernements fédéral et provincial souhaitent qu'il soit construit. Je crois qu'il est dans l'intérêt de l'Ontario, de Québec et des habitants du district que ce pont soit construit et j'assure l'honorable député qu'il est de notre intention de faire tout ce qui est possible afin d'aider à la construction de ce pont aussitôt que le gouvernement fédéral et les gens habitant les environs pourront s'entendre sur le projet et les plans.

En ce qui concerne le palais de justice de Montréal, je peux lui dire que j'ai pratiqué à Montréal assez longtemps et je suis d'accord avec lui pour dire que le palais de justice déborde. Je peux lui assurer que le département du procureur général est à considérer la possibilité de l'agrandir et ainsi fournir à la cour des locaux plus adéquats.

Il défend longuement les politiques du gouvernement. Toute taxe essentielle pour le maintien des services publics est imposée. Certaines autres taxes imposées par le gouvernement précédent ont été réduites et quelques-unes abolies, affirme-t-il.

Dans la deuxième partie du discours, dit-il, on nous accuse de n'avoir pas assez dépensé pour les grands services publics. Nous avons dépensé en éducation quatre ou cinq fois plus que ce que le gouvernement conservateur a dépensé en 1897. Nous avons dépensé quatre fois plus en agriculture, nous avons affecté \$1,733,000 pour les routes, contre seulement \$4,000 en 1897 et, pour la colonisation, nous avons dépensé \$337,000 contre \$110,000 en 1897. Selon nous, ces augmentations sont dans les

intérêts de la population de cette province, et si nous avons plus d'argent à dépenser sur ces services publics, nous le ferions. La position du représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) est illogique, car d'un côté, il nous dit que nous ne devrions pas taxer, et de l'autre, il nous dit que nous ne dépensons pas assez.

L'an dernier, nous avons reçu trois millions de la succession de M. Macdonald, mais, si nous ne l'avions pas eue, nos prévisions n'auraient pas été si mauvaises. Nous avons prévu \$10,500,000.00 en recettes et nous en avons reçu \$3,325.00 de plus. Encore cette année, j'ai sous-estimé nos revenus et je prévois continuer de cette façon, car je crois que c'est de la bonne gestion. Même si nous ne percevons aucun droit de successions l'an prochain, nous aurons quand même un surplus, car nous réduirons, restreindrons et couperons nos dépenses. En juin prochain, nous aurons encore un surplus.

Le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) condamne le gouvernement pour ses taxes; chose étrange, ce même gouvernement est félicité de tous côtés, même par des journaux conservateurs, pour avoir eu le courage d'imposer les taxes nécessaires afin de rencontrer les dépenses urgentes des services publics. On entend dire tous les jours que nous avons bien fait d'imposer certaines taxes pour augmenter nos revenus, au lieu de nous voir obligés d'emprunter.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pourquoi alors blâmez-vous le Parti conservateur d'avoir taxé quand il était au pouvoir?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Nous le blâmons, non pas tant pour avoir taxé que pour avoir mal choisi l'imposition de ces taxes. Avant que le gouvernement conservateur ait été défait en 1897, il y avait une taxe sur tout échange de propriété, ce qui affectait considérablement les fermiers dans les campagnes.

Quand le gouvernement conservateur décida d'aller devant le peuple, il enleva cette taxe après qu'elle lui eût produit \$983,884. Les comptes publics de cette époque montrent aussi qu'ils reçurent \$464,000 du commerce et des manufactures, taxes qu'ils abolirent également quand ils vinrent devant le peuple. Ils avaient aussi une taxe sur les successions, mais quand le gouvernement libéral vint au pouvoir, il réduisit cette taxe sur les petites successions et l'augmenta sur les grosses. Les plus petites successions qui eurent à payer le droit furent augmentées de \$3,000 à \$15,000.

C'est ainsi qu'en tout le gouvernement a songé à faire payer le riche plutôt que le pauvre.

Le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) n'est pas logique quand il critique le gouvernement pour n'avoir pas assez dépensé d'argent dans les services publics et quand, en même temps, il reproche à ce même gouvernement de taxer.

L'opposition adresse un compliment au gouvernement lorsqu'elle ne peut pas lui reprocher autre chose que d'avoir trop de revenus. Le gouvernement a la conscience que s'il a pu obtenir des revenus, il les a dépensés avec sagesse. L'opposition n'est pas capable de dire que le gouvernement n'a pas dépensé un seul sou d'une façon logique et le meilleur compliment que l'on puisse faire au gouvernement, c'est que ce dernier a pu accumuler la somme de revenus qu'on lui reproche. Aussi longtemps que j'aurai l'honneur d'occuper la position de trésorier provincial, je continuerai de surestimer les revenus que nous n'aurons pas dépensés. Nous espérons continuer à administrer les affaires de cette province de façon à ce qu'il n'y ait plus de déficit dans Québec.

Le seul service administratif pour lequel le gouvernement a dû emprunter a été celui de la voirie. Le gouvernement, pour ces fins, a emprunté \$11,000,000 et le chef de l'opposition a voté en faveur de cet emprunt.

Il dit que, bien que le gouvernement affiche un surplus de \$2,000,000, il n'a pas ce montant en banque, mais seulement une somme de \$247,000. Il a dépensé \$1,110,911 pour les bons chemins à partir du fonds consolidé, \$34,900 pour les barrages des rivières Saint-François et Saint-Maurice, dépenses qui rapporteront des revenus à la province pour des années à venir et mettront de l'argent dans les poches du peuple. Le gouvernement devait emprunter \$20,000,000 pour les bons chemins, mais il a été en mesure de tout payer en raison des surplus dégagés année après année.

On nous a critiqués pour la dette publique. Si le gouvernement n'avait pas entrepris la grande politique des chemins, cette dette aurait été de \$21,000,000 au lieu de \$38,000,000. Sous le gouvernement actuel, les seuls emprunts contractés l'ont été pour les bons chemins et pour les projets des rivières Saint-Maurice et Saint-François. La dette de la province n'est pas plus importante que celle de n'importe quelle province de l'Ouest. Le Manitoba a une dette de \$31,000,000, l'Alberta \$30,000,000, la Saskatchewan \$26,000,000, l'Ontario \$56,000,000 et, si nous traversons la frontière, le Massachusetts a une dette de \$35,000,000 et l'État de New York \$210,000,000. Dans toutes ces juridictions, bien peu

de taxes, excepté celle des licences d'automobiles, sont plus basses que celles imposées par la province de Québec.

Traitant de la taxe sur les successions, il fait remarquer que celle-ci a rapporté \$3,228,900 en Ontario l'an dernier, alors qu'elle est presque deux ou trois fois supérieure à celle imposée en Québec. Le Massachusetts a perçu \$4,000,000 de sa taxe sur les successions et l'État de New York \$14,000,000. Il déclare que la taxe sur les successions est une des taxes les plus justes et qu'elle est imposée pratiquement dans chaque pays. Il s'agit d'une taxe que l'on impose sur les richesses érigées sur les ressources naturelles du pays, et personne ne peut questionner l'équité et la justice d'une telle taxe.

Au reste, cette taxe n'a jamais été critiquée sérieusement. Elle aurait pu l'être si elle avait affecté les pauvres. Ceux qui ont payé les plus forts droits sur les successions ne sont pas des pauvres gens; ils sont des millionnaires et leurs héritiers jouissent d'une grande fortune. Les impôts sont nécessaires à la bonne administration, et il serait superflu d'ajouter qu'on ne peut dépenser que ce qu'on reçoit.

Il affirme que Montréal ne contribue que pour 53 % aux revenus provinciaux provenant de la taxation directe et que cette taxation se fait sur la même base pour Québec, Trois-Rivières et pour le plus petit hameau de la province.

Il n'y a aucune discrimination et les taxes imposées sont équitables et justes. Nous n'avons qu'une base de taxation et si quelqu'un paie plus qu'un autre, c'est de sa faute, car il est trop riche, il brasse trop d'affaires, il a trop d'argent. Et donc, il doit contribuer davantage à l'État. Nous croyons en ce système de taxation et nous ne reviendrons pas au système dans lequel le pauvre doit payer, dans lequel les ouvriers doivent payer. Nous disons que ceux qui sont les plus capables de payer doivent supporter le fardeau, et j'attire votre attention sur le fait que, lorsque vous dites que Montréal supporte le fardeau, ce ne sont pas les ouvriers ou les gens de la classe moyenne qui paient, mais la population aisée de Montréal via la taxe sur les successions et la taxe d'affaires. Nous n'allons pas construire une petite clôture autour de Montréal. Elle doit réaliser qu'elle fait partie de la province de Québec, celle-ci doit réaliser qu'elle fait partie du dominion et le dominion doit réaliser qu'il fait partie de l'Empire britannique et que ce n'est qu'en travaillant ensemble dans l'harmonie, ce n'est qu'en s'entraînant les uns les autres que nous ferons de ce pays un grand pays. Je dis aux Montréalais: Vous habitez une ville riche et nous ne vous imposerons pas de taxe injuste, et si

jamais on vous impose une taxe injuste, je serai le premier à m'y opposer. Je dois dire, en toute justice, aux districts ruraux et aux gens aisés de Montréal, qu'ils sont disposés à payer des taxes parce qu'ils pensent pouvoir mieux les supporter que d'autres.

Les impôts sont nécessaires à la bonne administration et il serait superflu d'ajouter qu'on ne peut dépenser que ce qu'on reçoit.

La proposition est adoptée.

#### En comité:

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas cent dix mille huit cent trente-six piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., Assemblée législative, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Les résolutions sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

#### Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 4 modifiant les statuts refondus, 1909, au sujet de l'entrée en fonction de certains officiers de justice;

- bill 5 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la juridiction de certains juges de paix;

- bill 6 concernant les affidavits donnés par les militaires hors de la province de Québec;



- bill 23 amendant l'article 2143 du Code civil, au sujet de certains écrits de la province de Québec.

**Fromagers de Québec  
et abattoir de Princeville**

**M. Perrault (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 125 concernant la Société coopérative agricole des fromagers de Québec et l'Abattoir coopératif de Princeville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**S. S.-J.-B. de Montréal  
et Société nationale de Fiducie**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 128 concernant la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et la Société nationale de fiducie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Charte  
de Montmagny**

**M. Thériault (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 87 amendant la charte de la ville de Montmagny soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte  
de Chicoutimi**

**M. Petit (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 83 amendant la charte de la ville de Chicoutimi soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Cathédrale  
de Chicoutimi**

**M. Petit (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 135 concernant la reconstruction de la cathédrale de Chicoutimi soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Villa des retraites**

**M. Lévesque (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 100 constituant en corporation "La Villa des retraites" soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande des explications.

**M. Lévesque (Laval):** Le chef de l'opposition n'a qu'à aller faire des retraites fermées à l'Abord-à-Plouffe pour le savoir.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** proteste contre le peu de sérieux du représentant de Laval. Ce dernier nous prend-il pour des petits garçons?

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**The Canada and Gulf Terminal  
Railway Company**

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 72 amendant la charte de "The Canada and Gulf Terminal Railway Company".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Tiers-Ordre  
de Saint-Dominique**

**M. Beaudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 78 constituant en corporation le Tiers-Ordre de Saint-Dominique.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Beaudry (Verchères)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Lettre de  
M. C.-J. Magnan**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** soulève une question de privilège pour protester contre le deuxième paragraphe de la lettre de M. Magnan<sup>11</sup> publiée dans les journaux. Il nie les paroles qui lui sont attribuées et il met les députés en garde contre ce que M. Magnan doit dire à l'Université Laval. Il répète l'accusation qu'il a portée contre l'inspecteur des écoles catholiques qui a falsifié des chiffres et a majoré le texte de son discours, malgré qu'il lui ait fait parvenir son texte par un journaliste. Il répondra au discours de M. Magnan, dit-il, dans sa réplique sur le débat qu'il a soulevé.

**Asiles d'aliénés**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose de rescinder le vote de la troisième lecture du bill 14 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les asiles d'aliénés, bill qui a passé inaperçu et contre lequel il y a des objections, dit-il.

**L'honorable M. Décarie (Maisonnette):** Ce bill a été présenté à la demande du surintendant général des asiles d'aliénés et il n'offre rien d'alarmant.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** suggère au chef de l'opposition de donner avis de motion pour faire rescinder cette procédure.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** accepte cette suggestion.

La séance est levée vers 6 heures.

---

**NOTES**

1. Président *Pro tempore*.

2. Il est fait allusion à Louis-Alexandre Taschereau, puisqu'il était à la droite du premier ministre.

3. Sur cet article du *Saturday Review*, voir aussi le commentaire de *La Patrie*, La tragédie de Québec, 13 février 1919, page 4.

4. L'auteur d'un livre portant ce titre, publié en 1907, est Robert Sellar (1841-1919).

5. *The Clash* est un roman écrit par William Moore et publié à Toronto par Dent en 1918.

6. John Squair, 1850-1928, enseignant et écrivain torontois.

7. John Boyd, 1864-1933, journaliste et écrivain montréalais.

8. Thomas O'Hagan, 1855-1939, enseignant, journaliste et poète torontois.

9. *The Gazette* écrit Saint-André au lieu de Sainte-Anne.

10. Un appât.

11. M. C.-J. Magnan est inspecteur général des écoles de la province de Québec. Il avait adressé une lettre, le 4 février, à M. T.-D. Bouchard qui lui répondit le 6 février (*Le Soleil*, 7 février 1919, page 8).

Séance du jeudi 13 février 1919

### Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Rapports de comités:

**M. Francoeur (Lotbinière):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Le comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 60 annexant à la paroisse de Saint-Jean-des-Piles, comté de Champlain, certains lots de la paroisse de Sainte-Flore, comté de Saint-Maurice, pour fins civiles, municipales et scolaires;

- bill 80 amendant la charte de la cité de Fraserville.

Et, avec amendement, le bill suivant:

- bill 82 détachant certains lots de terrain de la ville de Lévis (quartier Saint-Laurent) et les annexant à la municipalité de Saint-David-de-l'Auberivière, comté de Lévis.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 158 amendant le Code du notariat;
- bill 120 amendant la loi de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec;

Est rejeté le bill 159 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la juridiction concurrente du tribunal du district de Beauce sur certaines paroisses du comté de Bellechasse et de Montmagny.

**M. Bullock (Shefford):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 70 constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Québec & Ungava;

- bill 69 constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Saint-Félicien & Ungava;

- bill 77 amendant la charte de la Compagnie de chemin de fer de la rivière Rouge.

### Canton Templeton

**M. Achim (Labelle)** demande la permission de présenter le bill 163 détachant certains lots du canton Templeton, dans le comté d'Ottawa, et les annexant au comté de Labelle pour les fins électorales, municipales et d'enregistrement.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Code municipal de Québec

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 9 amendant le Code municipal de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### En comité:

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières)** propose: Que les travaux de construction, d'amélioration, de réparation et d'entretien sur les chemins et les ponts municipaux peuvent être exécutés sous la direction d'un surveillant nommé par le ministre de la Voirie, et que cet officier ne sera pas soumis au contrôle ni à la surveillance de l'inspecteur municipal, ni au contrôle ni à la surveillance de l'inspecteur de voirie de l'arrondissement où se font les travaux et qu'il recevra de la corporation la rémunération fixée par le ministre de la Voirie.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Qui les paiera ces inspecteurs?

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières):** Le gouvernement leur paiera leurs dépenses.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Mais alors, pourquoi mettre dans la loi, comme vous le faites, que le ministre de la Voirie fixera le salaire de ces inspecteurs qui seront payés par les municipalités?

**M. Robert (Rouville)** approuve entièrement ce projet de loi. Il exprime même le désir que cette loi soit appliquée partout.

Je suis heureux que le ministre de la Voirie puisse obtenir le droit d'envoyer des inspecteurs du gouvernement afin de surveiller et de diriger les travaux de voirie dans n'importe quelle municipalité. J'irais même plus loin, je serais en faveur de l'entretien des chemins par le gouvernement, car les municipalités - pas toutes, mais quelques-unes - négligent souvent d'entretenir leurs chemins.

Par la faute de fonctionnaires incompetents, elles laissent se ruiner des routes construites en vertu de la loi des bons chemins. Si on laisse l'entretien des bons chemins aux municipalités, on ne tardera pas à perdre l'immense capital que l'on a consacré à l'amélioration de notre voirie. (Applaudissements)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** continue à demander des explications, félicite le représentant de Rouville (M. Robert) et se déclare enchanté de sa franchise. Il critique cette loi qui enlève aux municipalités ce qui leur restait d'autonomie en matière de voirie. Il s'étonne de voir notre gouvernement, qui est riche, faire payer par les municipalités les salaires des surveillants qu'il va leur imposer. Il croit que, puisqu'on enlève aux municipalités le droit d'entretenir leurs routes, on devrait au moins payer les fonctionnaires qu'on va y envoyer.

Qui paiera ces inspecteurs, je veux le savoir, veut-on vraiment les faire payer par les municipalités?

**M. Robert (Rouville):** Le gouvernement paiera jusqu'à un certain point une partie du salaire des inspecteurs.

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières):** Il est juste que les municipalités paient leur part.

Le gouvernement pourra payer les frais de déplacement et de pension de ces surveillants.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-on prêt à insérer dans le bill une clause à cet effet.

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières):** Cela demande réflexion.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Au fond, c'est une nouvelle obligation que l'on impose aux municipalités, c'est une nouvelle taxe du gouvernement. Autrefois, les messieurs qui nous gouvernent aujourd'hui dénonçaient les conservateurs qu'ils traitaient de "taxeux". Aujourd'hui, le premier ministre, dont on connaît l'habileté et qui s'occupe de tous les ministères de son gouvernement, emploie toutes sortes de moyens, licences, droits, etc., pour taxer le peuple. En voici une nouvelle preuve: on veut faire payer les employés du gouvernement par les municipalités. Et on essaie de passer cette loi sans donner d'explications à la Chambre. On veut faire adopter les lois - comme cela est arrivé hier - à la sourdine.

Ce bill<sup>1</sup> comporte des taxes nouvelles et aurait dû être accompagné de résolutions approuvées au préalable par le lieutenant-gouverneur. Ce bill décrète que les municipalités devront payer pour l'entretien des aliénés dès le premier jour de leur détention, au lieu de commencer seulement après six mois de détention.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Avant un an, l'honorable chef de l'opposition sera le premier à reconnaître que la loi qui est devant la Chambre est une excellente loi. Un mot maintenant au sujet de la dernière remarque de l'honorable chef de l'opposition. Il dit que nous passons des mesures à la sourdine comme cela est arrivé hier. Nous n'avons pas l'intention de passer une seule mesure à la sourdine. Je tiens à rassurer mon honorable ami sur ce point.

Le chef de l'opposition était à son siège lorsque le bill des asiles d'aliénés a été expliqué par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Décarie) et il n'a fait aucune objection, rappelle-t-il. Il n'a d'ailleurs aucune objection à ramener ce bill devant la Chambre. Il ne s'est pas objecté à la motion que le chef de l'opposition a faite à ce sujet et il est prêt à reprendre la discussion sur ce bill qui, d'ailleurs, va revenir devant la Chambre. Le gouvernement n'a rien à cacher.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quand bien même le premier ministre me rassurerait, me ferait répondre par les 76 députés, il ne m'empêchera pas de dire que le gouvernement prend des moyens détournés, des moyens condamnables d'imposer aux municipalités des obligations. Et je sais que les députés de cette Chambre ne me refuseront pas le droit de dire ce que je crois, ce qui est la vérité. J'irai même plus loin et je dirai que beaucoup des honorables membres de cette Chambre pensent comme moi et que si on les laissait libres de donner leur opinion, ils condamneraient comme moi les procédés du gouvernement.

Je répète, M. le Président, que le gouvernement abuse de sa force, présente des mesures contre les usages parlementaires, qu'il profite de la faiblesse de l'opposition. Comme l'a dit un journaliste, le chef de l'opposition ne se "gobe" pas, ce qui le distingue de certains ministres. L'honorable ministre des Travaux publics, l'honorable M. Taschereau, avec la malice qui caractérise tous ses actes, a dit que l'opposition n'était plus que l'échantillon d'un parti. Il a sans doute oublié le temps où il était dans notre position, mais ce n'est pas la question.

Je proteste encore contre la façon dont le gouvernement traite l'opposition et les députés de cette Chambre. Il (M. Sauvé) établit un parallèle entre Ottawa et Québec et il demande ce que certain libéral penserait de cet endroit si l'on usait de pareilles tactiques envers l'opposition. Il fait appel aux sentiments de loyauté et de justice de ses collègues, qui, n'était leur esprit de parti, réprouveraient hautement les tactiques d'étouffement du cabinet.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** J'ai dit et je répète que nous sommes prêts à donner au chef de l'opposition toutes les explications qu'il veut, tout le temps qu'il faut pour étudier les projets de loi. S'il veut parler, nous n'avons aucune objection à l'écouter, mais je tiens à l'assurer qu'il se trompe s'il croit que nous voulons passer des lois à la sourdine, ne pas suivre les usages parlementaires.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** continuera, assure-t-il, à faire son devoir, malgré que souvent il aimerait mieux ne pas critiquer.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier qui sera chargé de l'étude du bill 9 amendant le Code municipal de Québec.

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 9 amendant le Code municipal de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Demande de documents:

#### Enseignement technique

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le jeudi 6 février, sur la motion dont elle a été saisie le jeudi 6 février courant: Qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre copie de tous documents concernant l'enseignement technique et la formation d'une élite intellectuelle dans la province.

**M. Monet (Napierville):** Monsieur l'Orateur, je n'avais pas l'intention de prendre part aux débats durant cette session. Ma stature me défend de m'appeler le bébé de cette Chambre, mais mon âge m'oblige d'admettre que j'en suis le benjamin. Aussi avais-je résolu, avant de prendre la parole sur un sujet quelconque, de me familiariser avec le ton parlementaire de cette Assemblée. Mais la question qui nous est soumise touche de si près à l'avenir de la province de Québec, et en particulier de l'élément canadien-français, que je crois de mon devoir de ne pas rester muet, assis à mon siège.

L'honorable député de Montréal-Hochelaga (M. Létourneau) a fait entendre, l'autre jour, le cri de la race. Faisant écho aux Montpetit, aux Perrault, aux David, aux Lemont<sup>2</sup>, il invite les représentants de cette province et son gouvernement à nous donner des compétences et à orienter vigoureusement notre peuple vers la supériorité intellectuelle.

Mon titre de cadet de cette Chambre ne me donne guère d'autorité pour parler pertinemment de compétence et d'études supérieures. Il me crée cependant l'obligation de remercier cordialement, au nom des jeunes de cette province, l'honorable député d'Hochelaga (M. Létourneau) d'avoir posé le problème en ce lieu et d'avoir lancé une si heureuse idée avec le patriotisme qu'on lui connaît.

Nos maîtres nous ont prêché la fierté de nos convictions et le courage de les professer hautement. Au risque même de faire un faux pas et de mériter l'épithète de téméraire, j'ose me lever pour parler sur le grave problème de nos études supérieures.

Au mémorable Congrès de la langue française tenu en cette ville en 1912, l'honorable sénateur Belcourt<sup>3</sup> prononça ces sérieuses paroles: "Il me semble constant, il est prouvé maintenant que nous n'avons pas tenu suffisamment compte des besoins et des nécessités de la vie moderne et que pour profiter des avantages matériels qu'offre notre pays, avec ses ressources industrielles et commerciales, et nous assurer notre part légitime de la fortune publique, nous n'avons pas donné aux nôtres l'éducation et l'instruction pratiques dont ils ont besoin pour faire avec succès concurrence à l'élément anglais qui nous entoure." Voilà dans sa formule concrète l'opinion de presque tous les hommes bien intentionnés que j'ai eu l'occasion de consulter au sujet de notre enseignement supérieur.

"Si l'on désire faire davantage, ajoutait le sénateur Belcourt, pour assurer aux nôtres une plus large part de la fortune nationale et pour l'éducation en général, de même que pour la culture française en particulier, il faut bien se pénétrer de la nécessité absolue pour tous, pour l'État comme pour les individus, de faire plus large, beaucoup plus large, l'apport financier à l'une et à l'autre." Et encore: "L'éducation est une des premières nécessités de la vie moderne; comme pour les autres nécessités de la vie, il faut en payer le prix; comme pour les autres nécessités de la vie, nous avons eu et nous aurons à peu près pour notre argent. J'ai dit "à peu près". Je m'explique ce que je devrais dire - car c'est une vérité incontestable - nous avons eu plus que pour notre argent.

"À quoi et à qui en sommes-nous redevables? Principalement au dévouement, au patriotisme et à l'abnégation de notre clergé et de nos ordres religieux qui, de tout temps, ont prodigué l'éducation et l'instruction aux nôtres, à un prix considéré ailleurs comme ridiculement insuffisant. Nous en sommes redevables à l'Université Laval, à l'Université d'Ottawa, à toutes nos maisons d'éducation établies un peu partout, où la récompense monétaire des services inappréciables qui sont rendus est la moindre préoccupation de ceux qui les dirigent."

Voilà, monsieur l'Orateur, une opinion qui vaut d'être citée, et j'ai tenu à emprunter les paroles de ce grand patriote qui est l'honorable sénateur Belcourt pour rendre à ceux qui le méritent si bien un hommage de sincère reconnaissance!

Parlant de la réforme de notre enseignement, il dit: Si je la comprends bien, toute la situation peut se résumer à ces deux points: 1. Les programmes ne sont pas suffisamment adaptés aux besoins présents; 2. l'argent manque et il en faut davantage. Et c'est parce que l'argent fait défaut que nous piétons sur place pendant que les autres races nous devancent sur la route du savoir et occupent les positions auxquelles nous donneraient droit nos remarquables qualités d'esprit et nos titres d'occupation première.

Une guerre terrible vient de se terminer. Le droit a triomphé de la force brutale, la civilisation de la barbarie. La paix est revenue, et immédiatement a commencé pour tous les peuples la période de reconstruction nationale, économique et industrielle. Tous les pays du monde sont à se préparer pour faire face aux besoins de l'heure présente. La province de Québec qui n'a pas tiré en arrière dans la lutte que se sont livrées les nations de l'Europe, la province de Québec, notre belle et chère province, qui s'est illustrée sur les champs de bataille par son immortel 22ième, ne restera pas en arrière cette fois, non plus, et elle saura préparer sa jeunesse de façon à ce qu'elle soit outillée pour les luttes de demain et préparée à faire face aux problèmes d'après-guerre.

J'ai dit: les programmes ne sont pas suffisamment adaptés aux besoins présents. Dans mon humble opinion, le fait le plus déplorable au sujet de nos programmes d'études est la scission complète qui existe entre l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire. Comme aux États-Unis, nous devrions limiter l'instruction primaire aux "Grammar Schools", ce qui équivaut au programme actuel de la 6ième année. Ces études seraient couronnées d'un brevet unique dit "brevet d'études primaires", lequel donnerait à l'élève accès aux écoles techniques. C'est en somme ce que demande Mgr Ross, de Rimouski, dans le rapport qu'il vient de déposer devant le Conseil de l'instruction publique. Les classes actuelles de 7ème et de 8ème sont d'un effet presque nul et leur programme ne contribue pas à préparer suffisamment les élèves aux écoles spéciales. Il est temps de donner comme pendant naturel aux études primaires un cours plus sérieux; les Américains et les Anglais ont leurs High Schools dont nous disons beaucoup de mal; j'ai voulu aller aux sources, et je me suis convaincu que le cours de quatre années des High Schools mérite réellement son nom d'académique.

Les High Schools catholiques américains donnent à leurs enfants de l'anglais, du latin, de la géométrie, de l'algèbre démontrée, de la botanique, de la physique, de la chimie et une langue moderne:

l'allemand ou le français. Ici nos académies n'enseignent ni la géométrie, ni l'algèbre scientifique; l'algèbre qu'on y enseigne n'est pas démontrée et n'a d'autre but que de faciliter la solution des problèmes difficiles de l'arithmétique. La géométrie qu'on devrait plutôt appeler "mesurable" n'équivaut même pas au premier livre d'Euclide; quant à la physique, elle est plus qu'élémentaire; de la chimie point.

Mais, dira-t-on, nous ne pouvons enseigner toutes ces matières en deux ans. Je le sais. Mais il n'en reste pas moins vrai que nos académies ne donnent aucune culture scientifique sérieuse, celle qui est nécessaire aux jeunes d'aujourd'hui pour franchir le seuil de l'École des hautes études commerciales, de l'École forestière, de l'École d'agriculture, de l'École polytechnique. Elles ne donnent pas à la masse de nos enfants cette culture générale dont bénéficient ailleurs des milliers de garçons et de filles.

Mais, n'objectera-t-on, un cours de quatre ans n'aura pas d'élèves? Voyez donc comme peu nombreux sont les élèves de 7ième et de 8ième année. Je réponds qu'il en faut de toute nécessité dans les villes. Je prétends que le jour où nos écoles conduiront l'enfant à quelque carrière supérieure, elles seront plus appréciées et mieux encouragées.

Nos "High Schools", disons nos écoles académiques, émettraient des diplômes qui donneraient droit d'entrée soit aux écoles spéciales dont le gouvernement nous a généreusement dotés, soit à la classe de Belles-Lettres de nos collèges classiques. Nous aurons alors un véritable enseignement primaire supérieur, et la scission ne serait plus entre l'école primaire et l'école secondaire.

Et j'aborde maintenant la question délicate de nos collèges classiques. Je ne veux pas que les suggestions que j'émetts soient considérées comme une critique de ces collèges. Des institutions qui ont formé des hommes comme Papineau, Viger, Lafontaine, Cartier, Chapleau, Mercier et Laurier, pour ne parler que de quelques-uns, méritent d'être reconnues comme des foyers de science et de lumière, et, pour ma part, je les salue chapeau bas. Je me rappelle avoir lu quelque part le mot de l'honorable Edward Blake à la suite du fameux discours de Sir Wilfrid Laurier sur la question Riel alors que l'ex-premier ministre du Canada avait été surnommé par les journaux anglais de ce pays "The silver-tongued speaker"<sup>4</sup>. Une race qui engendre de tels hommes, un système d'éducation qui produit de tels orateurs, personne n'a le droit de le dédaigner. Cet hommage rendu à ma race et aux collèges classiques de ma province, j'en suis fier et nul plus que moi n'en reconnaît le bien-fondé.

Mais, autre temps, autres mœurs. Je ne crains pas d'affirmer que les programmes d'autrefois ne répondent pas aux besoins d'aujourd'hui. Je ne demande pas l'abolition du latin et du grec. Je sais que les langues mortes sont à la base de toute culture supérieure complète. C'est:

1. Qu'on exige un brevet modèle de 6ième année avant l'admission aux Éléments latins;

2. Qu'on distribue les matières autrement qu'on ne le fait actuellement;

3. Qu'on partage le cours en deux parties de quatre années chacune, dont l'une viserait à la culture générale et l'autre davantage à la spécialisation.

En exigeant le brevet modèle avant l'admission au cours classique, on aurait des élèves mieux préparés en français, en anglais et en arithmétique et les Éléments latins ne seraient pas alors comme aujourd'hui des classes d'Éléments français. D'emblée, le programme du cours classique pourrait être renforcé à la base même. On éliminerait ainsi des études classiques les nullités qui ne devraient jamais mettre le nez dans les auteurs latins.

Que faut-il entendre par une distribution différente des matières du cours? Les classes actuellement sont séparées par des cloisons étanches. D'abord, on travaille le latin et le grec, puis les lettres, puis les mathématiques, et enfin, les sciences. Les sciences naturelles, si importantes par le concret qu'elles introduisent dans les classes, sont reléguées aux dernières années; la botanique, la zoologie devraient figurer au programme des premières années du cours. L'élève de Belles-Lettres, par exemple, qui parlerait de fleurs aurait appris à nommer les parties d'une fleur, et il connaîtrait les noms et les habitats de notre flore canadienne. La zoologie apporterait son apport de connaissances pratiques. Les mathématiques seraient la philosophie élémentaire des premières années du cours, et l'élève qui sortirait du collège après 3 ou 4 années d'études posséderait un bagage de connaissances utiles. Qui ne sait que 50 % des élèves se retirent des collèges pour une raison ou une autre avant d'avoir atteint les Belles-Lettres?

Nécessairement, le latin et le grec iraient moins vite au début. Mais quel inconvénient y a-t-il? Un prêtre expérimenté me disait, l'autre jour, qu'un élève développé par l'étude du français, de l'anglais et des mathématiques peut apprendre en deux ans autant de latin et de grec qu'un élève qui est encore aux prises avec les premières difficultés de sa propre langue et qui ne sait guère d'arithmétique.

Le français, la langue dont on a dit que dans le corps des mots qui la composent les siècles ont incarné une âme, un ancien trésor de sentiments, de pensées, de vérités, cette langue qui est nôtre devrait être matière d'obligation tout le long des huit années d'études. Même après sa Rhétorique, l'élève devrait continuer à étudier les maîtres français, à les analyser et à les comprendre.

Et pour ce qui est de l'anglais, dont la part est encore si mince dans nos programmes, il devrait être enseigné dans le procédé direct, c'est-à-dire dans la langue anglaise et cela, aussi pendant tout le cours. À la fin, la Versification anglaise nous offrirait sa riche floraison de culture aussi utile pour le moins que la Versification latine.

Certes, je ne suis pas anglomane, mais je déplore souverainement le fait que l'anglais qu'on nous donne soit tout livresque, à base de thèmes, et si peu traité comme une langue vivante, dont nous avons impérieusement besoin.

Pourquoi partager le cours en deux parties de quatre années chacune? Parce qu'alors chacune pourrait constituer un tout solide; et cela permettrait davantage, dans la première, d'employer le procédé concentrique, et, dans la seconde, de donner plus d'attention à la culture supérieure. Ce serait vraiment là le cours classique qu'on nomme "four years of college" dans tous les programmes américains.

La première partie comporterait à peu près les matières de High School dont j'ai parlé tantôt: français, anglais, éléments de mathématiques et de science. Le latin et le grec occuperaient une position secondaire pour se reprendre dans les deux premières années de la seconde partie ou la part qui leur serait réservée. L'élève qui se retirerait après quatre années aurait un brevet académique et pourrait se tirer d'affaire dans n'importe quelle situation.

La seconde partie viserait, ai-je dit, à la culture supérieure par la spécialisation. Arrivé à ce point, l'élève opérerait soit pour la section des arts, soit pour la section des sciences. Dans chacune de ces parties, le français, l'anglais, la sociologie et la philosophie scolastique seraient obligatoires.

Pendant que les élèves de la section des arts cultiveraient intensivement le latin, le grec, la philosophie de l'histoire, ceux de la section des sciences approfondiraient les mathématiques supérieures, voire le calcul intégral et différentiel, la physique, la mécanique, la chimie et la biologie.

Il n'y a pas à nous faire d'illusions. Tant que nous ne viserons pas à cette spécialisation, nos élèves continueront d'être déplorablement faibles en sciences et en mathématiques, et non suffisamment

préparés, pour le moment, aux études que nous souhaitons les voir parfaire en Europe.

Et d'ailleurs, quel avantage y a-t-il vraiment d'exiger que tous nos étudiants, ceux qui ont des dispositions comme ceux qui n'en ont pas, abordent les sciences et les mathématiques avancées? Je dirai plus. Je crois que c'est à l'insuffisance de l'enseignement scientifique de nos collèves qu'il faut attribuer le peu d'attrait des nôtres pour le génie civil et les sciences appliquées.

Jusqu'à présent, nous avons été attirés vers le droit et la médecine, et ces carrières sont désordonnément encombrées. "La science ne nous doit rien", écrivait naguère M. Antonio Perrault. Et il serait étonnant qu'il en fût autrement.

J'ai eu l'occasion d'examiner soigneusement une dizaine de prospectus de collèves catholiques américains. Et j'en suis arrivé à la conclusion que, plus que nous, les catholiques de langue anglaise se sont efforcés d'adapter leurs programmes à ce que M. Belcourt appelle "les besoins et les nécessités de la vie moderne". Non, "il n'y a pas que l'esbroufe aux États-Unis", comme disait dernièrement M. Édouard Montpetit.

Et ce que les nôtres peuvent si bien faire ailleurs, pourquoi ne le pourraient-ils pas tenter ici? Je sais que le problème est gros de difficultés, mais je ne le crois pas insoluble. Hâtons-nous, en tout cas, car il y va de l'avenir et de la gloire de la race française en Amérique.

Si nous voulons jouer en Amérique le rôle que nous sommes appelés à remplir, nous devons apporter à l'éducation supérieure de notre jeunesse toute l'énergie et tout le courage que nos pères ont mis à nous conserver le patrimoine national dont nous sommes orgueilleux à si juste titre. Mais le courage et l'énergie ne sont pas les seules conditions de succès. Il nous faut surtout de l'argent, "levier puissant de l'assistance pécuniaire" a dit l'honorable sénateur Belcourt. Et ce levier puissant ne peut nous être fourni que par la générosité des nôtres et de l'État. Nous aurions mauvaise grâce de discuter notre système d'éducation si nous n'étions disposés à ouvrir plus largement nos bourses.

Chacune de nos sociétés de secours mutuel devrait, comme la société nationale, de nos frères d'Acadie, comme elle, recevoir de chacun de ses membres le sou mensuel destiné à favoriser les œuvres éducationnelles.

Cette Société de "L'Assomption", écrivait l'auteur du *Miracle Acadien*<sup>5</sup>, se distingue surtout par le secours qu'elle apporte à l'éducation de la jeunesse. Actuellement, elle fournit à quarante jeunes



gens l'avantage de recevoir, dans nos collèges, l'instruction qui les prépare au "struggle for life".

Et qui dira ce que l'initiative et l'action collective des Canadiens français, favorisés de la fortune, pourraient recueillir de fonds pour permettre à nos collèges, presque tous très pauvres, de se pourvoir de bibliothèques plus complètes, de perfectionner l'installation de leurs cabinets de physique et de leurs laboratoires de chimie.

Qui donc fondera "L'Association des Canadiens français pour l'avancement des études supérieures"? Nous ne manquons pourtant pas de millionnaires, et comptons bien que \$500,000 entre les mains de nos éducateurs rapporteront autant de fruit que les 2 ou \$3,000,000 dont nos compatriotes anglais grossissent chaque année les caisses de leurs collèges et universités.

Et enfin, il faut nous tourner vers le gouvernement actuel, qui, disons-le, à son honneur, a plus que quadruplé en 1917 la contribution qu'il faisait en 1905 en faveur de l'éducation. En 1905, la contribution n'était que de \$480,760.00 tandis qu'en 1917 elle s'est élevée à \$2,068,765. L'éducation supérieure en 1916 a reçu de lui \$158,168 contre \$90,410 en 1908.

Mais malgré sa générosité passée, n'est-il pas permis de solliciter encore plus d'argent en faveur de notre éducation supérieure? Je souhaiterais, pour ma part, que chacun des 21 collèges classiques de cette province reçût, au lieu de \$1,000 par année, la même somme que reçoit le collège Bishop de Lennoxville soit \$2,500 par année. Ce collège de Lennoxville est considéré comme une université protestante, et à ce titre reçoit plus que nos collèges classiques. Et nos collèges ont tant besoin d'argent!

Il est pénible de songer que ceux qui se consacrent corps et âme à la formation de notre jeunesse ne reçoivent chaque année qu'une centaine de piastres de salaire, de constater que force leur est de se refuser en Europe les études dont ils retireraient tant d'avantages spéciaux. À tel point qu'il est cruel de dire tout haut les faiblesses d'un enseignement dont les pères de famille et l'État sont peut-être les premiers responsables. Donnons davantage et nos éducateurs seront plus à même de répondre à nos nombreuses exigences.

Enfin, - et c'est le point qui me tient le plus au cœur - que ce gouvernement fonde donc à Paris le Collège canadien d'études supérieures. Là, sous la direction d'un homme de confiance, nos étudiants seraient entourés des précautions qui s'imposent. Chaque année notre province entretiendrait à Paris 25 étudiants se spécialisant soit dans les sciences,

soit dans les mathématiques, soit dans l'économie politique. Ensemble, après les cours, ils s'encourageraient à faire honneur à leur province.

Le choix de ces sujets dépendrait de leurs talents, de leur réussite aux examens préparatoires aux études supérieures, et d'un certificat de bonne conduite. Dans dix ans nous aurions des spécialistes distingués, des professeurs de haut savoir, des "compétences" enfin.

L'homme qui nous dotera d'un collège canadien, à Paris, et plus tard à Montréal d'une école normale supérieure et d'écoles supérieures de sciences et de lettres, aura contribué le plus à notre avancement, et son nom sera le plus grand dans l'histoire de notre pays. Et qui plus est que le premier ministre actuel de cette province peut être cet homme que la race réclame avec tant d'instances.

Notre marche ascensionnelle vers la supériorité intellectuelle dépend donc, à mon sens, de la refonte de nos programmes, de leur adaptation plus parfaite aux exigences de notre temps et de notre pays, et surtout de l'aide pécuniaire des individus et de l'État. Un grand progrès a été fait en ce sens, mais il ne faut pas s'arrêter là.

Je sais bien que ce Parlement n'a pas le pouvoir de changer les programmes. Son rôle en matière d'éducation est d'aider et d'encourager les initiatives personnelles et collectives. Mais il peut exprimer en cette enceinte où le progrès de notre province est la principale occupation des mandataires du peuple, des vœux et des désirs générateurs d'ordre et d'action plus efficace; désirs et vœux d'autant plus féconds que l'État prêtera à leur réalisation le concours puissant de ses largesses pécuniaires.

Pour moi, je n'ai eu d'autre but en faisant ces quelques remarques que de donner franchement et loyalement mon opinion sur une question vitale que j'ai tenté d'étudier le mieux possible. Il se peut que je déplaise à quelques-uns. Honni soit qui mal y pense.

Oui, donnons-nous donc des "compétences", mais des compétences de notre sang et de notre idéal. Développons-nous intensivement, mais développons-nous en fonction, 1. de notre caractère technique français fait de franchise et de clarté; 2. de notre passé glorieux d'héroïsme et d'honneur, et 3. de nos croyances sincèrement catholiques, cause première de notre survivance.

Nous travaillerons ainsi à une œuvre nationale par excellence et le jour où le succès sera notre partage, ce jour-là seulement sortira "avec raison" de toutes les poitrines françaises le cri d'une race désireuse de ne jamais mourir et se traduisant par ces mots: "Honneur à la province de Québec!".

**M. Létourneau (Québec-Est)**<sup>7</sup>: M. l'Orateur, c'est avec plaisir que je me lève pour seconder les remarques faites par l'honorable député d'Hochelaga (M. Létourneau) sur l'importance qu'il y a, pour le progrès intellectuel, industriel, commercial et matériel de notre province, de favoriser de toutes façons, et même en faisant des sacrifices, le développement d'une élite de commerce et de l'industrie, et de contribuer généreusement pour que ce but soit atteint.

Je félicite l'honorable député d'Hochelaga d'avoir soulevé avec éloquence cette importante question et pour la suggestion pratique qu'il fait à cette Chambre.

Je profiterai de l'occasion qui m'est offerte, M. l'Orateur, pour faire une petite revue des progrès que nous avons accomplis depuis, disons une décade, afin de mieux étayer mon argumentation en faveur de la création d'une bourse substantielle pour la formation de capitaines de l'industrie et de rois du commerce et de la finance.

Nous avons fait, depuis 10 à 15 ans, des progrès considérables sous tous les rapports: dans l'industrie forestière, de même que dans le commerce et l'industrie manufacturière. Malgré la guerre qui a créé des perturbations considérables dans le commerce, notre province, grâce à la stabilité de ses affaires, n'a nullement été affectée. Elle ne sera pas, non plus, grandement affectée par l'évolution que la paix va créer, parce que son commerce et sa finance sont assis sur de bonnes bases.

Et si, M. l'Orateur, nous avons été aussi florissants, la majeure partie du mérite en revient au gouvernement qui, par sa politique, a largement contribué au développement de nos ressources naturelles et à l'exploitation des richesses de notre sol.

On me permettra de citer quelques chiffres et de faire quelques comparaisons pour appuyer mon assertion. Ainsi, en 1913-1914, le gouvernement a octroyé pour des fins agricoles une somme de \$450,480, tandis qu'en 1917-1918 le total des octrois pour les mêmes fins atteignait le chiffre de \$764,249 et le résultat obtenu pendant le même laps de temps en production agricole a été respectivement de \$88,589,000 en 1913 contre \$211,000,000 en 1918.

Et les animaux de la ferme, dont la valeur globale était de \$92,154,143 en 1913, atteignait le chiffre de \$200,984,000 en 1917, c'est-à-dire qu'elle avait doublé dans l'espace de quatre ans.

D'un autre côté, M. l'Orateur, si nous jetons les yeux sur les progrès que nous avons faits dans l'industrie laitière, nous constatons que, pour la même période, pour la seule industrie du beurre et du

fromage la production, en valeur, de \$14,279,546 qu'elle était en 1913, s'est élevée à \$25,143,384 en 1917.

Au chapitre de l'industrie forestière, M. l'Orateur, il serait trop long d'entrer dans des détails comparatifs. Je me bornerai à signaler sommairement quelques chiffres pris au hasard. Ainsi, la production du bois de pulpe a presque doublé depuis cinq ans; son rendement, qui était de 390,426 cordes en 1911, a atteint en 1917 1,106,891 cordes, ce qui est plus que la moitié de la production du Canada entier et représente pour Québec, en 1917, une valeur de plus de \$8,000,000.

Le rendement de nos pêcheries a été, en 1913-1914, de \$1,850,427 et s'est élevé en 1917 au chiffre de \$2,991,624.

Les mines et les carrières se développent aussi rapidement et laissent entrevoir des bénéfices considérables pour la province, à brève échéance. Ainsi, en 1913, leur production qui était de \$13,119,811 avait atteint en 1917 la somme de \$16,266,480.

Si nous pouvons nous glorifier d'un aussi beau résultat, M. l'Orateur, le mérite en revient en grande partie au gouvernement qui a donné une aide efficace à l'agriculture et à l'industrie laitière. Non seulement le gouvernement a subventionné généreusement tout ce qui se rattache à l'agriculture, mais comprenant que dans notre province essentiellement agricole comme la nôtre, il était nécessaire de procurer le bien-être dans tous les coins de la province à ces braves soldats du sol sur qui la nation tout entière fonde ses espérances, il a contribué largement à la construction des ponts en fer et il a poussé l'établissement des bonnes routes. Sa contribution aux ponts métalliques s'est élevée en 10 ans à \$1,874,302 tandis qu'il a dépensé pour l'amélioration de la voirie, en sept ans, \$18,827,830.

Cette sollicitude du gouvernement envers l'intéressante classe des agriculteurs a eu pour effet de les river plus solidement à la terre et de leur faire apprécier davantage la science agricole, la plus belle des sciences.

Dans un autre ordre d'idées, M. l'Orateur, quoi qu'on en dise, nous avons fait des progrès considérables en ce qui regarde l'instruction publique. En 1892, le gouvernement ne contribuait, pour les fins d'éducation, que \$391,760 tandis que la contribution pour l'année fiscale 1916-1917 a atteint le chiffre respectable de \$2,068,766.

Si le gouvernement, M. l'Orateur, a pu aider d'une façon aussi efficace à l'agriculture, à l'industrie laitière, à l'éducation, contribuer largement à la

confection des bonnes routes et de ponts en fer, c'est grâce à l'appoint considérable que lui ont apporté le commerce et l'industrie. Si nous jetons un coup d'œil sur l'*Annuaire Statistique de 1918*, nous trouvons aux pages 312-313 les intéressants chiffres suivants que je me permettrai de signaler. Ce sont les montants que le gouvernement a perçus du commerce et de l'industrie. Afin d'être plus bref, je ne mentionnerai que les chiffres de 1912-1913 et de 1917-1918.

Le gouvernement a perçu en	1912-1913	1917-1918
Licences, hôtels et magasins.....	\$ 944,446.21	\$1,375,989.31
Taxes sur corporations commerciales .....	940,980.91	1,288,038.85
Droits de succession.....	1,064,103.60	4,736,547.84
Taxes sur le transport d'actions, bons, etc ....	70,793.90	27,260.15
Taxes sur les automobiles.....	<u>71,416.47</u>	<u>662,919.15</u>
Total .....	\$2,131,356.09	\$8,001,695.30
Ce qui représente une augmentation en cinq ans de.....		\$5,960,339.21

Les recettes<sup>8</sup> de ce chef, M. l'Orateur, ont donc presque quadruplé depuis 1913. En outre, M. l'Orateur, indirectement, l'industrie et le commerce ont contribué, en 1917-1918, au bas mot, une couple de millions, soit environ une contribution totale de \$10,000,000 en chiffres ronds, pendant l'année fiscale de 1917-1918, ce qui représente à peu près les deux tiers des recettes du gouvernement pour l'exercice financier de 1917-1918, puisque ces recettes ont été de \$15,380,846.68.

Si le gouvernement, M. l'Orateur, a pu obtenir des revenus aussi considérables de cette source, c'est que le commerce et l'industrie ont progressé considérablement depuis quelques années, qu'ils ont pris une importance telle qu'ils doivent être considérés aujourd'hui comme un puissant facteur.

Nous n'avons pas, malheureusement, de statistiques complètes sur le commerce, mais si nous devons juger ses progrès par ceux de l'industrie manufacturière, dont la valeur du capital engagé était, en 1900, de \$142,403,407 et qu'elle s'est élevée en 1915 à \$548,972,575. Nous n'avons pas de plus récentes statistiques. Le commerce, qui n'est florissant qu'en autant que les industries fassent d'excellentes affaires, nous devons nécessairement

déduire que les progrès du commerce ont dû être, au moins, tout aussi importants pour la même période. Le capital engagé doit être, d'après un estimé approximatif qui n'est certainement pas exagéré, de dix à douze fois plus élevé que le capital engagé dans les manufactures.

Si donc, M. l'Orateur, des résultats aussi satisfaisants ont pu être obtenus dans l'agriculture, l'industrie laitière, l'industrie forestière, dans le commerce et l'industrie manufacturière, nous devons proclamer bien haut que le gouvernement y a largement contribué, non seulement, M. l'Orateur, en donnant les substantiels octrois auxquels j'ai fait allusion, mais aussi en établissant dans les principaux centres des écoles d'agriculture, des écoles d'industrie laitière, des écoles d'aviculteurs, des écoles ménagères, des écoles normales, et en contribuant généreusement à la construction, dans toute la province, d'académies commerciales.

Le gouvernement a compris, M. l'Orateur, que, si l'agriculture et les différentes industries qui s'y rattachent étaient la base de la richesse, qu'elle devait être secondée par l'instruction commerciale, par l'instruction technique. C'est pour cela qu'il a fondé l'École des hautes études commerciales, où notre jeunesse peut acquérir les sciences du commerce, de la comptabilité et de la finance et se préparer à occuper les plus hautes fonctions dans nos grandes institutions; c'est aussi pour cela qu'il a créé des écoles techniques où ces jeunes gens acquièrent des connaissances qui les rendent d'un puissant secours à l'industrie.

Aujourd'hui, M. l'Orateur, nous voyons poindre le jour où nous n'aurons guère besoin d'aller à l'étranger pour trouver des techniciens que réclament les services publics, les grandes institutions, les grosses entreprises industrielles, car nous les formerons chez nous.

Si, M. l'Orateur, lorsque nous jetons les yeux en arrière, nous pouvons contempler avec orgueil le chemin que nous avons parcouru depuis une dizaine d'années, cela ne veut pas dire que nous devons nous reposer sur nos lauriers.

Nous ne pouvons pas commander, dans la Confédération, au point de vue de la population, nous ne pouvons pas lutter avantageusement au point de vue du capital, à moins, suivant l'expression de M. Édouard Montpetit, que nous sachions le créer, par une politique industrielle systématique, bien orientée et victorieusement maintenue; mais nous pouvons, pour contrebalancer cela, créer une élite intellectuelle, une élite commerciale, et ces nouvelles recrues pourront se joindre à l'élite professionnelle

pour pousser de l'avant notre province, la plus ancienne, la plus riche en ressources naturelles qui n'attendent que la main de l'artisan pour les mettre en valeur. C'est la suggestion, M. l'Orateur, qu'a faite l'honorable député de Montréal-Hochelaga (M. Létourneau) et que j'approuve.

J'irai, cependant, plus loin que lui. Je dirai que la puissante classe du commerce et de l'industrie, qui contribue les deux tiers au revenu de la province, mérite qu'elle reçoive des pouvoirs publics un peu plus d'attention. Si l'agriculture et les diverses industries qui s'y rattachent ont leur importance, que seraient-elles sans le concours du commerce et de l'industrie? Où le gouvernement puiserait-il ses ressources pour les aider? Où et comment écouleraient-elles leurs produits?

L'équilibre économique réclame que le progrès se fasse sentir également dans toutes les différentes branches de l'activité humaine, et c'est le devoir des pouvoirs publics de voir à maintenir cet équilibre.

Les subventions à l'agriculture ont été généreuses. Le gouvernement, en bon père de famille, s'est intéressé à tout ce qui pouvait contribuer au développement des industries agricoles.

Je comprends, M. l'Orateur, qu'il n'est pas possible que le gouvernement subventionne le commerce et l'industrie comme il subventionne l'agriculture, mais il peut leur aider en mettant en pratique la suggestion de l'honorable député d'Hochelaga, en accordant une attention plus étroite dans sa législation à tout ce qui peut protéger cette classe importante de la société qui a contribué dans une large mesure à la prospérité et au développement des ressources naturelles de la province.

Si, M. l'Orateur, comme nous l'avons constaté, le commerce et l'industrie ont contribué une somme d'environ \$10,000,000 en 1917-1918 dans les recettes de la province, il n'est que juste qu'en retour le gouvernement leur accorde un peu de sollicitude.

C'est pour cela que je suggère qu'une somme de \$50,000, soit le 1/3 de 1 % des revenus que le gouvernement retire du commerce et de l'industrie, soit affectée pour promouvoir le développement de ces deux branches de notre économie politique. Une somme de \$25,000 pourrait être affectée, comme l'a dit l'honorable député d'Hochelaga (M. Létourneau), pour permettre à ceux de nos jeunes gens qui auraient des aptitudes d'aller perfectionner leurs études soit en Europe ou ailleurs. Et ce montant pourrait être réparti entre les écoles techniques et l'École des hautes études commerciales.

Un autre montant de \$25,000 pourrait être affecté avec profit pour la formation d'une commission d'études qui irait dans les vieux pays se renseigner sur le fonctionnement des industries que l'on pourrait avantageusement implanter dans notre province.

Après une étude sérieuse et approfondie, que d'industries nouvelles ne pourrions-nous pas établir et rendre prospères dans notre province, avec les ressources naturelles que nous avons, et contribuer, de la sorte, à augmenter nos exportations et à diminuer nos importations, et tourner ainsi l'équilibre du commerce en notre faveur.

Je comprends qu'avant 1914 il n'était pas possible au gouvernement d'aider efficacement l'industrie et le commerce parce que, dans notre jeune pays, où tout est à créer, les industries agricoles réclamaient toute son attention. Depuis 1914, les nombreuses et inquiétantes préoccupations de la guerre ont absorbé toute l'attention et l'énergie de tous ceux qui ont à cœur l'agrandissement de notre province.

Cependant, M. l'Orateur, permettez-moi d'ajouter qu'en ce temps où on ne parle dans toutes les parties du Canada que de reconstructions après la guerre, que cette suggestion, si elle était mise à exécution, serait une des pierres d'assises de la reconstruction de notre commerce, et de notre industrie, et contribuerait puissamment à leur expansion.

La formation de cette élite intellectuelle du commerce et de l'industrie contribuerait à rapprocher toutes les classes dans notre pays démocratique et les engagerait à travailler d'un commun accord au développement de toutes nos ressources et au bien-être général des habitants de cette province.

C'est le vœu que je formule de tout mon cœur, sachant que je suis l'écho des braves électeurs de Québec comme aussi de toute la nombreuse et importante confrérie du commerce et de l'industrie de la province de Québec.

**M. David (Terrebonne):** Monsieur l'Orateur, je crois refléter le sentiment général de la Chambre et le traduire, en remerciant le député de Montréal-Hochelaga (M. Létourneau) d'avoir en un discours bien posé et où domine la pensée ardente d'activer le développement intellectuel de notre race, attiré notre attention sur un besoin qui se fait aujourd'hui sentir et auquel il importe que le Gouvernement de cette province ne demeure pas indifférent.

(Regardant le tableau du plafond) Je<sup>9</sup> remarque que Québec, dans son attitude pensive,

regarde à peine le passé et n'envisage pas l'avenir. C'est sans doute ce qui a inspiré le député d'Hochelaga l'heureuse idée de présenter sa motion. Mais, en la regardant bien, il nous a paru que cette femme pensive représente, au contraire, assez bien la jeunesse d'aujourd'hui. Elle paraît absorbée et baisse les yeux; mais elle se sent bien entourée de toute l'histoire impérieuse de son passé et veut d'abord s'en imprégner. Elle veut, avant de lever les yeux vers l'avenir, être suffisamment nourrie des leçons du passé et de réflexion. Comme la jeunesse d'aujourd'hui, en un mot, elle semble préparer sa compétence pour l'avenir.

Il ne jugera pas, je crois, que je lui cherche inutile querelle si, au début de mes remarques, je tiens à déclarer que l'important n'est pas de créer ce qui existe déjà chez nous, une élite intellectuelle, mais bien de l'orienter en lui offrant les moyens d'atteindre la supériorité et la compétence par la spécialisation.

Il n'est pas permis de prétendre, comme on l'a fait, que notre province n'a produit que des "scieurs de bois et des porteurs d'eau", car les fils de nos humbles paysans d'autrefois depuis longtemps, reconnaissant les bienfaits de l'instruction, ont puisé à cette source du relèvement intellectuel et national.

Certaines faussetés se sont répandues dans notre pays, grâce à une complaisance inexplicable de certains de nos compatriotes qui, se croyant les seuls détenteurs de la vérité et du patriotisme, ont cru bon d'éclabousser toute leur race, s'imaginant bien à tort que c'était là le moyen de faire accepter leurs idées. Ils ne semblaient pas réaliser le mal que leurs affirmations nous causaient dans les provinces anglaises, où l'on ne demandait pas mieux que de publier ces attaques. Quel que soit le pays et où qu'il se trouve, il y a lieu de s'attendre que des membres de la majorité soient appelés à accomplir les ouvrages durs et la besogne ardue; il en a toujours été ainsi et il en sera toujours de même.

Mais Dieu merci, nous avons, il me semble, prouvé que notre peuple, possédant la part d'intelligence qui lui vient de haute lignée, n'a pas laissé ce capital inactif, mais bien au contraire a donné l'exemple d'un développement qui, si nous tenons compte des circonstances dans lesquelles il s'est opéré, doit attirer l'admiration la plus entière de ceux qui ont à cœur de lui faire accomplir mieux et davantage.

Il n'y a pas de limite dans le domaine de l'intellectualité pour le talent, et c'est parce que je crois profondément à celui de notre race, que je la vois, dirigée comme elle doit l'être, atteindre les

sommets d'une supériorité et d'une compétence reconnues.

Nous avons une élite et, dans tous les domaines, notre système éducationnel a déjà produit des hommes qui ont profondément imprimé sur la mentalité de notre province une empreinte durable, et certains d'entre eux, au coup d'aile plus puissant, ont reflété leur pensée sur le pays tout entier, exprimant "en leur passagère figure tout le sommaire d'un temps".

Le malheur a été que trop longtemps nous avons laissé au politicien seul le soin d'extérioriser notre pensée et notre concept nationaux. Mais, espérons-le, le temps est passé, et aujourd'hui, des hommes peuvent, avec prestige, se lever et discuter nos problèmes qui n'ont pas encore été revêtus de l'autorité que devrait donner la représentation nationale.

Nos problèmes vitaux ont trouvé chez eux des intelligences prêtes à les mieux discuter, depuis que la science économique s'introduisant nous a fait comprendre l'importance de la statistique. C'est pourquoi ces discussions revêtent le caractère d'une dissection faite par des experts dont la compétence donne à leur conclusion le sceau d'une autorité incontestable.

Je laisse, à dessein, de côté l'aspect politique et l'influence prouvée des nôtres, il y a déjà trois quarts de siècle, sur l'orientation de la politique coloniale anglaise.

Dans le débat, nous devons nous contenter d'un aperçu d'ensemble, et d'ailleurs le temps limité que j'entends utiliser ne me permettrait pas d'ajouter à la thèse si bien soutenue par M. Léon Mercier-Gouin<sup>10</sup>, récemment, dans sa très belle conférence sur Pierre Bédard<sup>11</sup>.

Je prends toutefois la liberté d'exprimer ici toute ma pensée en demandant à ceux qui ont l'honneur de représenter dans nos parlements, notre race et notre province, de tâcher d'acquiescer dans le domaine politique la compétence qui tous les jours s'impose davantage, si nous voulons conserver à nos institutions la confiance et le respect du peuple nécessaires à leur bon fonctionnement.

Partant de ce principe qu'une élite existe, et concevant qu'elle est la résultante d'un système qui aujourd'hui a besoin d'être amélioré pour faire face aux besoins nouveaux, mais qui, né d'un mouvement qui ne date, à proprement parler, que de 1846, a en moins d'un siècle permis à notre race d'affirmer qu'elle avait une littérature, nous devons, si nous voulons être justes, ne pas condamner le passé et lui accorder notre admiration.

Ce système a donné des historiens, des poètes, des artisans, des professeurs, des linguistes et quelques industriels. Je n'entends pas faire ici un panégyrique, tout au plus mon but est-il d'empêcher que l'on oublie ce que nous devons au passé. C'est encore la meilleure façon d'outiller le présent et de préparer sagement l'avenir.

C'est Bergson<sup>12</sup>, je crois, qui affirme que "Le présent c'est le passé qui se ramasse". Puisse-t-il en nous se ramasser ce passé, pour nous inspirer et nous guider afin que, toujours présent à nos yeux, il nous fasse envisager sans faiblesse la tâche à accomplir, mais aussi sans inutiles et injustifiables récriminations.

Si ce système imparfait a pu créer chez nous une élite, je me garde de citer aucun nom, je sens que ce serait une injustice que d'en oublier; il ne fait doute pour personne que le nombre des compétences est encore trop restreint, et cette constatation doit nous convier à l'augmenter, et de la sorte à capitaliser notre fortune intellectuelle.

Donc il importe que nous poussions nos jeunes gens, dont le cerveau bien préparé est apte à la compétence, vers la spécialisation en les soumettant à une formation que nous ne pouvons trouver ici, faute de professeurs, et qu'ils iront chercher dans les grands centres de la pensée contemporaine.

Gabriel Hanotaux<sup>13</sup>, dans son livre *La Démocratie et le Travail*, dit: "Sans que les incidents, en somme secondaires, qui se sont produits, aient jusqu'ici touché le tuf inébranlable sur lequel repose la nation, ils ont causé une sorte de trépidation et d'inquiétude qui aurait des suites fâcheuses si elle développait une prédisposition à la panique par la permanence d'un pessimisme trembleur: avoir peur, c'est être à moitié vaincu. Par contre, l'effet serait salutaire si cette émotion incitait des bonnes volontés chaque jour plus nombreuses, aux études plus attentives, et aux sacrifices nécessaires."

Trop souvent dans notre province, les innovateurs les mieux disposés ont donné l'impression que les améliorations préconisées étaient le début d'une lutte de classes, au lieu d'inspirer la conviction que leur pensée reflétait la nécessité même de l'amélioration proposée.

En matière d'instruction, la réforme n'était pas plutôt suggérée, qu'aussitôt contre elle surgissait une puissance que nous ne pouvons ignorer, elle qui longtemps fut seule à s'occuper du cerveau de notre race, et à qui nous sommes redevables de l'œuvre admirable qu'elle a maintenue pour nous. Cette puissance voyait dans cette formule d'amélioration, à tort peut-être, mais souvent hélas, une révolte contre elle.

Les temps ont changé, et les esprits doivent changer. Il ne s'agit plus de luttes entre les deux puissances que sont l'État et l'Église; il faut la collaboration des deux. Il ne faut plus avoir peur, et il faut empêcher que l'on ait peur, en faisant connaître loyalement la doctrine ou l'absence de doctrine, et en ne cherchant pas à lui substituer les méandres et les subtilités de la pensée.

Récemment encore, nous avons assisté à ce que M. Gabriel Hanotaux appelle "Une prédisposition à la panique", mais heureusement les hommes sages, comprenant le mal que ferait chez nous, "la menace d'un pessimisme trembleur", ont fait entendre une voix autorisée qui a incité des volontés nouvelles, hésitantes jusqu'ici "aux sacrifices nécessaires".

Cette collaboration devient une nécessité à une époque où l'apaisement général est requis en face des exigences nouvelles de la démocratie qui monte. Autrefois, en Chine, l'empereur traçait lui-même dans le sol, le premier sillon afin de faire mieux pénétrer dans l'esprit du peuple, le besoin de l'agriculture et sa très noble mission. Ainsi les deux puissances dont l'union est nécessaire à tout mouvement s'uniront, nous n'en avons aucun doute, pour tracer dans l'esprit de nos compatriotes, le premier sillon d'une supériorité absolue, complète et nécessaire.

L'État, lorsqu'il intervient en matière d'éducation, ne peut avoir d'autre but que d'aider la famille dans l'œuvre qu'elle accomplit ou d'y combattre l'égoïsme qui lui fait oublier le premier devoir qu'elle doit à ceux qui sont nés d'elle; car nourrir le cerveau afin que l'enfant devienne un citoyen utile est une obligation que la famille ne peut esquiver. Et si par hasard, la famille ne justifie pas la confiance que l'on place en elle, l'ignorance est un mal tel que l'État doit alors appliquer le remède que l'ampleur de ses pouvoirs respectueux des droits de la famille lui suggérera.

Mais avant qu'il n'intervienne, l'État doit bien et clairement établir que le remède n'est pas appliqué par ceux qui devraient le faire. D'autres conditions s'imposent aussi, mais ce n'est ni le moment ni le temps de les énoncer.

Cette union de la pensée de l'État et du Clergé doit faire réaliser à l'un et à l'autre ce qui, dans notre système d'enseignement supérieur, fait aujourd'hui défaut, et doit leur faire rechercher le moyen de remédier à cette défectuosité.

Notre enseignement supérieur dans la province de Québec dirige aujourd'hui presque inévitablement vers les professions déjà encombrées, où certes tout homme de talent peut encore être actif, mais où le champ de ses opérations intellectuelles sera plusieurs années singulièrement restreint.

Si nous pouvions obtenir que cet enseignement dirigeât un certain nombre des nôtres vers la science industrielle, car c'en est une, nous pourrions présager un merveilleux épanouissement pour notre province. En effet, notre territoire offre un champ d'exploitation admirable et à peine touché. Nos forêts, nos mines, nos pouvoirs d'eau, faute d'initiative de la part des nôtres et aussi de compétence, sont exploités par le capital étranger, et nous nous contentons de fournir la main-d'œuvre.

Pourquoi? Parce que nous n'avons pas, à peu d'exceptions près, formé de compétences industrielles qui puissent organiser et diriger de vastes entreprises, renseignées par les études qu'ils en ont faites. Ainsi, pour ne mentionner qu'une industrie, celle de la pulpe, je ne dirai pas exclusivement, mais presque, appartient au capital américain.

Pourquoi? Parce que le capital canadien-français, ne pouvant se reposer sur l'autorité d'une compétence qui s'impose, ne se croit pas justifiable d'exposer à des désastres, et peut-être aussi parce que l'esprit d'initiative industrielle n'a pas été encore développé, par suite d'un défaut de notre enseignement.

C'est pourquoi la création d'experts que nous devons à nos écoles de hautes études commerciales et techniques, comblera une lacune qui encouragera le gouvernement à continuer les sacrifices nécessaires pour donner à ceux qui sortent de ces écoles, revêtus d'une compétence possible, l'occasion de se spécialiser en allant dans un des foyers de la science industrielle, parfaire leurs études.

C'est le moment d'évaluer les ressources non développées de notre province, c'est le moment de regarder et de scruter l'immense territoire qui est le nôtre, et de nous dire que nous devons à notre pays, de lui faire produire le maximum de sa capacité, si nous voulons atteindre les résultats industriels immenses que donnera sa mise en valeur.

Tout ou à peu près tout est à faire dans le domaine industriel. Mettons-nous donc résolument à la tâche, ayant bien déterminé le but à atteindre et sans sacrifier l'agriculture qui est une planche de salut pour notre race, offrons à des intelligences prêtes à assimiler un enseignement industriel incontestable et nous aurons fait, je crois, quelque chose pour notre province.

Cet élan donné à l'industrie ne pourra évidemment produire ses effets sans entraîner pour nous des problèmes. Le monde est aujourd'hui surpris des questions sociales dérivant de son développement industriel, mais il semble, dans la

contemplation des désastres qu'il entraîne, oublier le rôle qu'il a fait jouer trop longtemps à l'ouvrier.

L'usine n'est plus comme autrefois le lieu où l'homme-bête vend son travail sans autre espoir que le strict nécessaire pour sa vie et celle de sa famille. Longtemps retenu par la puissance du capital et le manque d'organisation du travail, il a sué et peiné sans demander compte à celui qu'il enrichissait.

Aujourd'hui et qui l'en blâmera, il veut bien continuer à enrichir, mais il veut un peu de bonheur qu'il traduit dans un désir non satisfait d'un peu plus d'aisance. Le temps n'est plus où il se contentait de la pitance de tous les jours; il veut des réformes qui assurent son maintien en cas de maladie, une indemnité en cas d'accident ou de chômage, il veut aussi la pension pour les vieux jours et l'assurance en cas de mort.

Jusqu'ici, l'ouvrier ignorant et habitué à un rôle de soumission imposée ne se demandait pas qui le conduisait et comment il était conduit, mais aujourd'hui, il a relevé la tête, il a regardé sans frayeur et sans crainte celui qui le dirige et celui qui le paie. Allant au-delà de l'usine, son regard a rencontré le politicien de qui, dans le passé, il a tant attendu et de qui, soyons justes, il a beaucoup reçu; mais, mécontenté maintes fois par celui qui l'emploie, il a oublié facilement le bien qui lui est venu d'en haut, faisant porter à tous le poids de sa rancune. Dans les conflits qui surgissent entre lui et le capital, il veut sentir une compétence qui impose sa supériorité et son désintéressement sans quoi il poussera son ambition jusqu'au poste de commandement politique, espérant trouver là la panacée à ses maux et à ceux de sa classe.

Il n'a pas réalisé que le socialisme parlementaire est mort, et que ce sont les chefs autorisés du travail qui l'ont tué en aspirant au pouvoir, pour ensuite oublier ceux qui les avaient hissés jusque là.

Toutefois, il ne peut y avoir de doute que le travail, d'une façon générale, nie la compétence du politicien à résoudre des problèmes et, s'il en est ainsi aujourd'hui, de quoi demain sera-t-il fait? Ne requiert-il par la parole d'un arbitre qui, possédant à un degré élevé toute la philosophie du travail, puisse calmer l'âpreté du capital ou l'exigence exaspérante de la main-d'œuvre?

Donc, si dans notre province s'impose le développement industriel, le résultat sera le problème industriel et le problème requerra des compétences capables de les solutionner, et cette compétence, nous ne pourrions l'atteindre que par une spécialisation en matière sociale.

L'arbitrage, dans ces conflits, est de plus en plus appelé à jouer un grand rôle et celui qui pourra imposer ses connaissances sociales doublées d'une connaissance approfondie de la science économique verra sa décision acceptée avec un moindre murmure et une possibilité d'acceptation définitive par les deux classes.

Je me permets aussi d'ajouter que le parti politique de l'avenir, celui que le peuple acceptera, sera celui qui lui offrira le moyen d'activer son développement matériel, tout en lui offrant la garantie morale que, dans les conflits qui ne peuvent manquer de surgir, le travail aura sa part de justice et de rétributions.

Ceci s'applique à tous les pays, les formules du passé sont vieilles, il faut aujourd'hui, et le plus tôt le mieux, solutionner des problèmes que la politique se contentait hier de remettre, de crainte d'un échec.

Il faut des hommes dont le cerveau est attiré par ces problèmes, qui se mettent à la recherche de ces solutions que la classe ouvrière attend et dont dépend la sécurité du pays, son équilibre et sa paix.

Demain appartient au peuple, et chez-nous, les ouvriers se feront entendre, ne l'oublions pas, car ayant connu la méfiance, ils n'ont foi qu'en eux-mêmes et voudront se diriger seuls. Les questions de langue, de foi, questions nationales, questions religieuses, pour eux se compliquent, comme dans tous les pays, de la question ouvrière. Inutile que nous essayions d'y échapper; des événements récents ont dû nous prouver que nous devons y songer.

L'avenir veut et réclame que nous formions des hommes capables d'envisager ces problèmes et de les solutionner, et il appartiendra à notre gouvernement de créer ces compétences en faisant se spécialiser certaines intelligences frappées par l'imminence du danger ou le désir d'être utiles à leur pays, dans un moment qui exige des dévouements appuyés sur une réelle supériorité.

Il ne faudrait pas conclure, monsieur, que tout entier dévoués au développement matériel de notre province, nous devons oublier la littérature, l'histoire et les beaux-arts. Il serait même profondément injuste de ne pas saluer, d'un encouragement nouveau, le progrès immense que nous avons fait de ce côté.

En effet, à qui échappera la constatation magnifique de l'avancement de la littérature chez-nous, qui ne s'arrêtera pas devant nos historiens qui n'ont pas craint les labeurs des recherches ardues pour trouver la vérité et qui ont eu le courage de la dire; qui ne salue pas avec enthousiasme le superbe

élan de l'âme musicale de notre race qui rendra avant longtemps possible et nécessaire, je le souhaite, la création d'un conservatoire national de musique.

Mais dans ce mouvement de reconstruction mondiale, nous devons aller au plus pressant et sans négliger la littérature, l'histoire, et les arts, il faut nous retourner vers l'industrie et les questions sociales. Jusqu'ici, malheureusement, nous avons laissé croire que pour jouer un rôle dans notre province, il fallait être un professionnel ou un politicien; souhaitons que grâce au gouvernement, notre population ouvre enfin les yeux et conçoive le rôle immense réservé à l'industrie et au commerce, afin que, revenant d'une erreur séculaire, nous cherchions à y faire pénétrer et prospérer une élite d'hommes capables d'y accomplir une œuvre forte et durable.

Pour éclairer et diriger notre peuple dans cette orientation nouvelle où, certes, il serait injuste de ne pas reconnaître qu'un petit nombre a déjà admirablement réussi, il faut donner à la génération qui monte à la vie un enseignement nouveau qui lui fera voir, dans cette occupation, un but à atteindre au point de vue de la race, mais aussi qui n'entravera pas la claire vision des bénéfices à tirer au point de vue personnel.

Je m'excuse, monsieur, d'avoir retenu peut-être trop longtemps l'attention de la Chambre sur ce sujet, mais ma conclusion sera brève. Nous avons un devoir à accomplir sur la terre d'Amérique, celui de suppléer à la prépondérance du nombre que nous ne pouvons pas obtenir par une prépondérance intellectuelle qu'il nous est facile de garder. Activons le rapprochement intellectuel qui s'impose entre le Canada français et le pays d'origine de la majorité de ceux qui l'habitent, ce rapprochement qui donnera une compétence et une supériorité absolue, par la spécialisation, à ceux qui iront en France la chercher, donnera en même temps accès à un peu de la sympathie et de l'admiration que nous devons conserver ou reconquérir.

Cette sympathie et cette admiration françaises, le jour où elles reconnaîtront en nous l'ilot français en Amérique, reflétant sa pensée et son enseignement, feront taire, au-delà de la frontière, des préjugés fondés sur une profonde ignorance de notre race, de notre mentalité et de notre développement intellectuel. Cette absence de préjugés chez un peuple profondément admirateur de la France se traduira par un ardent désir de nous mieux connaître et de nous mieux comprendre, et qui sait s'il n'en résultera pas pour nous un peu d'admiration chez cette grande nation qui a appris à reconnaître le talent où elle le trouve.



Ce jour-là, forts de la sympathie française, et de l'admiration américaine, nous aurons un magnifique dissolvant à opposer à l'action du préjugé et du fanatisme dans notre pays.

Ce but, nous l'atteindrons par l'envoi de jeunes gens en France qui voudra faire pour nous, j'en suis convaincu, autant qu'elle est prête à faire pour les jeunes Américains qui désirent suivre les cours de ses universités.

Nous n'avons qu'à le vouloir et un superbe avenir appartient à l'élite de notre race. Ne perdons pas cette occasion et souhaitons que ce gouvernement entende le vœu que nous formulons pour cette élite qui n'a pas le capital, mais qui pour le remettre, offre à celui qui le lui fournira, son travail assidu des jours et des nuits d'études qu'elle offrira à la science, pour atteindre les sommets de la supériorité et de la compétence.

Cette élite, avant de s'élancer à l'assaut de cette supériorité, animera sa course d'un profond amour de sa race afin que, le jour où elle atteindra les sommets rêvés, rejaillisse sur elle une gloire nouvelle qui lui rendra plus facile l'œuvre de sa survivance.

**M. Francoeur (Lothbinière)**<sup>14</sup> se dit d'abord très heureux d'appuyer la motion du député de Montréal-Hochelaga (M. Létourneau).

Certaines questions semblent inépuisables et la question de l'instruction est de celles-là. Il félicite les orateurs qui l'ont précédé d'avoir apporté au sujet une lumière considérable.

La lutte autour de l'école n'est pas nouvelle. Elle s'est faite en France, en Angleterre, en Allemagne depuis un siècle. Dans ce dernier pays, on avait voulu faire de l'école non seulement un centre de formation morale et intellectuelle et un foyer de patriotisme, mais aussi le "vestibule de la caserne". Et c'est à cela que, depuis 1870, tenait la supériorité allemande.

De même, on a pu dire récemment que la France devait la victoire à la loi des écoles qu'elle adoptait en 1882. Sans discuter à fond la question, il est sûr que le patriotisme s'allume au foyer, mais qu'il se fortifie à l'école, qui est le prolongement du foyer.

Nous avons de vieilles écoles, des écoles primaires, secondaires, supérieures où les programmes ne sont pas parfaits, mais le fussent-ils que nous n'aurions pas les professeurs compétents pour en tirer profit. On ne devient pas professeur en un jour. A-t-on besoin d'un cours de droit, de médecine, etc. on bombarde professeur un avocat, un médecin, etc., qui peuvent exceller dans leur profession, mais qui ne connaissent rien de l'enseignement.

Le problème du jour, ce n'est donc pas, comme l'a suggéré mon ami l'honorable député de Napierville (M. Monet), de modifier nos programmes. D'ailleurs, on s'occupe actuellement d'améliorer nos programmes scolaires; mais le moyen d'améliorer notre enseignement c'est de donner à nos écoles des professeurs compétents, de vrais pédagogues. Le moyen d'en former, c'est de faire ce que l'honorable député de Montréal-Hochelaga (M. Létourneau) a suggéré, d'envoyer des jeunes gens en Europe afin qu'ils puissent acquérir la compétence, les connaissances pédagogiques qu'il leur faut pour devenir utiles à leurs concitoyens.

Envoyons à Paris en France des Canadiens de langue anglaise et à Oxford en Angleterre, des Canadiens français, et à part les avantages qu'ils se procureront en puisant la science particulière à tel ou tel art dans lequel ils devront se perfectionner, il en résultera que bien des préjugés disparaîtront qui sont la cause de tant de malaises et souvent de complications entre les divers éléments de notre population.

Ils deviendraient ainsi bilingues et profiteraient conjointement de la civilisation de l'Angleterre et de la France. Cela nous aidera à obtenir la meilleure entente que nous voulons, non seulement dans la province mais dans tout le pays.

Il rappelle qu'il y a quelques années nous avions à Québec l'École des arts et manufactures qui a été fermée et dont l'établissement sert à une espèce de musée. Il regrette que cette institution ait fermé ses portes. Nombre des nôtres y ont puisé des connaissances appréciables. Plusieurs y ont perfectionné des aptitudes pour les arts.

Il dit qu'il a reçu une lettre d'une élève qui demande qu'on ouvre cette école: "Cet endroit jadis si fréquenté (l'École des arts) est depuis quelques mois transformé en musée zoologique". C'est pitoyable de voir "l'Apollon du Belvédère" la Vénus de Milo, et de Médicis, la Diane chasseresse et tant d'autres reproductions exactes du Louvre empilées dans un coin au rez-de-chaussée, avec ... les balais. Jupiter serait peu charmé, s'il montait des enfers à la recherche de Minerve, de ne trouver à sa place qu'un ours polaire.

Il y a bien d'autres institutions du genre dans la province et le gouvernement se doit de les encourager et de faciliter à ceux qui en ont les aptitudes le développement de l'art dans son application pratique. Le progrès résulte du développement matériel intellectuel et moral du plus grand nombre, et nos institutions d'enseignement technique jouent un rôle important dans ce domaine.

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) que le débat soit ajourné.

Adopté.

#### **Messages du Conseil législatif:**

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 3 modifiant les statuts refondus, 1909, relativement aux juges de la Cour supérieure;
- bill 17 relatif à la preuve des décès de certains militaires;
- bill 28 modifiant la version anglaise de la loi 8 George V, chapitre 31.

#### **J. Cadieux**

**M. Lévesque (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 52 permettant à Joseph Cadieux de changer son nom en celui de Joseph-Aumand Cadieux soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **J.-F. Champagne**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 102 autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Josaphat-Frédéric Champagne à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Compagnie provinciale d'indemnité**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 132 constituant en corporation la Compagnie provinciale d'indemnité "The Provincial Indemnity Company" soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Lecavalier et Riel, Limitée**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 62 concernant la Compagnie Lecavalier & Riel, limitée soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que la Chambre soit ajournée à demain à 11 h 30.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande que l'on prolonge ensuite l'ajournement jusqu'à midi.

La proposition principale est adoptée<sup>15</sup>.

La séance est levée.

#### **NOTES**

1. Il fait allusion au bill 14 amendement les statuts refondus, 1909, concernant les asiles d'aliénés.

2. Édouard Montpetit, 1882-1954, économiste québécois. Antonio Perrault, journaliste et publiciste, Laurent-Olivier David, 1840-1926, écrivain et sénateur. Arthur Lemont, journaliste et auteur québécois, fut secrétaire de la Chambre de commerce de Montréal en 1913.

3. L'honorable Napoléon-Antoine Belcourt, 1860-1932, sénateur francophone de l'Ontario.

4. L'orateur à la langue d'argent.

5. Il n'a pas été possible de retrouver le nom de cet auteur.

6. D'après *Le Devoir* du 14 février 1919, page 1, c'est le premier ministre lui-même qui donna le signal des applaudissements à la suite du discours de Monet.

7. D'après *L'Événement* du 14 février 1919, page 5, monsieur L.-A. David se lève pour prendre la parole, mais c'est monsieur L.-A. Létourneau qui parle.

8. Les chiffres apparaissant dans ce tableau proviennent de l'article du *Soleil* du 15 février 1919, page 9. La somme des montants indiqués dans chacune des colonnes ne correspond pas aux totaux inscrits et il s'est avéré impossible de retracer les valeurs plus précises. L'ordre de grandeur de l'augmentation semble plausible, bien qu'approximatif.

9. D'après *Le Soleil* du 14 février 1919, il a une trouvaille en commençant son discours: regardant le tableau de Huot au plafond, il prononce les paroles rapportées sur l'attitude pensive du Québec.

10. Léon Mercier-Gouin, fils de Lomer Gouin, fut sénateur de 1940 à 1976.

11. Pierre Bédard, 1762-1829, homme politique.

12. Henri Bergson, 1859-1941, philosophe français.

13. Gabriel Hanotaux, 1853-1944, homme politique et historien français.

14. D'après *Le Devoir* du 14 février 1919, page 1, M. Francoeur n'a parlé que 10 minutes.

15. D'après *L'Événement* du 14 février 1919, page 5, M. Sauvé, souffrant d'une attaque de grippe, est parti ce jour-là pour Montréal. Il aurait désiré qu'on prolonge l'ajournement de la Chambre afin de se remettre sur pied. *Le Devoir* du même jour dit que sa proposition ne fut pas discutée parce que le premier ministre était momentanément absent de la Chambre.



Séance du vendredi 14 février 1919

**Présidence de l'honorable A. Galipeault**

La séance est ouverte à 11 h 30.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Vente  
par shérif**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 157 amendant l'article 749 du Code de procédure civile concernant les dépôts requis dans certains cas de vente par le shérif.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Statistiques  
scolaires**

**M. Francoeur (Lotbinière)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 156 amendant l'article 2768 des statuts refondus, 1909, relativement à l'instruction publique.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**Estimateurs**

**M. Francoeur (Lotbinière)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 154 amendant l'article 653 du Code municipal de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**Succession I. Racine**

**M. Beaudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 103 concernant la succession de feu Isaïe Racine.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Beaudry (Verchères)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Code  
du notariat**

**M. Godbout (Beauce)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 158 amendant le Code du notariat.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Godbout (Beauce)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Charte  
de Hull**

**M. Caron (Ottawa)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 65 amendant la charte de la cité de Hull.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Caron (Ottawa)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Club  
Canadien**

**M. Beaudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 109 amendant la charte du Club Canadien de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Beaudry (Verchères)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **The British Canadian Insurance Company**

**M. Phaneuf (Bagot)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 86 concernant la Compagnie d'assurance canadienne britannique "The British Canadian Insurance Company".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Phaneuf (Bagot)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Montreal Trust Company**

**M. Miles (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 124 ratifiant le titre de la "Montreal Trust Company", à une propriété.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Miles (Montréal-Saint-Laurent)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Succession J.-A. Massue**

**M. Tourville (Maskinongé)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 131 concernant la succession de Joseph-Aimé Massue.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Tourville (Maskinongé)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Bedford**

**M. Bullock (Shefford)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 123 amendant la charte de la ville de Bedford.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Bullock (Shefford)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Succession Victor Beaudry**

**M. Tessier (Rimouski)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 111 concernant la succession Victor Beaudry.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Tessier (Rimouski)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Lévis**

**M. Roy (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 59 amendant la charte de la cité de Lévis.

Adopté.

#### **En comité:**

**M. Roy (Lévis)** et l'honorable **M. Mitchell (Richmond)** présentent des amendements.

Le comité étudie l'article 2 se rapportant aux normes de Lévis dans Saint-Télesphore.

L'article est amendé et adopté.

Le comité étudie l'article 6 qui se lit comme suit:

"6. L'article 5615 des Statuts refondus, 1909, est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"5615. La votation dure deux jours juridiques depuis (neuf) heures du matin jusqu'à (quatre) heures de l'après-midi."

Cet article est retiré.

Le comité étudie l'article 11 qui se lit comme suit:

"11. Nonobstant toute loi à ce contraire, le conseil de la cité de Lévis est autorisé à effectuer des emprunts conformément aux dispositions des articles 5782, 5783 et 5784 des Statuts refondus de 1909, sans être soumis à la loi 8 George V, chapitre 60."

Cet article est retiré.

**M. D'Auteuil (Charlevoix-Saguenay)** propose un amendement qui se lit comme suit:

"Nulle personne résidant dans la cité de Lévis ne pourra être poursuivie devant une cour des commissaires pour la décision des petites causes."

L'amendement est rejeté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**M. Roy (Lévis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Compagnie des tramways de Lévis**

**M. Roy (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 92 constituant en corporation la Compagnie des tramways de Lévis.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### **Charte de Fraserville**

**M. Parrot (Témiscouata)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 80 amendant la charte de la cité de Fraserville.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Parrot (Témiscouata)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Demande de documents:**

##### **Déventures et actions**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Charlevoix-Saguenay (M. D'Auteuil) qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre un état indiquant:

1. Si l'arrêté en conseil de Son Excellence le gouverneur-général du Canada, du 22 décembre 1917, relatif à l'émission de déventures et d'actions par un gouvernement provincial, colonial ou étranger, une municipalité, une commission, un gouvernement local, une institution, une corporation ou une compagnie autorisée par eux-mêmes ou par d'autres en leur nom, a été révoqué ou amendé.

2. S'il a été amendé, dans quels sens.

3. Quelle demande a faite le gouvernement à ce sujet.

4. Si sa demande a été accordée.

5. Dans la négative, quelle raison le gouvernement fédéral a invoquée.

Adopté.

#### **Dépôt de documents:**

##### **Rapport du ministre des Terres et Forêts**

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** dépose, sur le bureau de la Chambre, le rapport du ministre des Terres et Forêts de la province de Québec, pour les douze mois expirés le trente de juin 1918. (Document de la session no 5)

##### **Bureaux de placement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron) propose qu'à sa prochaine séance, la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de

résolutions concernant le bill 16 amendant la loi relative aux bureaux de placement pour les ouvriers.

Adopté.

### **Ajournement**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi, le dix-septième jour de février, à trois heures de l'après-midi.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande l'ajournement à mardi.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** n'est pas d'accord avec la demande du représentant de Deux-Montagnes mais, étant entendu qu'il y aura séance du comité permanent des bills privés mardi matin, il propose, appuyé par le représentant de Montmorency (**L'honorable M. Taschereau**) que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi, le dix-huitième jour de février, à trois heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à midi quarante-cinq.

---



Séance du mardi 18 février 1919

### Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Succession I. Hurtubise, fils

**M. Létourneau (Québec-Est)** propose, appuyé par le représentant de Rouville (M. Robert), que l'article 511 du règlement soit suspendu et que la pétition de O.-R. Rowley et autres soit reçue.

Adopté.

### Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue par la Chambre:

- de O.-R. Rowley et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu I. Hurtubise, fils (M. Létourneau, Québec-Est).

### Charte de Montréal, taxes pour les égouts

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé) que l'article 511 du règlement soit suspendu et que la pétition de la Ligue des propriétaires de Montréal *et al.* soit reçue.

Adopté.

### Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue par la Chambre:

- de la Ligue des propriétaires de Montréal *et al.*, demandant l'adoption d'une loi amendement la Charte de la cité de Montréal (M. Gault).

### Rapports de comités:

**M. Francoeur (Lotbinière):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du Comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 110 amendant la charte de la cité de Sorel;

- bill 64 amendant la charte du village du Petit Lac Magog et changeant son nom en celui de "village de Fayolle";

- bill 87 amendant la charte de la ville de Montmagny;

- bill 67 constituant en corporation The Congregation Beth Hamedrash Hagadol.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 74 validant un acte de cession d'immeubles en faveur de Helen Margaret Ryan Macdonell et des actes de vente par celle-ci de ces biens.

Et, avec amendement, le bill suivant:

- bill 100 constituant en corporation la Villa des retraites.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 51 concernant les syndics de la paroisse de Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue, dans le comté de Témiscouata;

- bill 125 concernant la Société coopérative agricole des fromagers de Québec.

Et, sans amendement, les bills suivants:

- bill 133 amendant la charte de The Anglo American Trust Company;

- bill 54 concernant la succession de l'honorable J.-Aldric Ouimet.

### Arpenteurs et arpentages

**M. Laferté (Drummond)** demande la permission de présenter le bill 164 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux arpenteurs et arpentages.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Comté d'Ottawa

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 31 changeant le nom du comté d'Ottawa en celui de "Hull" et amendant, en conséquence, les statuts refondus, 1909, le Code de procédure civile et certaines lois y relatives.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses:****Voirie**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Quel est le montant total dépensé par le gouvernement depuis 1912 jusqu'à ce jour, pour la voirie provinciale?

2. Combien pour le macadam?
3. Combien pour le gravelage?
4. Combien pour les chemins de terre?

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières):**  
(Voir le tableau ci-dessous)

1. Du 1 <sup>er</sup> juillet 1912 au 31 janvier 1919, il a été dépensé :		
A. Sur les crédits annuellement votés par la Législature sous le titre "Amélioration des chemins ruraux" .....	\$ 3,523,460.97	
B. Sur la loi d'emprunt 1912 .....	<u>16,949,925.23</u>	
		<b>\$20,473,386.20</b>
2.		
A. Macadam .....	\$12,141,620.39	
B. Macadam bitumineux et tarvia .....	511,079.35	
C. Rocmac .....	51,846.44	
D. Béton .....	488,352.36	
E. Béton asphaltique .....	111,627.85	
F. Tapis d'asphalte .....	324,386.91	
G. Matériaux pour tapis d'asphalte .....	24,632.45	
3. Gravelages .....	\$ 2,745,265.95	
4. Chemins de terre .....	\$ 535,691.74	

**Industries agricoles**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Combien d'industries agricoles ont été créées en 1918 avec l'appui et les octrois du gouvernement?

2. Quelles sont ces industries et où sont-elles situées?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

1. Une beurrerie, sept fromageries et une fabrique de conserves.

2. Beurrerie à Les Éboulements, Charlevoix; fromagerie à Saint-Bonaventure, Yamaska; fromagerie à Saint-Léon-de-Standon, Dorchester; fromagerie à Notre-Dame-des-Quinze, Témiscamingue; fromagerie à Guérin, Témiscamingue; fromagerie à Lalemant, Témiscamingue; fromagerie à Val-des-Bois, Labelle; fromagerie à La Conception, Labelle; fabrique de conserves à Saint-Barthélemy, Berthier.

**Ville de Montréal,  
droits de succession**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Le gouvernement a-t-il reçu de la cité de Montréal la demande d'une remise, pour les prochaines cinq années, d'une partie des droits de succession perçus à Montréal?

2. Dans l'affirmative, à quelle décision en est arrive le gouvernement?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Non.

**Parc de Maisonneuve**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Le gouvernement a-t-il reçu du maire de Montréal, depuis le mois de mars 1918, une requête ou tout autre document demandant que ledit gouvernement "prenne à sa charge la dette du parc de Maisonneuve"?

2. Le gouvernement se propose-t-il de se charger de la dette du parc de Maisonneuve?

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** 1 et 2. Non.

**Ville et parc  
de Maisonneuve**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le gouvernement a-t-il reçu du maire de Montréal, depuis le mois d'avril 1918, une requête ou tout autre document demandant une enquête au sujet des affaires municipales de Maisonneuve, ou de transactions relatives au parc Maisonneuve?

2. Dans l'affirmative, le gouvernement est-il disposé à accorder cette enquête?

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** 1. Non.

#### **Loi des licences**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Décarie) qu'à sa prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions concernant la loi des licences de Québec.

Adopté.

#### **Prison des femmes de Montréal**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau) qu'à sa prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution concernant le bill 39 concernant le contrat passé entre le gouvernement et les dames religieuses de Notre-Dame-de-Charité du Bon-Pasteur, de Montréal, relativement à la garde et à l'entretien des détenues dans la prison des femmes de Montréal.

Adopté.

#### **Sanatorium Sainte-Agathe-des-Monts**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Décarie) qu'à sa prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions concernant le bill 45 concernant le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et le gouvernement du Canada relativement au sanatorium de Sainte-Agathe-des-Monts.

Adopté.

#### **École technique de Sherbrooke**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 13 constituant en corporation l'École technique de Sherbrooke soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité pour prendre en considération un projet de résolutions concernant la constitution en corporation de l'École technique de Sherbrooke.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

Adopté.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à garantir, aux conditions qu'il trouvera convenables, le paiement du capital et de l'intérêt d'un ou de plusieurs emprunts n'excédant pas en tout \$150,000 qui seront contractés par la corporation de l'École technique de Sherbrooke, à être créée par la loi qui accompagne les présentes résolutions, afin d'assurer la construction d'un édifice convenable pour ladite école et afin de lui permettre de se procurer des bibliothèques, des laboratoires, des ateliers et l'aménagement nécessaire en général.

Adopté.

2. Que, dans le but d'aider l'École technique de Sherbrooke et de reconnaître les services qu'elle est appelée à rendre à la province, il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'allouer à ladite école une somme annuelle de \$10,000.00.

Adopté.

3. Que les sommes souscrites et payées par le gouvernement soient d'abord employées à faire le service des intérêts et de l'amortissement du ou des emprunts, et que le reste soit employé aux besoins de l'école en général.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté trois résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 13 constituant en corporation l'École technique de Sherbrooke.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Capital-actions, contrats**

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 40 concernant la production, chez le secrétaire de la province, des contrats mentionnés dans l'article 6036 des statuts refondus, 1909, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Cour de magistrats**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 15 amendant l'article 61 du Code de procédure civile relativement à la Cour de magistrats de district soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Chemins de fer**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 44 amendant l'article 6474 des statuts refondus, 1909, concernant les compagnies de chemins de fer soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Estimateurs**

**M. Francoeur (Lotbinière)** propose de nouveau, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 154 amendant l'article 653 du Code municipal de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

**M. Francoeur (Lotbinière)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Ostéopathes**

**M. Francoeur (Lotbinière)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 160 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les ostéopathes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Collège des chirurgiens-dentistes**

**M. Beaudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 162 amendant les statuts

refondus, 1909, relativement au collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Canton Templeton**

**M. Achim (Labelle)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 163 détachant certains lots du canton Templeton, dans le comté d'Ottawa et les annexant au comté de Labelle pour les fins électorales, municipales et d'enregistrement soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Compagnie des transports de Lévis**

**M. Roy (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 92 constituant en corporation la compagnie des Tramways de Lévis.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Roy (Lévis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Franciscaines missionnaires de l'Immaculée-Conception**

**M. Mayrand (Montréal-Dorion)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 121 constituant en corporation les sœurs franciscaines missionnaires de l'Immaculée-Conception.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Mayrand (Montréal-Dorion)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Oeuvre des vocations tardives**

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 98 constituant en corporation l'Oeuvre des vocations tardives.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Sainte-Flore**

**M. Francoeur (Lotbinière)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 60 annexant à la paroisse de Saint-Jean-des-Piles, comté de Champlain, certains lots de la paroisse de Sainte-Flore, comté de Saint-Maurice, pour fins civiles, municipales et scolaires.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Francoeur (Lotbinière)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Ville de Lévis**

**M. Thériault (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 82 détachant certains lots de terrain de la ville de Lévis, (quartier Saint-Laurent), et les annexant à la municipalité de Saint-David-de-l'Auberivière, comté de Lévis.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Thériault (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Association des optométristes et opticiens**

**M. Lévesque (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 120 amendant la loi de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Lévesque (Laval)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Québec et Ungava**

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 70 constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Québec et Ungava.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Chemin de fer de la rivière Rouge**

**M. Achim (Labelle)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 77 amendant la charte de la compagnie de chemin de fer de la rivière Rouge.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Achim (Labelle)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Succession F. C. Stephens**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 139 déterminant les

pouvoirs des exécuteurs et fidéicommissaires en vertu du testament de feu le capitaine Francis Chattan Stephens soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité des bills publics en général.

### **Succession J.-O. Villeneuve**

**M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 129 concernant la succession de l'honorable Joseph-Octave Villeneuve soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité des bills publics en général.

### **Décès de Sir Wilfrid Laurier**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** La nation canadienne vient d'être cruellement éprouvée. Notre grand compatriote, Sir Wilfrid Laurier, nous a été ravi par un coup de foudre.

Dimanche, on nous disait discrètement que Sir Wilfrid avait été subitement frappé de maladie. Dans la soirée, on nous communiquait l'espoir qu'il se rétablirait bientôt. Le lendemain matin, on nous disait qu'il fallait renoncer à toute espérance. À trois heures, il rendait son âme au Créateur et la nouvelle funèbre, répandue par tout le continent, semait la douleur et l'affliction.

C'est sous le coup de cette douleur que je demande à cette Chambre de rendre à la mémoire du grand homme un suprême hommage.

Il est bon de mourir à son rang de soldat, sous l'armure du combat. C'est ce que l'on appelle mourir en beauté, en grandeur.

Sir Wilfrid a été grand toute sa vie: il devait mourir en beauté, en grandeur. La Providence lui a donné la fin belle et glorieuse qu'il méritait.

Sa mort est une perte irréparable pour tout le pays qu'il a tant aimé et qu'il a servi inlassablement toute sa vie.

Il y a 50 ans, il commençait sa carrière. Son début dans ce parlement fut un premier triomphe. Ses premiers triomphes se succédèrent dans tout le pays et l'on se rappelle les grandioses manifestations de sympathie que l'orateur à la langue d'argent, comme on l'appela, s'attira à Londres et à Paris où toutes les foules l'acclamaient en un véritable délire d'enthousiasme.

Dieu me garde de vouloir diminuer la valeur des grands hommes qui l'ont précédé dans l'histoire de ce pays. Je ne veux pas froisser les susceptibilités de personne, mais je crois pouvoir dire que nul n'a été supérieur à Sir Wilfrid Laurier parmi les grands hommes qui ont dominé leur époque.

Sans doute, j'ai toujours admiré son éloquence limpide et toute de fierté; mais ce que j'ai admiré davantage encore c'est son jugement, sa largeur de cœur et d'esprit. C'est par ses qualités qu'il a conquis tant de place dans l'estime des gens de sa race et des gens de toutes les races du pays.

Héritier des Pères de la Confédération, il ne s'est pas contenté de continuer l'œuvre des Cartier, des MacDonald et des Brown, mais il l'a complétée. Il est un de ceux qui croyaient à la durée de la Confédération canadienne.

C'est ainsi que dans un discours prononcé en 1884 à la Chambre des communes, sur une proposition de Dalton McCarthy, relative à la loi des licences, Sir Wilfrid s'opposait en ces termes à ce qu'il croyait être un acheminement vers l'union législative:

"Dans mon humble opinion, cette question est très grave. C'est un pas vers l'union législative, comme on l'a dit cet après-midi. Je dis que toute tentative heureuse faite dans ce parlement pour priver une province d'un droit qu'elle exerce, quel qu'il soit, que puisse être ce pouvoir, c'est un pas de plus dans le sens de l'union législative. Je sais bien que plusieurs députés dans cette Chambre sont plus favorables à l'union législative qu'à l'union fédérative. Je sais que beaucoup verraient le changement s'opérer sans alarme; mais pour ma part, je crois que le système fédératif est le meilleur que l'on puisse trouver pour gouverner un pays si étendu."

Ce n'est pas l'heure de dire ici l'œuvre de Sir Wilfrid Laurier. Qu'il suffise de faire observer qu'il a réalisé son programme qui était de sauvegarder les droits des provinces dans toute leur étendue.

Comme il le disait à Summerset en 1887, alors qu'il prenait la direction du Parti libéral:

"Apprenons au peuple à aimer nos institutions; faisons-lui voir qu'elles sont excellentes; que la liberté de nos concitoyens qui ne pensent pas comme nous nous soit aussi chère que la nôtre. Il faudrait, en cas d'attaques, défendre l'une avec autant d'ardeur que l'autre.

"Il est essentiel que les droits des provinces soient sauvegardés dans toute leur étendue. Là se trouve la garantie de l'autonomie des différents groupes de notre population. Dans l'expression de

nos opinions, tenons partout le même langage; n'ayons pas des discours spéciaux pour Ontario et d'autres pour Québec.

"Gouverner, c'est travailler à l'amélioration sociale et économique de la condition du peuple."

Me sera-t-il permis, en hommage à sa mémoire, de dire au nom de toutes les provinces du Canada, que c'est Sir Wilfrid Laurier qui leur a conservé leur principe de vie, leur juridiction, leurs pouvoirs et leur autonomie, en leur accordant en 1907 une augmentation du subside fédéral.

Pour lui, la grande pierre d'assise de notre confédération, c'était l'harmonie parmi les races. Il était au-dessus de tous les préjugés. Il a prêché la tolérance et la conciliation dans des limites telles que ses meilleurs amis le lui ont reproché; il les a pratiquées quelquefois contrairement à ce que pensaient ceux de sa province, mais toujours dans l'intérêt du pays.

Il a charpenté le pays d'un océan à l'autre et il avait bien le droit de dire le premier que le Canada était une nation.

Sir Wilfrid Laurier peut dormir en paix dans sa tombe. La bonne semence qu'il a jetée en terre canadienne germera et portera des fruits. Il est disparu. Nous ne pouvons pas encore mesurer son absence. Son souvenir restera impérissable. Il entre dans l'histoire universelle pour prendre place parmi les plus grands hommes de son temps et de son époque.

Je ne sais pas de meilleur moyen d'honorer sa mémoire que de suivre les exemples de sa brillante carrière.

"La mort a toujours pour cortège inséparable la douleur et les chagrins, mais ce qu'il y a de plus triste dans la mort c'est le sentiment qu'elle fait naître en nous d'une éternelle séparation, séparation de tout ce que nous aimons dans la vie; c'est là ce qui rend la mort si poignante pour l'homme qu'elle frappe, s'il est encore en pleine maturité. Mais lorsqu'elle est la fin naturelle d'une existence bien remplie pendant laquelle celui qui vient de disparaître a donné toute la mesure de ses talents et a accompli tout ce qu'on attendait de lui, et plus encore, la douleur de la mort n'est plus pour celui qui s'en va. Sous ce rapport, je suis certain que le peuple canadien accordera une sympathie sans bornes aux amis de Sir John MacDonald, à ses enfants plongés dans la douleur et principalement à la brave et noble femme, sa compagne en cette vie et son meilleur soutien."

Ce que Sir Wilfrid Laurier disait aux amis de Sir John MacDonald, nous pouvons le répéter à l'occasion du deuil profond de la noble compagne de toute la vie du grand canadien, Lady Laurier.

Je propose donc, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé) que, en témoignage de respect pour la mémoire du Très Honorable Sir Wilfrid Laurier, ancien député de Drummond-Arthabaska à l'Assemblée législative de Québec et ancien premier ministre du dominion du Canada, la Chambre lorsqu'elle s'ajournera, vendredi matin, le vingt et un courant, se trouve ajournée au lundi suivant, à quatre heures de l'après-midi<sup>1</sup>.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** En secondant la motion de l'honorable premier ministre, j'obéis non pas tant à une règle de convenance qu'à un devoir de prendre part au deuil national qui consterne notre pays depuis la nouvelle de la mort si inattendue du grand Canadien que fut Sir Wilfrid Laurier.

Et je voudrais pouvoir exprimer en ce moment à l'adresse de Sir Wilfrid Laurier ce qu'il disait lui-même si éloquemment en 1891 à l'occasion de la mort de Sir John MacDonald.

Membre de cette Chambre, ministre fédéral, chef de gouvernement, M. Laurier a toujours manifesté avec éclat sa haute culture intellectuelle et il a brillé partout où il a figuré. Sa renommée était universelle; partout, sur les deux continents, il a fait honneur à sa race et à son pays. C'est dire combien ses adversaires, tout en combattant sa politique, admiraient sa magnétique personnalité. Il fut l'idole de sa race.

Comme chef politique et comme homme d'État, M. Laurier est pour le présent plus difficile à apprécier: mais je ne serais loyal ni juste si je ne lui reconnaissais d'éminentes qualités. Nous serons plus en état de le juger à son mérite quand les faits et le temps auront jeté dans l'esprit du peuple canadien cette lumière salutaire qui dissipe les préjugés et fixe le jugement.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Représentant de la minorité protestante de la province, je crois que mon devoir de rendre hommage à la mémoire du grand homme d'État dont la mort a endeuillé tous les foyers canadiens, du plus grand au plus petit. Par la mort de Sir Wilfrid Laurier, la province de Québec perd son fils le plus noble et le plus distingué, le Canada un patriote, et l'Empire britannique un homme d'État. C'était le défenseur des faibles contre les forts, un partisan du droit des masses comme des privilèges des classes. Il savait que conciliation valait mieux que coercition. Comme Abraham Lincoln, il croyait au gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple. De lui on veut dire, comme Tennyson<sup>2</sup>, de Sir

Galahad, l'un des Chevaliers de la Table Ronde: "Il avait la force de dix parce que son cœur était pur."

Shakespeare a dit que ce que les hommes bons font dans leur vie est souvent enterré avec leurs restes. Prions pour que le bien qu'a fait Sir Wilfrid Laurier demeure à jamais. Non seulement croyait-il en la destinée du Canada, sa terre natale, il l'aimait de toutes ses forces.

Caractère vaste, généreux, loyal et sincère, nature forte et ferme, irréprochable, sans une tache sur sa vie publique non plus que sur sa vie privée, on peut résumer ainsi sa croyance et sa doctrine politiques: Conciliation, harmonie, paix, justice, fair play, liberté, modération et honnêteté. Démocrate jusqu'au fond du cœur, comme il le disait souvent de lui-même. Constructeur du Parti libéral, sinon son fondateur, en Canada en tout cas, son sang, ses os et sa chair pendant près d'un demi-siècle.

C'était un libéral de l'école anglaise. Il avait foi aux doctrines de Fox, O'Connell, Gray, Bright, Cobden et Gladstone. Il croyait au gouvernement constitutionnel tel que pratiqué en Angleterre. C'était un chef constitutionnel dans toute l'acceptation du terme.

Depuis l'année où il fut élu pour la première fois à l'Assemblée législative, ici à Québec, jusqu'à ce que son Créateur l'ait appelé à son dernier repos, Sir Wilfrid a personnifié tout ce qu'il y a de meilleur et de plus sincère dans la vie publique.

On peut dire en toute sincérité que sa modération a réformé et influencé tout le Canada, et si leur bonté survit aux hommes, espérons que la semence de modération qu'il a jetée en terre canadienne portera des fruits, même après sa mort.

La modération et la conciliation constituèrent les grands principes de sa carrière, et peu après sa nomination comme chef du Parti libéral, il disait: "Pour ma part, lorsque sonnera l'heure du repos éternel, je croirai que ma vie n'a pas été gaspillée, si j'ai contribué à cicatriser une seule blessure au cœur d'un seul de mes compatriotes, ayant ainsi fait avancer, ne fût-ce que d'un pas, la cause de la concorde et de l'harmonie entre les citoyens du dominion."

Une autre fois, il disait: "Décidons de ne jamais laisser entrer dans ce pays les disputes et les querelles qui ont couvert l'Europe de sang, de faire régner dans ce pays, toujours, l'ordre et la liberté, d'unir dans l'harmonie et la paix toutes les races qui l'habitent et de ne pas donner aux droits des plus forts plus de poids qu'aux droits des plus faibles."

Maintenant que l'heure du repos final est sonnée et que ses yeux sont fermés à jamais, nous



pouvons dire qu'il a noblement rempli sa mission. Toute sa vie a été une lutte continuelle pour la conciliation, l'harmonie et la concorde. Il a continué jusqu'à la fin à plaider pour sa doctrine d'une meilleure entente entre les nationalités et les croyances. C'était un homme dont on avait raison d'être fier, un homme entré dans la vie publique avec des principes et des idéaux, et qui s'y est attaché durant toute sa carrière publique. Il fut élu sur une question de principe; il fut défait sur une question de principe, estimé, admiré et aimé du peuple.

Nombreux furent ceux qui, la nuit dernière, dans tout le pays, des larmes dans les yeux, s'agenouillèrent et prièrent silencieusement pour leur grand défenseur et le champion de leurs libertés.

À la femme très bonne qui fut sa compagne durant la vie, nous envoyons notre profonde sympathie dans sa peine et son deuil et l'assurons que tous les Canadiens, sans distinction de nationalité ou de dénomination, d'allégeance politique, pleurent avec elle aujourd'hui et disent: "Va bon et fidèle serviteur. Repose en paix."

(Applaudissements)

**M. Létourneau (Québec-Est):** En ma qualité de représentant du comté de Québec-Est à la Législature, comté que représentait depuis tant d'années au Parlement fédéral le grand chef qui vient de mourir, je crois de mon devoir de me faire l'écho de mes électeurs en cette circonstance douloureuse qui marque un deuil profond pour toute la nation.

Mais mon humble voix ne trouve pas les mots pour traduire les sentiments de tristesse qui règnent dans tous les foyers, depuis que la nouvelle s'est répandue que Sir Wilfrid n'était plus.

Il ne m'appartient pas de faire ici son éloge. D'autres voix plus autorisées viennent de le dire. On me permettra, au nom de la population de Québec-Est, de dire que la mémoire de l'illustre disparu, qui fut si grand durant les quarante et quelques années qu'il a été leur mandataire, restera à jamais gravée dans le cœur de ses électeurs qui ont toujours eu pour lui la plus profonde vénération.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** Je tiens à rendre un juste hommage et ajouter mon humble offrande à la mémoire d'un des plus grands hommes que l'histoire canadienne ait connus.

La place qu'a prise Sir Wilfrid Laurier dans la formation des destinées de ce pays ne passera jamais inaperçue, ni ne sera oubliée. Si plusieurs diffèrent d'opinion avec lui, parfois, sur des questions politiques, tous étaient d'accord en ce qui concernait

ses idéaux et son but élevé, sa fière attitude, son esprit d'abnégation, son intégrité, son habileté, la merveilleuse éloquence avec laquelle il transportait ses auditoires, son désintéressement et sa dignité.

Sa mort soudaine n'a pas seulement frappé sa famille et ses nombreux amis, mais tout le peuple du Dominion. On le manquera surtout en ce temps de malaise et de reconstruction où son habileté et ses sages conseils eussent été de si grand service à l'État et à l'Empire. Le coup fut trop soudain, le deuil trop récent pour que nous puissions apprécier dans toute son étendue la perte que vient de subir le pays, et sa mort causera un vide qu'il sera difficile de remplir.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

La séance est levée.

## NOTES

1. Dans l'édition du 19 février 1919, page 1, le chroniqueur du *Soleil* commente en ces termes graves l'atmosphère entourant le discours du premier ministre et des autres intervenants:

"Sous l'étreinte d'une émotion très vive, atteinte jusqu'au fond de l'âme par la perte irréparable que vient de subir le Canada tout entier, la Législature de la province de Québec a pleuré hier la mort de Sir Wilfrid Laurier, que tous, de toutes races et religions, s'accordent aujourd'hui à appeler le plus grand des Canadiens.

"La tristesse peinte sur tous les visages, le silence religieux qui régna durant le discours ... donnèrent un caractère de grave solennité à la séance.

"Sous l'inspiration de la douleur profonde qui domine aujourd'hui tous les cœurs, Sir Lomer Gouin atteignit parfois les notes de l'éloquence la plus élevée. Comme suprême hommage à la mémoire de Sir Wilfrid, dit-il, imitons les exemples de sa brillante carrière."

2. Alfred Tennyson (1809-1892), poète anglais, mit en vers des tableaux des légendes arthuriennes.



Séance du mercredi 19 février 1919

**Présidence de l'honorable A. Galipeault**

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Mort de  
Sir Wilfrid Laurier**

**M. l'Orateur** annonce que le gouvernement fera chanter un service, vendredi, à neuf heures, à la basilique, pour le repos de l'âme de Sir Wilfrid Laurier.

**Dépôt de pétitions:**

Une pétition est présentée séparément et déposée sur la table:

- de 2,000 citoyens de Québec qui s'opposent au projet de fixer à quatre ans la durée du terme d'office du maire et des échevins (M. Cannon).

**Rapport des comités:**

**M. Francoeur (Lotbinière):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 135 concernant la reconstruction de la cathédrale de Chicoutimi.

Adopté.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 128 concernant la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et la Société nationale de fiducie;  
- bill 89 concernant la succession John Parker;  
- bill 76 amendant de nouveau la loi 46 Victoria, chapitre 21, concernant l'instruction publique, en tant qu'elle se rapporte à la ville de Richmond;

Et, sans amendement, les bills suivants:

- bill 52 permettant à Joseph Cadieux de changer son nom en celui de Joseph-Aumand Cadieux;

- bill 102 autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Josaphat-Frédéric Champagne, à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen;

- bill 115 ratifiant deux actes de donation par Joseph-Ephrem Papineau à Joseph-Édouard Papineau, et un acte de vente par ce dernier à Adélaré Lussier.

Le bill 63 constituant en corporation les comptables de la province de Québec est rapporté à la Chambre.

**M. Bullock (Shefford):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 73 concernant la compagnie de chemin de fer de la vallée de la rivière Madeleine.

Adopté.

**Succession**

**I. Hurtubise, fils**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) que les articles 503 à 508 et 510 à 516, soient suspendus relativement à une pétition de O.-R. Rowley et autres et au bill qu'ils désirent présenter, et qu'il leur soit permis de présenter immédiatement le bill 136 relatif à la succession de feu Isaïe Hurtubise, fils.

Adopté.

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** demande la permission de présenter le bill 136 relatif à la succession de feu Isaïe Hurtubise, fils.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte**

**de Sorel**

**M. Péloquin (Richelieu)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 110 amendant la charte de la cité de Sorel.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Péloquin (Richelieu)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte du Petit Lac Magog**

**M. Therrien (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 64 amendant la charte du village du Petit Lac Magog et changeant son nom en celui de "Village de Fayolle".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Therrien (Sherbrooke)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Montmagny**

**M. Thériault (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 87 amendant la charte de la ville de Montmagny.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Thériault (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **The Congregation Beth Hamedrash Hagadol**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 67 constituant en corporation The Congregation Beth Hamedrash Hagadol.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **H. M. Ryan Macdonnell**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 74 validant un acte de cession d'immeubles en faveur de Helen Margaret Ryan Macdonnell et des actes de vente faite par celle-ci de ses biens.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Villa des retraites**

**M. Lévesque (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 100 constituant en corporation la Villa des retraites.

Adopté.

#### **En comité:**

Le comité change le titre du bill qui s'appelle dorénavant "Loi constituant en corporation l'Œuvre des retraites fermées".

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport que celui-ci a examiné le bill, qu'il l'a adopté avec certains amendements, dont un au titre.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**M. Lévesque (Laval)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Saint-Joseph- de-la-Rivière-Bleue**

**M. Parrot (Témiscouata)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 51 concernant les syndics de la

paroisse de Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue, dans le comté de Témiscouata.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Parrot (Témiscouata)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Fromages de Québec et abattoir de Princeville**

**M. Perrault (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 125 concernant la Société coopérative agricole des fromagers de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Perrault (Arthabaska)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **The Anglo American Trust Company**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 133 amendant la charte de The Anglo American Trust Company.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Succession J.-A. Ouimet**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 54 concernant la succession de l'honorable J.-Aldric Ouimet.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Fabriques des diocèses de Québec et des Trois-Rivières**

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 137 amendant la charte de l'Association d'assurance mutuelle des fabriques des diocèses de Québec et des Trois-Rivières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Ville de Montréal-Sud**

**M. Beaudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 138 concernant la validation du règlement no 36 de la corporation de la ville de Montréal-Sud soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Charte de Montréal, expropriation**

**M. Beaudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 134 amendant la charte de la cité de Montréal relativement aux expropriations soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Demande de documents:**

##### **Instruction obligatoire**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 29 janvier, sur la motion proposée le mercredi 29 janvier courant: Qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance adressée au département de l'Instruction publique ou au gouvernement relativement à l'instruction obligatoire.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis):** Que les statistiques officielles soient exactes ou non et qu'on soit en faveur ou non de l'instruction

obligatoire, tout le monde s'entendra pour dire qu'il y a place à amélioration dans notre système d'éducation, car au moins 85,000 enfants d'âge scolaire ne vont pas à l'école, 13 % des jeunes se retrouvant en cour juvénile à Montréal ne savent pas lire ou écrire et 45 % de ces mêmes enfants n'ont pas de travail ni ne fréquentent une école. En conséquence, les raisons ne manquent pas pour dire qu'il y a quelque chose dans notre système d'éducation auquel on doit remédier. La seule différence d'opinion porte sur l'efficacité du remède proposé. Le fait que les statistiques montrent une meilleure fréquentation où l'instruction est obligatoire n'est pas une preuve concluante que l'obligation seule est responsable de cette assiduité plus élevée.

D'autres facteurs doivent être pris en considération, tels que la gratuité scolaire à l'école élémentaire ou secondaire, la gratuité des manuels, des installations plus adéquates, des instituteurs et institutrices plus compétents et mieux payés, surtout dans les régions rurales, un curriculum qui tient compte des particularités de chaque région et, bien sûr, les conditions climatiques. Chacun de ces facteurs contribue autant qu'une loi d'instruction obligatoire à une meilleure fréquentation scolaire.

Je crois que les partisans de l'instruction obligatoire en cette province doivent faire la preuve non seulement qu'une telle législation est nécessaire en ce moment, mais doivent aussi démontrer qu'avec les équipements scolaires existant aujourd'hui en notre province, l'instruction obligatoire donnerait les mêmes résultats en termes d'assistance qu'elle est sensée donner ailleurs. Et, en plus, on doit nous convaincre qu'il n'existe aucun autre remède tout aussi approprié, avantageux et efficace. Car nous devons bien garder à l'esprit que toute loi visant une obligation entraîne une perte de liberté équivalente. Toute loi coercitive adoptée sans consulter la volonté du peuple est une atteinte envers les principes d'une vraie démocratie.

Il signale la position particulière dans laquelle se trouvent les enfants de diverses nationalités d'immigrants pour lesquelles il n'y a rien dans nos lois scolaires. C'est, dit-il, une situation anormale, et à laquelle on ne songe pas assez souvent, des petits Grecs, des petits Bulgares, des petits Roumains, des petits Syriens qui appartiennent, pour la plupart, à la religion grecque orthodoxe et, d'après la loi scolaire, ils ne sont classés dans aucune des deux grandes catégories.

Le représentant de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) a préféré réfuter les arguments et discuter les statistiques de M. Magnan à un exposé des raisons qui justifient l'imposition de cette mesure.

Cette question est d'importance primordiale et ne fut-ce que pour cette seule raison, les autorités catholiques sont opposées à la mesure.

On ne peut ignorer l'expérience du clergé catholique en matière d'instruction publique et ce ne sont pas des opinions de quelques-uns des membres de ce clergé qui peuvent seules modifier notre attitude, ni contrebalancer les résultats de notre système éducationnel. Il faut bien se rappeler que plusieurs de nos hommes d'État des plus distingués, de nos juristes éminents ont reçu leur formation intellectuelle de ce même clergé catholique qui a rendu des services inappréciables non seulement en instruisant la jeunesse de cette province, mais en conservant le véritable esprit français à nos compatriotes canadiens qui parlent cette langue et qui appartiennent à une race restée fidèle à ses amours et à ses espérances, loyale à ses traditions comme à sa foi, qui a conservé sa vigueur comme au jour où nos glorieux ancêtres lui préparaient ses destinées.

Il croit qu'avant d'adopter une loi rendant l'instruction obligatoire, la province devrait en premier lieu effectuer certaines réformes à son système d'éducation actuel et attendre d'en voir les résultats. On doit premièrement s'assurer que des installations adéquates et en quantité suffisante soient disponibles et qu'on dispose d'un personnel enseignant suffisamment formé pour instruire les enfants. À l'heure actuelle, personne ne peut prétendre que nous disposons d'écoles et d'effectifs en quantité suffisante pour accommoder et enseigner à 80,000 élèves supplémentaires. Nous devons assurer la gratuité scolaire, autant à l'école élémentaire que secondaire. Nous devons rendre les livres et les fournitures scolaires gratuites. Lorsque nous aurons accompli tout cela, nous devrions adopter une loi par laquelle, disons, 15 électeurs de chaque municipalité scolaire pourraient demander un vote des électeurs catholiques ou protestants, selon le cas. Si une majorité appuie l'instruction obligatoire, celle-ci devrait automatiquement être appliquée. C'est la seule manière vraiment démocratique d'adopter une loi coercitive ou entraînant une obligation. Ainsi, il reviendra au peuple lui-même de décider s'il veut l'instruction obligatoire, et j'ai suffisamment confiance envers les gens pour croire que, si l'instruction obligatoire est une nécessité, si une partie de la population de cette province pense ainsi, ils adopteront cette mesure par eux-mêmes, sans y être forcés par la Législature. Une loi adoptée de cette façon est beaucoup plus susceptible d'être respectée et appliquée, car ce sera une loi du peuple, adoptée par le peuple, pour le peuple.

Il félicite le gouvernement pour son action en matière d'éducation, mais remarque qu'il reste beaucoup encore à accomplir. Il dit que Québec dépense moins que la plupart des provinces sœurs, où l'instruction est obligatoire, et cite les chiffres suivants montrant les dépenses par élève par jour de présence en classe.

	Per capita
Nouveau Brunswick.....	\$ 25.11
Nouvelle-Écosse .....	23.34
Québec .....	25.30
Ontario .....	45.12
Manitoba .....	107.00
Saskatchewan .....	112.00
Alberta.....	75.52
Colombie-Britannique.....	63.20

Jusqu'à ce que nous dépensions par enfant ce qu'on dépense dans les autres provinces et jusqu'à ce que nos enfants jouissent aussi du privilège de l'éducation, des livres et des fournitures gratuits, il est hasardeux de comparer leurs statistiques d'assiduité avec les nôtres et de conclure que l'instruction obligatoire est la seule cause de leur fréquentation plus élevée.

Je suis pour que le gouvernement consacre plus de ressources à l'éducation, même s'il doit pour cela couper dans d'autres départements. À titre d'exemple, l'on pourrait prendre des sommes destinées à la construction de routes et les rediriger vers l'éducation. En un mot, au cours des deux prochaines années, dépensions moins pour les routes et plus pour les cerveaux.

Fournissons le plus rapidement possible les installations et tout ce qui est requis pour réformer notre système d'éducation actuel selon les orientations que j'ai mentionnées et, de cette façon, faire en sorte que nos enfants apprennent par gentillesse et amour plutôt que les obliger à apprendre par la loi et par la peur de la punition.

Ce qu'on cherche en proposant la mesure de l'obligation scolaire, c'est d'induire les enfants à quitter la rue pour aller à l'école; encore une fois, ce n'est pas la coercition qui produira de bons résultats, mais les améliorations que j'ai suggérées à notre système.

L'État a un droit absolu d'imposer la contrainte scolaire. Il s'appuie sur une thèse de Macaulay<sup>1</sup>: "Celui qui a le droit de pendre a le droit d'éduquer". Mais l'État ne doit pas intervenir quand cette intervention n'est pas conforme à la volonté populaire.

Cette intervention ne doit pas se faire si les citoyens sont disposés à prendre eux-mêmes l'initiative d'une amélioration des conditions dont on se plaint, et si les opinions sont aussi partagées qu'on le constate sur cette mesure.

Voulez-vous un remède, un moyen de concilier toutes les opinions afin d'obtenir des résultats? Laissez donc le peuple libre de décider lui-même si la contrainte scolaire existera ou non. Personne ne sait si l'expérience réussira, mais laissez donc les municipalités scolaires libres d'établir l'instruction obligatoire si elles le veulent.

Je crois que le Parlement ne devrait pas décréter une loi de coercition. C'est une mesure antidémocratique. Mais le Parlement a le droit de donner au peuple le privilège d'essayer un nouveau système: S'il réussit là où on l'aura adopté, tout le monde - même les plus acharnés parmi nos adversaires - toute la province l'adoptera. S'il ne réussit pas, on la mettra de côté.

**M. Bugeaud (Bonaventure):** M. l'Orateur, les quelques remarques que je me propose de faire à propos d'instruction obligatoire n'auront pas l'attrait de la nouveauté.

Celles fondées sur les présentes sont toutes connues et ne peuvent changer, car la vérité est immuable. Et les autres ont déjà été présentées à l'attention du public par les conférenciers et les journaux. Je me permets cependant de prendre un peu du temps de cette Chambre, car je crois que, sur une question aussi importante que celle qui est ici devant nous, l'on ne peut rester neutre, et vu que la mesure qui nous est proposée ne nous donnera pas l'occasion d'exprimer notre opinion par un vote, je tiens à dire que je suis absolument contre l'instruction obligatoire telle que préconisée par l'honorable député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard).

J'ai déjà eu l'occasion, M. l'Orateur, de parler et de voter en cette Chambre en faveur d'une mesure qui a été défaite mais qui pour moi, était de l'essence même de la liberté et faisait partie des vrais principes libéraux. Je proteste donc contre cette loi d'instruction obligatoire que l'on veut nous imposer parce qu'elle est absolument contraire aux principes fondamentaux du vrai libéralisme et qu'elle attaque profondément les droits et la liberté de la famille des parents.

En analysant et en étudiant le discours de l'honorable député de Saint-Hyacinthe, en éliminant les phrases et les mots, il nous reste deux idées principales: une attaque directe contre un fonctionnaire de l'État à qui il reproche de falsifier

des statistiques et des documents; faits qu'il nous est difficile de contrôler. L'honorable député de Saint-Hyacinthe a démolé ces statistiques et les a prouvées fausses au moyen d'autres chiffres que nous ne pouvons non plus contrôler. De sorte que, M. l'Orateur, je ne puis entrer dans cette discussion de chiffres. Et je laisse à ceux qui sont directement en cause le soin d'établir la vérité.

Mais la prétention de l'honorable député, à savoir que l'assistance scolaire n'est pas ce que disent les statistiques serait-elle vraie, qu'elle ne constituerait pas un argument absolu en faveur de la contrainte scolaire, car l'honorable député ne nous a pas prouvé que la loi de l'instruction obligatoire augmenterait la fréquentation scolaire.

Le deuxième point qui ressort de son discours est le suivant: Vous tous qui êtes contre l'instruction obligatoire, vous avez tort, moi, j'ai raison, donc il nous faut la contrainte scolaire. En deuxième lieu, l'honorable député prétend que la contrainte scolaire est nécessaire à la vie économique de la province de Québec, chose qu'il a absolument manqué de nous prouver et sur laquelle je me permets de croire qu'il n'a pas raison.

Je laisse à l'honorable député et à tous ceux qui le suivent dans cette voie toute la liberté de penser de la manière qu'ils l'entendront en matière d'instruction obligatoire et je veux bien reconnaître et je dois de plus dire que je ne suis pas contre cette mesure parce qu'elle a été présentée par lui, elle aurait été présentée par le député le plus orthodoxe et le plus catholique de la Chambre que je serais encore contre parce que je ne crois pas que la contrainte soit opportune, efficace et absolument nécessaire au développement économique de notre province.

La question débattue en ce moment, M. l'Orateur, n'est pas seulement une question de chiffres, mais elle est encore et surtout une question de principes et dans une Chambre en très grande majorité catholique; je crois qu'il convient de traiter le problème scolaire et au point de vue et à la lumière des principes.

L'obligation scolaire que l'on veut nous imposer, M. l'Orateur, touche aux fondements même de la famille, c'est-à-dire à l'autorité paternelle qu'elle ébranle et à la constitution de l'État dont elle exagère et dénature les fonctions. La famille est une société antérieure à la société civile et qui en face de cette dernière doit garder intactes ses plus essentielles libertés. L'État est fait tout d'abord et principalement pour protéger les droits des individus et des familles et non pour les violer. La fonction fondamentale du pouvoir civil, c'est d'être le gardien des droits et le rempart de la justice.

Dans l'espèce, c'est-à-dire en matière d'éducation, quelles sont les droits et les devoirs des parents? D'abord, les enfants appartiennent aux parents, qui tiennent de Dieu d'abord leur paternité et les droits qui s'y rattachent; ils n'appartiennent pas à l'État et prétendre le contraire, c'est donner une conception toute païenne et toute révolutionnaire à la famille.

Il suit de là que, dans l'ordre naturel, l'éducation relève directement des parents et immédiatement des parents.

Un homme qui a défini mieux que tout autre en ses admirables écrits les droits des ouvriers et pour qui Gladstone<sup>2</sup> lui-même le fondateur et le père du libéralisme canadien, avait la plus haute admiration, le grand Léon XIII l'a dit: "C'est aux parents qu'il appartient en vertu du droit naturel d'élever ceux à qui ils ont donné le jour." Les conséquences de ce droit primordial sont nombreuses. Les parents délèguent aux maîtres qu'ils choisissent pour instruire leurs enfants leur propre autorité. Ils doivent avoir, soit par eux-mêmes, soit par leurs représentants, le choix et le contrôle des livres et des méthodes. Ils sont les meilleurs juges de ce qui convient dans tel ou tel milieu, dans telles ou telles circonstances à leurs enfants.

Ils sont par conséquent les juges aussi de la durée du temps que leurs ressources, les travaux domestiques, le besoin et l'avenir des enfants permettent à ceux-ci de consacrer à l'étude.

L'Église seule, qui est la grande maîtresse des consciences et qui a pour mission de diriger les hommes vers le seul bien nécessaire, peut imposer aux parents et aux enfants qui en font partie et qui sont soumis à ses lois une obligation juridique en vue de l'instruction religieuse.

La liberté des parents dans la direction de la famille et dans l'éducation des enfants est une chose sacrée. Est-ce, au moment où l'on parle partout de liberté, où d'immenses sacrifices sont faits, où des millions de vies humaines se sont immolées pour le triomphe de la liberté et du droit que le gouvernement de la province de Québec pourrait sanctionner une loi qui violerait le sanctuaire de la famille et empiéterait sur la plus chère et la plus essentielle des libertés naturelles, celle qu'ont les parents de diriger l'éducation de leurs enfants? Ce serait là la plus antidémocratique et la plus antilibérale de toutes les mesures.

L'on se prévaut de certains noms et de certaines attitudes empruntés aux pays d'Europe pour favoriser la cause de la contrainte scolaire, mais il ne faut pas oublier que nous légiférons pour notre



province et d'après les besoins de notre province et qu'en une matière comme celle-là, nous devons prendre conseil de ceux qui s'occupent d'éducation dans notre province, parce qu'ils doivent être mieux à même de juger si la contrainte scolaire est nécessaire chez nous.

Or, nos auteurs de sociologie condamnent l'obligation scolaire, il en est de même de nos auteurs de philosophie: Le manuel de philosophie en usage dans presque tous les collèges de notre province, les éléments de philosophie de M. l'abbé Lortie<sup>3</sup>, qui est approuvé et recommandé par nos meilleurs éducateurs contient une thèse expresse condamnant non seulement l'école obligatoire, mais l'instruction obligatoire, c'est-à-dire un minimum ou un maximum d'instruction imposé directement par l'État.

On connaît la lettre récente du primat de l'Église canadienne à M. Magnan. Cette lettre parle plus haut que les témoignages contraires que l'on va chercher dans les pays dont les conditions sociales sont tout autres que les nôtres. Le cardinal Bégin est très versé dans les choses de l'éducation: il a été professeur, principal de l'École normale Laval. Sa parole est non seulement celle de la plus haute autorité religieuse canadienne, mais aussi celle d'un éducateur des plus distingués et des plus renseignés et très au courant de nos besoins sociaux, et je crois que ses paroles ont autant d'autorité que celles citées en faveur de sa thèse par l'honorable député de Saint-Hyacinthe.

Ce dernier cite à tout moment l'opinion du cardinal Gibbons<sup>4</sup>.

Nos adversaires allèguent la nécessité de la contrainte scolaire afin de remédier à la négligence des parents et de sauvegarder les droits de l'enfant. Quant à remédier à la négligence des parents, est-ce que la contrainte scolaire est le remède? Il nous semble plutôt qu'une loi de ce genre serait inefficace en ce sens qu'on ne pourrait pas l'appliquer; cette loi devra pour être efficace avoir une sanction pénale. Or, tous les parents soucieux de l'avenir de leurs enfants s'empressent et s'efforcent de les envoyer à l'école autant qu'il est possible et surtout depuis une quinzaine d'années avec l'aide donnée à l'instruction par le gouvernement de cette province. Les parents sont de plus en plus encouragés à envoyer leurs enfants à l'école, et ceux qui ne le font pas sont la minime partie et seraient soustraits aux atteintes de la loi d'obligation scolaire.

Vous n'êtes pas pour remplir les prisons et ce serait à peu près la seule mesure que vous auriez contre les parents qui aujourd'hui ne donnent qu'une éducation raisonnable à leurs enfants.

L'enfant lui a un droit strict aux connaissances religieuses nécessaires pour atteindre le but suprême et à des connaissances profanes lui permettant de gagner sa vie dans le milieu où il se trouve placé, mais ces connaissances profanes ne seront pas nécessairement des connaissances acquises dans les livres de classe. Une multitude d'enfants dans le passé ont très bien gagné leur vie et peuvent la gagner encore aujourd'hui, sans être obligés par une loi d'aller à l'école jusqu'à l'âge de 14 ans, pas un jour de plus pas un jour de moins; si pour des raisons majeures les parents sont obligés de les retirer de l'école avant cet âge, ces enfants avec les notions acquises par l'exemple de leurs parents travaillant sous leurs yeux et les initiant à leur labeur, pourront se faire un avenir. Un père de famille manquant en matière d'éducation aux devoirs de justice qui le tient vis-à-vis de ses enfants est un phénomène tellement rare parmi nous que l'on ne peut baser sur ce fait la nécessité d'une loi de contrainte, et d'ailleurs la passerait-on qu'elle ne l'atteindrait pas.

L'État ne pourrait intervenir par une loi de contrainte scolaire que si la négligence des parents était tellement grande qu'elle mettrait véritablement en danger la société, ce qui n'est certainement pas le cas dans notre province où le nombre des illettrés, surtout chez les jeunes, est très peu considérable et va toujours diminuant, grâce aux écoles plus nombreuses, aux communications plus faciles et à l'encouragement donné par un gouvernement vraiment libéral et vraiment soucieux des véritables intérêts de la province, qu'il est appelé à gouverner.

Continuons cette politique, faisons appel à la raison et à la conscience des parents, encourageons comme nous le faisons maintenant les instituteurs et les institutrices, améliorons encore notre situation scolaire et nous n'aurons pas besoin de loi de contrainte; d'ailleurs, les moyens de persuasion sont les plus dignes de l'homme. Nous assurons plus souvent au but d'augmenter l'assistance à l'école.

Nous sommes, il est vrai, la seule province du dominion où il n'y pas de contrainte scolaire, mais nous sommes aussi la seule province qui donne aux minorités la liberté d'instruire et d'élever leurs enfants selon leur religion et leur langue. Nous sommes la seule province du dominion où nous appliquons pratiquement les grandes idées de liberté et le "fair play" britannique tant prôné ailleurs; et si, pour pouvoir donner la pleine mesure de justice et de "fair play" il nous faut rester isolés, restons le longtemps encore pour notre plus grande gloire et que ce soit là un héritage d'honneur que nous ayons à cœur de léguer à nos enfants.

Je ne puis voir, M. l'Orateur, en quoi la contrainte scolaire serait nécessaire au développement économique de la province de Québec. Nous n'avons jamais eu de contrainte scolaire et pourtant des 60,000 Canadiens, paysans sans instruction, laissés il y a un peu plus d'un siècle au bord du Saint-Laurent, sont devenus, miracle qui étonne le monde, un peuple de près de 3,000,000 qui a su et qui sait garder sa place au soleil des nations.

D'ailleurs, nous avons de bien bons résultats avec notre système actuel. Le nombre des illettrés diminue toujours. Dans nos comtés, il n'y a pas 2 % des enfants qui ne vont pas à l'école. En 1910, nous avions 100 écoles pour une population de 34,000 et la moyenne d'assistance était de 67 %. Cette année, nous avons 180 écoles et la moyenne d'assistance est de plus de 90 %.

Il a fallu ouvrir des cours d'été pour satisfaire à la faim d'instruction des enfants. Quant aux maisons d'écoles, elles ont été non seulement améliorées, mais renouvelées en ces dernières années.

Je comprends que nous n'avons pas la richesse que peuvent avoir d'autres races plus aptes au commerce que nous le sommes, mais la richesse, M. l'Orateur, n'est pas nécessairement la base de la grandeur des nations ni des individus.

Je ne veux pas dire que nous ne devons pas nous efforcer d'acquiescer de la richesse et de progresser dans le commerce et l'industrie, mais je me refuse de croire que la contrainte scolaire soit le moyen d'amener à ce but. Je crois de plus que l'un des plus grands facteurs de notre développement économique dans l'avenir, comme il l'a été dans le passé, sera surtout pour nous de nous attacher à la terre, à la bonne terre canadienne qui nous a permis de grandir et de nous développer au point de causer de grandes inquiétudes à certains éléments que nous connaissons bien.

Et d'ailleurs, M. l'Orateur, ce bloc enfariné ne me dit rien qui vaille. Les partisans de la contrainte scolaire se défendent trop lorsque nous leur disons que leur projet est une préparation à l'école neutre. Je crois pour ma part que l'instruction obligatoire de notre province conduira nécessairement à la neutralité scolaire et je m'explique: 1. Un bon nombre de municipalités diront au gouvernement: si vous voulez nous forcer sous peine d'amende ou de prison à envoyer nos enfants à l'école, bâtissez-nous des écoles, payez-nous des institutrices et des instituteurs. Ces municipalités refuseront de construire des écoles et de payer les instituteurs. Les contribuables refuseront de payer leurs taxes

scolaires; il y aura des troubles, des agitations et des prophètes en ce temps se lèveront pour dire que notre système scolaire ne répond plus aux besoins du temps, qu'il n'est plus efficace, qu'il n'y a plus moyen de l'appliquer, qu'il faut se rendre plus moderne et plus conforme aux besoins des temps et le gouvernement sera obligé de prendre en main tout le système scolaire.

2. Il faudrait alors que l'État bâtisse lui-même des écoles et paie les instituteurs en taxant les contribuables et, dans une province comme la nôtre ou souvent dans une même municipalité, dans un même arrondissement scolaire, il se trouve des dénominations différentes de langue et de religion. L'État ne bâtira pas l'une à côté de l'autre dans le même arrondissement une école protestante et une école catholique, les enfants de différentes religions devront aller à la même école; alors les catholiques comme les protestants s'objecteront à ce que l'instruction religieuse de l'une ou de l'autre croyance soit donnée dans ces écoles et ils auront raison et, visiblement, l'école neutre sera entrée dans nos mœurs et de l'école neutre dans la province de Québec.

M. l'Orateur, nous n'en voulons pas. Nous voulons que demain comme aujourd'hui les parents aient le droit de faire instruire leurs enfants dans les écoles de leur langue ou de leur religion, quelles qu'elles soient enseignées. C'est pour cela que nos pères ont versé leur sang et il ne nous appartient pas à nous de passer des lois pour ravir ces libertés à nos enfants.

M. l'Orateur, depuis que je m'occupe de questions publiques et de différents projets qui ont agité l'opinion en ce pays, il y a eu pour moi un baromètre presque infallible. Lorsqu'une école de journaux, la plupart publiés ailleurs que notre province heureusement, a fortement appuyé une loi ou un projet, l'avenir et l'expérience ont démontré que ce projet ou cette loi était invariablement au détriment des intérêts de notre race et il faut voir si dans ce cas-ci, M. l'Orateur, cette école de journaux est en faveur de l'instruction obligatoire et si elle appuie le projet comme notre seule planche de salut, c'est le seul moyen pour nous de tenir notre place dans la Confédération.

Le souci de l'avenir de notre race les inquiète très peu ou plutôt les inquiète très fort. Ces journaux que hante le spectre de la "French Dominion" sont au courant et bien au courant des difficultés du problème déjà très grave qui se pose dans notre province, à savoir que le nombre des gens instruits dépasse nos besoins et que toutes les carrières qui

leur sont ouvertes sont encombrées, et ils savent aussi que les gens instruits sont portés à quitter les campagnes et à se diriger vers les villes et, les croyant sincères dans leur opinion que l'instruction obligatoire augmentera le nombre des gens instruits, ils seraient heureux si ce problème devenait plus grave et plus menaçant. Ils réalisent qu'organisés comme nous le sommes, nous les envahissons et ils voudraient par tous les moyens changer notre situation économique actuelle. Ce n'est pas de notre richesse qu'ils ont peur, c'est le nombre de nos enfants qui les empêche de dormir et ils savent que dans les villes, la natalité est moins nombreuse et la mortalité infantile beaucoup plus grande que dans nos campagnes. C'est le ber canadien comme dit *L'Orange Sentinel*<sup>5</sup> qui hante leurs rêves. Ils craignent les robustes paysans à qui la santé conservée par les travaux des champs permet d'avoir une nombreuse postérité et qui n'étant pas obligés comme l'habitant des villes de compter sur un salaire plus ou moins élevé pour faire vivre les siens ne craindra pas les nombreuses familles mais sera toujours heureux lorsque Dieu déposera dans son berceau une tête blonde de plus, parce qu'il sera assuré que la Providence fera croître dans son champ des épis abondants pour la nourrir.

**M. Francoeur (Lotbinière):** La question de l'éducation doit être placée au-dessus des partis politiques.

Il est bien évident, si on en juge par les discours et les articles que nous avons lus, que le sénateur Dandurand ne convaincra pas le Père Lalande, pas plus que M. Magnan ne réussira à convaincre le député de Saint-Hyacinthe.

Pour ce qui est de la question au point de vue de l'Église, le Pape ne s'est pas encore prononcé, et j'attends sa décision avant de condamner le projet d'instruction obligatoire.

Sans doute, je suis contre la substitution de l'État au père de famille qui fait son devoir, mais si l'on nous proposait simplement d'adopter une loi qui forcerait l'enfant d'âge scolaire, de sept à 14 ans, à aller à l'école, au lieu de courir la rue, je serais disposé à appuyer ce projet, car il constituerait une protection pour l'enfant contre le père de famille qui ne fait pas son devoir. Pour cela, il faudrait que l'on nous prouvât que les enfants, qui ont l'âge de scolarité, ne fréquentent pas nos écoles. Et pour nous le prouver, il faudrait que les statistiques fussent parfaites.

Pour moi, il faut aller aux statistiques, se bien renseigner afin de discuter froidement cette question sur des données contrôlées et aussi étudier comment

cette question a été discutée jadis, en France, et la solution qu'on y a apportée, car il n'y a pas de nouveau sous le soleil que ce que l'on ignore soi-même ou ce que l'on a oublié.

D'abord, assurons-nous des statistiques, car je crois que, si elles prouvaient que notre fréquentation scolaire est vraiment insuffisante, il n'y a pas un seul député qui reculerait devant l'adoption du remède qui s'imposerait alors.

La statistique scolaire à cause d'une méthode désuète et irrationnelle nous fournit des données incomplètes et fallacieuses. Au surintendant d'y voir et de suggérer les changements voulus pour en obtenir la rectification.

Les inspecteurs font leur recensement scolaire à différentes époques de l'année, années pendant lesquelles la fréquentation scolaire varie. On devrait faire faire le recensement scolaire par les secrétaires-trésoriers des commissions des écoles au mois de janvier et à la fin de l'année. L'inspecteur des écoles pourrait comparer efficacement l'inscription aux écoles avec ce recensement.

Par le système actuel, on obtient des statistiques gonflées, comme celles du rapport du surintendant de l'Instruction publique qui nous donne une moyenne de 79 % pour la fréquentation scolaire quand, en vérité, la moyenne n'est que de 65 % à 70 %.

D'après la loi de l'instruction publique, le recensement scolaire est fait au mois de septembre de chaque année, tandis que l'inscription aux écoles est relevée par l'inspecteur pendant sa visite, se prolongeant de janvier à juin. Il arrive ainsi que l'on compare deux éléments de la statistique pour en tirer une moyenne d'inscription, et comme ces deux éléments sont éloignés l'un de l'autre de plusieurs mois, il arrive que le pourcentage d'inscription paraît gonflé.

Le parti le plus sage est celui proposé par le Conseil de l'Instruction publique à sa dernière séance, à savoir: faire une enquête sur la méthode de compilation de nos statistiques scolaires, afin de savoir s'il y a lieu de décréter l'obligation scolaire.

Le Conseil de l'instruction publique a fait une heureuse suggestion au gouvernement et j'espère que les fonctionnaires s'empresseront d'adopter un nouveau mode pour que les statistiques soient plus exactes.

Il n'est pas de l'avis, dit-il, du député de Saint-Louis (M. Bercovitch) qui a réclaté l'uniformité et la gratuité des livres scolaires. Pour lui, ce qu'il importe le plus, c'est de faire une carrière de l'enseignement, afin d'y retenir les maîtres et les maîtresses, comme c'est, d'ailleurs, ce que l'on accomplit en France, après avoir discouru pendant de longues années sur ce que l'on appelle le "péril primaire".

L'instruction publique a fait de grands progrès dans notre province. Nos écoles sont belles, nos écoles sont attrayantes, bien que quelques-unes n'aient pas encore tout le confort voulu, mais ce n'est pas le mal dont nous souffrons. Ce qu'il nous faut dans nos écoles, ce sont de bons instituteurs, de bonnes institutrices. Il nous faut des professeurs compétents. Nous ne les aurons pas si le système actuel continue.

J'ai fait préparer un tableau de l'œuvre des écoles normales de notre province, qui sont chargées de former les instituteurs et les institutrices.

Ainsi, nous avons 15 écoles normales dans la province de Québec, dont trois de garçons et 12 de filles. J'ai fait un relevé du nombre de maîtres et du nombre de maîtresses et il a été établi par des statistiques officielles que, sur 1775 élèves maîtres, il en reste dans l'enseignement 288, et sur 9435 institutrices, il en reste 1377.

Pourquoi, M. l'Orateur? Parce que nous instituteurs et nos institutrices ne sont pas assez payés et que les élèves de nos écoles normales se découragent, voyant l'avenir qui leur est réservé.

Nos écoles normales n'ont pas des programmes d'études qui peuvent former de bons élèves. Je suis un ancien élève de l'école normale et j'en ai fait l'expérience. Je puis le dire franchement, je me destinais à l'enseignement.

M. l'Orateur, assurons à nos instituteurs de meilleurs salaires, améliorons les programmes de nos écoles normales, créons, s'il le faut, des écoles normales supérieures, formons de bons professeurs et nous aurons fait beaucoup plus pour améliorer l'instruction publique que ne pourrait le faire, il me semble, une loi de contrainte scolaire. D'ailleurs, je suis par nature contre toute coercition.

Le député de Bonaventure (M. Bugeaud) a parlé de l'amélioration des maisons d'école, ces améliorations ont sans doute leur valeur et je les apprécie, mais le point capital, c'est de donner un traitement raisonnable aux maîtres et aux maîtresses.

Pour atteindre cette fin, il suggère au gouvernement une échelle minimum de salaire que les commissions scolaires seraient tenues d'accepter, sans quoi, pas d'allocation du gouvernement. Cette échelle se lit comme suit: Pour les institutrices: A. Dans les écoles élémentaires \$200.00; B. Dans les écoles modèles, \$300.00; C. Dans les académies, \$400.00.

Pour les instituteurs: A. Dans les écoles élémentaires \$500.00; B. Dans les écoles modèles \$750.00; C. Dans les académies \$1000.00.

Sans quoi, le maître ne peut vivre convenablement.

Dans les villes, pour les écoles correspondantes, il faudrait donner 50 % de plus.

Actuellement, le gouvernement distribue des sommes considérables, soit \$225,000 aux municipalités qui paient des salaires minima de \$125, \$150 et \$200 aux institutrices et une somme de \$130 à chaque municipalité qui engage un maître pour tenir une école de garçons. C'était très bien autrefois, mais aujourd'hui que le coût de la vie double dans quatre ans, il faut relever ces minima et les porter aux chiffres mentionnés plus haut.

Il se dit en faveur de l'établissement d'un certificat d'études et il croit que pas un élève ne devrait quitter l'école élémentaire avant d'avoir obtenu ce couronnement. La loi devrait défendre l'emploi dans les industries, et partout où un travail est rémunéré, pour les garçons qui ne seraient pas porteurs d'un certificat d'études primaires.

L'on devrait établir un certificat d'études primaires et même empêcher un garçon atteignant sa majorité d'être inscrit sur la liste des voteurs, à moins qu'il ne soit porteur d'un certificat d'études primaires ou en mesure de prouver qu'il sait lire et écrire convenablement ou qui ne subirait pas un examen satisfaisant à ce propos, à partir de 1925.

Enfin, le problème de l'instruction publique devrait être mis au-dessus des partis et des mesquines questions politiques et tous les bons éléments devraient s'unir pour aider à sa solution dans l'intérêt national.

Il lance un appel à la raison afin que la province de Québec continue à marcher de l'avant et à prouver que, dans tous les domaines, elle a à cœur de faire sa marque.

**M. Tessier (Rimouski)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Hochelaga (M. Létourneau) que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

## **Demande de documents:**

### **Enseignement technique**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 13 février, sur la motion proposée le jeudi 6 février courant: Qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre copie de tous documents concernant l'enseignement technique et la formation d'une élite intellectuelle dans la province.

**M. Cannon (Québec-Centre):** M. l'Orateur, après les discours substantiels et éloquents que nous avons entendus, je n'ai pas la prétention, M. l'Orateur, d'ajouter beaucoup au débat, le député de Montréal-Hochelaga (M. Létourneau), avec la méthode sûre et convaincante qui le caractérise, a très bien posé la question.

Le représentant de Napierville (M. Monet), héritier d'un beau nom, fils d'un homme qui avant d'endosser l'hermine se fit une belle réputation d'orateur parlementaire<sup>6</sup> tant à Québec qu'à Ottawa, nous a prouvé une fois de plus que le "bon sang ne saurait mentir", et son début dans la carrière le désigne tout de suite comme un esprit sérieux original et pondéré, favorisant le progrès, mais sans vouloir la brusque démolition de l'état de choses actuel.

Mes honorables collègues de Terrebonne (M. David), Québec-Est (M. Létourneau) et Lotbinière (M. Francoeur) ont encore ajouté à l'excellente réputation qu'ils s'étaient faite par le passé.

Il m'a semblé, M. l'Orateur, devoir intervenir dans la discussion, parce que je sens que lorsqu'il s'agit de la question de l'éducation dans la province de Québec, le député de Québec-Centre, circonscription qui a l'honneur de compter dans ses limites l'Université Laval et le Séminaire de Québec, ne peut rester étranger ou indifférent.

La motion pour production de documents mentionne deux sujets: 1. L'enseignement technique; 2. la formation d'une élite intellectuelle dans la province.

Sur le premier point, M. l'Orateur, je soumetts que depuis 10 ans, en cette province nous avons fait des progrès remarquables, continuels.

L'École technique de Montréal nous a coûté \$775,000, elle couvre un terrain de 153,000 pi<sup>2</sup>, avec de nombreux bâtiments et ateliers de toutes sortes, celle de Québec nous a coûté \$500,000 environ.

Chaque année, en dehors de ces deux grands centres, le gouvernement dépense des sommes considérables pour maintenir des écoles techniques. Shawinigan, Beauveville, Sherbrooke, Trois-Rivières sont maintenant dotées d'institutions florissantes, sans compter les écoles d'arts et manufactures. À ces diverses écoles, l'État paye chaque année près de \$200,000 pour l'enseignement technique et industriel. Nous ne nous arrêterons pas en aussi bonne voie; les élèves se font de plus en plus nombreux à mesure que les préjugés que l'on avait d'abord disparaissent. Enfin, l'École des hautes études commerciales à Montréal n'est-elle pas une université de commerce, une institution qui devrait contribuer beaucoup à assurer le progrès économique de notre province, en nous donnant des hommes

d'affaires instruits, capables de se rendre compte par eux-mêmes du mérite des propositions industrielles et financières qui leur sont soumises, capables de les exposer et de les discuter convenablement avec précision et élégance, capables d'enseigner dans nos écoles commerciales ou de se spécialiser dans certaines fonctions administratives? Cette école a coûté à la province près de \$800,000, sans compter une subvention annuelle de \$50,000. Cette école, en 1914, à l'Exposition universelle de Lyon, a obtenu un diplôme de médaille d'or pour son aménagement, son matériel d'enseignement, ses programmes et ses méthodes, bien qu'elle exposait pour la première fois et, aurait dû, suivant l'usage, ne recevoir qu'une récompense inférieure.

Le nombre des élèves dans les écoles augmente, mais devrait être plus grand. Les autorités religieuses devraient les appuyer de plus en plus, surtout depuis l'affiliation à l'Université Laval de l'École des hautes études commerciales; dans cette province il semble que notre population a fourni assez de gages de son esprit chrétien pour faire disparaître cette méfiance avec laquelle on accueille en certains quartiers les écoles organisées directement par l'État. L'anticléricalisme n'existe pas au Canada comme parti; ne lui donnons pas de prétexte pour s'agiter et grandir.

Je le répète, il nous faut chasser loin de nous cette note pessimiste qui semble vouloir dominer chez quelques-uns.

En cette matière, comme ailleurs, la province de Québec a fait des progrès considérables et nous sommes sur la bonne voie.

On nous parle beaucoup d'aller à l'étranger chercher des modèles et des leçons, et mon excellent voisin de Québec-Est (M. Létourneau) exprimait le vœu de voir le gouvernement consacrer \$25,000 par année à l'envoi en Europe de missions d'étude des questions industrielles et commerciales, \$25,000 pour l'entretien d'élèves ou boursiers.

L'idée est excellente, mais il semble que pour fournir des ouvriers compétents et nous assurer le maximum de rendement industriel, nous n'avons que faire de traverser les mers, il nous suffirait d'envoyer au-delà de la ligne 45e, aux États-Unis, chercher le secret qui assurera à nos ouvriers, comme aux artisans américains, le premier rang comme force économique.

Suivant une habitude contractée dès ma prime jeunesse, en préparant mes notes, je cherchais une direction en consultant les discours de celui qui depuis de longues années avait été en politique, l'étoile polaire toujours brûlante et sûre, de la presque totalité des gens de ma génération.

J'aurais voulu vous citer, de son vivant, M. l'Orateur, la voix du chef vaillant, toujours sur la brèche, toujours prêt à nous inspirer et à nous diriger; vous écouteriez en ce jour de deuil national les paroles que je vais vous citer, avec tout le respect ému que méritent aujourd'hui les paroles de l'illustre disparu.

Dès le premier discours qu'il prononçait en 1871 en cette Chambre, Sir Wilfrid Laurier proclamait le devoir pour les Canadiens français surtout, de créer une industrie nationale. "Nous sommes, disait-il, entourés d'une race forte et vigoureuse, d'une activité dévorante qui a pris l'univers pour champ de travail. Je suis, certes, blessé en tant que Canadien français, de nous voir éternellement devancés par nos compatriotes d'origine britannique.

"Nous sommes obligés d'avouer que jusqu'ici nous avons été laissés en arrière. Nous pouvons l'avouer et l'avouer sans honte, parce que le fait s'explique par des raisons purement politiques qui n'accusent chez nous aucune infériorité. Après la Conquête, les Canadiens, jaloux de conserver intact leur héritage national, se concentrèrent en eux-mêmes, sans conserver avec le dehors aucune relation. La conséquence immédiate fut qu'ils restèrent étrangers à toutes les réformes qui s'accomplissent tous les jours au-delà de leurs frontières et qu'ils demeurent fatalement enfermés dans le cercle de leurs vieilles théories. D'un autre côté, les nombreux colons arrivaient du pays le plus développé en fait de commerce et d'industrie qui fut sous le soleil. Ils apportaient avec eux la civilisation de leur patrie, ils se retrempaient sans cesse par un courant continu d'immigration, qui ajoutait sans cesse non seulement à leur nombre, mais à leurs connaissances et à leurs idées. Nous pouvons avouer sans honte que nous avons été devancés par de tels hommes dans de telles circonstances. Mais les temps sont changés, s'écriait l'orateur, et le temps est venu d'entrer en lice avec eux. Nos pères jadis ont été ennemis, ils se sont fait, pendant des siècles, des guerres sanglantes. Nous, leurs descendants, réunis sous le même drapeau, nous ne livrons plus d'autres combats que ceux d'une généreuse émulation pour nous vaincre mutuellement dans le commerce, dans l'industrie, dans les sciences et les arts de la paix."

Et M. Laurier, après avoir décrit les richesses de la province, déplorait l'exode de nos compatriotes vers les États-Unis, abandonnant leurs foyers pour aller chercher le morceau de paix qui devait les sauver.

Grâce à Dieu, et aussi grâce au projet de loi et à l'œuvre de Sir Wilfrid Laurier, les choses sont bien changées depuis lors et, si je conseille d'aller aux

États-Unis, ce n'est pas pour y chercher le pain qui manquait ici en 1871, mais pour y puiser les connaissances techniques et pratiques dont nous avons besoin pour faire de nos jeunes les premiers ouvriers du monde.

Quand on leur fournit l'occasion d'apprendre, nos ouvriers, très intelligents, deviennent, en peu de temps, des mécaniciens, des artisans de premier ordre. C'est le témoignage que leur rendait Sir Charles Ross qui avait fondé ici une fabrique d'armes nécessitant l'emploi de techniciens nombreux; en peu de mois, à Québec même, il avait trouvé et formé des centaines de mains donnant un rendement au moins égal en quantité et en qualité à celui des ouvriers amenés par lui d'Angleterre et des États-Unis.

On nous parle d'aller en Europe pour y perfectionner notre éducation technique; je soumets respectueusement qu'il vaut mieux pour nous - les plus anciens Américains - d'adopter les méthodes qui auront bientôt fait de nos voisins la première puissance commerciale et industrielle du monde, parce qu'elles auront fait de l'ouvrier américain le meilleur de l'univers.

C'est le témoignage que lui rendent les spécialistes européens venus aux établissements universitaires pour y étudier sur place leurs méthodes d'enseignement technique.

M. Omer Buyse, directeur de l'école industrielle supérieure provinciale de Charleroi (Belgique) écrivait en 1908 dans son livre intitulé *Méthodes américaines d'éducation générale et technique*: "Sobre dans nos plaisirs, toujours en action, animé d'un optimisme et d'une confiance inébranlable dans les succès, l'Américain représente un type humain très puissant. Il possède, par atavisme les qualités de ses aïeux, décidés, qui n'ont pas hésité à quitter leurs relations, leurs chères coutumes, pour se faire une nouvelle existence dans des conditions difficiles et dangereuses; le milieu, les distances, les obstacles naturels, qui excitent les activités et tendent les volontés trompées, le climat vivifiant, tous ces éléments agissent dans la formation du type américain qui incarne la vraie énergie."

Il cite cet exemple de Patterson, un grand industriel, qui racontait comment son père lui avait donné sa première paire de patins. "Quand j'étais enfant, ayant envie de patins, mon père me dit: Voilà la forêt, prends une hache, coupe une corde de bois, transporte-là à la ville, vends-là et achète-toi des patins."

N'est-ce pas là un trait qui a pu paraître remarquable à un Européen, mais qui est bien Nouveau Monde et devrait s'appliquer des deux côtés

de la ligne 45? Derrière tout Américain se retrouve l'ouvrier; on y juge l'homme par sa capacité de production et de réalisation; on n'y admet pas la croyance, trop répandue chez nous, que le diplôme seul confère la noblesse intellectuelle. Il nous faut surtout développer l'énergie par des exercices et des travaux requérant à chaque instant l'initiative, cette vertu morale qui fait accepter allègrement des tâches difficiles et imprévues, et la persévérance sans laquelle on n'arrive pas à vaincre les obstacles.

Initiative, persévérance, voilà les leçons que nos écoles techniques doivent inculquer à notre jeunesse; aidons-la à secouer son indolente inertie, son amour de la routine et des chemins tracés et répétons-lui sans cesse ces mots de M. Millerand, l'ancien ministre de la guerre en France, dans son discours d'ouverture de l'Exposition universelle de 1900: "Ô travail, travail libérateur et sacré, c'est toi qui anoblis et c'est toi qui consoles! Sous tes pas, l'ignorance se dissipe, le mal s'enfuit. Par toi l'humanité, affranchie des servitudes de la nuit, monte, monte sans cesse comme vers cette région lumineuse et sereine où doit un jour se réaliser l'idéal et parfait accord de la puissance, de la justice et de la bonté."

La motion de l'honorable député de Montréal-Hochelaga nous parle "de la formation d'une élite intellectuelle dans notre province". Mon honorable collègue est trop modeste; son discours, les exemples qu'il nous a cités, les paroles éloquentes et soignées que nous avons entendues depuis le commencement du débat, nous prouvent que cette élite intellectuelle, dont il demande la formation, existe déjà dans cette province et nous en avons, dans cette Chambre même, des représentants qui lui font honneur. Il y a bien longtemps que cette élite intellectuelle est en formation et l'honorable député de Napierville soulignait avec émotion le témoignage rendu par Edward Blake<sup>7</sup> aux résultats déjà obtenus par nos institutions d'instruction secondaire.

Depuis 1852, l'Université Laval, fondée ici grâce au dévouement patriotique des prêtres du Séminaire de Québec, a fait rayonner aux quatre coins de la province et par tout le Canada une pléiade d'hommes distingués par leur science, leur vertu et leur patriotisme. Notre chère Université a coûté à date au-delà de \$2,000,000 au Séminaire de Québec et elle est presque entièrement laissée à ses seules ressources, bien que le gouvernement Gouin lui ait attribué annuellement des aides substantielles. Malheureusement, nous n'aidons pas notre Université comme nous pourrions et devrions le faire. Voyez comme nos concitoyens anglais, avec une générosité

qui les honore, savent soutenir de dons princiers leur grande Université McGill. Nous devrions fournir à Laval, à Québec et à Montréal les moyens d'étendre son champ d'action et spécialement lui donner des chaires d'enseignement pédagogique.

Le mouvement est déjà lancé; je ne sais si je l'apprendrai au député d'Hochelaga, mais, à Québec même depuis cinq ans, un de mes concitoyens, M. L.-J.-H. Larue, fils d'un universitaire distingué, feu le docteur Hubert Larue, malgré la difficulté des temps, en pleine guerre, a réussi à recueillir \$41,000, dont \$35,000 ont été versés, et avant longtemps ce monsieur et ses généreux collaborateurs du Fonds d'éducation auront le bonheur de voir inaugurer à Québec des cours de pédagogie dont la nécessité se fait sentir depuis si longtemps, comme le disait justement l'autre jour mon honorable collègue de Lotbinière. Honneur à ces braves et intelligents citoyens qui ont, avec initiative et persévérance, si bien mérité de la patrie!

À Montréal, depuis 1898, la générosité des Sulpiciens et de leur distingué professeur, feu M. Colin<sup>8</sup>, nous a dotés d'un cours de littérature française. Les conférences des mercredis ont toujours groupé de beaux auditoires, friands de belles choses, bien dites. Mais les étudiants et étudiantes ne sont pas assez nombreux aux cours didactiques du lundi. On a donc déjà fait quelque chose pour organiser des cours d'enseignement supérieur, mais l'histoire, la littérature, les sciences devraient être enseignées dans nos institutions secondaires par des professeurs ayant reçu dans une école normale supérieure les connaissances nécessaires et la méthode pédagogique qui les mettra à même de transmettre ces connaissances à nos enfants.

Comme le disait excellemment au congrès de la langue française en 1912 M. l'abbé Élie-J. Auclair, l'organisation future de notre enseignement supérieur devrait tendre à assurer à nos facultés des élèves, des professeurs et un programme; des élèves et non pas seulement des amateurs, des professeurs et non pas seulement des hommes de bonne volonté et de talent, un programme enfin, calqué sans doute sur les meilleurs de France et d'Angleterre, mais adapté aussi à la mentalité et aux besoins spéciaux de notre province.

Quels devraient être les élèves de cette école supérieure? D'abord, tous les professeurs futurs et les plus jeunes professeurs actuels de nos 21 maisons d'enseignement secondaire devraient être tenus, par les règlements de leurs maisons, séminaires ou collèges, à justifier d'abord d'une compétence spéciale établie par un diplôme de licencié ou même

d'agréé en grammaire, en histoire, en philosophie ou en langues vivantes avec, en plus, un diplôme de pédagogie. Voilà un premier noyau d'élèves réguliers, sérieux pour cette future école supérieure. Nos futurs avocats ou notaires pourraient suivre les cours de haute littérature, sans que leur avenir au Palais ou à la tribune publique eût à en souffrir beaucoup, il me semble. Et les futurs médecins, les futurs ingénieurs et agronomes ne pourraient-ils pas aussi faire leur projet de ces cours en les suivant au moins comme amateurs sérieux ou réfléchis?

Et les journalistes! On a dit que le journalisme mène à tout, pourvu qu'on en sorte. Mais pour en sortir, il faut d'abord y entrer, et ils nous semblent trop nombreux, nos jeunes gens qui s'improvisent du jour au lendemain journalistes. La presse est aujourd'hui une puissance formidable; nuls mieux que les députés, M. l'Orateur, le réalisent chaque jour. Mais n'est-il pas convenable que nos journalistes, quelle que soit leur fonction spéciale, soient capables de faire face à leur très grande responsabilité? Tous se plaisent à le reconnaître, les beaux talents et les compétences ne manquent pas dans le monde de notre presse. Mais ne sont-ils pas trop nombreux ceux à qui manque la sérieuse préparation littéraire qui seule peut permettre de tenir une place avec bonheur? Les journalistes doivent aborder tous les sujets et il leur faut une culture supérieure. N'y aurait-il pas lieu d'organiser une chaire de journalistes à l'université?

Quant aux professeurs, il nous faudrait d'abord les faire venir d'Europe, d'Angleterre et de France surtout, et organiser avec les Universités continentales des échanges de professeurs qui ont donné de si beaux résultats aux États-Unis. Il nous faudra éviter d'importer des maîtres dont les théories, les opinions ne s'adapteraient pas au milieu particulier où nous vivons. En plus de ces professeurs venus d'ailleurs, il nous faudra compter aussi sur les nôtres, ceux d'abord qui auront étudié à l'étranger, et, plus tard, sur les nôtres qui auront étudié ici, dans ces facultés d'enseignement supérieur que, espérons-le, nous aurons la joie de voir fonctionner avant longtemps au moins à Québec et à Montréal.

Outre des élèves et des professeurs, il nous faudra un programme: Le régime d'éducation et d'instruction d'un pays est toujours dominé par des influences sociales, économiques et historiques. Il s'appuie, dans une certaine mesure, sur les mœurs et les traditions de la nation. De grandes précautions s'imposent pour transplanter des systèmes d'un milieu dans un autre.

Pourrions-nous adopter ici la substance des méthodes scolaires aux États-Unis: apprendre en agissant? Il faut se souvenir que "l'enseignement secondaire établit le passage de la dépendance intellectuelle et morale de l'enfance aux convictions individuelles de l'adulte". On procède de cette pensée aux États-Unis et on accentue le système de l'instruction par l'action. Déposer dans les cerveaux des enfants et des adolescents le germe de la volonté; leur donner, dès le jeune âge, le goût de l'action persévérante; hâter chez eux le passage de l'état de dépendance à l'esprit d'indépendance; préparer, par une éducation scolaire appropriée, les enfants des classes les plus modestes à se subvenir à eux-mêmes, au "self-support", telle devrait être, il me semble, la préoccupation des écoles primaires et moyennes et, par conséquent, des écoles supérieures destinées à enseigner les premières.

Ce sont là des désirs, des vœux qu'il sera peut-être difficile de réaliser dans un avenir immédiat, mais avec le concours de l'Église et de l'État, qui heureusement dans cette province, ont toujours travaillé harmonieusement au progrès intellectuel, il est bien permis d'espérer que nous continuerons d'avancer sans retard dans la grande voie qui fera de nos jeunes gens, de toutes races et de toutes religions, des Canadiens utiles à leur pays.

En terminant, M. l'Orateur, je me permettrai de vous lire les paroles que prononçait à Montréal, en mai 1908, un professeur français de Laval, M. Louis Gillet: "Ce qui distingue le Canada, dans le grand Empire auquel il se trouve rattaché, ce qui le distingue du Cap ou de l'Australie, de l'Inde ou de la Nouvelle-Guinée, c'est d'être, dans ce Nouveau Monde, un fragment, un rameau, ou un détachement de la civilisation française. Ce qui fait de la fondation de Québec un fait considérable dans l'histoire, c'est d'avoir inséré, dans les destinées de ce nouveau continent, un principe latin, catholique et français. Longtemps votre vieille capitale fut, dans ce monde encore barbare, le seul point de sensibilité, d'intelligence humaine et désintéressée, la seule lumière pure de cette vaste Amérique. Colomb avait donné l'Amérique à l'Europe, mais Champlain l'a donnée à la civilisation. Voilà le fait sur lequel aucune équivoque n'est possible. Quelles sont dans l'avenir sur votre grande patrie, les vues de la Providence? Vous ne pouvez, Messieurs, les rêver plus belles que moi. Mais elles ne le seront, qu'autant que vous demeurerez, demain comme hier, fidèles à vous-mêmes. Vous êtes ici pour cultiver la fleur et la beauté française, cette fleur d'urbanité, de désintéressement, de générosité, de large humanité qui a fait, depuis tant de siècles, le charme du vieux



monde. C'est à ce prix que vous serez vous-mêmes, et que vous mériterez, dans le cœur de l'univers, la place qui doit être la vôtre. De France soyez-en sûrs, il ne peut vous venir, dans cette grande œuvre nationale, que des témoignages d'amour. Ne les repoussez pas. Ne vous renfermez pas, par défiance, en vous-mêmes. Ne craignez pas de perdre votre individualité au contact des idées, des œuvres et des livres. Vos voisins des États-Unis ont un mot remarquable. Lorsqu'ils parlent d'un homme de haute et vaste culture, d'un esprit habitué aux larges horizons, sympathique et ouvert aux diverses pensées des hommes, ils se servent d'une épithète bien instructive et bien curieuse dans une bouche protestante. Ils l'appellent "une âme catholique". Pendant longtemps, la France a incarné parmi les peuples cet l'esprit supérieur et cette belle éducation. Ne négligez rien pour être, à votre tour, dans tous les sens, y compris le sens intellectuel, du mot, la grande nation catholique et française du Nouveau Monde."

Je me permettrai d'ajouter, M. l'Orateur, que par les écoles techniques, les hautes études destinées aux enfants de toutes les races qui vivent en cette province en une si belle harmonie, nous parviendrons à fonder un type technique, combinant harmonieusement les qualités des grandes races française, anglaise, irlandaise et écossaise, et ce produit de notre sol s'appellera purement et simplement canadien sans épithète. Souhaitons que l'on fasse la même chose dans les autres provinces de la Confédération, et nous verrons alors de beaux jours pour notre cher Canada!

**M. Perrault (Arthabaska)** propose, appuyé par le représentant de Verchères (M. Beaudry) que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

### Licences

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'ai donné un avis de motion au sujet de la question des licences. Il est bien bon de faire des débats académiques, mais il est aussi nécessaire de faire des choses pratiques. Qu'est-ce que le gouvernement attend pour faire étudier mon avis de motion par la Chambre?

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Les deux questions qui ont été discutées cet après-midi avaient préséance sur l'avis de motion du chef de l'opposition. D'un autre côté, mon honorable ami sait que le gouvernement a l'intention de proposer un projet de loi relativement aux licences.

Il n'a aucune objection à discuter cette motion et on pourrait même commencer jeudi, mais on pourrait attendre le projet de loi amendant la loi de prohibition. Ce projet sera soumis à la députation qui pourra faire les suggestions qu'il lui plaira.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Dois-je comprendre que le projet de loi du gouvernement comporte le même principe que celui de mon avis de motion qui favorise l'usage du vin et de la bière?

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Je ne peux pas dire à mon ami l'honorable chef de l'opposition ce que sera le projet de loi du trésorier, mais je puis dire qu'il donnera autant satisfaction à la Chambre que la motion du chef de l'opposition.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Cela veut-il dire que le premier ministre mettra de l'eau dans le vin?

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Peut-être même du vin dans l'eau.

La séance est levée.

### NOTES

1. Thomas Babington Macaulay, 1800-1859, historien et homme politique anglais.

2. W. E. Gladstone, 1809-1898, premier ministre de Grande-Bretagne.

3. Stanislas Alfred Lortie, 1869-1912, prêtre et auteur québécois.

4. James Gibbons (1834-1921), cardinal et archevêque de Baltimore.

5. *The Orange Sentinel*, un hebdomadaire orangiste de Toronto.

6. Dominique Monet, 1865-1923, député de Napierville au Parlement fédéral de 1891 à 1904, et à l'Assemblée législative, pour la même circonscription, de 1904 à 1905.

7. L'honorable Dominick Edward Blake, 1833-1912, homme politique canadien, chef du Parti libéral.

8. M. Frédéric-Louis-de Gonzague Colin (1835-1902), professeur au Grand séminaire de Montréal et supérieur des sulpiciens de 1881 à 1902.

## Séance du jeudi 20 février 1919

## Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

**M. Francoeur (Lotbinière):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 83 amendant la charte de la ville de Chicoutimi;

- bill 126 amendant la charte de la ville Laval de Montréal;

- bill 90 amendant la charte de la ville de Grand'Mère.

Votre comité a aussi décidé de faire rapport que le préambule du bill 91 amendant la charte de la ville de Montréal n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

Adopté.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 118 concernant le Bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Montréal et les taxes scolaires dans ladite cité.

Adopté.

## Heures d'affaires

**M. Robert (Rouville)** demande la permission de présenter le bill 165 concernant la fermeture de bonne heure, de certains établissements et amendant en conséquence les statuts refondus, 1909, les statuts refondus, 1888, et le Code municipal de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Terres aux soldats

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières

(l'honorable M. Tessier), qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 42 concernant l'établissement, sur les terres de la couronne, des soldats revenus du front.

Adopté.

## Cathédrale de Chicoutimi

**M. Petit (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 135 concernant la reconstruction de la cathédrale de Chicoutimi.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Petit (Chicoutimi)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

## S. S.-J.-B de Montréal et Société nationale de fiducie

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 128 concernant la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et la Société nationale de fiducie.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

## Succession John Parker

**M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 89 concernant la succession John Parker.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Instruction publique à Richmond**

**M. Bullock (Shefford)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 76 amendant de nouveau la loi 46 Victoria, chapitre 21, concernant l'instruction publique, en tant qu'elle se rapporte à la ville de Richmond.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Bullock (Shefford)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **J.-A. Cadieux**

**M. Lévesque (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 52 permettant à Joseph Cadieux de changer son nom en celui de Joseph-Aumand Cadieux.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Lévesque (Laval)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **J.-F. Champagne**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 102 autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Josaphat-Frédéric Champagne à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **J.-E. Papineau**

**M. Bullock (Shefford)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 115 ratifiant deux actes de donation par Joseph-Ephrem Papineau à Joseph-Edouard Papineau, et un acte de vente par ce dernier à Adélarde Lussier.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Bullock (Shefford)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Comptables de la province de Québec**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 63 constituant en corporation les comptables de la province de Québec.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### **Chemin de fer de la rivière Madeleine**

**M. Lemieux (Gaspé)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 73 concernant la compagnie du chemin de fer de la vallée de la rivière Madeleine.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Lemieux (Gaspé)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Demande de documents:****Secours fédéraux  
pour les soldats**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance, télégrammes, etc., entre le gouvernement de cette province et le gouvernement du Canada, depuis 1918, au sujet de secours fédéraux aux provinces pour l'établissement de soldats.

Adopté.

**District judiciaire  
de Rimouski**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance, de rapport d'enquête, etc., au sujet du geôlier de la prison de Rimouski, du député shérif, du gardien du palais de justice, de l'huissier, de la Cour supérieure, du messager de la Cour supérieure, de Rimouski, depuis 1916.

Adopté.

**Asiles d'aliénés**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), que l'ordre donné par cette Chambre, le mardi 11 février courant, portant la troisième lecture du bill 14 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les asiles d'aliénés, soit maintenant lu une troisième fois, et donnant instruction au greffier de porter ledit bill au Conseil législatif, soit révoqué.

Adopté.

Il est ordonné que ledit bill soit réinscrit au feuillet pour troisième lecture à la prochaine séance.

**Charte  
de Lachine**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 119 amendant la charte de la cité de Lachine.

Adopté.

**En comité:****Le président (M. Laferté, Terrebonne):**

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

**M. Monet (Napierville)** propose d'ajouter une clause donnant le droit de vote aux compagnies à fonds social ou aux corporations.

**M. Ashby (Jacques-Cartier):** Au nom du conseil de ville de Lachine, dit-il, je m'oppose à cet amendement.

L'amendement, étant mis aux voix, est rejeté par 20 voix contre 11.

Le comité étudie l'article 5 qui se lit ainsi:

"5. L'article 5734 des statuts refondus, 1909, est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"5734. Le conseil peut imposer et prélever, sur tout habitant du sexe masculin âgé de vingt et un ans et plus [jusqu'à soixante ans révolus] qui a résidé dans la municipalité pendant [un mois durant une période de douze mois commençant le premier mai d'une année] et qui n'est chargé d'aucune taxe en vertu du présent chapitre, une taxe annuelle [n'excédant pas cinq piastres.]"

L'article est retiré et, en conséquence, les articles subséquents sont renumérotés.

Le comité étudie le nouvel article 5 qui se lit ainsi:

"5. L'article suivant est ajouté, pour la cité, après l'article 5734 des statuts refondus, 1909:

"[5734a. Le conseil peut imposer et prélever, sur tout célibataire du sexe masculin âgé de vingt et un ans et plus, jusqu'à soixante ans révolus, résidant, travaillant ou ayant une place d'affaires dans la cité et qui n'est chargé d'aucune autre taxe personnelle payable à la cité, une taxe annuelle n'excédant pas cinq piastres.

"Les personnes faisant partie d'un ordre religieux sont exemptées du paiement de cette taxe.]"

L'article est amendé et se lit désormais ainsi:

"5. L'article suivant est ajouté, pour la cité, après l'article 5734 des statuts refondus, 1909:

"[5734a. Le conseil peut imposer et prélever, sur tout célibataire du sexe masculin âgé de vingt-cinq ans et plus, jusqu'à soixante ans révolus, résidant, ou ayant une place d'affaires dans la cité et qui n'est chargé d'aucune autre taxe personnelle payable à la cité, une taxe annuelle n'excédant pas cinq piastres.

"Les personnes faisant partie d'un ordre religieux et les étudiants sont exemptés du paiement de cette taxe.]"

Le nouvel article 5 est adopté.

Les nouveaux articles 6 et 7 sont adoptés.

Le comité étudie les nouveaux articles 8 et 9 qui se lisent ainsi:

"8. L'article 5782 des statuts refondus, 1909, tel que remplacé par l'article 10 de la loi 8 George V, chapitre 60, est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"5782. [Les emprunts, au moyen d'une émission de bons ou d'obligations ou autrement, ne sont faits que sur un règlement du conseil passé à cet effet, approuvé (1) par la majorité des propriétaires d'immeubles imposables de la municipalité, électeurs municipaux en nombre et en valeur immobilière qui ont voté et qui seuls ont droit de voter sur ce règlement et (2) par le lieutenant-gouverneur en conseil.]

"Les emprunts et l'émission d'obligations pour payer une dette ou accorder de l'aide sont faits sur un règlement adopté et approuvé de la même manière et pourvu qu'au moins un quart en nombre desdits propriétaires aient enregistré leur vote sur le règlement."

"9. L'article 5789 des statuts refondus, 1909, tel que remplacé, pour la cité, par l'article 16 de la loi 4 George V, chapitre 79, est de nouveau remplacé par le suivant:

"5789. Nonobstant les dispositions du présent paragraphe, le conseil peut, sur simple résolution et sans être tenu d'obtenir l'approbation des électeurs propriétaires ou du lieutenant-gouverneur en conseil, contracter de temps à autre des emprunts temporaires au moyen de billets, aux termes et conditions que le conseil juge à propos, pour un montant collectif n'excédant en aucun temps [cent mille piastres.]"

Les articles sont retirés, et en conséquence, les articles subséquents sont renumérotés.

Le comité étudie le premier paragraphe du nouvel article 8 qui se lit comme suit:

"8. La section 10 de la loi 7 George V, chapitre 69, est remplacée par la suivante:

"10. Le conseil de la cité peut faire un ou plusieurs règlements pour répartir et prélever spécialement, sur les immeubles qui, de l'avis du conseil, ont bénéficié ou bénéficieront de la

construction de l'aqueduc, des canaux d'égouts, des pavages et des trottoirs permanents dans le territoire de la municipalité, avant le premier janvier, 1916, [tout le ou partie du coût de ces améliorations, tel qu'il peut être établi par les sommes empruntées pour ces fins sur des débentures de la ville de Lachine et de la cité de Lachine.]"

Le paragraphe est modifié en biffant les mots "de l'avis du conseil".

Le nouvel article 8, tel qu'amendé, est adopté.

Le comité étudie le nouvel article 9 qui se lit ainsi:

"9. La cité de Lachine est spécialement autorisée à emprunter les sommes ci-après mentionnées:

"\$8,000.00 à être exclusivement employées au pavage du chemin public connu sous le nom de rue Saint-Joseph, dans la partie ouest de la cité.

"\$15,000 à être exclusivement employées au prolongement de l'aqueduc et des égouts dans la partie du territoire de la cité située à l'est de la voie du chemin de fer Atlantic & Northwest Railway, exploité par le Canadian Pacific Railway Company.

"\$40,000.00 à être exclusivement employées à l'extinction de la dette flottante créée par l'acquisition de terrains pour fins municipales et par l'exécution de travaux d'aqueduc, d'égout et d'éclairage, imputables au fonds capital de la cité.

"Les emprunts autorisés par la présente loi seront effectués au moyen de bons ou débentures émises en vertu de règlements déterminant l'objet et les conditions des emprunts, les termes de remboursements qui pourront s'étendre jusqu'à 30 ans, et les articles 5782 et 5788 des statuts refondus ne s'appliqueront pas à ces emprunts."

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose que cet article soit amendé et qu'il se lise désormais comme suit:

"9. La cité de Lachine est spécialement autorisée à emprunter la somme ci-après mentionnée:

"Huit mille piastres à être exclusivement employées au pavage du chemin public connu sous le nom de rue Saint-Joseph, dans la partie ouest de la cité.

"L'emprunt autorisé par la présente section sera effectué au moyen de bons ou débentures émises en vertu de règlements déterminant l'objet et les conditions des emprunts, les termes de remboursements qui pourront s'étendre jusqu'à trente ans, et les articles 5782 et 5788 des statuts refondus ne s'appliqueront pas à cet emprunt."

L'amendement est adopté.

Le nouvel article 9, tel qu'amendé, est adopté.

Le comité étudie les nouveaux articles 10 et 11 qui se lisent ainsi:

"10. Nonobstant les dispositions des articles 1388 et suivants des Statuts refondus, 1909, et leurs amendements, la cité de Lachine est exemptée de payer au gouvernement de cette province, toute taxe ou licence pour les véhicules-moteurs lui appartenant et employés à l'exécution de ses travaux municipaux."

Et,

"11. Nonobstant l'article 1423 des Statuts refondus de Québec, 1909, et ses amendements, la cité est autorisée à percevoir des propriétaires de véhicules-moteurs exerçant le métier de charretiers ou d'entrepreneurs."

Les articles sont retirés et, en conséquence, les articles subséquents sont renumérotés.

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose d'insérer après le nouvel article 9 l'article suivant:

"La cité de Lachine est spécialement autorisée à emprunter la somme ci-après mentionnée:

"Quarante mille piastres à être exclusivement employées à l'extinction de la dette flottante créée par l'acquisition de terrains pour fins municipales et par l'exécution de travaux d'aqueduc, d'égouts et d'éclairage, imputables au fonds capital de la cité.

"L'emprunt autorisé par la présente loi sera effectué au moyen de bons ou débentures, émises en vertu d'un règlement déterminant l'objet et les conditions des emprunts, les termes de remboursements qui pourront s'étendre jusqu'à trente ans."

**Un député** propose en amendement de remplacer "les termes de remboursements qui pourront s'étendre jusqu'à trente ans" par les mots:

"Le ou les règlements autorisant ledit emprunt sera ou seront soumis aux formalités de la loi 8 George V, chapitre 60."

L'amendement est adopté et le nouvel article, tel qu'amendé, est adopté et devient l'article 10.

Les nouveaux articles 11 et 12 sont adoptés.

**M. Robert (Rouville)** propose de faire prolonger de 5 ans la durée de l'évaluation annuelle des terres affectées à l'agriculture.

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** s'y oppose.

Le comité décide que l'évaluation des terres sera limitée à \$500 l'acre.

Les nouveaux articles suivants sont ajoutés après l'article 12:

"13. La section 18 de la loi 4 George V, chapitre 79, est abrogée."

Et,

"14. Toute terre en culture ou affermée ou servant au pâturage des animaux, de même que toute terre non défrichée ou terre à bois dans les limites de la municipalité tel que constituée avant la passation de la loi 2 George V, chapitre 61, ne devra pas, pendant les trois ans qui suivront la sanction de la présente loi, être évaluée à plus de \$500 l'arpent, cette évaluation comprenant les maisons, granges, écuries et autres bâtisses servant à l'exploitation de la terre.

"La présente limitation prendra fin, quant à toute partie desdites terres qui pourra être subdivisée en lots à bâtir ou soustraite à l'agriculture, à compter de cette subdivision ou soustraction."

Les nouveaux articles 13 et 14 sont adoptés.

Le préambule est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

## Questions et réponses:

### Nombre des instituteurs

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Combien y a-t-il d'instituteurs enseignant dans la province de Québec?

2. Combien en 1900?

3. Combien en dehors de Montréal et Québec en 1918?

4. Combien en 1900?

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve):** 1. 2265 (en 1917).

2. 1243 (en 1900).

3. 1190 (en 1917).

4. 864 (en 1900).

Note: La statistique scolaire n'étant pas encore compilée pour l'année 1918, nous donnons les chiffres pour l'année 1917.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 7 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les compagnies d'assurance;
- bill 9 amendant le Code municipal de Québec;
- bill 10 amendant la loi des chemins, 1912;
- bill 21 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'amélioration de la race chevaline;
- bill 53 constituant en corporation The School for crippled Children, Montreal;
- bill 56 amendant la charte de la Scottish Trust Company;
- bill 57 amendant la charte de la Bankers' Trust Company;
- bill 61 ratifiant l'union de St. Andrew's Church et de St. Paul's Church et constituant en corporation The Church of Saint Andrew and St. Paul;
- bill 84 amendant la charte de The Montreal Technical Institute;
- bill 112 constituant en corporation The Boys' Farm and Training School;
- bill 113 constituant en corporation The Boy's of Montreal;
- bill 127 concernant la Trafalgar Institute;
- bill 99 permettant à Morris Alfred Thompson de changer son nom pour celui de Maurice Alfred Madley.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 55 confirmant une résolution du conseil municipal de la partie sud du canton de Hull, dans le comté d'Ottawa, province de Québec, accordant une exemption de taxes municipales à The British American Nickel Corporation Limited.

#### **The British American Nickel Corporation**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 55 confirmant une résolution du conseil municipal de la partie sud du canton de Hull, dans le comté d'Ottawa, province de Québec, accordant une exemption de taxes municipales à The British American Nickel Corporation Limited.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Subsides**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la Corporation de l'Hôpital général de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les malades indigents, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas mille cent vingt piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Patrice, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Providence, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile Saint-Vincent-de-Paul, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.



6. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Protestant House of Industry and Refuge, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour St. Patrick's Orphan Asylum, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour The Montreal Maternity, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Magdalen Asylum (Bon-Pasteur), Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile des orphelins catholiques, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité, pour leur hospice des enfants trouvés, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Protestant Orphan Asylum, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour La Maternité, aux soins des sœurs de la Miséricorde, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent trente piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile de la rue Bonaventure, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile de

Nazareth pour les enfants abandonnés, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cent quatre-vingt-dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'École des aveugles, asile de Nazareth, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'ouvrier pour les aveugles, asile de Nazareth, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le dispensaire de Montréal, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas six cent quarante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Montreal Ladies' Benevolent Society, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit ouvert à Sa Majesté pour St. Bridget's Asylum, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Protestant Infants' Home, Montréal, pour l'exercice finissant 30 juin 1920.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Church Home, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de Bethléem, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Notre-Dame, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Ladies Hebrew Benevolent Society, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Miséricorde, entretien des enfants trouvés, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Providence, angle des rues Sainte-Catherine et Fullum, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'institut du Baron de Hirsh Institute and Hebrew Benevolent Society of Montreal, (autrefois appelé Young Men's Hebrew Benevolent Society), Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Sheltering Home, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Institut McKay, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

33. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour The Montreal Foundling and Sick Baby Hospital, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

34. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de Saint-Joseph du Bon-Pasteur, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

35. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les Petites sœurs des pauvres, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

36. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Refuge des incurables, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

37. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour The Women's Hospital, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

38. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour The Western Hospital, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

39. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Hervey Institute, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

40. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Montreal Homeopathy Association, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

41. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la maison de refuge Saint-Cunégonde, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

42. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital des incurables, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

43. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Catholic Sailor's Club, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

44. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Montreal Sailor's Institute, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

45. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Union nationale française, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

46. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Prisoners' Aid Association, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

47. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile Saint-Henri de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

48. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Alexandra, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

49. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour The Montreal Day Nursery, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

50. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Children Memorial Hospital, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

51. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'orphelinat Saint-Arsène, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

52. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Sainte-Justine, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

53. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Old Brewery Mission, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

54. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Association des dames charitables de l'orphelinat catholique et de l'asile de Nazareth, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

55. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les malades indigents, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

56. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile du Bon-Pasteur, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

57. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Ladies Protestant Home, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

58. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour

Male Orphan Asylum, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

59. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile Finlay, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

60. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Protestant Female Orphan Asylum, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

61. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour St. Bridget's Asylum, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

62. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le dispensaire, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

63. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

64. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité, asile des orphelins, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

65. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité, asile pour veuves et infirmes, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

66. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent quatre-vingts piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu du Sacré-cœur de Jésus, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

67. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu du Sacré-cœur de Jésus, dispensaire, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

68. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu du Sacré-cœur de Jésus, enfants trouvés, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

69. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu du Sacré-cœur de Jésus, pour épileptiques, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

70. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour The Young Women's Christian Association, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

71. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la maternité, sous les soins des dames du Bon-Pasteur, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

72. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital général, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

73. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Oeuvre du patronage, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

74. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le patronage Laval, 40 avenue Bigaouette, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

75. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'œuvre de la Crèche, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

76. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'ouvroir des sœurs de la Charité, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

77. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Armée du Salut, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

78. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la maison de la Providence, Saint-Malo, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

79. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Jeffrey Hale Hospital, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

80. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des sœurs de la Charité de Saint-Sauveur, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

81. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Institut des marins, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

82. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu de Saint-Joseph d'Arthabaska, comté d'Arthabaska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

83. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'orphelinat Saint-Joseph, Beauce, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

84. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de la Providence de Valleyfield, Valleyfield, comté de Beauharnois, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

85. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu de Valleyfield (Valleyfield), Co. Beauharnois, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

86. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'orphelinat de Saint-Damien, comté de Bellechasse, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

87. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de la Providence de Lanoraie, comté de Berthier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

88. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Antoine, pour les orphelins, les infirmes et les malades, de Longueuil, comté de Chambly, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

89. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de La Tuque, comté de Champlain, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

90. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté

pour l'hospice Sainte-Anne de la Baie Saint-Paul, pour les vieillards, les infirmes et les idiots, Baie Saint-Paul, comté de Charlevoix, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

91. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu Saint-Vallier, Chicoutimi, comté de Chicoutimi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

92. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital de Drummondville, Drummondville, comté de Drummond, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

93. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital de la Providence (Chandler), Co. Gaspé, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

94. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital général de Lachine, Lachine, comté de Jacques-Cartier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

95. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Joseph de Lachine, comté de Jacques-Cartier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

96. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Eusèbe, Joliette, comté de Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

97. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le jardin de l'enfance Saint-Joseph, Joliette, comté de Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

98. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'orphelinat de la Providence, Sainte-Elizabeth, comté de Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

99. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Anne-de-la-Pocatière, comté de Kamouraska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

100. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des sœurs de la Charité, Saint-André, comté de

Kamouraska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

101. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Michel, Buckingham, comté de Labelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

102. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-André Avelin, Saint-André Avelin, comté de Labelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

103. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Providence, Mont-Laurier, comté de Labelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

104. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de Laprairie, comté de Laprairie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

105. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de la Providence, l'Assomption, comté de l'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

106. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de la Providence, Saint-Henri-de-Mascouche, comté de l'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

107. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Antoine, Saint-Lin, comté de l'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

108. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la maison de la Providence, Saint-Vincent-de-Paul, comté de Laval, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

109. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Joseph-de-la-Délivrance, Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

110. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Joseph-de-la-Délivrance (section Orphelinat), Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

111. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu, Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

112. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Guay (Lauzon), Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

113. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Édouard, comté de Lotbinière, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

114. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des sœurs de la Charité, Saint-Jean Deschaillons, comté de Lotbinière, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

115. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Ursule, Louiseville, comté de Maskinongé, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

116. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital des enfants, Black Lake, comté de Mégantic, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

117. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour St. Joseph Hospital, Thetford Mines, comté de Mégantic, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

118. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Bedford (Sweetsburg), comté de Missisquoi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

119. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Elizabeth de Farnham, Farnham, comté de Missisquoi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

120. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des sœurs de la Charité, Montmagny, comté de Montmagny, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

121. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu

Nicolet, comté de Nicolet, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

122. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Célestin, Nicolet, comté de Nicolet, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

123. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital général de Maniwaki, Maniwaki, comté d'Ottawa, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

124. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital du Sacré-cœur de Hull (Hull), comté de Ottawa, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

125. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Casimir, Saint-Casimir, comté de Portneuf, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

126. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital général, Sorel, comté de Richelieu, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

127. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité (Rimouski), comté de Rimouski, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

128. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité de l'hospice Sainte-Croix, Marieville, comté de Rouville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

129. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital du Sacré-cœur, Sherbrooke, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

130. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Protestant Hospital, Sherbrooke, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

131. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la crèche de l'hôpital du Sacré-cœur, Sherbrooke, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

132. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des vieillards, Sherbrooke, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

133. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital général Saint-Vincent de Paul, Sherbrooke, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

134. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital de Magog, Magog, comté de Stanstead, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

135. Qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

136. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Jean, Saint-Jean, Iberville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

137. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité, Saint-Jean, Iberville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

138. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Anne, Yamachiche, comté de Saint-Maurice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

139. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Sainte-Famille, Ville-Marie, comté de Témiscamingue, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

140. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital de Fraserville, Fraserville, comté de Témiscouata, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

141. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Brehmer Rest, Sainte-Agathe des Monts, comté de Terrebonne, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

142. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour

l'hôpital Saint-Jérôme (Saint-Jérôme), comté de Terrebonne, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

143. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Drapeau, Sainte-Thérèse de Blainville, comté de Terrebonne, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

144. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital des sœurs de la Charité de la Providence, pour leurs indigents, malades, orphelins, etc., Trois-Rivières, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

145. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital des sœurs de la Charité de la Providence pour leur Maternité, Trois-Rivières, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

146. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des dominicains du Rosaire, Trois-Rivières, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

147. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de Varennes, Varennes, comté de Verchères, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

148. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Victor, Belœil, comté de Verchères, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

149. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Loyola Convalescent Home, 26 Overdale avenue, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

150. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Antoine, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

151. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital de Beauceville (Beauceville), comté de Beauce, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

152. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de Youville de Saint-Benoit, comté des Deux-Montagnes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

153. Qu'un crédit n'excédant pas onze mille neuf cent quarante-neuf piastres et quarante-huit centins soit ouvert à Sa Majesté pour frais d'administration (dette publique) pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

154. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitement de l'Orateur, Conseil législatif, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je sais que le gouvernement n'est pas très impatient de répondre aux questions, mais je pense que le problème des nominations à la Chambre haute est important. N'était-ce pas l'intention du gouvernement d'augmenter le nombre des conseillers législatifs ou d'abolir le Conseil législatif dès cette session, conformément, du reste, à un article du vieux programme libéral?

Le Conseil législatif semble avoir beaucoup perdu de caractère de dignité que lui avaient donné les pères de la Confédération; or, la Chambre haute ne sera nécessaire que tant qu'elle pourra garder ce caractère; le gouvernement devrait s'efforcer d'user de la plus grande discrétion dans la nomination des conseillers législatifs. Si la Chambre haute est devenue pour le gouvernement un vrai dépotoir ou un moyen de se débarrasser de ceux qui l'embêtent et qui cherchent un poste en vue, il est temps de la supprimer ou de la réformer.

La dernière nomination qui a été faite a soulevé des protestations énergiques non seulement dans la population de Montréal, mais au sein même de la députation<sup>1</sup>.

En effet, celui qui a été nommé a porté contre le gouvernement, contre le premier ministre lui-même et contre les membres de cette Chambre de très graves accusations qui ont été publiées dans toute la presse du pays et qui ont même été rédigées par le secrétaire d'élection de l'homme dont je parle et que les règles de la Chambre nous défendent de nommer. Cet homme a porté ces accusations lors d'assemblées extraordinaires tenues à Montréal et auxquelles des milliers de personnes ont assisté. Il a alors proféré des insultes à l'endroit de notre premier ministre, tentant de le rabaisser et de le frapper devant la province en entier. Il a porté les mêmes accusations contre les députés de cette Chambre, pour les discréditer et noircir la réputation des hommes publics de notre province.

Comment se fait-il que cet homme-là soit aujourd'hui à la Chambre haute qu'il a dénoncée

comme le reste? Le premier ministre va-t-il profiter de l'occasion que je lui offre d'expliquer le pourquoi et les raisons de cette étrange nomination. Je lui demande de nous expliquer comment cette nomination a pu être effectuée, non pas pour ma satisfaction personnelle, mais pour que la province puisse comprendre, et tout particulièrement Montréal, qui réclame depuis longtemps l'explication du premier ministre à ce sujet.

Je sais, je suis plutôt restreint dans ce débat, car les règles parlementaires m'interdisent de dire ce que je pense à ce sujet; mais ce qu'il y a d'important à l'heure qu'il est, c'est que la population sache une fois pour toutes à quoi s'en tenir sur cette nomination. Le peuple ne se contente plus aujourd'hui d'une petite déclaration ministérielle; il veut connaître maintenant la vérité et il veut savoir les raisons des actes. On n'a jamais donné les raisons de cette nomination. Nous n'avons jamais obtenu l'explication ou la vérité sur cette récente nomination.

Dans l'occurrence, le peuple veut savoir franchement si la nomination dont je parle a été faite pour empêcher une enquête sur certaines affaires de Maisonneuve et dont le gouvernement aurait été menacé par l'homme en question. C'est ce que le peuple veut savoir. C'est au sujet de ces affaires de Maisonneuve que des accusations graves ont été portées contre des membres de cette Chambre. Je crois, pour ma part, en l'intégrité de mes collègues et je veux qu'ils ne soient plus soupçonnés des choses graves dont ont parlé des accusateurs du gouvernement. Dans l'intérêt de cette Chambre, il est important de savoir que ceux qui cherchent constamment à ruiner les législateurs dans l'esprit de la population puissent prouver leurs accusations; c'est plus que le temps de tirer les choses au clair.

Je sais que le premier ministre peut, quand il le veut bien, nous dire la vérité, et je sais qu'il comprend que, vu les circonstances, il est nécessaire, dans l'intérêt de la Chambre et de la Chambre haute, de faire toute la lumière sur cette nomination. Il faut que la population sache si cette nomination avait pour but d'empêcher l'accusateur de poursuivre sa campagne et remplir les promesses qu'il a faites aux Montréalais de déclencher une enquête à propos des affaires de Maisonneuve. On l'a élu maire de Montréal parce qu'il a promis une enquête, et il a dit qu'il pourrait mettre au jour le plus grand scandale qu'on puisse imaginer, un scandale qui aurait eu l'effet d'une bombe dans la province. Il a dit qu'il pourrait démontrer que les députés de cette Législature profitent de leur position et de leur influence pour faire passer certaines lois à leur



avantage et au détriment de la population. Cette enquête est nécessaire et, dans les circonstances, cette nomination n'est pas justifiable, telle qu'elle nous apparaît en ce moment, et elle ne le sera pas tant que le premier ministre n'aura pas dit la vérité, toute la vérité là-dessus.

La raison qu'il a déjà donnée pour justifier cette nomination n'est pas satisfaisante ni suffisante. Montréal existait avant janvier 1919. Il y avait des édifices, des navires y accostaient et le Saint-Laurent coulait aussi majestueusement avant la nomination qu'après. Dire qu'il a été nommé à la Chambre haute parce qu'il était maire de Montréal, parce qu'il y a dans cette cité un port important et que plusieurs navires y circulent ne suffit pas à expliquer cette nomination. Montréal continuerait d'être un bon port de mer et une ville prospère même si cette nomination n'eût pas été faite.

Je n'insisterai pas davantage sur ce point, mais je répète que si le gouvernement continue à faire des nominations aussi étranges, le prestige de la Chambre haute tombera. Je ne veux pas attaquer personnellement ceux qui, lors d'une campagne agitée, portent des accusations contre le gouvernement ou les députés de cette Chambre.

Si le premier ministre a une raison sérieuse à donner pour justifier cette nomination, il devrait profiter de l'occasion pour nous la soumettre, et s'il n'y a aucune raison, nous devons en conclure que cette nomination était inappropriée.

Enfin, cette nomination a été faite dans des circonstances si étranges qu'il faut à tout prix faire de la lumière. Toute la population attend donc la réponse du premier ministre.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Je ne vois pas pourquoi le chef de l'opposition devrait revenir en arrière.

Je sais bien que dans le passé les libéraux étaient en faveur de l'abolition du Conseil législatif; aujourd'hui, le Parti libéral ne voit pas l'opportunité d'abolir cette institution parce qu'elle est utile à la province et le chef de l'opposition le sait comme moi. La population le reconnaît également, car elle semble en être satisfaite.

Mais là n'est pas la question. Ou le chef de l'opposition approuve le Conseil législatif ou il le désapprouve. S'il l'approuve, pourquoi le critiquer et s'il le désapprouve, que ne propose-t-il pas carrément son abolition par une motion?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Et qu'est-ce que fera le gouvernement?

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Nous écouterons les raisons du chef de l'opposition. Mais qu'il ne reste pas dans les nuages. Rien ne lui sert de redire cinq ou six fois par année que certains libéraux ont été jadis pour l'abolition du conseil législatif.

Le chef de l'opposition n'est pas satisfait des explications que j'ai déjà données au sujet de la nomination qu'il dénonce. Il insinue que nous aurions fait cette nomination sous le coup de la menace. Aucune nomination n'a été faite par le gouvernement sous le coup de la menace. Toutes les nominations que nous avons faites l'ont été dans l'intérêt de la province et dans l'intérêt local, quand les circonstances l'exigeaient.

Le chef de l'opposition est hors les règles quand il attaque ici la nomination d'un membre de la Chambre haute. Je ne veux pas le suivre sur ce terrain. Le chef de l'opposition prétend que bien des gens ne sont pas satisfaits de cette nomination. Il est possible que la nomination que j'ai faite ne le satisfasse pas.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Elle ne satisfait pas non plus le premier ministre.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Le chef de l'opposition n'est pas content et prétend que la population n'est pas contente. Nous avons des juges, et nous serons jugés. Nous aurons encore des élections et le peuple sera appelé à juger nos nominations comme tous nos autres actes d'administration. Si nous avons mal administré et si la nomination est contre les intérêts du public et que celui-ci n'est pas d'accord, nous sommes prêts à en subir les conséquences. Nous irons devant le peuple, dans des élections partielles ou dans des élections générales, comme nous l'avons fait par le passé, et si le peuple a quelque chose à nous reprocher, il votera contre nous.

Si la population croit que nous avons agi sous la peur, sous la menace ou l'intimidation; si la population croit que nous ne disons pas toujours la vérité et que nous ne sommes pas d'honnêtes administrateurs, elle n'a qu'une chose à faire et c'est de voter contre nous et nous retirer les rênes de l'administration. Nous prenons la responsabilité de toutes nos nominations. Si la population de cette province croit que nous avons fait de mauvaises nominations, il le dira et il n'aura qu'à nous condamner.

Le chef de l'opposition a bien voulu dire que je sais dire la vérité quand je le veux. Je le remercie de ce compliment. Mais je dois lui dire que j'ai toujours fait mon possible toute ma vie pour dire la vérité et le chef de l'opposition ne saurait citer un cas où je n'ai pas dit la vérité.

Le chef de l'opposition parle d'une enquête. Qu'il demande cette enquête, si c'est ce qu'il veut. Il parle de menaces. Qu'il en fasse, mais je ne changerai pas d'avis là-dessus.

Il parle de menaces, qu'il fasse des menaces.

Il dit que cette nomination a été faite sous la menace et l'intimidation. De tout le temps que j'ai passé à la tête de ce gouvernement, jamais une nomination ne fut faite sous la pression de menaces, et jamais il n'y en aura. Il n'est pas satisfait de cette nomination et je crois bien qu'aucune explication ne le satisfera. Cette nomination a été faite, comme d'autres, dans l'intérêt général de la province et pour l'intérêt particulier du cas qu'il soulève. Nous sommes responsables et nous faisons ce que nous pensons être le bien de la province.

Ce n'est pas parce que le chef de l'opposition revient toutes les semaines sur cette question des nominations au Conseil législatif, croyant nous agacer bien plus qu'il ne le fait, que nous changerons notre façon d'administrer les affaires de la province.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Les explications du premier ministre sont de plus en plus extraordinaires. Je ne veux pas être désagréable au premier ministre; je veux faire mon devoir tout simplement. Mon devoir c'est de demander des explications d'actes du gouvernement qui sont critiqués. C'est le devoir de l'opposition.

Le premier ministre a souvent dit qu'il aime la lutte et qu'une bonne opposition est nécessaire à la Chambre. Il nous a tout simplement demandé de réclamer un vote, mais lorsqu'un député libéral a parlé de telle sorte qu'un vote soit demandé, cela a dérangé le premier ministre qui voulait que les députés ne traitent que de questions académiques.

Il permet à ses partisans d'exprimer des opinions librement dans des débats académiques, mais il leur défend bien d'exprimer librement leur opinion en votant à l'encontre des vues du gouvernement. C'est le rôle de l'opposition. Mais il ne s'agit pas ici de provoquer un débat ni un vote sur l'abolition du Conseil législatif.

La Chambre haute a perdu son caractère de dignité grâce aux dernières nominations. Il y a cependant moyen de conserver encore son prestige; c'est de surveiller les nominations. Rien ne justifie, cependant, que l'on mette des questions de l'avant sans que cela mène à un vote et que le gouvernement donne les explications réclamées. On n'a donné jusqu'à maintenant aucune explication valable pour cette nomination.

Je suis sûr, nonobstant les explications du premier ministre, que ce dernier a fait cette nomination malgré lui, et je dois lui rendre l'hommage que c'est la première fois qu'il cède devant un homme. Il vaudrait bien mieux que le premier ministre s'explique franchement immédiatement, plutôt que d'avoir à s'expliquer devant le peuple. Il y en a qui prétendent que nous allons avoir cette année des élections générales.

Les explications fournies par le maire Martin au Conseil législatif au sujet des accusations qu'il a portées contre les conseillers législatifs sont loin d'être sérieuses. Le maire Martin s'est contenté de nier la véracité des comptes rendus des journaux qui ont rapporté ces accusations. Et il est parfaitement connu que ces rapports de journaux ont été faits par le secrétaire même de celui qui porta ces accusations.

C'est une nouvelle insulte ajoutée aux autres. Pourquoi s'étonner alors qu'on demande des explications; mais toute la population en demande. Quand le premier ministre d'aujourd'hui a remplacé si soudainement M. Parent, on a demandé des explications.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose: 155. Qu'un crédit n'excédant pas dix-neuf mille six cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc. (Conseil législatif), pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

156. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour impression et reliure pour les deux chambres de la Législature, statuts refondus, 1909, article 164, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

157. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour achat de livres (Bibliothèque de la Législature), pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

158. Qu'un crédit n'excédant pas onze mille neuf cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc. (Bibliothèque de la Législature), pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

159. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses contingentes des élections, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

160. Qu'un crédit n'excédant pas neuf cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le greffier de la chancellerie et un commis, traitement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

161. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour impression, reliure et distribution des statuts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

### **Ajournement**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau) que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à onze heures, demain.

Adopté.

La séance est levée.

---

### **NOTE**

1. Médéric Martin fut maire de Montréal de 1914 à 1924 et de 1926 à 1928. Il a été nommé Conseiller législatif le 20 janvier 1919.



Séance du vendredi 21 février 1919

### Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 11 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes<sup>1</sup>!

### Rapports de comités:

**M. Francoeur (Lotbinière):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 66 amendant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe.

Votre comité fait rapport que les promoteurs du bill 79 amendant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe, ont déclaré qu'ils désiraient le retirer.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 132 constituant en corporation La Compagnie provinciale d'indemnité, "The Provincial Indemnity Company".

Adopté.

### Véhicules-moteurs

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** demande la permission de présenter le bill 41 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux véhicules-moteurs.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Loyers

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** demande la permission de présenter le bill 166 amendant les articles 1608, 1642 et 1657 du Code civil relativement au terme d'expiration des loyers et aux avis requis en certains cas.

Il propose, dit-il, que la loi soit amendée de façon à ce que les avis soient d'un mois plutôt que de trois et que les démenagements aient lieu le 1<sup>er</sup> juillet plutôt que le 1<sup>er</sup> mai.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Charte de Chicoutimi

**M. Petit (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que la chambre se forme en comité général pour étudier le bill 83 amendant la charte de la ville de Chicoutimi.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Petit (Chicoutimi)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

### Charte de Laval

**M. Lévesque (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 126 amendant la charte de la ville de Laval de Montréal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Lévesque (Laval)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Charte de Grand'Mère

**M. Bordeleau (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 90 amendant la charte de la ville de Grand'Mère.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen du bill.

### Bureau des Commissaires des écoles protestantes de la cité de Montréal

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 118 concernant le Bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Montréal et les taxes scolaires dans ladite cité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Ajournement**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Afin d'assister aux funérailles et en signe de respect pour l'ex-chef libéral, la Chambre ajourne jusqu'à lundi après-midi 3 heures<sup>2</sup>.

La séance est levée à 11 h 30.

---

### **NOTES**

1. Cette séance fut très courte afin de permettre aux députés de se rendre aux funérailles de Wilfrid Laurier qui eurent lieu à Ottawa, le 22 février. Seuls, une vingtaine de députés étaient présents à l'Assemblée, selon *Le Devoir* du 21 février 1919, page 3.

2. La source ne précise pas que le premier ministre lui-même proposa l'ajournement. Le premier ministre, les membres du cabinet, les parlementaires et plusieurs citoyens éminents de Québec quittèrent Québec, le 21 février à 14 heures, à bord d'un train spécial. Voir le *Montreal Herald*, 21 février 1919, page 1.

Séance du lundi 24 février 1919

**Présidence de l'honorable A. Galipeault**

La séance est ouverte à 4 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Accidents du travail**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 170 amendant la loi des accidents du travail de la province de Québec.

Le bill a pour objet de décréter que le père peut réclamer des dommages résultant de la mort de son fils, qui est le principal support de sa famille. La loi actuelle disait que le père ne pouvait réclamer que dans le cas où son fils était le seul support de sa famille.

Le bill pourvoit à ce que le mot "seul" soit changé en "principal". Le bill avait été présenté, l'année dernière, mais à cause d'une faute de transcription, cet amendement important avait été omis.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Travail des enfants**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 171 amendant la loi des établissements industriels de Québec relativement au travail des enfants.

Je propose que l'on oblige les patrons des manufactures à exiger des certificats d'instruction élémentaire de tout enfant âgé de moins de seize ans travaillant dans son usine. De plus, aucun enfant âgé de moins de seize ans ne pourra être vendeur de journaux ou garçon d'hôtel ou autrement, s'il ne peut produire un certificat d'instruction élémentaire.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Écoles protestantes  
de Québec**

**L'honorable M. Décarie (Maisonnette)** demande la permission de présenter le bill 50 concernant les écoles protestantes de Québec.

Ce bill est basé sur les mêmes principes que ceux qui ont été passés à la session précédente relativement aux Écoles protestantes de Montréal. Il s'agit par cette mesure d'amalgamer en une seule les trois commissions scolaires protestantes anglaises qui existent dans la ville de Québec. Il s'appliquera également aux annexions futures sans législation supplémentaire.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte  
de Grand'Mère**

**M. Bordeleau (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 90 amendant la charte de la ville de Grand'Mère.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Bordeleau (Champlain)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Charte  
de Saint-Hyacinthe**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 66 amendant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Compagnie provinciale  
d'indemnité**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité général pour étudier le bill 132 constituant en corporation la Compagnie provinciale d'indemnité "The Provincial Indemnity Company".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Succession**

#### **I. Hurtubise, fils**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 136 relatif à la succession de feu Isaïe Hurtubise, fils, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Logements ouvriers**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron) qu'à sa prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions concernant le bill 25 pourvoyant à la construction de logements ouvriers et à des avances aux municipalités.

Adopté.

La séance est levée à 4 h 30.

---



## Séance du mardi 25 février 1919

## Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports des comités:

**M. Francoeur (Lotbinière):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Your committee have agreed to report with amendments the following bill:

- bill 101 to amend the Charter of the city of Verdun.

Your Committee beg leave to recommend Your House to extend to the 5th March, instant, the delay for the receiving of reports on Private Bills; and also to dispense with the payment of the additional fees prescribed by paragraph 1 of article 543 of the Rules by promoters of Private Bills who avail themselves of this extension of delay.

Resolved, that this House doth concur in the said report:

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le rapport, dit-il, fait par l'officier en loi sur ce bill est rédigé en anglais. Il demande des explications et il dit que le français est en plus mauvaise posture à Québec qu'à Ottawa.

**L'honorable M. Séguin (Montréal-Sainte-Marie)** répond que le rapport a été fait par celui des officiers en loi qui est de langue anglaise et il demande qu'on traduise le rapport en français.

**M. Francoeur (Lotbinière):** Voici le rapport.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 101 amendement la charte de la cité de Verdun.

Votre comité recommande à l'Assemblée de prolonger au 5 mars courant les délais relatifs à la présentation des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement, les promoteurs des bills privés qui profitent de cette prolongation de délai.

Le rapport est adopté.

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité recommande à l'Assemblée de prolonger au 5 mars courant les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement, les promoteurs des bills privés qui profitent de cette prolongation de délai.

Le rapport est adopté.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 137 amendement la charte de l'association d'assurance mutuelle des fabriques des diocèses de Québec et des Trois-Rivières;

- bill 96 concernant le Club Laval-sur-le-Lac, limitée.

Et, avec amendements, les bills suivants:

- bill 85 amendement la loi 7 George V, chapitre 28, concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal;

- bill 139 définissant les pouvoirs des exécuteurs nommés en vertu du testament de feu Francis Chattan Stephens;

Le bill 163 détachant certains lots du canton Templeton, dans le comté d'Ottawa et les annexant au comté de Labelle, pour les fins électorales, municipales et d'enregistrement est référé à la Chambre.

**Chemin de fer  
de la rivière Madeleine**

**M. Lemieux (Gaspé)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (M. Robillard), que le bill 73 concernant la compagnie du chemin de fer de la vallée de la rivière Madeleine soit maintenant lu une troisième fois, lequel a été voté, à la séance du vingt février courant, soit révoqué et que ledit bill soit renvoyé de nouveau au comité des chemins de fer et autres moyens de communication avec instructions de le réexaminer et de faire rapport.

Adopté. Il est ordonné que ledit bill soit renvoyé de nouveau au comité des chemins de fer et autres moyens de communication pour y être réexaminé.

### **Charte de Montréal**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)**, pour **M. Gault (Montréal-Saint-Georges)**<sup>1</sup> propose que les articles 503 à 508 et 510 à 516 du règlement soient suspendus relativement à la pétition de la Ligue des propriétaires de Montréal et autres et au bill qu'ils désirent présenter, et qu'il leur soit permis de présenter, à cette séance, le bill 140 amendant la charte de la cité de Montréal.

Adopté.

### **Lecture de pétitions:**

La pétition suivante est lue et reçue par la Chambre:

- de la Ligue des propriétaires de Montréal demandant l'adoption d'une loi amendant la charte de la cité de Montréal (M. Sauvé pour M. Gault).

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** pour **M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** demande la permission de présenter le bill 140 amendant la charte de la cité de Montréal<sup>2</sup>.

Il dit qu'il agit à la demande la Ligue des propriétaires.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Messages du Conseil législatif:**

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 29 amendant les statuts refondus, 1909, au sujet de la taxe à percevoir pour prévenir les incendies.

### **Prison des femmes de Montréal**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 39 concernant le contrat passé entre le gouvernement et les dames religieuses de Notre-Dame-de-Charité du Bon-Pasteur, de Montréal, relativement à la garde et à l'entretien des détenues dans la prison des femmes de Montréal.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### **En comité:**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose: Que le contrat ci-après reproduit, relatif à la garde et à l'entretien des détenues dans la prison des femmes de Montréal, passé le neuvième jour de janvier mil neuf cent dix-neuf, devant Napoléon Édouard Lacourcière, notaire, entre le gouvernement de la province de Québec et les dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur de Montréal, soit approuvé et ratifié.

### **CÉDULE**

PAR DEVANT ME NAPOLÉON-ÉDOUARD LACOURSIÈRE, notaire public pour la province de Québec, résidant et pratiquant au village de Saint-Casimir, district de Québec, soussigné,

ont comparu:

SA MAJESTÉ LE ROI, aux droits de la province de Québec, représenté au présent acte par Charles Lanctôt, écuyer, conseil du roi et assistant-procureur général de la province de Québec, à ce dûment autorisé par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil numéro 1746, en date du 27 de décembre dernier, 1918, ci-après nommé: "le gouvernement";

*D'une part;*

et

LES DAMES RELIGIEUSES DE NOTRE-DAME DE CHARITÉ DU BON-PASTEUR, constituées en corporation par la loi 9 Victoria, chapitre 91, et ayant le siège principal de leurs affaires en

la cité de Montréal, représentées au présent acte par la Très Honorée Mère Marie de Saint-Ferdinand Dagenais, en religion, (née Angéline Dagenais), prieure de l'asile Sainte-Darie, en vertu d'une résolution adoptée le vingt de décembre dernier par la sœur supérieure provinciale et les religieuses conseillères de ladite corporation, dont copie certifiée est annexée à ces présentes et certifiée véritable et signée par ladite sœur Marie de Saint-Ferdinand; lesdites dames contractant avec l'autorisation de Sa Grandeur Monseigneur Paul Bruchési, archevêque catholique romain de Montréal, ci-après nommées "les dames religieuses",

*D'autre part.*

LESQUELLES parties ont déclaré:

Attendu que, par acte passé devant Me Cyrille Tessier, notaire, à Québec, le neuvième jour de mai 1890, les parties ont, entre autres choses, fait un contrat relativement à la garde, à l'entretien et au maintien des prisonnières que le gouvernement leur confiera, aux charges, clauses et conditions détaillées audit acte, pour une période de cinq années, à compter du premier de mai alors courant, avec faculté par le gouvernement de renouveler ledit contrat pour une, deux, trois, quatre ou cinq périodes ou époques de cinq années;

Attendu que, vu le coût actuel des divers objets nécessaires à la vie, il est juste et équitable que des modifications soient apportées au contrat maintenant existant;

En conséquence, lesdites parties font entre elles le contrat suivant, savoir:

1. Les dames religieuses s'engagent à continuer à recevoir et à soigner, dans l'édifice actuellement affecté à cet objet, et dans les dépendances d'icelui, les prisonnières que le gouvernement leur confiera, aux conditions ci-après mentionnées, pour une période de cinq années à compter du premier janvier mil neuf cent dix-neuf, et conviennent encore de continuer ces mêmes obligations et tous leurs engagements envers le gouvernement et lesdites prisonnières pour une ou deux périodes additionnelles de cinq années, si le gouvernement le désire; le silence du gouvernement à l'expiration de chacune desdites périodes, sauf la dernière, devant être interprété dans le sens d'une prolongation de cinq années desdites conventions.

2. Les dames religieuses (a) s'obligent à toutes les réparations, grosses et menues, et même aux reconstructions dont a ou aura besoin ladite prison actuelle, tant qu'elle servira de prison des femmes; (b) s'obligent également aux réparations grosses ou menues, et aux reconstructions et remplacements, si cela est ou devient nécessaire, des dépendances, bâtiments, murs d'enceinte, murs, clôtures, canaux, drains, etc., ainsi que des appareils de chauffage, de cuisson, d'éclairage, d'aqueduc, etc., de ladite prison etc., en général, à subvenir à tous les frais d'entretien ou autres de l'établissement, tant qu'il sera laissé à son usage actuel; (c) conviennent de fournir et entretenir l'ameublement nécessaire au département catholique de ladite prison, et à toutes les personnes qui l'habiteront, et de continuer toutes et chacune de leurs obligations actuelles, sauf les changements apportés à ces obligations par le présent acte, ainsi que les obligations nouvelles aussi stipulées au présent acte, envers les prisonnières catholiques et protestantes que leur confiera le gouvernement, et envers le gouvernement lui-même.

3. Pendant toute la durée de la période ou des périodes ci-dessus mentionnées, les dames religieuses seront tenues de fournir le logement, le combustible (pour le chauffage seulement) l'éclairage et l'eau aux prisonnières protestantes et à leurs gardiennes (matrones), et de loger, vêtir, blanchir, nourrir, chauffer, éclairer, fournir de meubles, lits, literie, etc., les prisonnières catholiques, le tout en conformité des règlements généraux des prisons, et de continuer de remplir toutes et chacune de leurs obligations actuelles envers toutes les prisonnières, indistinctement.

4. Les dames religieuses paieront elles-mêmes tous les gardes, serviteurs et employés dont elles auront besoin pour le département des prisonnières catholiques, mais le gouvernement pourra exiger le renvoi d'un employé incompetent.

La garde extérieure des deux départements (catholique et protestant) sera confiée aux dames religieuses. Le gouvernement s'engage à payer aux dames religieuses la somme de deux cent quarante piastres par mois pour le salaire de quatre gardiens préposés au service des deux départements (catholique et protestant), le gouvernement ne devant pas être appelé à payer une somme additionnelle si le montant requis pour le salaire de ces gardiens subit une augmentation, ou si des gardiens additionnels deviennent nécessaires.

5. Les matrones ou gardiennes du département des prisonnières protestantes seront logées, éclairées, etc., par les dames religieuses,

comme il est dit à la clause 3 du présent acte, mais elles seront payées par le gouvernement.

6. Les dames religieuses seront soumises, en tant qu'il s'agira de la prison, aux règlements généraux actuels des prisons, à l'autorité du shérif, et aux avis et instructions des inspecteurs des prisons. Advenant l'émission de nouveaux règlements ou de nouvelles instructions entraînant des dépenses additionnelles celles-ci seront à la charge du gouvernement.

Les dames religieuses fourniront aussi les médecines et médicaments nécessaire à leurs détenues malades du département des catholiques.

7. Le produit du travail des prisonnières catholiques appartiendra aux dames religieuses qui fourniront, à leurs frais, les effets et matières que nécessitera ce travail.

8. Au cas de décès d'aucune des personnes catholiques confiées à leur garde, les dames religieuses devront pourvoir à leurs inhumations et, au cas de désertion d'aucune de leurs détenues, catholiques ou protestantes, elles seront obligées d'en donner avis immédiatement au shérif, et de faire faire, à leur frais et en toute diligence, toutes les recherches et perquisitions nécessaires pour les retrouver et les incarcérer de nouveau.

9. L'aumônier de la prison sera nommé par Sa Grandeur l'archevêque catholique romain de Montréal, mais son traitement sera payé par le gouvernement. Le chapelain protestant et le médecin seront nommés et payés par le gouvernement, comme par le passé.

10. En considération des obligations ci-dessus contractées par les dames religieuses, partie de seconde part, le gouvernement s'oblige à payer aux dames religieuses, pour chacune des détenues catholiques confiées à leur garde, une somme de onze piastres par mois d'emprisonnement subi dans ladite prison, les fractions de mois devant être payées *pro tanto*; et les sommes qui deviendront ainsi dues aux dames religieuses seront payables au bureau du trésor de cette province, par versements mensuels, sur production de comptes dûment approuvés par le shérif.

11. Le gouvernement devra payer aux dames religieuses, en sus des sommes qui leur deviendront dues en vertu de la clause précédente, une somme fixe de cent quinze piastres par mois pour le loyer, la dépense du gaz d'éclairage, du charbon de chauffage, eau, assurance, partie du salaire d'un ingénieur, et cela aussi longtemps que des prisonnières protestantes seront confiées à la garde desdites dames religieuses par ledit gouvernement. Ce paragraphe sera censé avoir pris effet le premier septembre de l'année 1918.

DONT ACTE FAIT ET PASSÉ, en la cité de Montréal, le neuvième jour de janvier, en l'année mil neuf cent dix-neuf, pour ladite dame Marie de Saint-Ferdinand, ès-qualité, et pour ledit Charles Lanctôt, écuyer, ès-qualité, le quinzième jour de janvier mil neuf cent dix-neuf en la cité de Québec, sous le numéro onze mille quatre cent vingt-quatre des minutes du notaire soussigné; et lesdites parties contractantes ont signé avec nous notaire, après lecture faite,

(Signé) Charles Lanctôt  
Sr. Marie de Saint-Ferdinand  
Dagenais, Supérieure  
N.-E. Lacourcière, N. P.

Vraie copie de la minute des présentes demeurée de record en mon étude.

N.-E. Lacourcière,  
N.P.

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 24 décembre 1918, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 27 décembre 1918.

SUR LA SIGNATURE d'un contrat entre le gouvernement et les dames religieuses du Bon Pasteur, à Montréal.

No 1746.

L'honorable procureur général, dans un mémoire en date du 24 décembre, (1918), recommande: Que M. Charles Lanctôt, C.R., assistant-procureur général, soit autorisé à signer, avec les dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur de Montréal, un contrat conforme à la teneur du projet annexé au mémoire susdit, relatif à la garde et à l'entretien des détenues dans la prison des femmes de Montréal.

(Certifié) A. Morisset,  
Greffier du Conseil exécutif.

Certifié véritable,

(Signé) Charles Lanctôt,  
N.-E. Lacourcière, N.P.

VRAIE COPIE dudit rapport dont la copie authentique, certifiée véritable, signée et annexée à la minute du marché dont l'expédition précède; le tout étant en la possession de Me N.-E. Lacourcière, notaire, soussigné.

N.-E. Lacourcière,  
N.P.

Vive Jésus et Marie

Autorisation.

Nous soussignées, supérieure provinciale et religieuses conseillères de ce monastère provincial de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur à Montréal, réunies en conseil ce vingtième jour de décembre mil neuf cent dix-huit, autorisons par le présent acte, la Très Honorée Mère Marie de Saint-Ferdinand Dagenais, prieure de l'asile Sainte-Darie, à signer un contrat avec le gouvernement provincial concernant la prison des femmes, dite asile Sainte-Darie.

(Signé) Sœur Marie de Sainte-Thérèse d'Amour,  
Conseillère.  
Sr M. Hélène de la Croix Legris,  
Conseillère.  
Sr Marie de la Trinité Caron,  
Conseillère.  
Sr Marie de Saint-Victor Laurin,  
Assistante.  
Sr M. de Saint-Joseph de Bethlehem  
Beauchemin,  
Supérieure provinciale.

Monastère provincial du Bon-Pasteur.  
Montréal, 20 décembre 1918.

Vu et approuvé.

(Signé) † Paul, Arch. de Montréal.

VRAIE COPIE de ladite procuration dont la copie authentique certifiée véritable, signée et annexée à la minute du marché dont l'expédition précède, le tout étant en la possession de Me N.-E. Lacourcière, notaire soussigné,

N.-E. Lacourcière,  
N.P.

(À la fin de ladite procuration il y a le certificat suivant):

Certifié véritable et signé,

(Signé) Sr Marie de Saint-Ferdinand Dagenais,  
Supérieure  
N.-E. Lacourcière, N.P.

Vraie copie,

N.-E. Lacourcière,  
N.P.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 39 concernant le contrat passé entre le gouvernement et les dames religieuses de Notre-Dame-de-Charité du Bon-Pasteur de Montréal, relativement à la garde et à l'entretien des détenues dans la prison des femmes de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.  
Adopté.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.  
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Sanatorium Sainte-Agathe-des-Monts

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 45 concernant

le contrat passé entre le gouvernement du Canada relativement au sanatorium de Sainte-Agathe-des-Monts.

Adopté.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité:

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que:

Attendu que le gouvernement du Canada a, le 31 décembre dernier, acquis de la *Laurentian Society* un sanatorium pour le traitement des soldats atteints de la tuberculose au cours de leur service outre-mer ou en Canada, à charge, pour le gouvernement du Canada de réserver au moins vingt lits pour les civils atteints de la même maladie;

Attendu que ledit gouvernement, dans le but d'agrandir cet établissement, a, par contrat en date du 25 janvier 1919, cédé la nue propriété de cet établissement au gouvernement de cette province pour une période de cinq années, pourvu que ce dernier contribue, pour une moitié, aux travaux d'amélioration et d'agrandissement: la somme totale à être dépensée sous le contrôle du ministre des Travaux publics et du Travail de la province de Québec, ne devant pas excéder la somme de trois cent mille piastres;

Attendu qu'après l'expiration de ces cinq années pendant lesquelles le gouvernement du Canada prend à sa charge toutes les dépenses nécessaires au maintien du Sanatorium, telles que les dépenses d'entretien, d'assurances, taxes et soins médicaux, tous les droits de propriété appartiennent au gouvernement de cette province;

Et attendu qu'il y a lieu de ratifier le contrat intervenu entre les parties et d'autoriser l'adoption des mesures nécessaires pour la mise à effet de ses dispositions;

En conséquence qu'il soit résolu:

1. Que le contrat ci-après reproduit comme cédule A, relatif à la cession au gouvernement de cette province, par le gouvernement du Canada, du sanatorium pour le traitement des tuberculeux, situé à Sainte-Agathe-des-Monts, acquis par ce dernier de

la *Laurentian Society*, passé entre le gouvernement de la province de Québec et le gouvernement du Canada, le vingt-cinquième jour de janvier, mil neuf cent dix-neuf, soit approuvé et ratifié.

2. Que le contrat également reproduit ci-après comme cédule B, relatif à la cession par la *Laurentian Society* au gouvernement du Canada, du sanatorium ci-dessus mentionné, en date du trente et unième jour de décembre mil neuf cent dix-huit, soit, en autant que la province de Québec y peut être intéressée et sujet aux droits législatifs du Parlement du Canada, également ratifié.

3. Que le ministre des Travaux publics et du Travail soit autorisé à exercer tous les pouvoirs et à faire tous les actes nécessaires pour la mise à effet et le complet accomplissement des conditions et dispositions du contrat mentionné dans la première de ces résolutions.

4. Que, pour assurer la construction et les améliorations projetées audit sanatorium, conjointement avec le gouvernement du Canada conformément à la teneur du contrat, il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à contracter, de temps à autre, le ou les emprunts qu'il jugera nécessaires à ces fins; mais que le ou les emprunts ainsi contractés ne devront pas excéder la somme de cent cinquante mille piastres; que, ce ou ces emprunts pourront être effectués au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises pour un terme de pas plus de trente ans et à un taux d'intérêt n'excédant pas cinq et demi pour cent par année; et que ces obligations ou rentes inscrites seront faites dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera et seront payables, intérêt et principal, annuellement ou semi-annuellement, à l'époque et au lieu qu'il indiquera.

5. Qu'il sera également loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, en attendant la négociation du ou des emprunts mentionnés dans la résolution 4, d'autoriser le trésorier de la province à avancer, de temps à autre, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes requises pour la mise à exécution des conditions du contrat ratifié par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

6. Que les sommes requises pour payer les travaux faits et approuvés suivant la teneur du contrat, seront payées, de temps à autre, par le trésorier de la province sur un certificat du ministre des Travaux publics et du Travail établissant que ces sommes sont requises pour payer les travaux faits, qu'elles sont nécessaires et que le paiement d'icelles pourra être fait conformément à la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

## CÉDULE A

Mémorandum de contrat fait le  
vingt-cinquième jour de janvier 1919

entre

SA MAJESTÉ LE ROI, au droit de la province de  
Québec, représentée aux fins des présentes  
par l'honorable L.-A. Taschereau, ministre  
des Travaux publics et du Travail, ci-après  
appelée: "la province",

*De première part;*

et

SA MAJESTÉ LE ROI, au droit du Canada, représentée  
aux fins des présentes par l'honorable  
ministre de la Restauration civile des soldats,  
ci-après appelée: "le dominion",

*De deuxième part;*

Attendu que le dominion est chargé du soin et  
du traitement des membres invalides et des ex-  
membres des forces militaires et navales du Canada,  
tant de ceux qui ont traversé les mers que de ceux qui  
sont devenus invalides durant leur entraînement  
militaire au Canada;

Attendu qu'un nombre considérable de cas de  
tuberculose se sont déclarés dans ces deux classes;

Attendu que la *Laurentian Society* pour le  
traitement et la suppression de la tuberculose a été  
organisée pour venir en aide à ceux qui en seront  
atteints; établir des sanatoria où seront admis et  
traités les tuberculeux; instituer un département de  
recherches médicales se rattachant à ces sanatoria, et  
pour la diffusion des connaissances et des  
renseignements concernant cette maladie;

Attendu que ladite société, conformément aux  
fins pour lesquelles elle a été constituée en corporation,  
a établi en 1911 un sanatorium dans la ville de  
Sainte-Agathe-des-Monts, où l'on pourrait admettre  
plus de 70 patients, pourvu des appareils et des  
installations les plus modernes pour le traitement des  
malades comme pour les recherches d'étude médicale;

Attendu que le dominion, vu le nombre  
considérablement accru des membres et ex-membres  
des forces militaires et navales du Canada souffrant  
de tuberculose, a jugé nécessaire d'augmenter  
beaucoup les moyens de traiter ces membres et ex-  
membres des forces militaires et navales;

Attendu que la société a, par un contrat en  
date du trente et unième jour de décembre, mil neuf  
cent dix-huit, consenti à transporter et remettre au  
dominion ledit sanatorium avec toutes les bâtisses,  
terrains et aménagement qu'elle possède et tient  
actuellement en opération, pourvu que le dominion  
consente à assumer toutes les dettes, évaluées à  
\$40,000, à agrandir les édifices et augmenter  
l'aménagement sur les terrains dudit sanatorium, afin  
de pourvoir à l'hospitalisation d'un bien plus grand  
nombre de patients, et, par la suite, de poursuivre  
cette œuvre comme chose nécessaire;

Attendu que la province désire établir un  
sanatorium pour le traitement de la tuberculose dans  
ses limites et qu'il a été proposé, sujet aux termes et  
conditions ci-énoncés, que la province concoure avec  
le dominion pour agrandir et améliorer ladite  
propriété comme il est dit ci-dessous, laquelle sera  
occupée comme il est dit ci-dessous par le dominion  
durant le laps de temps nécessaire au traitement et au  
soin des ex-membres des forces navales et militaires  
du Canada, et ensuite remise à la province, chaque  
partie aux présentes défrayant cinquante pour cent du  
coût desdits agrandissements et améliorations;

*Les présentes attestent:*

Que les parties aux présentes, pour et en  
considération de ce qui précède, ainsi que d'autres  
stipulations et conventions mutuelles ci-après  
exposées, conviennent entre elles de ce qui suit:

1. La province consent, sur acquisition par le  
dominion du terrain et des édifices, aménagement  
mobilier et autres dépendances du sanatorium  
Laurentien à Sainte-Agathe-des-Monts, à ériger,  
conformément aux plans et devis que fournira le  
dominion, les agrandissements nécessaires à ladite  
propriété pour y ajouter deux cent un lits (201), les  
travaux se faisant sous la surveillance d'un  
représentant du département.

2. La province demandera des soumissions  
par annonce publique et accordera le contrat au plus  
bas soumissionnaire, pourvu que ce plus bas  
soumissionnaire soit capable d'exécuter les travaux;  
et tous les contrats à faire par la province devront  
être sujets à l'approbation du dominion.

3. Lesdits travaux devront être en tout temps  
accomplis et exécutés à la satisfaction du surintendant  
du Bureau des ingénieurs du département de la  
Restauration civile des soldats, représentant le  
dominion et de l'architecte du département des  
Travaux publics et du travail de la province de  
Québec, qui représentera la province dans l'exécution

desdits travaux. Le certificat de ces deux officiers, relativement à l'exécution satisfaisante des travaux ou d'une partie d'iceux, sera final et obligatoire pour les deux parties aux présentes. Advenant désaccord entre eux, le cas sera soumis aux ministres respectifs des départements du gouvernement, de 1<sup>ère</sup> et de 2<sup>e</sup> parts.

4. Une moitié du coût de l'agrandissement, de l'amélioration et de l'aménagement de ladite propriété, sera supportée par le dominion et l'autre moitié par la province, pourvu que la somme à dépenser pour les travaux mentionnés aux présentes n'excède pas la somme de (\$300,000) trois cent mille piastres. Toute dépense pour construction et aménagement en sus et en outre ladite somme de \$300,000 devra être autorisée par écrit par le dominion et la province, et devra être défrayée également par chacune des parties contractantes. Le paiement des dépenses se fera par le dominion et la province sur estimations du progrès des travaux dûment signées par ledit architecte et approuvées par le surintendant du Bureau des ingénieurs du département de la Restauration civile des soldats, chaque mois, le paiement final devant se faire sur un certificat final semblablement signé et approuvé.

5. Les dépenses à encourir conjointement par le Dominion et la province seront comme suit:

5 pavillons.....	\$160,300.00
Centrale dynamique et cheminée.....	20,460.00
Tunnel de calorifère.....	5,250.00
Machines.....	26,800.00
Bâtisse des services.....	55,665.00
Édifice des amusements et des études techniques .....	<u>15,000.00</u>
Total.....	\$283,475.00
À ajouter, 5 % pour dépenses contingentes et travaux d'hiver .....	<u>14,173.75</u>
Somme totale approximative .....	\$297,648.75

6. Ci-annexée, marquée exhibit "A", une copie d'un contrat entre la *Laurentian Society* pour le traitement et la suppression de la tuberculose, de la cité de Montréal et Sa Majesté le Roi, représentée par l'honorable ministre du département de la Restauration civile des soldats, en date du trente et unième jour de décembre mil neuf cent dix-huit, lequel contrat est censé incorporé dans ce contrat-ci comme partie d'icelui, et lequel sera assumé par la province en son entier lorsque, et pour toujours ensuite, ladite propriété aura été remise à la province de la manière et au temps ci-après déterminés.

7. La propriété dudit immeuble et de ses agrandissements appartiendront et seront dévolus à la province de Québec, mais resteront en la possession dudit dominion qui y aura droit et en aura l'usage exclusivement durant une période n'excédant pas cinq ans à compter de la date des présentes, aux fins du département de la Restauration civile des soldats, mais, sur déclaration par le gouverneur général en conseil que ladite propriété ne sera plus requise à telles fins, et à tout événement à l'expiration de la période de cinq années ci-dessus mentionnée, la possession de ladite propriété et des agrandissements sera ipso facto dévolue au roi au droit de la province de Québec, à toutes fins et intentions quelconques.

Le tout sujet au droit de la province, tel qu'indiqué au paragraphe 8, ladite province par les présentes consentant et s'engageant à prendre possession de ladite propriété et des annexes, à l'expiration de cinq années ou avant, si le dominion le juge désirable, pour en user aux termes et conditions prescrites aux présentes.

8. Si, après avoir réservé les vingt lits pour les patients civils, on constate que les autres lits ne sont pas, de temps à autre, tous requis pour le soin et le traitement des membres et ex-membres des forces militaires et navales du Canada, alors le dominion pourra mettre ces lits à la disposition des patients civils de la province de Québec, lesquels patients civils seront traités et soignés par le dominion aux prix et suivant les conditions qui pourront être déterminés et établis entre le dominion et la province.

Il est en outre convenu que si, à l'expiration desdites cinq années, le dominion se trouve appelé à pourvoir au soin et au traitement de quelques membres ou ex-membres des forces militaires et navales du Canada, la province, en prenant possession de ladite propriété, prendra les mesures nécessaires pour pourvoir à leur soin et à leur traitement audit sanatorium, et aux termes et conditions qui pourront être imposés par elle pour les patients civils susdits, et le dominion en supportera les frais.

9. Durant le terme de possession par le dominion, toutes les dépenses pour l'entretien, les assurances, les taxes, les soins médicaux, etc. seront défrayés par le dominion.

10. Ce contrat ne sera pas obligatoire pour les parties avant d'avoir été dûment ratifié par des arrêtés ministériels des gouvernements du dominion et de la province respectivement.



En foi de quoi les parties aux présentes ont apposé leurs signatures et leurs sceaux.

Signé: scellé et délivré par l'honorable L.-A. Taschereau, Ministre des Travaux publics et du travail, province de Québec.

En présence de S. Sylvestre, Sous-ministre.

Signé, scellé et délivré par l'honorable James A. Lougheed, Ministre de la Restauration civile des soldats,  
Dominion du Canada.

En présence de E. M. Scammell.

## CÉDULE B

### Exhibit "A"

Mémoire de convention  
faite ce 31<sup>e</sup> jour de décembre 1918

entre

LA SOCIÉTÉ LAURENTIENNE pour le traitement et la suppression de la tuberculose, de la cité de Montréal, ci-après appelée "la société",

*De première part;*

et

SA MAJESTÉ LE ROI, représentée par l'honorable ministre du département de la Restauration civile des soldats, ci-après appelé "le département",

*De seconde part;*

Attendu que le département est chargé du soin et du traitement des membres et ex-membres invalides des forces navales et militaires du Canada, tant ceux qui ont traversé les mers que ceux qui sont devenus invalides au cours de leur entraînement en Canada; et

Attendu que des cas nombreux de tuberculose ont surgi parmi ces classes; et

Attendu que la *Laurentian Society* pour le traitement et la suppression de la tuberculose a été

organisée dans le but de pourvoir à l'hospitalisation des tuberculeux, d'établir des sanatoria pour recevoir et traiter les patients atteints de tuberculose, de créer un département d'études médicales en relation avec ces sanatoria, et de répandre les connaissances et les renseignements sur cette maladie; et

Attendu que la société, suivant l'objet pour lequel elle a été constituée en corporation, a établi en 1911 un sanatorium dans la ville de Sainte-Agathe-des-Monts, pour y recevoir au-delà de 70 patients, pourvu d'appareils et installations des plus modernes, et pour le traitement des patients et pour l'exécution des travaux de recherches médicales; et

Attendu que depuis ladite date, la société a continuellement maintenu le Sanatorium à Sainte-Agathe-des-Monts avec un personnel de médecin et de gardes-malades compétents, et qu'elle y a reçu et traité au-delà de 795 patients atteints de tuberculose; qu'elle y a de plus fait des études médicales, et vulgarisé la connaissance et les renseignements sur la tuberculose dans la pleine mesure de ses ressources; et

Attendu que les fonds pour l'établissement du sanatorium et la poursuite des fins de la société, s'élevant depuis son début à la somme de \$228,739.65 ont été obtenus au moyen de contributions volontaires, de souscriptions, donc, donations et legs provenant des membres de la société, et du public; et

Attendu que la société a traité, dans ledit sanatorium, durant les trois dernières années, dans un grand nombre de cas, des membres appartenant aux forces militaires et navales en Canada, souffrant de tuberculose, en sus des patients civils; et

Attendu que le département, vu l'augmentation considérable du nombre des membres et ex-membres des forces militaires et navales du Canada, souffrant de tuberculose, trouve qu'il est grandement nécessaire d'augmenter le local pour le traitement de ces membres des forces militaires et navales; et

Attendu que le sanatorium exploité par la société est admirablement situé et équipé pour les fins requises par le département; et

Attendu que le département s'est adressé à la société pour aider le gouvernement à procurer un traitement semblable aux soldats qui sont de retour, et aux autres personnes souffrant de tuberculose, qui sont incapables de se procurer elles-mêmes un traitement convenable, et qu'à cette fin il a demandé à la société de transférer, transporter et remettre au gouvernement du Canada, par acte de donation, le sanatorium, avec toutes ses bâtisses, terrains et équipement, actuellement possédés et exploités par la société, à condition que le gouvernement convienne

de prendre à sa charge toutes les dettes de la société, d'agrandir considérablement les édifices et l'aménagement de la société, afin de pourvoir à l'hospitalisation d'un plus grand nombre de patients, civils et militaires à la fois et de poursuivre ensuite cette œuvre comme une entreprise nationale; et

Attendu que la société reconnaît que la propagation de la tuberculose constitue une menace pour la santé et le bien-être de la nation, et que le gouvernement devrait en entreprendre et poursuivre le traitement et la suppression comme une œuvre d'une importance nationale; et

Attendu que la société est d'avis, qu'en tant que son sanatorium de Sainte-Agathe-des-Monts est concerné, l'augmentation des moyens, résultant de l'agrandissement projeté des bâties, et son contrôle et administration par le gouvernement seraient au grand bénéfice du public, et que son transport au gouvernement serait dans l'intérêt de tout le monde; et

Attendu que la société considère en outre que l'objet humanitaire pour lequel elle a été formée et qu'elle a poursuivi, serait plus pleinement atteint en en confiant la possession et le contrôle au gouvernement, qu'il pourrait l'être par la société en continuant l'œuvre du sanatorium comme institution dépendant, pour son soutien, des souscriptions à prélever parmi ses membres et le public, et que, par conséquent, elle a consenti à transporter, céder et remettre au gouvernement le sanatorium avec le terrain et l'aménagement que possède la société, aux termes et conditions ci-après déterminés;

En conséquence il est déclaré et stipulé comme suit:

1. En considération de l'entreprise ci-après indiquée, par le département, la société pour elle-même, ses successeurs, administrateurs et ayants cause transporte, par les présentes, au département, le terrain, les bâties, installation, ameublement et autres dépendances du sanatorium Laurentien de Sainte-Agathe-des-Monts, et le transport nécessaire devra être complété et dûment enregistré conformément à la loi dans un mois à compter de la date des présentes.

2. Une description complète accompagnée d'un inventaire des édifices principaux et des effets qui s'y trouvent devra être préparée et annexée au présent contrat, lorsqu'il sera complété.

3. Pour tenir lieu de toute considération ou paiement à la société, le département paiera toutes les obligations restant dues et dûment enregistrées contre la propriété dont il s'agit, ainsi que les comptes courants qui s'élèvent en tout à \$40,000.

approximativement, et qui sont actuellement impayés, étant les obligations courantes et impayées de la société, et il devra tenir la société indemne de toutes réclamations qui pourraient ci-après lui être faites à l'égard de toutes semblables obligations restant dues.

4. Le département s'engage à faire immédiatement les agrandissements au sanatorium Laurentien actuel, contenus dans les plans qui ont été déjà soumis à la société par le département, et par lesquels le nombre de patients que peut recevoir le sanatorium sera augmenté, de sorte qu'il puisse en recevoir à peu près trois cents.

5. Le département devra maintenir ledit sanatorium comme sanatorium pour le traitement et le soin des personnes souffrant de la tuberculose, et il devra y réserver, pendant qu'il sera occupé par les anciens membres des forces, de l'espace pour vingt patients civils, pourvu que le département puisse faire des arrangements pour l'entretien et le soin de ces patients civils, soit avec le gouvernement de la province de Québec ou autrement, comme il sera jugé convenable.

6. Le département, ses successeurs et ayants cause devront maintenir ledit sanatorium comme institution pour le traitement et le soin des personnes souffrant de la tuberculose et, lorsqu'aura pris fin la période pendant laquelle il pourra être requis pour le traitement et le soin des ex-membres des forces canadiennes, il devra par lui-même, ses successeurs et ayants cause, maintenir ledit sanatorium comme institution séculière pour les civils souffrant de la tuberculose dans la province de Québec, sans différence de croyance ou de nationalité, et il est expressément convenu à cet égard qu'il n'y aura aucun contrôle de ladite institution par quelque corps ou organisation religieuse que ce soit.

7. Le département pourra, en tout temps à l'avenir et plus particulièrement après l'achèvement des travaux qu'il a entrepris, en ce qui concerne le traitement des ex-membres des forces souffrant de la tuberculose, transporter ladite propriété à une organisation ou à un corps compétent ou au gouvernement de la province de Québec, dès que ce corps, cette organisation ou ledit gouvernement passera le contrat ou la convention qui assurera l'exécution des termes du présent contrat.

En foi de quoi, les parties aux présentes ont signé, les jour et année en premier lieu mentionnés.

La société Laurentienne pour le traitement et la suppression de la tuberculose:

(Signé): D. Lorne Gibbon, président

Témoin: S. T. LeSturney

(Signé): James E. Lougheed, Ministre de la  
Restauration civile des soldats.

Témoin: E. H. Scammell.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** dit qu'au cours de l'automne dernier, un membre du département de la Restauration civile des soldats, le sénateur Smeaton White, agissant au nom des autres membres, s'est intéressé au cas des soldats qui, de retour du front, souffraient de tuberculose. À la demande du sénateur, le gouvernement provincial a étudié la question et a amorcé des négociations avec Sir James Longhead, du département de la Restauration civile. Après avoir négocié pendant quelque temps, nous nous sommes entendus concernant l'opération et l'entretien de cet hôpital.

Le gouvernement réalise parfaitement que l'on doit faire quelque chose pour endiguer ce fléau qui fait plus de 3,000 victimes chaque année. Le sanatorium de Sainte-Agathe a été établi en 1911 et a traité 795 patients depuis. Avec une capacité de 70 lits, ses dépenses se sont chiffrées à \$228,739, les fonds provenant de souscriptions volontaires. Nos gouvernements se sont entendus pour porter la capacité d'accueil de cette institution à 271 lits, dont au moins 20 pour les civils. Ce nombre peut augmenter si les autres lits ne sont pas requis pour les soldats.

L'hôpital sera remis à la province au terme d'une période de cinq ans ou plus tôt si le nombre de soldats en traitement ne justifie pas son entretien par le gouvernement fédéral.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** demande la permission de présenter le bill 45 concernant le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et le gouvernement du Canada relativement au sanatorium de Sainte-Agathe-des-Monts.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Comté d'Ottawa

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 31 changeant le nom du comté d'Ottawa en celui de "Hull" et amendant en conséquence les statuts refondus, 1909, le Code de procédure civile et certaines lois y relatives soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### En comité:

Le comité étudie l'article 1 qui se lit ainsi:

"1. Le nom du district d'"Ottawa" et celui du comté d'"Ottawa" pour toutes fins, sont changés en celui de "Hull"."

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Le nom d'Ottawa, explique-t-il, prêtait à confusion. Fréquemment, des gens croyaient avoir affaire à une région de l'Ontario.

Adopté.

Les articles 2 à 16 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Subsides

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### En comité:

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les cercles

agricoles, encouragement à l'agriculture en général, concours d'abatis, conférences sur l'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** On donne un encouragement insuffisant à l'agriculture. Cette année, on n'augmente que de \$56,000 les subsides agricoles. Il attire l'attention du gouvernement sur certaines unions et associations de cultivateurs qui sont fondées dans les meilleures intentions du monde... mais l'enfer en est pavé, paraît-il.

Ainsi, par exemple, il y a une union de cultivateurs dans les comtés de Saint-Hyacinthe et de Rouville qui a nom: "Union des agriculteurs de la province de Québec".

Le gouvernement a-t-il l'intention d'employer une partie des \$200,000 qu'il destine aux cercles agricoles pour aider cette union?

Le gouvernement n'a-t-il pas l'intention d'encourager par quelque octroi ces sortes d'unions de cultivateurs qui, dans leurs sphères d'action, doivent être au moins aussi importantes que les unions ouvrières.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** L'union en question est une association indépendante. Je crois que ses fondateurs n'ont jamais eu l'intention de demander aucun secours au gouvernement, pas plus que ne le font les unions ouvrières; mais si elle nous en demandait, nous l'aiderions.

Bien plus, cependant, elle a déclaré qu'elle n'en accepterait pas, voulant rester indépendante des pouvoirs publics.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Très bien, très bien, mais puisque le gouvernement est si prêt à aider n'importe quelle union, pourquoi n'encouragerait-il pas un peu plus les cultivateurs?

Il me semble que la classe agricole est aussi intéressante que certain monsieur qui a dénoncé les ministres et les députés. Au lieu de s'intéresser à ce personnage que l'on a bombardé conseiller législatif, le gouvernement devrait bien plutôt s'occuper des cultivateurs<sup>3</sup>.

Le député de l'Islet (M. Thériault) sourit. Il pense comme moi et comme bien d'autres députés de cette Chambre que la nomination de ce monsieur au Conseil législatif était une provocation de la part du ministère à la Chambre.

**M. Thériault (l'Islet):** Je demande pardon à l'honorable chef de l'opposition. Il n'a pas le droit de me faire dire des choses que je n'ai pas dites.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je n'ai pas dit que vous l'avez dit, je vous ai prêté assez d'intelligence pour l'avoir pensé. Le gouvernement n'a pas le temps de s'occuper des cultivateurs, mais il trouve bien moyen de s'intéresser au sort d'un homme que tout le monde traite de fou.

Le gouvernement n'accorde pas à l'agriculture la place qu'elle devrait avoir dans ses préoccupations. Celle-ci est si choyée en temps d'élections et si négligée le reste du temps. Il veut, dit-il, entendre tous les députés des comtés ruraux parler sur cette question. Il voudrait voir l'agriculture plus représentée au Conseil législatif et il aurait mieux valu nommer deux agriculteurs que d'introduire le violent dénonciateur du gouvernement et de l'Assemblée dans cette noble enceinte.

**M. Grégoire (Frontenac):** L'honorable chef de l'opposition s'imaginerait qu'il n'y a pas de clôture pour lui. Il se promène de champs en champs, rencontre le ministre de l'Agriculture, lui envoie une ruade, rencontre ensuite l'honorable M. Médéric Martin, lui envoie aussi une ruade. Je ne vois pas pourquoi l'honorable chef de l'opposition en veut tant à ce monsieur qui est l' élu des siens, s'il monte même jusqu'au Capitole. Il se demande pourquoi on l'a nommé conseiller législatif. Mais, M. le président, je crois que ce monsieur représente un groupe important. En thèse générale, nous ne sommes pas pour le bolchevisme, mais nous sommes obligés de reconnaître un groupe comme celui de l'honorable maire de Montréal. Il est bien beau de faire de la démocratie, mais pas de la démagogie.

Pour moi, j'admire un homme qui, parti du bas de l'échelle sociale, réussit à parvenir par son mérite au pinacle des honneurs.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je demande pardon à mon honorable ami de Frontenac (M. Grégoire), mais je n'ai jamais reproché au maire de Montréal de s'être fait nommer conseiller législatif. Il n'y a pas la moindre objection à ce que l'on comble d'honneur un ouvrier. Je me suis étonné de voir que le gouvernement ait nommé ce monsieur qui a si violemment dénoncé les ministres et les députés. Je m'étonne que l'on ait nommé un homme qui a été dénoncé lui-même par les organes du gouvernement, un homme que le principal organe libéral vilipendait de la façon la plus honteuse, en des termes d'une violence telle qu'il ne me serait même pas permis de les citer devant la Chambre. Et si le député de Frontenac se donnait la peine de lire les journaux de son parti, de se rappeler ce que le nouveau conseiller

législatif a dit de ses chefs, il comprendrait ce qu'il n'a pas l'air de bien saisir.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Je demande très aimablement au chef de l'opposition s'il ne s'éloigne pas un peu du sujet et je lui demande de revenir à l'étude des subsides d'agriculture. Le Conseil législatif n'a rien à faire avec l'agriculture. Il s'agit de voter des crédits à l'agriculture et non pas de discuter une nomination qui a été faite au Conseil législatif. Chaque chose en son temps, d'autant plus que le chef de l'opposition a fait inscrire une motion au feuillet de la Chambre précisément à ce sujet.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je m'étonne que le ministre de l'Agriculture n'ait pas interrompu tantôt le député de Frontenac (M. Grégoire) et je ne fais que donner la réplique.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** prétend que celui-ci s'est laissé entraîner par l'exemple du chef de l'opposition.

**M. Grégoire (Frontenac):** En effet, j'ai répondu au chef de l'opposition qui s'aventure dans des champs dont il supprime tous les enclos.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** consent à revenir aux subsides.

**M. Robert (Rouville)** donne des explications sur les débuts de l'Union des agriculteurs. Il a eu peu de confiance dans cette association au début, car il y avait trop de politique. Il croit aux bienfaits d'organisations de ce genre en autant qu'elles ne se mêlent pas de politique. Il regrette que trop souvent les unions servent plutôt à désunir les cultivateurs. Le chef de l'opposition approuve-t-il ces unions?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Mais certainement. Je trouve qu'elles seront un moyen de développer l'agriculture et d'encourager les cultivateurs. Les divers syndicats doivent offrir des garanties sérieuses à ceux qui y entrent.

L'on a bien tort de persifler les unions. On a bien ri aussi du projet de l'union de la police de Montréal et tout le monde sait ce qui est arrivé. Quelques mois après, c'était chose faite. Aux prochaines élections, beaucoup de députés vont vanter les unions d'agriculture plus qu'ils ne le font maintenant.

Il fait une remarque au sujet du député de l'Islet (M. Thériault).

**M. Thériault (l'Islet):** Je n'ai pas besoin du chef de l'opposition pour dicter ma conduite et quand les cultivateurs de mon comté s'adresseront à moi et exprimeront le désir de s'unir, ils trouveront en moi un avocat dévoué à leur entreprise. Mais actuellement, les cultivateurs n'ont pas besoin de former des unions, le gouvernement voyant suffisamment à protéger leurs intérêts et leur a toujours prêté son concours. Et la preuve que le gouvernement provincial a toujours désiré le bien des cultivateurs, c'est qu'il a placé à la tête du ministère de l'Agriculture un agriculteur éminent à qui l'on doit beaucoup pour le développement de l'agriculture depuis quelques années.

L'honorable ministre de l'Agriculture ne se contente pas d'aider les agriculteurs par la parole mais aussi par les actes. Lorsque les cultivateurs de la province de Québec se sont rendus à Ottawa, l'année dernière au sujet de l'exemption des fils de cultivateurs à la loi du service militaire, n'a-t-on pas vu l'honorable ministre les accompagner et prendre leur défense dans un plaidoyer qui est resté mémorable.

Si l'honorable chef de l'opposition veut venir dans mon comté aux prochaines élections, je lui promets une belle réception comme à son candidat des dernières élections que j'ai battu par une immense majorité.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** On connaît ça ces bravades-là. Si les cultivateurs de l'Islet jugent leur député sur sa conduite à la Chambre, ce dernier peut être sûr de perdre son dépôt aux prochaines élections.

Le député de l'Islet devrait se rappeler que le ministre actuel de l'Agriculture a été battu dans le même comté que lui. Peut-être le député de l'Islet sera-t-il content un jour de profiter des élections retardées dans ces lointains comtés pour entrer à la Chambre.

**M. Thériault (l'Islet):** Je n'ai pas de leçon à recevoir de vous, vous n'êtes pas mon chef.

**M. Cédilot (Laprairie):** En principe, je suis en faveur d'unions sérieuses qui tendraient au bien de la classe agricole et qui seraient organisées sur des bases qui ne désuniraient pas les cultivateurs sur des questions de politique au lieu de les unir.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** donne des renseignements sur l'union des cultivateurs de Saint-Hyacinthe et de Rouville dont il est le président. Le secrétaire est M. le notaire René Morin, ancien maire de la ville du même nom. Il dit les bienfaits que la

classe agricole pourrait retirer de cette union. Plus les cultivateurs seront unis, plus leur influence sera grande. Il s'agit d'une organisation semblable à celle des *Grain Growers* mais le gouvernement n'a pas à y voir. C'est grâce à leurs efforts unis que les cultivateurs d'Ontario et de Québec ont obtenu la prolongation d'exemption militaire des fils de cultivateurs. Cette union s'est formée dans le but de protéger les intérêts des cultivateurs contre un gouvernement unioniste, libéral ou conservateur, que ce soit à Ottawa ou à Québec.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le conseil d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles agricoles, pour l'exercice finissant le 20 juin 1920.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas six mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'enseignement vétérinaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles ménagères, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande des renseignements sur les écoles classico-ménagères.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** explique le fonctionnement de ces écoles.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:

6. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la Société d'industrie laitière de la province de Québec, statuts refondus, 1909, articles 1958-1970, tels qu'amendés par 3 George V, chapitre 20; 5 George V, chapitre 31, et ordre en conseil no 75, du 24 janvier 1891, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'école d'industrie laitière de Saint-Hyacinthe, et travaux de la ferme, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** profite, dit-il, de l'occasion pour signaler à la Chambre la mort de M. O.-E. Dallaire, qui a été l'un des hommes qui ont le plus contribué au progrès de l'industrie laitière dans notre province. Il avait de grandes capacités et une science profonde des choses agricoles.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** seconde les remarques du chef de l'opposition qui a fait l'éloge de M. Dallaire, décédé ces jours derniers. M. Dallaire a été pendant plusieurs années directeur de l'École d'industrie laitière de Saint-Hyacinthe et secrétaire de la Société d'industrie laitière de la province. Il fut, en effet, l'un des hommes qui ont le plus contribué au progrès de cette industrie dans notre province<sup>4</sup>.

La résolution est adoptée.

**Le comité** étudie le crédit qui suit<sup>5</sup>: Qu'un crédit n'excédant pas cent sept mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'industrie laitière et inspection des fabriques de produits laitiers. (5 George V, chapitre 31), pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** proteste contre le salaire que recouvrent les inspecteurs pour six ou sept mois complets de travail exclusif. Ces bons employés, dit-il, ne sont payés que \$700 par année. Ils ne peuvent pas vivre, ni faire un travail satisfaisant avec cette pitance. Sur la question des salaires, le gouvernement devrait donner l'exemple en payant convenablement ses employés.

Il s'informe à ce sujet d'une délégation formée de représentants de ces inspecteurs qui sont déjà venus demander au ministre d'augmenter leur salaire.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)**: En effet, dit-il, il a reçu une délégation à ce sujet.

Nous avons un service bien organisé et quand même nous paierions plus cher, nous n'aurions pas un meilleur service. Maintenant, nos inspecteurs reçoivent leur instruction pour rien; leur travail ne dure pas plus de six mois par année, et puis, ils vivent à la campagne où la vie coûte moins cher. Ils sont en somme aussi bien payés que les employés civils à Québec et même ils gagnent plus que certains d'entre eux.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)**: Mais s'ils ne sont pas satisfaits?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

On n'est jamais satisfait de son salaire quand on croit qu'on peut le faire augmenter. Nos fabricants de beurre et de fromage se font de moins bons salaires que nos inspecteurs. Enfin, le service de nos inspecteurs ne dure que six mois et demi par année.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Dans l'Ontario, ne sont-ils pas mieux payés?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

Oui, mais le service est beaucoup plus long.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

**Arpenteurs  
et arpentages**

**M. Laferté (Drummond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 164 amendement les statuts refondus, 1909, relativement aux arpenteurs et arpentages soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité des bills publics en général.

**Heures d'affaires**

**M. Robert (Rouville)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 165 concernant la fermeture à bonne heure de certains établissements et amendement en conséquence les statuts refondus, 1909, les statuts refonds, 1888 et le Code municipal de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité des bills publics en général.

**Messages du Conseil législatif:**

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 11 amendement les statuts refondus, 1909, et l'article 59a du Code civil relativement aux licences de mariage.

**Licences de mariage**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 11 amendement les statuts refondus, 1909, et l'article 59a du Code civil relativement aux licences de mariage. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**Dépôt de documents:****Bibliothécaire  
de la Législature**

M. l'Orateur dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du bibliothécaire de la Législature de Québec. (Janvier 1918 - janvier 1919) (Document de la session no 25)

**Saint-Samuel, comté de Nicolet**

**L'honorable M. Décarie (Maisonnette)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre en date du douze février 1919, concernant la production de copie de toute correspondance entre le gouvernement et la municipalité de la paroisse de Saint-Samuel, comté de Nicolet, depuis 1914, relativement à des octrois pour chemins de colonisation, pour réparation de ponts, etc. (Document de la session no 32)

**Bills privés**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** donne un avertissement solennel aux pétitionnaires. S'ils ne se hâtent de se présenter à la barre, ils verront leurs requêtes impitoyablement rejetées, et elles mourront au feuillet de la Chambre. Il fait remarquer que souvent les avocats intéressés aux bills sont absents lorsque leurs bills sont appelés devant le comité. Il avertit les avocats d'avoir à être prêts à procéder lorsque leurs bills sont appelés et il déclare que l'on n'admettra plus de détails.

**Licences**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quand le trésorier sera-t-il prêt à exposer devant la Chambre le bill amendement la loi des licences de Québec?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Je serai probablement prêt à expliquer ce bill jeudi.

**Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée.

---

**NOTES**

1. M. Charles Ernest Gault étant absent, c'est l'appuyeur qui présente le bill.
2. Un article de ce bill demande la réduction du salaire du maire de Montréal de \$10,000.00 à \$2,000.00 annuellement.
3. Médéric Martin, maire de Montréal.
4. *La Presse* du 26 février 1919 précise que ces éloges ont été faits en termes émus.
5. Il s'agit d'un crédit permanent qui n'a pas à être voté par l'Assemblée législative



Séance du mercredi 26 février 1919

### Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Rapports de comités:

**M. Robert (Rouville):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation. Voici le rapport:

Votre comité s'est réuni, et a étudié certaines questions se rapportant à l'industrie laitière, aux associations d'agriculture et à l'engrais chimique.

**M. Francoeur (Lotbinière):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 114 amendant la charte de la cité des Trois-Rivières;
- bill 104 amendant la charte de la ville de Laval-des-Rapides.

Votre comité fait rapport que les promoteurs des bills 122 détachant certains lots du territoire de la ville de Greenfield-Park et les annexant à la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil, pour fins civiles, municipales et scolaires, et 95 autorisant les syndics d'écoles dissidentes pour la municipalité des Trois-Rivières à prélever des taxes sur les locataires, ont déclaré qu'ils désiraient les retirer.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 162 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec;
- bill 138 concernant la validation du règlement numéro 36 de la corporation de la ville de Montréal-Sud;

Le bill 160 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les ostéopathes a été rejeté.

### Monuments aux soldats morts au champ d'honneur

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 46 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'érection de monuments aux soldats morts pendant la guerre.

Dans ce bill, dit-il, il s'agit d'autoriser les municipalités qui le désireront à voter les sommes nécessaires à l'érection de ces pierres tombales pour commémorer nos valeureux morts ou pour ériger de leur propre initiative des monuments à la gloire des soldats morts au champ d'honneur.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 13 constituant en corporation l'École technique de Sherbrooke;
- bill 15 amendant l'article 61 du Code de procédure civile relativement à la Cour de magistrat de district;
- bill 40 concernant la production, chez le secrétaire de la province, des contrats mentionnés dans l'article 6036 des statuts refondus, 1909;
- bill 44 amendant l'article 6474 des statuts refondus, 1909, concernant les compagnies de chemins de fer;
- bill 78 constituant en corporation le Tiers-Ordre de Saint-Dominique;
- bill 80 amendant la charte de la cité de Fraserville;
- bill 86 concernant la Compagnie d'assurance canadienne britannique "The British Canadian Insurance Company";
- bill 109 amendant la charte du Club Canadien de Montréal;
- bill 123 amendant la charte de la ville de Bedford.

**Questions et réponses:****Subsides, compagnie de chemin de fer  
Québec Montréal & Southern**

**M. Francoeur (Lotbinière):** 1. Le gouvernement a-t-il accordé des subsides à la compagnie de chemin de fer Québec Montréal & Southern?

2. Dans l'affirmative, quelle est la nature de ces subsides?

3. À quelles conditions ces subsides ont-ils été octroyés?

4. La compagnie a-t-elle profité de ces subsides?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

1. Oui.

2. Subvention en terres.

3. Voir 2 George V, chapitres 5 et 6 George V, chapitre 6.

4. Elle a gagné 105,876 acres de terre.

**Demande de documents:****Institutrices en retraite**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance, télégrammes, etc., depuis 1916, entre le gouvernement et les institutrices en retraite.

À l'heure actuelle, explique-t-il, le minimum de la pension payée aux maîtres et maîtresses retraités est de \$75 par année. Cette somme est insuffisante et dérisoire, si on tient compte des années consacrées par ces pensionnaires à la cause de l'instruction publique. N'y a-t-il pas eu de plaintes écrites transmises au gouvernement à ce sujet, et est-ce l'intention du gouvernement de l'augmenter?

Les institutrices en question se sont plaintes souvent elles-mêmes de l'insuffisance de la pension que le gouvernement leur accorde. Cette pension, en effet, n'est pas raisonnable; elle ne peut permettre à ces personnes qui se sont dévouées leur vie durant à l'enseignement de nos enfants de faire face au coût de la vie.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)<sup>1</sup>:** Depuis quelques années, le gouvernement provincial n'a rien négligé pour améliorer le sort des institutrices en

retraite. Le fonds de pension est basé sur une souscription des institutrices.

À ces délégations qui sont venues me voir, le gouvernement a répondu qu'elles pouvaient compter sur une pension raisonnable.

Le gouvernement a reçu, en effet, des requêtes et au moins deux délégations à ce sujet. Aux réclamations écrites, dit-il, il a répondu que rien ne ferait plus plaisir au gouvernement que de les agréer. Celui-ci veut encourager autant que possible l'instruction publique, non seulement en récompensant les vieux serviteurs qui en sortent, mais encore en présentant aux jeunes gens qui ont la vocation pédagogique les avantages de la carrière, la sécurité pour les vieux jours.

En 1909, la moyenne de pension payée était de \$20 à \$25. Le gouvernement provincial a considérablement augmenté cette pension depuis. Le minimum payé aujourd'hui s'élève à \$75. Il fait remarquer aussi que, tenant compte des salaires payés et de la proportion, c'est la province de Québec qui paie, à l'heure actuelle, des pensions les plus élevées de tous les pays, aux instituteurs et institutrices en retraite.

Il déclare qu'il pourrait citer le rapport de l'Institut Carnegie, qui a fait une étude approfondie sur la question et qui place la province de Québec à la tête de tous les pays pour les fonds de pension aux éducateurs. Le gouvernement provincial veut faire tout son possible pour récompenser celles qui ont consacré une grande partie de leur vie à l'enseignement. Sans faire de promesses, il ne peut dire cependant si le budget est en état d'augmenter les pensions et si le gouvernement pourra faire quelque chose dans ce sens au cours de la présente session. S'il y a possibilité le gouvernement le fera avec un grand plaisir.

Le gouvernement a mis la question à l'étude. Ce n'est pas là une formule banale, mais une chose très sérieuse. Il tient à ce que ses paroles ne soient pas prises pour une promesse. Pour le moment, il n'est pas en position de dire oui à la question du chef de l'opposition, mais il n'est pas non plus en position de dire non.

**M. Francoeur (Lotbinière)** a, dit-il, eu l'honneur de présenter au premier ministre une délégation de ces institutrices en retraite. Pour lui aussi, cette pension de \$75 n'est pas suffisante: Il décrit la situation des institutrices à la retraite qui ont formé une association. La présidente de cette association habite son comté. Elle lui a exposé récemment le cas de détresse excessive d'une

ancienne maîtresse qui avec ses \$75 par mois (sic) ne réussissait pas à payer sa pension dans un asile pour les vieillards. Ce dont on se plaint surtout, c'est du minimum de \$75, les institutrices mieux favorisées ne se montrent pas mécontentes de leur sort.

Peut-être serait-il possible de remédier à cette situation en faisant une retenue plus forte sur les salaires des institutrices. À l'heure actuelle, cette retenue n'est que de 2 à 4 %.

Il cite des cas à ce sujet. Ces personnes, déclare-t-il, ne peuvent pas vivre présentement avec cette pension. Mais il est heureux de savoir que le gouvernement va faire son possible pour se rendre aux demandes des institutrices pensionnaires de la province et, au nom de cette association, il remercie le gouvernement de ce qu'il a fait pour elles et exprime l'espoir qu'on fera davantage, à mesure que les finances de la province le permettront.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le représentant de Lotbinière (M. Francoeur) a soulevé des points intéressants. Les cas signalés par le député de Lotbinière forceront, sans doute, le gouvernement à agir le plus vite possible. Si les finances de la province sont aussi excellentes que le dit le trésorier, il est facile pour le gouvernement de se rendre aux demandes de ces personnes. Il réfute les arguments du premier ministre.

Le député de Lotbinière a remercié celui-ci de ce qu'il se proposait de faire, mais j'ai compris par contre que le premier ministre ne s'était engagé à rien. La question est à l'étude et voilà tout ce qu'on en a su, mais il semble que cette question ne doive pas nécessiter une étude très approfondie.

Le premier ministre a prétendu que, toutes choses égales, d'ailleurs, c'est la province qui paie le plus cher ses institutrices en retraite, mais il a eu soin de ne pas dire que c'est aussi dans cette même province de Québec que ceux et celles qui se dévouent à l'enseignement sont pendant leur temps d'activité les plus mal payés du monde.

Le gouvernement doit tenir compte du fait que ces institutrices ont peiné souvent pendant un quart de siècle dans l'intérêt des enfants de cette province et, par conséquent, pour le plus grand bien intellectuel de la province. J'espère que le gouvernement précisera ses promesses et qu'il me donnera, avant la fin de la session, une nouvelle occasion de parler sur cette intéressante question.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** réaffirme sa décision de ne rien négliger pour améliorer le sort de nos éducateurs.

La proposition est adoptée.

#### **Voirie dans Vaudreuil et Soulanges**

**M. Farand (Soulanges)** propose, appuyé par le représentant de Laprairie (M. Cédilot) qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance, de tous documents se rapportant à la construction des ponts entre Vaudreuil et Sainte-Anne-de-Bellevue et à l'établissement d'une route entre l'île de Montréal et la frontière de la province et passant par les comtés de Vaudreuil et Soulanges.

Le comté de Soulanges, dit-il, est sur une distance de plusieurs milles de la frontière interprovinciale et il a toujours été la route de communications par terre la plus naturelle, la seule même entre Ontario et Québec; à certaine époque, tout le trafic entre les deux provinces passait par ce comté. Si, en raison des nouvelles conditions créées par le développement de la navigation et des chemins de fer, les choses ont un peu changé à ce point de vue, les belles paroisses ont conservé leur attrait pour les touristes et les citoyens qui y font leur rendez-vous au cours de la belle saison, Saint-Zotique, Coteau-du-Lac, Les Cèdres et Coteau-Landing sont autant de localités où la nature a prodigué ses beautés et où les populations des villes vont chercher le repos, le bon air.

Les électeurs de Soulanges, comme tous les autres, ont approuvé la politique des bons chemins inaugurée en 1912 par le présent gouvernement. Je trouve également cette politique propice et je voudrais la voir s'étendre sur chaque point qui se prête à concourir à cet objet.

Le comté de Soulanges, par sa proximité de l'Ontario, nécessite de ces grandes routes nationales qui conduiraient à la métropole du pays. Cette route devrait partir, selon moi, du pont projeté de Vaudreuil, à un point déterminé de la ligne interprovinciale. Le parcours le plus avantageux pourrait être tracé par les ingénieurs. Deux tracés s'offrent à l'étude d'abord. Le premier de Rivière Beaudet, passant par Saint-Zotique, Coteau Landing, longeant le canal Soulanges et aboutissant aux Cascades, à la ligne qui sépare les terres de la paroisse des Cèdres, dans Soulanges et la paroisse de Vaudreuil. Allant à Lancaster, Ontario, cette route mesurerait 26 milles de longueur, y compris les 42 milles dans le comté de Vaudreuil qui sont déjà macadamisés.

Je n'ai aucun doute, M. l'Orateur, que les contribuables de la paroisse Sainte-Zotique seraient prêts à contribuer pour une bonne part à la construction de cette route interprovinciale si ce n'est que pour une distance de deux milles entre les villages de Sainte-Zotique et le rang de Saint-Thomas, terrain mouillé par les eaux du lac Saint-François, là où il ne se fait aucune culture et là aussi où il n'y a aucune habitation. Il faudrait donc, M. l'Orateur, pour cette partie, que le gouvernement prenne l'initiative de la construire presque entièrement à ses frais. Voilà pour la première route projetée.

La deuxième route partirait d'un point déterminé dans la paroisse de Saint-Télesphore, à Dalhousie Station, sur la frontière ontarienne, passant par le village de Saint-Télesphore pour se diriger vers Saint-Polycarpe, continuer par le chemin du Ruisseau, paroisse de Saint-Clet, jusqu'à Pont-Château, passant par le chemin Chénier, traversant les rangs de Saint-Emmanuel, Saint-Dominique, Saint-Féréol, dans Soulanges, passant ensuite à Saint-Lazare Station, dans Vaudreuil, et finalement joindrait une route empierrée dans Vaudreuil. Cette route mesurerait 27 milles et relierait cinq paroisses en plein centre du comté.

Les comtés de Glengary et de Prescott sont déjà à construire une route à travers ces deux comtés à partir de Hawkesbury. Cette deuxième route serait à l'effet de faciliter les touristes venant d'Ottawa qui, après avoir suivi la rivière Ottawa jusqu'à Hawkesbury, traverseraient les comtés de Glengary, de Prescott, de Soulanges et de Vaudreuil.

Les diverses associations des bonnes routes des deux provinces, celles des automobilistes, ont maintes fois exprimé le désir, de même que les municipalités intéressées d'avoir cette route, et elles y contribueraient sans doute.

Le gouvernement, en choisissant l'un ou l'autre de ces tracés, qui pourraient être modifiés ou amendés après examen du territoire, ferait, selon moi, preuve d'un grand esprit progressif et de sagesse et répondrait au vœu général qui réclame une route interprovinciale.

Un autre point que je voudrais toucher avant de reprendre mon siège, est celui de la construction des ponts entre les rives de Vaudreuil et l'île Perrot et de cet endroit à Sainte-Anne-de-Bellevue.

Les deux gouvernements d'Ottawa et de Québec<sup>2</sup> ont déjà été maintes fois approchés par des délégations à ce sujet. On a toujours remis les choses. J'ai pris, cependant, connaissance de certains documents qui me font voir que le gouvernement

provincial serait prêt à seconder le travail du gouvernement fédéral dans ce sens. Mais les négociations restent toujours stationnaires.

Il y a plusieurs années, l'ancien ministre des Travaux publics à Ottawa, l'honorable et regretté F. D. Monk, a promis que le gouvernement fédéral contribuerait pour 50 % du coût, si le gouvernement provincial de Québec défrayait 35 % et les municipalités intéressées le 15 % restant. Malheureusement, la question n'a jamais été réglée.

Il démontre sommairement les avantages de cette construction au point de vue agricole. Il conclut en renouvelant au gouvernement sa demande de se rendre au vœu de la population des comtés de Soulanges et de Vaudreuil.

Il me semble, M. l'Orateur, que le gouvernement devrait hâter la résolution de ce problème en demandant au gouvernement fédéral ce qu'il est disposé de faire et lui faire part, en même temps de ce que lui-même est en état de contribuer. La construction de ces ponts s'impose, non seulement pour remplir l'objet d'une route interprovinciale, mais surtout pour la facilité des deux comtés intéressés.

**M. Pilon (Vaudreuil)** appuie énergiquement son collègue de Soulanges et il demande instamment au gouvernement de hâter la construction de cette route qui sera l'une des plus utiles que jamais le gouvernement aura établies. Il importe de relier les communications entre Montréal et Ottawa par cette route et ces ponts. Maintenant que la guerre est finie et que l'on parle partout de reconstruction, il est temps plus que jamais de donner suite à ce projet de route. Et je prierai le chef de l'opposition de faire des instances à ce sujet auprès du gouvernement d'Ottawa pour obtenir de lui qu'il paie la quote-part de la construction des ponts réclamés par le représentant de Soulanges (M. Farand).

Ce serait, dit-il, une entreprise trop dispendieuse pour qu'elle fût payée par le seul gouvernement provincial.

(Applaudissements)<sup>3</sup>

**M. Miles (Montréal-Saint-Laurent)** s'exprime en faveur de la construction de deux ponts reliant les deux îles et insiste également sur la nécessité de la construction d'un pont sur la rivière Ottawa, près de Pointe-Fortune. Il dit croire que le gouvernement d'Ottawa est prêt à contribuer une somme de \$50,000 dans le coût d'une telle structure.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** félicite le proposeur de la motion et ses secondeurs de l'éloquence avec laquelle ils ont plaidé leur cause. Il rappelle que le projet fut discuté, il y a quelques années, par le ministre des Travaux publics fédéral, M. Monk, qui promit son concours. Il n'est pas possible que le gouvernement provincial entreprenne ces travaux seul; il lui en coûterait \$300,000, alors que le budget des ponts n'est que de \$265,000 pour toute la province, cette année.

Il est d'avis que les municipalités devraient partager la charge des deux gouvernements. Quant à lui il n'hésite pas à déclarer que, si l'occasion s'en présente, le gouvernement provincial fera largement sa part. Ottawa doit dépenser une somme considérable dans les diverses provinces pour l'amélioration de la voirie où les ponts sont nécessaires à une route. Il n'est donc pas improbable que le gouvernement fédéral ne soit disposé à laisser dépenser pour cette entreprise une partie de la somme qui sera remise aux provinces.

Si le gouvernement fédéral et les municipalités veulent faire leur part, le gouvernement provincial ne restera pas en arrière.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), que le débat soit ajourné.

Adopté.

### **Chemin Montréal-Hull**

**M. Hay (Argenteuil)** propose, appuyé par le représentant de Shefford (M. Bullock) qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance, documents, pétitions, etc., concernant le chemin projeté Montréal-Hull, sur la rive nord de la rivière Ottawa.

C'est l'un des principaux chemins de la province et il devrait être considéré comme une route provinciale.

Il espère que, la guerre finie, on va s'occuper de réaliser ce projet. Il n'aime pas qu'on parle de la nécessité de tels travaux pour les touristes; ce sont les cultivateurs qu'il importe avant tout de favoriser.

**M. Lévesque (Laval)** souligne l'importance du projet pour la classe agricole qui alimente les marchés de Montréal. La réalisation en serait facilitée par les routes déjà construites des comtés de Laval, Deux-Montagnes et Terrebonne. Laval a déjà

commencé ses travaux, il y a cinq ans et il les poursuit activement.

**M. Caron (Ottawa)** insiste sur la nécessité de cette route et remarque combien les cultivateurs réalisent maintenant mieux que jamais les avantages de la politique des bons chemins préconisée par le gouvernement, puisque nos licences d'automobiles sont quatre fois plus élevées que celles d'Ontario, il importe de leur donner des routes perfectionnées en proportion.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** ne croit pas devoir insister sur la nécessité urgente de cette route, et il faut que le gouvernement se hâte de la construire. Il rappelle qu'il y a déjà trois ans, le ministre de la Voirie a promis cette route; il ne s'agit pas de démontrer maintenant l'importance des routes, il faut voir à réaliser ces projets; il faudrait que les travaux commençassent dès le printemps.

Il profite de l'occasion pour demander au ministre si le gouvernement a l'intention de modifier sa politique des bons chemins, quant à ce qui regarde les routes dites régionales, et s'il a l'intention de commencer les travaux de la route en question, au printemps.

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières):** Le gouvernement provincial est bien disposé en faveur de ce projet de chemin Montréal-Hull. Le relevé et les estimés que le ministre avait promis de faire préparer ont été exécutés et soumis aux diverses municipalités intéressées. Ces dernières se sont mises à l'œuvre immédiatement.

Les travaux sont très avancés et seront poussés activement au cours de la prochaine saison, et le gouvernement aidera en autant qu'il le pourra.

Quant au changement dont parle le chef de l'opposition dans la politique du gouvernement relativement aux routes régionales, aucune décision n'a encore été arrêtée. On attend l'action du gouvernement fédéral au sujet des octrois promis aux provinces pour la voirie. On ne peut pas prendre de décision avant.

La proposition est adoptée.

### **Fréquentation scolaire**

**M. Tessier (Rimouski)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Hochelaga (M. Létourneau), qu'il soit déposé sur le bureau de cette

Chambre une copie de la résolution adoptée par le comité catholique de l'instruction publique à sa séance du 5 février 1919, concernant la fréquentation scolaire.

Adopté.

### **Comptables de la province de Québec**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que la chambre se forme en comité général pour étudier le bill 63 constituant en corporation les comptables de la province de Québec.

Adopté.

#### **En comité:**

Le comité étudie les articles et le préambule qui se lit comme suit:

"Attendu que l'Association des comptables de Montréal et l'Institut des comptables et auditeurs de la province de Québec ont, par leurs pétitions, représenté:

"qu'ils ont été antérieurement constitués en corporation dans le but d'augmenter la compétence et le savoir de leurs membres et de rendre ainsi des services plus efficaces à l'industrie et au commerce, et qu'il est maintenant devenu opportun de grouper les membres de ces deux associations, ainsi que les autres comptables qualifiés de la province, en une seule corporation, à laquelle seront conférés certains pouvoirs particuliers et des avantages spéciaux;

"Attendu qu'il est à propos d'accéder à la demande contenue dans lesdites pétitions;

"À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:"

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** dit qu'il est dans l'intérêt public que ce bill soit adopté. Les comptables agréés, affirme-t-il, ne s'y opposent pas et leur représentant, Aimé Geoffrion, K. C., l'a déclaré au comité des bills publics, demandant qu'ils soient considérés comme entièrement qualifiés pour exercer en tant que comptables publics en vertu du bill. Il s'agit pour eux d'une question de droits acquis.

Le but qu'on se propose est de former une corporation de comptables dans le genre de celles des architectes, des ingénieurs, du Barreau, etc., afin d'en faire une profession et protéger les comptables publics. Les comptables privés ne sont pas concernés.

Il était, dit-il, également prêt à exempter des clauses pénales du bill ceux qui agissent à titre de comptables pour des firmes privées. Il exprime de plus sa volonté de rencontrer les gouverneurs des deux universités montréalaises et d'implanter avec eux un important bureau d'examineurs pour les futurs membres de l'association.

Il traite longuement de l'avantage d'avoir le contrôle de la comptabilité publique et de ce que cela représentera pour l'avenir des jeunes hommes qui souhaitent entrer dans cette carrière.

Il explique qu'on veut tout simplement par cette mesure relever le niveau de la profession de comptable et assurer aux aspirants la protection accordée aux membres des professions libérales<sup>4</sup>.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes), M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis), M. Lévesque (Laval) et M. Létourneau (Québec-Est)** y voient la création d'un monopole et le considèrent absolument inopportun à tous égards. On signale le danger de fermer la profession à nombre d'aspirants et de créer une classe de privilégiés au détriment du plus grand nombre.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** parle dans le même sens. Nous allons, dit-il, créer une nouvelle profession fermée qui établira dans quelque temps un tarif, si elle ne l'a pas établi déjà. Et vous donnerez de la sorte de nouvelles raisons aux ouvriers qui peinent pour quelques dollars par jour de se croire lésés quand on dénonce leurs unions, alors que des professions se forment et se ferment, qui permettent à leurs membres de gagner des minimum de vingt dollars par jour pour huit heures de travail.

Il n'y a plus aujourd'hui de raison de créer des classes privilégiées quand l'instruction se développe à pas de géants dans la province<sup>5</sup>.

Le bill tend à obliger les corporations municipales à faire appel aux services des membres de l'association. (Applaudissements)

Le préambule, étant mis aux voix, est rejeté.

Le comité, ayant étudié le bill, se lève sans faire rapport<sup>6</sup>.

### **Sanatorium Sainte-Agathe-des-Monts**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 45 concernant le contrat passé entre le gouvernement de la province

de Québec et le gouvernement du Canada, relativement au sanatorium de Sainte-Agathe-des-Monts soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

#### Sociétés d'agriculture

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau) qu'à sa prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 49 concernant les allocations aux sociétés d'agriculture.

Adopté.

#### Messages du lieutenant-gouverneur:

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** transmet à M. l'Orateur le message suivant de Son Honneur le lieutenant-gouverneur:

**M. l'Orateur** lit ledit message comme suit:

Messieurs de l'Assemblée législative,

Il m'est très agréable d'accuser réception de l'adresse que vous m'avez votée en réponse au discours du trône, et je vous offre mes sincères remerciements.

Charles Fitzpatrick,  
lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec

Hôtel du gouvernement  
Québec, le 26 février 1919

#### Dépôt de documents:

##### Recettes et dépenses, 1918

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** dépose, sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 4 février 1919, concernant l'état des recettes et dépenses du premier juillet 1918 à cette date. (Document de la session no 33)

#### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée<sup>7</sup>.

#### NOTES

1. Dans *Le Devoir* du 27 février 1919, page 2, Louis Dupire remarque qu'il n'est pas rare de voir le premier ministre se substituer au secrétaire provincial (l'honorable M. Décarie) pour répondre à sa place sans que l'intéressé s'en plaigne.

2. Le *Montreal Herald* du 27 février 1919, page 3, écrit plutôt que ce sont les gouvernements du Québec et de l'Ontario qui ont été sollicités à ce sujet.

3. M. Pilon est whip du Parti libéral.

4. *Le Devoir* du 27 février 1919, page 2, signale que M. Létourneau et M. Bercovitch ont maintes fois interrompu le député de Montréal-Hochelaga, pendant son exposé.

5. Le *Montreal Herald* du 27 février 1919, page 3, note que ce débat a été vif (lively).

6. Ce qui a pour effet de tuer le bill.

7. Après la levée de la séance, plusieurs députés présentent des requêtes portant près de 80,000 signatures demandant pour la plupart de tolérer la bière, dans les amendements à la loi de prohibition; quelques-unes de ces requêtes demandent le vin et la bière. Le bureau du premier ministre, écrit *Le Devoir*, en est couvert.

**L'honorable M. Gouin:** (Aux petits pages qui apportent les requêtes) Portez les documents à mon cabinet de travail, ils en trouveront beaucoup d'autres.

**Un député** demande l'opinion du premier ministre.

**L'honorable M. Gouin:** Ce n'est certainement qu'une opinion.





Séance du jeudi 27 février 1919

### Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Rapports de comités:

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 129 concernant la succession de l'honorable Jos.-Octave Villeneuve;
- bill 136 concernant la succession de feu Isaïe Hurtubise, fils.

**M. Francoeur (Lotbinière):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 62 concernant la Compagnie Lecavalier & Riel, limitée.

Et, avec amendements, le bill suivant:

- bill 106 amendant la loi constituant en corporation la ville de Montréal-Est.

**M. Bullock (Shefford):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 73 concernant la compagnie du chemin de fer de la vallée de la rivière Madeleine.

### Actes de succession

**Un député pour l'honorable M. Mitchell (Richmond)** demande la permission de présenter le bill 175 ratifiant certains actes de transport de biens de succession sujets à l'impôt<sup>1</sup>.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Instruction publique

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions concernant le bill 12 amendant les statuts refondus, 1909, concernant l'instruction publique.

Adopté. Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### En comité:

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** propose: 1. Qu'avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, un professeur d'écoles normales ou un inspecteur d'écoles nommé membre du service civil pourra transporter au fonds de pension du service civil les retenues qui sont à son crédit dans le fonds de pension des fonctionnaires de l'enseignement primaire, et que ses années de professorat ou d'inspection lui seront comptées comme s'il les avait passées dans le service civil, nonobstant les dispositions de l'article 686 des statuts refondus, 1909.

2. Qu'en sus des avantages que les fonctionnaires de l'enseignement primaire peuvent comprendre comme faisant partie de leur traitement pour l'évaluation de leur pension, suivant les dispositions de l'article 3027 des statuts refondus, 1909, les primes et les gratifications seront comptées au nombre de ces avantages.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier qui sera chargé de l'étude du bill 12 amendant les statuts refondus, 1909, concernant l'instruction publique.

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** propose, selon l'ordre du jour que le bill 12 amendant

les statuts refondus, 1909, concernant l'instruction publique soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. (Applaudissements)<sup>2</sup> Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Bureau de placement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 16 amendant la loi relative aux bureaux de placement pour les ouvriers.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose: Que le traitement annuel du surintendant des bureaux de placement pour les ouvriers ne sera plus limité à la somme de mille piastres par année, suivant les dispositions de l'article 2520c des statuts refondus, 1909.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre. Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier qui sera chargé d'étudier le bill 16 amendant la loi relative aux bureaux de placement pour les ouvriers.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 16 amendant la loi relative aux bureaux de placement pour les ouvriers soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Département du Travail**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions concernant le Département du Travail.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer un sous-ministre du travail, lequel, sous la direction du ministre des travaux publics et du travail, aura la direction de toutes les matières relevant du département des Travaux publics et du travail qui pourront lui être assignées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

2. Que le sous-ministre qui sera nommé en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions pourra aussi, soit seul, soit conjointement avec lui, remplir les devoirs de l'inspecteur en chef des établissements industriels.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier qui sera chargé d'étudier le bill 22 concernant le Département du Travail.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 22 concernant le Département du Travail soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Asiles d'aliénés

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 14 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les asiles d'aliénés soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je me suis appuyé sur l'article 123 des règlements pour faire ma motion de fond demandant de rescinder le bill 14.

La Chambre ayant décidé que je devais procéder par un avis de motion, j'ai donné cet avis conformément à l'article 209 des règlements.

Le bill dit ce qui suit: "L'article suivant est inséré dans les statuts refondus, 1909, après l'article 4098:

"4003*a*. Lorsque le surintendant médical croit qu'il est dans l'intérêt de la santé d'un aliéné de l'occuper à certains travaux manuels que son état permet, le produit de la vente de ces travaux, s'il en est, est versé entre les mains du trésorier de la province pour faire partie du fonds destiné à l'entretien des aliénés."

La clause 3 du bill retranche le paragraphe 2 de l'article 4103. Et le paragraphe 2 dit que "les municipalités de comté, de cité ou de ville, et les personnes tenues en loi à l'entretien d'un aliéné, dont le coût d'entretien de séjour et de traitement dans un asile est aux frais du gouvernement et des

municipalités ne contribuent pas au paiement de ses dépenses d'entretien, de séjour ou de traitement dans l'asile pendant les premiers six mois de son internement".

Si le bill devient loi, les municipalités paieront pour six mois de plus, sans recevoir leur part de revenus du travail des aliénés.

Or, l'article 447 des règlements de cette Chambre dit que lorsqu'un bill public a pour objet principal l'imposition de quelque charge nouvelle ou additionnelle sur les revenus publics ou sur le peuple, il ne peut être présenté qu'après qu'une résolution ayant le même objet ait été recommandée par le lieutenant-gouverneur, prise en comité plénier et agréée par la Chambre. Le paragraphe "C" de l'article 447 s'applique au bill 14 présenté par le secrétaire provincial, ce bill imposant le paiement des droits qui doivent être versés au trésor de la province. Le paragraphe 8 de l'article 17 dit que les dispositions sujettes à la recommandation du lieutenant-gouverneur sont nulles et sans effet si elles n'ont pas été recommandées conformément à l'article 447. (Bourinot, page 640)

Aucune résolution n'a été présentée en comité plénier et agréée par la Chambre et il n'a pas été annoncé à la Chambre que permission du lieutenant-gouverneur avait été accordée à l'égard de ce bill.

Je soumets donc que, pour les raisons que je viens d'énumérer, l'adoption du bill par cette Chambre est irrégulière et de nul effet.

Il me reste à qualifier l'acte du gouvernement qui s'est rendu coupable d'un pareil mépris des règlements de la Constitution qui nous régit et des droits sacrés des députés de cette Chambre. Le gouvernement a méprisé les prérogatives du lieutenant-gouverneur. Je sais que les règlements ne me permettent pas, comme je le voudrais, de qualifier ce révoltant abus de pouvoir. Comment, s'il est sincère et honnête, le Parti libéral qui se proclame apôtre de la démocratie et des droits du peuple et gardien scrupuleux des prérogatives des députés, oui, comment pourra-t-il excuser le gouvernement qui nous donne le douloureux exemple d'une autocratie à nulle autre pareille.

Le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Taschereau), pour satisfaire le sentiment qui nourrit constamment son cœur, a parlé de l'échantillon de ceux qu'il traite comme des ennemis. Quel triste échantillon nous offre aujourd'hui son gouvernement!

Le gouvernement veut évidemment, sournoisement se créer une nouvelle source de revenus aux dépens des municipalités. Le

gouvernement impose de nouvelles obligations aux municipalités, et il veut en même temps garder pour son trésor tout ce qu'il va retirer du travail des aliénés. Les municipalités payent la moitié du coût de l'entretien des aliénés; le gouvernement paye l'autre moitié. Les municipalités devraient retirer la moitié du revenu - le gouvernement dit: "Non, tout pour moi".

D'un autre côté, je sais que les autorités des asiles de Beauport, Saint-Jean-de-Dieu et de Verdun s'opposent à ce bill. Elles ont exposé que jusqu'ici les aliénés, patients publics qu'elles avaient sous leur garde, fournissaient la plupart volontairement et un certain nombre d'autres forcément mais à la demande du surintendant qui considérait pour eux ce travail ou moyen de leur cure, fournissaient, dis-je, un travail de ferme dont le profit retournait à l'institution; que c'était là pour elles une source de revenus assez considérables et surtout un service précieux, vu la rareté de la main-d'œuvre et l'étendue des fermes qu'elles ont à cultiver; que la loi projetée, permettant au surintendant provincial d'occuper les aliénés publics à certains travaux manuels, les priverait sûrement des avantages et des services considérables que le travail des aliénés leur rapportait, attendu que le produit du travail des aliénés en vertu de la nouvelle loi retournerait au trésor provincial; que ces travaux manuels, dont parle la clause 2 du bill 14, seront nécessairement partagés en diverses branches de métier et nécessiteront un nombre plus considérable de gardes et d'infirmiers; que la dite loi les forcera à établir des ateliers dont l'outillage et le maintien seront dispendieux.

La principale objection que les sœurs voient à la mesure projetée est que celle-ci constitue un premier pas vers le contrôle de l'État dans des établissements absolument privés dont elles ont toute l'administration, tout le contrôle et toute la responsabilité. L'application de cette loi aura pour résultat de faire deux maîtres dans la même institution et, à part le gros préjudice financier que la loi comporte pour elles, cette loi également dans son application permet de la part du département provincial une immixtion qui ne saurait être tolérée dans leur établissement.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Le bill en question n'a pas besoin d'être précédé de résolutions et il cite plusieurs autorités pour soutenir cette opinion, entre autres Bourinot.

D'après ce dernier, une résolution n'est pas nécessaire lorsque l'argent ne va pas au trésor public et quand ce n'est pas une charge pour le peuple. Dans

le cas du bill, il n'y a aucunement charge sur le peuple et l'argent ne va pas au trésor public.

D'ailleurs, nous soumettons la question au Président de la Chambre. Nous avons pour nous l'opinion de nos officiels en loi et nous en prenons la responsabilité.

Contrairement à ce qu'a déclaré le chef de l'opposition, le bill a été expliqué comme il devait l'être et il a passé par toutes les phases régulières de la procédure parlementaire. Le gouvernement ne désire que le bien des malades et des institutions qui les hospitalisent. Ces dernières n'ont rien à craindre de ce bill.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** consent à s'en rapporter à la décision de l'Orateur.

**M. l'Orateur** dit qu'il rendra sa décision demain au sujet de la question qui lui a été soumise par le premier ministre.

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** propose, appuyé par le représentant de Richmond (l'honorable M. Mitchell), que le débat soit ajourné.

Adopté.

### Compagnies et corporations

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 20 concernant certaines compagnies et corporations soit maintenant lu une deuxième fois.

Deux considérations différentes ont motivé la législation sur les corporations et les sociétés à fonds social. La première, c'est qu'il importe de mettre à la disposition du commerce et de l'industrie, dans la période de réorganisation dans laquelle nous entrons, un mode facile de créer et d'administrer les sociétés par actions et les corporations qui sont un facteur si important du commerce et de la production industrielle.

La seconde est que les décisions du Conseil privé dans les soumissions des compagnies et des assurances et dans la cause de Bonanza<sup>3</sup>, ayant donné aux compagnies provinciales le même pouvoir de faire des affaires hors de leur province d'origine qu'aux compagnies fédérales, rendaient nécessaire que la législation provinciale répondît aussi bien que celle du Canada aux exigences du commerce moderne.

Ce n'est pas que notre législation souffre de la comparaison avec celle de la plupart des autres législations à ce sujet<sup>4</sup>.

Nos propres lois ne contiennent pas de dispositions permettant les transactions nouvelles auxquelles se sont livrés dans ces dernières années le commerce et la finance.

Elles sont sous ce rapport, à peu de chose près, à la même phase que le sont les lois des différentes provinces de la Confédération. Il importe maintenant de leur faire faire un pas en avant, afin de mettre à la disposition des hommes d'affaires tout ce qui est requis pour leur permettre de ne pas être gênés dans le développement de leur industrie et la poursuite de leur commerce.

Nous nous sommes attachés dans les modifications que nous avons fait subir à nos lois actuelles, de réaliser trois choses.

En premier lieu, nous avons voulu faciliter la formation de la compagnie en supprimant toutes les formalités inutiles, y compris les annonces quelquefois très dispendieuses qui n'étaient pas absolument nécessaires pour notifier au public le fait de la création des nouvelles compagnies.

En second lieu, nous nous sommes efforcés de rendre plus souple le fonctionnement de la compagnie, en faisant disparaître des restrictions inutiles qui ne pouvaient se réconcilier<sup>5</sup> avec les méthodes modernes, sans toutefois bannir les dispositions qui protégeaient le public ainsi que les intérêts des actionnaires eux-mêmes et des créanciers.

Enfin, nous avons fait notre possible pour que les grandes et les petites bourses soient protégées contre les affaires équivoques ou frauduleuses, ou au moins ne laissent écouler<sup>6</sup> les deniers qu'à bon escient et après avoir eu toute l'opportunité voulue pour se rendre compte de la nature du placement, tant en actions qu'en obligations qui était offert.

Avant d'exposer de quelle manière nous avons essayé de réaliser ces trois objets, il est bon de faire brièvement l'historique de notre législation.

Les premières lois dans cette province sur les compagnies à fonds social remontent à 1868. La Législature, à cette époque, adopte deux lois, l'une, le chapitre 24 de la loi 31 Victoria, appelée: "Acte des clauses générales à fonds social" relative aux compagnies constituées par l'Acte de la Législature; la seconde, le chapitre 25, intitulée: "Acte concernant l'incorporation des compagnies à fonds social", relative aux compagnies constituées par lettres patentes du lieutenant-gouverneur en conseil et, plus tard, après un amendement du lieutenant-gouverneur de la province. Ces lois, après divers amendements, furent incorporées dans les statuts refondus de Québec, 1888 (arts. 4651 à 4753).

En 1907, une loi complètement nouvelle relative aux compagnies par lettres patentes, 7 Édouard VII, chapitre 48, fut adoptée. Cette loi était, à peu de chose près, la reproduction de la législation fédérale qui, elle-même, portait l'empreinte de la législation anglaise de 1862. Notre loi de 1907 passa, après de légères modifications, dans les statuts refondus où elle subit des changements assez considérables.

D'un autre côté, la loi relative aux compagnies créées par charte de la Législature n'a subi que quelques légers changements depuis 1888, en sorte que, quoiqu'à l'origine ces dispositions fussent en tous points semblables à celles de la loi concernant les compagnies incorporées par lettres patentes sur des points analogues, elle est, à l'heure qu'il est, très différente de cette dernière. Dans la mesure du possible, nous proposons des règles semblables pour les mêmes points.

Nous avons aussi introduit des dispositions nouvelles en ce qui concerne la formation de corporations qui n'ont pas de fonds social, lorsqu'il s'agit d'associations formées sans intention de profit, par exemple dans un but littéraire, social, religieux, athlétique, etc. Les associations de ce genre, sauf dans quelques cas très particuliers et très limités, doivent en vertu de notre système s'adresser à la Législature pour être constituées en corporation. Nous avons mis à leur disposition une manière facile et peu dispendieuse de se constituer.

Notre projet est, en conséquence, divisé en trois parties: la première, qui est relative aux compagnies par actions, constituées par lettres patentes; la seconde, qui traite des compagnies à fonds social, constituées par charte de la Législature; et, enfin, la troisième partie qui a trait à la constitution des corporations sans capital social.

La loi nouvelle concernant les compagnies créées par lettres patentes s'appliquera à toutes les compagnies qui seront créées à l'avenir, ainsi qu'à toutes celles qui l'ont été depuis la loi de 1868, sauf en ce qui regarde les compagnies de chemin de fer, d'assurance et de fidéicommis, ainsi que celles pour lesquelles il existe des lois particulières, comme par exemple, les compagnies minières, les compagnies de téléphone, télégraphe, d'aqueduc et autres semblables. Nous avons hésité à faire passer toutes les compagnies sous la même législation, car nous avons craint que les inconvénients qui pourraient en résulter fussent considérables, et nous étions attirés vers une solution différente par la législation de 1907, 7 Édouard VII, qui avait conservé la législation antérieure pour les compagnies existant

lors de son entrée en vigueur. Nous avons cru, cependant, que nous pouvions adopter cette uniformité en donnant au lieutenant-gouverneur le pouvoir de modifier, par lettres supplémentaires, les chartes des compagnies existant antérieurement, si des modifications étaient nécessaires pour assurer le fonctionnement de ces compagnies, sous l'empire de la législation que nous proposons (5969).

Dans le but de rendre moins dispendieuse la formation des nouvelles compagnies, nous avons, à l'instar de la législation fédérale et de celle de presque toutes les provinces, supprimé toutes les annonces de la création de la compagnie autres que celles dans la *Gazette officielle*.

Nous avons introduit dans le projet plusieurs innovations.

À l'avenir, on pourra se faire autoriser en créant une compagnie ou en obtenant des lettres patentes supplémentaires à émettre des actions sans valeur nominale ou au pair, et nous avons entouré les compagnies de ce genre de restrictions telles que les actionnaires eux-mêmes et les tiers qui transigent avec les compagnies seront parfaitement protégés. (article 5962*a*).

L'article 5967*d* permet de faire constituer en compagnie par actions une corporation formée en vertu de la troisième partie de la loi, sans capital-action.

Nous avons, par l'article 5967*e*, permis à deux compagnies de se fusionner, de telle sorte que l'identité de l'une et de l'autre cessera d'exister; mais nous avons, en même temps, pris toutes les précautions possibles pour que cette fusion ne rendît pas caduque la responsabilité des compagnies fusionnées et ne lésât pas les droits de leurs créanciers.

L'article 5973*a* permet à la compagnie de renoncer à sa charte lorsqu'elle n'a ni dettes ni obligations ou qu'il y a été pourvu et qu'elle a divisé son actif entre ses actionnaires. Cette disposition permettra à une compagnie solvable, qui veut cesser ses opérations, de le faire d'une manière régulière, sans avoir recours à la procédure dispendieuse de la liquidation.

Pour protéger le public contre les émissions d'actions et d'obligations frauduleuses, nous avons adopté la législation impériale et fédérale, touchant l'obligation d'émettre des prospectus ou de produire, chez le secrétaire de la province, une déclaration qui en tient lieu, sauf lorsqu'il s'agit d'une compagnie dite privée, c'est-à-dire n'ayant plus que cinquante actionnaires ou d'une compagnie qui interdit tout appel pour la souscription de ses actions ou de ses

obligations. Cette nouvelle disposition ne s'appliquera pas, non plus, aux répartitions d'actions et d'obligations antérieures au 1<sup>er</sup> juillet 1919. (articles 5985*a*; 5985*b*; 5986*c* et 5985*d*).

L'article 5991*c* permettra l'octroi des certificats d'actions au porteur (share warrants) transférables par simple livraison, sans inscription dans les registres de la compagnie. Ce genre de certificats est très employé aux États-Unis.

Les dispositions du projet concernant l'augmentation et la réduction du capital (articles 5992 à 5997) ajoutent à la manière actuelle d'opérer la réduction du capital d'une compagnie, une méthode nouvelle. Il y est permis, en effet,

1. d'éteindre ou de diminuer la responsabilité découlant du non-paiement des actions d'une compagnie;

2. d'annuler toute partie du capital versé qui a été réellement perdu ou qui excède l'actif d'une compagnie, ou encore,

3. de rembourser aux actionnaires toute partie du capital-action qui excède les besoins de la compagnie. On fera l'objection, ici, que les réductions de ce genre seront de nature à priver les créanciers de leur recours soit contre les actionnaires qui n'ont pas payé le montant total de leurs actions, soit contre les compagnies elles-mêmes dont l'actif se trouve à disparaître en partie. Cette objection serait fondée si la loi nouvelle ne contenait pas des règles destinées à prévenir ces inconvénients.

Les dispositions concernant les emprunts et la constitution d'hypothèques pour en assurer le remboursement ont été mises au courant de la loi 4 George V, chap. 51, (article 6009).

Une obligation est faite par l'article 6024*a* aux directeurs de soumettre un bilan complet des affaires de la compagnie, à l'assemblée annuelle.

Une inspection rigoureuse des affaires de la compagnie et une vérification sérieuse de ses livres est assurée par les articles 6030*a* à 6030*d*. Le secrétaire de la province lui-même ou les actionnaires, en suivant certaines formes, pourront obtenir la nomination d'inspecteurs. La nomination des vérificateurs est rendue obligatoire et les devoirs de ces derniers sont tracés avec soin.

Enfin, la compagnie devra transmettre, chaque année, un état sommaire de ses affaires au secrétaire de la province (article 5031).

La seconde partie du projet, qui a trait aux compagnies à fonds social créées par la loi de la Législature, ne requiert aucune observation particulière. En autant que la chose pouvait se faire, nous avons adopté sur tous les points, les règles qu'offre la première partie du projet. Ces compagnies

souffrent naturellement du fait que, étant créées par la Législature, elles ne peuvent comme celles qui doivent leur origine à des lettres patentes, changer leur nom, leurs objets, leur siège social, ni augmenter ou réduire leur capital. On ne trouvera pas, en conséquence, dans cette partie des dispositions sur ces sujets. Pour obtenir que leur constitution soit changée, ces compagnies devront continuer, comme dans le passé, à obtenir de la législation spéciale. Elles auront, cependant, un remède: ce sera de se faire incorporer de nouveau en vertu de la première partie de la loi, conformément aux dispositions de l'article 5967*a*.

En autant que possible, lorsqu'on amendera, à l'avenir, la loi des compagnies créées par lettres patentes, il sera à propos d'amender de la même manière la loi des compagnies créées par charte de la Législature si on ne veut pas arriver, comme c'est le cas aujourd'hui, à avoir une qualité de dispositions légales sur des choses semblables.

Des personnes qui demandent leur constitution en corporation sans intention de faire un gain pécuniaire, dans un but national, patriotique, religieux, philanthropique, scientifique, social, athlétique, sportif ou autres du même genre, pourront être constituées en corporation par lettres patentes sur simple requête au lieutenant-gouverneur. Cette faculté est également étendue aux corporations de ce genre qui existent actuellement. Le fonctionnement des corps politiques visés par cette partie est, autant que possible, assimilé au fonctionnement des compagnies par actions, et afin d'éviter des répétitions inutiles, nous nous sommes bornés à renvoyer aux articles de la première partie.

Reste à considérer un point important dont il aurait dû être question en expliquant la première partie de ce projet. On nous a fortement représenté qu'on devrait substituer au système de création de compagnies, par lettres patentes du lieutenant-gouverneur, celui de l'enregistrement suivi en Angleterre, ou celui des lettres patentes du secrétaire de la province qui est en vigueur à Ottawa. Nous n'avons pas cru devoir obtempérer à ces demandes. La raison en est que les décisions du Conseil privé, dans la cause de Bonanza et dans la soumission relative aux compagnies, ont déclaré que les compagnies formées par lettres patentes du lieutenant-gouverneur ont tous les droits et pouvoirs des compagnies autrefois créées par charte royale. C'est pour ce motif que le Conseil Privé a reconnu que les compagnies provinciales avaient la capacité requise pour faire des opérations hors de la province d'origine. Nous n'avons pas voulu nous exposer à perdre le bénéfice de décisions qui établissent que les prétentions du gouvernement

fédéral à ce sujet n'étaient pas fondées. Il est vrai que nous aurions pu rédiger notre législation de manière à rester sous la protection de ces arrêts, même en renonçant au système de la création des compagnies par lettres patentes du lieutenant-gouverneur. Cependant, après réflexion, nous avons cru que nous ne serions pas justifiables de risquer la position que ces arrêts nous ont acquise, surtout lorsque, à tout considérer, les systèmes préconisés n'offrent aucun avantage, sous le rapport de l'économie ou de l'expédition, sur le système adopté par le projet.

Adopté.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** suggère que le bill soit étudié mercredi matin au comité des bills publics. Ainsi tous les intéressés, tels que les avocats, les corps commerciaux et les hommes d'affaires, pourront prendre connaissance des dispositions du bill. Ils pourront présenter leurs vues au gouvernement. Ces avis seront considérés par le gouvernement qui modifiera le projet de loi s'il y a lieu. Ensuite, il sera mis à l'étude et adopté définitivement.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Charte de Verdun**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 101 amendant la charte de la cité de Verdun.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Fabrique des diocèses de Québec et de Trois-Rivières**

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 137 amendant la charte de l'Association d'assurance mutuelle des fabriques des diocèses de Québec et des Trois-Rivières.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Club Laval-sur-le-Lac**

**M. Lévesque (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 96 concernant le Club Laval-sur-le-Lac, limitée.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Lévesque (Laval)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Trois-Rivières**

**M. Bordeleau (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 114 amendant la charte de la cité des Trois-Rivières.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Bordeleau (Champlain)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Commission des écoles catholiques de Montréal**

**M. Robillard (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 85 amendant la loi 7 George V, chapitre 28, concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Robillard (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Succession F. C. Stephens**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 139 définissant les pouvoirs des exécuteurs nommés en vertu du testament de feu Francis Chattan Stephens.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Chemins d'hiver**

**M. Tessier (Rimouski)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 161 amendant l'article 488 du Code municipal de Québec relativement aux chemins d'hiver.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Tessier (Rimouski)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Ville de Montréal-Sud**

**M. Beaudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 138 concernant la validation du règlement numéro 36 de la corporation de la ville de Montréal-Sud.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Beaudry (Verchères)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Subsides**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.



**En comité:**

Le comité se réunit sous la présidence de M. Francoeur (Lotbinière)

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas six mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'horticulture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** parle de la culture des pommiers et d'autres sujets concernant l'horticulture. Il parle de la nécessité d'argent pour la recherche en laboratoire.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande des renseignements au ministre de l'Agriculture sur les sociétés d'horticulture.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** répond au chef de l'opposition.

**M. le président (M. Francoeur, Lotbinière):** Adopté?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** pose une autre question au ministre.

**M. le président (M. Francoeur, Lotbinière):** Adopté?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Non, pas encore. La Chambre en général, remarque-t-il, se désintéresse trop du vote des estimés, et cette opération est la partie principale en somme de la session.

C'est un sujet important et nous devrions en discuter sérieusement. Il veut savoir de quel droit le président peut déclarer un sujet adopté alors qu'il est encore en discussion.

**M. le président (M. Francoeur, Lotbinière)** n'a pas voulu, dit-il, déclarer l'article adopté, mais sa formule a pris la forme d'une interrogation; il demandait s'il était adopté.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est une manie fort ennuyeuse que l'on a de vouloir adopter à la vapeur ces articles du budget!

**M. le président (M. Francoeur, Lotbinière):** À l'ordre! Le mot "manie" n'est pas parlementaire.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est une farce, ajouterai-je, la manière avec laquelle les estimés sont adoptés.

**M. le président (M. Francoeur, Lotbinière):** Je dis à l'ordre!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** (frappant violemment sur son pupitre et le visage exprimant la colère) Je dirai ce que je pense. On a une manie ici d'adopter à la vapeur. Les députés n'ont pas la chance de savoir ce que l'on fait ou de demander de l'information. Je dis que nous avons le droit de savoir comment on dépense les fonds publics en cette province.

Il n'y a pas de président à la Chambre qui m'empêchera de parler sur cet item du budget, sur une question aussi importante que l'agriculture!

**M. le président (M. Francoeur, Lotbinière):** Alors, tenez-vous en à l'article.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est une farce, répète-t-il. En cherchant à démontrer l'importance de s'intéresser à la discussion du vote de l'item que l'on était appelé à voter, j'étais dans l'ordre. Je demande au président de citer la règle de la Chambre qui empêche le chef de l'opposition de parler sur cet article du budget.

**M. le président (M. Francoeur, Lotbinière):** À l'ordre!

Il ordonne au chef de l'opposition, de s'asseoir et de se taire, et d'en appeler de sa décision à la Chambre, s'il n'en est pas satisfait. Il est gardien des règles de la Chambre et se doit de les faire respecter.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** proteste et continue de parler. Il se plaint du trop grand nombre de règles parlementaires dont on accable depuis quelque temps les membres de l'opposition qui, avec les meilleures intentions du monde et forts du devoir qui leur incombe, cherchent à se renseigner sur les actes du gouvernement<sup>8</sup>.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** (pendant que le président cherche dans les textes la règle en question)<sup>9</sup> Il ne s'agit, en l'occurrence, que de questions et de réponses entre le ministre de l'Agriculture et le chef de l'opposition, et il se dit prêt à répondre à toutes les questions que voudra bien lui poser le chef de l'opposition, qu'elles fussent ou non selon les règles de la Chambre.

**M. le président (M. Francoeur, Lotbinière):** (lisant la règle 325-3 du règlement<sup>10</sup> de l'Assemblée) Le débat doit porter exclusivement sur l'article qui est à l'étude.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) s'il est en règle.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** répond affirmativement, en riant.  
Adopté.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:  
2. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le laboratoire de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Mérite agricole provincial, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-sept mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le *Journal d'Agriculture*, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** revient à la charge au sujet du *Journal d'Agriculture*, répétant que l'on exige trop au *Canada* pour l'impression de cette publication agricole.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** *Le Canada* ne fait pas d'argent avec le *Journal d'Agriculture* maintenant: il en perd plutôt et, s'il en a jamais retiré quelque profit, sa caisse ne s'en ressentira pas longtemps, étant donné les désavantages qu'il en éprouve à cause des nouvelles conditions du coût de la main-d'œuvre et du matériel.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté trois résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Les résolutions sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

### Ajournement

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau) que, lorsque cette

Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée, à onze heures et trois quarts demain.

La séance est levée.

### NOTES

1. D'après *L'Événement* du 28 février 1919, page 4, et *Le Devoir* de la même date, page 1, l'honorable M. Mitchell a été absent de la Chambre une partie de l'après-midi. Il est fort probable que le premier ministre ait déposé le bill en l'absence de son ministre.

2. D'après les journaux, *L'Événement*, *The Gazette* et le *Montreal Daily Star*, pendant que l'honorable M. Taschereau donnait des explications sur le bill, le brigadier général C. A. Smart, député de Westmount, fit son entrée à la Chambre, en compagnie du député conservateur de Montréal-Sainte-Anne. Il fut très applaudi. Mobilisé, il était absent du pays depuis 1915. *Le Devoir* du 28 février 1919, page 1, précise que: "Le général Smart a fait son entrée à la Chambre, cet après-midi; il a été vivement applaudi quand il est apparu en costume kaki à revers et pattes d'épaulettes rouges. Il a serré la main au premier ministre et à ses collègues de même qu'au chef de l'opposition et à tous ses suivants. Mais là s'est limitée la formalité de la réception, contrairement aux prévisions."

3. La cause de Bonanza: jugement rendu par le Conseil privé de Londres en 1916.

4. *Le Devoir* du 28 février 1919, page 2, dit "à cet égard" au lieu de "à ce sujet".

5. Selon *Le Devoir*, il s'agit plutôt de "concilier".

6. Selon *Le Devoir*, il s'agit plutôt de "ne donnent" au lieu de "laissent écouler".

7. *La Patrie* du 1<sup>er</sup> mars 1919, page 9, affirme que le président a rappelé le chef de l'opposition à l'ordre, à quatre reprises.

8. Le *Montreal Daily Star* du 28 février 1919, page 14, compare les combats parlementaires du chef

de l'opposition à ceux qu'a dû mener au front le député de Westmount. "Opposition is livening up".  
*Traduction:* L'opposition s'anime.

9. M. Patenaude, l'assistant-greffier, aide M. Francoeur à repérer l'article qu'il cherche, selon *Le Devoir* du 28 février 1919, page 1.

10. *Le Devoir* indique que M. Francoeur cite la règle 303. Cela semble être une erreur de la part du journal.



Séance du vendredi 28 février 1919

**Présidence de l'honorable A. Galipeault**

La séance est ouverte à 11 h 45.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Asiles d'aliénés**

**M. l'Orateur** donne son opinion sur la question de savoir s'il faut une résolution pour accompagner le bill du gouvernement concernant l'entretien des aliénés.

Il n'y a pas de décision à rendre, déclare-t-il, attendu qu'il n'y a aucun point d'ordre soulevé.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** dit qu'il n'a soulevé aucun point d'ordre<sup>1</sup>.

**Rapports de comités:**

**M. Francoeur (Lotbinière):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 107 concernant le pont Lasalle.

**Conseillers municipaux**

**M. Cannon (Québec-Centre)** demande la permission de présenter le bill 169 amendant le Code municipal de Québec, relativement à l'élection des conseillers municipaux.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Locateur**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** demande la permission de présenter le bill 168 amendant l'article 1622 du Code civil relativement au privilège du locateur.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Chemin de fer  
de la rivière Madeleine**

**M. Lemieux (Gaspé)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général

pour étudier le bill 73 concernant la compagnie du chemin de fer de la vallée de la rivière Madeleine.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Lemieux (Gaspé)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Succession**

**J.-O. Villeneuve**

**M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 129 concernant la succession de l'honorable Joseph-Octave Villeneuve.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Succession**

**I. Hurtubise, fils**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que la chambre se forme en comité général pour étudier le bill 136 concernant la succession de feu Isaïe Hurtubise, fils.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Messages du Conseil législatif:**

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant; lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il l'a prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 59 amendant la charte de la cité de Lévis.

### **Charte de Lévis**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 59 amendant la charte de la cité de Lévis. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

### **Charte de Montréal**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 140 amendant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Subsides**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### **En comité:**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cent quarante-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'entretien, etc., des édifices publics en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille deux cent quatre-vingt-seize piastres et quarante-deux centins soit ouvert à Sa Majesté pour l'assurance des édifices publics en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas onze mille cinq cent soixante-dix-neuf piastres et cinquante-huit centins soit ouvert à Sa Majesté pour taxes d'eau sur

les édifices publics en général, cité de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour inspections, explorations, etc., (travaux publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour réparations et entretien des écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour ponts en fer, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour embellissement des bâtisses et des terrains du parlement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'entretien des bureaux du gouvernement, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour réparations aux palais de justice et prisons, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent quarante-six piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le rachat de la rente seigneuriale, seigneurie Haut-Boc, Trois-Rivières, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la construction d'une voûte et restauration des palais de justice et prison de Montmagny, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-six mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les édifices publics et loi des établissements industriels, statuts refondus, 1909, articles 3749-3789; 3829-3866, tels qu'amendés par 1 George V (1ère session), chapitre 27; 2 George V, chapitre 36 et 3 George V, chapitre 37, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les greffiers des conseils de conciliation et d'arbitrage, statuts refondus, 1909, articles 2489-2520 "loi des différends ouvriers de Québec", salaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les bureaux de placement des ouvriers, statuts refondus, 2520*d*, 1 George V, chapitre 19, section 1, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

#### NOTE

1. La veille, M. Sauvé avait prétendu qu'il fallait une résolution pour accompagner ce bill.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Les résolutions sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

#### Licences

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le rapport publié, ce matin, dans le *Chronicle*, annonçant qu'il y aurait référendum sur l'usage des vins et de la bière est-il vrai?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** n'a, dit-il, communiqué aucune information à ce sujet, et le chef de l'opposition sera renseigné sur le projet du gouvernement en même temps que les autres députés. Le gouvernement n'a rien à déclarer avant que le bill soit distribué aux députés. Il est actuellement sous presse. Il est probable qu'il sera distribué lundi ou mardi de la semaine prochaine.

Je ne sais pas où le journal a pris cette information, mais il est certain qu'elle ne vient pas du gouvernement.

#### Ajournement

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau) que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi, le quatrième jour de mars, à 3 heures de l'après-midi.

La séance est levée.





Séance du mardi 4 mars 1919

**Présidence de l'honorable A. Galipeault**

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Code de procédure civile**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 185 relatif à l'organisation et à la compétence des tribunaux de juridiction civile et à la procédure, en certains cas.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Ventes**

**M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 190 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à certaines ventes ayant l'effet de décret.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Pont entre Saint-Jean  
et d'Iberville**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 182 amendant la loi 5 George V, chapitre 9, pourvoyant à la construction et à l'entretien d'un pont métallique, à circulation libre, sur la rivière Richelieu, entre les villes de Saint-Jean et d'Iberville.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi électorale  
à Montréal**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** demande la permission de présenter le bill 191 amendant la loi électorale de Québec, relativement à la confection de la liste des électeurs dans la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Taxes  
municipales**

**M. D'Auteuil (Charlevoix-Saguenay)** demande la permission de présenter le bill 167 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'imposition de certaines taxes par les municipalités de cités et villes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Jurés**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 184 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'assignation des jurés.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Mines**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** demande la permission de présenter le bill 183 amendant la loi des mines de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Pouvoirs hydrauliques**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 174 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'expropriation des terrains requis pour le développement et l'exploitation de certains pouvoirs hydrauliques.

Ce bill propose d'insérer deux nouveaux articles sur l'expropriation d'un terrain, ou de partie d'un terrain, telle expropriation peut être limitée à la partie du terrain pour y poser des poteaux et des fils électriques<sup>1</sup>.

Dès que l'installation des poteaux est faite, il est du devoir de la partie qui exproprie de remettre le terrain en bon état de façon que le propriétaire ou possesseur d'icelui puisse l'utiliser comme auparavant, le plus commodément possible.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Requête en nullité  
de décret**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 186 amendant l'article 786 du Code de procédure civile concernant le délai de présentation de la requête en nullité de décret.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**École technique  
de Saint-Hyacinthe**

**L'honorable M. Décarie (Maisonnette)** demande la permission de présenter le bill 172

constituant en corporation l'École technique de Saint-Hyacinthe.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Messages du Conseil législatif:**

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 82 détachant certains lots de la ville de Lévis, (quartier Saint-Laurent) et les annexant à la municipalité de Saint-David-de-L'Auberivière, comté de Lévis;
- bill 102 autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Josaphat-Frédéric Champagne à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen;
- bill 121 constituant en corporation les sœurs franciscaines missionnaires de l'Immaculée-Conception;
- bill 125 concernant la Société coopérative agricole des fromagers de Québec;
- bill 128 concernant la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et la Société nationale de fiducie;
- bill 133 amendant la charte The Anglo American Trust Company.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 35 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la protection des forêts contre le feu;
- bill 52 permettant à Joseph Cadieux de changer son nom en celui de Joseph-Aumand Cadieux;
- bill 60 annexant à la paroisse de Saint-Jean-des-Piles, comté de Champlain, certains lots de la paroisse de Sainte-Flore, comté de Saint-Maurice, pour fins civiles, municipales et scolaires;
- bill 100 constituant en corporation l'Oeuvre des retraites fermées.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 111 concernant la succession Victor Beaudry.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 97 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Abraham-Saul Cohen à l'exercice de la profession d'avocat;
- bill 103 concernant la succession de feu Isaïe Racine.

#### **Droits de succession**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), qu'à sa prochaine séance, la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions concernant le bill 37 relatif aux droits sur les successions.

Adopté.

#### **Pension des officiers publics**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), qu'à sa prochaine séance, la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 179 concernant la pension des officiers publics.

Adopté.

#### **Mines**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Marie (l'honorable M. Séguin), qu'à sa prochaine séance, la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 183 concernant la loi des mines de Québec.

Adopté.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), qu'à sa prochaine séance, la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 184 concernant l'assignation des jurés.

Adopté.

#### **École technique de Saint-Hyacinthe**

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** propose, appuyé par le représentant de Richmond (l'honorable M. Mitchell), qu'à sa prochaine séance, la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 172 concernant la constitution en corporation de l'École technique de Saint-Hyacinthe.

Adopté.

**Demande de documents:****Enseignement technique**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 13 février, sur la motion proposée le jeudi 6 février courant:

"Qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre copie de tous documents concernant l'enseignement technique et la formation d'une élite intellectuelle dans la province."

**M. Perrault (Arthabaska)**<sup>2</sup>: Avant de reprendre le débat sur la formation d'une élite intellectuelle en cette province, permettez-moi de saluer, au nom de la seule législature française en Amérique, la brillante élite qui nous fait l'honneur d'assister à cette séance.

Qu'il me soit permis d'exprimer à M. le général Pau, le glorieux mutilé de 1870, toute notre admiration pour sa fructueuse carrière ainsi que pour l'héroïque armée française dont il est l'un des plus grands chefs.

Qu'il me soit permis aussi d'offrir à ces messieurs de la mission française l'hommage de notre profonde amitié. Qu'ils soient assurés que, dans cette province, on garde pieusement le souvenir de l'ancienne mère patrie et que l'on y entretient toujours avec une piété toute filiale le culte de la France.

Si cent cinquante années de séparation n'ont pu effacer de nos cœurs l'image de la France, qui donc pourrait l'effacer, que les nôtres ont vaillamment mêlé leur sang au sang des soldats français pour la défense d'une cause commune.

(Applaudissements)

Au lendemain de la guerre, à l'heure où les nations affaiblies cherchent de diverses façons à réparer et guérir leurs blessures, à refaire leur énergie, à organiser les luttes économiques de l'avenir, tous les peuples s'adressent à l'instruction. Notre province devait, elle aussi, se préoccuper de l'instruction publique. C'est au moyen de l'école que nous travaillerons aux œuvres de paix. C'est par elle que les Canadiens veulent acquérir les moyens d'action qui leur permettront de développer les meilleures ressources du pays.

Si jamais il fut nécessaire de former les jeunes, de les élever, si jamais il fut urgent de fournir aux nouvelles générations le savoir, c'est-à-dire l'outil indispensable à quiconque veut accomplir sa

tâche d'homme et de citoyen, n'est-ce pas en ces jours où les peuples se reprennent à vivre d'une vie réparatrice et veulent combler les vides énormes faits par les quatre dernières années?

Pour remplir les devoirs nouveaux, assumer les obligations si diverses qu'imposent ces temps difficiles, l'on se tourne vers le professeur et c'est à lui que l'on voudrait confier le soin de préparer les succès futurs. Arrêtons-nous quelques instants près de son œuvre et étudions les moyens d'accroître son efficacité.

Sur ce chapitre de l'instruction publique, les députés de cette Chambre qui ont pris part au débat soulevé par l'honorable député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) et à celui soulevé par l'honorable député de Hochelaga (M. Létourneau) se sont faits les interprètes de deux courants d'opinions qui se manifestent présentement en notre province.

Les uns, préoccupés surtout de reprendre dans la foule les notions élémentaires du savoir, donnent leur sollicitude première à la petite école. Ils veulent y faire entrer l'enfant dès qu'il atteint l'âge de sept ans et l'y garder jusqu'à ce qu'il atteigne celui de quatorze ans; de cette façon, pensent-ils, aucun citoyen, fût-il destiné aux besognes les plus modestes, ne pourra ignorer la langue maternelle, quelques rudiments d'une langue étrangère - la langue française ou anglaise, selon le cas - la grammaire, l'arithmétique, l'histoire. C'est à la masse qu'ils songent de préférence.

D'autres partisans eux aussi de la diffusion de l'instruction publique, jusque dans les couches profondes de la société, chez tous les enfants, s'arrêtent pourtant plus volontiers au dessein de favoriser chez nous la formation de compétences, d'hommes supérieurs par la culture de l'esprit. C'est vers la formation d'une élite intellectuelle, et vers l'enseignement technique que le député d'Hochelaga demande de diriger notre attention.

À première vue, ces deux objets se confondent. Le propre de tout enseignement supérieur, qu'il dirige vers l'exercice d'une profession libérale, d'une profession industrielle ou commerciale, qu'il dirige vers les recherches désintéressées du haut savoir, c'est d'élever l'esprit, de l'orner, de faire de ses élèves des hommes tout à fait cultivés.

Mais le député d'Hochelaga (M. Létourneau) a voulu ici faire une distinction opportune, en prônant la formation de quelques hommes tout à fait supérieurs par la science et, d'autre part, le développement de l'enseignement technique dont pourront bénéficier les ouvriers, les experts en industrie, les commerçants, les agriculteurs.

L'heure n'est-elle pas venue de songer à l'appoint que seraient pour cette province quelques hommes dont les facultés auraient été soumises à une réelle discipline intellectuelle, qui se seraient développées grâce à une méthode rigoureuse et dont les connaissances variées, profondes, apporteraient à l'exercice des professions, à la discussion des questions sociales, scientifiques et économiques, un éclat, une science que seuls connaissent les pays favorables au culte du haut savoir?

C'est parmi eux que se recruteraient les écrivains et les penseurs qui, dans leurs œuvres, donneraient à nos idées et à nos sentiments une expression durable. Mais les exigences du temps présent nous rappellent qu'un peuple ne saurait se borner à cultiver les fines fleurs de la pensée. Il lui faut aussi songer aux travaux que requiert une époque dont les luttes économiques, les entreprises commerciales et industrielles ont pris un si large développement et pèsent d'un poids si lourd sur l'avenir d'une nation.

Le député d'Hochelaga n'a eu garde de l'oublier et, à côté des moyens de préparer une élite intellectuelle, il a placé ceux d'encourager l'enseignement technique proprement dit. Ce que nous avons fait en notre province pour la formation d'une élite intellectuelle, nous le trouvons dans l'histoire de nos maisons d'enseignement supérieur et secondaire, dans celle aussi de nos écoles spéciales. Nous aurions mauvaise grâce de l'oublier et, sous le prétexte de faire mieux désormais, de décrier l'œuvre du passé.

Aux 21 collèges classiques, dont la liste commencée dès 1663 par le Petit séminaire de Québec, continuée cent ans plus tard par celui de Montréal en 1767, complétée par les autres qui se fondèrent au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, revient l'honneur d'avoir inauguré chez nous l'éducation réelle de l'esprit, d'avoir entrepris cette tâche si nécessaire d'apprendre à l'enfant à sentir, à raisonner, à penser; de jeter, en un mot, la base sur laquelle pourra ensuite s'appuyer l'enseignement professionnel. Avant d'être un ingénieur, un commerçant, un médecin, il faut être un homme, et c'est à l'enseignement classique qu'incombe le devoir de nous l'apprendre.

L'on constate que mieux l'esprit aura été développé par les humanités, plus apte il sera à saisir même les notions des sciences exactes.

En octobre 1908, dans la *Revue canadienne*<sup>3</sup>, M. Fyen, directeur de l'École polytechnique de Montréal, ne déclarait-il pas: "L'expérience l'a prouvé: dans l'industrie, au moment où les théories, lentement absorbées, trouvent leur application, les

ingénieurs dont les études techniques ont été précédées de bonnes humanités latines, marchent de l'avant et laissent loin derrière eux leurs concurrents, humanistes modernes."

Des efforts notables ont été accomplis, dans ces dernières années, pour hausser le niveau des études classiques. Mentionnons le *Bulletin de l'enseignement secondaire*, périodique publié par un groupe de professeurs de nos collèges et destiné à mettre un nouveau trait d'union entre ces établissements; je puis citer encore les congrès qu'annuellement tiennent les représentants de ces collèges, et qui servent à modifier, à perfectionner les programmes.

Il semble, que l'œuvre complémentaire des collèges, l'œuvre urgente à créer, et réclamée par ceux qui s'occupent des questions d'enseignement secondaire, c'est une école normale classique. Quels services elle rendrait en formant professeurs de Rhétorique et de Belles-Lettres, en leur apprenant, par le moyen des meilleures méthodes pédagogiques, l'art de faire aimer les humanités. C'est vers la fondation de cette école normale que doivent tendre les efforts de ceux qui songent et qui veulent améliorer notre enseignement classique.

J'espère qu'avant trop longtemps, grâce aux efforts réunis des collèges, de l'initiative privée et du gouvernement de cette province, nous verrons, à côté de nos écoles normales, s'élever cette école normale classique. D'ici là, séminaires et collèges devraient continuer à envoyer quelques-uns de leurs professeurs gagner, dans les universités d'Europe, des titres qui, nous faisant honneur, apportent une garantie d'efficacité à leur enseignement.

Depuis que l'instruction supérieure a pris chez nous racine avec la fondation du McGill en 1841, de Lennoxville en 1845, de Laval en 1852, elle a borné son champ à l'enseignement professionnel. Elle n'a guère eu le temps ni les moyens d'action qu'il fallait pour se livrer à la culture approfondie, et organiser des chaires du haut savoir.

Préparer les jeunes à l'exercice d'une profession, ce fut le rôle de nos universités. C'était par là qu'il fallait commencer; c'est par là qu'il convient de continuer, tout en ayant le soin de chercher à compléter l'état de choses actuel. Perfectionner ses diverses facultés, en créer d'autres, c'est la tâche qui s'impose dès maintenant à notre Université Laval.

Ainsi, quel progrès elle réaliserait en faveur de la haute culture si elle dédoublait sa faculté des arts, et invitait les élèves à s'instruire dans une faculté de lettres, ou une faculté de sciences? Ce serait un moyen certain d'acheminer quelques-uns des nôtres vers l'instruction vraiment supérieure.

Autour de nos collèges et de nos universités, et quelquefois même dans leurs murs, se sont ouvertes depuis 10 ans des écoles spéciales: École des hautes études commerciales, à Montréal, écoles techniques, école forestière, écoles d'agriculture, école d'arpentage. Et sur ce point, l'on ne saurait trop remercier l'administration de Sir Lomer Gouin.

L'un des titres du premier ministre à la reconnaissance de notre province, c'est d'avoir compris les besoins de notre époque, les nécessités de l'heure actuelle, l'urgence qu'il y avait à créer ces écoles spéciales, et sa volonté à la tâche de les faire prospérer. Quel chemin parcouru! Il n'y a pas quinze ans, l'on ne voyait guère d'autre issue aux jeunes gens de 10 ou 15 ans que le collège classique, et aux finissants des classes de philosophie que les professions libérales.

L'on dirait que Georges Blondel<sup>4</sup> pensait à notre province quand il écrivait dans son livre, *L'éducation économique du peuple allemand*: "Il n'est pas douteux que la répartition des forces sociales dans notre pays (en France) est mauvaise. Beaucoup de jeunes gens se sont engagés dans des carrières pour lesquelles ils n'étaient pas faits. La cause principale de cette erreur tient à l'état de nos mœurs. Sous la pression des préjugés fort anciens, beaucoup de familles n'ont voulu entendre parler que des carrières dites libérales."

Mais ici comme en France, les idées se modifient. L'on comprend maintenant la nécessité où nous sommes d'orienter dans une autre direction une partie de la jeunesse, de diriger une partie de la génération grandissante vers les établissements d'enseignement industriel, commercial et technique.

Le XIXe siècle a développé l'industrie ou le commerce au point qu'il se fera, en cours du siècle que nous vivons, une poussée formidable pour s'emparer de ces puissances, et par elles régner. Or, notons-le bien, ces branches d'activité donneront la suprématie non pas aux gens qui auront la force, mais à ceux qui posséderont la science, non pas aux peuples qui pourront s'en emparer, mais aux nations qui sauront les exploiter. Il suffit d'ouvrir les yeux pour voir que l'industrie scientifique moderne va transformer partout la condition des peuples.

Les plus hautes personnalités de la province ont reconnu chez nous le besoin de ces écoles spéciales. Appelez-vous ce qu'écrivait, en mai dernier, dans *l'Action française*, Mgr Georges Gauthier, de Montréal: "Ce que je voudrais plutôt que l'on remarque, écrivait le distingué vice-recteur de l'Université Laval, c'est l'urgence qu'il y a de diriger ceux de nos bacheliers qui se destinent au monde vers nos écoles spéciales: polytechnique,

Hautes études commerciales, école d'agriculture, école des arts décoratifs et industriels, école forestière et d'arpentage. L'avenir de nos jeunes gens est là. L'on nous dit que le droit et la médecine sont encombrés; il faut bien en croire ceux qui nous l'affirment, parce qu'ils sont bien placés pour savoir. Il y a là, à coup sûr, des jeunes gens dont les aptitudes plus éclairées et mieux dirigées auraient trouvé, dans les carrières que nous signalons, un succès remarquable. Des écoles existent aujourd'hui qui les achemineront vers le succès désiré; il importe souverainement qu'ils sachent en profiter.

Comme de telles paroles montrent toute la clairvoyance de la politique du premier ministre et de ses collaborateurs! Depuis 1907, grâce au gouvernement, l'on a vu se fonder ici tour à tour une école d'arpentage, une école forestière, l'École des hautes études commerciales, des écoles techniques à Montréal, à Québec, à Shawinigan-Falls, à Beauceville. Trois-Rivières et Sherbrooke auront aussi, dans quelques mois, chacune une grande école technique. Le collège classique de Saint-Charles-Borromée, à Sherbrooke, a créé, à côté de son cours classique et commercial, un enseignement industriel de deux années, préparatoire aux écoles techniques.

Ajoutez les écoles des arts et manufactures, le "Montreal Technical Institute"; ajoutez encore que les compagnies "Canada Paint", "Dominion Bridge" offrent à leurs ouvriers des classes techniques du soir très populaires, que le Pacifique Canadien a ouvert dans ses usines, à Montréal, une école d'apprentissage où se forme une main-d'œuvre experte considérable.

D'autres villes retardées par la guerre suivront bientôt et seront dotées d'écoles techniques. Et ainsi s'accompliront les vœux que formulait le premier ministre, dans un discours prononcé à l'Assemblée législative le 8 mars 1907.

Ces institutions, si nos vœux se réalisent, feront souche, et avant longtemps, chaque centre industriel et commercial de notre province devrait posséder au moins une école du genre. Ces écoles se sont ajoutées à celles de même genre qui existaient déjà: l'École polytechnique, nos instituts agricoles, l'École de l'industrie laitière. Toutes sont appelées à un très grand développement.

J'invite les membres de cette Chambre à aller visiter quelques-unes de nos grandes écoles spéciales. Ils se convaincront que notre province a marché rapidement dans la voie du progrès et qu'elle n'a rien à envier aux autres provinces. Nos écoles spéciales ont été un succès tant par le nombre d'élèves, si nous tenons compte des quatre années de guerre, que par les résultats obtenus.

Regardez à leur programme d'enseignement: sciences, commerce, industrie, agriculture, technique, nos élèves reçoivent l'instruction que requiert notre temps. L'outillage de ces écoles est moderne et complet. Aux Hautes études commerciales, nous trouvons un grand laboratoire de chimie où les élèves peuvent s'entraîner dans cette science d'une importance vitale au point de vue industriel.

Là, se trouve encore un musée où tous les produits canadiens et des autres pays sont exhibés et constituent un enseignement certain et pour les élèves et pour le public. La bibliothèque est déjà considérable, en outre des 800 périodiques mensuels reçus et catalogués qui font un foyer de renseignements de tout premier ordre.

Voilà qui nous démontre que nous n'avons pas marqué le temps, mais que le gouvernement de cette province a créé et encouragé l'instruction technique - agricole, industrielle et commerciale - enseignement qui répond à une nécessité. Si notre peuple veut améliorer sa situation, si même il veut survivre, il lui faut faire des conquêtes sur le terrain économique. Mais pour cela, il doit posséder des agronomes, des commerçants, des ingénieurs instruits et profondément cultivés. Comment ceux-ci se formeraient-ils sans l'existence d'un enseignement technique soigneusement organisé?

La pratique ne leur suffirait plus. Chaque profession a commencé par quelques praticiens qui, par tradition, transmettent à leurs successeurs la connaissance de leurs procédés. Puis des principes se sont dégagés de cette pratique; des théories se sont formées, une science s'est élaborée. Et aujourd'hui les relations économiques se sont tellement multipliées, si compliquées qu'un jeune homme pour réussir doit, avant que de songer à diriger un établissement commercial ou une industrie, apprendre ces principes, ces théories, cette science. Bien plus, certains éducateurs pensaient même que non seulement l'enseignement technique a un côté utilitaire, mais qu'il contribue aussi à la formation de l'esprit.

Relisons sur ce sujet les pages intéressantes de M. Charles W. Eliot, l'ancien président de l'Université Harvard, un éducateur distingué. Dans un opuscule publié par lui en 1916 pour le General Education Board of New York<sup>5</sup>, M. Eliot rappelait que la meilleure partie peut-être de la conscience humaine provenait de l'observation acquise par les gens, que l'éducation des gens rendait expert et, par voie de conséquence, affirmait la réflexion et le raisonnement.

L'homme qui sait voir et qui sait entendre, disait-il, se rend mieux compte des choses; il arrête des jugements plus nets, des appréciations plus précises. Et il conseillait comme une amélioration l'entraînement méthodique des sens, et comme moyen, l'enseignement pratique qui se donne dans les écoles d'arts et d'industrie. Celles-ci réaliseraient donc double objet: aider à la formation de l'esprit et préparer notre société faite en grande partie de préoccupations économiques.

L'agriculture qui est une industrie est elle-même sortie de la routine. Nous ne sommes plus au temps où un ancien premier ministre belge disait que la science agricole se résumait à une bêche et un râteau avec de bons bras pour s'en servir. Il faut cela, sans doute, mais aussi autre chose. Il n'y a pas que les sciences chimiques, biologiques qu'un agriculteur doit savoir, s'il veut améliorer sa technique agricole et substituer à des pratiques routinières un travail précis raisonné. Pour résoudre certaines questions de drainage, d'irrigation, il lui faut connaître un peu les sciences physiques et mécaniques.

Pour rendre sa profession prospère, il lui faut surtout connaître des notions d'économie sociale. Il n'est pas indifférent au développement de l'agriculture, à la prospérité du pays que nos cultivateurs ignorent ou non les questions d'exportation, de marchés, les questions relatives aux catégories de produits qu'il importe de récolter et de vendre.

C'est l'institut agricole, c'est l'agronome compétent, qui apprendront au futur cultivateur à produire économiquement et à tirer de ses champs les denrées qu'il pourra écouler avec bénéfices. L'enseignement agricole est tellement lié à l'avancement de cette profession, à la productivité même du sol que les économistes s'accordent à lui attribuer les rendements accrus, dans la production des céréales, dont depuis 40 ans, se glorifient la France, la Belgique et l'Allemagne.

Aux jeunes aspirants aux professions manuelles, l'enseignement technique industriel apporte l'avantage d'apprendre un métier sous la direction de maîtres compétents. Développer l'adresse manuelle par les travaux d'atelier, enseigner les principes scientifiques, base aux métiers, aux industries, tel est l'objet de l'École technique. Ses élèves seront des artisans experts, des contremaîtres compétents, des surintendants instruits. Déjà, des situations avantageuses se sont offertes à ceux qui en sont sortis. Nos industries, au lieu d'aller chercher à l'étranger, leurs ouvriers experts, les prendront dans nos écoles techniques.

Monsieur J.-A. Buteau, professeur à l'École technique de Québec, écrivait dans *Le Soleil* du 27 avril 1918: "En juin 1917, les écoles techniques de Montréal, de Québec, et Shawinigan Falls avaient accordé environ 130 diplômes à des élèves ayant complété les cours réguliers; elles avaient reçu à leurs cours du soir près de 4,400 ouvriers. L'école industrielle de Sherbrooke avait vu passer près de 75 élèves à ses cours, et celle de Beauceville plus de 100."

Ces ouvriers auront l'avantage de travailler sous des chefs, des officiers qui auront été formés chez nous, à notre École polytechnique. Pour accroître à ce point de vue son efficacité, celle-ci a récemment créé une chaire de chimie industrielle et possède de vastes laboratoires bien outillés qui sont utiles et nécessaires non seulement aux cours de chimie industrielle, mais encore au commerce et à l'industrie.

Je suis informé que l'Université Laval aura aussi en septembre prochain une chaire de chimie industrielle. Des savants ont réussi à concilier théorie et pratique; ils font entrer la science dans le travail industriel et la forcent à résoudre les problèmes pratiques que la vie matérielle pose chaque jour.

L'une des nécessités de l'heure, c'est d'amener les hommes de science à se préoccuper des recherches comportant des applications utiles, de les faire aider l'industrie à s'engager dans la voie de l'économie, à réduire le travail musculaire, à éviter les tâtonnements en substituant aux pratiques routinières la méthode scientifique, à obtenir un meilleur rendement et à augmenter la richesse générale.

Si vous voulons développer nos industries, travailler à notre indépendance économique, il faut que chaque industriel ajoute à son capital, à son expérience d'homme d'affaires l'appoint d'ouvriers experts et d'ingénieurs spécialisés qui lui apporteront les avantages des découvertes scientifiques et de leur application pratique.

Si l'École technique forme ces ouvriers experts et l'École polytechnique, ces ingénieurs, c'est à l'École des hautes études que revient la tâche de préparer les financiers, les commerçants, les hommes d'affaires.

Personne ne met plus en doute cette vérité qu'un avenir brillant dans les affaires n'est plus possible sans une solide formation intellectuelle. Les principaux pays ont en conséquence complété leur système d'enseignement. L'exemple nous est donné non seulement par les nations européennes, l'Angleterre, l'Allemagne, la Belgique, la France qui, à elle seule, compte 24 établissements d'enseignement

commercial supérieur, 158 écoles commerciales d'enseignement moyen, mais aussi par des peuples orientaux, par exemple, le Japon. En 1915, le Japon possédait 7 écoles de Hautes études commerciales fréquentées par 3018 étudiants, de 9 écoles commerciales d'enseignement moyen dont les cours étaient suivis par 21,891 élèves. Déjà, l'on prévoit que la diffusion de cet enseignement commercial sera la cause principale des succès commerciaux du Japon. C'est que les commerçants-importateurs, agents de transport, courtiers, assureurs ajoutent leur travail à celui de l'industriel. Produire ne suffit pas; il faut aussi acheter les matières premières et vendre les produits fabriqués.

À l'enseignement technique, il convient donc de joindre l'enseignement commercial qui, lui aussi, a charge de préparer les artisans de la prospérité générale.

Comme l'écrivait avec justesse M. Émile Paris dans son ouvrage, *Pour devenir commerçant*<sup>6</sup>: Si nous donnons aux futurs commerçants une éducation appropriée, non seulement nous rendrons leur tâche plus facile et plus féconde, mais encore cette instruction, en les élevant au-dessus de leurs propres affaires, leur permettra de contribuer plus efficacement à la prospérité du pays tout entier.

Ce coup d'œil jeté sur notre système d'instruction publique me permet d'affirmer que, dans notre province, nous avons su créer et organiser les trois degrés d'enseignement: le primaire, le secondaire, le supérieur.

Nous avons de bonnes bases et un bel et bon édifice; il suffit, comme la chose est d'ailleurs nécessaire dans tous les pays, de le compléter, de le coordonner, de l'adapter aux besoins de la vie moderne. Ne détruisons rien: perfectionnons. Chaque jour nous apporte de nouveaux et réels progrès. Sans compter les centaines de mille enfants qui fréquentent la petite école, nombreux sont ceux qui profitent de l'enseignement que donnent universités, collèges et écoles spéciales.

En 1917, 7622 étudiants fréquentaient les collèges classiques; 2502 l'Université Laval, à Québec et à Montréal; 108 nos écoles techniques, sans compter les élèves des cours du soir. Les sacrifices pécuniaires que nous nous sommes imposés méritent d'être notés. Si, en 1867, le gouvernement n'a dépensé pour l'éducation supérieure que \$67,972, en 1897, \$78,410, il a payé pour elle en 1917, \$147,288. Le chiffre que les contribuables consacrent chaque année à l'instruction publique est passé de \$2,681,758 qu'il était en 1900 à \$11,769,334.00 en 1917-1918.

Voilà des faits que tout observateur impartial doit ne pas oublier. L'histoire de notre province nous apprend que l'instruction publique doit ici son développement à la sollicitude du clergé, des communautés religieuses, au dévouement des pères de famille, à l'assistance précieuse de l'État et à la politique large et méthodique de nos hommes publics. Il y a eu harmonie entre ces forces, et nous avons intérêt à la conserver, si nous voulons accroître encore les résultats de notre enseignement public.

Augmentons le souci que doivent porter les contribuables à l'instruction publique. Efforçons-nous de les amener à reconnaître l'excellence des écoles spéciales que requiert notre époque faite d'industrialisme, de commerce, de problèmes économiques. Habitons-les à diriger leurs enfants, plus qu'ils ne l'ont fait dans le passé, vers l'enseignement technique. Que les autorités continuent de rendre celui-ci toujours plus populaire et plus facile d'accès aux enfants des classes paysanne et ouvrière.

Je crois que Mgr Ross<sup>7</sup> a fait, dans son rapport sur l'enseignement primaire, une suggestion qui devrait être acceptée. Notre système ne dirige pas suffisamment, il me semble, les élèves vers les écoles spéciales. Mgr Ross suggère, après le cours primaire de six années, dont quatre années de cours élémentaire, et deux années de cours modèle, deux à trois ans d'école complémentaire, qui souderait, pour ainsi dire, l'enseignement primaire à l'enseignement technique. Nos académies de Frères et autres devraient aussi, dans les villes, préparer plus directement leurs élèves aux écoles des Hautes études commerciales, de Polytechnique, et techniques, et dans les campagnes, donner un enseignement qui laisserait les élèves à la terre et en dirigerait un certain nombre vers nos instituts agricoles. Nous aurions, ainsi, tout le recrutement voulu et nécessaire, afin d'assurer à nos écoles spéciales le développement qu'elles doivent avoir, dans le meilleur intérêt de notre pays.

Je souhaite encore que l'honorable trésorier de cette province ouvre toujours plus grand, s'il le peut, son trésor en faveur de tous les ordres d'enseignement. Mon excellent ami, le député d'Hochelaga, suggérerait de donner, au profit de l'enseignement supérieur, une allocation additionnelle chaque année de \$25,000.00. Si la chose était possible, pourquoi cette somme ne serait-elle pas distribuée entre les diverses facultés de nos universités, avec l'entente que chacune de ces facultés créerait un prix consistant en un séjour de trois ans dans une université européenne? Apportant

ainsi un stimulant à leurs élèves, les universités assureraient le recrutement de leurs professeurs et favoriseraient la formation chez nous d'un groupe d'hommes remarquables par leur savoir.

Quoi qu'il en soit de tous ces projets, il importe que la question de l'instruction publique demeure à l'ordre du jour, et que, par tous les moyens, nous cherchions à la faire avancer. Nous avons un grand et beau pays, aux richesses immenses, à l'avenir plein de promesses.

Notre peuple est travailleur, vigoureux, ambitieux. Développons, par l'instruction, son intelligence, son esprit d'initiative et d'entreprise; mettant ainsi en pratique cette vérité exprimée par Matthew Arnold<sup>8</sup>: "Pour faire de la vie humaine ce que l'homme commence à comprendre qu'elle doit être, il faut, non seulement les forces réunies du travail et d'une bonne direction, mais aussi celles de l'intelligence et du savoir."<sup>9</sup>

(Applaudissements)

**Le général Pau<sup>10</sup>:** Je vous remercie beaucoup pour les bonnes paroles que vous avez eues pour moi. Je désire aussi vous féliciter, M. le député d'Arthabaska (M. Perrault), du discours que vous avez prononcé dans une forme impeccable, et qui est plein de belles idées pratiques pour votre province et même pour les autres pays. Je suis enchanté d'avoir assisté à une partie de la séance de la Chambre, d'avoir assisté à ce débat et de vous avoir entendu.

**M. Bugeaud (Bonaventure)** propose, appuyé par le représentant de L'Assomption (M. Reed), que le débat soit de nouveau ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée.

#### **Saint-Félicien et Ungava**

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 69 constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Saint-Félicien et Ungava.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.



### **Ville de Montréal-Est**

**M. Lévesque (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 106 amendant la loi constituant en corporation la ville de Montréal-Est.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Lévesque (Laval)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Charte de Laval-des-Rapides**

**M. Lévesque (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 104 amendant la charte de la ville Laval-des-Rapides.

Adopté.

La Chambre se forme en comité et commence l'étude du bill.

### **Messages du lieutenant-gouverneur:**

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur transmis par Arthur Saint-Jacques, écuyer, gentilhomme, huissier de la verge noire. Ledit message est lu comme suit:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

### **Sanction royale**

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors Son Honneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants, savoir:

- bill 3 modifiant les statuts refondus, 1909, relativement aux juges de la Cour supérieure;

- bill 4 modifiant les statuts refondus, 1909, au sujet de l'entrée en fonction de certains officiers de justice;

- bill 5 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la juridiction de certains juges de paix;

- bill 6 concernant les affidavits donnés par les militaires hors de la province de Québec;

- bill 7 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les compagnies d'assurance;

- bill 9 amendant le Code municipal de Québec;

- bill 10 amendant la loi des bons chemins

1912;

- bill 11 amendant les statuts refondus, 1909, et l'article 59a du Code civil, relativement aux licences de mariage;

- bill 13 constituant en corporation l'École technique de Sherbrooke;

- bill 15 amendant l'article 61 du Code de procédure civile relativement à la Cour de magistrat de district;

- bill 17 relatif à la preuve des décès de certains militaires;

- bill 21 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'amélioration de la race chevaline;

- bill 23 amendant l'article 2143 du Code civil au sujet de certains écrits faits hors de la province de Québec;

- bill 28 amendant la version anglaise de la loi 8 George V, chapitre 31;

- bill 29 amendant les statuts refondus, 1909, au sujet de la taxe à percevoir pour prévenir les incendies;

- bill 35 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la protection des forêts contre le feu;

- bill 40 concernant la production, chez le secrétaire de la province, des contrats mentionnés dans l'article 6036 des statuts refondus, 1909;

- bill 44 amendant l'article 6474 des statuts refondus, 1909, concernant les compagnies de chemin de fer;

- bill 52 permettant à Joseph Cadieux de changer son nom en celui de Joseph-Aumand Cadieux;

- bill 53 constituant en corporation The School for Crippled Children, Montreal;

- bill 55 confirmant une résolution du conseil municipal de la partie sud du canton de Hull, dans le comté d'Ottawa, province de Québec, accordant une exemption de taxes municipales à The British America Nickel Corporation, Limited;

- bill 56 amendant la charte de la Scottish Trust Company;

- bill 57 amendant la charte de la Bankers' Trust Company;

- bill 59 amendant la charte de la cité de Lévis;

- bill 60 annexant à la paroisse de Saint-Jean-des-Piles, comté de Champlain, certains lots de la paroisse de Sainte-Flore, comté de Saint-Maurice, pour fins civiles, municipales et scolaires;

- bill 61 ratifiant l'union de St. Andrew's Church et de St. Paul's Church et constituant en corporation The Church of Saint Andrew and Saint Paul;

- bill 78 constituant en corporation le Tiers-Ordre de Saint-Dominique;

- bill 80 amendant la charte de la cité de Fraserville;

- bill 82 détachant certains lots de la cité de Lévis, (quartier Saint-Laurent) et les annexant à la municipalité de Saint-David-de-l'Auberivière, comté de Lévis;

- bill 84 amendant la charte de The Montreal Technical Institute;

- bill 86 concernant la Compagnie d'assurance canadienne britannique The British Canadian Insurance Company;

- bill 97 autorisant le barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Abraham Saul Cohen, à l'exercice de la profession d'avocat;

- bill 99 permettant à Morris Alfred Thompson de changer son nom pour celui de Maurice Alfred Madley;

- bill 100 constituant en corporation l'Oeuvre des retraites fermées;

- bill 102 autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Josaphat-Frédéric Champagne à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen;

- bill 103 concernant la succession de feu Isaïe Racine;

- bill 109 amendant la charte du Club Canadien de Montréal;

- bill 111 concernant la succession Victor Beaudry;

- bill 112 constituant en corporation The Boy's Farm and Training school;

- bill 113 constituant en corporation The Boy's Home of Montreal;

- bill 121 constituant en corporation les sœurs franciscaines missionnaires de l'Immaculée-Conception;

- bill 123 amendant la charte de la ville de Bedford;

- bill 125 concernant la Société coopérative agricole des fromagers de Québec;

- bill 127 concernant la Trafalgar Institute;

- bill 128 concernant la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et la Société nationale de fiducie;

- bill 133 amendant la charte de The Anglo American Trust Company.

Les députés reviennent à leur salle de séance.

### **Charte de Laval-des-Rapides**

Le comité continue l'étude du bill 104 amendant la charte de la ville de Laval-des-Rapides.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

**M. Lévesque (Laval)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Collège des chirurgiens dentistes**

**M. Beaudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 162 amendant les statuts refondus, 1919, relativement au collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Beaudry (Verchères)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Représentations théâtrales**

**M. Beaudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 151 modifiant le Code de procédure civile et les statuts refondus, 1909, relativement à certaines représentations soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Prohibition des liqueurs enivrantes**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** demande la permission de présenter le bill 47 ayant pour objet de prohiber la vente des liqueurs enivrantes et d'amender la loi des licences de Québec, en certains cas.

À la dernière session de la législature, suite à des représentations insistantes en faveur de la prohibition faites auprès du gouvernement, une législation a été adoptée faisant en sorte qu'à partir du 1er mai 1919, aucune licence ne sera émise pour la vente de liqueurs enivrantes, excepté pour des fins sacramentelles, médicales, manufacturières ou industrielles.

À l'ouverture de la session actuelle, Son Honneur le lieutenant-gouverneur a dit, lors du discours du trône, que cette Chambre serait appelée à étudier un bill visant à compléter la loi déjà adoptée concernant la prohibition de liqueurs enivrantes.

Le bill des licences que je présente aujourd'hui complète l'intention du gouvernement, telle qu'indiquée par la loi de la dernière session. Le gouvernement, en raison des nombreuses représentations qui lui ont été faites, à cause des centaines et des centaines de requêtes, télégrammes et dépêches qu'il a reçus de tous les points de la province, croit que cette question est d'une importance si considérable et que l'opinion du public de la province est si divisée que nous ne croyons pas que nous puissions prendre sur nous de décréter la vente de la bière ou du vin alcoolisé ou la vente de la bière, de tempérance seulement.

Nous soumettrons cette affaire à l'électorat d'ici au 15 avril prochain. Le référendum ne comportera qu'une seule question rédigée comme suit: "Êtes-vous en faveur de la vente pour les fins de consommation de la bière et des autres boissons extraites du grain - malt -, du vin et du cidre, à condition que le maximum d'alcool contenu dans la bière et les autres boissons extraites du malt ne dépasse pas 2.51 % de leur poids, et pourvu que le maximum d'alcool contenu dans le vin et le cidre ne dépasse pas 6.94 % de leur poids?" La réponse sera "Oui ou Non".

Si les électeurs votent dans l'affirmative, nous permettrons la vente de la bière et du vin, au degré d'alcoolisation ci-haut mentionné; cela signifiera que la bière contiendra 5.46 % d'alcool preuve, et que le vin et le cidre contiendront 15.09 % d'alcool preuve, ce qui correspond au pourcentage d'alcool contenu dans les vins légers. Nous proposons de compléter la loi par l'institution d'un système de marchands autorisés.

La loi, telle que nous la présentons, interdit la vente des liqueurs enivrantes de toute espèce et de toute description, mais le gouvernement peut autoriser 25 personnes au plus à faire ce commerce de spiritueux; ces personnes auront la direction de dépôts qui seront établis à Montréal et par toute la province, dans les endroits où la prohibition n'est pas encore en vigueur et dans autant de ces places, si le conseil municipal y consent, que le gouvernement le croira nécessaire pour les fins industrielles, mécaniques, artistiques, sacramentelles et médicinales. Cela s'applique à tous les spiritueux.

Pour obtenir de ces marchands autorisés par le gouvernement toute liqueur spiritueuse quelconque, il sera nécessaire, quand il s'agira des fins sacramentelles, qu'un certificat soit signé par un membre du clergé; pour les autres fins, l'acheteur devra déclarer solennellement le but pour lequel il doit employer son emplette. Tous ces achats seront sujets à de nombreuses restrictions et la loi imposera, en cas de contravention ou quand les liqueurs ainsi procurées seront affectées à d'autres fins que celles que l'on aura déclarées, des amendes et des pénalités très fortes. Les marchands autorisés n'auront pas le droit de vendre pour les fins de consommation pour quelque considération que ce soit.

La loi porte que le permis de vente, pour les marchands de Montréal sera taxé à \$5,000, et \$4,000 par année pour ceux de la ville de Québec. Pour toute ville avec une population de 10,000 à 75,000 habitants, ce sera \$2,500 et, pour toutes les autres, \$1,000, au cas où la loi de tempérance du Canada serait révoquée. Si cette loi n'est pas révoquée, la loi de tempérance restera en force et il n'y aura pas de marchands autorisés parce que la loi fédérale est souveraine.

Si le référendum approuve la vente de la bière et des vins, le gouvernement se propose d'émettre à peu près le même nombre de licences à travers la province que celui qui existe à l'heure actuelle, mais il sera loisible de discuter cette question en temps et lieu. Le gouvernement ne veut pas qu'il y ait de "bars", et les dispositions de l'ancienne loi resteront en vigueur pour cette fin.

L'émission de cette licence sera sujette aux conditions et aux formalités requises par la loi des licences, ce qui veut dire qu'elle devra être confirmée par les commissaires aux licences dans les villes de Montréal et de Québec, et par le conseil municipal dans les autres municipalités, et qu'aucune licence ne peut être émise dans une municipalité où un règlement de prohibition est actuellement en vigueur ou le sera ultérieurement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** désire savoir quels vins seront inclus.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Les clarets, bordeaux, sauternes et autres vins légers français. Bon nombre des vins légers français, tels que le claret et les sauternes sont au-dessous du chiffre de l'alcoolisation fixé dans le référendum. Le coût des licences, si le référendum est adopté en faveur de la vente de la bière et du vin, sera de 75 % du coût des licences actuelles dans les municipalités de l'ensemble de la province, et de 25 %, si le référendum décrète la vente des bières de tempérance seulement.

Il y a un point que je voudrais rendre très clair sur cette question du référendum. Si le peuple décide que nous devons émettre des licences pour la vente de la bière et du vin, ces permis ne seront accordés qu'aux endroits où la prohibition n'est pas en vigueur. En d'autres termes, là où la loi de tempérance du Canada est en vigueur, et elle l'est dans la plupart des municipalités de cette province, cette loi restera en vigueur jusqu'à ce qu'elle soit révoquée, et les licences de bières et de vins ne seront pas émises pour ces endroits. À supposer même qu'un comté qui est actuellement sous la loi de tempérance donne une majorité en faveur de la bière et du vin, à supposer même que cette majorité soit de 500, ce comté ne pourrait permettre la vente de cette bière et de ces vins, tant qu'il restera sous le régime de la prohibition en vertu de la loi de tempérance du Canada.

Si la majorité vote contre la vente de bières, de cidres et de vins, alors, les seules licences qui seront émises en vertu de la loi des licences le seront pour des liqueurs ne contenant pas plus que 2½ % d'alcool preuve. Dans ce cas, la loi de tempérance et tous les règlements adoptés en vertu de celle-ci seront rappelés pour faire en sorte qu'il y ait un système uniforme de prohibition dans la province; le coût des licences sera de 25 % du coût actuel.

Que la majorité vote oui ou non, les marchands autorisés seront nommés, parce qu'ils sont nommés dans un but bien précis qui est reconnu comme faisant partie de toute loi de prohibition provinciale et qui est absolument essentiel pour le bien-être de la population et pour le secteur manufacturier.

Il y a actuellement plusieurs importateurs qui représentent des compagnies écossaises ou françaises: le gouvernement a décidé de réduire leur nombre à dix, nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, qui auront le droit d'importer des liqueurs

enivrantes. Et encore, les dix importateurs autorisés n'auront-ils le droit de vendre leurs importations qu'aux marchands détaillants autorisés dans la province et, à l'extérieur, aux personnes dûment autorisées à les acheter, pourvu que la majorité vote oui lors du référendum. Chaque importateur paiera un droit de \$2,500 par année, en plus du droit qu'il devra payer, s'il est un marchand autorisé.

Si le référendum est adopté, les brasseurs devront payer 2½ % de la vente totale au gouvernement, et si le référendum n'approuve que la bière de tempérance, il y aura une taxe de 1 % sur le total des ventes, tandis qu'il y aura, de plus, une taxe de 5 % payable sur le prix d'achat de toutes les liqueurs alcooliques vendues par les marchands autorisés, sauf pour les fins sacramentelles, cette taxe devant être payée sous la forme de timbres adhérents émis par le gouvernement. Nous avons essayé d'exécuter l'intention exprimée à la dernière session et contenue de nouveau dans le discours du trône en donnant au peuple de la province l'occasion de se prononcer sur le maintien de la vente de la bière et des vins.

Il n'y aura pas de bars en cette province, sous aucune circonstance. Il n'y aura plus de licences d'hôtel, sauf pour la bière et le vin, lorsque les gens manifesteront la volonté d'en avoir. Le bill peut sembler un peu long, mais il s'agit là des dispositions générales. Le reste contient des amendements qui permettront d'appliquer les dispositions dont je viens de faire mention. De plus, nous avons cru nécessaire d'apporter des amendements à la loi concernant les amusements, mais il s'agit d'une question que je discuterai plus en profondeur au moment de l'étude du bill en comité.

Si la majorité est en faveur de la vente de bières et vins, le système d'émission de licences pour les hôtels de tempérance inauguré l'an dernier sera étendu à tous les hôtels et établissements publics accueillant des voyageurs.

Ces établissements existent sous trois formes.

Premièrement, les hôtels qui offrent nourriture et hébergement aux voyageurs. Deuxièmement, les restaurants offrant seulement la nourriture sans l'hébergement. Et troisièmement, les maisons de logement offrant l'hébergement sans la nourriture, déjà implantés dans les villes. Ceci ne concerne pas les pensions.

En plus des licences pour liqueurs, la mesure du gouvernement concerne aussi les licences d'hôtels, de maisons de logement ainsi que les établissements d'amusement. Le tarif pour les hôtels est le même que celui de l'an dernier, selon le

nombre de chambres: dans les cités, il est fixé à \$5 par chambre, alors qu'il est de \$3 et de \$2 pour les autres villes et villages. Le tarif pour les maisons de logement équivaut à la moitié de celui demandé aux hôtels, et le tarif des restaurants, basé sur la valeur locative annuelle de l'établissement, est de 5 à 1 %, selon le type de municipalité où le restaurant est situé.

Dans la clause concernant les établissements d'amusement, la taxe que l'on devait payer à la province est remise aux municipalités. Comme je l'ai dit lors de mon discours sur le budget, la province renonce à sa part de la taxe d'amusement au profit des municipalités, mais garde les licences des établissements d'amusement. De plus, il y a une modification du tarif pour les licences d'établissements utilisés temporairement. En vertu de la loi actuelle, un tarif de \$20 par jour est demandé, sans égard à la capacité. Mais, en vertu de ce bill, le tarif est modifié à un sou par siège par jour, ce qui entraînera une diminution de tarif pour les établissements d'amusement temporaires.

La cession de la taxe d'amusement aux municipalités demande une modification des dispositions de la loi pour que celle-ci porte sur les licences des établissements d'amusement et non plus sur la taxe et sur les licences.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** Est-ce que ce sera la seule question soumise au peuple lors de ce référendum?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Oui, il n'y aura que cette seule question dans le référendum, et pour ce qui est des spiritueux, cette loi est probablement plus sévère que toutes celles qui ont été présentées dans les autres provinces. Les certificats que nous exigeons, les pénalités que nous imposons sont telles qu'ils empêcheront la vente des spiritueux, et nous avons donné dans cette loi aux particuliers et aux associations anti-alcooliques le droit de prendre des poursuites.

La seule question qui sera soumise au peuple sera celle de savoir s'ils préfèrent la vente de vins légers et de bières ou de bières à 2½ % d'alcool preuve, comme auparavant.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** Est-ce que Montréal devra se soumettre au verdict des régions rurales?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** La majorité de la province décidera.

**M. Philps (Huntingdon):** Si la majorité décide en faveur des bières et vins, qu'arrivera-t-il dans les endroits où l'on applique la loi Scott?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Leur situation ne changera pas. Même si, dans Huntingdon, une majorité de 500 en faveur des bières et vins se dégage et que la province vote pour cette même option, la situation dans Huntingdon restera inchangée. La décision locale continuera de s'appliquer jusqu'à ce qu'elle soit rappelée.

**M. Tessier (Rimouski):** Si Montréal et Québec se déclarent fortement en faveur des bières et vins et que le reste de la province vote tout aussi fortement contre, est-ce que la prohibition s'appliquera partout en province ou si Montréal et Québec, qui seraient pour la vente de bières et vins, pourront voir cette option appliquée chez eux?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** S'il y a un vote dans toute la province, la majorité de la population se prononcera pour ou contre. Si elle dit Oui, nous permettrons la vente de bières et de vins. Si elle dit Non, ce sera non.

**M. Tessier (Rimouski):** N'y a-t-il pas de décision locale possible?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Non.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis):** La loi prévoit-elle le nombre de marchands autorisés pouvant vendre dans la ville de Montréal?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Nous avons l'intention de distribuer ces dépôts autant que possible, suivant le chiffre de la population. Le gouvernement ne se propose pas nécessairement d'émettre vingt-cinq licences de marchands et je ne crois pas que nous le fassions. Suivant le projet que nous avons arrêté, il y aura environ dix vendeurs à Montréal.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis):** Et les pharmaciens dans tout cela?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Les pharmaciens n'auront pas le droit de vendre des spiritueux sous quelque prétexte que ce soit.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis):** Même sur présentation d'un certificat de médecin?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Même pas avec un certificat de médecin! Les pharmaciens de gros et de détail sont venus nous trouver et nous ont demandé qu'on ne leur permette pas ce commerce. Ils pourront eux-mêmes se procurer les boissons alcooliques nécessaires pour les fins médicales des marchands autorisés, mais ils n'auront pas le droit de vendre ces boissons à l'état nature. Au moyen d'un certificat de médecin, on pourra se procurer ces boissons jours et nuits chez ces marchands autorisés.

**M. Therrien (Sherbrooke):** Est-ce qu'il y a une limite fixée dans la quantité de boisson que les marchands pourront vendre? J'ai vu un certificat de médecin pour dix pintes d'alcool en esprit<sup>11</sup>.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Ce devait être un homme très malade. Le bill limite la quantité que les médecins peuvent prescrire à 10 onces, 36 onces ou 40 onces, afin de n'avoir pas à emmener une bouteille. Nous avons fait cela après consultation avec les meilleures autorités dans la matière afin de garder l'alcool aussi pur que possible.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis):** Le gouvernement taxera à 2½ % les ventes au gros des brasseries. Est-ce que le gouvernement dispose de chiffres montrant ce que ceci représente?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Nous n'avons aucun chiffre et aucune façon de le savoir.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis):** Mais le gouvernement doit savoir quelle quantité de bière est vendue actuellement.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Ceci ne nous fournirait pas d'indication car, lorsque la prohibition sera en vigueur, je souhaite que... c'est-à-dire, je crois que les ventes de bière grimperont et que les ventes d'alcool diminueront.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis):** Mais on n'aura pas de liqueurs fortes du tout?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Il y en aura pour les fins médicales et d'autres fins. Dans la province de l'Ontario, l'année dernière, pour les fins de l'industrie et du commerce, il s'est vendu quelque chose comme 1,000,000 de gallons.

**M. Philps (Huntingdon)** pose une question sur la bière.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** On considère la bière à 2½ % comme une espèce de ginger ale.

**M. Mayrand (Montréal-Dorion)** pose une question.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Il pourrait y avoir jusqu'à 12 marchands à Montréal et ce serait suffisant. En ce qui concerne les licences pour les bières et vins, si les gens votent en ce sens, elles seront émises par la Commission des licences. Les marchands et les importateurs recevront leurs licences de la part du lieutenant-gouverneur en conseil. Si le peuple vote contre les bières et vins, et que seule la vente de bières à 2½ % d'alcool preuue est permise, le gouvernement rappellera la Loi de tempérance et les règlements adoptés en vertu de celle-ci, pour que soit mis en place un système uniforme de prohibition dans la province.

Accordé. Le bill est lu une première fois<sup>12</sup>.

#### Loyers

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 166 amendant les articles 1608, 1642 et 1657 du Code civil, relativement au terme d'expiration des loyers et aux avis requis en certains cas soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### Monuments aux soldats morts au champ d'honneur

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 46 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'érection de monuments aux soldats morts pendant la guerre soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Écoles protestantes de Québec**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 50 concernant les écoles protestantes de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Liqueurs enivrantes**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Décarie) qu'à la prochaine séance, la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 47 ayant pour objet de prohiber la vente des liqueurs enivrantes et d'amender la loi des licences de Québec, en certains cas.

Adopté.

#### **Sociétés d'agriculture**

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 49 concernant les allocations aux sociétés d'agriculture.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra séparer le comté d'Ottawa en deux parties désignées par les lettres A et B, pour les fins agricoles, et que l'allocation à la société d'agriculture de chacune des divisions de ce comté, ou aux sociétés de ces divisions si plus d'une société y est organisée, ne devra pas excéder, en une année, la somme de \$500.

Adopté.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra séparer le comté de Témiscouata en deux parties désignées par les lettres A et B, pour les fins agricoles, et que l'allocation à la société d'agriculture de chacune des divisions de ce comté, ou aux sociétés de ces divisions si plus d'une société y est organisée, ne devra pas excéder, en une année, la somme de \$500.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** demande la permission de présenter le bill 49 concernant les allocations aux sociétés d'agriculture.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Questions et réponses:**

##### **Faillites en 1918**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Combien y a-t-il eu de faillites en 1918 dans toute la province de Québec, Montréal et Québec comprises?

2. Combien y a-t-il eu de ventes par le shérif en 1918 dans toute la province, Montréal et Québec comprises?

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve):** 1. 260 demandes de cessions de biens. Dans ce nombre ne sont pas comprises les demandes de cession des districts de Montcalm et de Rimouski, pour lesquels les rapports ne sont pas encore arrivés.

2. 492 ventes par le shérif. Dans ce nombre ne sont pas comprises les ventes des districts de Montcalm, de Rimouski et de Terrebonne, pour lesquels les rapports ne sont pas encore arrivés.

#### Dépôt de documents:

##### Fréquentation scolaire

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** dépose, sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 26 février 1919, concernant copie de la résolution adoptée par le comité catholique de l'instruction publique à sa séance du 5 février 1919, concernant la fréquentation scolaire. (Document de la session no 34)

##### Débetures et actions

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** dépose, sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de l'Assemblée législative en date du 14 février 1919, concernant un état indiquant: 1. Si l'arrêté en conseil de Son Excellence le gouverneur-général du Canada, du 22 décembre 1917, relatif à l'émission de débetures et d'actions par un gouvernement provincial, colonial ou étranger, une municipalité, une commission, un gouvernement local, une institution, une corporation ou une compagnie autorisée par eux-mêmes ou par d'autres en leur nom, a été révoqué ou amendé; 2. S'il a été amendé, dans quel sens; 3. Quelle demande a faite le gouvernement à ce sujet; 4. Si sa demande a été accordée; 5. Dans la négative, quelle raison le gouvernement fédéral a invoquée. (Document de la session no 35).

#### Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 51 concernant les syndics de la paroisse de Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue, et le comté de Témiscouata;

- bill 54 concernant la succession de l'honorable J.-Aldric Ouimet;

- bill 58 confirmant le titre de l'immeuble connu comme étant le numéro 67 du cadastre de la paroisse de Saint-Eustache, dans le district de Terrebonne;

- bill 67 constituant en corporation The Congregation Beth Hamedrash Hagadol;

- bill 74 validant un acte de cession d'immeuble en faveur de Helen Margaret Ryan Macdonnell et des actes de vente faite par celle-ci de ces biens;

- bill 76 amendant la loi 46 Victoria, chapitre 21, concernant l'instruction publique en tant qu'elle se rapporte à la ville de Richmond;

- bill 89 concernant la succession John Parker.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 115 ratifiant deux actes de donations par Joseph-Ephrem Papineau à Joseph-Edouard Papineau, et un acte de vente par ce dernier à Adélarde Lussier;

- bill 119 amendant la charte de la cité de Lachine;

- bill 120 amendant la loi de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec;

- bill 126 amendant la charte de la ville Laval de Montréal.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 131 concernant la succession de Joseph-Aimé Massue.

#### Succession J.-A. Massue

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 131 concernant la succession de Joseph-Aimé Massue. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Le bill est retourné au Conseil législatif.



**J.-E. Papineau**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 115 ratifiant deux actes de donations par Joseph-Ephrem Papineau à Joseph-Edouard Papineau, et un acte de vente par ce dernier à Adélarde Lussier. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Charte  
de Lachine**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 119 amendant la charte de la cité de Lachine. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Association des optométristes  
et opticiens**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 120 amendant la loi de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Charte  
de Laval**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 126 amendant la charte de la ville Laval de Montréal. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 51 concernant les syndics de la paroisse de Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue, dans le comté de Témiscouata. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Succession J.-A. Ouimet**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 54 concernant la succession de l'honorable

J.-Aldric Ouimet. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Immeuble de Saint-Eustache  
de Terrebonne**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 58 confirmant le titre de l'immeuble connu comme étant le numéro 67 du cadastre de la paroisse de Saint-Eustache, dans le district de Terrebonne. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

**The Congregation Beth  
Hamedrash Hagadol**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 67 constituant en corporation The Congregation Beth Hamedrash Hagadol. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

**H. M. Ryan Macdonnell**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 74 validant un acte de cession d'immeuble en faveur de Helen Margaret Ryan Macdonnell et des actes de vente faite par celle-ci de ces biens. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Instruction publique  
à Richmond**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 76 amendant la loi 46 Victoria, chapitre 21, concernant l'instruction publique en tant qu'elle se rapporte à la ville de Richmond. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Succession John Parker**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 89 concernant la succession John Parker. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée.

### NOTES

1. *La Presse* du 8 mars 1919 cite intégralement le texte des articles du bill.

2. Un peu avant la reprise du débat sur l'enseignement technique, le général Paul-Marie-César-Gérald Pau (1848-1932), héros de la libération de l'Alsace, qui était à la tête d'une délégation française en visite au Canada, prit place à la droite de l'Orateur sur le parquet de la Chambre. Parmi cette importante délégation, il y avait André Siegfried.

3. *Revue canadienne*, 1908, p. 319.

4. Georges Blondel, 1856-1948, historien et économiste français.

5. *Changes needed in American Secondary*.

6. Émile Paris, *Pour devenir commerçant*, A. Colin, Paris, 350 p. Ce texte se retrouve aussi dans la brochure d'Henry Laureys, *Pour devenir commerçant*, Revue trimestrielle canadienne, Montréal 1918, 16 pages, texte de la citation, pp. 15 et 16.

7. François-Xavier Ross, 1869-1945, premier évêque de Gaspé. Le député fait référence à son ouvrage: *Questions scolaires: le nouveau programme primaire*, Montréal, Le Devoir, s.d., 47 p.

8. Mathew Arnord, 1822-1888, poète et critique anglais.

9. *Civilisation in the United States*.

10. *L'Événement* du 5 mars 1919, page 3, mentionne que c'est en violation des règles de la Chambre que le général Pau, se rendant au pupitre de M. Perrault et lui serrant cordialement la main, prononça les paroles reproduites.

11. Probablement de l'alcool pur (à 90 % d'alcool).

12. Il semble que le gouvernement aurait aimé procéder à la 2<sup>e</sup> lecture, mais vu le grand intérêt suscité par la question, cette lecture fut remise. Voir le *Montreal Daily Star*: "The resolutions in the bill were not introduced and the second reading of the bill was allowed to stand over to allow of full debate on the question." *Traduction*: "Les résolutions contenues dans le bill ne furent pas présentées et la deuxième lecture fut remise pour permettre un débat complet sur la question."

Un seul journal, *La Patrie* du 5 mars 1919, page 1, rapporte une déclaration du premier ministre sur ce projet de loi. Il est probable que cette explication ait été donnée au journaliste à l'extérieur de la Chambre. Voici le passage:

### Déclarations de Sir Lomer

Le premier ministre de la province a déclaré que le bill, tel que présenté, signifie l'abolition de toutes les buvettes. Toute liqueur, selon la loi adoptée l'an dernier et qui reste en vigueur, devra désormais être servie aux tables.

Le bill vise à faire disparaître la vente clandestine de la boisson, car les amendes imposées sont suffisamment élevées pour décourager les audacieux.

La fixation de la force de la bière à 3½ % signifie que la bière aura la force de la "lager", soit à peu près les 2/3 de la force de la bière à table que les brasseurs vendent actuellement. C'est ce que les unions ouvrières ont demandé.

La limitation de la force alcoolique du vin à 11 % de preuve signifie la disparition des vins français, des autres vins importés et des vins "sherrys", qui contiennent 16 % et plus d'alcool.

Les réactions au dépôt de ce projet de loi ne se sont pas fait attendre. Le soir même du 4 mars, écrit *La Patrie* du 5 mars 1919, page 1, "ce fut une grêle de télégrammes et d'appels téléphoniques entre les diverses organisations prohibitionnistes de la province. On parle d'organiser une délégation gigantesque qui viendra demander au gouvernement de ne pas tenir le référendum proposé. Mais on peut dire tout de suite que le référendum sera tenu, car c'est par ce référendum que l'on saura si la province veut conserver la bière et le vin, ou si c'est simplement une faible minorité qui demande la prohibition".

## Séance du mercredi 5 mars 1919

## Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 165 concernant la fermeture, à bonne heure, de certains établissements et amendant en conséquence les statuts refondus, 1909, les statuts refondus 1888, et le Code municipal de Québec;
- bill 151 modifiant le Code de procédure civile et les statuts refondus, 1909, relativement à certaines représentations théâtrales.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 164 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux arpenteurs et arpentages.

**M. Francoeur (Lotbinière):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 68 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec.

Votre comité recommande à l'Assemblée législative de prolonger au 7 mars courant les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement, les promoteurs des bills privés qui profitent de cette prolongation de délai.

Le rapport est adopté.

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité recommande à l'Assemblée de prolonger au 7 mars courant, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement, les promoteurs des bills privés qui profitent de cette prolongation de délai.

Le rapport est adopté.

## Locateur

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 168 amendant l'article 1622 du Code civil relativement au privilège du locateur soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

## Ventes

**M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 190 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à certaines ventes ayant l'effet de décret soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Loi électorale,  
Montréal

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose selon l'ordre du jour, que le bill 191 amendant la loi électorale de Québec relativement à la confection de la liste des électeurs dans la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

## Vues animées

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 34 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les exhibitions de vues animées soit maintenant lu une deuxième fois<sup>1</sup>.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité:**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Le premier bill dont il a été question et qui défendait à tout enfant âgé de 16 ans et de moins de 16 ans de pénétrer dans un théâtre, qu'il soit accompagné ou non de parents ou d'une personne responsable, a été retiré par le gouvernement. Par cette mesure, il sera défendu désormais à tout enfant âgé de seize ans et au-dessous de pénétrer dans un théâtre de vues animées s'il n'est accompagné de ses parents ou d'une personne responsable: dans la loi qui existe présentement, la limite d'âge des enfants à qui l'on ne permet pas d'entrer seuls dans ces théâtres est de 15 ans.

Toutefois, par la nouvelle mesure, il sera permis à tout enfant âgé d'en bas de seize ans d'entrer dans un théâtre, accompagné ou non de ses parents, quand il s'agira d'aller voir des vues de caractère plutôt éducationnel, quand ces vues auront été permises par le bureau des censeurs.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Asiles d'aliénés**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le jeudi 27 février dernier: Que le bill 14 amendement les statuts refondus, 1909, concernant les asiles d'aliénés soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Les motifs invoqués contre ce bill sont qu'il enlève aux asiles d'aliénés une partie de leurs revenus en décrétant que le fruit du travail des aliénés ira au gouvernement, et qu'il impose de nouvelles obligations aux municipalités en décrétant que ces dernières seront tenues de payer le coût de l'entretien des aliénés qu'elles envoient aux salles, dès le jour de l'entrée de ces patients aux asiles, au lieu de ne commencer à payer que six mois après l'entrée des aliénés, comme elles le font maintenant.

Ce bill n'est pas régulier parce qu'il n'est pas accompagné des résolutions approuvées au préalable par le lieutenant-gouverneur, attendu qu'il s'agit de prélever des revenus.

**L'honorable M. Décarie (Maisonnette):**

Ce bill a pour but de faire disparaître des abus. Certaines municipalités envoient des gens qui, sous prétexte d'aliénation, passent six mois dans ces institutions, se fiant à ce que le gouvernement paie les frais pendant les premiers six mois. Nous désirons que ces institutions ne prennent que des aliénés.

Le gouvernement a beaucoup de difficultés à percevoir la part due par les municipalités dans le coût de l'entretien des aliénés. Les municipalités ont le droit de se faire rembourser par les familles des aliénés la part du coût d'entretien de ces derniers. Somme toute, les sommes supplémentaires que les municipalités auront à payer seront, pour ainsi dire, payées par les familles des malades.

On compte aujourd'hui sur le gouvernement pour défrayer les frais de détention des aliénés. Il s'agit de protéger aussi les municipalités contre l'exploitation à laquelle elles sont en lutte à ce sujet. Il arrive souvent que des familles ont le moyen de payer la pension de certains détenus mais que, par négligence ou autrement, ces revenus ne sont pas payés aux municipalités. Le bill remédie à ce mal.

Les institutions sont satisfaites des contrats passés avec le gouvernement et elles ne se plaignent pas au sujet du travail des aliénés. Les contrats restent les mêmes jusqu'à leur expiration. Les institutions seront toujours traitées avec justice par le gouvernement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ces institutions sont loin d'être satisfaites et elles sont absolument opposées à cette mesure<sup>2</sup>.

La proposition pour que le bill soit maintenant lu une troisième fois est adoptée sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Droits de successions**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution concernant le bill 37 relatif aux droits sur les successions.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité:**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose: Qu'à compter de la date de la sanction de la loi qui accompagne les présentes résolutions, tout héritier légataire universel, légataire à titre universel ou légataire à titre particulier, donataire en vertu d'une donation à cause de mort, exécuteur, fidéicommissaire ou administrateur, dans les trois mois qui suivent le décès du testateur ou du *de cuius* devra, dans la déclaration attestée sous serment qu'il est tenu de transmettre en vertu de la loi au percepteur du revenu, en sus des obligations qui lui incombent déjà, mentionner le domicile élu pour tous les bénéficiaires et pour l'exécuteur, le fidéicommissaire ou l'administrateur, où pourra être transmis l'état préparé suivant les dispositions du paragraphe 5 de l'article 1381, et du paragraphe 4 de l'article 1387*h* des statuts refondus, 1909, et concernant chacun d'eux et où pourront être faits ou signifiés tous avis, demandes ou actions concernant les droits de succession dus par chacun d'eux.

Adopté.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier qui sera chargé d'étudier le bill 37 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux droits sur les successions.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que le bill 37 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux droits sur les successions soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité:**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Le but de cette loi est de faciliter la signification des documents nécessaires aux héritiers des successions. Il arrive très souvent qu'il est difficile de trouver les adresses des bénéficiaires des successions.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Véhicules-moteurs**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 41 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux véhicules-moteurs soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Subsides**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

**En comité:**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-sept mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le *Journal d'Agriculture*, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le gouvernement demande à la Chambre de voter \$27,000 au *Canada* pour l'impression du *Journal de l'Agriculture*. Le *Journal de l'Agriculture* rapporte assez d'argent avec les annonces que nous pourrions bien appliquer cette somme à une œuvre plus utile que celle du journal *Le Canada*.

Le *Journal de l'Agriculture* contient trop de gravures pour ce qu'il contient d'articles. L'auteur de ces gravures dessine bien, mais il dessine trop.

Il cite comme exemple du journal parfait la *Gazette Agricole* du gouvernement fédéral.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

Les annonces ne rapportent pas assez. Le *Journal de l'Agriculture* a été beaucoup amélioré et il est juste que la Chambre l'aide financièrement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce à même les fonds que lui fournit le gouvernement d'Ottawa pour l'agriculture que le ministre prend ces \$27,000 qu'il donne au *Canada*?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

Nous employons l'argent que le gouvernement fédéral fournit pour toutes sortes de choses utiles à l'agriculture, pour les cercles agricoles, pour les sociétés d'agriculture.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** entre dans les détails concernant le personnel employé.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)**

les défend chaudement pour leur compétence et le service qu'ils rendent à l'agriculture.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** note que le montant de \$27,000 ne représente pas ce qui a été dépensé pour le journal, car il a trouvé dans les comptes publics deux ou trois autres articles reliés à ce journal, et il croit qu'ils devraient être mis tous ensemble.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le gouvernement ne songe-t-il pas à faire la distribution gratuite des grains de semence? Il demande une série de renseignements au sujet de cette distribution. Il croit que le gouvernement fédéral est le seul à faire cette distribution des graines de semence. Il suggère au gouvernement de distribuer gratuitement des graines aux colons pauvres.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

La distribution gratuite des grains de semence est chose pratiquement impossible. On serait trop exposé à donner des grains de semence à des gens qui n'en méritent pas. Le gouvernement ne sait pas si les graines seront bien employées.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'aviculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** trouve trop peu élevé le montant de \$5,000 affecté à l'aviculture. Il trouve aussi que le rapport annuel du ministre de l'Agriculture ne donne pas suffisamment les résultats obtenus en agriculture. La production des œufs a-t-elle augmenté?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

Oui, il y a eu des progrès de réalisés et nous faisons tout ce qu'il est possible pour en obtenir encore.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:

3. Qu'un crédit n'excédant pas cent sept mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'industrie laitière et inspection des fabriques de produits laitiers, (5 George V, chapitre 31), pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille deux cents piastres soit ouvert à sa majesté pour traitements (gouvernement civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-trois mille trois cents piastres soit ouvert à sa majesté pour les dépenses contingentes (gouvernement civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** On donne moins cette année pour l'agriculture qu'il y a deux ans. C'est un million que l'on devrait donner.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

Il y a deux ans, on a, en effet, dépassé \$600,000, grâce aux mandats spéciaux, mais, espère-t-il, l'on pourra faire la même chose cette année et le gouvernement le fera sûrement s'il le peut. En attendant les crédits, moins l'allocation fédérale, sont de \$455,000.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:

6. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit ouvert à sa majesté pour le Mérite agricole, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté<sup>3</sup>.

7. Qu'un crédit n'excédant pas trente deux mille piastres soit ouvert à sa majesté pour les expositions, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**  
C'est l'allocation ordinaire que l'on accorde tous les ans aux expositions.

La proposition est adoptée<sup>4</sup>.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Les résolutions sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

#### Lecavalier et Riel, limitée

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 62 concernant la Compagnie Lecavalier & Riel, limitée.

Adopté.

### En comité:

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. Nonobstant toutes lois et dispositions à ce contraires, les pouvoirs, privilèges et avantages conférés à la Compagnie Lecavalier & Riel, limitée, par la loi 6 George V, chapitre 79, ne deviendront caducs qu'à l'expiration d'un terme de dix années à compter de la sanction de la présente loi, et durant cette période, la compagnie pourra continuer les opérations prévues par cette loi, de la même manière qu'elle les a conduites jusqu'à ce jour."

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que cet article soit amendé et que le mot "dix" soit remplacé par "trois" après les mots "d'un terme de".

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** s'oppose à cet amendement.

Adopté. L'article ainsi amendé est adopté sur division.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose un nouvel article qui se lit comme suit:

"2. La commission administrative de la cité de Montréal pourra cependant et en aucun temps, mettre fin à ce privilège par simple résolution."

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** s'oppose à cet article.

L'article est adopté sur division.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 31 changeant le nom du comté d'"Ottawa" en celui de "Hull" et amendant en conséquence les statuts refondus, 1909, le Code de procédure civile et certaines lois y relatives;

- bill 39 concernant le contrat passé entre le gouvernement et les dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur de Montréal, relativement à la garde et à l'entretien des détenus dans la prison des femmes de Montréal.

#### Actes de succession

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 175 ratifiant certains actes de transport de biens de successions sujets à l'impôt soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée.

---

## NOTES

1. Entre la première et la seconde lecture, le gouvernement a complètement modifié la loi. Les quotidiens le constatent. *La Presse* du 6 mars 1919, page 9, commente ainsi cet aspect:

"De vives protestations se firent entendre contre ce bill et elles ont été entendues par le gouvernement, car lorsque le trésorier a proposé hier la troisième lecture de son bill, il a retranché toutes les clauses originales du bill pour y substituer d'autres clauses absolument nouvelles."

Et *L'Événement* de la même date, page 1, d'indiquer également:

"On sait cependant qu'une forte opposition est venue de la part des propriétaires de théâtres et d'associations ouvrières contre cette mesure telle que présentée d'abord."

Même si on peut considérer que les amendements ont été apportés en comité plénier, il faut constater que ce n'est plus du tout le même texte de la première à la deuxième lecture.

2. Le journaliste Louis Dupire du *Devoir* du 6 mars 1919, page 1, qualifie cette discussion de "oiseuse".

3. Le *Journal de l'Assemblée* ne mentionne pas cette adoption, mais les comptes publics et les quotidiens prouvent que le montant a été adopté.

4. Même remarque que la note précédente.



Séance du jeudi 6 mars 1919

### Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Rapports de comités:

**M. Francoeur (Lotbinière):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 140 amendant la charte de la cité de Montréal;
- bill 88 amendant la charte de la cité de Montréal.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rejeter le bill suivant:

- bill 168 amendant l'article 1622 du Code civil relativement au privilège du locateur.

### Liquidation des compagnies

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** demande la permission de présenter le bill 192 amendant les statuts refondus, 1909, concernant la liquidation volontaire des compagnies à fonds social.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### École technique de Hull

**L'honorable M. Décarie (Maisonnette)** demande la permission de présenter le bill 178 constituant en corporation l'École technique de Hull.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Biens des aliénés

**L'honorable M. Décarie (Maisonnette)** demande la permission de présenter le bill 48

amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'administration provisoire des biens des personnes aliénées non interdites placées dans des asiles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 83 amendant la charte de la ville de Chicoutimi;
- bill 117 amendant la charte de The Shefford, Bagot and Missisquoi Railway Company;
- bill 118 concernant le Bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Montréal et les taxes scolaires dans ladite cité.

### Questions et réponses:

#### Terres aux soldats

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Le gouvernement a-t-il fait l'acquisition de lots dans le but de fournir des terres aux soldats?

2. Dans l'affirmative, dans quels endroits et de qui a-t-il acheté ces lots?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
1. Non, car le gouvernement a l'intention d'offrir des terres publiques aux soldats.

#### École technique de Hull

**L'honorable M. Décarie (Maisonnette)** propose, appuyé par le représentant de Richmond (l'honorable M. Mitchell), qu'à la prochaine séance, la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 178 concernant la constitution en corporation de l'École technique de Hull.

Adopté.

### Heures d'affaires

**M. Robert (Rouville)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 165 concernant la fermeture à bonne heure de certains établissements et amendant, en conséquence, les statuts refondus, 1909, les statuts refondus, 1888, et le Code municipal de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Robert (Rouville)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Représentations théâtrales

**M. Beaudry (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 151 modifiant le Code de procédure civile et les statuts refondus, 1909, relativement à certaines représentations théâtrales.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Beaudry (Verchères)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Arpenteurs et arpentages

**M. Laferté (Drummond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 164 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux arpenteurs et arpentages.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Laferté (Drummond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Jurés

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un

projet de résolution relative au bill 184 concernant l'assignation des jurés.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### En comité:

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose qu'il soit résolu: Que l'honoraire accordé pour l'assignation de chaque juré sera de cinquante centins et qu'il sera accordé trente-cinq centins par mille nécessairement parcouru pour effectuer l'assignation.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier qui sera chargé de l'étude du bill 184 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'assignation des jurés.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que le bill 184 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'assignation des jurés soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### École technique de Saint-Hyacinthe

**L'honorable M. Décarie (Maisonnette)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se

forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions concernant la constitution en corporation de l'École technique de Saint-Hyacinthe.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** propose qu'il soit résolu: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à garantir, aux conditions qu'il trouvera convenables, le paiement du capital et de l'intérêt d'un ou de plusieurs emprunts n'excédant pas en tout \$150,000.00, qui seront contractés par la corporation de l'École technique de Saint-Hyacinthe à être créée par la loi qui accompagne les présentes résolutions afin d'assurer la construction d'un édifice convenable pour ladite école et afin de lui permettre de se procurer des bibliothèques, des laboratoires, des ateliers et l'aménagement nécessaire en général.

Adopté.

2. Que, dans le but d'aider l'École technique de Saint-Hyacinthe et de reconnaître les services qu'elle est appelée à rendre à la province, il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'allouer à ladite école une somme annuelle de \$10,000.00.

Adopté.

3. Que les sommes souscrites et payées par le gouvernement soient d'abord employées à faire le service des intérêts et de l'amortissement du ou des emprunts, et que le reste soit employé aux besoins de l'école en général.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté trois résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier qui sera chargé de l'étude du bill 172 concernant la constitution en corporation de l'École technique de Saint-Hyacinthe.

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 172

concernant la constitution en corporation de l'École technique de Saint-Hyacinthe soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Requête en nullité de décret**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 186 amendant l'article 786 du Code de procédure civile, concernant le délai de présentation de la requête en nullité de décret soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Terres aux soldats**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 42 concernant l'établissement sur les terres de la couronne, des soldats revenus du front.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** pour l'honorable M. Allard<sup>1</sup> propose: Attendu qu'un grand nombre de soldats qui ont servi outre-mer dans la dernière guerre ont manifesté le désir de s'établir sur les terres en cette province;

Attendu que la loi fédérale 7-8 George V, chapitre 21, dite "Loi d'établissement de soldats 1917", accorde des avantages aux soldats visés par ladite loi, qui veulent s'établir sur les terres, au moyen de prêts en argent et qu'une commission appelée "la Commission d'établissement de soldats" a été créée par ladite loi pour la mettre à exécution;

Attendu qu'il convient d'accorder des avantages aux soldats qui voudront s'établir sur les terres de la couronne en cette province;

Qu'il soit en conséquence résolu:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra s'approprier les terres nécessaires pour l'établissement:

a. Des soldats qui ont servi dans les forces navales et militaires expéditionnaires du Canada, durant la guerre actuelle; ou,

b. Qui ont été engagés en service actif, durant la guerre actuelle, dans les forces navales et militaires du Royaume-Uni, ou de tous dominions ou colonies autonomes britanniques; ou

c. Des soldats, sujets britanniques, qui ont été engagés en service actif, à l'un des théâtres de la guerre actuelle, dans les forces navales et militaires de l'un des alliés de Sa Majesté; ou

d. Des soldats d'autres nationalités, mais résidant au Canada avant la guerre, engagés en service actif à l'un des théâtres de la guerre actuelle, dans les forces navales et militaires de l'un des alliés de Sa Majesté;

Pourvu que ces soldats aient quitté le service avec un dossier honorable ou aient été honorablement licenciés.

2. Que ces terres seront concédées gratuitement par le ministre des Terres et Forêts ou ses agents autorisés, ou seront mises à la disposition de la commission fédérale créée en vertu de la loi 7-8 George V, chapitre 21, sous le nom de "Commission de l'établissement de soldats" ou de toute autre commission fédérale établie pour les mêmes fins, pour être concédées gratuitement aux soldats visés par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

3. Que la quantité de terre qui pourra être concédée à chaque colon par le ministre ou par la commission, ainsi que les conditions de l'octroi, seront déterminées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

4. Que les terres concédées en vertu de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions ne pourront être saisies ni vendues sur exécution, avant les lettres patentes, pour une dette quelconque, nonobstant toutes dispositions contenues au Code civil ou au Code de procédure civile, excepté:

a. Pour taxes scolaires, municipales, pour les fins de construction et réparation d'églises, presbytères et cimetières;

b. Pour le prix de telle terre;

c. Pour le remboursement de prêt fait à un colon par la commission fédérale, lequel prêt constitue une première charge sur le lot.

5. Que les droits de la couronne ne seront pas diminués dans les cas de vente mentionnés dans la résolution précédente, et que le nouvel acquéreur sera tenu de remplir toutes les conditions de l'octroi auxquelles était tenu l'acquéreur primitif, pour obtenir les lettres patentes; que la révocation de l'octroi pourra se faire, s'il y a lieu, contre l'acquéreur à ces ventes, ou ses ayants droit; et que tout lot dont l'octroi sera révoqué avant les lettres patentes, reviendra au domaine de la couronne, libre de toutes charges.

6. Que l'article 2092 des statuts refondus, 1909, ne s'appliquera pas aux terres octroyées en vertu de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

7. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire tous les règlements nécessaires pour mettre à effet les dispositions de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, et pour pourvoir aux cas imprévus, afin de faciliter l'établissement des soldats sur les terres appropriées à cette fin; et que ces règlements auront force de loi.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** approuve entièrement le principe de ce projet et en attend beaucoup de bien, dit-il; mais il craint l'efficacité des résultats, car tout dépendra de l'application qu'on en fera. Le gouvernement a-t-il acheté des lots afin de donner des terres aux soldats?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le gouvernement n'a fait l'acquisition d'aucune terre, car il a l'intention de donner des terres de la couronne aux soldats.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ces terrains vont-ils être exclusivement donnés dans l'Abitibi, la terre promise du gouvernement, celle, en tous cas, où il dépense le plus d'argent?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Ces terres de la couronne se situent dans les districts d'Abitibi, du Lac-Saint-Jean, du Témiscamingue et de Gaspé. Le gouvernement n'a pas fixé d'avance d'endroits où les soldats vont s'établir. Ces soldats-colons s'établiront où ils voudront, mais s'ils demandent des conseils, le département des Terres leur conseillera sûrement de s'en aller se fixer dans l'Abitibi. Il y aura, sans doute, beaucoup de soldats qui se porteront vers cette belle région parce que c'est une région d'avenir, qui se développe admirablement depuis quelques années.

Le gouvernement désire bien traiter les soldats et ils seront bien traités. Il a, dit-il, reçu un grand nombre de lettres de soldats, depuis que le projet est connu, qui demandent des renseignements et qui veulent bénéficier de cette mesure.

Avec ces grands avantages du gouvernement provincial et ceux du gouvernement fédéral qui leur prête une avance jusqu'à \$2,500 pour s'établir sur les terres, les soldats licenciés pourront se tirer d'affaires et devenir de bons colons et aussi des cultivateurs heureux et prospères. Nos vétérans n'ont donc aucune raison de craindre l'avenir.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande des renseignements sur la valeur des terres qui seront concédées.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Les lots seront semblables à ceux vendus pour la colonisation. Ces terres se vendent à l'heure actuelle \$30 dans l'Abitibi et \$60 ailleurs. Les terres se vendent à un prix très bas, mais que leur valeur réelle de l'avis du ministre de l'agriculture, est de \$500 à \$1,000<sup>2</sup>.

La différence que l'on fait entre l'Abitibi et les autres régions est justifiée par le fait que la première étant plus éloignée, il convient de vaincre ce désavantage par une réduction de tarif.

**M. Smart (Westmount)** dit que le bill devrait être amendé pour qu'il y soit mentionné que chaque soldat obtiendra un lot d'environ 100 acres.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dit que ceci lierait les mains du gouvernement et qu'il serait préférable de laisser le département des Terres de la couronne décider quelle superficie sera octroyée.

Ces terres données aux soldats seront d'environ cent acres, mais il sera loisible au lieutenant-gouverneur de donner davantage, par exemple quand le soldat-colon aura une famille nombreuse et qu'un lot de 100 acres se révélerait insuffisant. Il est donc préférable de ne pas fixer une limite stricte.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** demande aussi au ministre des Travaux publics de fixer le nombre d'acres qui seraient données à chaque soldat.

**M. Philps (Huntingdon)** demande s'il sera loisible aux soldats de vendre la terre qui leur sera donnée.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le gouvernement va prendre toutes les précautions possibles pour éviter la spéculation. Ils pourront vendre leur terre, mais il faut se rappeler qu'ils devront payer une hypothèque de \$3,500 sur chaque lot au gouvernement fédéral, car ce dernier prêtera ce montant à chaque soldat.

**M. Philps (Huntingdon):** À supposer qu'il n'y ait pas d'hypothèque, le soldat peut-il vendre le lot?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il ne peut le faire que sur la recommandation du département des Terres de la couronne. Le soldat-colon devra travailler sur la terre, comme les autres colons. Les soldats démobilisés feront de bons colons, et le gouvernement désire les aider.

Le bill prévoit que les terres données aux soldats ne pourront être saisies ou vendues par poursuite, comme c'est le cas habituellement, sauf pour les taxes municipales et scolaires, les taxes pour la construction ou la réparation d'une église, d'un presbytère ou d'un cimetière et pour le remboursement de l'argent avancé par le gouvernement fédéral, par le Bureau de la restauration des soldats.

Ces lots seront, jusqu'à l'émission des lettres patentes, exempts de saisie pour taxes et jouiront des privilèges accordés aux lots de colons. Ils seront soumis aussi aux mêmes obligations et conditions que les lots de colons.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** manifeste également la crainte que des gens puissent spéculer sur ces octrois en argent et en terres.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Le gouvernement a tout prévu et personne ne sera assez fin matois pour déjouer les précautions qui sont prises pour empêcher la spéculation sur ces lots.

Les résolutions sont adoptées.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

demande la permission de présenter le bill 42 concernant l'établissement sur les terres de la couronne des soldats revenus du front.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Messages du Conseil législatif:**

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 64 amendant la charte du village du Petit Lac Magog;
- bill 65 amendant la charte de la cité de Hull;
- bill 70 constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Québec et Ungava;
- bill 71 ratifiant une résolution du conseil du comté de Québec, changeant son chef-lieu;
- bill 135 concernant la reconstruction de la cathédrale de Chicoutimi.

**Charte  
du Petit Lac Magog**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 64 amendant la charte du village du Petit Lac Magog. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Charte  
de Hull**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au

bill 65 amendant la charte de la cité de Hull. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Québec et Ungava**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 70 constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Québec et Ungava. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Conseil du comté  
de Québec**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 71 ratifiant une résolution du conseil du comté de Québec, changeant son chef-lieu. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Cathédrale  
de Chicoutimi**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 135 concernant la reconstruction de la cathédrale de Chicoutimi. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Subsides**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

**En comité:**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:

Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent soixante-quinze mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'amélioration et entretien des chemins, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières):** Cet argent est demandé pour diverses fins de la voirie et, entre autres choses, pour l'entretien des chemins de terre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** fait remarquer à ce sujet qu'il ne voit rien dans le rapport de la voirie concernant les chemins en terre. Il nous faudrait, dit-il, pourtant bien connaître l'emploi que l'on fait de cet argent avant d'en voter d'autre.

Il critique l'emploi de mandats spéciaux dans le département de la Voirie comme, au reste, dans les autres départements. Il demande comment il se fait qu'il y a eu urgence dans ces travaux de la voirie, car, dit-il, on ne doit user des mandats spéciaux que dans les cas d'urgence.

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières)** répond qu'il voit dans les apports de son département une mention des chemins de terre. L'on a dû se servir de sommes votées par mandat spécial dans certains cas d'inondation, comme dans le district de Beauce.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### En comité:

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour chemins de colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sociétés de colonisation en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** critique le département de la Colonisation. Il s'étonne que l'on demande, cette année, une somme de \$80,000 de moins que l'année dernière, pour les chemins de colonisation. Les chemins de colonisation, c'est pourtant ce que l'on demande partout et c'est bien la chose principale pour la vie de la colonisation. Il s'informe auprès du ministre<sup>3</sup> si le département s'est servi, lui aussi, de mandats spéciaux.

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières)** répond affirmativement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le gouvernement abuse des mandats spéciaux. Le gouvernement devient, en cela, véritablement inconstitutionnel. Ce n'est pas que je trouve, qu'en se servant de mandats spéciaux, on dépense trop d'argent pour les chemins de colonisation. Au contraire, on n'en dépense pas assez... Mais on devrait faire voter régulièrement cet argent par la Chambre.

Il fait une critique générale sur la politique de colonisation du gouvernement, politique qui se réduit à rien pour les colons qui manquent de tout. Il critique en particulier la mauvaise distribution que l'on fait des argents que l'on vote pour les chemins de colonisation.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Je serai heureux, déclare-t-il, d'avoir plus de crédits pour la colonisation. Le département fait ce qu'il peut avec l'argent dont il dispose. Il avoue que le montant voté n'est pas suffisant; mais il ne peut toujours pas aller gruger sur le budget des autres départements qui doivent se développer normalement comme celui de la colonisation.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quel est le dernier surplus du gouvernement?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Environ \$2,000,000.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Alors, le ministre de la Colonisation aurait tort de se gêner pour demander plus pour son département. Lui, le ministre de la colonisation, avec sa grande éloquence, pourquoi ne va-t-il pas voir le trésorier provincial et ne lui demande-t-il pas une partie de ce magnifique surplus de \$2,000,000 dont le gouvernement se vante?

Le premier ministre n'a-t-il pas annoncé que malgré son surplus, le gouvernement avait répondu à tous les besoins de la province. Je ne comprends, du reste, un surplus, qu'à condition que le gouvernement ait répondu à tous les besoins des départements. Pourquoi alors le ministre de la Colonisation vient-il déclarer qu'il n'a pas suffisamment d'argent pour répondre aux besoins de la colonisation? Il n'est pas nécessaire de gruger dans les autres départements; il suffit de pîger dans le trésor, à même le surplus du trésorier, si ce surplus n'est pas, comme plusieurs le pensent, imaginaire.

Le premier ministre a toujours parlé du colon dans les termes les plus éloquents lors de ses discours à la Chambre, disant à qui veut l'entendre à quel point le colon est un citoyen robuste et un pionnier formidable. Si le gouvernement a une si bonne opinion du colon, il peut certainement prendre une partie du \$2,000,000 pour l'aider.

Allez voir le trésorier, coupez les cordons de sa bourse, emparez-vous des \$2,000,000 et aidez l'homme qui, aux dires du premier ministre, est en train de construire un grand et nouveau pays sur la terre la plus magnifique.

Il attache, dit-il, la plus grande importance aux subsides qui vont aux sociétés de colonisation et il demande une foule de renseignements au sujet des opérations de ces sociétés. Il dit beaucoup de bien de la Société de colonisation de Notre-Dame du Chemin et demande au ministre de lui accorder un subside. Il reconnaît que le ministre est au courant des affaires de son département.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** rappelle à M. Sauvé que le surplus ne se chiffre pas vraiment à \$2,000,000, car des dépenses extraordinaires l'ont réduit à \$1,500,000. Il ajoute qu'il y a d'autres départements à part le sien et que les octrois à la colonisation ont été grandement augmentés.

Les renseignements sur les sociétés de colonisation à cause de la guerre sont plutôt rares. Il fait également l'éloge de la Société de colonisation de Notre-Dame du Chemin, et l'on peut s'attendre à ce qu'elle reçoive le subside réclamé par le chef de l'opposition.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Les renseignements du ministre, sur les sociétés de colonisation, sont maigres.

(Murmures dans la Chambre)

Il réclame le silence.

Il est assez curieux, dit-il, que l'on ne puisse pas même se faire entendre dans cette Chambre quand on parle ou de l'agriculture ou de la colonisation. On organise de beaux débats académiques, on fait de longs discours sur l'élite intellectuelle et sur l'instruction obligatoire et l'on ne peut pas faire entendre un seul mot sur la colonisation. Et pourtant, la plupart des députés de cette chambre représentent des comtés où l'on ne compte que des colons et des cultivateurs; et pourtant, ils ne manqueront pas de faire leurs élections avec l'agriculture et la colonisation.

Les résolutions sont adoptées.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

### Ajournement

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau) que, lorsque cette chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à onze heures et demie, demain.

Adopté.

La séance est levée.

---

### NOTES

1. Membre du Conseil législatif.

2. *La Presse* du 7 mars 1919, page 7, parle de \$2,500. Elle semble confondre la valeur des terres avec le montant du prêt fédéral.

3. Il semblerait qu'il s'agit du ministre de la Voirie, l'honorable M. Tessier, et non du ministre de la Colonisation, l'honorable M. Mercier fils.



Séance du vendredi 7 mars 1919

**Présidence de l'honorable A. Galipeault**

La séance est ouverte à 11 h 30.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter à la Chambre les bills suivants:

- bill 191 amendant la loi électorale de Québec, relativement à la confection de la liste des électeurs dans la cité de Montréal;

- bill 20 concernant certaines compagnies et corporations.

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité recommande à l'Assemblée de prolonger au 12 mars courant les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement, les promoteurs des bills privés qui profitent de cette prolongation de délai.

Le rapport est adopté.

**M. Francoeur (Lotbinière):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 94 concernant la corporation de la ville de Saint-Michel.

Votre comité recommande à l'Assemblée de prolonger au 12 mars courant les délais relatifs à la réception des rapports sur bill privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement, les promoteurs des bills privés qui profitent de cette prolongation de délai.

Le rapport est adopté.

**Anatomie**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 187 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'anatomie.

Le bill a pour but de permettre aux hôpitaux qui ne sont pas subventionnés par le gouvernement de pratiquer et enseigner l'anatomie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Pêche et chasse**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** demande la permission de présenter le bill 177 amendant la loi de la pêche de Québec et la loi de la chasse de Québec.

La saison pour la chasse du rat musqué sera du 1<sup>er</sup> mai jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Refuge des oiseaux**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** demande la permission de présenter le bill 173 réservant certains territoires de la province de Québec, comme refuge des oiseaux.

Certains endroits sont réservés comme refuge pour les oiseaux. Ces refuges comprendront Rocher Percé, au large de Gaspé, le Rocher aux oiseaux, près des Îles Madeleine et enfin la côte de Gaspé. Il sera défendu de chasser dans ces territoires.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Pont Lasalle**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 107 concernant le pont Lasalle.

Adopté.

**En comité:**

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose un amendement qui devient l'article numéro 4 et qui se lit comme suit:

"4. La cité de Montréal, sur recommandation ou approbation de son conseil, est ainsi autorisée à régler la réclamation desdits pétitionnaires dans les

six mois de l'entrée en vigueur de la présente loi; et, dans le cas où la cité de Montréal et lesdits pétitionnaires ne pourraient s'entendre dans le susdit délai à régler ainsi la présente réclamation à la satisfaction des deux parties, trois arbitres seront nommés pour cette fin, avec les pouvoirs d'amiables compositeurs, l'un par la cité de Montréal, l'autre par les pétitionnaires et le troisième par un juge de la Cour supérieure du district de Montréal, et ces trois amiables compositeurs, vu les raisons mentionnées dans le préambule de ce bill, jugeront la présente réclamation des pétitionnaires suivant l'équité, et leur sentence sera finale et sans appel."

Il dit que la raison qui l'a motivé à insérer la nécessité d'avoir la recommandation ou l'approbation du conseil, c'est que la cause est étrangère à la routine administrative.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** dit que puisque les représentants de la cité n'ont pas eu l'occasion de voir les nouveaux articles, il serait bien de remettre la question à la semaine prochaine.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** accepte la suggestion du représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) et remet la troisième lecture du bill<sup>1</sup>.

#### **Pêche et chasse**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Marie (M. Séguin), qu'à sa prochaine séance, la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions concernant le bill 177 amendant la loi de la pêche de Québec et la loi de la chasse de Québec.

Adopté.

#### **Pont entre Saint-Jean et d'Iberville**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 182 amendant la loi 5 George V, chapitre 9, pourvoyant à la construction et à l'entretien d'un pont métallique, à circulation libre, sur la rivière Richelieu entre les

villes de Saint-Jean et d'Iberville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### **En comité:**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministre des Travaux publics a-t-il l'intention d'adopter une nouvelle politique relative à la construction des ponts?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Telle n'est pas l'intention du gouvernement.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Accidents du travail**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 170 amendant la loi des accidents du travail de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** félicite le premier ministre et le ministre des Travaux publics pour cette mesure qu'il déclare approuver entièrement et qui aurait dû être passée depuis longtemps pour le plus grand bien des ouvriers.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Messages du Conseil législatif:**

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 66 amendant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe;
- bill 98 constituant en corporation l'œuvre des vocations tardives;
- bill 110 amendant la charte de la cité de Sorel;
- bill 137 amendant la charte de l'Association d'assurance mutuelle des fabriques des diocèses de Québec et de Trois-Rivières;
- bill 139 définissant les pouvoirs des exécuteurs nommés en vertu du testament de feu Francis Chattan Stephens.

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau) que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi le 10 mars, à quatre heures de l'après-midi.

La séance est levée.

---

#### **NOTE**

1. Le *Journal de l'Assemblée* mentionne que le bill a été adopté en troisième lecture ce jour-là. Il s'agit manifestement d'une erreur du greffier, puisque la troisième lecture est bien enregistrée ensuite à la date du 10 mars.



Séance du lundi 10 mars 1919

**Présidence de l'honorable A. Galipeault**

La séance est ouverte à 4 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Plan  
général**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 217 permettant aux cités et villes de préparer un système de construction d'après un plan général d'ensemble (Town planning Act).

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Art  
dentaire**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 188 amendant la loi 7 George V, chapitre 38, en ce qui regarde les aspirants à la pratique de l'art dentaire en service actif dans les troupes de Sa Majesté.

Le bill prévoit que les étudiants en art dentaire ayant pris du service dans les armées de Sa Majesté seront placés sur le même pied que les étudiants en droit, c'est-à-dire que ces volontaires ou conscrits seront dispensés de la cléricature régulière.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Officiers  
du revenu**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** demande la permission de présenter le bill 36 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les officiers du revenu.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Transferts d'actions, de bons  
et d'obligations**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** demande la permission de présenter le bill 215 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la taxe sur les transferts d'actions, de bons, d'obligations, ou d'actions-obligations.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Affaires  
municipales**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** demande la permission de présenter le bill 32 amendant les statuts refondus, 1909, les statuts refondus, 1888 et le Code municipal de Québec, relativement aux affaires municipales.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Taxe  
d'amusement**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** demande la permission de présenter le bill 181 amendant les statuts refondus, 1909, en ce qui concerne la perception, par les municipalités, d'une taxe d'amusements sur les personnes qui entrent dans un lieu d'amusement.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Vente de bières, cidres  
et vins légers**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** demande la permission de présenter le bill 176 concernant la consultation des électeurs, par voie de référendum, au sujet de la vente de bières, cidres et vins légers.

Les résolutions seront présentées demain, ce qui ne veut pas dire, toutefois, que le référendum aura lieu. On attend à ce sujet l'opinion des diverses sociétés de tempérance.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Voitures  
d'hiver**

**M. Robert (Rouville)** demande la permission de présenter le bill 193 amendant l'article 429 du Code municipal de Québec, relativement à la circulation des voitures d'hiver.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code de  
procédure civile**

**M. Caron (Ottawa)** demande la permission de présenter le bill 150 amendant les articles 639, 717, 1029, 1048, 1069 et 1352 du Code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Registres d'état civil**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** demande la permission de présenter le bill 180 amendant l'article 44 du Code civil.

Le bill a pour but de donner aux ministres anglicans les mêmes droits qu'aux ministres catholiques romains pour la tenue des registres de l'état civil.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Statuts généraux**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 218 autorisant la refonte des statuts généraux de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Salaire minimum  
pour les femmes**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron) qu'à sa prochaine séance, la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 24 pourvoyant à la fixation d'un salaire minimum pour les femmes.

Adopté.

**Vente de bières, cidres  
et vins légers**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Décarie) qu'à sa prochaine séance, la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 176 concernant la consultation des électeurs, par voie de référendum, au sujet de la vente des bières, cidres et vins légers.

Adopté.

**Officiers du Revenu**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Décarie) qu'à sa prochaine séance, la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération du projet de résolutions relatives au bill 36 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les officiers du Revenu.

Adopté.

**Affaires municipales**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Décarie) qu'à sa prochaine séance, la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 32, amendant les statuts refondus, 1909, les statuts refondus, 1888, et le Code municipal de Québec, relativement aux affaires municipales.

Adopté.

**Pension des officiers publics**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Décarie) qu'à sa prochaine séance, la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération, un projet de résolutions relatives au bill 179 amendant les statuts refondus, 1909, et la loi 7 George V, chapitre 16, concernant la pension des officiers publics.

Adopté.

**Statuts généraux**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau) qu'à sa prochaine séance, la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 218 concernant la refonte des statuts généraux de la province de Québec.

Adopté.

**Service civil**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau) qu'à sa prochaine séance, la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 8 concernant le Service civil.

Adopté.

**École technique  
de Hull**

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions concernant la constitution en corporation de l'École technique de Hull.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité:

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** propose: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à garantir, aux conditions qu'il trouvera convenables, le payement du capital et de l'intérêt d'un ou de plusieurs emprunts n'excédant pas en tout \$150,000.00, qui seront contractés par la corporation de l'École technique de Hull à être créée par la loi qui accompagne les présentes résolutions, afin d'assurer la construction d'un édifice convenable pour ladite école et afin de lui permettre de se procurer des bibliothèques, des laboratoires, des ateliers et l'aménagement nécessaire en général.

Adopté.

2. Que, dans le but d'aider l'École technique de Hull et de reconnaître les services qu'elle est appelée à rendre à la province, il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'allouer à ladite école une somme annuelle de \$10,000.00.

Adopté.

3. Que les sommes souscrites et payées par le gouvernement soient d'abord employées à faire le service des intérêts et de l'amortissement du ou des emprunts, et que le reste soit employé aux besoins de l'école en général.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté trois résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier qui sera chargé de l'étude du bill 178 concernant la constitution en corporation de l'École technique de Hull.

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** propose que le bill 178 concernant la constitution en corporation de l'École technique de Hull soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** propose que la chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Quorum

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** fait une remarque à l'Orateur (il vérifie le quorum).

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Contrairement à l'article 87 du règlement qui exige la présence d'au moins 15 députés, il n'y a que 13 députés sur 86 actuellement en Chambre<sup>1</sup>.

**M. l'Orateur** donne ordre au sergent d'armes d'appeler les membres, et la séance est suspendue pendant quelques minutes.

(Les cloches retentissent). Douze députés font leur apparition<sup>2</sup>.

#### Biens des aliénés

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 48 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'administration provisoire des biens des personnes aliénées non interdites placées dans des asiles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

### Terres aux soldats

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 42 concernant l'établissement sur les terres de la couronne des soldats revenus du front soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le bill soit lu une troisième fois, à la prochaine séance.

### Anatomie

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 187 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'anatomie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Refuge des oiseaux

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 173 réservant certains territoires de la province de Québec comme refuge des oiseaux soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

### En comité:

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pourquoi les oiseaux mentionnés dans ce bill doivent être protégés?

### **L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

On massacre ces oiseaux en grande quantité à des fins commerciales.

Le massacre de ces oiseaux dans certaines parties de la province est terrible, et il y a nécessité de remédier immédiatement à ce mal. Le Rocher Percé, dans le comté de Gaspé, le Rocher aux oiseaux, au nord-est des Îles-de-la-Madeleine et certaines parties de l'île Bonaventure sont à peu près les derniers refuges de certains oiseaux sauvages, dont l'espérance tend à disparaître et qui intéressent tous ceux qui aiment la nature et la science. Ces oiseaux sont utiles aussi comme mangeurs de déchets.

La probabilité de cette extinction a éveillé l'intérêt des gens de la localité, des savants qui ont fait des représentations pressantes à ce sujet. Il est donc nécessaire d'adopter des mesures urgentes pour protéger les oiseaux en question. Le bill décrète que dans telles limites plus haut indiquées, il est défendu de molester ces oiseaux, sous peine de lourdes pénalités.

Par ce bill, on veut empêcher la destruction et l'anéantissement de plusieurs espèces d'oiseaux sauvages, et c'est pourquoi le gouvernement veut établir des réserves dans les endroits où les oiseaux sont en grand nombre.

Les oiseaux sauvages en question sont très intéressants, mais aucunement utiles comme comestibles, car la chair n'a aucune valeur. Ceux qui les tuent le font pour le plaisir de tirer ou pour se servir des plumes.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce que ces oiseaux chantent?

### **L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Ils ne chantent pas.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ils ne chantent pas même les louanges du gouvernement?

### **L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Je suis sûr que toutes les créatures du Bon Dieu, dans la province de Québec, chantent les louanges du gouvernement de cette province.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande au ministre de spécifier ce qu'il a voulu dire par "créatures".

### **L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)**

refuse de se commettre davantage.



Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

### **Pouvoirs hydrauliques**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 174 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'expropriation des terrains requis pour le développement et l'exploitation de certains pouvoirs hydrauliques soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Mines**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 183 concernant la loi des mines de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### **En comité:**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, s'il le juge à propos et d'après les conditions et formalités qu'il croira convenables, réclamer, en tout temps, le droit régalien dû à la couronne sur

toute terre vendue, concédée ou autrement aliénée avant ou après l'entrée en vigueur des statuts refondus, 1909, immédiatement après la date de telle vente, concession ou aliénation.

2. Que le droit régalien, à moins qu'il ne soit autrement fixé par lettres patentes ou autre titre de la couronne, sera déterminé par le lieutenant-gouverneur en conseil d'après un rapport de l'inspecteur des mines et en prenant pour base la valeur, à la mine, du minerai extrait, sans déduire les frais d'extraction.

3. Que, toutefois, le droit régalien, s'il est décrété sur l'amiante, devra être prélevé en prenant pour base la quantité et la valeur de l'amiante produite, sans déduire les frais d'extraction et de traitement de la roche amiantifère.

4. Que, si aux dates fixées par tout arrêté en conseil passé en vertu des dispositions de l'article 2105 des statuts refondus, 1909, tel qu'amendé, les exploitants n'ont pas fait les rapports requis de la quantité, de la valeur des minerais et des produits des mines, telles quantités et valeur seront fixées par les inspecteurs des mines, et les exploitants, en défaut, seront exposés à payer le double du droit régalien.<sup>3</sup>

5. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, s'il le juge à propos, de fixer pour cette partie de la province connue sous le nom de "Nouveau-Québec", la durée et l'étendue des permis d'exploitation, et d'en déterminer les conditions d'émission et de renouvellement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** ne peut, dit-il, saisir la différence entre la taxe et le droit régalien. Il fait remarquer au gouvernement qu'il abuse vraiment du droit régalien. Il voit dans l'amendement, une mesure qui peut peut-être nuire à notre richesse minière, si richesse il y a.

Le ministre n'a-t-il pas apporté quelques nouveaux changements à la loi relativement surtout à ces compagnies minières, qui font souscrire des actions parmi la population à laquelle elles font perdre de grandes sommes d'argent? Il a, poursuit-il, déjà maintes fois attiré l'attention du ministre des mines à ce sujet. Le gouvernement a-t-il pris quelques mesures à ce sujet? N'y aurait-il pas moyen d'obliger les compagnies qui font souscrire du capital à faire connaître leurs opérations, afin que le public ne soit pas floué?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Le gouvernement usera de beaucoup de discrétion dans l'exercice du pouvoir qu'il demande à la Chambre. Le gouvernement prend toutes les précautions voulues, mais il est bien difficile pour ne

pas dire impossible d'établir une législation, telle que la voudrait le chef de l'opposition, pour empêcher ces compagnies minières de vendre des actions parce que, pas plus que les directeurs de ces compagnies, on ne peut pas dire si telle mine au moment où l'on vend les actions rapportera ou donnera rien.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il ne s'agirait pas de chercher ce que rapporteront ou ne rapporteront pas les mines, mais bien de s'enquérir de la solvabilité des compagnies qui cherchent ainsi à vendre leurs actions; et la chose serait pas aussi difficile que le ministre le dit. Le public serait ainsi protégé contre ces exploiters, du moment qu'on arrêterait leur négoce, que ne pourrait justifier le mauvais état de leurs livres.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** C'est ce que le gouvernement cherche le plus possible à faire, mais, répète-t-il, il est impossible d'établir une législation spéciale à ce sujet.

Les résolutions sont adoptées.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier qui sera chargé de l'étude du bill 183 amendant la loi des mines de Québec.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 183 amendant la loi des mines de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

#### **Pont Lasalle**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose que le bill 107 concernant le pont Lasalle soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

#### **Demande de documents:**

##### **Frais funéraires**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Charlevoix-Saguenay (M. D'Auteuil), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance entre le gouvernement et la Compagnie générale des frais funéraires, limitée, depuis 1917, et aussi entre le gouvernement et la Société coopérative de frais funéraires, depuis 1917, au sujet de leur actif et de leur passif.

Il ne veut pas, dit-il, attaquer le gouvernement ni aucune compagnie de frais funéraires en particulier; il veut simplement savoir si les rapports au Trésor de la province de certaines compagnies de cette nature sont exacts; ces rapports sont la garantie du public sur l'administration de ces sociétés et il faut qu'ils soient bien contrôlés pour que ces compagnies puissent présenter les garanties qu'exige le public.

Ainsi, la Compagnie générale des frais funéraires, si l'on tient compte de certains renseignements, a des hypothèques sur son actif, entre autres une de plus de \$106,000 et un jugement de \$33,000, et il n'en est pas fait mention dans les rapports. Il attire particulièrement l'attention du gouvernement sur ce fait et il demande de nouveau de faire en sorte de protéger le public.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Le contrôle du gouvernement est à son début, mais il se propose de faire observer rigoureusement la loi adoptée à la dernière session qui oblige ces sociétés à lui faire des rapports sur leurs opérations. Ces rapports sont très utiles, et si le gouvernement apprend que certains rapports qui lui ont été fournis ne sont pas exacts, il saura y voir.

Ainsi, puisqu'on lui fait remarquer qu'il y a des lacunes dans leurs rapports, il fera en sorte de les faire rectifier. On donnera toute l'attention qu'elles méritent aux observations du chef de l'opposition.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** insiste sur le fait que le gouvernement ne se montre pas assez sévère à l'égard de ces sociétés.

La proposition est adoptée.

##### **Conseillers municipaux**

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 169 amendant le Code

municipal de Québec relativement à l'élection des conseillers municipaux soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Taxes municipales**

**M. D'Auteuil (Charlevoix-Saguenay)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 167 amendement les statuts refondus, 1909, relativement à l'imposition de certaines taxes par les municipalités de cités et villes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Liquidation des compagnies**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 192 amendement les statuts refondus, 1909, concernant la liquidation volontaire des compagnies à fonds social soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Messages du Conseil législatif:**

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 16 amendement la loi relative aux bureaux de placement pour les ouvriers;

- bill 49 amendement les statuts refondus, 1909, concernant les allocations aux sociétés d'agriculture.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative, qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 18 validant certains actes notariés;
- bill 72 amendement la charte de The Canada & Gulf Terminal Railway Company;
- bill 90 amendement la charte de la ville de Grand'Mère;
- bill 92 constituant en corporation la Compagnie des tramways de Lévis;
- bill 96 concernant le Club Laval-sur-le-Lac, limitée;
- bill 132 constituant en corporation la Compagnie provinciale d'indemnité, "The Provincial Indemnity Company";
- bill 158 amendement le Code du notariat.

### **Actes notariés**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 18 validant certains actes notariés.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **The Canada and Gulf Terminal Railway Co.**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 72 amendement la charte de The Canada and Gulf Terminal Railway Company.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Compagnie des Tramways de Lévis**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 92 constituant en corporation la Compagnie des tramways de Lévis.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Club Laval-sur-le-Lac**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 96 concernant le Club Laval-sur-le-Lac, limitée.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Compagnie provinciale d'indemnité**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 132 constituant en corporation La Compagnie provinciale d'indemnité, "The Provincial Indemnity Company".

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Code du notariat**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 158 amendant le Code du notariat.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Charte de Grand'Mère**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 90 amendant la charte de la ville de Grand'Mère.

Les amendements sont lus deux fois.

Il est ordonné que l'adoption desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

### **Charte de Montréal**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 140 amendant la charte de la cité de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Ville de Saint-Michel**

**M. Lévesque (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 94 concernant la corporation de la ville Saint-Michel.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

### **Demande de documents:**

#### **Voirie, Vaudreuil, Sainte-Anne-de-Bellevue, Soulanges et Montréal**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le mercredi 26 février dernier: Qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance, de tous documents se rapportant à la construction des ponts entre Vaudreuil et Sainte-Anne-de-Bellevue et à l'établissement d'une route entre l'île de Montréal et la frontière de la province et passant par les comtés de Vaudreuil et Soulanges.

**M. Pilon (Vaudreuil)** demande au chef de l'opposition d'user de toute son influence auprès du gouvernement d'Ottawa pour faire sa part le plus tôt possible sur cette route projetée.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ces projets, dit-il, méritent le plus grand encouragement et il s'est adressé au gouvernement fédéral pour savoir si celui-ci est disposé à voter des subsides pour la construction de ce pont. Il usera de son influence auprès du gouvernement d'Ottawa pour avoir l'aide que l'on attend de ce dernier. En cela, il s'est rendu à la requête du député de Vaudreuil (M. Pilon). Il n'a pas, ajoute-t-il, encore reçu la réponse du gouvernement fédéral. Il n'a pas une très grande influence sur ces messieurs.

Il croit que le premier ministre en a beaucoup plus que lui auprès du ministre des Travaux publics d'Ottawa (l'honorable M. Carvell)<sup>1</sup> qui fut un bon libéral et un ami intime du premier ministre. Aussi, croit-il, que peut-être le ministre des Travaux publics du Québec aura-t-il plus de chance sur son collègue d'Ottawa.

Quoiqu'il en soit, il fera tout son possible de son côté pour faire terminer cette route qui s'impose particulièrement pour la classe agricole de toute la région qu'elle traverse qui pourra en tirer les plus précieux avantages.

Il espère que le ministre des Travaux publics prêtera une oreille favorable à ceux qui réclament la réalisation de cet important projet, et que le gouvernement passera vraiment à l'action cette année.

La proposition est adoptée.

### Subsides

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### En comité:

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose: Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour chasse et pêche, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le poisson disparaît lentement de certaines rivières et de certains lacs, affirme-t-il.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Ces endroits sont aussi poissonneux que jamais.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** et **M. Sauvé (Deux-Montagnes)** s'échangent des propos familiers.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** invite le ministre à venir pêcher dans son comté et à constater, *de visu* si l'on peut dire, "que le poisson n'y mord pas souvent".

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** accepte cette invitation. Les revenus, dit-il, de la chasse et de la pêche ont augmenté considérablement depuis un an, tels les loyers des rivières, des territoires de chasse, les permis de commerce de fourrures, les permis pour la vente de l'alevin, les incorporations de clubs, les transports de baux, les licences d'entrepôts frigorifiques, etc. Il y a eu diminution sur les licences de chasse par les sportsmen étrangers; cela s'explique par l'état de la guerre.

En 1916-1917, les revenus de la chasse et de la pêche ont été de \$154,372.47; en 1917-1918, ils ont été de \$219,644.14. La grosse augmentation provient de la royauté exigée sur les fourrures.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** N'est-ce pas une taxe nouvelle qu'on a ainsi imposée?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** C'est une royauté semblable à celle exigée par tous les pays civilisés sur l'exploitation de leurs ressources naturelles. Elle est analogue aux droits

d'affermage et de coupe que l'on exige de ceux qui exploitent les forêts de la couronne. Il n'est que juste que les personnes ou les compagnies qui exploitent sur une grande échelle nos richesses nationales paient une royauté.

Il donne aussi des renseignements sur les opérations des inspecteurs de chasse et de pêche. Il déclare que, selon les statistiques fédérales qu'il possède, il a été pris 54,037,284 livres de poisson dans la province de Québec en 1917-1918. Il faut y ajouter 11,200,000 livres de hareng ayant servi comme engrais. On a pris 4,201,520 livres de poisson dans les eaux intérieures.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Mais, franchement, les succès de nos pêcheurs n'ont-ils pas été inférieurs à ceux des autres années?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Peut-être dans les lacs, mais ce n'est pas la faute du gouvernement qui a fait tout ce qui était possible de faire pour encourager les pêcheurs. Le commerce des pêcheries a augmenté considérablement; tant pis si les amateurs n'ont pas eu autant de succès, c'est qu'ils ont été moins chanceux.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** félicite le ministre.

La résolution est adoptée.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

### Dépôt de documents:

#### Secours fédéraux pour chemins

**L'honorable M. Décarie (Maisonnette)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 11 février 1919, relative à la production d'une copie de toute correspondance, télégrammes, etc., entre le gouvernement de cette province et le gouvernement du Canada, depuis 1918, au sujet de Secours fédéraux aux provinces pour la construction des chemins. (Document de la session no 36)

### Article de *L'Événement* <sup>5</sup>

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** fait allusion à l'article de *L'Événement* du jour intitulé: *Un coup d'État à la Chambre*.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Ce n'est pas la première fois que ce journal forme un ministère.

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée.

and the operators at fault shall be liable to payment of a double royalty."

4. L'honorable F. B. Carvell était un unioniste libéral.

5. Dans un article qui fait la manchette de la première page dans le numéro du lundi 10 mars, 1919, *L'Événement* prétend qu'un groupe de députés libéraux, surtout de la région de Montréal, exigent une enquête sur Maisonneuve. Si celle-ci, à la suite d'une demande du chef de l'opposition, M. Sauvé, n'est pas accordée par le gouvernement, il y aura un vote de non confiance à la Chambre. Dans cette éventualité, le poste de premier ministre a été offert, par les mutins, au conseiller législatif M. Perron, lequel a refusé. Enfin, d'après *L'Événement*, c'est le Président de l'Assemblée, Antonin Galipeault, qui est le plus populaire et qui pourrait succéder à Lomer Gouin.

### NOTES

1. Aucun journal n'indique le moment précis de cet incident, mais *L'Événement* mentionne que ce fut une heure après le début de la séance. M. Sauvé venait de recevoir un billet lui signalant qu'il n'y avait pas quorum. Le premier ministre se hâta de prendre les devants et d'attirer l'attention de la Chambre sur cette absence de quorum. Voici les députés présents: M. Gouin (Portneuf), M. Taschereau (Montmorency), M. Mitchell (Richmond), M. Sauvé (Deux-Montagnes), M. D'Auteuil (Charlevoix-Saguenay), M. Lafontaine (Berthier), M. Cannon (Québec-Centre), M. Paquet (Saint-Sauveur), M. Therrien (Sherbrooke), M. Grégoire (Frontenac), M. Fortin (Matane), M. Hébert (Joliette) et l'Orateur.

2. Voici les noms de ces députés, par ordre d'entrée: M. Décarie (Maisonneuve), M. Mercier fils (Châteauguay), M. Létourneau (Québec-Est), M. Madden (Québec-Ouest), M. Séguin (Montréal-Sainte-Marie), M. Lévesque (Laval), M. Bugeaud (Bonaventure), M. Reed (L'Assomption), M. Simard (Témiscamingue), M. Savoie (Nicolet) et M. Caron (Îles-de-la-Madeleine).

3. Le *Journal de l'Assemblée* a omis de terminer la phrase. Toutefois, on peut retrouver le texte manquant, dans la version anglaise du *Journal de l'Assemblée*, qui se lit comme suit: "such quantities and value shall be fixed by the mining inspectors,

Séance du mardi 11 mars 1919

**Présidence de l'honorable A. Galipeault**

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**M. Francoeur (Lotbinière):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 105 amendant la loi constituant en corporation et refondant la charte de la ville de la Pointe-aux-Trembles;

- bill 93 constituant en corporation la ville de Montréal-Nord.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 190 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à certaines ventes ayant l'effet du décret;

- bill 166 amendant les articles 1608, 1642 et 1657 du Code civil relativement au terme d'expiration des loyers et aux avis requis en certains cas.

Le bill 169 amendant le Code municipal, relativement à l'élection des conseillers municipaux, est rapporté à la Chambre.

Le bill 167 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'imposition de certaines taxes par les municipalités de cités et de villes, est rejeté.

**Terres  
aux soldats**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill 42 concernant l'établissement sur les terres de la couronne des soldats revenus du front soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Salaire minimum  
pour les femmes**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions concernant le bill 24 pourvoyant à la fixation d'un salaire minimum pour les femmes.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

Adopté.

**En comité:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose: 1. Qu'aucun membre de la commission qui sera créée en vertu du bill qui accompagne les présentes résolutions ne recevra de rémunération pour ses services; mais que la commission pourra, avec l'approbation du ministre, employer un secrétaire et encourir telles autres dépenses jugées nécessaires, dont le coût sera payé à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Il (l'honorable M. Taschereau) fait remarquer que, des trois membres siégeant sur la commission, l'un d'eux sera une femme, et le président sera le sous-ministre du Travail.

La résolution est adoptée.

2. Que la décision de la commission, fixant un salaire minimum, sera obligatoire pour les patrons et les employées; qu'elle deviendra en vigueur 60 jours après sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*; mais que, suivant les circonstances, la commission pourra prolonger ce délai.

Adopté.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier qui sera chargé de l'étude du bill 24 pourvoyant à la fixation d'un salaire minimum pour les femmes.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 24 pourvoyant à la fixation d'un salaire minimum pour les femmes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Pension des officiers publics**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 179 concernant la pension des officiers publics.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

Adopté.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:  
1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, pour des raisons spéciales et exceptionnelles, pourra déterminer que le deuxième alinéa de l'article 683 des statuts refondus, 1909, ne s'appliquera pas à certains officiers ou employés publics, et que tel arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil sera irrévocable.

Adopté.

2. Qu'en sus des personnes mentionnées dans le second alinéa de la section 6 de la loi 7 George V, chapitre 16, les officiers ou employés publics nommés avant le 1<sup>er</sup> juillet 1918 et qui avaient auparavant occupé une position permanente dans le

service civil, seront régis, pour l'avenir comme pour le passé, par les dispositions applicables avant l'entrée en vigueur de ladite loi 7 George V, chapitre 16.

Adopté.

3. Que les inspecteurs des établissements industriels du département des Travaux publics et du travail auront droit à la même pension que celle qui est accordée aux personnes mentionnées dans l'article 689 des statuts refondus, 1909.

Adopté.

4. Que les secrétaires particuliers, en fonction le 22 décembre 1916, de même que les membres du service civil et les employés mentionnés à l'article 689 des statuts refondus, 1909, qui ont été secrétaires particuliers, seront censés avoir fait partie du service civil à compter de leur nomination comme secrétaires particuliers, pourvu qu'ils donnent au trésorier de la province, avant le 1<sup>er</sup> avril 1919, un avis écrit de leur désir de se prévaloir des bénéfices de la présente résolution, et qu'ils payent, avec intérêt composé, au trésorier de la province, par versements mensuels échelonnés sur une période de 10 années à compter du 1<sup>er</sup> avril 1919, une somme égale au total ou à la différence des retenues qui auraient été faites sur leurs traitements, si la loi qui sera basée sur les présentes résolutions était entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1909; et que, si un officier ou secrétaire particulier auquel s'applique la présente résolution meurt ou est mis à la retraite avant d'avoir payé intégralement, en principal et intérêt, la somme ci-dessus mentionnée, l'article 702 des statuts refondus, 1909, deviendra applicable.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

#### **Pension des officiers publics**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** demande la permission de présenter le bill 179 amendant les statuts refondus, 1909, et la loi 7 George V, chapitre 16, concernant la pension des officiers publics.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.



**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Officiers du revenu**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 36 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les officiers du revenu.

Adopté.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:

1. Que tous les droits perçus en vertu de la loi des licences de Québec et tous les droits et taxes perçus en vertu de la loi de prohibition de Québec feront partie du fonds consolidé du revenu; et, que toute proportion de ces droits et taxes pourra être appliquée, de temps à autre, par le lieutenant-gouverneur en conseil, à l'acquittement, d'après les instructions du trésorier de la province, de toutes dépenses encourues pour la mise à exécution des dispositions de la loi des licences de Québec et de la loi de prohibition de Québec et des poursuites intentées pour contravention à icelles.

Adopté.

2. Que, nonobstant les dispositions des articles 816, 988, 1030, 1167, 1168, 1187 et 1302 des statuts refondus, 1909, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de remplacer, par un salaire à être fixé par lui pour le temps et à l'égard du percepteur du revenu de la province qu'il désigne, les émoluments mentionnés dans lesdits articles.

Adopté.

3. Qu'un supplément de cent piastres par année pourra être accordé par le lieutenant-gouverneur en conseil à tout percepteur du revenu de la province pour ses frais de voyage, outre son traitement ordinaire.

Adopté.

4. Que le trésorier de la province, chaque fois qu'il le trouvera avantageux pour la meilleure administration et exécution des lois du revenu, pourra, de temps en temps, aux frais de la province, faire préparer, imprimer et distribuer, dans les langues française et anglaise, ou dans l'une ou l'autre de ces langues, en tel nombre et de telle manière qu'il le jugera convenable, des brochures contenant les lois ou parties de lois, ainsi que les règlements du lieutenant-gouverneur en conseil et

instructions du département du Trésor, concernant le revenu, qui lui paraîtront à propos; et que ces brochures seront censées imprimées pour l'utilité publique seulement, et que rien de contenu en icelles ne devra prévaloir contre les textes de la loi régulièrement promulguée ou son intention ou interprétation.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier qui sera chargé de l'étude du bill 36 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les officiers du revenu.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 36 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les officiers du revenu soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Transferts d'actions, de bons et d'obligations**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 215 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la taxe sur les transferts d'actions, de bons, d'obligations ou d'actions-obligations soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Pêche et chasse**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 177 amendant la loi de la pêche de Québec et la loi de la chasse de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### **Travail des enfants**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 171 amendant la loi des établissements industriels de Québec, relativement au travail des enfants soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Messages du Conseil législatif:**

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 73 concernant la compagnie du chemin de fer de la vallée de la rivière Madeleine;
- bill 129 concernant la succession de l'honorable Joseph-Octave Villeneuve;
- bill 157 amendant l'article 749 du Code de procédure civile concernant les dépôts requis dans certains cas de vente par le shérif.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill suivant pour lequel il demande son concours:

- bill C concernant la manière d'atteler les chevaux sur les voitures d'hiver dans certains endroits et amendant les statuts refondus, 1909, et le Code municipal de Québec.

#### **Attelage des chevaux**

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch), que le bill C du Conseil législatif concernant la manière d'atteler les chevaux sur les voitures d'hiver dans certains endroits et amendant les statuts refondus, 1909, et le Code municipal de Québec soit maintenant lu une première fois.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Subsides**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la publication de cartes et brochures, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour immigration, colonisation et publicité, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Combien d'immigrés sont arrivés dans la province de Québec durant l'année dernière? Quelle était leur occupation et où se sont-ils établis?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** 6,000 immigrants ont passé par la province de Québec l'an dernier.

Sur ce chiffre considérable, nous avons retenu un total de 107 colons<sup>1</sup>. D'ailleurs, sur ces 107, il n'y avait que trois agriculteurs.

Sur les autres, il y avait quatre garçons de ferme, 16 domestiques, deux étudiants, un garçon de table, huit ingénieurs, neuf journaliers, un mécanicien, quatre marchands et commis, soit un total de 45 hommes qui étaient accompagnés de 62 femmes et enfants.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** De quelle nationalité?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Des Américains pour la plupart, quelques Français et quelques Belges.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** La province de Québec a des représentants à Londres et à Bruxelles; vous font-ils des rapports sur leur travail dans l'intérêt de la colonisation de la province de Québec?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Les représentants de la province à Londres et à Bruxelles sont sous la juridiction du procureur général.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Comment cela? Nos représentants en Angleterre et en Belgique ne doivent-ils pas faire des rapports qui sont connus des ministres?

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Ainsi le portait le statut qui a été adopté, il y a déjà plusieurs années, et que le chef de l'opposition se rappelle sans doute. S'il veut un changement de juridiction, qu'il le dise.

Quant aux rapports qu'il demande, il n'est pas opportun de les lui fournir. Les autres provinces ont aussi des agents en Europe et elles ne publient pas la revue de leur travail. Il vaut mieux qu'il en soit ainsi d'ailleurs car cette publicité pourrait leur être nuisible.

Dans aucune autre province on n'exige de rapport du travail de ces représentants à l'étranger, considérant que ce serait entraver dans une certaine mesure leur initiative. Des instructions leur sont données qu'ils doivent suivre, et le gouvernement

peut suffisamment se renseigner sur la façon dont ils s'acquittent de leur tâche, sans exiger qu'ils fassent eux-mêmes de rapport élaboré.

L'honorable docteur Pantaléon Pelletier<sup>2</sup> et M. Godfroy Langlois<sup>3</sup>, nos représentants à Londres et en Belgique, sont deux anciens députés de la Législature que tous ont connus et appréciés. Personne n'est mieux qualifié pour occuper les postes qui leur ont été confiés.

Ils font beaucoup de choses et de bonnes choses. En Angleterre, il y a eu des conférences partout organisées par notre représentant; il y a eu des bonnes réclames publiées dans la presse anglaise en faveur du Canada et l'on a donné de nombreux et précieux renseignements concernant notre pays. Notre province est magnifiquement représentée à Londres.

Il cite, à ce sujet, le témoignage d'un journal anglais qui disait naguère que la province du dominion la mieux représentée à Londres était la province de Québec.

Il croit qu'il serait trop long d'énumérer tous les précieux services rendus par l'honorable Dr Pelletier à Londres dans l'exercice de ses importantes fonctions. Tous ceux qui sont à même de suivre ce qui se passe dans ce bureau, qui le visitent au cours de voyages en Europe, savent à quoi s'en tenir. Il loue ses belles qualités et son esprit d'initiative. Avant la guerre, dit-il, M. Pelletier avait entrepris des conférences en Angleterre pour nous trouver de bons colons anglais.

Quant à M. Langlois, il travaille également bien de son côté. Il est supérieurement intelligent, et depuis que nous l'avons nommé, il a travaillé, en autant que les circonstances le lui ont permis, et aujourd'hui, il travaille à diriger l'immigration européenne vers le Canada.

M. Langlois a été surpris en Belgique par la déclaration de guerre quand il était en train de transiger avec des propriétaires bruxellois pour la location de ses bureaux. Il a dû se réfugier en France. Là, il s'est occupé de faire paraître des annonces dans les journaux français, suisses, italiens et autres, pour attirer sur le Canada l'attention des immigrants éventuels. Son travail n'a pas encore donné de résultats, mais il a reçu des demandes de renseignements et il dirigera tous les colons qu'il pourra sur le Canada.

Malgré les circonstances créées par la guerre, il a déjà un bon dossier de travail à son actif. Depuis la signature de l'armistice, il a loué un bureau à Bruxelles où il continue à travailler comme il le faisait à Paris durant la guerre.

Avec l'intelligence et l'esprit de travail qui le distinguent, l'ancien député de Saint-Louis déploie beaucoup d'activité et sert sa province suivant ce que ses compatriotes sont en droit d'attendre de lui. Cette nomination, comme celle du Dr Pelletier, est de celles dont la province retire des avantages.

Je dois dire qu'il faut dans le travail des représentants beaucoup de prudence, de tact et de circonspection, car les gouvernements de France, de Suisse, de Belgique et d'Italie sont très jaloux sur cette question et préoccupés à garder chez eux les individus aptes au travail.

Ils n'aiment guère qu'on cherche à attirer vers d'autres pays les sujets qu'ils gouvernent. Et, à ce sujet, le gouvernement central, par l'intermédiaire des représentants fédéraux à Londres, nous a déjà fait remarquer que l'on devrait demander à nos représentants de faire en sorte de ne pas trop s'attirer de remontrances dans ce sens dans leur travail de la part des gouvernements des pays où ils se trouvent. Le gouvernement impérial leur conseille la prudence la plus complète et l'on sait combien les pays continentaux sont jaloux de garder chez eux leur population.

Il ne serait pas dans l'intérêt public de dévoiler la correspondance entre le gouvernement et les agents en Belgique et à Londres, mais il est d'accord pour montrer la correspondance au chef de l'opposition quand celui-ci le voudra. Il termine en disant que les représentants provinciaux ont fait leur devoir et, il en est convaincu, qu'ils continueront de le faire.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** remercie le premier ministre pour les précieux renseignements qu'il vient de donner. C'est simplement ce que je désirais, dit-il, et ce que, sans doute, toute la Chambre voulait. Ce discours du premier ministre montre que la demande que je faisais au ministre de la Colonisation était sérieuse. Je ne veux pas du tout critiquer le travail de nos représentants; je veux simplement obtenir des renseignements sur ce travail.

Il s'étonne que l'on s'obstine à faire un recrutement difficile en Europe, quand on n'a pas d'agents auprès des nôtres qui ont émigré et qui émigrent encore aux États-Unis. Là, nos agents n'auraient pas d'ennuis au moins.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Nos compatriotes étant très rapprochés de nous, comme la plupart d'entre eux sont dans les États de la Nouvelle-Angleterre, il n'est pas nécessaire d'avoir là un agent en permanence. Le département envoie l'un des fonctionnaires, quand il le juge à propos.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande de nombreux renseignements sur l'immigration des nôtres des États-Unis dans la province. Il rappelle que les Canadiens français s'en vont encore aux États-Unis.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

C'est vrai, mais qu'il est aussi vrai que certains en reviennent.

Il n'a pas de rapports, dit-il, et il ne peut pas dire précisément combien de familles canadiennes sont revenues dans la province. Il n'existe pas de statistiques, mais je crois être dans le vrai en disant qu'il nous est venu une cinquantaine de familles au cours de l'année dernière. Il connaît quelques cas de rapatriés.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il serait pourtant fort intéressant pour le département de la Colonisation d'avoir à ce sujet des renseignements; la colonisation ne s'en porterait que mieux et l'agriculture aussi. Il y a évidemment un manque de contrôle dans ce département, sous le rapport de l'immigration. C'est pourquoi beaucoup de nos Canadiens qui reviennent des États-Unis préfèrent s'en aller dans l'Ouest. Le gouvernement devrait aussi intervenir dans la propagande à outrance que l'on fait dans notre province souvent en faveur de la colonisation dans les autres provinces et, en particulier, dans l'Ouest.

Relativement aux brochures sur la colonisation, il s'enquiert de celles qui ont été publiées et demande en particulier s'il en a été publiée une sur le Témiscamingue.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)**

répond dans l'affirmative.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** accuse violemment le gouvernement de laisser périliter cette belle région de colonisation et de laisser les colons dans le besoin même. L'on manque de moyens de communication, dit-il. Plusieurs fois il a attiré l'attention du gouvernement sur cette indifférence du gouvernement à l'égard de cette région et rappelle, en particulier, les belles promesses faites par le ministre actuel, pendant les dernières élections, d'un chemin de fer dans le Témiscamingue.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Le chef de l'opposition fait du Témiscamingue un tableau beaucoup trop sombre pour être réel. Les communications ne manquent pas autant que cela. Il

y a une compagnie de navigation sur le lac qui donne un excellent service. Quant au chemin de fer, maintenant que la guerre est finie, le gouvernement pourra y voir avec plus de chances de réalisation.

Cette entreprise n'était pas si urgente que le pense le chef de l'opposition.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:

3. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les mines, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande des renseignements sur l'existence de mines au Témiscamingue.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Il y a là des mines de plomb, de molybdénite, de cuivre, de bitume, etc., mais elles ne sont pas encore exploitées.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** revient à la charge au sujet des moyens de communication. Pour aller du Témiscamingue dans l'Abitibi, dit-il, il faut faire plus de 60 milles en territoire ontarien, ce qui paralyse les efforts du colon. Quant aux travailleurs, il n'y a là aucune industrie pour les employer.

Il lit un document qui est une lettre que lui ont écrite plusieurs colons de l'endroit sur la politique de colonisation du gouvernement de Québec dans cette région<sup>4</sup>.

Le comté de Témiscamingue est formé de deux régions absolument distinctes et séparées ayant chacune leur administration municipale et judiciaire, relevant quant aux services postaux, voies et communications, service militaire, etc., etc., de districts différents.

La région nord ou Abitibi est située dans le bassin de la baie James; nous ne nous en occuperons pas aujourd'hui.

La région sud du Témiscamingue est située dans la vallée de la rivière Ottawa; c'est de cette région que nous voulons nous occuper.

La région du Témiscamingue, que la rivière Ottawa baigne sur un parcours très sinueux d'environ 350 milles, est caractérisée par deux faits. Elle est habitée par une population absolument canadienne-française. Elle est sous l'emprise absolue des Anglo-Ontariens. La région du comté de Témiscamingue est d'une richesse immense. On y trouve la première matière nécessaire à la plupart des industries.

Cette région renferme d'abord de magnifiques terres à culture le long de la rive est du lac Témiscamingue. Il y a là 13 municipalités rurales contiguës avec une population d'environ 9,000 âmes. L'agriculture et la coupe du bois donnent l'occupation à toute cette population. On ne saurait trouver en ces paroisses le moindre établissement industriel fournissant du travail à trois personnes à l'année.

On trouve dans les bassins du lac Expense les plus riches forêts de la province de Québec. D'ailleurs, toute cette région est riche en bois marchand et la province de Québec retire chaque année les droits de coupe sur des millions de pieds de pin et des centaines de mille cordes de bois de pulpe.

On trouve en une foule d'endroits dans la région du Témiscamingue des gisements ou affleurements minéraux contenant l'argent, le plomb, le cuivre, le fer, le molybdène, etc., etc. On y connaît des sources d'eau minérale et on cite des apparences d'huile de pétrole. Les chutes d'eau de la région du Témiscamingue peuvent développer une puissance de plus de 500,000 chevaux-vapeur.

La région du Témiscamingue québécois ne possède pas le moindre chemin de colonisation avec le reste de la province de Québec, pas même avec la partie nord du comté d'Abitibi. Pour voyager de l'une des trois paroisses du Témiscamingue à Montréal ou Québec, il faut traverser le lac Témiscamingue en bateau l'été, en voiture l'hiver, aller en Ontario, et faire plus de 400 milles en terre ontarienne. Pour voyager du Témiscamingue à l'Abitibi, dans le même comté, il faut parcourir quelque 250 milles de chemin de fer, encore en terre ontarienne. Un patriote qui voudrait faire ce voyage en terre québécoise devrait prendre un canot d'écorce et après trois jours d'aviron et de portage, par la rivière et les lacs Harricana, Okikola, Koyagama et autres, à travers une contrée aussi sauvage que le nom de ses rivières et de ses lacs, ce patriote témiscamingois aura rejoint un autre centre habité de son comté et de sa province.

Toutes les voies de communication du Témiscamingue québécois étant en terre ontarienne, toutes sortes de procédés sont facilement mis en œuvre pour favoriser le commerce ontarien et gêner le commerce avec la province de Québec. N'ayant aucune industrie dans sa région, le cultivateur du Témiscamingue québécois est obligé de faire de longues routes en voiture et de traverser le lac Témiscamingue pour écouler ses produits dans les villes industrielles et minières du Témiscamingue ontarien, Comelt, Haileybury, etc., etc. Ne pouvant

retourner chez lui sans grands frais, le vendeur québécois doit supporter avec désavantage la concurrence de plus en plus intense du cultivateur et producteur ontarien qui se trouve chez lui, soutenu par les administrations de sa province, tandis que le producteur québécois est livré à sa faiblesse. Il en est de même du travailleur témiscamingois. Ne trouvant aucune industrie chez lui, il va donner son travail, son énergie, ses capacités en faveur des industries ontariennes. De plus, il subit l'attraction et il n'est pas une ville ou un village du Nouvel Ontario où l'on ne rencontre trois, quatre, 15 familles et plus, originaires et émigrées du Témiscamingue québécois.

Et cependant, le témiscamingois n'est pas un être inférieur; il pourrait, il demande à faire valoir les richesses de son pays. Le colon du Témiscamingue dispute la terre pouce par pouce au marchand de bois; depuis tantôt 40 ans, les cantons Guigues, Fabre et autres sont ouverts à la colonisation et cependant, les marchands de bois ont encore aujourd'hui le droit de coupe sur les lots de ces cantons, non patentés ou non vendus.

Dans le canton Guérin, ouvert depuis 10 ans, la compagnie The Colonial Lumber, de Pembroke, Ontario, après avoir pillé et ruiné le bois, n'ayant plus rien à arracher de payant, a cédé ses droits à un piller de bois Irlandais, et le gouvernement de Québec a, en faveur de ce piller de bois, abaissé la limite de coupe au diamètre de 7 pouces. Que va-t-il rester au colon, surtout lorsque nous savons que les nouveaux règlements du département des Terres interdisent au colon de ramasser les arbres morts, debouts ou renversés, sur son lot, en dehors de son défrichement, sans une autorisation spéciale? La forêt est riche et immense au Témiscamingue, mais quelque 20 marchands de bois l'ont accaparé. Ce sont: The Gillies Bros., de Breaside, Ontario; Hunter & Co., de Pembroke; J.-R. Booth, d'Ottawa; The Colonial Lumber Co., de Pembroke, etc., etc., Seule la compagnie E.-B. Eddy, de Hull, emploie dans la province de Québec le bois coupé au Témiscamingue. Toutes les autres compagnies qui exploitent en cette région utilisent le produit de leurs coupes dans les industries ontariennes.

Non seulement la matière première est employée au plus grand bénéfice ontarien, mais par d'habiles transactions, les droits de coupe, les titres de limites à bois étant placés en garanties dans les banques, ces banques avancent aux industriels d'Ontario à même la valeur des biens québécois, l'argent nécessaire pour faire marcher leur commerce ontarien.

On objectera, sans doute, un nouvel état de choses. Le gouvernement québécois a induit la compagnie ontarienne Riordon Pulp à construire d'immenses usines au pied du lac Témiscamingue, sur la frontière québécoise-ontarienne. Pour ce faire, Québec a bourré de faveurs la compagnie Riordon: on dit même que les Riordon ont obtenu une réduction de 50 % pour les droits de coupe pour le bois manufacturé par eux sur le sol québécois. Mais ce sol québécois a été choisi en un site inabordable par aucun chemin québécois. Une bande de rochers et de montagnes, large de près de 40 milles, à travers laquelle, malgré de fortes dépenses, les colons du Témiscamingue n'ont jamais pu ouvrir un chemin, sépare la future ville industrielle du village québécois le plus rapproché, Fabre. Le même site a, au contraire, une sortie facile et naturelle en Ontario, au grand bénéfice futur du commerce et de l'agriculture ontariens qui vont trouver en ce site québécois un marché avantageux et facile dont Ontario aura le monopole.

Parmi les pouvoirs hydrauliques du Témiscamingue, occupons-nous seulement de ceux situés en plein centres habités. Les pouvoirs du Cameron, qui peuvent donner jour à des possibilités insoupçonnées, ont simplement été accaparés par les messieurs millionnaires, les Gillies Frères de Breaside, Ontario, au prix de \$0.50 l'acre avec les terrains environnants. Ces messieurs ont revendu, moyennant quelques milliers de dollars, une partie des terrains. Résultat: pouvoirs hydrauliques gratuits, terrain riverain gratuit, quelques milliers de dollars gratuits et Québec attend le développement, et le colon voisin a le plaisir de ne pouvoir utiliser ces forces immenses qu'un Ontarien détient au beau milieu de sa paroisse de Saint-Eugène de Guigues.

Les pouvoirs, dits des Quinze, situés eux aussi en plein centres habités, d'après les rapports des ingénieurs, peuvent aux plus basses eaux en leur état actuel développer 90,000 chevaux-vapeur. Quelques travaux porteraient cette puissance à 200,000 chevaux-vapeur. D'après le tableau des forces hydrauliques de la province de Québec, concédées, édition officielle de 1914, nous voyons que les quatre premières chutes des Quinze, (voir page 30), situées à un mille et demi du village de Témiscamingue-Nord, à 15 ou 20 milles des villes de Halleybury, New Lismear et Cobalt, Ontario, ont été vendues le 29 juin 1905, sans conditions, pour la somme de \$9,000 à la Cie The Bronson Co., d'Ottawa, Ontario. Aujourd'hui, sans le moindre apport de travail, la Cie Bronson estime sa propriété à \$200,000. L'eau coule en liberté et le colon québécois n'a pas le droit d'utiliser une goutte de cette eau pour moudre son grain, s'éclairer, etc.

Le même tableau, émané par le ministère des Terres, nous dit que les autres chutes des Quinze ont été concédées, (voir page 47), le 28 avril 1910, à J. O'Brien, de Carleton, Ontario, moyennant une dépense de \$300,000, dans les trois ans de la concession. Il y a neuf ans de cela et on attend le premier coup de marteau. M. O'Brien est toujours propriétaire. À la page 50 du même tableau, nous voyons que les autres chutes des Quinze ont été concédées le 19 janvier 1912 à M. Walberg, qui les détient encore aujourd'hui, sans avoir un sou pour les exploiter.

Ces pouvoirs hydrauliques des Quinze pourraient aider au développement de Québec, ce que l'Ontarien ne désire pas, nous verrons plus loin pourquoi.

Ils pourraient aussi, vu la proximité des centres miniers de Cobalt, Porcupine, etc., etc., être une concurrence aux pouvoirs hydrauliques développés sur la rivière Montréal, Ontario, par la Nipissing Development dont O'Brien, Walberg et Bronson sont les gros légumes. Ces pouvoirs de la rivière Montréal ont le monopole du pouvoir électrique dans la région minière et agricole du Nouvel Ontario. Ce monopole rapporte à M. O'Brien et autres des milliers de dollars. Ils peuvent bien jeter quelques sous pour empâter le Québec et garder leur monopole. Pour augmenter de quelques dollars les surplus annuels du gouvernement provincial, on consent à laisser le colon québécois dans la misère et l'infériorité.

Que d'énergies morales l'instruction ne pourrait pas développer dans ce peuple du Témiscamingue, entraîné aux luttes patientes, aux sacrifices personnels qui sont sa vie, son existence depuis 40 ans! Si l'on excepte deux ou trois écoles de village tenues par des religieuses, le Témiscamingue ne possède que des écoles primaires, souvent des plus primitives. Cependant, que d'esprits sains ne pourrait-on développer parmi ces corps sains d'une population de près de 9,000 cultivateurs!

Les autorités religieuses locales ont compris que la province de Québec, la race canadienne, ont droit à toutes ces capacités possibles. Depuis plusieurs années, instances sur instances sont faites auprès du gouvernement de Québec pour l'établissement d'une école supérieure, école normale, qui pourrait fournir à nos écoles des rangs ces institutrices que nous allons actuellement engager à grands frais et avec difficulté dans les comtés d'en bas à une distance de 600 à 800 milles. Cette école pourrait aussi à moindres frais, donner une partie de l'instruction que seuls quelques enfants favorisés peuvent aller recevoir dans les collèges et couvents des environs de Québec ou de Montréal.

Hélas, une force d'inertie inconnue rendait le gouvernement de Québec sourd à ses demandes. En un événement inattendu, en juillet 1918, je crois, on découvrit le pot aux roses: poussé au pied du mur, en une réunion tenue à Saint-Bruno de Guigues, M. le député, M. P.P., du Témiscamingue, déclarait qu'il endossait la responsabilité de priver la population du Témiscamingue du bénéfice de l'instruction, de priver la province, et la race, et la société de l'apport précieux, des capacités possibles des hommes du Témiscamingue... pour une question de patronage!

Quel mot pour qualifier cet acte de l'administration provinciale?

Un fait véridique pour conclure: Au cours d'une conversation, le gérant d'une grande compagnie me disait: "Mais si j'accorde tel encouragement, vous allez devenir riche, indépendant." Quel mal à ça, lui dis-je? J'ai 12 enfants à placer. Le gérant: "Mais nous sommes indépendants et n'avons pas besoin de gens indépendants." Je ne comprenais plus. Le gérant: "Voyez autour de vous, nous avons propriétés et industries à faire valoir, nous sommes heureux de placer tous vos enfants dans nos industries et sur nos propriétés."

Et je compris ce mot: Ontarien. Les Canadiens français sont des scieurs de bois et des porteurs d'eau. Et grâce à l'aberration du gouvernement de Québec, l'Ontarien a toutes les chances d'appliquer ce geste à la population canadienne-française du Témiscamingue québécois.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** répond à ce document en disant qu'il croit qu'il a été formulé par un petit groupe de mécontents de là-bas qui viennent à la rescousse chaque année et qui se complaisent à faire de la situation un tableau aussi sombre que possible, exagérant à dessein des choses et mettant ainsi le chef de l'opposition dans l'erreur.

Il ajoute qu'il se construit actuellement une grande pulperie dans la région, laquelle donnera du travail en abondance. Quant aux moyens de communication, on peut se rendre facilement en chemin de fer jusqu'au pied du lac et, de là, en bateau jusqu'à Ville-Marie.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande au gouvernement de quitter ce parti-pris qu'il semble avoir en faveur de l'Abitibi au détriment des autres régions de colonisation qu'il négligea. Qu'il vienne en aide au Témiscamingue, à la merci de l'Ontario.

Il demande des renseignements sur les crédits des mines.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** répond que c'est grâce au droit régalien que les revenus sont augmentés. Il y a eu, l'an dernier, moins de permis d'exploitation et moins de certificats de mineurs.

Il complète certains renseignements donnés la veille, lors de l'étude d'un projet de résolutions concernant la loi des mines.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:  
4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le service d'enregistrement (cadastre), pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'amélioration et l'entretien des parcs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas six mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour commission sur perception de royauté et de licences de chasse et de pêche, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

### Travaux de la Chambre<sup>5</sup>

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** veut bien, dit-il, être expéditif dans les affaires courantes et dans le vote du budget, mais il ne veut pas céder à la pression que l'on veut exercer sur lui à ce sujet. Un ministre de la couronne, sur le train de Montréal, hier, a déclaré que le gouvernement saura bien forcer le chef de l'opposition à expédier les affaires pour que la Chambre proroge dès vendredi.

Ce ministre a conseillé aux députés de se réunir par groupes et de causer tapageusement afin d'étouffer la voix du critique officiel du gouvernement, et de le fatiguer, de noyer le poisson, comme dirait le ministre des Pêcheries. De la sorte, il sera possible de terminer la session, disait ce conspirateur, à la fin de la semaine.

Si c'est l'intention du gouvernement, je puis assurer le premier ministre et ses collègues que je ne me prêterai pas à ces tentatives de bâillonnage et que la Chambre siégera encore samedi et toute la semaine prochaine.

Il promet qu'il ne se lassera pas de discuter les questions d'intérêt public s'il juge utile de le faire.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** repousse cette insinuation du chef de l'opposition. Il l'assure que le gouvernement n'a en aucune façon l'intention de vouloir bâillonner le chef de l'opposition et qu'il lui donnera toutes les occasions de discuter toutes les mesures qui restent encore à étudier.

Il ne croit pas, dit-il, qu'aucun ministre ait fait de telles déclarations. Cette tactique est indigne d'un ministre. Nous n'avons pas l'intention d'accélérer le travail, et tout le temps nécessaire sera alloué.

Le député de Deux-Montagnes peut d'ailleurs dormir sur ses deux oreilles, car on ne prorogera que quand bon lui semblera. S'il ne veut pas finir cette semaine, eh bien!, la Chambre siégera la semaine prochaine.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** remercie le premier ministre de l'assurance qu'il lui donne. Je sais, dit-il, que si le premier ministre veut imposer silence à ceux qui veulent finir brusquement, il sera obéi scrupuleusement, car les députés de cette Chambre obéissent encore au premier ministre; la crise n'est pas aussi imminente qu'on le dit.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** La crise? Le chef de l'opposition a-t-il objection à une séance du matin, demain.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Si l'on est prêt à procéder, maintenant que le comité des bills privés a terminé sa besogne, je n'y vois pas d'objection.

À 6 heures, la Chambre interrompt ses travaux.

### Reprise des travaux à 8 heures

#### Charte de Grand'Mère

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 90 amendant la charte de la ville de Grand'Mère. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.



Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Ville de Saint-Michel**

**M. Lévesque (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 94 concernant la corporation de la ville de Saint-Michel.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Lévesque (Laval)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Québec**

**M. Létourneau (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 68 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec.

Adopté.

#### **En comité:**

Les articles 1 à 12 sont adoptés.

Le comité étudie les articles suivants:

"13. L'article 1 de la loi 58 Victoria, chapitre 49, tel que modifié par la section 12 de la loi 7 George V, chapitre 59, est remplacé par le suivant:

"1. Le conseil de ville se composera du maire et de 12 échevins, dont deux par quartier, qui resteront en charge pendant trois ans, ou jusqu'à l'élection de leurs successeurs en office."<sup>6</sup>

"14. L'article 5 de la loi 7 Edouard VII, chapitre 62, est remplacé par le suivant:

"5. Le maire est élu pour trois ans à la majorité des électeurs municipaux ayant voté."

"15. La section 12 de la loi 7 George V, chapitre 59, est amendée en remplaçant les mots "deux ans", dans les quatrième et cinquième lignes, par les mots: "trois ans".

**M. Paquet (Saint-Sauveur):** Je représente l'élément ouvrier à cette Chambre et c'est en son nom que je demande que le terme d'office du maire et des échevins de Québec soit laissé à deux ans. Ayant été échevin moi-même, je sais d'expérience que, si un échevin ne peut connaître ses devoirs en deux ans, il ne les connaîtra pas mieux en trois ou quatre ans. Qu'on laisse donc à deux ans le terme d'office, au moins jusqu'aux élections de 1920, alors que les contribuables décideront eux-mêmes s'il faut, ou non, étendre ce terme.

**M. Létourneau (Québec-Est)**<sup>7</sup> soutient la contrepartie. Il invoque le fait que les quartiers ont été diminués en nombre et, par conséquent, étendus en dimension, d'où la nécessité de dépenses d'élections plus considérables qui ne devraient pas se répéter si souvent. La diminution des quartiers suscite de l'agitation, mais aujourd'hui la population est satisfaite, affirme-t-il. Ce serait la même chose quant au changement qui est aujourd'hui demandé.

Il explique son attitude. Il croit sa demande justifiable, dans le meilleur intérêt de la population qui finira par en reconnaître l'efficacité.

**M. Madden (Québec-Ouest)** appuie le représentant de Saint-Sauveur et veut que les citoyens puissent aux prochaines élections se prononcer sur la question. C'est logique et c'est juste, dit-il.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** fait part à la Chambre d'une conférence qu'il a eue avec le conseil de la Chambre de commerce et d'autres citoyens qui lui ont demandé: 1. De laisser à deux ans le terme du maire et des échevins; 2. De ne pas donner d'indemnité aux échevins et de laisser celle du maire à \$3,000; 3. De ne pas accorder de privilèges à la compagnie des abattoirs.

**M. Philps (Huntingdon)** émet l'opinion qu'il est injuste de priver notre population du droit de décider elle-même ces questions.

**M. Létourneau (Québec-Est)** revient à la charge et invoque l'opinion de ses électeurs. Il se dit confiant que la majorité des citoyens est favorable à l'extension du terme du conseil.

**M. Paquet (Saint-Sauveur):** Pourquoi alors ne consentez-vous pas à ce que le peuple décide la question au moment des élections en février 1920?

Les articles sont rejetés.

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose un amendement au bill en vue de porter le salaire du maire de \$3,000 à \$5,000, et de payer aux échevins une indemnité annuelle de \$600.

Les membres du conseil de ville de Québec perdent beaucoup de temps au service de la ville. Il est donc juste qu'ils soient payés. Il rappelle que le salaire de notre premier magistrat fut porté en 1908 de \$1,200 à \$3,000 et qu'en 1919 il est raisonnable de porter ce salaire à \$5,000.

Pour ce qui est des échevins, il invoque l'extension des quartiers, l'assujettissement créé par la permanence des réunions du conseil, etc. En Angleterre et dans d'autres pays, dit-il, on trouve des hommes ayant des loisirs à disposer et qui, pourtant, n'ont pas besoin d'être indemnisés. Mais chez nous, tel n'est pas le cas. Une somme de \$600 ne serait pas, à vrai dire, une indemnité, mais la reconnaissance d'un principe. Elle pourrait suffire à défrayer les dépenses de la position, les souscriptions, etc.

**M. Laferté (Drummond):** Mon collègue a peut-être raison, mais les avis d'amendements à la charte de la cité de Québec ne mentionnent ni l'augmentation du salaire du maire, ni le paiement d'une indemnité aux échevins. Je soulève donc un point d'ordre prétendant que les avis n'ayant pas couvert cet amendement, il ne peut être pris en considération.

Il appuie son point de vue en citant de nombreuses autorités à l'appui de son opinion.

**M. Cannon (Québec-Centre):** Mon amendement, dit-il, est dans l'ordre.

**M. le président (M. Tessier, Rimouski)** donne raison au représentant de Drummond et déclare que l'amendement est hors d'ordre, vu qu'il n'est pas couvert par les avis.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Pourquoi?

**M. le président (M. Tessier, Rimouski):** Parce que le comité des bills privés s'est prononcé déjà contre la légalité de cet amendement.

L'amendement est rejeté.

**M. Lévesque (Laval),** au nom du représentant de Jacques-Cartier (M. Ashby)<sup>8</sup>, présente un amendement pour obliger la cité de Québec à acheter de la compagnie des Abattoirs, pour une somme de \$100,000, le marché aux animaux de cette compagnie.

**M. Laferté (Drummond)** soulève un point d'ordre, invoquant la raison que la motion n'est pas couverte par les avis.

**M. Lévesque (Laval)** prétend que la clause du bill pourvoyant à l'encouragement de nouvelles industries prévoit le cas.

**M. Létourneau (Québec-Est)** se déclare en faveur de l'amendement, à la condition qu'on y ajoute un sous-amendement.

Nous avons besoin de nouvelles industries à Québec, nous en réclamons tout le temps. Pourquoi ne pas encourager celle-ci qui est si nécessaire à Québec?

La population de Québec est favorable à cette mesure: Nous n'avons pas d'abattoirs publics et nous en avons besoin.

Le sous-amendement se lit comme suit:

"La compagnie des abattoirs sera obligée de dépenser \$160,000 pour construire ses abattoirs, sans compter, dans ce montant, ce qui a été dépensé jusqu'ici."

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Je serais prêt à accepter les deux amendements que l'on a proposés mais à une condition, c'est que la ville n'ait pas le droit de conclure aucun arrangement avec la compagnie des Abattoirs sans le soumettre au peuple.

Je suggère d'accepter les dispositions de la clause 11 du bill, qui donneraient aux électeurs de Québec le droit de ratifier l'article ayant trait aux abattoirs.

**M. Francoeur (Lotbinière)** répond au représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau) et dit que cette question des abattoirs intéresse non seulement la ville de Québec, mais tous les députés de la région.

Tous nos bestiaux sont vendus à Toronto et la viande nous est revendue à des prix très élevés. Pourquoi? Parce que nous n'avons pas d'abattoirs. Québec est le marché naturel de tous les commerçants de bestiaux. Or, il n'y a pas de marché ici parce que nous n'avons pas d'abattoirs. Pourquoi ne permettrions-nous pas aux autorités municipales de Québec de s'entendre avec la compagnie pour doter notre ville d'abattoirs? Je me place au seul point de vue de l'intérêt de la population de Québec et des éleveurs des comtés environnants, qui aimeraient mieux vendre leurs animaux à Québec plutôt que de les vendre à des commerçants de Toronto.

Il est vrai que le conseil de la Chambre de commerce s'est opposé hier à ce projet, mais lorsque le bill de Québec est venu devant le comité des bills privés, les représentants de la Chambre de commerce ne savaient pas s'ils devaient être pour ou contre le projet. On dirait que lorsqu'il s'agit de progrès, certains hommes d'affaires de Québec n'en veulent pas. Encore une fois, nous ne faisons qu'autoriser la ville à conclure un arrangement. Il est vrai que le conseil de ville de Québec ne semble pas favorable au projet. Le maire s'est prononcé contre. Mais le conseil n'est pas éternel et il se trouvera peut-être des échevins, si ceux que nous avons aujourd'hui refusaient de le faire, pour assurer à Québec des abattoirs, comme tout le monde en réclame.

Le sous-amendement est adopté.

L'amendement, étant mis aux voix, est adopté par 34 voix contre 14<sup>9</sup>.

L'article 16 et le préambule sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**M. Létourneau (Québec-Est)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Montréal, Maisonneuve**

**M. Reed (L'Assomption)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 88 amendant la charte de la cité de Montréal.

Adopté.

#### **En comité:**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)**<sup>10</sup>: Un homme qui occupait hier le siège que j'occupe en ce moment a prédit ce désastre, il y a déjà quelques années. Je veux parler de M. Cousineau<sup>11</sup> qui a donné en cette Chambre des avertissements prophétiques. On l'a traité de visionnaire, de critiqueur insensé, mais reconnaissons-le loyalement, les événements lui donnent raison. Et si le gouvernement eût suivi ses

avis, Montréal n'aurait pas aujourd'hui le fardeau dont il se plaint, et l'intérêt public eût été mieux servi.

Le comité ayant étudié le bill en fait rapport sans amendement.

**M. Reed (L'Assomption)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Ville de Montréal-Nord**

**M. Lévesque (Laval)** propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. David) que le bill 93 concernant la corporation de la ville Montréal-Nord soit immédiatement étudié en comité plénier, comme s'il était inscrit au feuillet de la présente séance.

Adopté.

#### **Charte de Pointe-aux-Trembles**

**M. Lévesque (Laval)** propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. David), que le bill 105 amendant la loi constituant en corporation et refondant la charte de la ville de Pointe-aux-Trembles soit immédiatement étudié en comité plénier, comme s'il était inscrit au feuillet de la présente séance.

Adopté.

#### **Ville de Montréal-Nord**

**M. Lévesque (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 93 concernant la corporation de la ville Montréal-Nord.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**M. Lévesque (Laval)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Pêche et chasse**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 177 amendant la loi de la pêche de Québec et la loi de la chasse de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose: Qu'il soit résolu que les termes et conditions du permis de pêche pourront être fixés par le ministre de la Colonisation, des mines et des pêcheries.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier qui sera chargé de l'étude du bill 177 amendant la loi de la pêche de Québec, et la loi de la chasse de Québec.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 177 amendant la loi de la pêche de Québec, et la loi de la chasse de Québec.

Adopté.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Plusieurs changements sont apportés dans cette loi.

Ainsi, la chasse fermée pour le canard sauvage, qui était autrefois fixée du 1<sup>er</sup> mars au 1<sup>er</sup> septembre, est reportée du 15 décembre au 1<sup>er</sup> septembre de l'année suivante, tandis que la chasse fermée pour le pic-bois, la sarcelle, le pluvier, et autres volatiles de la même famille, qui était autrefois fixée de février à septembre, est maintenant

portée du 15 décembre au 1<sup>er</sup> septembre de l'année suivante.

Il n'y a réellement que deux amendements aux lois actuelles. Aux termes du premier, la chasse fermée pour les rats musqués est fixée pour l'avenir du 1<sup>er</sup> mai au 1<sup>er</sup> novembre tandis que, sous l'empire de la loi actuelle, elle va du 1<sup>er</sup> mai au 16 mars de l'année suivante.

Aux termes du second amendement, au nord de la 50<sup>e</sup> parallèle de latitude, la saison de chasse est portée de novembre à juin, soit un mois de plus que dans les autres parties de la province.

L'île d'Anticosti sera privilégiée, car il sera permis d'y abattre tous les caribous, originaux et chevreuils que l'on voudra, tandis que dans les autres parties de la province, il n'est permis à chaque chasseur de tuer qu'un seul original, deux caribous et deux chevreuils.

Cette exception est faite en faveur d'Anticosti parce qu'il y a quelque sept ans, son propriétaire avait amené de la terre ferme nombre de ces animaux qui se sont reproduits avec tellement d'abondance qu'il est devenu nécessaire de diminuer leurs troupeaux, afin d'éviter qu'ils fassent trop de dommages. L'île d'Anticosti est tellement éloignée de la terre ferme qu'il a été impossible à ces animaux de la désertir à la nage.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Travaux de la Chambre**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Richmond (l'honorable M. Mitchell) que, mercredi, le 12 mars courant, la Chambre tienne deux séances: la première de trois à six heures de l'après-midi et la seconde de huit heures jusqu'à l'ajournement; et qu'à partir de jeudi le 13 mars courant, la Chambre tienne trois séances tous les jours, excepté le dimanche: la première de onze heures du midi à une heure de l'après-midi; la deuxième, de trois à six heures de l'après-midi; et la troisième de huit heures jusqu'à l'ajournement; et qu'à chaque séance, à l'avenir, l'ordre des affaires soit

réglé suivant les dispositions de l'article 111 du règlement relatives aux séances du mardi.

Adopté.

La séance est levée.

10. Cette intervention de M. Sauvé pourrait avoir été faite à un autre moment, soit lors de l'étude du bill 93, ou soit immédiatement après ou le 12 avril, lors de l'étude du bill 105.

11. Il s'agit du chef de l'opposition en 1915 et 1916, Monsieur Philémon Cousineau.

---

## NOTES

1. D'après *L'Événement* du 12 mars 1919, page 1, nous en aurions retenu 165.

2. Pantaléon Pelletier, 1860-1924, député libéral de 1900 à 1911, agent général à Londres de 1911 à 1924.

3. Godfroy Langlois, 1866-1928, député libéral de 1904 à 1914, fut en poste à Bruxelles de 1914 à 1928 comme agent général de la province.

4. *L'Événement* du 15 mars 1919, page 8, qui donne le texte de ce document en entier, dit que le chef de l'opposition n'a lu en Chambre que des extraits. Cependant, il est impossible d'identifier les passages effectivement lus.

5. Le moment exact de l'intervention de M. Sauvé est incertain. *The Gazette*, page 2, dit que cet échange eut lieu durant les estimés de la colonisation alors que *L'Action catholique*, page 2, placerait l'incident au moment de l'ajournement de 6 heures, et *L'Événement*, page 8, au début de la séance de 8 heures.

6. La première version de la loi portait à 4 ans la durée du mandat du maire et des échevins. Le comité des bills privés l'avait porté à 3 ans.

7. C'est M. Létourneau (Québec-Est) qui a proposé l'amendement de la prolongation à 3 ans au comité des bills privés, selon *Le Soleil* du 12 mars 1919, page 7.

8. M. J. S. A. Ashby (Jacques-Cartier) était absent.

9. Parmi les pours, on dénombre entre autres: Décarie et Mercier fils, MM. Francoeur, Sauvé, D'Auteuil, Godbout, Létourneau (Québec-Est), Madden et Paquet; parmi les contres: les honorables Gouin, Taschereau et Mitchell.



## Première séance du mercredi 12 mars 1919

## Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Actions en dommages et pénales

**M. Hébert (Joliette)** demande la permission de présenter le bill 196 amendant l'article 453 du Code municipal de Québec, relativement aux actions en dommages et pénales.

On veut forcer les personnes qui réclament des dommages des municipalités, par suite d'accidents dus à l'état des chemins, à donner avis de cette poursuite dans les trente jours qui suivent cet accident.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Terres publiques, bois et forêts

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 219 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les terres publiques et les bois et forêts.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Intérêts et arrérages de rentes

**M. Francoeur (Lotbinière)** demande la permission de présenter le bill 197 amendant les articles 790 et 804 du Code de procédure civile, relativement à la collocation des intérêts et des arrérages de rentes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Questions et réponses:

#### Chemins macadamisés

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Combien de milles de chemins macadamisés depuis 1910 ont été réparés en 1917 et en 1918?

2. Combien ces réparations ont-elles coûté par mille? Combien avait coûté leur confection?

3. Dans quels comtés et paroisses ces réparations ont-elles été faites?

**L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières):** 1. En 1917, 122.81 milles. En 1918, 233,92 milles.

2. \$96.17 par mille par année. Il est impossible de déterminer le coût exact de chaque mille de chemin ou de chaque partie de mille. Dans la réponse suivante, en regard des noms des municipalités où des travaux d'entretien ont été exécutés, on trouvera le montant qui y a été dépensé pour la confection de tous les chemins en macadam.

3. (Voir la liste ci-dessous)

Argenteuil, Saint-Jérusalem, paroisse.....	\$ 28,054.95
Arthabaska, Warwick, village.....	17,361.28
Beauharnois, Saint-Louis-de-Gonzague, paroisse.....	92,523.17
Brome, Knowlton, village.....	25,421.21
Chambly, Saint-Hubert, paroisse.....	52,092.13
Chambly, Saint-Bruno-de-Montarville.....	60,793.07
Champlain, Batiscan, paroisse.....	8,020.25
Châteauguay, Sainte-Philomène, paroisse...	44,372.10
Châteauguay, Saint-Malachie-d'Ormstown, paroisse.....	84,478.73
Compton, Dittton, canton.....	19,894.64
Deux-Montagnes, Saint-Joseph-du-Lac, paroisse.....	16,349.00
Drummond, Saint-Cyrille, village.....	3,222.16
Drummond, Wendover & Simpson.....	29,021.63
Frontenac, Saint-Sébastien-d'Aylmer, paroisse.....	23,471.39
Gaspé, Chandler, village.....	25,000.00
Huntingdon, Dundee, canton.....	141,280.61
Huntingdon, Saint-Anicet, paroisse.....	129,300.83
Huntingdon, Hemmingford, canton.....	45,805.39
Iberville, Saint-Sébastien, paroisse.....	30,705.86
Labelle, Montebello, village.....	23,803.05
Labelle, Papineauville, village.....	24,411.13
Laprairie, Saint-Constant, paroisse.....	105,147.20
Laval, Saint-Léonard-de-Port-Maurice.....	60,000.00
Laval, L'Abord-à-Plouffe, village.....	6,000.00
Laval, Sainte-Dorothée, paroisse.....	81,024.16
Saint-Martin, paroisse.....	166,897.94
Lévis, Sainte-Hélène-de-Breakeyville.....	18,887.12
Lévis, Charny, paroisse.....	25,397.36
L'Islet, L'Islet, paroisse.....	12,351.95
L'Islet, Bonsecours, village.....	464.00
Lotbinière, Saint-Jean-Deschailions.....	48,391.44
Lotbinière, Saint-Flavien, village.....	9,542.48
Mégantic, Bernierville, village.....	19,776.11
Mégantic, Robertsonville, village.....	22,534.00
Missisquoi, Dunham, canton.....	25,782.37
Missisquoi, Dunham, village.....	14,477.40

Sweetsburg, village .....	15,078.03
Montcalm, Saint-Jacques-l'Achigan, village .....	24,495.93
Montmagny, Cap-Saint-Ignace, paroisse .....	22,363.60
Montmorency, Sainte-Anne-de-Beaupré.....	1,800.00
Napierville, Saint-Rémi, village.....	42,054.28
Saint-Rémi, paroisse.....	70,357.76
Saint-Michel, paroisse .....	58,392.49
Saint-Michel, Saint-Édouard, paroisse.....	42,434.71
Saint-Michel, Saint-Cyprien, paroisse.....	41,760.30
Portneuf, Saint-Augustin, paroisse.....	35,824.18
Portneuf, Saint-Marc-des-Carières, paroisse .....	39,205.67
Portneuf, Deschambault, paroisse .....	44,529.59
Portneuf, Saint-Basile, paroisse.....	70,231.66
Québec, Beauport, village .....	17,143.48
Québec, Stoneham & Tewkesbury.....	21,958.77
Québec, Montmorency, village .....	1,006.68
Richmond, Asbestos, village .....	23,286.74
Rouville, Richelieu, village.....	16,936.00
Rouville, Notre-Dame-de-Bonsecours .....	1,144.62
Rouville, Sainte-Angèle, paroisse .....	41,652.48
Sherbrooke, Waterville, village.....	18,349.73
Soulanges, Saint-Clet, paroisse .....	23,846.47
Soulanges, Coteau-du-Lac, village.....	13,886.56
Stanstead, Stanstead-Plain, village.....	26,907.88
Témiscouata, Rivière-du-Loup, paroisse.....	5,167.90
Vaudreuil, Sainte-Madeleine-de-Rigaud, paroisse .....	70,201.41
Vaudreuil, Sainte-Marthe, paroisse .....	36,593.34
Vaudreuil, Très-Saint-Rédempteur, paroisse .....	22,823.78
Vaudreuil, Newton, paroisse .....	21,458.40
Verchères, Sainte-Julie, paroisse.....	40,471.67
Wolfe, Marbleton, village .....	17,105.50

### Mines

#### L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)

propose que le bill 183 amendant la loi des mines de Québec soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Affaires municipales

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 32 amendant les statuts refondus, 1909, les statuts refondus, 1888, et le Code municipal de Québec, relativement aux affaires municipales.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre

ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### En comité:

#### L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire amender, remplacer et abroger des tarifs des droits et honoraires payables à l'occasion de tout acte qui doit être fait ou de tout document qui doit être émis ou certifié par le ministre des affaires municipales, par le département qu'il préside ou par un officier de ce département, de même que par le lieutenant-gouverneur ou par une personne quelconque, en vertu du présent chapitre, et que, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra également décréter que les droits et honoraires exigibles devront être payés au préalable dans le cas qu'il déterminera.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier qui sera chargé de l'étude du bill 32 amendant les statuts refondus, 1909, les statuts refondus, 1888, et le Code municipal de Québec, relativement aux affaires municipales.

### Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 22 concernant le Département du Travail;
- bill 46 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'érection de monuments aux soldats morts pendant la guerre;
- bill 50 concernant les écoles protestantes de Québec.

### Affaires municipales

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 32 amendant les



statuts refondus, 1909, les statuts refondus, 1888, et le Code municipal de Québec relativement aux affaires municipales soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### En comité:

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Dans ce bill, les municipalités sont soumises à certaines restrictions en ce qui concerne les emprunts. Il y est décrété qu'aucune municipalité ne peut garantir les emprunts ou les débentures d'aucune institution industrielle ou commerciale, ni acheter des parts d'aucune compagnie, ni prêter, ni donner de l'argent ou toute autre valeur, non plus qu'aucun bien immobilier.

Ces municipalités peuvent accorder les exemptions de taxes pour fins industrielles et commerciales, suivant que la loi le leur permettait jusqu'à présent.

Le bill a pour objet de protéger les municipalités contre elles-mêmes. Plusieurs, en effet, se sont engagées trop loin en offrant des garanties et se sont endettées de telle façon qu'il leur est difficile de faire face à leurs obligations.

Plusieurs municipalités ont dépassé les bornes de la prudence dans cette matière des prêts et, par conséquent, cette loi est nécessaire.

On a aussi pourvu à la difficulté qu'on éprouve dans les municipalités pour faire voter les règlements.

Le gouvernement a reconnu que la loi adoptée l'année dernière est trop sévère. Mais les précautions qui subsistent encore dans les amendements sont aussi rigoureuses que dans n'importe quelle autre province.

Nous nous proposons dans le projet de loi soumis à la Chambre de remonter le crédit de la province de Québec qui, grâce à Dieu, n'est déjà point bas.

**M. Smart (Westmount):** On a tort de modifier la loi à cet égard. Les emprunts trop faciles ont été cause de la baisse du crédit des municipalités dans le passé. Plusieurs, dans les environs de Montréal, sont dans une mauvaise position financière.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** En effet, certaines municipalités des environs de Montréal n'ont pas été heureuses dans leurs opérations financières, mais on ne peut pas dire la même chose d'une façon générale.

La loi voulait que les règlements d'emprunt soient votés par au moins 25 % des propriétaires des biens imposables, pourvu que la majorité de ces voteurs aient donné leur approbation à l'emprunt. On l'amende de telle façon que, dans une ville de deux mille propriétaires ou plus des immeubles imposables, un dixième seulement doivent voter pour que la loi soit adoptée.

Dans une ville de moins de deux mille propriétaires mais de plus de mille, au moins les quinze centièmes devront voter pour que le règlement soit valable.

Un amendement important a été fait concernant l'émission des débentures par les municipalités.

Il y a eu des plaintes au sujet de l'insuffisance de la publicité en certains cas d'emprunt, et on veut par l'amendement donner l'avantage à tout le monde de soumissionner. Cet amendement décrète qu'à moins d'une autre autorisation antérieure accordée par le ministre des affaires municipales, aucune municipalité ne peut vendre les débentures émises en vertu d'un règlement autrement que par soumissions écrites après un avis publié dans la *Gazette officielle* au moins quinze jours avant la date de la prise en considération de ces soumissions à une séance publique du conseil de la municipalité ou d'un comité. On décrète aussi que toute soumission doit être accompagnée d'un chèque accepté de 1 % du montant de l'emprunt.

Les chèques déposés par les soumissionnaires dont l'offre n'a pas été acceptée leur seront remis sans délai, tandis que celui du soumissionnaire heureux doit lui être remis après l'exécution de son contrat. Toute soumission doit indiquer si le prix offert comprend ou non les intérêts accrus sur les débentures au moment de leur livraison. Cependant une soumission qui n'a pas cette indication peut être acceptée par le conseil si elle lui paraît la plus avantageuse, pourvu qu'elle soit approuvée par le ministre des Affaires municipales.

Des municipalités viennent demander la ratification d'emprunt pour certains travaux dont l'exécution est terminée. Désormais, il sera futile pour les municipalités de venir à Québec demander des autorisations d'emprunt et de forcer la main au gouvernement en disant que les travaux sont déjà commencés.

On veut éviter des abus en décrétant qu'aucune municipalité, sauf Montréal et Québec, ne peut donner un contrat sans que le règlement qui s'y rattache comporte ses appropriations nécessaires pour payer la dépense encourue. Si la municipalité n'a pas les ressources nécessaires, elle doit prélever l'argent par une taxe spéciale.

Une exception est faite, cependant, pour le cas où une municipalité est forcée de faire certains travaux dans un temps déterminé en vertu d'une décision du conseil d'hygiène, par exemple. Les contrats d'autre nature que ceux pour lesquels on fait cette exception seront nuls et ne lieront aucunement la municipalité, et n'importe quel contribuable peut obtenir un bref d'injonction pour empêcher l'exécution des travaux. Chacun des membres du conseil qui refusera de se soumettre à cette disposition de la loi sera passible d'une amende de \$500. On donne plus de latitude aux municipalités pour encourager les hôpitaux et les institutions de charité. Par une simple résolution, le conseil peut voter un octroi non seulement à une institution établie dans ses limites et dans un territoire adjacent, mais même dans n'importe quelle autre partie de la province. La dernière clause du bill décrète que le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire amender, remplacer et abroger des tarifs, des droits et honoraires payables pour tout acte qui doit être fait ou tout document qui doit être émis ou certifié par le ministre des affaires municipales. Ces droits et honoraires sont exigés et payables de la façon que le lieutenant-gouverneur en conseil détermine.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Logements ouvriers**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 25 pourvoyant à la construction de logements ouvriers et à des avances aux municipalités.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### **En comité:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose:

Attendu que le gouvernement du Canada a offert aux diverses provinces de leur avancer, sous forme de prêt, une somme de \$25,000,000 à être divisée entre elles suivant leur population respective;

Attendu que ledit prêt serait pour une période de vingt ou trente ans à un taux d'intérêt de cinq pour cent;

Attendu que l'objet de ce prêt est d'encourager et aider la construction de maisons sanitaires, surtout pour les soldats revenus de la guerre, et les ouvriers des villes, et de diminuer la congestion des grands centres;

Attendu qu'il convient de prendre avantage de cette offre du gouvernement fédéral et de pourvoir aux moyens de lui donner effet;

Qu'il soit en conséquence résolu:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à accepter du gouvernement du Canada, sous forme de prêt, pour les fins mentionnées au préambule des présentes résolutions, telle partie de ladite somme de \$25,000,000 qui sera attribuée, suivant la population de la province.

2. Que ledit prêt sera remboursable au gouvernement fédéral, après un délai de vingt ou trente ans, ainsi qu'il en aura été convenu conformément à la résolution 9, à un taux d'intérêt annuel n'excédant pas cinq pour cent ou par versements annuels.

3. Que le ministre des affaires municipales de la province de Québec soit autorisé, sur approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, dans chaque cas:

*a.* À préparer un système général de logements pour la province;

*b.* À nommer un directeur du logement, et pourvoir à sa rémunération.

*c.* À avancer aux municipalités des cités et villes de la province telle partie du montant attribuée à la province qu'il jugera convenable et la province paiera ces avances à chaque municipalité, de temps à autre, durant la poursuite des travaux, suivant des estimations fournies par la municipalité et approuvées par le ministre des Affaires municipales, pourvu que le conseil municipal ou le corps administratif de chacune desdites cités ou villes adopte un règlement énonçant:

1. Que la municipalité désire emprunter le montant spécifié, soit pour acquérir le terrain, faire elle-même les améliorations locales, qui pourront être nécessaires pour faciliter la mise en œuvre du

système de logement, et pour construire elle-même ou pour avancer à des personnes qui désirent construire des maisons conformément à la présente loi;

II. Que ce prêt sera fait directement par la province à la municipalité, pour une période de vingt ans, ou, dans des cas spéciaux, de trente ans, ainsi qu'il y est ci-après pourvu dans la section 9, à un taux d'intérêt annuel n'excédant pas cinq pour cent et à telles autres conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra prescrire de temps à autre.

4. Que les municipalités de cité et ville de la province seront autorisées, par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, à contracter lesdits emprunts du gouvernement de la province, par règlement, tel que résolu ci-dessus, sans que leur pouvoir d'emprunt, limité par quelque loi générale ou spéciale, en soit affecté.

5. Que tout tel règlement ne devra pas nécessairement pourvoir à un fonds d'amortissement, mais que le ministre des Affaires municipales de la province, en faisant les prêts aux municipalités, pourra exiger de celles-ci qu'elles obtiennent des personnes auxquelles elles font des avances pour leur permettre de construire des habitations, telles garanties qu'il jugera convenables.

6. Que les municipalités visées par les dispositions de la loi, qui sera basée sur les présentes résolutions, seront autorisées:

a. À acquérir, par expropriation ou autrement, et construire, elles-mêmes, par contrat suivant les règles ordinaires pour les travaux municipaux, des habitations dans les limites de leurs territoires et les territoires adjacents; ou

b. À avancer l'argent qu'elles ont elles-mêmes emprunté de la province aux personnes qui en demanderont pour construire des maisons;

c. À faire de ces avances à des compagnies de logement se trouvant assujetties aux dispositions de la loi 4, George V, chapitre 47.

7. Que le coût d'aucune habitation, construite en vertu de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, ne pourra excéder, y compris la valeur du terrain, une somme totale de quatre mille cinq cents piastres (\$4,500); que la valeur du terrain ne pourra excéder un sixième du coût de la construction, sauf lorsque sur ce lot se trouveront des améliorations locales à la satisfaction de la municipalité et, en ce cas, la valeur du lot, plus la valeur des améliorations locales, pourront être du cinquième de la valeur de la construction; et que, si le coût de ladite habitation, y compris le terrain, excède \$4,500, la valeur devra en être réduite à ce chiffre pour déterminer le montant du prêt par la municipalité.

8. Que la municipalité ne devra pas avancer au delà de quatre-vingts pour cent de la valeur totale de la construction et du terrain, s'il s'agit de personnes empruntant de l'argent pour ériger des maisons sur leurs propres lots, ou de quatre-vingt-cinq pour cent, dans le cas de maisons érigées en vertu de la loi 4 George V, chapitre 47.

9. Que la municipalité pourra avancer de l'argent, pour un terme de vingt ans, pour des améliorations locales nécessaires et pour des constructions érigées d'après la description donnée au paragraphe A de la cédule des présentes résolutions, et pour un terme de trente ans, pour du terrain et des constructions érigées d'après la description du paragraphe B de la cédule, au taux de cinq pour cent par année.

10. Que toute municipalité soit autorisée à nommer une commission d'au moins trois membres ou un directeur du logement pour la mise à exécution de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, dans ses limites ou auprès, surveiller les constructions, lui faire rapport et pourvoir à la rémunération des membres de cette commission ou de ce directeur; pourvu qu'aucune partie de cette rémunération ne constitue une charge sur le prêt à faire pour le logement.

11. Que l'emprunt sera remboursable à la province par la municipalité avec intérêt, à cinq pour cent (5 %), après vingt ou trente ans, selon le cas, ou par versements annuels, selon qu'il sera convenu.

12. Que tout règlement municipal et tout contrat de prêt ou d'entreprise de construction par une municipalité devra, avant d'avoir force et effet, être approuvé par le département des Affaires municipales.

13. Que les municipalités visées par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions ne seront autorisées à faire des prêts pour construction qu'aux propriétaires des lots sur lesquels les habitations seront construites ou aux compagnies constituées en corporation pour les fins mentionnées dans la loi 4 George V, chapitre 47.

14. Que tous les prêts faits par les municipalités porteront première hypothèque, avant toute autre charge ou tout autre privilège sur le terrain et l'habitation dessus construite; et que l'acte constatant le prêt devra être enregistré suivant les formalités ordinaires.

15. Que le système de construction d'une municipalité ou d'une compagnie y compris l'emplacement, la préparation du terrain, ainsi que les plans et devis des maisons seront sujets à l'approbation du directeur du logement de la province.

16. Que le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé à adopter toute mesure propre à assurer la mise en opération de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, de la manière la plus efficace, et pour ajouter aux prêts telles conditions qui seront jugées nécessaires et rendre la présente loi conforme

à telles stipulations, conditions et restrictions que pourra exiger le gouvernement fédéral.

(Voir le tableau de cédule ci-dessous)

CÉDULE		
A. Habitations séparées ou mi-séparées; murs construits exclusivement ou partiellement en stuc et colombage ou en charpente à revêtement de briques, y compris la valeur du site et des améliorations locales nécessaires.....	À quatre ou cinq pièces, à part chambre de bain et cuisine d'été : \$3,000.00	À six ou sept pièces, à part chambre de bain et cuisine d'été : \$3,500.00
B. Séparées, mi-séparées, groupes de trois ou plus, habitations doubles, (plein-pied-chalet), avec murs en briques, tuile creuse, pierre ou béton, et toiture en matériaux incombustibles, y compris la valeur du site et des améliorations nécessaires .....	\$4,000.00	\$4,500.00

Les résolutions sont adoptées.

par le ministre des Affaires municipales et il pourra imposer son veto quand il le jugera à propos.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé de l'étude du bill 25 pourvoyant à la construction de logements ouvriers et à des avances aux municipalités.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 25 pourvoyant à la construction de logements ouvriers et à des avances aux municipalités soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** attire l'attention de la Chambre sur le danger qu'il y a, pour le gouvernement, de placer sa confiance dans les conseils municipaux. Il cite l'exemple de Maisonneuve où des amis et des compères ont réalisé des profits énormes avec la complicité des administrateurs de cette ville.

Les aventures telles que celles de Maisonneuve devraient nous rendre prudents.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Toute proposition relative à cette loi devra être approuvée

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il n'y a pas de ministre des Affaires municipales.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le ministre des Affaires municipales est le trésorier de la province.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le principe du bill est très bon. Il est de notre devoir de bien prendre nos précautions pour que cette loi destinée à bénéficier aux ouvriers ne soit détournée de son but. On n'y voit aucune garantie que les ouvriers bénéficieront des privilèges, plutôt que les compagnies. Il craint, dit-il, que l'intention ne soit violée, et conseille la prudence. L'expérience du passé devrait nous l'enseigner et guider le gouvernement en cette matière, poursuit-il.

On sait que certains conseils municipaux ont commis des erreurs et ont été victimes d'exploitation. La nouvelle mesure devrait prévenir dans toute la mesure du possible la répétition de ces choses regrettables.

L'intérêt de l'ouvrier, tel était l'argument que l'on mettait de l'avant quand les municipalités voisines de Montréal venaient solliciter des lois d'exceptions qui leur ont été accordées et qui ont conduit des villes nombreuses aux portes de la faillite et chargé Montréal de dettes.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Le chef de l'opposition a-t-il un meilleur projet que le mien à suggérer? Toutes les garanties possibles seront prises et le plus petit contrat devra être approuvé par le ministre des Affaires municipales.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le principe de la loi est bon, mais l'expérience de l'Europe, comme l'établissent les auteurs, démontre que l'application en est hérissée de difficultés<sup>1</sup>.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

insiste de nouveau sur la garantie offerte par la nécessité de la sanction de tous les actes des municipalités de leur moindre contrat, même par le ministre des municipalités.

**M. Mayrand (Montréal-Dorion)**

s'inquiète de la façon dont la loi affectera les règlements municipaux. Le bill, dit-il, ne semble pas pourvoir à la construction de logis à un étage et à tout événement, dans certaines municipalités, tels logis sont prohibés<sup>2</sup>. Les règlements de construction à Montréal s'y opposent.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Les règlements municipaux sont subordonnés aux lois provinciales, mais, dit-il, il prendra en bonne note l'observation.

**M. Mayrand (Montréal-Dorion):**

On a tort de prêter 80 % aux individus et 85 % aux compagnies, sur la valeur des logis construits, et ces chiffres devraient être renversés, vu que les ouvriers sont censés bénéficier de cette loi. Les compagnies pourront construire les maisons à appartements de plusieurs étages, ce qui affectera évidemment l'objet de la mesure.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Il sera impossible de construire des maisons à appartements pour un prix total de \$4,500, car il est entendu que cette somme doit comprendre la construction d'une maison distincte, et non pas d'un logement faisant partie d'une maison à appartements.

**M. David (Terrebonne)** discute l'application de la loi. Il croit, dit-il, que le projet, s'il est adopté tel que présenté, encouragera la spéculation.

Le but de cette loi est d'avoir des logements à bon marché pour les ouvriers. Or, d'après votre projet, n'importe quel spéculateur pourra construire des maisons de \$3,000, de \$3,500, de \$4,000 et de

\$4,500, payer 5 % d'intérêt au gouvernement et louer ces maisons au prix qu'il voudra.

Il me semble que le gouvernement devrait être plus prudent et amender son projet de façon à protéger l'ouvrier contre le spéculateur.

Le gouvernement pourrait peut-être aussi faire construire ces maisons par les municipalités, ce qui éviterait la spéculation.

Mais, là encore, il y a un danger, car les municipalités pourraient peut-être, sous prétexte de débarrasser des compagnies d'immeubles, qui sont chargées de lots à bâtir, choisir des lots qui se vendraient très cher, et là le logement ne serait plus un logement à bon marché. Je crois que le gouvernement ferait mieux de faire construire ces habitations par les municipalités en prenant les précautions que j'ai l'honneur de suggérer, et de les revendre ensuite. Il est évident que, de la sorte, les frais seraient réduits à leur minimum, puisqu'il en coûterait moins cher pour construire un grand nombre de maisons qu'une seule. Au seul chapitre de l'achat des matériaux, on opérerait des économies considérables.

Il traduit l'inquiétude que soulèvent chez les esprits sérieux ces interventions continuelles du gouvernement fédéral dans les affaires provinciales.

Aujourd'hui, on nous donne plusieurs millions pour les logements ouvriers ou pour l'agriculture; demain ce sera le tour des routes, un autre jour, le jour de l'instruction publique. Il n'est peut-être pas sans à propos de répéter: *Timeo Danaos et dona ferentes*<sup>3</sup>.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

tient à rassurer le représentant de Terrebonne (M. David). Le projet de loi permet aux municipalités de bâtir elles-mêmes des logements. Il croit, dit-il, que la politique du gouvernement fédéral, sur ce point, est très sage, car elle est de nature à aider l'ouvrier. Quant à la pratique contre le spéculateur, le ministre des Affaires municipales surveillera l'application de cette loi et verra à ce que toute spéculation soit empêchée.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**

Cette loi est excellente et nous n'avons pas à avoir peur d'accepter une part des \$25,000,000 qu'Ottawa nous offre pour bâtir des logements ouvriers.

Elle permettra aux ouvriers d'obtenir de l'argent à bon compte pour construire des maisons. Ils n'auront pas besoin de rencontrer un notaire qui leur imposera un taux d'intérêt de 7 ou 8 % sur un prêt hypothécaire.

Jusqu'ici, les emprunts hypothécaires leur ont été accessibles dans notre province. On devrait fixer au Canada comme la chose existe en France, le maximum de l'intérêt sur les prêts hypothécaires à 5 %.

Ce n'est pas la première fois que nous recevons de l'argent du gouvernement fédéral et nous n'avons pas à hésiter cette fois, puisqu'il y va de l'intérêt public. Nous ne devons pas refuser les subsides fédéraux, car la capacité du gouvernement fédéral d'aller chercher des revenus est supérieure à la nôtre.

Ils devraient être, au contraire, encouragés tant que le gouvernement central nous en laissera la libre disposition.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pourquoi favorise-t-on les compagnies? Les ouvriers devraient avoir la préférence.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** est du même avis. les ouvriers devraient être particulièrement favorisés, affirme-t-il, et les municipalités pourront le faire si elles le veulent.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ce n'est pas là une garantie, dit-il. Il cite la transaction de Maisonneuve qui a permis à un individu de réaliser un bénéfice d'un million et demi, en une seule nuit, avec la complicité du conseil de ville. Si ce sont les ouvriers que nous voulons protéger, ne les mettons pas à la merci des spéculateurs.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** raille un peu le chef de l'opposition; il rappelle, une fois de plus, les précautions qui ont été prises et la garantie de l'approbation du ministre des municipalités.

Si le chef de l'opposition n'a confiance en personne, il ne reste plus au gouvernement qu'à demander au chef de l'opposition de prêter son concours au gouvernement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quel montant aurons-nous sur les \$25,000,000?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** La part de la province dans le prêt fédéral sera de \$6,600,000.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** pose une question sur le fonctionnement des sociétés de construction ouvrière.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** répond que le mécanisme des sociétés de constructions ouvrières a été créé par un statut qui remonte à quelques années et qui les environne de toutes sortes de précautions.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce que ces sociétés ont fait quelque chose?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Elles ont fait peu de chose, mais il met leur inaction au compte de la guerre, cette grande coupable.

Il établit que, comme le coût du terrain ne devra pas dépasser un sixième du coût de la construction, il sera impossible de se livrer à des spéculations immobilières effrénées, même dans le cas où les municipalités voudraient acheter des terrains elles-mêmes.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

### Liqueurs enivrantes

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 47 ayant pour objet de prohiber la vente des liqueurs enivrantes et d'amender la loi des licences de Québec, en certains cas.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### En comité:

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:

1. Que les sections de la loi qui accompagne les présentes résolutions numérotées consécutivement de 1 à 23, inclusivement, pourront être citées sous le titre de: "Loi de prohibition de Québec";

Et que les sections de cette loi s'appliqueront à toute la province, mais que celles des dispositions qui sont incompatibles avec celles de la loi de

tempérance du Canada seront suspendues dans toute municipalité où la loi de tempérance du Canada est en vigueur, jusqu'à ce que l'opération de la loi de tempérance du Canada y ait été suspendue ou révoquée.

2. Que personne ne pourra par lui-même, son commis, serviteur ou agent, vendre du vin destiné à des fins exclusivement sacramentelles et des liqueurs enivrantes destinées exclusivement à des fins médicales, industrielles, mécaniques, scientifiques ou artistiques, à moins d'être spécialement nommé, soit pour toutes ou quelqu'une de ces fins, par le lieutenant-gouverneur en conseil, comme vendeur autorisé; et que personne ne devra par lui-même, son commis, serviteur ou agent, vendre des liqueurs enivrantes pour des fins de breuvage, à moins que la vente ne soit restreinte aux espèces de liqueurs et à la proportion d'alcool établies par la résolution 18, et à moins que cette personne ne soit spécialement licenciée à ces fins, en vertu de la division I de la loi des licences de Québec; et qu'aucun vendeur autorisé ne devra permettre qu'aucune telle liqueur ainsi vendue soit consommée ou buë dans ou sur les lieux où se fait la vente.

Et qu'il sera défendu d'exposer dans la vitrine d'un établissement licencié aucun baril, bouteille ou autre réceptacle contenant ou paraissant contenir des liqueurs enivrantes.

Et qu'il sera défendu de vendre des liqueurs enivrantes, de la bière et du vin dans des barils, bouteilles ou autres réceptacles sur lesquels ne sera pas apposée une étiquette ou autre marque indiquant le nom et l'adresse du fabricant et la nature de leur contenu.

3. Que la nomination d'un vendeur autorisé se fera par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur paiement, au trésorier de la province, des droits suivants:

Si la place d'affaires est dans la cité de Montréal, cinq mille piastres;

Si dans la cité de Québec, quatre mille piastres;

Si dans une cité dont la population est au-dessus de 10,000 et au-dessous de 75,000 âmes, deux mille piastres;

Si dans toute autre municipalité, mille piastres;

Que l'arrêté ministériel devra fixer sa place d'affaires et que le nombre des vendeurs autorisés sera limité à vingt-cinq pour la province.

4. Que les droits d'un vendeur autorisé, acquis par sa nomination, pourront être transférés par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur paiement, au trésorier de la province, d'un droit égal à la moitié de

la partie non gagnée du droit payé par le vendeur autorisé par la résolution 3, pourvu que ce droit ne soit pas moindre que trois cents piastres; et que tout vendeur autorisé, trouvé coupable d'infraction à la loi de prohibition de Québec, encourra, à la première infraction si commise par lui-même, à la deuxième infraction si la première a été commise par son commis, serviteur ou agent et la seconde par lui-même, et à la troisième infraction commise par lui-même, son commis, serviteur ou agent, en sus de toutes autres pénalités ci-édictees, la forfaiture de son droit de vendeur et de son droit à aucune remise du droit payé, et que sa nomination sera *ipso facto* annulée.

Que, afin de prévenir la demande de prix exorbitants pour la vente de liqueurs enivrantes par un vendeur autorisé, causée ou qui peut être causée par une entente ou arrangement par et entre les vendeurs autorisés ou par et entre quelques-uns d'entre eux, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, quand il le jugera à propos, annuler, dans le cours d'une année de licence, la licence émise à tous ou à quelqu'un d'eux et, dans un tel cas, la partie non gagnée du droit de la licence sera remise, au *prorata*, et la personne désignée par le lieutenant-gouverneur en conseil peut acquérir les liqueurs enivrantes appartenant alors aux vendeurs autorisés, au prix coûtant, en prendre possession et en disposer à un autre vendeur autorisé dans la province.

5. Que la nomination d'un vendeur autorisé pourra être faite pour toute l'année commençant le premier jour de mai, ou pour le reste de telle année, mais que cette nomination prendra toujours fin le trentième jour d'avril suivant; que si une nomination est ainsi faite dans le cours de l'année, le trésorier de la province pourra accepter en paiement du droit un montant proportionné au nombre de mois de cette année non encore révolus, à compter du premier jour du mois durant lequel cette nomination est faite; et que les dispositions de la présente résolution s'appliqueront, *mutatis mutandis*, aux porteurs de licences en vertu des résolutions 10 et 11.

6. Qu'aucun vendeur autorisé ne pourra avoir sa place d'affaires, pour les fins de la loi de prohibition de Québec, dans aucune municipalité où un règlement prohibitif est en vigueur à la date de l'entrée en vigueur de la loi qui accompagne les présentes résolutions, à moins que le conseil municipal de cette municipalité n'y ait donné son consentement par résolution.

7. Qu'aucune vente de liqueurs enivrantes ne doit être faite pour fins médicales par un vendeur autorisé, sur un seul certificat, à moins que, dans le

cas de bière et autres liqueurs maltées ou vins, elle ne soit pour la quantité déterminée par le certificat, n'excédant pas une douzaine de bouteilles d'une chopine chacune ou deux douzaines de bouteilles d'un demiard chacune, et à moins que, dans le cas des autres liqueurs enivrantes, elle ne soit pour une quantité de quarante, vingt-six ou dix onces, ou pour toute autre quantité intermédiaire ou moindre, que peut autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil.

8. Que toute poursuite pour infraction à la loi de prohibition de Québec devra être intentée conformément aux dispositions de la loi des licences de Québec; et que toute telle poursuite pourra aussi être intentée par et au nom d'une personne ou par et au nom d'une ligue antialcoolique ou association de tempérance constituée en corporation, pourvu que, si la poursuite est intentée par une personne, elle doit déposer en cour, avant l'émission de l'assignation, un montant d'argent suffisant, dans l'opinion du magistrat qui émet l'assignation, pour garantir le paiement des frais.

9. Que rien de contenu dans la loi de prohibition de Québec n'empêchera une personne, possédant une licence qui l'autorise à vendre des liqueurs enivrantes en vertu de la division I de la loi des licences de Québec, pendant l'année de licence finissant le trentième jour d'avril 1919, de garder dans un entrepôt de liqueurs, approuvé par un officier nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil, les liqueurs qui s'y trouveront le trente avril, mil neuf cent dix-neuf, et de vendre ces liqueurs, aux personnes dans les autres provinces ou dans des pays étrangers, qui y sont dûment autorisés à en faire l'acquisition, ou de vendre, à même cet entrepôt de liqueurs, des liqueurs enivrantes à des vendeurs autorisés dans la province, et de la bière et autres liqueurs maltées, du cidre et du vin, aux porteurs de licences de bière et de vin dans la province, pourvu qu'une licence lui permettant de vendre aux personnes mentionnées dans la présente résolution lui soit accordée par le trésorier de la province, pour telle période de temps et sur paiement de tel droit que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra établir suivant les circonstances spéciales de chaque cas.

10. Qu'aucune personne, étant l'agent spécial ou le représentant d'un fabricant ou commerçant étranger de liqueurs enivrantes, ne peut vendre, dans la province:

a. Aucune liqueur enivrante à un vendeur autorisé par la loi qui accompagne les présentes résolutions;

b. Aucune bière et autres liqueurs maltées, cidre et vin, limité aux fins et aux proportions

respectives d'alcool spécifiées dans la section 24 de cette loi au porteur d'une licence de bière et vin par la loi qui accompagne les présentes résolutions;

c. Aucune liqueur enivrante à une personne résidant dans une autre province; à moins qu'une licence à cet effet soit émise à cette personne par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur paiement au trésorier de la province d'un droit de deux mille cinq cents piastres par année, en sus du droit payable par telle personne au cas où elle est un vendeur autorisé ou le porteur d'une licence de bière et vin.

Que le nombre de licences qui pourront être émises sous cette section est limité à dix. Que les dispositions de la section 4, concernant l'annulation des licences de vendeurs autorisés, s'appliqueront *mutatis mutandis* aux licences émises en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions.

11. Que rien de contenu dans la loi de prohibition de Québec n'empêchera un brasseur, distillateur ou autre personne dûment licenciée par le gouvernement du Canada pour la fabrication de liqueurs enivrantes dans la province, d'avoir ou de garder pour les vendre, dans son établissement, des liqueurs enivrantes fabriquées par lui, ou de les vendre à une personne dans une autre province ou dans un pays étranger, qui y est dûment autorisée à les acheter, ou de vendre, de cet établissement, des liqueurs enivrantes aux vendeurs autorisés dans la province, et de vendre de la bière et d'autres liqueurs maltées, du cidre et du vin, aux porteurs de licences de bière et de vin dans la province, pourvu que si des licences de liqueurs de tempérance sont émises dans la province sous l'autorisation de la résolution 20, le brasseur paye au trésorier de la province, une taxe de un pour cent du montant brut des ventes faites par lui plus six et quatre-vingt-quatorze centièmes décimale (6.94) pour cent aux porteurs de licences de liqueurs de tempérance, ou, pourvu que, si des licences de bière et vin sont émises dans la province, sous l'autorité de la résolution 19, le brasseur paye au trésorier de la province, une taxe de deux et demi pour cent, sur le montant brut des ventes faites par lui aux porteurs de licences de bière et vin; et que cette taxe sera perçue d'après des rapports mensuels faits par ce brasseur, au trésorier de la province, en la forme et de la manière déterminées par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil.

12. Que tout officier du revenu de la province, spécialement autorisé par écrit, à cet effet, par le trésorier de la province, pourra entrer et demeurer, pendant les heures d'affaires, dans toutes places d'affaires de ce brasseur et faire l'examen des livres, états, et pièces justificatives du brasseur,



requis pour établir le montant brut des ventes faites par ce brasseur aux porteurs de licences de bière et vin ou de licences de liqueur de tempérance, et faire tel autre examen requis pour vérifier les rapports mensuels.

13. Que tout brasseur qui négligera de faire ces rapports mensuels ou qui fera un faux rapport ou qui refusera de permettre un examen suffisant de ses livres, états ou pièces justificatives sera, en sus du paiement de la taxe, coupable d'une offense et sera passible, en sus du paiement des frais, d'une amende d'au moins deux cents et de pas plus de cinq cents piastres, pour chaque offense, et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de deux mois.

14. Que le lieutenant-gouverneur en conseil aura le droit:

a. De nommer les officiers nécessaires pour surveiller les opérations des vendeurs autorisés et pour voir, en général, à l'application des dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions;

b. De fixer les salaires de ces officiers;

c. D'adopter les règlements qui lui semblent convenables pour établir de manière décisive si un parfum, une teinture, un vernis, un cirage (dressing), un extrait ou une essence fluide contenant de l'alcool, contient aussi un ingrédient suffisant pour prévenir son usage comme breuvage alcoolique, et si une préparation médicinale, contenant de l'alcool, contient aussi des médicaments en quantité suffisante pour prévenir son usage comme breuvage alcoolique, et si un parfum, une teinture, un vernis, un cirage (dressing), un extrait ou une essence fluide, ou une préparation médicinale contient plus d'alcool que la quantité requise pour sa préparation ou sa conservation;

d. De déclarer que tout certificat émis par un médecin qui a été condamné pour avoir donné un certificat contenant une énonciation des faits, fausse ou inexacte, doit être refusé par tout vendeur autorisé;

e. D'adopter les mesures qu'il jugera à propos pour la mise à exécution des dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions.

15. Que, à moins de dispositions contraires dans la loi de prohibition de Québec, les dispositions contenues dans la division I de la loi des licences de Québec, concernant les devoirs, droits et privilèges des percepteurs du revenu de la province, et concernant les contraventions, saisies, poursuites pour contraventions, frais de poursuites, les jugements et leurs exécutions, la procédure et l'attribution des amendes, s'appliqueront, *mutatis mutandis*, à la loi de prohibition de Québec; et que,

néanmoins, les dispositions contenues dans la division I de la loi des licences de Québec, concernant l'émission et le transfert des licences ainsi que le montant du droit à payer pour iceux, ne s'appliqueront pas aux vendeurs autorisés en vertu de la loi de prohibition de Québec.

16. Qu'aucune personne, excepté le vendeur autorisé, ne devra acheter des liqueurs enivrantes pour fins exclusivement médicales, industrielles, mécaniques, scientifiques ou artistiques, sans payer, au moment de l'achat, un droit équivalant à cinq pour cent du prix d'achat; que, dans la computation du montant du droit, toute fraction de centin devra être considérée comme un centin; que le droit devra être perçu par le porteur de licence qui vendra ces liqueurs enivrantes, au moyen de timbres adhésifs équivalant au montant du droit, qu'il apposera sur le réceptacle contenant ces liqueurs enivrantes et qu'il oblitérera au moment de l'achat en conformité des règlements faits par le trésorier de la province; et que les timbres ainsi employés devront être exclusivement ceux que fournira le trésorier de la province ou que fournira tout autre officier autorisé par ce dernier, et qu'ils devront être en la forme que pourra prescrire le trésorier de la province.

17. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, sujet aux conditions qu'il jugera convenables, accorder une diminution ou une remise du droit payable en vertu de la présente résolution, lorsqu'il s'agira d'une vente d'alcool de 65 au-dessus de preuve pour servir à la manufacture en entrepôt de certains produits suivant les règlements d'entreposage du gouvernement du Canada, ou lorsqu'il s'agit d'une vente faite de liqueurs enivrantes, en quantité de pas moins que cinquante gallons, dans le but de se servir de toute cette quantité en une seule et même fois pour la production de préparations pharmaceutiques et galéniques autorisées par les pharmacopées officielles ou tels autres produits fabriqués mentionnés dans la section 15 de la loi qui accompagne les présentes résolutions.

18. Que la question de permettre, en vertu d'une licence, la vente de la bière, du cidre et des vins légers comme breuvage, devra être référée au vote des électeurs de la province de la manière établie par la loi intitulée: "Loi concernant la consultation des électeurs par voie de referendum au sujet de la vente des bières, cidres et vins légers", passée à la présente session de la Législature;

Que "bière, cidre et vin légers" signifieront la bière et autres liqueurs maltées contenant au plus deux et cinquante et un centièmes décimales (2.51) pour cent d'alcool, en poids, et du cidre et du vin

contenant au plus six et quatre-vingt-quatorze centièmes décimales (6.94) pour cent, en poids, d'après les tables d'alcoolométriques préparées par Sir Edward Thorpe.

19. Que si la majorité des votes donnés en vertu de la loi mentionnée dans la résolution 18 est dans l'affirmative, alors et dans ce cas, les dispositions suivantes s'appliqueront:

*a.* Nonobstant l'article 914 de la loi des licences de Québec, les seules espèces de liqueurs, pour lesquelles une licence peut être émise en vertu de la division I de la loi des licences de Québec, sont la bière et les autres liqueurs maltées, ainsi que le cidre et le vin ne contenant respectivement pas plus que la proportion d'alcool spécifiée dans la résolution 18, et cette licence sera émise pour fins de breuvage seulement et désignée comme "licence pour bière et vin";

*b.* Pour obtenir cette licence, les conditions et formalités à observer seront, *mutatis mutandis*, celles établies par les articles 924 à 953 inclusivement, et 962, 963, 965, 966, 969, 971, 972, 973, 974, 975, 976 et 977 de la loi des licences de Québec;

*c.* La présente résolution doit être considérée comme formant partie de la division I de la loi des licences de Québec;

*d.* Que pour chaque licence pour bière et vin, il devra être payé au percepteur du revenu de la province, par la personne qui en fait la demande:

1. Dans une auberge ou un restaurant, dans la cité de Montréal, nonobstant le sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 de l'article 988 de la loi des licences de Québec, un droit de cinq cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer du local pour lequel la licence est demandée est de cinq cents piastres ou moins, - six cents piastres si la valeur annuelle ou le loyer est de plus de cinq cents piastres et de moins de neuf cents, - huit cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de neuf cents piastres et de moins de deux mille, - mille piastres si la valeur annuelle ou le loyer est de deux mille piastres et de moins de dix mille piastres, - treize cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de dix mille piastres et de moins de vingt-cinq mille piastres, - quinze cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de vingt-cinq mille piastres ou plus.

Les porteurs de licences ne payant pas plus que cinq cents piastres payent cent piastres de licence extra, pour le privilège d'une licence d'hôtel au lieu d'une licence de restaurant, et les dispositions de l'article 943 de la loi des licences de Québec concernant l'augmentation automatique et proportionnelle du droit et concernant l'indemnité à

être payée en sus de la licence, de la manière y mentionnée, ne s'appliquent pas;

2. Dans une auberge ou un restaurant, dans la cité de Québec, nonobstant le sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 de l'article 988 de la loi des licences de Québec, un droit de cinq cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer du local pour lequel la licence est demandée est de deux cents piastres ou moins, - six cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de plus de deux cents piastres et moins de quatre cents piastres, - huit cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de quatre cents piastres et moins de huit cents piastres, - mille piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de huit cents piastres et moins de dix mille piastres, - douze cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de dix mille piastres ou plus; et les dispositions de l'article 943 de la loi des licences de Québec concernant l'augmentation automatique et proportionnelle du droit et concernant l'indemnité à être payée en sus de la licence, de la manière y mentionnée, ne s'appliquent pas;

3. Dans un magasin de liqueurs de détail, dans la cité de Montréal, nonobstant le sous-paragraphe *a* du paragraphe 8 de l'article 988 de la loi des licences de Québec, un droit de vingt-cinq piastres et de cent vingt-cinq pour cent de la valeur annuelle ou du loyer du magasin pour lequel la licence est demandée: pourvu que, dans aucun cas, les droits pour la licence ne soient pas de moins de trois cents piastres, et de pas plus de cinq cents piastres; et les dispositions de l'article 968 de la loi des licences de Québec concernant l'augmentation proportionnelle du droit, de la manière y mentionnée, ne s'appliquent pas;

4. Dans un magasin de liqueurs de détail, dans la cité de Québec, un droit de cinq cents piastres;

5. Pour toute autre classe d'établissement ou pour tout autre territoire, un droit de soixante et quinze pour cent du droit de licence établi, *mutatis mutandis*, pour les liqueurs enivrantes, et imposé pour la même classe d'établissement et de territoire, par l'article 988 de la loi des licences de Québec, sauf et excepté les paragraphes 5, 10, 11, 12, 13 et 14 dudit article qui ne s'appliquent pas;

*e.* Que nonobstant l'article 968 des statuts refondus, 1909, le maximum des licences de magasin de liqueurs de détail dans la cité de Québec est limité à vingt.

Nonobstant l'article 943 des statuts refondus, 1909, le nombre maximum de licences pour bière et vin qui peuvent être émises dans une auberge ou un restaurant, dans la cité de Québec, est limité à vingt.

*f.* Que l'article 1065 de la loi des licences de Québec, sera abrogé.

*g.* Que l'article 1033*a*, concernant la défense de traiter, s'applique à la bière et aux vins.

*h.* Que la présente section n'aura pas l'effet d'abroger ou d'amender et ne doit pas être interprétée comme abrogeant ou amendant la loi de tempérance de Québec, telle que contenue aux articles 1316 à 1328, inclusivement, et ses amendements, ni les règlements passés sous son autorité.

*i.* Que l'article 927 de la loi des licences de Québec sera abrogé.

20. Que si la majorité des votes donnés en vertu de la résolution 18 est dans la négative, alors et dans ce cas, les dispositions suivantes s'appliqueront:

*a.* Nonobstant l'article 914 de la loi des licences de Québec, les seules espèces de liqueurs pour lesquelles une licence pourra être émise seront les liqueurs de tempérance, savoir: toutes les liqueurs, mélanges de liqueurs, breuvages, liquides, comestibles solides, qui contiennent un principe enivrant, mais ne dépassant pas deux et demi pour cent (2½ %) d'alcool de preuve, et cette licence ne devra être émise que pour fins de breuvage seulement, et être appelée "licence de liqueurs de tempérance";

*b.* Les licences de liqueurs de tempérance seront accordées simplement sur paiement, au percepteur du revenu de la province qu'il appartient, d'un droit égal à vingt-cinq pour cent du droit de licence établi, *mutatis mutandis*, pour les liqueurs enivrantes et imposé pour la même classe d'établissements et de territoire par l'article 988 de la loi des licences de Québec, sauf et excepté les paragraphes 5, 12 et 14 dudit article qui ne s'appliqueront pas. Toutes autres formalités ou conditions requises pour l'octroi ou l'émission des licences en vertu des articles 924 à 952, inclusivement, et 959 à 977, inclusivement, de la loi des licences de Québec, ne s'appliqueront pas;

*c.* Les licences de tempérance seront transférées simplement sur paiement, au percepteur du revenu de la province qu'il appartient, d'un droit égal à la moitié de la partie non gagnée du droit payé pour l'octroi de cette licence, pourvu que ce droit ne soit pas de moins de cinq piastres. Ce transfert devra être mentionné sur la licence.

Tout autre formalité, condition, taxe ou droit, requis pour le transfert des licences en vertu des articles 953 à 958, inclusivement, de la loi des licences de Québec, ne s'appliqueront pas;

*d.* La présente résolution sera interprétée comme faisant partie de la division 1 de la loi des licences de Québec;

*e.* Toute personne,

*a.* qui vendra des liqueurs de tempérance sans être porteur d'une licence à cet effet; ou

*b.* qui, étant porteur d'une licence pour la vente des liqueurs de tempérance, vendra ces liqueurs en contravention des termes de sa licence, sera coupable d'une offense, et passible, en sus du paiement des frais, d'une amende n'excédant pas cinquante piastres pour chaque offense, et, à défaut de paiement de cette amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas trente jours;

*f.* Le titre de la section XV du chapitre 5 du titre IV des statuts refondus, 1909, intitulé: "Loi de tempérance", et les articles 1316 à 1328, inclusivement, ainsi que les formules de ladite section qui suivent immédiatement l'article 1328, seront abrogés; et toutes les règles faites en vertu d'iceux, de même que tous les règlements adoptés par les conseils municipaux, sous l'autorité et pour la mise à effet de cette section seront abrogés, nonobstant toute loi à ce contraire;

*g.* Tous les règlements adoptés par les conseils municipaux en vertu des articles 561 à 572, inclusivement, du Code municipal de la province de Québec, qui est entré en vigueur le deuxième jour de novembre 1871, et en vertu de l'article 402 du Code municipal de Québec entré en vigueur le premier jour de novembre 1916, seront par la loi qui accompagne les présentes résolutions abrogés nonobstant toute loi à ce contraire;

*h.* À compter de l'entrée en vigueur de la loi qui accompagne les présentes résolutions, aucun règlement ne pourra être adopté par un conseil municipal en vertu de l'article 402 du Code municipal de Québec ni être mis en vigueur;

*i.* Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra fixer le nombre de licences de liqueurs de tempérance pour une auberge ou un restaurant qui peuvent être émises dans les municipalités mentionnées à l'article 943 et pour un magasin de liqueurs de détail, dans les municipalités mentionnées à l'article 968.

21. Que les termes et expressions qui suivent, employés dans le paragraphe 1*a* de la deuxième division de la loi des licences de Québec, telle qu'édicte par le bill qui accompagne les présentes résolutions, auront le sens qui leur est ci-après donné, à moins que le contexte n'indique clairement une signification différente:

*a.* Un "hôtel" est un établissement, pourvu d'un local et d'une accommodation spéciaux, où, en considération d'un paiement, les voyageurs trouvent habituellement à manger et à loger;

b. Un "restaurant" est un établissement, pourvu d'un local et d'une accommodation spéciaux, où, en considération d'un paiement, les voyageurs ont habituellement à manger (sans le logement);

c. Une "maison de logement" est un établissement, pourvu d'un local et d'une accommodation spéciaux, où, en considération d'un paiement, on fournit habituellement aux voyageurs le logement (sans la nourriture);

d. Un "voyageur" est une personne qui, en considération d'un prix donné par jour, ou fraction de jour, suivant le mode américain ou européen, ou par repas, à table d'hôte, ou à la carte, reçoit d'une autre personne, la nourriture ou le logement, ou l'un et l'autre.

22. Que les licences d'hôtel, les licences de restaurant et les licences de maisons de logement seront accordées par le percepteur du revenu qu'il appartient, sur production du certificat d'inspection requis par les articles 3866a et suivants, quand ces articles sont applicables, et sur paiement des droits et honoraires requis; et que, nonobstant les dispositions de toute loi spéciale à ce contraire, et les dispositions de l'article 1105 desdits statuts, aucune municipalité ne pourra, par règlement, résolution ou autrement, prélever aucune taxe, aucun impôt ou droit pour tenir un hôtel, un restaurant ou une maison de logement.

23. Que quiconque tient un hôtel, un restaurant ou une maison de logement, sans licence à cette fin encore en vigueur suivant les prescriptions de la loi, sera coupable d'une offense et sera passible, en sus du paiement des frais, d'une amende n'excédant pas quarante piastres, pour chaque offense, à la discrétion du tribunal, et à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas trente jours.

24. Que quiconque, sans être porteur d'une licence d'hôtel, ou d'une licence de restaurant, ou d'une licence de maison de logement encore en vigueur suivant les prescriptions de la loi, induit le public ou les voyageurs, au moyen d'une annonce ou par tout autre moyen, à croire qu'il tient un hôtel, un restaurant ou une maison de logement, ou sollicite ou accepte le patronage des voyageurs, sera coupable d'une offense et passible, en sus du paiement des frais, d'une amende n'excédant pas vingt-cinq piastres pour chaque offense, et, à défaut de paiement de cette amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas trente jours.

25. Que toute personne pourra, sans enfreindre les dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions, fournir, moyennant paiement, logement et nourriture à un voyageur, ou l'un et l'autre, dans

une maison privée située dans une municipalité où il n'y a ni hôtel, ni restaurant, ni maison de logement, ou si, dans les hôtels ou restaurants ou maisons de logement de l'endroit, il n'y a pas d'espace et d'accommodation suffisants pour tous les voyageurs.

26. Que la demande d'une licence pour tenir un hôtel ou une maison de logement devra faire connaître le nombre total de chambres à coucher formant partie de l'hôtel ou de la maison de logement; si elles se trouvent situées dans la même bâtisse, ou non, ainsi que le nombre total de ces pièces requises pour la famille et les employés; et que le percepteur du revenu de la province devra déterminer le nombre de chambres à coucher qui, à son avis, resteront à la disposition des voyageurs et d'après lequel sera fixé le montant des droits.

27. Que la demande d'une licence pour tenir un restaurant devra être accompagnée du certificat du secrétaire-trésorier ou du greffier de la municipalité dans laquelle se trouve situé le local pour lequel on demande la licence, indiquant la valeur annuelle ou la valeur locative de cette maison, d'après le dernier rôle d'évaluation, rôle de perception ou autres livres de la municipalité; que si, dans une municipalité, le rôle d'évaluation, le rôle de perception ou d'autres livres ne font pas connaître la valeur annuelle ou la valeur locative de telle maison, ou si le certificat produit, suivant l'avis du percepteur du revenu de la province, ne donne pas la vraie valeur annuelle, ou si le certificat produit fait connaître la valeur annuelle de toute la propriété, tandis que le local pour lequel la licence est demandée ne la comprend pas en entier, dans tous ces cas et dans chacun d'eux, le percepteur du revenu de la province pourra fixer le montant de cette valeur annuelle; et que si celui qui demande telle licence prétend que le montant de la valeur annuelle fixé par le percepteur du revenu de la province ne représente pas la véritable valeur annuelle du local pour lequel cette licence est demandée, le trésorier de la province pourra, sur demande, nommer un commissaire qui fixera cette véritable valeur annuelle.

28. Que, en fixant la valeur annuelle du local pour lequel la licence est demandée, on devra comprendre dans ce local, non seulement les chambres employées aux fins requises pour telle licence, mais encore toutes les autres chambres de la même maison et des dépendances, ainsi que tout le terrain vacant y appartenant, qu'occupe ou a l'intention d'occuper, pour les fins de son établissement, celui qui fera cette demande.

29. Que les expressions et termes suivants employés dans le paragraphe 8 de la deuxième

division de la loi des licences de Québec, tel qu'édicte par le bill qui accompagne les présentes résolutions, auront la signification qui leur sera ci-après attribuée, à moins que le contexte n'indique clairement une signification différente;

a. Les mots "lieu d'amusements" signifient et comprennent tout théâtre, salle de concert, salle de musique, salle de danse, ou d'autres amusements, cirque, annexe d'exhibition, ménagerie, champ de baseball, parc de jeux athlétiques, parc d'amusements, patinoire ou autre endroit où, en considération d'un paiement fait à cette ou à toute autre fin, une personne assiste ou prend part à une exhibition ou à un spectacle donnés ou à une partie qui se joue.

Jusqu'au premier jour de juillet 1919, les mots: "lieu d'amusements" devront aussi comprendre les salles de vues animées, les ronds de courses et les lieux temporaires d'amusements;

b. Les mots "licence annuelle" signifient une licence commençant le premier jour de mai, ou après cette date, et se terminant avec l'année de licence, savoir: le trentième jour d'avril suivant;

c. Les mots "licence au jour" signifient une licence qui est émise pour un jour de calendrier ou plus, mais pour un laps de temps n'excédant pas trente jours au cours d'une année de licence.

30. Que la licence pour tenir et exploiter un lieu d'amusements sera accordée par le percepteur du revenu de la province qu'il appartient, sur paiement des droits et honoraires requis; et que s'il s'agit d'un cirque, d'une annexe d'exhibition ou ménagerie, la licence devra être émise à la discrétion du trésorier de la province, et elle devra comprendre le cirque et la ménagerie, s'ils font partie de la même troupe.

31. Que tout officier du revenu autorisé par le trésorier de la province, pourra, sur présentation de cette autorisation, pénétrer gratuitement dans tout lieu d'amusements, pour constater si les dispositions du paragraphe mentionné dans la résolution 29 sont observées.

32. Qu'aucune licence ne sera requise pour un lieu d'amusements dans une municipalité de canton ou de paroisse ou dans un village ou une ville d'une population de moins de mille âmes, ou pour une salle, dans une maison d'éducation ou une église, pourvu qu'aucune exhibition de vues animées ne soit donnée dans ce lieu ou cette salle; mais que cette licence sera requise pour une salle de vues animées dans cette municipalité, ce village ou cette ville.

33. Qu'aucune licence ne sera requise pour un lieu d'amusement déjà licencié pour donner des exhibitions de vues animées, pourvu que le droit de

licence ait été payé sur le nombre entier des sièges, et qu'une licence régulière de salle de vues animées ait été émise pour ce lieu d'amusements.

34. Que toute personne ne possédant pas une licence à cet effet ne devra ouvrir ou exhiber un cirque, une ménagerie ou annexe d'exhibition, sous peine d'une amende de quatre cents piastres pour chaque spectacle, représentation ou exhibition.

35. Que toute personne, ouvrant ou exhibant un cirque, ou une ménagerie, devra faire voir sa licence au percepteur du revenu de la province, ou à l'un de ses députés ou à toute personne autorisée à cet effet par le percepteur du revenu de la province, sur simple demande, verbale ou écrite, de sa part, et que, à défaut de ce faire, cette personne sera considérée comme n'ayant pas de licence et sera punissable en conséquence.

36. Que le percepteur du revenu de la province ou l'un de ses députés, ou toute autre personne autorisée à cet effet par ce percepteur, pourra, au moyen d'un mandat obtenu sur preuve satisfaisante par affidavit, et signé par un juge de la Cour supérieure, un magistrat de district ou un juge de paix, saisir les animaux, biens et effets formant partie d'un cirque, ou d'une ménagerie, pour l'ouverture ou l'exhibition desquels il n'aura pas été pris de licence, ou au sujet desquels il y a eu refus d'exhiber la licence requise; et qu'il pourra, sans aucun autre jugement ou formalité préliminaire, vendre et adjuger à l'enchère publique les animaux, biens et effets ainsi saisis pour le montant de l'amende encourue et les frais de la vente.

37. Que quiconque tiendra ou exploitera un lieu d'amusements, sans une licence à cet effet encore en vigueur suivant les prescriptions de la loi, sera coupable d'une offense et passible, pour chaque offense, d'une amende égale au double du montant du droit de licence et des frais, et, à défaut de payer ladite amende et les frais, d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois; et que, s'il s'agit d'une compagnie, d'une association ou d'un club, la sentence d'emprisonnement pourra être portée contre le président, le gérant ou l'agent dans la province de Québec.

38. Que toute infraction aux dispositions du paragraphe 8 de la deuxième division de la loi des licences de Québec, telle qu'édicte par la loi qui accompagne les présentes résolutions, à laquelle il ne serait pas autrement pourvu, sera punissable d'une amende d'au moins vingt piastres et d'au plus cent piastres, et les frais, pour chaque offense et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement d'au plus de deux mois.

39. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire les règlements qui pourront être jugés opportuns pour:

*a.* Mettre à effet les dispositions du paragraphe mentionné dans la résolution précédente;

*b.* Réduire les droits de la licence annuelle pour un lieu d'amusements qui, à raison de la nature de sa construction ou de la nature des amusements qui y sont donnés, ne peut être en usage durant une certaine période de l'année;

*c.* Réduire ou remettre les droits d'une licence temporaire pour des lieux d'amusements, quand on en fait usage pour des fins patriotiques, agricoles, religieuses, éducationnelles ou charitables pour l'encouragement des arts;

*d.* Définir ce qui constitue un siège ou son équivalent dans un lieu d'amusements.

40. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra édicter, que le, ou après le premier jour de juillet 1919, toute personne, avant d'entrer dans une réunion de courses, devra payer, au moyen d'un billet ou autrement, un droit pouvant être proportionné au prix d'admission, mais dans aucun cas ne devant excéder dix cents, et qu'il pourra faire les règlements jugés nécessaires pour la perception de ce droit.

41. Que l'article 1302 des statuts refondus, 1909, soit amendé de manière qu'il sera payé les droits suivants:

1. Sur chaque licence pour tenir un hôtel:

*a.* Dans toute cité, cinq piastres par chambre à coucher; mais, néanmoins, chaque fois que le nombre de ces chambres à coucher est de plus de 100 dans un seul hôtel situé dans une cité ayant une population de plus de 100,000 âmes, ou de plus de 20 en un seul hôtel situé dans une cité ayant une population de moins de 100,000 âmes, dans le premier cas, le droit n'excède pas cinq cents piastres et, dans le second cas, cent piastres;

*b.* Dans toute ville ou tout village ayant une population de deux mille âmes ou plus, trois piastres par chambre à coucher;

*c.* Dans toute ville ou tout village ayant une population de moins de deux mille âmes, deux piastres par chambre à coucher;

*d.* Dans tout autre territoire, une piastre par chambre à coucher; pourvu, toutefois, que le droit ne soit pas moins de cinq piastres.

2. Sur chaque licence pour tenir une maison de logement:

La moitié du droit exigible pour une licence permettant de tenir un hôtel ayant le même nombre de chambres à coucher dans un établissement situé dans la même classe de municipalités; mais,

toutefois, le droit pour une licence permettant de tenir une maison de logement ne doit pas être de plus de quatre cents piastres ni de moins de cinq piastres.

3. Sur chaque licence pour tenir un restaurant:

*a.* Dans la cité de Montréal, cinq pour cent de la valeur annuelle ou du loyer annuel de l'établissement pour lequel la licence est requise;

*b.* Dans la cité de Québec, quatre pour cent de la valeur annuelle ou du loyer annuel;

*c.* Dans toute autre cité, trois pour cent de la valeur annuelle ou du loyer annuel;

*d.* Dans toute ville, deux pour cent de la valeur annuelle ou du loyer annuel;

*e.* Dans toute autre municipalité, un pour cent de la valeur annuelle ou du loyer annuel;

Mais, toutefois, le droit pour une licence permettant de tenir un restaurant ne doit pas être de plus de deux cents piastres ni de moins de cinq piastres.

4. Sur chaque licence pour tenir un hôtel, ou maison de logement, ou un restaurant dans une place de villégiature ou un endroit de pèlerinage, pendant une période de trois mois ou moins, un quart, ou pendant une période de plus de trois mois, mais n'excédant pas six mois, la moitié du droit exigible pour une année de licence de même nature dans la même classe de municipalités; mais, toutefois, le droit exigible en vertu du présent paragraphe 4, ne doit pas excéder le quart, ou, suivant le cas, la moitié du maximum fixé pour une semblable licence annuelle, ni être inférieur à cinq piastres.

42. Que l'article 1302 des statuts refondus, 1909, soit de nouveau amendé de manière qu'il sera payé les droits suivants:

1. Pour chaque licence pour ouvrir et exhiber un cirque ou une représentation équestre, une ménagerie ou caravane d'animaux sauvages:

*a.* Dans les cités de Québec et de Montréal, et dans un rayon de trois milles de chacune de ces cités, cinq cents piastres pour chaque jour de représentation ou exhibition; et, pour chaque exhibition adjointe (side-show), trente piastres pour chaque jour;

*b.* Dans les autres parties de la province, deux cents piastres pour chaque jour; et, pour chaque exhibition adjointe (side-show), quinze piastres pour chaque jour.

2. Pour chaque licence annuelle pour tenir ou exploiter tout autre lieu d'amusements:

*a.* Dans les cités de Québec, Montréal, Outremont, Verdun et Westmount, cinquante centins pour chaque siège d'une personne;

b. Dans toutes les autres cités, trente centins pour chaque siège d'une personne;

c. Ailleurs, vingt centins pour chaque siège d'une personne.

3. Pour chaque licence au jour pour tenir ou exploiter tout lieu d'amusements autres que ceux mentionnés dans le paragraphe 1 de la présente division VII, un centin par siège par jour, pourvu, toutefois, que le droit ne soit pas de moins de cinq piastres.

Le tarif des licences, explique-t-il, a été fixé d'après le chiffre d'affaires des municipalités dans lesquelles ces licences seront accordées. Ainsi, à Montréal, on paierait \$5,000; à Québec, \$4,000 et dans les autres municipalités, une proportion de \$1,000 à \$2,000 suivant la population. Nous agissons de la même façon que pour la taxe d'affaires: ceux qui font le plus gros chiffre d'affaires sont appelés à payer le tarif le plus élevé.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** affirme que le bill, pris dans son sens général, n'est pas du tout de nature économique. Il est plutôt question d'une mesure d'aide pour les malheureux qui tombent malades et qui ont besoin d'un stimulant alcoolique. Il est injuste que l'on paie plus cher à Montréal qu'à Québec.

Si ce bill était de nature économique, il n'y aurait pas de problème, car l'économie montréalaise est plus forte que celle de Québec. Mais, dans ce cas-ci, il s'agit de prescriptions médicales. Les citoyens de Montréal devront donc payer plus cher pour leur médication que ceux de Québec ou d'ailleurs, où le tarif demandé aux marchands est inférieur à \$5,000. Que l'on mette tout le monde sur le même pied.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Le bill concerne aussi les fins industrielles et commerciales. Les statistiques des provinces prohibitionnistes montrent qu'une grande proportion de l'alcool vendu est destinée aux secteurs industriel et commercial. La quantité vendue à des fins médicinales est très réduite, si on la compare à la quantité vendue à des fins commerciales. Il rappelle au député de Montréal-Saint-Louis que, sous le régime actuel de licences, les tarifs sont différents d'une région à l'autre de la province et, pourtant, il serait porté à croire que le verre de bière ou de Scotch se vend au même prix partout.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** dit que la qualité est supérieure à Montréal et insiste

qu'à long terme un homme malade à Montréal à qui le médecin a prescrit de l'alcool devra payer plus cher pour sa médication. Il croit qu'on ne devrait faire aucune discrimination.

Ce sera la même chose en ce qui concerne les vins à des fins sacramentelles. Les prix seront plus élevés à Montréal, et ceci s'applique aussi pour l'alcool à des fins commerciales. Les industries montréalaises devront payer plus cher pour leur alcool que celles d'ailleurs.

Je crois que la ville de Montréal paie actuellement plus que sa part de taxes à la province et qu'on ne devrait pas faire de discrimination à son endroit.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Le représentant de Montréal-Saint-Louis pense-t-il que l'on devrait fixer le même tarif pour le marchand de Chicoutimi que pour celui de Montréal? Nous devons fixer le tarif selon le chiffre d'affaires et rien d'autre. Un homme paie le même montant pour son alcool d'une région à l'autre.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** insiste qu'en fixant le tarif pour Sherbrooke à \$2,000, rien n'empêchera un homme de Montréal de se procurer son alcool dans cette ville. Il insiste également sur le fait qu'il ne s'agit pas d'une mesure à incidence économique et croit que l'homme malade résidant dans une région périphérique de la province obtiendra son alcool pour rien.

**M. Tessier (Rimouski):** Comment répartira-t-on les licences dans la province?

Il veut savoir s'il y aura un marchand autorisé à Rimouski. Il dit que les habitants de Rimouski sont susceptibles de tomber malades.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Il y en aura probablement douze à Montréal, trois à Québec et un dans chacun des autres cantons, en tenant compte de la population et des conditions locales faites par les lois de la prohibition.

**M. Francoeur (Lotbinière)** pose une question au sujet des licences dans son comté de Lotbinière.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** ne considère pas opportun d'accorder des licences pour Lotbinière, étant donné la proximité de ce comté de Québec.

**Des députés** questionnent le ministre.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** répond à ces questions, répétant les renseignements donnés dans son discours précédent.

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'étude des résolutions.

La séance est levée à 6 heures.

### Deuxième séance du 12 mars 1919

#### Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 8 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Présentation de pétitions:

Plusieurs pétitions sont présentées devant la Chambre:

- plusieurs pétitions demandant la nomination d'une commission royale pour faire une enquête au sujet de certaines accusations<sup>4</sup> (M. Sauvé).

#### Hygiène publique

**L'honorable M. Décarie (Maisonnette)** demande la permission de présenter le bill 26 amendant la loi d'hygiène publique de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Compagnies

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 220 amendant la loi des compagnies de Québec, relativement à certaines annonces.

Cette mesure découle du bill qui devait être présenté dans le but de refondre la loi des compagnies et qui a été remis à l'année prochaine. On se contente, cette année, de passer une mesure par laquelle on dispense les nouvelles compagnies d'annoncer par deux fois dans deux journaux, l'un en français, l'autre en anglais. L'annonce dans la *Gazette officielle* sera suffisante. On veut suivre en cela la législation fédérale.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Boulangers et fabrication du pain

**M. Francoeur (Lotbinière)** demande la permission de présenter le bill 194 amendant la loi concernant les boulangers et la fabrication du pain dans certaines municipalités.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Charte de Pointe-aux-Trembles

**M. Lévesque (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général, pour étudier le bill 105 amendant la loi constituant en corporation et refondant la charte de la ville de la Pointe-aux-Trembles.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Lévesque (Laval)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Statistiques scolaires

**M. Francoeur (Lotbinière)** propose de nouveau, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général, pour étudier le bill 156 amendant l'article 2768 des statuts refondus, 1909, relativement à l'instruction publique.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**M. Francoeur (Lotbinière)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Ventes

**M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général, pour étudier le bill 190 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à certaines ventes ayant l'effet de décret.



Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Demande de documents:**

##### **Enseignement technique**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 4 mars, sur la motion proposée le jeudi 6 février courant: Qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer, sur le bureau de cette Chambre, copie de tous documents concernant l'enseignement technique et la formation d'une élite intellectuelle dans la province.

**M. Bugeaud (Bonaventure):** Les députés qui ont parlé en matière d'instruction technique ont mentionné à peu près toutes les industries, excepté les pêcheries, a-t-il remarqué. Il veut dire quelques mots sur cette importante question.

Dans les seuls comtés de Bonaventure et de Gaspé, l'an dernier, à part la consommation sur place qui est très considérable, il s'est vendu pour au-delà de \$3,000,000 de poisson.

Il est un fait reconnu de tous, c'est que les procédés d'exploitation des pêches maritimes dans la division du golfe sont restés ce qu'ils étaient au siècle dernier. Cette industrie a trop été ignorée dans notre province.

Il voudrait, dit-il, que l'on perfectionne les méthodes de pêche. Tandis que dans la province il n'y a aucun programme dressé pour l'amélioration de cette industrie, on voit partout en Europe et ailleurs un vaste mouvement dans ce but dirigé par de grandes influences, se développer dans de vastes proportions. Il importerait de se mettre au même niveau.

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** complimente les députés qui ont pris part à ce débat. Il est inutile, selon lui, à ce sujet de rappeler tout ce que le gouvernement a fait; on n'aura qu'à lire les paroles prononcées l'autre jour par le représentant d'Arthabaska (M. Perrault) sur la question importante de l'enseignement technique dans la province.

Le gouvernement, dit-il, s'est toujours efforcé de donner au peuple une instruction de plus en plus efficace. Le gouvernement provincial a aidé, dans toute la mesure de ses forces, l'instruction secondaire spéciale, comme l'enseignement dans les écoles techniques et les écoles de hautes études.

Le gouvernement désire donc faire tout en son pouvoir pour aider la cause de l'instruction spéciale dans la province.

La proposition est adoptée.

##### **Ungava**

**M. Tessier (Rimouski)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Hochelaga (M. Létourneau), que cette Chambre est d'opinion que le gouvernement devrait prendre, sans délai, les mesures et moyens nécessaires pour une exploration complète du district d'Ungava ou Nouveau-Québec, afin de connaître les ressources de cette partie de la province, et d'obtenir sur elle tous les renseignements et informations possibles.

On ne connaît que très superficiellement cette vaste contrée de l'Ungava. On sait qu'il y a là des forces hydrauliques très puissantes, de vastes forêts, mais à part certaines explorations incomplètes qui ont été faites, nous ne possédons aucun renseignement précis. On sait que cette région renferme des richesses inouïes, en fait de houille blanche. Supposons que l'on y découvrirait de la houille noire? Quels immenses avantages la province de Québec n'en retirerait-elle pas?

Nous pourrions aller chercher là-bas le charbon que nous sommes actuellement obligés d'aller chercher aux États-Unis. Quelle richesse pour la province et quel pas dans la conquête de son indépendance économique!

Il suggère que l'on nomme une commission composée d'experts en géologie et en minéralogie pour faire une exploration complète de cette région. Il espère que le gouvernement accueillera cette demande avec l'attention la plus favorable. Cet inventaire des richesses de l'Ungava pourrait prendre plusieurs années et se faire en plusieurs explorations. On pourra faire chaque année l'exploration de certaines parties de cette vaste région et donner des détails complets sur l'exploration afin que le public puisse en prendre connaissance.

Depuis quelques semaines, un grand intérêt s'est concentré vers l'Ungava. On a vu au cours de cette session des demandes de construction de chemins de fer et, récemment, une puissante

compagnie s'est formée avec un capital considérable, ayant en vue le développement de l'Ungava.

Il se fait, dit-il, un grand plaisir de déclarer que le ministère des mines est admirablement bien administré. Il ajoute qu'il n'a pas l'habitude de faire des éloges mais que celles-ci sont bien méritées.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** remercie l'honorable député de Rimouski des bonnes paroles qu'il vient de prononcer au sujet de l'administration de son ministère. Les députés, dit-il, lui ont facilité son travail en plusieurs circonstances. Il félicite le député de Rimouski de l'intéressant débat qu'il a soulevé.

La motion du député est très intéressante parce qu'elle se rapporte à une région très importante de la province de Québec. Depuis 1870, plusieurs parties de l'Ungava ont été explorées et des études ont été faites de ces explorations. Il cite les noms de quelques explorateurs.

Depuis quelques années, le ministère de la Colonisation des Mines et des Pêcheries a obtenu des renseignements assez complets sur certaines parties éloignées de la province. Le ministère continue sans cesse ce travail d'exploration. Cette année, plusieurs explorations sont à l'étude. Certaines vont être entreprises cette année, d'abord dans la Matapédia, puis dans l'Ungava.

D'intéressantes suggestions ont été faites au ministère. Ainsi, on a suggéré d'employer des avions pour explorer des régions éloignées. Le département désire pousser toujours plus loin ses explorations, de les pousser graduellement. Ainsi, le temps n'est pas loin où l'Ungava sera exploré par le sud, l'est et l'ouest. Le gouvernement verra à ce que ces explorations obtiennent les meilleurs résultats possibles afin que le public qui s'intéresse à cette région, qui désire y exploiter les ressources naturelles, possède des renseignements précis et exacts.

La proposition est adoptée.

### Loyers

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que la chambre se forme en comité général pour étudier le bill 166 amendant les articles 1608, 1642 et 1657 du Code civil, relativement au terme d'expiration des loyers et aux avis requis en certains cas.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Voitures d'hiver

**M. Robert (Rouville)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 193 amendant l'article 429 du Code municipal de Québec, relativement à la circulation des voitures d'hiver soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**M. Robert (Rouville)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Robert (Rouville)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Registre d'état civil

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 180 amendant l'article 44 du Code civil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose que la chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Code de procédure civile

**M. Caron (Ottawa)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 150 amendant les articles 639, 717, 1029, 1048, 1069 et 1352 du Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**M. Caron (Ottawa)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**M. Caron (Ottawa)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Logements ouvriers

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill 25 pourvoyant à la construction de logements ouvriers et à des avances aux municipalités soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Hygiène publique

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** propose, appuyé par le représentant de Richmond (l'honorable M. Mitchell), qu'à sa prochaine séance, la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 26 amendant la loi d'hygiène publique de Québec.

Adopté.

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

### NOTES

1. *Le Devoir* du 13 mars 1919 écrit que la réponse du chef de l'opposition était évasive.

2. Tous les journaux rapportent cette version, à l'exception du *Devoir* qui écrit: "Les maisons à un

étage ne semblent pas prohibées par le projet du ministre des Travaux publics."

3. Parole que Virgile met dans la bouche du grand prêtre Lacon: Je crains les Grecs, même quand ils font des offrandes.

4. Il s'agit de requêtes de citoyens de Montréal demandant qu'on éclaircisse l'affaire du parc de Maisonneuve. Ces pétitions déposées ne seront jamais "lues et reçues". Le lendemain, l'Orateur déclara ces pétitions irrecevables. Voici le texte de ces requêtes, tel que publié dans *La Presse* du 12 mars 1919, page 11:

Québec, 12.

*"À l'honorable premier ministre,*

*"Aux Honorables membres du Conseil législatif,*

*"Aux honorables membres de l'Assemblée législative*

*"pour la province de Québec*

"L'humble requête des soussignés expose respectueusement:

"1. Lors de la dernière campagne municipale, dans la cité de Montréal, M. Médéric Martin, alors candidat à la mairie, a accusé publiquement et à plusieurs reprises le premier ministre de cette province et les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative d'avoir, depuis plusieurs années, abusé de leurs fonctions de législateurs et d'administrateurs des deniers publics pour favoriser délibérément, à la Législature et ailleurs, une série d'opérations et d'entreprises malhonnêtes, dans lesquelles ils étaient intéressés, et d'avoir ainsi, à leur profit, causé la ruine de Maisonneuve et de la cité de Montréal et affecté le crédit de la province;

"2. Parmi ces opérations malhonnêtes, ledit Médéric Martin a dénoncé particulièrement celles du parc de Maisonneuve, du boulevard Monckland, du boulevard Décary, de la "Viauville Land Company", du Sault-au-Récollet, de la Côte Saint-Michel, et le patronage indu accordé à certaines compagnies d'utilité publique et d'assurances, laissant entendre que, dans chaque cas, l'intérêt des contribuables avait été sacrifié au profit de certains membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative.

"3. Ledit Médéric Martin, en outre, s'est engagé à demander la nomination d'une commission royale pour faire enquête sur ces accusations, déclarant qu'il avait en mains les preuves suffisantes pour en démontrer la vérité;

"4. Toutes ces accusations ont été répandues dans les journaux du temps;

"5. À la veille de la présente session, sans qu'aucune enquête ni aucune rétractation publique n'aient été faites, le premier ministre, à la surprise générale, a nommé ledit Médéric Martin conseiller législatif.

"6. La conscience publique est profondément émue de cet état de choses: les accusations portées sont tellement graves, et la conduite témoignée depuis par le premier ministre à son accusateur tellement étrange, que la Législature, pour son honneur, ne peut ignorer plus longtemps les dénonciations de M. Martin.

"En conséquence, les soussignés demandent respectueusement qu'une commission royale soit nommée et avec mission de rechercher quelles sont les diverses accusations portées par l'honorable Médéric Martin lors de la dernière campagne municipale de Montréal, contre le premier ministre et les membres de la Législature de cette province, de s'enquérir de la vérité de ces accusations, de rechercher quelles peuvent être les personnes coupables, et de faire rapport en conséquence. (Les signatures suivent.)"

## Première séance du jeudi 13 mars 1919

## Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 11 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Affaire de Maisonneuve

**M. l'Orateur** rend la décision suivante:

J'ai l'honneur d'informer la Chambre que les pétitions demandant la nomination d'une commission royale qui ont été présentées à la dernière séance sont irrégulières et ne peuvent être lues ni reçues pour, entre autres raisons, les suivantes:

1. Elles mettent en question la conduite des membres de cette Chambre et du Conseil législatif, ce qui est contraire aux prescriptions de l'article 156 du règlement;

2. Elles contiennent des expressions offensantes pour les membres des deux Chambres, ce qui est contraire aux prescriptions de l'article 420 du règlement;

3. Elles portent atteinte aux privilèges de cette Chambre, ce qui est contraire aux prescriptions de l'article 421 du règlement<sup>1</sup>.

Rivières Sainte-Anne  
et Savane

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 221 amendant la loi 7 George V, chapitre 5, accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière Sainte-Anne et de la rivière Savane.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Élections  
municipales

**M. Francoeur (Lotbinière)** demande la permission de présenter le bill 195 amendant l'article 228 du Code municipal de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill 101 amendant la charte de la cité de Verdun.

Charte  
de Verdun

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 101 amendant la charte de la cité de Verdun. Les amendements sont lus deux fois.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Marie (M. Séguin), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant les honorables conseillers que la Chambre accepte les amendements du Conseil législatif au bill 101 amendant la charte de la cité de Verdun, avec l'amendement suivant:

Remplacer les mots "le ministre des Affaires municipales" dans la cinquième ligne du 6ième paragraphe desdits amendements par les mots "le lieutenant-gouverneur en conseil".

Adopté.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

## Questions et réponses:

Chemins et barrières  
des rives Nord et Sud

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** 1. A-t-on nommé des curateurs à la liquidation d'une Compagnie des chemins à barrières de la rive Nord et à la Compagnie des chemins à barrières de la rive Sud?

2. Si on en a nommés, quels sont leurs noms?

3. Ont-ils réalisé l'actif de chacune de ces deux compagnies?

4. Quel montant a été réalisé dans chaque cas?

5. Les curateurs en ont-ils fait la distribution, et de quelle manière?

6. Quelles obligations de chacune de ces deux compagnies ont été rachetées, et combien en reste-t-il à racheter?

7. Quels sont les noms de ces porteurs d'obligations non rachetées?

**L'honorable M. Mitchell (Richmond): 1.**

Oui.

2. M. George-H. Burroughs, pour la Commission des chemins à barrières de la rive Nord; M. Raoul Demers, pour la Commission des chemins à barrières de la rive Sud.

3. L'actif de la Commission des chemins à barrières de la rive Nord a été réalisé. On est actuellement à réaliser l'actif de la Commission des chemins à barrières de la rive Sud.

4. La Commission des chemins à barrières de la rive Nord: \$9,172.14

5. La Commission des chemins à barrières de la rive Nord, en paiement de comptes et dépenses de liquidation, \$2,408.10, et \$6,764.04 payées au trésorier de la province.

6. (Voir la liste ci-dessous).

La Commission des chemins à barrières de la rive Nord :

Rachetées : privilégiées.....	\$ 90,800.00
Rachetées : non privilégiées.....	173,468.00
À racheter : privilégiées.....	6,400.00
À racheter : non privilégiées.....	128,460.00

La Commission des chemins à barrières de la rive Sud :

Rachetées .....	\$ 40,880.80
À racheter.....	441.00

**Chemins de fer**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'à sa prochaine séance, la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives à des subventions à certaines compagnies de chemin de fer.

Adopté.

**Rivières Sainte-Anne et Savane**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'à sa prochaine séance, la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative à l'emménagement des eaux de la rivière Sainte-Anne et de la rivière Savane.

Adopté.

**Art dentaire**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 188 amendant la loi 7 George V, chapitre 38, en ce qui regarde les aspirants à la pratique de l'art dentaire en service actif dans les troupes de Sa Majesté soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Code de procédure civile**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 185 relatif à l'organisation et à la compétence des tribunaux de juridiction civile et à la procédure, en certains cas, soit maintenant lu une deuxième fois.

Les circonstances qui ont donné lieu à ce projet de loi, qui modifie l'organisation et la compétence des tribunaux et qui apporte des changements assez considérables à la procédure, peuvent se résumer en la manière suivante:

Depuis assez longtemps, les juges de la Cour supérieure, chargés également de siéger en Cour de révision, ne suffisent pas à Montréal, même avec l'aide des juges des districts ruraux, à expédier l'ouvrage qui leur incombe. Il en est résulté un encombrement tantôt en Cour supérieure, tantôt en révision. Aujourd'hui, la Cour de révision est très en retard. À cause de cela, les plaideurs et les affaires en souffrent beaucoup. Le remède naturel semblerait être l'augmentation du nombre des juges du district de Montréal, mais les efforts tentés dans ce sens, à Ottawa, n'ont pas abouti. Le Barreau de Montréal a, en conséquence, cherché à résoudre le problème d'une autre manière.

Il a soumis au gouvernement un plan qui, dans ses grandes lignes, est contenu dans le projet de loi actuel. Le point principal de ce projet est l'abolition de la révision et le transfert de sa juridiction à la

Cour d'appel. Ce projet a l'approbation du conseil du Barreau du Québec, de celui de Trois-Rivières et de celui de Saint-François. Nous ignorons quel est le sentiment du Barreau des autres sections, car bien que tous les conseils aient été consultés, ils n'ont pas encore fait connaître leur manière de voir.

Voici les grandes lignes du projet. La Cour de révision est abolie. Les affaires, dans sa juridiction deviennent de la compétence de la Cour d'appel.

La Cour d'appel est augmentée de cinq juges dont trois sont pris à la Cour supérieure à Montréal et deux à la Cour supérieure à Québec. Le nombre des juges de la Cour supérieure est diminué d'autant, mais nous ne croyons pas qu'il en résulte des inconvénients dans ces deux centres, si l'on y fait siéger les juges des districts ruraux.

Les onze juges de la Cour d'appel constitueront trois divisions ou chambres, une composée de cinq juges siégeant alternativement à Québec et à Montréal, les deux autres composées de trois juges chacune, siégeant à Québec et à Montréal. Ces cours pourront siéger simultanément, mais il est prévu par le projet à ce que les quatre derniers jours des mois de septembre, octobre, novembre, janvier, février, mars, avril et mai soient des jours de termes dans les deux districts de Québec et de Montréal, pour les chambres de la Cour d'appel composées de trois juges.

Le tribunal composé de trois juges connaîtra de toutes les sections possessoires, confessoires, négatoires, en bornage, en séparation de corps, en séparation de biens et pour pension alimentaire; de toutes les affaires municipales; de toutes les procédures et choses prévues par les articles 43a et 44, 987 à 1005 du Code de procédure et par les articles 5551, 5724, 5724a, 7569, 7573 et 7575 des statuts refondus, 1909, de tous les cas où le montant réclamé ou la valeur de la chose réclamée n'excède pas mille piastres. Toutes les requêtes, motions, exceptions et procédures incidentes, ainsi que tous les jugements interlocutoires dans les causes et matières qui sont de la compétence du tribunal composé de cinq juges seront également de la juridiction du tribunal siégeant avec trois juges.

Le tribunal composé de trois juges pourra référer au tribunal composé de cinq juges ou plus, toutes les questions ou toutes les causes qu'ils jugeront à propos. Le tribunal composé de cinq juges aura compétence exclusive dans toutes les autres causes et matières.

Afin de libérer la Cour du banc du roi des matières criminelles dans les districts de Montréal et de Québec, et de lui laisser plus de temps pour disposer des appels en nombre augmenté qui résulteront de l'adoption du projet, ce seront les juges

de la Cour Supérieure qui siégeront dans les affaires criminelles comme juges de la Cour du banc du roi. Comme on le sait, ce système est celui suivi dans les districts ruraux.

Les causes entre \$200 et \$500 restent au chef lieu, de la compétence de la Cour supérieure, mais l'appel en ces causes est aboli, non pas uniquement pour diminuer le nombre des appels, mais également parce que l'abolition de l'appel dispense de la sténographie, et que le coût de la sténographie ajoute aux frais de la Cour supérieure et rend les frais hors de proportion avec le montant en litige.

Nous espérons que, grâce à l'abolition des appels dans les causes au dessous de \$200, à l'abolition des doubles appels lorsque la révision renverse le jugement de la Cour supérieure dans les causes au-dessus de \$500, à la nécessité de donner un cautionnement dans toutes les causes, au lieu de faire un dépôt, le nombre des appels diminuera, et par la suite les retards, et que, avec son organisation nouvelle, la Cour du banc du roi pourra suffire à disposer, sans délai, de toutes les affaires qui se présenteront. On objectera que la nécessité des cautionnements dans tous les cas empêchera les plaideurs pauvres d'en appeler d'un jugement qu'il croit être erroné. Le projet apporte un tempérament sur ce point en permettant aux juges, dans des cas exceptionnels, d'exempter du cautionnement en tout ou en partie.

On a permis aux juges de fixer le montant du cautionnement afin qu'il puisse porter l'hypothèque et qu'il puisse être donné par des compagnies de garantie, ce qui était impossible avec le cautionnement pour un montant indéterminé.

On a enfin exigé des protonotaires de la Cour supérieure un rapport annuel des délibérés qui durent plus d'un mois.

Les arrérages actuels en révision resteront soumis à l'ancienne loi: la nouvelle Cour d'appel commencera donc sans arrérages.

Il est possible probablement que, dans une matière de ce genre, on eût pu apporter d'autres solutions que celles qui nous ont été proposées par le Barreau et que nous avons incorporées dans le projet. On ne nous en a pas présenté toutefois, et nous n'en avons pas trouvées qui puissent, d'une manière aussi complète, remédier au mal dont on se plaint. Il ne faudra pas perdre de vue, en étudiant cette mesure, que nous sommes limités dans notre loi des réformes par la division des pouvoirs qui existent entre le fédéral et le provincial à ce sujet. Si nous avions eu pleine liberté d'action, nous aurions pu faire une réorganisation des tribunaux de justice, tant civile que criminelle.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

### Taxe d'amusement

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 181 amendant les statuts refondus, 1909, en ce qui concerne la perception, par les municipalités, d'une taxe d'amusement sur les personnes qui entrent dans un lieu d'amusement soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

### En comité:

Le comité étudie le paragraphe 5956x de l'article 1 du projet de loi qui se lit comme suit: "5956x. Tout officier de la paix autorisé par le chef de la police de la municipalité, ou tout officier de la police provinciale peuvent entrer dans un lieu d'amusement, pour constater si les dispositions de la présente section sont mises à exécution."

Cet article est amendé et les mots suivants sont retranchés "de la paix" après les mots suivants "tout officier".

L'amendement est adopté.

Le comité étudie le paragraphe 5956za, sous-paragraphe 3 de l'article 1 du projet de loi qui se lit comme suit:

"5956za. [...]"

"3. La Commission administrative de la cité de Montréal et le conseil de toute autre municipalité, dans lesquelles un budget annuel a été préparé et voté pour l'année fiscale au cours de laquelle la présente loi entrera en vigueur, pourront approprier aux fins générales de leur administration, par simple résolution, en une seule fois ou de temps à autre au cours de cette année fiscale, la partie des droits d'entrée qui peut être perçue pendant cette année fiscale et qui ne doit pas être distribuée aux hôpitaux et aux institutions de charité."

Cet article est amendé et les mots "la partie des droits d'entrée qui peut être perçue pendant cette année fiscale et qui ne doit pas être distribuée" sont remplacés par "cette partie des droits d'entrée qui n'auront pas été affectés".

L'amendement est adopté.

L'article 1 ainsi amendé est adopté.

Les articles 2 à 4 sont adoptés

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Liqueurs enivrantes<sup>2</sup>

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose de nouveau, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 47 ayant pour objet de prohiber la vente des liqueurs enivrantes et d'amender la loi des licences de Québec, en certains cas.

Adopté.

### En comité<sup>3</sup>:

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose: 3. Que la nomination d'un vendeur autorisé se fera par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur paiement, au trésorier de la province, des droits suivants:

Si la place d'affaires est dans la cité de Montréal, cinq mille piastres;

Si dans la cité de Québec, quatre mille piastres;

Si dans une cité dont la population est au-dessus de 10,000 et au-dessous de 75,000, deux mille piastres;

Si dans toute autre municipalité, mille piastres;

Que l'arrêté ministériel devra fixer sa place d'affaires et que le nombre des vendeurs autorisés sera limité à vingt-cinq pour la province.

**M. Francoeur (Lotbinière)** veut savoir quelles dispositions seront prévues pour son comté. Il ne croit pas que les 25 vendeurs autorisés devraient être restreints aux cités. Il dit franchement au trésorier que le bill n'est pas une loi de prohibition, parce qu'il y aura quand même 25 vendeurs.



**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** ne possède pas assez d'informations pour dire si Lotbinière aura un vendeur. Le lieutenant-gouverneur fera preuve de discrétion dans les nominations, déclare-t-il.

Le gouvernement est absolument sincère dans son désir d'appliquer la prohibition des liqueurs alcooliques. Pour ce qui est de la bière et du vin, la question sera posée directement à la population.

Il réitère les explications qu'il a données en première lecture. Il conclut en disant que la loi de prohibition dans la province de Québec est la plus sévère de toutes celles du dominion; les mailles de la loi ont été tellement resserrées qu'il sera impossible aux fraudeurs de passer à travers.

**M. Tessier (Rimouski)**<sup>4</sup> doute que ce sera une véritable prohibition, alors qu'on prévoit 25 vendeurs autorisés, et dit également que les districts ruraux auront de la difficulté à obtenir des liqueurs pour fins médicales ou industrielles, s'ils doivent venir les chercher à Québec.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)**: Il y a dans la province 1,154 municipalités dites "sèches", et aucun vendeur, en vertu du bill, ne pourra s'établir dans ces municipalités. Le gouvernement n'a d'ailleurs aucune intention de modifier cette disposition. Si le comté de Rimouski persiste à rester "sec", il ne pourra pas y avoir de vendeur à moins que, par voie de résolution, le conseil demande au gouvernement d'en nommer un. Les municipalités "sèches" devront continuer de faire ce qu'elles font actuellement, soit obtenir leurs liqueurs des districts qui auront eu l'autorisation. Il ajoute qu'il ne croit pas pour l'instant que le gouvernement accordera plus de 15 ou 16 licences.

**M. Tessier (Rimouski)** demande si ce ne serait pas une bonne chose pour le gouvernement, plutôt que de nommer des vendeurs, de prendre en charge le commerce des liqueurs. Cela semble pour lui la chose la plus logique à faire, puisque la vente est uniquement pour fins médicales. De cette façon, le gouvernement pourrait contrôler les prix, car il craint que, si un vendeur doit payer \$5,000 pour sa licence, celui-ci chargera plus cher à ses pauvres malades, car il ne sera pas vraiment dans son intérêt de veiller à la santé de ses clients.

Ils se rembourseront à même les malades et les artistes, car le bill prévoit également que l'alcool soit vendu pour fins artistiques, bien que cela peut porter à interprétation et qu'il ne soit pas si sûr que l'alcool puisse être un moyen de stimuler l'inspiration.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)**: Nous avons pris en considération la suggestion à l'effet que le gouvernement prenne le contrôle du commerce des liqueurs. Nous l'avons examinée très sérieusement et, après mûres réflexions, nous en sommes arrivés à la conclusion qu'il ne serait pas dans l'intérêt du public d'essayer ce système par le biais du bill. Le député de Rimouski, sur une note quelque peu sarcastique, a douté de la sincérité du gouvernement. Mais je peux lui assurer qu'il se trompe et que nous entendons intensifier la prohibition. Et je peux certifier qu'aucune province ne possède une loi de prohibition aussi sévère que celle qui est présentée ici devant cette Chambre. La question du contrôle gouvernemental sur la vente des liqueurs est très importante et comporte sa part de pour et de contre. Nous mettrons ce système à l'essai pendant un an; s'il ne donne pas les résultats attendus, nous considérerons alors, éventuellement, l'idée d'un contrôle gouvernemental sur la vente des liqueurs.

**M. David (Terrebonne)** ne croit pas opportun de proclamer à la face du dominion que la province de Québec, qui avait été jusqu'ici épargnée par le vent de folie qui a possédé tout le reste du pays, aura la loi de prohibition la plus sévère, alors que la réaction commence à se faire ailleurs.

Il suggère de prendre toutes les précautions possibles pour empêcher les médecins de violer l'esprit de la loi. Il conseille, selon un praticien, le dépôt de la signature des médecins chez les vendeurs officiels, l'apposition d'un sceau officiel sur les certificats et l'émission de blancs numérotés par le gouvernement.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)**: Nous avons étudié la question d'interdire aux médecins de donner des prescriptions et de facturer leurs patients pour des prescriptions de liqueurs, et celle de limiter le nombre de médecins pouvant faire des prescriptions.

Nous sommes arrivés à la conclusion qu'en agissant ainsi, tel que nous le proposons, nous faisons tout ce qui est possible pour protéger le certificat. D'après moi, l'un des plus grands abus à voir le jour sur les territoires de prohibition a été l'émission sans limite de certificats de médecins. Nous sommes d'avis que le système que nous proposons est le meilleur possible. Il ne peut y avoir qu'un certificat à la fois; le nom du médecin doit y apparaître ainsi que celui du patient; et le certificat doit être rempli par le vendeur et demeurer toujours

ouvert à notre inspection, dans le cas où nous trouverions qu'un médecin a abusé de ses privilèges. Si quelqu'un peut nous suggérer un meilleur moyen d'exercer un contrôle plus strict sur les certificats de médecins, je serai heureux de l'adopter.

Pour ce qui est de la dureté de cette mesure, la question se présente ainsi: ou bien on applique la prohibition ou bien on ne l'applique pas. S'il faut l'appliquer, ce doit alors être une véritable prohibition. Ce bill est sévère dans la mesure où il tente d'implanter une vraie loi de prohibition, de sorte que seuls ceux qui requièrent le certificat puissent l'obtenir.

**M. David (Terrebonne):** Puisque le député de Richmond (l'honorable M. Mitchell) a plusieurs fois déclaré qu'il voulait que la loi de prohibition fût juste pour tout le monde, je lui demande ce qu'il fera pour établir cette égalité. Car, à l'heure actuelle, dit-il, en reprenant le mot de M. Lucien Cannon à la Chambre des communes, les fortunes peuvent se compter aussi bien au nombre de bouteilles qui sont dans les caves qu'au nombre de billets que l'on a en banque.

Ces remarques, je les fais dans un bon esprit, mais je crois nécessaire de prévenir le trésorier provincial que les classes pauvres se jugeront lésées quand elles sauront qu'il est des gens riches à qui la prohibition est indifférente, puisque leurs réserves sont faites pour le temps qu'elle durera. Ce n'est pas le moment de créer un antagonisme entre les classes.

**M. Francoeur (Lotbinière)** dit nettement que si l'on autorise 25 vendeurs, quelles que soient les restrictions, il n'y aura pas de prohibition. L'expérience de la loi Scott a démontré, dit-il, que les gens se procurent plus de liqueur dans un régime de prohibition que sous un système de licence.

Qui recommandera ces vendeurs au gouvernement? Quelles qualifications seront requises? Les hôteliers licenciés qui disposent d'une réserve de liqueurs se verront-ils accorder une autorisation à vendre? À Montréal, les recommandations viendront-elles du Dominion Alliance, de John H. Roberts ou de sa chère amie Edna Robinson? Il est important que nous sachions tout cela, et s'il s'agit, oui ou non, d'une loi de prohibition. Nous avons eu la loi Scott, à Québec, et jamais il n'y eu autant de whisky vendu dans la cité que depuis son entrée en vigueur. Et c'est sensé être un système de certificats de médecins. Jamais il n'y eu autant de personnes malades que depuis l'entrée en vigueur de la loi Scott. J'ai toujours été contre la

prohibition parce que l'expérience nous a démontré selon moi qu'elle est inapplicable. La prohibition est seulement un mot, il est impossible de l'imposer, et la preuve en est, qu'ici même dans cette loi de prohibition, on prévoit 25 vendeurs autorisés.

**M. Parrot (Témiscouata):** Si les médecins font leur devoir et accordent des certificats uniquement en cas de besoin, la valeur de l'autorisation n'atteindra pas \$1,000. Pour ce qui est des licences en région, cela ne servira qu'à remplir les prescriptions, puisque les vins sacramentels et l'alcool pour fins industrielles seront achetés de Montréal et de Québec. Le gouvernement ferait mieux de garder les licences dans les grands centres.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:  
4. Que les droits d'un vendeur autorisé, acquis par sa nomination, pourront être transférés par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur paiement, au trésorier de la province, d'une droit égal à la moitié de la partie non gagnée du droit payé par le vendeur autorisé par la résolution 3, pourvu que ce droit ne soit pas moindre que trois cents piastres; et que tout vendeur autorisé, trouvé coupable d'infraction à la loi de prohibition de Québec, encourra, à la première infraction si commise par lui-même, à la deuxième infraction si la première a été commise par son commis, serviteur ou agent, et la seconde par lui-même, et à la troisième infraction commise par lui-même, son commis, serviteur ou agent, en sus de toutes autres pénalités ci-édictees, la forfaiture de son droit de vendeur et de son droit à aucune remise du droit payé, et que sa nomination sera ipso facto annulée.

Que, afin de prévenir la demande de prix exorbitants pour la vente de liqueurs enivrantes par un vendeur autorisé, causée ou qui peut être causée par une entente ou arrangement par et entre les vendeurs autorisés ou par et entre quelques-uns d'entre eux, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, quand il le jugera à propos, annuler, dans le cours d'une année de licence, la licence émise à tous ou à quelqu'un d'eux et, dans un tel cas, la partie non gagnée du droit de la licence sera remise, au *prorata*, et la personne désignée par le lieutenant-gouverneur en conseil peut acquérir des liqueurs enivrantes appartenant alors aux vendeurs autorisés, au prix coûtant, en prendre possession et en disposer à un autre vendeur autorisé dans la province.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** parle des vendeurs qui ont perdu leur licence pour avoir enfreint la loi de quelque manière, *ipso facto*, bien que ce soit injuste dans le cas où quelqu'un est accusé pour une infraction commise par son employé, et suggère que la loi soit moins draconienne.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** concède que l'article est trop sévère et propose un amendement selon lequel le lieutenant-gouverneur en conseil pourrait, s'il le juge approprié, restituer sa licence au vendeur.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** croit que ce serait trop encombrant et que cela pourrait imposer des dépenses à un vendeur innocent qui, rappelle-t-il au trésorier, aurait également à payer une forte amende lorsqu'il sera accusé d'avoir enfreint la loi, en plus du retrait de la licence. Il suggère que le juge en charge de l'affaire ait le pouvoir de décider si le vendeur devrait perdre ou non sa licence. Cela permettrait au juge, dit-il, après avoir entendu tous les faits, de juger si le vendeur a volontairement enfreint la loi ou si c'est un employé qui a fait une erreur.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** serait d'accord avec la suggestion du député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch), mais uniquement dans le cas de la première offense, et il lui demande d'inscrire son amendement pour la prochaine séance. Pour la deuxième offense, poursuit-il, le juge n'aura aucun pouvoir de décider si le vendeur doit garder sa licence. Elle sera annulée sur preuve. Cela en plus d'une amende allant de \$100 à \$300, qui pourra être imposée par la cour au vendeur ayant enfreint la loi.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose: 7. Qu'aucune vente de liqueurs enivrantes ne doit être faite pour fins médicinales par un vendeur autorisé, sur un seul certificat, à moins que, dans le cas de bière et autres liqueurs maltées ou vins, elle ne soit pour la quantité déterminée par le certificat, n'excédant pas une douzaine de bouteilles d'une chopine chacune ou deux douzaines de bouteilles d'un demiard chacune, et à moins que, dans le cas des autres liqueurs enivrantes, elle ne soit pour une quantité de quarante, vingt-six, ou dix onces, ou pour toute autre quantité intermédiaire ou moindre, que peut autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil.

Il propose un amendement: Que les bouteilles de 43 et 13 onces soient ajoutées.

Il dit qu'une bouteille de 43 onces est suffisante sur un certificat et, si le patient est toujours malade, celui-ci devra consulter le médecin à nouveau. Il ajoute également que lorsque le gouvernement a songé à interdire aux médecins de facturer pour les prescriptions, ils en ont conclu que cela ne ferait aucune différence, étant donné que le médecin pourrait dire qu'il a facturé la consultation et non la prescription.

L'amendement est adopté.

La résolution, ainsi amendée, est adoptée et se lit comme suit: 7. Qu'aucune vente de liqueurs enivrantes ne doit être faite pour fins médicinales par un vendeur autorisé, sur un seul certificat, à moins que dans le cas de bière et autres liqueurs maltées ou vins, elle ne soit pour la quantité déterminée par le certificat, n'excédant pas une douzaine de bouteilles d'une chopine chacune ou deux douzaines de bouteilles d'un demiard chacune, et à moins que, dans le cas des autres liqueurs enivrantes, elle ne soit pour une quantité de quarante-trois, quarante, vingt-six, treize ou dix onces, ou pour toute autre quantité intermédiaire ou moindre, que peut autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose: 9. Que rien de contenu dans la loi de prohibition de Québec n'empêchera une personne, possédant une licence qui l'autorise à vendre des liqueurs enivrantes en vertu de la division I de la loi des licences de Québec, pendant l'année de licence finissant le trentième jour d'avril 1919, de garder dans un entrepôt de liqueurs, approuvé par un officier nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil, les liqueurs qui s'y trouveront le trente avril, mil neuf cent dix-neuf, et de vendre ces liqueurs aux personnes dans les autres provinces ou dans des pays étrangers qui y sont dûment autorisés à en faire l'acquisition ou de vendre, à même cet entrepôt de liqueurs, des liqueurs enivrantes à des vendeurs autorisés dans la province, et de la bière et autres liqueurs maltées, du cidre et du vin, aux porteurs de licences de bière et de vin dans la province, pourvu qu'une licence lui permettant de vendre aux personnes mentionnées dans la présente résolution lui soit accordée par le trésorier de la province, pour telle période de temps et sur paiement de tel droit que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra établir suivant les circonstances spéciales de chaque cas.

**M. David (Terrebonne)** soumet à nouveau qu'il serait bon de donner des licences pour les réserves gardées dans des caves privées.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** croit que c'est une mesure excessive. Jamais auparavant une telle chose n'a été faite, déclare-t-il. Il est vrai qu'il y a une distinction à faire entre le riche et le pauvre à cet égard, et c'est malheureux, mais cela s'applique à d'autres choses tout aussi bien, et le riche pourra toujours se procurer ce que le pauvre ne peut pas avoir. C'est très regrettable, mais cela existe. Et il ajoute que les délégations ouvrières ne se sont jamais plaintes, mais ont simplement demandé que la question de la bière soit soumise à la population par voie de référendum.

La résolution est adoptée.

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions.

La séance est levée à 1 heure.

## Deuxième séance du 13 mars 1919

### Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Dépôt de pétitions:

Une pétition est présentée devant la Chambre:  
- une pétition demandant la nomination d'une commission royale pour faire enquête sur certaines accusations (M. Sauvé).

### Rapports de comités:

**M. Robert (Rouville):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation. Voici le rapport:

Votre comité s'est réuni et a adopté à l'unanimité les résolutions suivantes: Proposé par M. Sauvé (Deux-Montagnes), secondé par M. Cédillot (Laprairie):

Votre comité recommande que la comptabilité agricole soit enseignée d'une façon plus pratique et plus soignée dans nos écoles élémentaires.

Proposé par M. Monet (Napierville), secondé par M. Péloquin (Richelieu):

Votre comité, après avoir étudié la question des jardins scolaires, approuve fortement l'idée d'une plus grande expansion de ces jardins scolaires.

Proposé par M. Sauvé (Deux-Montagnes), secondé par M. Cédillot (Laprairie):

Que le comité d'agriculture insiste auprès de la Commission administrative de Montréal pour que le marché Bonsecours soit agrandi et amélioré de manière à ce que les cultivateurs de la région puissent y trouver un confort convenable. Que le comité est aussi d'avis que la Commission administrative de Montréal devrait construire des écuries sur le site du marché Bonsecours ainsi que des salles d'ortoirs.

### Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 34 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les exhibitions de vues animées;
- bill 41 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux véhicules-moteurs;
- bill 45 concernant le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et le gouvernement du Canada relativement au sanatorium de Sainte-Agathe-des-Monts;
- bill 154 amendant l'article 653 du Code municipal de Québec;
- bill 172 constituant en corporation l'École technique de Saint-Hyacinthe.

### Statuts généraux

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 218 concernant la refonte des statuts généraux de la province de Québec.

Adopté. Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité:**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose:

1. Que, en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions, le traitement de chacun des membres de la Commission et de chacun des secrétaires sera déterminé par le lieutenant-gouverneur en conseil, mais qu'il ne devra pas excéder, par année: pour le président, \$3,000; pour chacun des autres commissaires, \$2,400; et, pour chacun des secrétaires, \$1,200.

Adopté.

2. Que les traitements des commissaires et des secrétaires, et les dépenses qu'ils pourront encourir pour frais de voyage, impressions, papeterie et autres choses nécessaires à l'entier accomplissement de leurs devoirs en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions, seront payés par mandats du lieutenant-gouverneur à même le fonds consolidé du revenu.

Adopté.

**Rapports de comités:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions. Les résolutions sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité chargé de l'étude du bill 218 autorisant la refonte des statuts généraux de la province de Québec.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 218 autorisant la refonte des statuts généraux de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Liqueurs  
enivrantes**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose de nouveau, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 47 ayant pour objet de prohiber la vente des liqueurs enivrantes et d'amender la loi des licences de Québec, en certains cas.

Adopté.

**En comité:**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:

18. Que la question de permettre, en vertu d'une licence, la vente de la bière, du cidre et des vins légers comme breuvage, devra être référée au vote des électeurs de la province de la manière établie par la loi intitulée: Loi concernant la consultation des électeurs par voie de référendum au sujet de la vente des bières, cidres et vins légers, passée à la présente session de la Législature;

Que bière, cidre et vin léger signifieront la bière et autres liqueurs maltées contenant au plus deux et cinquante et un centième décimales (2.51) pour cent d'alcool, en poids, et du cidre et du vin contenant au plus six et quatre-vingt quatorze centième décimales (6.94) pour cent d'alcool, en poids, d'après les tables d'alcoolométriques préparées par Sir Edward Thorpe.

**M. David (Terrebonne)** craint que la faiblesse du pourcentage du vin exclue les bons vins de France. Étant donné que l'on peut fabriquer du vin à 15 % d'alcool de preuve dans l'Ontario, les gens de la province de Québec, qui sont habitués à boire des vins légers, ne devraient pas être privés de boire un vin d'égale force.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Si l'on permet la fabrication du vin naturel dans l'Ontario, c'est que ce vin sert en grande partie à des fins industrielles et non pas comme breuvage.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** croit que le vin tel que le permettra la loi, avec le référendum, ne sera pas assez fort pour pouvoir être conservé. D'après des tableaux qui lui ont été fournis, il semble impossible qu'aucun vin français convenable puisse être importé avec cette loi.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Les vins ayant moins de 6.94 % d'alcool peuvent se conserver. Il ne faut pas oublier que les vins tels que sauterne et claret pourront être vendus par les porteurs de licence pour vin et bière.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** dit que la bière lager contient de 3.6 à 4.5 % d'alcool en poids, le sauterne de 9 à 12 % et le claret de 8 à 12 %, et qu'ils excèdent, par conséquent, les limites fixées.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** est en désaccord avec ces données.

**M. David (Terrebonne)** attire l'attention de la Chambre sur le traité existant entre la France et le Canada, au sujet de l'importation des vins.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** La question regarde le gouvernement fédéral. Si ce dernier permet l'importation, les vins seront divisés en deux catégories: celui qui pourra être vendu par les vendeurs autorisés avec des prescriptions de médecins et les autres qui pourront être vendus par les licenciés, advenant une réponse favorable du peuple au référendum.

**M. Tessier (Rimouski):** Pourquoi ne permet-on pas la vente du vin québécois comme dans l'Ontario? L'Ontario a un climat plus clément et peut cultiver la vigne; le Québec ne peut faire de vin et à cause de cela, en Ontario, on pourra boire du vin à 15 %, tandis qu'on ne boira que du vin insipide dans le Québec.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** ne voit pas qu'il y ait là une mesure de protection pour le vin québécois. Il y en a trop peu.

Suivant les renseignements qu'il a obtenus, le vin d'Ontario ne peut être vendu que pour des fins industrielles. (souriant) Le gouvernement est vraiment sincère dans cette démarche de prohibition.

**M. Monet (Napierville)** pose une question sur le coût du référendum.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** répond que, selon lui, le référendum va coûter de \$40,000 à \$50,000 à la province.

**M. David (Terrebonne)** insiste sur la nécessité d'encourager la fabrication du cidre dans la province

de Québec, vu le grand nombre de pommes qui s'y perdent chaque année et qui pourraient être utilement employées dans la fabrication du cidre.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** fait observer que le référendum tient compte du cidre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Voilà deux ans, il a, rappelle-t-il, demandé un référendum sur la prohibition, et le gouvernement n'en a pas voulu, prétendant qu'il convenait que la Législature prenne la responsabilité de ses actes. Maintenant qu'il se manifeste une forte opinion publique en faveur du vin et de la bière, maintenant que des milliers de requêtes envoyées au gouvernement réclament le vin et la bière, maintenant que des organes autrefois prohibitionnistes admettent la nécessité de permettre la vente du vin et de la bière, le gouvernement est prêt à dépenser de grosses sommes pour un référendum.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Depuis quelques années, le gouvernement a décidé de faire de cette province une province tempérante. Toutes les lois qu'il a fait passer, depuis quelques années, ont toujours tendu vers ce but. Le gouvernement a préféré adopter cette politique en décrétant des restrictions qui tendaient à diminuer graduellement la vente des vins et spiritueux. Le résultat en est que l'an dernier, sur les 1,300 municipalités de la province de Québec, 1,150 ont voté la prohibition. On pouvait alors juger la province prête pour la prohibition. Le chef de l'opposition ne demandait pas alors un référendum sur la bière et le vin, mais sur la prohibition de toutes les boissons alcooliques en général, et c'est sur cette question que le gouvernement ne voyait pas la nécessité d'un référendum.

Aujourd'hui, le gouvernement croit que non seulement la majorité de la population mais la presque totalité est en faveur de la prohibition des liqueurs enivrantes. Mais les expressions d'opinion que l'on entend aujourd'hui au sujet du vin et de la bière sont telles que le gouvernement se sent justifiable de consulter le peuple sur cette question. Le peuple gouverne, et c'est lui qui doit décider ce qu'il désire.

La question qui se pose au peuple de la province est de savoir si l'on veut la prohibition des spiritueux et conserver l'usage des vins et de la bière à certain pourcentage. C'est au peuple de décider et on le croit prêt maintenant à se prononcer sur cette importante question. Il en sera de même aux États-Unis, dans l'Ontario, dans la Colombie-Anglaise et dans le Nouveau-Brunswick.

Même le chef de l'opposition a proposé une motion en faveur de la bière et des vins. Le gouvernement a tout naturellement cru juste et bon, au vu de la position prise par le chef de l'opposition qui représente en cette Chambre le grand Parti conservateur, de suivre ce qui a été fait aux États-Unis et qui allait être fait en Ontario, en Colombie-Britannique et au Nouveau-Brunswick, soit de soumettre la question à la population. Ce que la population décidera, le gouvernement l'inscrira dans la loi.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** croit que, soit qu'il s'agisse de bière, soit qu'il s'agisse de scotch, le principe est le même. Il n'en reste pas moins vrai que le gouvernement a refusé d'accorder jadis le référendum qu'il ordonne aujourd'hui.

Il ne veut pas d'une prohibition stricte, déclare-t-il, quoiqu'il soit partisan de la tempérance, car il en résulterait selon lui des grèves et d'autres problèmes.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis):** Québec va payer moins que Montréal et, conséquemment, les ouvriers de Montréal vont payer leur bière plus cher que ceux de Québec.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** ne croit pas que le prix de la bière soit si affecté, attendu que le prix des licences va être de 25 % moindre que le prix actuel.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis):** Dans le moment, c'est la vente des boissons fortes qui aide à payer la licence, et après le 1<sup>er</sup> mai prochain, les hôteliers de Montréal ne pourront plus vendre de boissons fortes.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** C'est en somme le consommateur qui paie les licences, admet-il, car il ne connaît personne assez philanthrope pour payer des droits qui lui sont imposés, sans les faire payer en définitive par le consommateur. Il persiste cependant à croire que le prix de la bière ne sera pas affecté. Il n'a jamais cru que celui qui boit un verre de bière souffrirait beaucoup du montant infinitésimal qu'il aurait à payer, en droits, pour le seul privilège de la boire.

Le taux des licences sera de 25 % de ce qu'il est actuellement. La licence des épiciers à Montréal sera de 75 % environ de ce qu'elle est actuellement. Le chiffre en est aujourd'hui de \$483 et de \$690 et l'on veut en fixer le minimum à \$300 et à \$600.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** ne peut s'opposer au principe du référendum, puisqu'il a posé lui-même ce principe, répète-t-il, en 1916, en demandant un référendum sur la prohibition. C'était au temps où l'on ne connaissait pas bien le sentiment du peuple sur la question.

Cependant, le gouvernement et sa majorité ont voté contre le référendum, alléguant que c'était aux représentants du peuple au Parlement à prendre responsabilité sur la question. Aujourd'hui, l'opinion publique s'est clairement manifestée en faveur de la bière et du vin. Le premier ministre a reçu de nombreuses requêtes portant des milliers et des milliers de noms, en faveur de la bière et du vin. Les associations ouvrières ont adopté des résolutions réclamant bière et vin.

Même les organes de la tempérance ne combattent plus cette demande. Pourquoi le gouvernement met-il de côté cette expression d'opinion pour demander un référendum qui coûtera à la province au-delà de \$50,000? Je voudrais bien savoir, dit-il, du gouvernement quelles sont les raisons en faveur de son changement d'attitude sur le référendum.

Il cite un manuel scolaire, approuvé par le comité catholique du Conseil de l'instruction publique:

"Extrait du *Petit traité d'Hygiène à l'usage de l'École Primaire*, par le Dr J.-G. Paradis, approuvé comme livre du maître<sup>5</sup>.

"Faites avec des matières bien venues et bien mûries, ces boissons sont saines et hygiéniques lorsqu'elles sont prises avec discernement.

"De ces boissons, le vin est sans contredit la meilleure. Produit de la fermentation du jus de raisin, le bon vin doit ses qualités au grand nombre d'éléments qui le composent, et dont la plupart sont de nature à tempérer l'action de l'alcool spécial qu'il renferme.

"Cet alcool, développé durant la fermentation du jus de raisin et tenu en solution dans le liquide, est le moins nuisible de tous les alcools. Le vin contient une proportion moyenne de 10 % à 12 % d'alcool. En outre de ce principe, il entre dans la composition du vin des huiles essentielles, des éthers auxquels il doit son bouquet, des acides libres et des sels acides, du tannin et des matières colorantes.

"Tous ces éléments combinés entre eux, dans d'heureuses proportions, en rendent la digestion plus facile et l'absorption moins prompte; ils atténuent les effets de l'alcool sur l'estomac et tempèrent son action sur le système nerveux. - Rochard.

"L'abus du vin cause des désordres qui se traduisent par des dérangements gastriques, l'obésité et la goutte.

"L'usage judicieux d'un vin généreux est permis par les hygiénistes les plus sévères. Nous aimerions que les gouvernements s'efforçassent de diffuser l'usage des bons vins, chez le peuple, comme prophylaxie et antidote à l'alcoolisme. La substitution des liqueurs fermentées aux liqueurs distillées aurait une influence heureuse sur la moralité et sur la santé publique.

"Un sous-comité chargé d'examiner ce livre a fait le rapport suivant au Conseil. Ce traité peut être mis avantageusement entre les mains des instituteurs et institutrices comme livre du maître.

"André Albert,

"Èvêque de Saint-Germain de Rimouski.

Ce serait un excellent moyen de faire l'éducation de la tempérance que de répandre l'usage de cet ouvrage qui est préfacé par M. l'abbé Camille Roy."

Sa motion, dit-il, est un moyen terme. Il respecte les prohibitionnistes de bonne foi, mais il y a des exploiters qui désirent la prohibition totale, la plus insupportable, espèrent qu'après trois mois d'application, le peuple, les ouvriers se révolteront et réclameront l'ancien régime. On publiera une liste des noms de gros bonnets qui auront rempli leurs caves des plus fines liqueurs enivrantes et l'on invitera les ouvriers à se révolter. C'est pour éviter ce désastre qu'il se dit en faveur du vin et de la bière que réclament les ouvriers et le peuple de bonne foi.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Les circonstances ne sont plus les mêmes. Il s'agissait de savoir, à la date dont parle le chef de l'opposition, si on allait permettre la vente de toutes les liqueurs enivrantes, les plus fortes en alcool comme les autres. L'opinion de la province était visible. Les municipalités se prononçaient les unes après les autres contre le régime des licences.

Aujourd'hui, le sentiment n'est plus partagé à ce sujet: personne ne veut de boissons fortes en alcool, mais, par contre, on semble désirer généralement la vente de la bière et des vins. De nombreuses requêtes sont parvenues au premier ministre à ce sujet, mais il n'en reste pas moins vrai que le sentiment s'est partagé.

Le livre cité par le chef de l'opposition contient un article en faveur de la bière et du vin et contre les spiritueux.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Alors, la motion que j'ai soumise était correcte?

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Mon honorable ami a raison et ce n'est pas la première fois, je suis heureux de le dire, qu'il a raison.

L'honorable chef de l'opposition est en faveur de la prohibition. Il a raison. Ce n'est pas la première fois que mon honorable ami, le chef de l'opposition, a raison, et je suis toujours heureux de m'entendre avec lui sur une question.

(Applaudissements des deux côtés de la Chambre)

Il reste à présent à déterminer si nous devons autoriser la bière et les vins. Les opinions divergent sur cette question. Le chef de l'opposition cite une opinion en faveur de la bière et du vin.

Certains de ceux qui sont très proches du préfacer ne se prononceraient pas pour la négative quand il y aura un référendum sur la vente de la bière et des vins.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est une publication de la province.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** De loin la meilleure. Et il ne craint pas de faire connaître son opinion. Non pas que je veuille, dit-il, influencer quiconque sur le référendum. Il ira voter le jour du référendum. Il croit juste de laisser à tout le monde le privilège de faire connaître sa volonté comme lui<sup>6</sup>.

Le chef de l'opposition croit qu'il est inutile de consulter la population au sujet de la bière et du vin, et nous disons que la population doit être consultée. Nous avons réglé le problème de l'alcool et la population décidera celui de la bière et du vin.

La résolution est adoptée.

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions<sup>7</sup>.

### Messages du Conseil législatif:

M. L'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill suivant pour lequel il demande son concours:

- bill B du Conseil législatif amendement les articles 1550 et 2101 du Code civil.



### **Droit de réméré**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Décarie), que le bill B du Conseil législatif amendant les articles 1550 et 2101 du Code civil soit maintenant lu une première fois.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Messages du Conseil législatif:**

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 69 constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer de Saint-Félicien et Ungava;

- bill 85 amendant la loi 7 George V, chapitre 28, concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal;

- bill 87 amendant la charte de la ville de Montmagny;

- bill 106 amendant la loi constituant en corporation la ville de Montréal-Est;

- bill 114 amendant la charte de la cité de Trois-Rivières;

- bill 136 concernant la succession de feu Isaïe Hurtubise, fils;

- bill 124 ratifiant le titre de la Montreal Trust Company, à une propriété;

- bill 162 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec.

### **Succession**

#### **I. Hurtubise, fils**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 136 concernant la succession de feu Isaïe Hurtubise, fils. Les amendements sont lus deux fois.

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant les honorables conseillers que cette Chambre accepte les amendements du Conseil législatif au bill 136 concernant la succession de feu Isaïe Hurtubise, fils, avec les amendements suivants:

1. Remplacer tous les mots de l'amendement 1 après le mot "remplaçant" dans la première ligne par les mots:

"Attendu que des doutes se sont élevés sur la question de savoir si les acheteurs de lots de ladite subdivision, aux termes de la clause précitée du testament, étaient et sont tenus de voir eux-mêmes au placement du prix d'achat payé ou à être payé par eux et qu'il y a lieu de faire disparaître ces doutes", et

2. Remplacer tous les mots de l'amendement 2 après le chiffre "1" dans la deuxième ligne par les suivants:

"Les acheteurs de la succession de feu Isaïe Hurtubise, fils, de lots formant partie de la subdivision originaire connue sous le numéro 217 au plan et livre de renvois officiels de la paroisse de Montréal, sont déclarés ne pas avoir été tenus, ni être tenus de voir au placement du prix payé ou à être payé par eux pour l'achat desdits lots;"

3. Retrancher les amendements 3 et 4 parce qu'ils deviennent inutiles.

Adopté. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Saint-Félicien et Ungava**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 69 constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer Saint-Félicien et Ungava. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Le bill est retourné de nouveau au Conseil législatif.

### **Commission des écoles catholiques de Montréal**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 85 amendant la loi 7 George V, chapitre 28, concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Le bill est retourné de nouveau au Conseil législatif.

### **Charte de Montmagny**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 87 amendant la charte de la ville de Montmagny. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Le bill est retourné de nouveau au Conseil législatif.

### **Ville de Montréal-Est**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 106 amendant la loi constituant en corporation la ville de Montréal-Est. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Le bill est retourné de nouveau au Conseil législatif.

### **Charte de Trois-Rivières**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 114 amendant la charte de la cité de Trois-Rivières. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Le bill est retourné de nouveau au Conseil législatif.

### **Montreal Trust Company**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 124 ratifiant le titre de la Montreal Trust Company à une propriété. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Le bill est retourné de nouveau au Conseil législatif.

### **Collège des chirurgiens dentistes**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 162 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Le bill est retourné de nouveau au Conseil législatif.

### **Vente des bières, cidres et vins légers**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 176 concernant la consultation des électeurs, par voie de référendum, au sujet de la vente des bières, cidres et vins légers.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### **En comité:**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose: Que toutes les dépenses légalement encourues pour mettre à effet les dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions seront payées à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Adopté.

### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier qui sera chargé de l'étude du bill 176 concernant la consultation des électeurs, par voie de référendum, au sujet de la vente des bières, cidres et vins légers.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 176 concernant la consultation des électeurs, par voie de référendum, au sujet de la vente des bières, cidres et vins légers soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill décrète que les électeurs régulièrement inscrits sur les listes auront droit de voter. On leur posera la question suivante: "Êtes-vous d'opinion que la vente des bières, cidres et vins légers, tels que définis dans la loi, devrait être permise?"

Dans les 82 comtés de la province, on votera le même jour, qui sera fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil entre le 1<sup>er</sup> et le 15 avril prochain. On suivra les prescriptions de la loi pour les élections parlementaires.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité:**

**M. David (Terrebonne)** croit que l'on devrait modifier la formule du référendum qui dit: "Êtes-vous d'opinion que la vente des bières, cidres et vins légers, tels que définis par la loi, devrait être permise?"

Il croit qu'il faudrait supprimer de la question posée à l'électorat les mots "tels que définis par la loi", car si le gouvernement décide de modifier le pourcentage d'alcool fixé et pour lequel la population a voté, un autre vote devra être lancé.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Ce point de vue, dit-il, est en effet très important et il demande le temps d'y réfléchir.

**Les députés** poursuivent la discussion.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** annonce qu'après réflexion, le gouvernement ne changera pas la formule du référendum.

Il dit qu'il serait injuste envers la population de lui demander de voter sans lui dire quels pourcentages on entend fixer.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le premier ministre<sup>8</sup> appellera-t-il des élections générales cette année?

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** sourit.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Y aura-t-il des élections cet été? J'aimerais obtenir du premier ministre une déclaration à cet effet. Et, s'il y en aura, j'espère qu'elles seront tenues en temps opportun et que nous en serons dûment informés.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** (souriant)  
(Rires sur les banquettes ministérielles)

Le gouvernement a toujours tenu des élections en temps opportun et a toujours donné un préavis raisonnable.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**Terres publiques,  
bois et forêts**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 219

amendant les statuts refondus, 1909, concernant les terres publiques et les bois et forêts soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Ajournement**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que lorsque cette Chambre s'ajournera à la présente séance, elle soit ajournée à 9 heures du soir, aujourd'hui.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

**Troisième séance du 13 mars 1919**

**Présidence de l'honorable A. Galipeault<sup>9</sup>**

La séance est ouverte à 9 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Affaire de Maisonneuve**

**M. l'Orateur** rend la décision suivante: "J'ai l'honneur d'informer la Chambre que les pétitions qui ont été présentées à la dernière séance sont irrégulières et ne peuvent être lues ni reçues pour les raisons que j'ai mentionnées ce matin au sujet des pétitions qui avaient été présentées hier."

### **Loi électorale**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 222 amendant la loi électorale de Québec, relativement à la confection de la liste des électeurs dans les cités de Québec et de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Tessier), qu'à sa prochaine séance, la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 222 amendant la loi électorale de Québec, relativement à la confection de la liste des électeurs dans les cités de Québec et de Montréal.

Adopté.

### **Vente des bières, cidres et vins légers**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que le bill 176 concernant la consultation des électeurs, par voie de référendum, au sujet de la vente des bières, cidres et vins légers soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

### **Hygiène publique**

**L'honorable M. Décarie (Maisonnette)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 26 amendant la loi d'hygiène publique de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Décarie (Maisonnette)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 26 amendant la loi d'hygiène publique de Québec.

Adopté. Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### **En comité:**

**L'honorable M. Décarie (Maisonnette)** propose: 1. Que le secrétaire du conseil supérieur

d'hygiène recevra tel traitement que le lieutenant-gouverneur en conseil jugera convenable, pourvu que tel traitement n'excède pas quatre mille piastres par année.

Adopté.

2. Que le conseil supérieur d'hygiène pourra nommer les inspecteurs d'hygiène additionnels requis.

Adopté.

### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité qui sera chargé de l'étude du bill 26 amendant la loi d'hygiène publique de Québec.

**L'honorable M. Décarie (Maisonnette)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

### **En comité:**

**M. David (Terrebonne)** s'affiche en partisan de la franchise et dit que tout le monde est au courant de l'existence de certaines maladies. Pourquoi alors ne pas en parler ouvertement?

Il croit que la loi devrait être amendée de sorte à ce que tous les médecins qui ont eu un patient souffrant de maladie vénérienne devraient être obligés d'en rapporter l'information à l'Hôtel de ville.

Si on ne peut sauver la génération actuelle, tentons au moins de sauver celle qui suit.

**L'honorable M. Décarie (Maisonnette):** Le bill de cette année est un pas dans la bonne direction. Plus tard, une loi plus élaborée pourrait être promulguée.

**M. David (Terrebonne)** acquiesce tout en faisant remarquer que, puisqu'on a attendu si longtemps avant d'agir, on pourrait probablement attendre un peu plus.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Actions en dommages et pénales**

**M. Hébert (Joliette)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 196 amendant l'article 453 du Code municipal de Québec, relativement aux actions en dommages et pénales soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**M. Hébert (Joliette)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Hébert (Joliette)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

#### **Demande de documents**

##### **Instruction obligatoire**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 19 février, sur la motion proposée le mercredi 29 janvier courant: Qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance adressée au département de l'Instruction publique ou du gouvernement, relativement à l'Instruction obligatoire.

**M. Tessier (Rimouski):** Le débat soulevé par l'honorable député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) n'aurait pour résultat que d'intéresser encore davantage l'opinion publique à la cause de l'éducation et d'améliorer la fréquentation scolaire, qu'il n'aura pas été inutile.

Cette motion a déjà occupé l'attention de cette Chambre en 1912, et ceux de ses membres qui y siégeaient se rappellent encore l'intéressante discussion à laquelle elle avait donné lieu.

Je me suis alors prononcé contre la passation et la mise en vigueur d'une loi de contrainte scolaire,

estimant qu'elle n'était pas nécessaire ou justifiée par les conditions existantes.

J'ai toujours eu une grande répugnance à appuyer toute loi restrictive de la liberté et attentatoire au libre arbitre de chacun, qu'on l'appelle prohibition, contrainte scolaire ou d'un autre nom. Non que je sois contre le principe de l'Instruction obligatoire, mais je voudrais, auparavant, que l'absolue nécessité d'une telle mesure me fût clairement démontrée.

Une semblable loi de contrainte scolaire est-elle nécessaire? La fréquentation de nos écoles est-elle tellement mauvaise qu'il faille y recourir?

Les uns, comme l'honorable député de Saint-Hyacinthe, l'affirment et nous avons devant nous une requête portant les noms des citoyens les plus éminents de Montréal qui réclament une mesure dans ce sens. D'autres, également convaincus, nous disent que cette loi n'est aucunement nécessaire.

Et ils appuient leur conviction sur les statistiques officielles.

Si je prends ces statistiques, je constate avec satisfaction que la fréquentation scolaire moyenne a suivi, depuis 15 ans, une progression ascendante constante, puisqu'en 1902 elle était de 74.98 % et qu'elle s'est élevée à 80.14 % en 1916.

C'est là un état de choses qui, s'il est exact, ne justifierait pas une loi de contrainte scolaire. Mais ces chiffres sont violemment attaqués: on nous a représenté qu'ils ne sont pas exacts et ne donnent pas une juste idée de la situation.

Il cite un extrait d'un volume publié par M. Magnan dans lequel ce dernier admet que, jusqu'à cette année, l'absence de recensement scolaire dans les grandes villes n'a pas permis d'avoir des statistiques absolues sur le nombre d'enfants d'âge scolaire. Il admet aussi que le recensement des secrétaires-trésoriers est loin d'être parfait, qu'il comporte des lacunes regrettables.

L'inspecteur général des écoles lui-même, qui est d'opinion que notre fréquentation scolaire est bonne, admet dans son discours à l'Université Laval que certaines des principales villes de la province, Montréal, Québec, Sherbrooke, Chicoutimi, représentant la population totale de plus de 800,000, et renfermant au-delà d'un tiers de la population totale de la province, n'ont aucune statistique sur la fréquentation scolaire. M. Magnan déplore cet état de choses.

Si les statistiques disaient vrai, il est évident qu'une loi de contrainte scolaire serait inutile.

Si elles sont inexactes ou aussi mauvaises que les a représentées la requête portant la signature

d'une centaine des citoyens les plus influents de Montréal, il y a péril dans la demeure et il est temps que l'on remue, par une loi de contrainte rigoureuse, les parents qui négligent criminellement leurs devoirs envers leurs enfants.

Alors, c'est le devoir de l'État d'intervenir pour combattre et enrayer cet état de choses.

Cette opinion n'a rien de subversif, il l'a vue soutenue dans un article de l'*Action catholique* qu'il cite<sup>10</sup>.

Le Conseil de l'instruction publique, dont il est membre, a compris qu'il était important de se renseigner exactement sur la fréquentation scolaire. C'est pourquoi il a adopté une résolution qui est connue et qui donne au surintendant de l'Instruction publique le pouvoir, en s'aidant du gouvernement, de s'assurer de l'exactitude des statistiques.

Il suggère au gouvernement de donner, à la demande du comité catholique de l'instruction de faire une révision des statistiques scolaires, sa meilleure et prompt attention. Il est nécessaire que des statistiques d'une exactitude aussi inattaquable que possible soient recueillies sur la fréquentation scolaire. Il ne croit pas pratique de confier cette tâche aux inspecteurs d'écoles. Outre que ces derniers ont déjà fort à faire, il n'en existe pas dans les villes de Montréal et Québec, et c'est là surtout que le travail de recensement est important.

Les membres du clergé seraient les plus compétents à faire le recensement de la population scolaire dans les villes. Ceux-ci ne reculeraient pas devant cette besogne qui serait demandée à leur dévouement, d'autant plus qu'ils font déjà la visite paroissiale de porte en porte. Leur enquête vaudrait mieux que celle des inspecteurs.

J'ai la conviction que le résultat de ce recensement va démontrer, en dehors des grandes villes, une fréquentation scolaire très satisfaisante, ne justifiant pas une loi de contrainte.

D'ailleurs, et en cela, mes vues sont les mêmes que celles de mon honorable ami de Lotbinière.

**M. Francoeur (Lotbinière):** Je ne crois pas qu'une loi de contrainte scolaire soit opportune pour toute la province, parce qu'elle serait d'application impossible pour toute la province.

Dans les districts ruraux, il serait impossible de mettre en vigueur une loi d'instruction obligatoire, à raison du peu de densité de notre population, des conditions climatiques et géographiques et du manque d'organisation nécessaire pour recevoir les enfants.

Au surplus, une loi d'instruction obligatoire qui serait adoptée à l'heure actuelle irait à une faillite certaine et retarderait plus qu'elle ne ferait progresser l'instruction. Je serais plutôt d'avis de laisser à chaque municipalité scolaire le pouvoir d'adopter une semblable mesure. La loi présentée récemment par le ministre du Travail interdisant aux enfants qui ne savent pas lire et écrire couramment de travailler avant l'âge de 16 ans, va rendre beaucoup moins nécessaire une loi d'instruction obligatoire.

Ce qu'il importe plutôt de faire, c'est d'améliorer notre système scolaire. C'est dans cette direction que doivent tendre nos efforts. On se plaint que les enfants quittent l'école trop tôt. Cela est surtout vrai des garçons. Une des causes de cette désertion de l'école, c'est l'absence d'instituteurs.

D'après les statistiques qu'il a pu se procurer, 75 % des écoles modèles sont pour les filles ou mixtes, c'est-à-dire dirigées par des femmes.

À quoi servent nos magnifiques écoles rurales construites à grands frais, puisque à peine 10 % des élèves-maîtres qui les fréquentent se consacrent à la carrière de l'enseignement? Il suggère d'aider l'instituteur en lui donnant conjointement un autre poste quand cela est possible, celui de statisticien et de secrétaire-trésorier de la municipalité par exemple.

Lorsqu'il a atteint l'âge de 11 ou 12 ans, je soumets que le jeune garçon a besoin de la direction et de l'enseignement d'un homme. L'institutrice ne peut alors exercer aucune autorité effective sur lui. Il faudrait donc plus d'écoles modèles de garçons dans nos campagnes.

Quant à la seconde cause de désertion, il faudrait à ce sujet, classer les écoles modèles et les académies, c'est-à-dire avoir pour les campagnes des académies qu'on appellerait agricoles, dans lesquelles l'enseignement serait tourné vers les choses de la terre, où l'on parlerait d'agriculture aux garçons. Qu'on enseigne à l'enfant la philosophie de l'agriculture, qu'on lui montre la noblesse et l'utilité de l'école, qu'on lui infuse l'attachement de la terre et qu'on lui donne aussi les moyens de gagner efficacement sa vie en lui inculquant des notions culturelles simples mais solides.

La désertion des campagnes devient alarmante et constitue une menace sérieuse pour l'avenir économique de notre province. À l'heure actuelle, la moitié seulement de la population de la province est rurale. L'exode de la campagne vers les villes est terrible et alarme tous les gens sérieux. Il rappelle que si les 60,000 habitants de 1763 ont pu devenir ce qu'ils sont aujourd'hui, ils le doivent à la

terre à laquelle ils se sont attachés malgré tout. Près d'elle aussi notre population gardera sa vitalité et ses traditions. Mais cette instruction propre à enrayer la désertion des campagnes ne pourra être donnée dans l'école rurale que lorsque les écoliers auront des maîtres compétents. Nous n'aurons ceux-ci que lorsqu'ils seront payés.

Un des remèdes pour remédier à cette situation en serait de faire aimer la terre aux jeunes garçons de nos campagnes, de leur donner de bonne heure certaines notions, évidemment élémentaires et succinctes, des choses de l'agriculture; les initier à la vie des plantes et des arbres, etc.

Un grand Français dit: "Après le pain, l'instruction est le premier besoin du peuple."

Les conditions de la vie actuelle sont telles qu'il va falloir bientôt de l'instruction pour avoir du pain. Ces mots, d'ailleurs, sont devenus le programme d'action de tous les gouvernements progressifs et ils marquent bien la supériorité de la démocratie moderne sur les peuples antiques qui ne savaient, en plus du pain, réclamer que des jeux.

**M. Beaudry (Verchères)** félicite son prédécesseur, le représentant de Rimouski (M. Tessier). Celui-ci a dit beaucoup de choses qu'il se proposait de dire lui-même mais la Chambre y gagnera, ajoutait-il, puisque son discours sera court. Il croit de son devoir de parler sur cette motion à cause de l'émotion spéciale qu'elle a soulevée dans son comté.

Il s'intéresse tout particulièrement à cette question parce qu'il représente un comté dont toutes les municipalités ont passé des résolutions s'opposant à une loi de contrainte scolaire.

Comme l'a dit le député de Rimouski (M. Tessier), avant de décréter une loi de coercition, il faudra d'abord rechercher s'il y a lieu de recourir à une telle mesure. Si on se base sur les statistiques scolaires actuelles, elles ne justifient pas l'adoption d'une loi de contrainte. Nous voyons au contraire que la province occupe une place, sinon supérieure, du moins égale à celle qu'occupe toutes les autres provinces et même les pays étrangers.

Le mal que le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) a dénoncé existe-t-il? Les statistiques disent non.

Elles établissent que la scolarité est, chez nous, au moins égale à celle de toutes les autres parties du pays, voire même de tous les autres pays. Cela est tellement vrai qu le député de Saint-Hyacinthe a cru devoir s'attaquer aux statistiques et consacrer une partie de son discours à démolir le fonctionnaire qui les avait interprétées.

Je n'ai pas l'intention de discuter la valeur de ces statistiques, mais on peut toujours leur accorder une valeur moyenne.

En supposant que nos statistiques scolaires ne seraient pas exactes et mal faites, à quels témoignages pourrions-nous s'en rapporter? Tous les députés de cette Chambre connaissent la situation de leurs comtés. Ils n'ont qu'à se baser sur leurs propres constatations.

Pour ce qui concerne le comté de Verchères, la fréquentation scolaire est excellente. Les rapports de l'inspecteur d'écoles de mon district démontrent une situation très bonne: les "absentistes" n'y atteignent pas 2 %. On dira peut-être que c'est le district le plus scolaire de la province.

(Applaudissements et rires).

Le député de Bonaventure (M. Bugeaud) a cité pour la région située à l'autre extrémité de la province les mêmes chiffres pris aux mêmes sources. Mais même s'il était prouvé que le mal de "l'absentisme" (sic) existe, cela ne suffirait pas. Il faudrait établir un surplus que le remède proposé serait efficace.

Le député de Saint-Hyacinthe a reconnu d'ailleurs la nécessité de cette preuve, puisqu'il a dit que la solution qu'il propose est celle qui a été apportée au problème qu'il dit exister ici comme dans tous les autres pays. Or, nulle part la loi de contrainte n'a produit aucun résultat pratique, nulle part elle n'a donné ce que l'on en attendait. Les citations mêmes de M. Magnan que le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) accuse d'avoir tronquées l'établissent, et clairement même, quand elles sont rétablies par celui-là même qui les contestait. Partout, des années après l'adoption de la loi de contrainte, on déplore qu'elle soit inefficace. Le seul mal qui existerait, c'est comme l'a dit le député de Rimouski, que les enfants quittent l'école trop tôt.

L'honorable député de Rimouski a déclaré que s'il était prouvé qu'une très grande proportion des enfants de certaines villes ne fréquentaient pas l'école, ça serait le devoir de l'État d'intervenir, en contraignant les parents coupables à faire fréquenter l'école par leurs enfants. Pour moi, je ne suis pas de cette opinion. Cela ne veut pas dire qu'une loi de contrainte solaire est efficace. Dans les pays étrangers en France par exemple, elle n'a pas produit les résultats qu'on y attendait. Pour qu'une loi soit bien observée, il faut que le peuple l'approuve et appuie le législateur, et je crois que le peuple de la province ne veut pas de cette loi. Ce n'est pas elle qui nous guérirait du mal dont nous pourrions souffrir.

Comme le député de Rimouski, mais pour des raisons distinctes, je crois que, en raison du peu de densité de la population et des conditions

géographiques, la loi serait inapplicable dans la province de Québec. Je suis né à la campagne et j'ai été élevé à la campagne, comme la majorité des députés de la Chambre. Ils savent aussi bien que je le sais moi-même qu'il ne leur arrivait pas de manquer l'école trois fois par hiver. Leurs parents tenaient à leur assiduité.

Non, la loi ne serait pas applicable, parce qu'elle ne répondrait pas au sentiment de l'immense majorité de la population. Il y a plusieurs lois dans nos statuts qui, bonnes en soi, n'en demeurent pas moins lettre morte, parce qu'elles n'ont pas l'appui des gens, comme c'est le cas de la loi pour la destruction de la mauvaise herbe au pays, qui n'est pas appliquée parce que nos gens ne sont pas du genre à travailler contre le voisin. Il devrait en être de même avec l'éducation obligatoire. Avant de l'appliquer, il vous faut l'appui de la population.

Peu importe que l'instruction obligatoire soit mauvaise ou non, il suffit que le clergé soit contre, parce qu'elle n'est pas suivant la pensée de l'Église, si elle est au nombre des questions libres, pour qu'il soit impossible d'en tirer des résultats. (Applaudissements)

Nous ne devons pas oublier (applaudissements), nous ne devons pas oublier que nous légiférons pour la province de Québec. Tant que le clergé et la majorité de la population croiront cette loi néfaste, nous ne devons pas l'imposer.

Le sentiment de masse du peuple n'est pas en faveur de l'instruction obligatoire. Il existe un certain nombre de lois dans nos statuts qui sont devenues lettres mortes parce que le peuple ne les appuie pas. Il en serait ainsi pour l'instruction obligatoire. Avant de la voter, il faudrait la faire approuver par le peuple. Non seulement le sentiment populaire est contre cette mesure, mais ce sentiment est appuyé par la conviction que les autorités religieuses y sont défavorables. Pouvez-vous croire que le peuple, qui s'oppose à cette mesure et qui est appuyé par le clergé en qui il a confiance, aidera à l'exécution de la loi désirée par le député de Saint-Hyacinthe?

À cause de cela, une telle loi ne pourrait être mise en vigueur dans la province de Québec, et nous devons nous rappeler que nous légiférons pour la province, et que nous devons prendre les gens tels qu'ils sont. Le député de Saint-Hyacinthe peut avoir raison, mais nous devons nous rappeler que nous légiférons ici au nom de la catholique province de Québec, et le sentiment catholique est d'avis que cette mesure est néfaste, et nous ne pouvons ignorer le sentiment des gens que nous représentons.

D'ailleurs, elle est, cette loi, contre les principes libéraux; elle est, si je ne me trompe pas, la

plus autocratique qui puisse exister et nettement d'origine prussienne, puisque le premier qui l'a instituée dans l'histoire moderne, c'est Frédéric II de Prusse<sup>11</sup>, dont l'idée était de former le peuple selon sa ligne de pensée, afin d'en faire de bons soldats. Ses successeurs ont appliqué ses idées de manière plus étendue et, sans vouloir faire de la petite histoire, nous pouvons constater où cela a mené et la ruine à laquelle cela a conduit le monde.

Le libéralisme canadien, c'est une politique de conciliation, de tolérance et de justice et non une politique d'autocratie.

Celui qui a symbolisé le libéralisme canadien, c'est le grand homme d'État que le Canada vient de perdre, Sir Wilfrid Laurier. (Applaudissements)

Il rend hommage à la mémoire du grand disparu qui a emporté les regrets de tout un peuple, de ses amis comme de ses adversaires.

S'il était ici ce soir, M. Laurier lui-même ne pourrait penser comme le député de Saint-Hyacinthe. Je me contente donc de sa conception de la liberté, car je ne crois pas qu'il aurait été favorable à cette mesure.

Le mal dont nous souffrons ce n'est pas "l'absentisme" (sic), mais l'incompétence de notre personnel enseignant. Ce qu'il faut faire pour remédier à cet état de choses, c'est de décréter une loi portant qu'il devra y avoir au moins une école modèle par municipalité d'ici 10 ans, dirigée par un diplômé d'école normale.

Il ne croit pas non plus que l'enseignement des garçons devrait être confié à des institutrices, mais des instituteurs seraient plus appropriés, affirme-t-il.

Nous n'avons pas eu jusqu'ici suffisamment de professeurs qui aient pu parler au cœur et à l'âme de l'enfant, qui aient su le former pour le milieu où il doit évoluer, qui lui aient inculqué le goût de l'étude, la curiosité des livres qui lui permettent de cultiver son esprit, quand il a quitté les bancs de la classe. Le grand obstacle, c'est le salaire. Le gouvernement devrait faire pour l'instruction ce qu'il a fait pour les bonnes routes et payer une partie du salaire des instituteurs, en laissant 70 % ou 75 % aux charges de la municipalité<sup>12</sup>.

La loi actuelle prévoit que chaque district scolaire municipal doit défrayer la totalité des sommes nécessaires pour payer les salaires des professeurs, et, s'ils sont incapables de payer les salaires que ces professeurs méritent et qu'ils devraient avoir avec une éventuelle bonification de l'éducation, c'est dû au fardeau qui leur est imposé par le biais des autres taxes locales. Il est malheureux de recourir sans cesse à l'État, mais les gens ne veulent pas mettre la main au gousset, et voilà le



meilleur moyen de les y contraindre sans qu'ils s'en doutent. Il suggère de modifier la tenue des examens pour accorder les diplômes aux instituteurs.

**M. Grégoire (Frontenac)** dénonce cette mesure comme inopportune et même dangereuse. Il reproche amèrement au député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) d'avoir attaqué M. Magnan. Notre population, dit-il, est trop bonne et trop soumise aux lois pour qu'on lui impose des mesures de contrainte, surtout en matière d'éducation, quand on constate combien les parents ont à cœur de faire instruire leurs enfants. On doit surtout surveiller l'éducation qui a une aussi grande importance que l'instruction. Il faut donner à l'enfant une éducation saine et bien soignée. Il ne faut pas suivre l'exemple de l'Allemagne qui avait choisi pour devise "La force prime le droit".

Il parle de Richard Cœur de Lion, de Frédéric de Prusse, des Spartiates, des Anglais d'Ontario, des blessés d'Ontario, de Caligula - qui, pour montrer son mépris pour les fonctions publiques, avait nommé son cheval sénateur.

**Des députés:** Conseiller législatif plutôt.

**M. Grégoire (Frontenac)** reproche au député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) d'avoir dit que nous devrions demander pardon à genoux aux Anglais d'Ontario pour ne pas les avoir compris.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je n'ai jamais dit cela!

**M. Grégoire (Frontenac):** Vous avez dit quelque chose qui voulait dire cela.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Jamais!

**M. l'Orateur:** Le député de Saint-Hyacinthe affirme qu'il n'a jamais dit ce que l'honorable député de Frontenac lui reproche d'avoir dit.

**M. Grégoire (Frontenac):** Moi, j'affirme qu'il l'a dit.

**M. l'Orateur:** Si l'honorable député de Saint-Hyacinthe affirme n'avoir jamais prononcé ces paroles en Chambre, le député de Frontenac devrait retirer sa déclaration.

**M. Grégoire (Frontenac):** Très bien, je la retire. L'harmonie devrait exister au Canada, mais c'est aux Anglais à nous laisser tranquilles les premiers.

**L'honorable M. Décarie (Maisonnette)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill suivant pour lequel il demande son concours:

- bill E amendant l'article 2487 du Code civil.

#### Fausse représentations

**M. Beaudry (Verchères)** propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Bordeleau) que le bill E du Conseil législatif amendant l'article 2487 du Code civil soit maintenant lu une première fois.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

La séance est levée.

#### NOTES

1. *Le Devoir* du 13 mars 1919, page 3, rapporte que le chef de l'opposition n'a fait aucune observation et s'est incliné devant la décision de l'Orateur, mais il dit qu'il présentera de nouvelles requêtes sous peu.

2. Les comptes-rendus des journaux au sujet des bills 47 et 176 sont incohérents, à cause de la nature même de ces lois qui portent sur des sujets semblables. La version de *The Gazette* du 14 mars 1919 est l'une des plus plausibles.

3. Note de l'édition: Les résolutions relatives à ce bill, soit le bill 47, ont été présentées à la séance précédente, le 12 mars 1919. Le lecteur peut y référer pour prendre connaissance de l'ensemble des résolutions. Compte tenu de l'ampleur du texte

desdites résolutions, nous avons choisi de ne reproduire, pour la présente séance que les résolutions spécifiquement étudiées par le comité plénier. Les autres résolutions seront finalement adoptées à la séance du 15 mars 1919.

4. L'intervention de M. Tessier peut avoir eu lieu à ce moment-là ou un peu plus tard dans le débat.

5. J.-G. Paradis, *Petit traité d'hygiène à l'usage de l'école primaire*, Québec, s.é., 1906, 134 p.

6. Selon le *Sherbrooke Daily Record* du 14 mars 1919, page 10, ce débat s'est déroulé dans une atmosphère de bonne humeur. Les députés, de part et d'autre, avaient le sourire aux lèvres lorsqu'il était question de l'usage thérapeutique de l'alcool.

7. Note de l'édition: *The Gazette* du 14 mars 1919, page 14, écrit: "The rest of the resolutions were carried except for several clauses that were suspended for re-drafting." *Traduction*: Le reste des résolutions ont été adoptées, excepté quelques articles qui ont été suspendus pour réécriture.

On ne peut donc identifier quelles autres résolutions ont été adoptées. Les *Journaux de l'Assemblée législative* (soit le procès-verbal) font état que l'ensemble des résolutions ont été adoptées le 15 mars 1919. En conséquence, à part les résolutions que nous avons dûment identifiées comme ayant été adoptées au cours de la présente séance, nous avons pris la décision de nous en reporter aux *Journaux de l'Assemblée* et d'adopter les autres résolutions dans la séance du 15 mars 1919, soit immédiatement avant qu'elles soient rapportées à la Chambre, qui les adoptera

8. Cette intervention de Sauvé peut avoir été le résultat d'un article de *L'Événement* du même jour, le 13 mars 1919, page 8, qui affirme que M. Gouin sera nommé sénateur et peut-être ministre à Ottawa dans quelques semaines.

9. *Le Devoir* du 14 mars 1919, page 2, mentionne que M. Galipeault étant absent, M. Joseph-Édouard Perrault occupait le fauteuil.

10. Il est difficile d'identifier l'article, mais ce peut être celui du 31 janvier 1919, page 1, dans lequel on lit que "l'État ne possède qu'un droit médiat et indirect" dans le domaine de l'éducation ou plus probablement celui du 1er février 1919, page 6, qui dit que "L'État en matière d'éducation a des droits certains et incontestables".

11. *Frédéric II*, 1712-1786, roi de Prusse.

12. D'après *The Gazette* et *The Montreal Daily Star*, M. Beaudry aurait dit que le gouvernement devrait payer 40 % et les municipalités 60 %.

## Première séance du vendredi 14 mars 1919

## Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 11 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Syndics d'écoles  
des Trois-Rivières

**M. Bordeleau (Champlain)** propose, appuyé par le représentant de Verchères (M. Beaudry), que les honoraires payés au comptable de la Chambre par les promoteurs du bill 95 pour autoriser les syndics d'écoles dissidentes pour la municipalité de la cité des Trois-Rivières à prélever des taxes sur les locataires, leur soient remis, déduction faite des frais de traduction et d'impression, vu que ledit bill se rapporte à l'éducation et a été retiré au comité des bills privés.

Adopté.

## Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 24 pourvoyant à la fixation d'un salaire minimum pour les femmes;
- bill 42 concernant l'établissement, sur les terres de la couronne, des soldats revenus du front;
- bill 170 amendant la loi des accidents du travail de la province de Québec;
- bill 173 réservant certains territoires de la province de Québec comme refuge des oiseaux;
- bill 175 ratifiant certains actes de transport de biens de succession sujets à l'impôt;
- bill 178 constituant en corporation l'École technique de Hull;
- bill 182 amendant la loi 5 George V, chapitre 9, pourvoyant à la construction et à l'entretien d'un pont métallique à circulation libre sur la rivière Richelieu, entre les villes de Saint-Jean et d'Iberville;
- bill 184 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'assignation des jurés;
- bill 187 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'anatomie;

- bill 215 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la taxe sur les transferts d'actions, bons, obligations ou actions-obligations.

Comptables de la province  
de Québec

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Lévesque), que les honoraires payés au comptable de la Chambre par les promoteurs du bill 63 constituant en corporation les comptables de la province de Québec, leur soient remis, déduction faite des frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été rejeté par le comité plénier de la Chambre.

Adopté.

Code de  
procédure civile

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 185 relatif à l'organisation et à la compétence des tribunaux de juridiction civile et à la procédure, en certains cas.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** proteste contre l'adoption des lois à la vapeur, en fin de session, telles que, par exemple, la loi d'hygiène et la réforme des tribunaux. Ces lois, dit-il, devraient être étudiées à fond par une députation attentive. Cette question est si importante qu'il importe de l'étudier sérieusement.

Il regrette que le gouvernement présente une mesure de cette importance à la dernière heure de la session. Ne voyant pas la possibilité de la prorogation cette semaine, il demande de remettre à une autre séance l'étude de cette mesure. Il a confiance dans les éminents avocats qui ont préparé ce bill, mais il faut aussi considérer le public. Il demande si les grands corps publics ont été consultés à ce sujet.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** La mesure est, en effet, importante, mais elle n'est pas compliquée. Tous les membres de tous les Barreaux de la province sont unanimes là-dessus. La réforme des tribunaux est demandée par les justiciables et les avocats. Cette législation est connue de tous les intéressés. Ce bill a été bien préparé.

On veut ces changements. Quand bien même nous discuterions cette mesure encore pendant six mois, nous ne changerons pas les opinions. Étudions le bill en comité jusqu'à demain et nous aurons ainsi l'occasion de connaître l'opinion des avocats qui siègent en cette Chambre.

La proposition est adoptée.

#### En comité:

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit comme suit:

"4. L'article 44 dudit Code, tel que remplacé par la loi 8 Édouard VII, chapitre 74, section 2, est de nouveau remplacé par le suivant:

"44. Il y a également appel à la Cour du banc du roi siégeant en appel des jugements finals suivants de la Cour supérieure et de la Cour de circuit:

"a. Lorsque la demande, au-dessous de deux cents piastres, se rapporte à des honoraires d'office, droits, rentes, revenus ou sommes d'argent payables à Sa Majesté;

"b. Lorsque la demande, au-dessous de deux cents piastres, se rapporte à des droits immobiliers, rentes annuelles ou autres matières dans lesquelles les droits futurs des parties peuvent être affectés;

"c. Dans toutes les actions en déclaration d'hypothèque."

**M. Perrault (Arthabaska)** propose d'ajouter, avant le paragraphe a, le paragraphe suivant:

"Dans toute cause dans laquelle la somme demandée ou la valeur de la chose réclamée est de cent piastres ou plus, sauf dans les poursuites pour le recouvrement des cotisations d'écoles ou maisons d'écoles, ou pour rétribution mensuelle d'écoles, et dans celles pour le recouvrement des cotisations imposées pour la construction ou réparation des églises, presbytères ou cimetières."

L'amendement est adopté.

L'article ainsi amendé est adopté.

Les articles 5 à 8 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 9 qui se lit comme suit:

"9. L'article 53 dudit code, tel que remplacé par la loi 6 George V, chapitre 39, section 2, est abrogé."

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** C'est l'abolition de la Cour de révision.

L'article est adopté. L'article 53 est donc abrogé.

L'article 10 est retiré

L'article 11 est adopté.

L'article 12 est adopté.

L'article 13 est retiré.

Les articles 14 à 45 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 46 qui se lit comme suit:

"46. L'article 1227 dudit Code est remplacé par le suivant:

"1227. 1. L'appel devant la Cour du banc du roi sera entendu par trois juges (a) dans toutes les actions possessoires, confessoires, négatoires, en bornage, en séparation de corps, en séparation de biens et pour pension alimentaire; (b) dans toutes les affaires municipales; (c) dans toutes les procédures et choses prévues par les articles 43a, 44, 987 à 1005, de ce Code, et par les articles 5551, 5724a, 7569 et 7575 des statuts refondus, 1909; (d) dans tous les cas où le montant réclamé ou la valeur de la chose réclamée n'excède pas mille piastres.

"2. Toutes les requêtes, motions, exceptions et procédures incidentes, ainsi que tous les jugements interlocutoires dans toutes les causes et matières comprises tant dans le premier que dans le troisième paragraphe du présent article seront aussi entendus devant trois juges.

"3. Dans toutes les autres causes et matières, cinq des juges de la Cour du banc du roi formeront un quorum en appel.

"4. Le tribunal composé de trois juges pourra référer au tribunal composé de cinq juges ou plus toutes questions ou toutes causes qu'il jugera à propos.

"5. Les séances du tribunal peuvent être ouvertes et ajournées par un moindre nombre de juges, et même par le greffier en l'absence de tous les juges, pour recevoir les rapports et motions de droit, appeler les parties, enregistrer les comparutions et défauts, et faire tous actes qui n'exigent pas l'exercice d'une discrétion judiciaire."

**M. Perrault (Arthabaska)** propose de remplacer le paragraphe 1. par le suivant:

"1. L'appel devant la Cour du banc du roi sera entendu par trois juges (a) dans toutes les actions en séparation de biens et pour pension alimentaire; (b) de tout jugement dans les matières concernant les corporations municipales et les offices municipaux ou les procédures prises en vertu du chapitre XL de ce code; (c) dans toutes les procédures et choses prévues par les articles 43a, 44, 987 à 1005, de ce code, et par les articles 5551, 5724a, 7569, 7573 et 7575 des statuts refondus, 1909; (d) dans tous les cas où le montant réclamé ou la valeur de la chose réclamée n'excède pas mille piastres."

L'amendement est adopté.

L'article ainsi amendé est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### **Salaire des messagers**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 8 concernant le service civil.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose:

1. Que l'article 658f des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 2 George V, chapitre 11, section 6, soit amendé de manière que le salaire maximum qui pourra être payé à un messager sera de neuf cents piastres.

2. Que les messagers en fonction, à la date de l'entrée en vigueur de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, s'ils sont dans les conditions déterminées par la loi pour que l'augmentation leur soit accordée, recevront cinquante piastres par année jusqu'à ce que leur traitement ait atteint le chiffre de neuf cent piastres.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande que l'on diminue plutôt le nombre des messagers et qu'on

les paie mieux. Il ne croit pas encore suffisant ce salaire de \$900 pour des pères de familles chargés de nombreuses familles. Il demande justice également pour tous les autres employés dont une foule ont des salaires insuffisants. Le gouvernement, dit-il, doit donner l'exemple de la justice en cette matière. Comment le gouvernement veut-il faire croire en sa sincérité en faveur de l'ouvrier quand ses propres employés souffrent du manque de traitement convenable?

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Ce bill ne mentionne que les messagers, parce que seuls les messagers ont un salaire maximum limité, et le gouvernement fera son possible pour satisfaire toutes les légitimes aspirations des employés, ajoute-t-il.

Les résolutions sont adoptées.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 8 concernant le service civil.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Liqueurs enivrantes**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 47 ayant pour objet de prohiber la vente des liqueurs enivrantes et d'amender la loi des licences de Québec, en certains cas soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### En comité:

**M. Parrot (Témiscouata)** demande, dans le but de protéger la profession des médecins, qu'il soit inséré dans la loi, après le mot médecin, le mot "traitant", au sujet des certificats que les médecins accorderont pour l'obtention des liqueurs enivrantes.

D'après la nouvelle loi, le vendeur devra conserver tous les certificats qu'il recevra, et inscrire dans un registre toutes les ventes qu'il fera et faire un rapport au trésorier provincial.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** cite le témoignage d'un apôtre de la tempérance qui prétend que les bières de tempérance actuellement en vente sont de véritables poisons. Ce n'est pas, dit-il, en vendant au peuple de mauvaises liqueurs qu'on l'habitue à la tempérance. Il faut que nous lui donnions des liqueurs de tempérance qui puissent le satisfaire et non le dégoûter. Il faut aussi des vins potables. Si un pourcentage ne donne pas satisfaction au point de vue de l'hygiène, qu'on augmente le pourcentage de façon à ce que les vins soient potables. Qui dit vins légers ne dit pas nécessairement vins imbuables. Il faut que le gouvernement permette un pourcentage plus élevé afin de prévenir les pertes, et aussi, qu'une législation plus sévère soit adoptée quant aux liqueurs douces, afin que les liqueurs qui sont mises sur le marché soient au moins convenables.

Il demande aussi qu'une législation plus sévère soit adoptée au point de vue des percepteurs du revenu qui, quelquefois, ne remplissent pas leurs devoirs comme ils le devraient.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 62 concernant la compagnie Lecavalier & Riel, limitée;

- bill 138 concernant la validation du règlement no 36 de la corporation de la ville de Montréal-Sud.

#### Lecavalier et Riel, limitée

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 62 concernant la compagnie Lecavalier & Riel, limitée. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

#### Ville de Montréal-Sud

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 138 concernant la validation du règlement no 36 de la corporation de la ville de Montréal-Sud. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

La séance est levée à 1 heure.

#### Deuxième séance du 14 mars 1919

#### Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Code de procédure civile

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 185 relatif à l'organisation et à la compétence des tribunaux de juridiction civile et à la procédure en certains cas.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Compagnies

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 220 amendant la loi des compagnies de Québec relativement à certaines annonces soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Blessés ou malades de la guerre

**M. Smart (Westmount)**<sup>1</sup> propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), que dans l'opinion de cette Chambre, le gouvernement fédéral devrait fournir au public tous les renseignements concernant le traitement accordé aux officiers et membres de la force expéditionnaire du Canada, appartenant à cette province, qui sont revenus d'au-delà des mers blessés ou malades, et qui sont sous traitement dans les hôpitaux en Canada.

Je ne suis pas inspiré<sup>2</sup> par l'animosité politique, mais simplement par l'intérêt que je porte aux soldats de retour du front. Avant de quitter l'Angleterre, j'ai été prié par plusieurs officiers de porter à l'attention du peuple du Canada certaines choses qui se sont passées là depuis longtemps et que les officiers en uniforme ne pouvaient pas faire connaître. Malheureusement, ils ne peuvent rien pour ceux qui sont morts, si ce n'est de perpétuer leur mémoire et d'assurer la protection de leur famille, mais il y a beaucoup d'officiers et de soldats qui seront les pupilles de l'État pendant les 25 ou 30 ans à venir et il y va de leur intérêt que j'expose ce qui va suivre.

Je dis, sans crainte d'être contredit par une source impartiale, que l'administration médicale d'outre-mer a été mauvaise. Elle a été insensible et négligée et il y aurait lieu de l'améliorer grandement. Personnellement, je n'ai aucune confiance, après

quatre ans de séjour outre-mer, en ceux qui administrent les affaires en Angleterre.

Je prétends que les hommes qui ont souffert, officiers et soldats, ont droit à ce que nous pouvons leur donner de meilleur. Je ne suis pas revenu depuis assez longtemps pour savoir ce qui se passe au Canada dans le service médical, mais on a attiré mon attention sur des articles parus dans la *Gazette* de Montréal et le *Globe* de Toronto, qui portent des accusations graves contre l'administration médicale.

Il lit un article paru dans le *Globe* du 31 octobre qui fait allusion à l'ignorance et à l'incurie du général Jones:

### *Un nettoyage s'impose*

"Est-il pas normal que certains souffrent des conditions et des surcharges de travail que l'on retrouve à l'Hôpital militaire? Médecin-général Guy Carleton Jones, responsable de l'hospitalisation au Canada."

"Beaucoup en sont morts. C'est justement ce sur quoi nous sommes venus enquêter" - Procureur de la couronne R.-H. Greer.

"L'ignorance et l'incurie du médecin-général Jones de même que l'insolence et l'incurie du médecin-général Fotheringham dans les soins et traitements apportés aux soldats canadiens à l'Hôpital forcent le ministre de la Milice et le gouvernement du Dominion à accomplir une besogne déplaisante mais impérative. Les services de ces deux officiers, spécialement chargés de cette branche, ne sont certainement plus nécessaires à partir de maintenant. Toute utilité qu'ils ont pu avoir est aujourd'hui caduque. Mais les mesures administratives ne doivent pas s'arrêter avec leur renvoi. Si le gouvernement agit avec sagesse, il procédera, sans plus de délai, à un nettoyage en profondeur de l'ensemble de ce département à Ottawa.

"Le cas du général Jones est une formidable démonstration de l'idée qu'il a de la responsabilité attachée au poste qu'il occupe. En charge de l'hospitalisation militaire au Canada, à un jet de pierre d'une institution qui fut maintes fois le sujet de critiques, de protestations et de recommandations de la part de l'officier général commandant le district, le général Jones a déclaré qu'au moment où l'épidémie d'influenza s'installait graduellement, il fit un rapport positif de la situation sans même s'être donné le trouble de visiter l'Hôpital ou la résidence de Burwash Hall à l'est. Fort du témoignage d'un subordonné, il a fait un rapport favorable. Un officier médical, avec une telle notion de son devoir envers de jeunes Canadiens en kaki, n'a plus sa place dans le service public du

dominion. Sa conduite à la barre des témoins a poussé à un certain moment le procureur de la couronne à lui demander sèchement s'il faisait exprès pour ne pas saisir ce pourquoi il était interrogé.

"Le cas du colonel F. W. Matlow, ancien assistant-directeur des services médicaux dans ce district militaire, montre de façon éclatante l'indifférence, quant aux conditions d'hospitalisation militaire qui prévalaient dans cette section de la bureaucratie d'Ottawa qui est chargée de son contrôle. Le Dr. Matlow a affirmé s'être aperçu que les installations médicales étaient insuffisantes au début de 1917, alors qu'on avait à s'occuper au Canada d'aucune unité importante de la RAF, d'aucune recrue et d'un nombre limité de soldats de retour du front. À plusieurs reprises, il a fait des recommandations urgentes à "Ottawa", et il a décrit les conditions régnant dans les hôpitaux et le refus d'"Ottawa" de porter attention à ses appels comme "une des raisons principales" de sa démission subséquente.

"Le gouvernement ne peut se permettre de tergiverser avec cette situation. La vie de jeunes soldats est le prix horrible que nous avons payé pour avoir toléré l'arrogance et l'indifférence des cercles officiels représentés par les Fotheringham et les Jones. Ces hommes, et tous ceux qui soutiennent le système qu'ils ont créé, doivent partir. Le Canada doit au plus vite munir ses forces armées d'un service médical actif, compétent et humain, composé d'officiers qui se préoccupent vraiment du bien-être de garçons que des mères, des pères, des épouses et des sœurs chérissent."

Voilà une accusation terrible contre les fonctionnaires d'Ottawa qui sont chargés de la surveillance de nos soldats blessés à la guerre. J'ai fait des recherches et je n'ai pu trouver nulle part la preuve qu'on ait donné une réponse suffisante à cette accusation. Un journal de la réputation du *Globe* n'a pas certainement porté ces accusations sans avoir des raisons sérieuses. Cependant, je n'ai pas tant à cœur ce qui se passe en Angleterre où je connais personnellement la situation, cependant je puis dire qu'il est parti pour l'Angleterre un certain nombre d'hommes qui étaient incapables de servir, bien qu'ils eussent subi ici l'examen médical.

Cela ne donnait pas seulement un travail qui aurait pu leur être évité, aux officiers d'outre-mer, mais, de plus, ces hommes inaptes qui auraient dû rester au Canada avaient droit à leur retour à une pension du gouvernement. Capitalisée, cette somme forme un montant considérable pour des pensions que ce pays ne devrait pas payer.

Dans la région que je commandais à Shorncliffe, j'avais entre autres unités sept hôpitaux sous ma direction; deux d'entre eux étaient des hôpitaux spéciaux; deux étaient affectés spécialement aux cas de chocs nerveux causés par les obus; un autre était affecté au traitement des yeux, des oreilles, du nez et de la gorge; un autre encore, au traitement des maladies vénériennes.

Je ne veux pas accuser d'incompétence nos officiers médicaux, ni nos infirmières. Je ne saurais trop faire leur éloge. Ils étaient incontestablement égaux aux meilleurs médecins et infirmières attachés au service des armées.

Ce que je critique, ce sont les quartiers généraux de l'administration de ce service qui correspondent au département critiqué dans l'article du *Globe*. Chaque hôpital canadien avait son personnel de médecins et d'infirmiers compétents.

En Angleterre, à cause du grand nombre de blessés, on fut obligé d'organiser des infirmières de la V.A.D. (Détachement Volontaire) qui avaient offert leurs services pour la durée de la guerre. Ces infirmières faisaient leur possible, mais elles n'étaient point des professionnelles, de sorte que le traitement accordé à nos soldats dans nos hôpitaux à nous était infiniment supérieur en moyenne à celui qu'ils auraient pu trouver dans les hôpitaux impériaux.

En 1916, on établit la pratique d'envoyer des blessés canadiens arrivant de France dans les divers hôpitaux d'Angleterre, d'Écosse, d'Irlande et du Pays de Galles et non pas nécessairement dans les hôpitaux canadiens. Cela n'alla pas sans protestation mais Sir George Perley<sup>3</sup> obtint ce qu'il voulait, et il s'ensuivit le résultat que j'indiquerai plus loin.

Les services médicaux du Canada étaient à ce moment sous la direction des autorités médicales impériales, et le désordre le plus complet régnait entre nos hôpitaux et les leurs, entre leur personnel et le nôtre. Nous leur fournîmes des ambulances. C'était là une pratique insensée, mais elle fut imposée aux autorités canadiennes par Sir George Perley.

Le gouvernement canadien envoya le colonel Bruce pour faire une enquête sur toute l'affaire et il entoura ce monsieur d'officiers compétents. Il fit certaines recommandations parmi lesquelles se trouvait celle de l'abolition de ce système d'éparpillement de nos blessés sur toute l'étendue des îles Britanniques.

Je n'ai pas ici le texte de ses recommandations, mais je les ai vues et je puis dire qu'elles étaient très sages au point de vue administratif. Je ne veux pas critiquer le côté professionnel de cette méthode, mais c'est à moi



qu'incombait le soin de l'administration et de la discipline. Un peu plus tard, il se produisit un changement dans le ministère de la Milice et Sir George Perley devint aussi ministre de la Milice outre-mer, et il est assez évident qu'il ne se conforma pas aux recommandations faites par le colonel Bruce.

Afin de se débarrasser du colonel, et je crois que cela fut fait délibérément, on nomma une commission pour étudier ses recommandations. Cette commission avait pour président Sir William Baptie, l'un des directeurs du service médical impérial. Je tiens à vous dire qui est Sir William Baptie. C'est l'officier médical qui fut la cause de la faillite des services médicaux en Mésopotamie. La commission royale qui enquêta sur cette affaire prouva que l'on avait agi d'une façon atroce envers les hommes dans cette campagne. À ce moment, l'affaire de Mésopotamie n'était pas encore connue publiquement, mais je mentionne cela pour faire voir quelle espèce d'homme était le président du comité qui condamna les recommandations du colonel Bruce. Toutes ses recommandations à peu près furent rejetées. Il fut relevé de son commandement et remplacé par le directeur actuel des services médicaux, le général Foster. Celui-ci est très malléable entre les mains de ceux qui sont au-dessus de lui, et il fut choisi pour exécuter les ordres de Sir George Perley qui étaient d'éparpiller nos blessés à travers tout le pays.

La plupart des recommandations faites par le colonel Bruce et qui avaient été rejetées par la commission ont été adoptées depuis et mises en vigueur par le général Foster, ce qui montre combien elles étaient sages, puisqu'il a fallu s'y rendre, mais on ne changea jamais le système de l'éparpillement des blessés canadiens à travers les hôpitaux impériaux, et cette politique reste en vigueur.

Le meilleur moyen de montrer les résultats de cette politique serait peut-être de citer un cas spécifique.

Nous avons un hôpital spécial pour les maladies des yeux et des oreilles à six milles de Douvres où tous les navires-hôpitaux arrivent.

Un soldat souffrit de la vue. Au lieu de l'envoyer à Folkestone, à six milles de Douvres, on l'expédia à travers l'Angleterre jusqu'à Holy Head, par train. Là, il fut de nouveau embarqué sur un navire et envoyé en Irlande, c'est-à-dire exposé aux dangers d'être torpillé pour la seconde fois. Arrivé dans ce pays, on l'envoya dans un hôpital, dans la V.A.D., de Dublin, et il y resta deux mois sans recevoir le traitement spécial pour ses yeux. Au bout de ce temps, il fut renvoyé par le même chemin jusqu'à Folkestone à l'hôpital spécial. Il fut trouvé là qu'il était trop tard pour tenter de lui épargner la vue.

Ce cas fut porté à l'attention des quartiers-généraux médicaux à Londres, mais rien ne fut fait. On signala d'autres cas à l'attention des autorités avec les mêmes résultats.

Ces cas continuèrent de s'accumuler jusqu'à ce que finalement l'officier qui commandait cet hôpital, le colonel McKee, qui était un médecin bien connu à Montréal, se dégoûta de la façon dont on traitait ces cas spéciaux et protesta avec énergie contre le fait que l'on n'utilisait pas les services des spécialistes et qu'on envoyait les malades à l'hôpital trop tard pour qu'ils fussent soignés.

Cette protestation se rendit jusqu'à Londres et on lui répondit de se mêler de ce qui le regardait, qu'on ne voulait pas de conseil sur la façon d'administrer les services médicaux.

Il y a un autre cas. L'un des médecins qui habite Londres m'a dit qu'au cours de ses visites dans les divers hôpitaux où il cherchait à trouver des Canadiens pour leur être utile, il tomba sur un soldat affligé d'une terrible blessure à l'épine dorsale, blessure tellement sérieuse que le malade n'en pouvait pas guérir.

Au lieu de le soigner dans un des hôpitaux canadiens où il aurait pu recevoir le meilleur traitement possible des infirmières diplômées, il était dans un abri attaché à un hôpital du V.A.D.

**Des voix:** Honte! Honte!

**M. Smart (Westmount):** Oui, je crois qu'il est honteux que des soldats canadiens aient été traités de cette façon et qu'il est temps de faire quelque chose.

J'ai vérifié ce cas au moyen d'une autre source et j'ai trouvé que mes premiers renseignements sont exacts.

Et pourtant 50 % des lits de nos hôpitaux étaient inoccupés pendant que l'on remplissait les hôpitaux du V.A.D. Est-ce là une pratique équitable? Qui a donné à Sir George Perley le droit de traiter nos blessés de cette façon, même pour la cause de l'impérialisme?

Si l'impérialisme doit subsister par ce système, il est temps de le détruire.

(Applaudissements)

Je suis un aussi bon impérialiste que qui que ce soit, mais je ne veux pas de l'impérialisme à ce prix, au prix des souffrances, de nos blessés. Cette situation n'aurait pas pu exister s'il n'y avait eu de l'incompétence au sommet de la hiérarchie, c'est-à-dire aux quartiers généraux canadiens à Argyll-House, Londres.

Il y a eu des cas innombrables de favoritisme dans les services médicaux. Laissez-moi vous en raconter un. On m'envoya à un homme qui était absolument incapable. Il comparut devant une cour d'enquête et il fut renvoyé au Canada avec un rapport défavorable, mais il n'était pas plus tôt rendu ici qu'on lui donne un poste important qu'il occupe encore. Trouvé incapable dans mon district, il fut trouvé capable d'occuper un poste important dans le service médical canadien au Canada.

Prenons un autre cas, celui d'un officier qui arriva aux quartiers généraux de Londres. Il fut mis aux arrêts deux fois et il échappa à peine à la cour martiale. On m'ordonna de le traiter sans ménagement. Il réussit à s'en tirer deux fois, grâce à ses relations au quartier médical de Londres. La seconde fois qu'il fut acquitté, ce fut à condition qu'il fût mis en surveillance pendant deux mois et que son commandant fit, après ce temps, un rapport sur sa conduite. Mais on s'arrangea, aux quartiers généraux, pour expédier cet officier en France, deux semaines avant le délai fixé, afin d'empêcher que l'on pût faire un rapport contre lui. Était-il convenable d'envoyer cet homme en France pour prendre soin des malades? Nous avions nombre d'hommes compétents et d'excellents officiers médicaux qui n'ont jamais pu aller en France, parce qu'ils n'avaient pas la protection nécessaire.

Un autre officier médical, arrêté deux fois également, s'absenta sans permission et, pendant son absence, contracta une maladie vénérienne. Durant six mois, il ne fit rien du tout. Cet homme pouvait être envoyé devant une cour martiale ou expédié au Canada. Mais il fut maintenu en fonction, grâce aux relations qu'il avait aux quartiers généraux médicaux de Londres, et, aux dernières nouvelles, il avait été transféré à un autre hôpital en Angleterre.

Voici un autre cas que je puis raconter, et je n'hésite pas à révéler le nom de l'officier en cause parce qu'il a été jeté hors des cadres. Le capitaine C. A. Allan Yates se donna comme médecin breveté, ayant obtenu ses degrés à Philadelphie et Edimbourg, mais il n'avait pas de brevet du tout. Sans faire une enquête, on l'engagea et on en fit un officier attaché aux quartiers généraux de Londres. Pendant près d'un an, il fut adjudant du navire-hôpital "Llandovery Castle", qui fut torpillé il n'y a pas longtemps. C'était déjà assez mal, semble-t-il, de voir nos malades confiés à un tel homme, mais il n'en fut pas moins maintenu en fonction trois mois après la découverte de son imposture. Des étudiants en médecine qui se rendirent en France avec le premier contingent servirent dans les tranchées, risquèrent leur vie et

revinrent au Canada. Ils y complétèrent leurs études et, cependant, ils ne pouvaient aspirer à un plus haut grade que celui de lieutenant. Cependant, cet imposteur, ce soldat de fortune, qui avait servi dans l'armée mexicaine, au Brésil, et dans le monde entier, réussit à duper le directeur général du service médical.

Voilà ce que nous avons dans le service médical de Londres dirigé par le général Foster et le colonel Chisholm. Tous ceux qui contaient leur fait à ces farceurs étaient mis à l'index. Je vais vous citer un cas, celui du lieutenant-colonel E. W. Wilson, de Niagara Falls, l'un des meilleurs officiers que nous ayons eus là-bas. Il était assistant du directeur du service médical à Shorncliffe et l'un des meilleurs administrateurs que j'ai vus. Il fut amené à Londres par le colonel Bruce, au moment où celui-ci faisait ses recommandations relatives à la réorganisation du service médical. Mais quand le colonel Bruce fut mis en disponibilité de fait, le colonel Wilson fut envoyé en pénitence dans les montagnes du Jura, entre la Suisse et la France. Il était encore là quand je suis parti. Il fut persécuté et banni parce qu'il avait osé défendre ce qui était juste. Au bout de quelque temps, on le fit revenir et on tenta de lui faire accepter un autre poste, mais il répondit: "Laissez-moi tranquille, je préfère rester dans les montagnes du Jura." On n'a pas réussi à le corrompre et quand il reviendra, il aura quelque chose à dire sur le compte des services médicaux.

D'autres feront comme lui à leur retour, quand ils auront quitté l'uniforme. Voilà quelques-uns seulement des exemples que je puis donner, mais j'ai cité des cas particuliers pour montrer qu'il y a quelque chose qui va mal. Il y a deux ans que ça va mal, à ma connaissance. Quand vous avez lu dans les journaux le compte rendu des mutineries de Rhyll et des autres endroits, vous êtes-vous douté qu'il y avait deux ans que les choses que je viens de raconter étaient tolérées? Ces mutineries ne sont pas le résultat de quelque chose qui s'est produit hier ou la semaine dernière ou le mois dernier, elles sont le résultat de la colère accumulée par l'injustice faite aux soldats depuis longtemps.

Les quartiers généraux de l'Argyll-House ne peuvent pas prétendre qu'ils sont ignorants de ce qui se passe. Au mois de décembre dernier, je fus appelé, avec d'autres officiers, pour discuter les conditions de la démobilisation à Londres. À cette réunion, des officiers commandants des divers districts, le brigadier général Dyer, de Seaford, et le brigadier général Hill, de Whitley, dirent franchement leur pensée au général Turner<sup>4</sup> et le prévinrent de ce qui se pouvait

produire. Ils lui déclarèrent que leurs camps étaient fort agités et qu'il fallait prendre des précautions. Ils firent d'énergiques représentations au général Turner, mais on n'en tint pas compte. Ces deux officiers généraux furent ensuite appelés auprès de Sir Edward Kemp et lui exposèrent leurs griefs en détail. Laissez-moi vous dire que ce ne sont pas les premiers troubles qu'il y eut. La chose s'est répétée à Shorncliffe, à Whitley, à Bramshott et pour la seconde fois à Rhyll.

J'ai une très vive admiration pour les soldats canadiens. Il n'y avait pas de meilleures troupes en Angleterre et, si on les avait traitées avec justice, ces troubles n'auraient pas eu lieu. J'ai lu dans la *Gazette* de Montréal un compte rendu des premiers troubles de Rhyll, dans lequel le correspondant avait parfaitement dépeint la situation; il blâme l'administration, celle d'outre-mer, dont la direction est à Argyll-House. Le général Turner est un homme pour qui j'ai beaucoup de respect, mais il manque d'énergie dans son administration et dans la discipline; il est de plus en plus entouré de conseillers mous et il écoute trop les cancans, comme il se prête trop à l'intrigue. C'est un homme sans énergie.

Une des principales causes des troubles récents a été l'arrêté en conseil passé par le gouvernement au sujet de la paie aux soldats licenciés. Je ne puis concevoir que les hommes sensés qui composent le cabinet fédéral, du moins on les croit tels, aient pu adopter une telle mesure. Cet arrêté en conseil accordait trois mois de paie à tout officier ou soldat licencié de l'armée canadienne. Ce qui signifie que les volontaires de 1914 ne méritent pas plus de considération que les conscrits. Est-ce juste?

On peut concevoir la colère de ceux qui se battaient depuis 1914, quand ils apprirent qu'on les mettait sur le même pied que ceux de la onzième heure conduits malgré eux. Sir Edward Kemp fit la sourde oreille aux premières représentations qu'on lui soumit à ce point, mais il fut forcé plus tard d'adopter la même politique qu'en Angleterre et en Nouvelle-Zélande, où la paie des licenciés est basée sur la durée des états de service.

Une autre cause de mécontentement fut le traitement accordé aux familles des soldats qui revenaient d'outre-mer. On a d'abord refusé de les ramener, mais plus tard, on a consenti à leur accorder une partie de la paie des soldats licenciés, ce qui équivalait pour les soldats de l'Ouest, à leur arrivée, à n'avoir droit à rien. Les soldats canadiens ne devaient pas être traités ainsi.

Nous avons fait des représentations aux quartiers généraux à ce sujet et l'attention du ministre d'outre-mer a été attirée sur le fait que le gouvernement canadien avait dépensé des millions pour faire venir des immigrants européens, et je suis peiné de dire, à ce compte-là, que ces immigrants n'avaient pas grande valeur. On les a envoyés ici aux frais du gouvernement, tandis que celui avait combattu pour son pays et qui avait risqué sa vie, après avoir été en butte à toutes sortes d'épreuves, n'était pas plus considéré qu'un immigrant. Ce fut une cause sérieuse de mécontentement.

Parlons maintenant des délais inutiles. Presque tous les articles de journaux au sujet des émeutes de Rhyll parlent de ces délais. Je ne veux pas blâmer l'Amirauté. Les émeutes peuvent être blâmables, mais les plus coupables sont ceux d'Argyll-House. Ainsi, le *Minnesota*, vaisseau du C.P.R., a été retenu à Liverpool pendant une semaine à cause de l'incompétence du personnel d'Argyll-House. Il fallut payer six mille piastres par jour de quaiage. Il n'y a pas de la faute de l'Amirauté qui voulait plutôt voir partir le vaisseau en temps à cause de la rareté du transport. Les vaisseaux revenaient avec un nombre de passagers moindre que celui qu'ils pouvaient transporter, encore grâce à l'incompétence du personnel, tandis que les hommes s'efforçaient de trouver les moyens de retourner chez eux. On a aussi été très mécontent de constater que les conscrits étaient renvoyés au pays avant les soldats qui avaient fait du service pendant trois ou quatre ans et qui avaient bien des raisons de famille ou d'affaires pour justifier leur retour.

Quelques-uns de ceux qui avaient de l'influence à Argyll-House pouvaient obtenir leur retour plus tôt. C'était autant de causes de mécontentement. Une autre cause de traitement injuste et de persécutions imméritées fut celle de feu le major-général Sam Steele<sup>5</sup>, bien connu dans toute l'armée canadienne, qui l'estimait, mais plus particulièrement dans l'Ouest. J'ai eu le plaisir d'être sous ses ordres pendant deux ans et je n'ai jamais été commandé par un meilleur officier. Le général Steele est mort à Londres d'une syncope du cœur due au traitement injuste dont il a été victime. Ces faits n'ont pas été publiés et je vous en fais part, sachant ce que je dis. J'avais la confiance du général Steele dans une large mesure et j'ai beaucoup correspondu avec lui. J'ai reçu quatre ou cinq lettres de lui pendant les deux semaines qui ont précédé sa mort. Je fais cette déclaration avec l'autorisation et l'approbation de lady Steele et de sa famille, qu'il est mort d'une syncope due aux traitements qu'il a subis.

**Des voix: Honte!**

**M. Smart (Westmount):** On va produire un de ces jours la correspondance concernant ce cas. Si on ne le fait pas à Ottawa, je la produirai certainement. J'avais une vive admiration pour le général Steele et je ne négligerai rien pour qu'on punisse ceux qui sont responsables de sa mort. Je sais très bien où en est la cause. C'est un cas des plus révoltants. Tout le monde le connaît. On le connaît à Ottawa, Sir Robert Borden ne l'ignore pas, mais personne n'ose parler. Le peuple de ce pays doit savoir ce que le général Steele a souffert, comme plusieurs autres officiers qui ne peuvent pas parler.

L'armée canadienne a souffert du fait qu'elle a opéré à proprement parler dans trois compartiments étanches, dont l'un au Canada, l'autre en Angleterre et le troisième en France. Il n'y avait aucune coordination entre les trois. Le Canada jalousait l'Angleterre et l'Angleterre la France, et ainsi de suite. Aucune coopération n'existait. Il y a eu friction entre le ministre à Ottawa et le ministre à Londres, entre le général Turner et le général Currie. On a intrigué pour supplanter ce dernier de son commandement. C'était un soldat qui avait de l'énergie et qui a su se tenir debout. J'ai de l'admiration pour lui. Il n'y a rien de mesquin chez lui, mais on a longtemps intrigué à Londres pour le mettre de côté. Currie avait la protection du commandant en chef et, aux quartiers généraux canadiens à Londres, on ne pouvait le mettre de côté sans bonnes raisons militaires. Il y a de l'intrigue constamment et manque de sympathie entre le Canada et l'Angleterre. On essaie constamment de se damer le pion.

On a voulu condamner l'état-major du camp au sujet des émeutes de Rhyll, mais je suis heureux que la *Gazette* l'ait défendu. J'ai été surpris de l'article de Windermere dans le *Star*, où il était dit que les Canadiens français et d'autres avaient déployé le drapeau rouge. Je considère que c'est une indigne insinuation. Je crois que cette allusion aux Canadiens français était préméditée. J'ai commandé trois régiments canadiens-français en Angleterre et je puis dire sans hésitation qu'ils étaient parfaitement bien commandés et disciplinés. Ces troupes étaient aussi bonnes que toutes celles qui se trouvaient là. Un des plus beaux détachements que j'ai envoyés en France fut le renfort du 22<sup>e</sup>, précisément avant la grande bataille de la Somme, et le résultat a prouvé qu'ils étaient bons soldats. Le commandant du camp de Rhyll était un de mes amis personnels, le colonel Colquhoun, qui fut sous mon commandement pendant un an et dont l'éducation militaire était des meilleures. C'était un homme de discipline et de bonne administration.

Avant d'accepter le poste, il me dit que c'était une rude besogne, parce qu'avant d'avoir choisi son personnel, le camp était à moitié rempli de conscrits, dont plusieurs essayaient de cacher leur âge et usèrent de subterfuges dans l'entraînement. On n'a pas rendu justice au colonel. Je dis que l'administration d'outre-mer est mauvaise, qu'elle l'a été depuis deux ans et que le seul remède est de la confier à des gens qui voient plus clair, qui ont plus d'humanité et plus de capacité administrative que ceux qui la dirigent actuellement. Nous voulons savoir du gouvernement d'Ottawa si on va changer l'administration médicale, si les hommes seront mieux traités dans les hôpitaux non seulement de Québec mais de toutes les autres provinces. J'ai promis aux officiers qui sont là-bas de faire ces déclarations et je n'ai encore dit que bien peu de ce que j'aurais pu relater.

La résolution est adoptée à l'unanimité.

**Rivières Sainte-Anne  
et Savane**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution concernant l'emménagement des eaux de la rivière Sainte-Anne et de la rivière Savane.

Adopté. Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose: Qu'au lieu de la somme de deux cent mille piastres mentionnée dans la loi 8 George V, chapitre 16, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à contracter de temps à autre le ou les emprunts qu'il jugera nécessaires, pour une somme d'excédant pas en tout trois cent mille piastres, pour les travaux sur la rivière Sainte-Anne ou ses affluents.

Une somme de \$200,000 a été empruntée pour ces travaux, et il s'agit, par cette mesure, d'augmenter cet emprunt à \$300,000, vu que l'on doit changer, sur les conseils des ingénieurs, le site du futur barrage, ce qui coûtera nécessairement plus cher.

La résolution est adoptée.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité chargé de l'étude du bill 221 amendant la loi 7 George V, chapitre 5, accordant certains pouvoirs à la commission des eaux courantes, relativement à l'emménagement des eaux de la rivière Sainte-Anne et de la rivière Savanne.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill 221 amendant la loi 7 George V, chapitre 5, accordant certains pouvoirs à la commission des eaux courantes, relativement à l'emménagement des eaux de la rivière Sainte-Anne et de la rivière Savanne soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Ostéopathes**

**M. Francoeur (Lotbinière)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), que le bill 160 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les ostéopathes soit inscrit sur le feuilleton pour étude en comité plénier.

La Chambre devrait étudier à fond ce bill qui est très sérieux. Les ostéopathes ont rendu de précieux services à l'humanité souffrante. Il signale à ses collègues plusieurs cas frappants de guérison qu'ils ont accomplis. Il les prend, ces exemples, tout près de lui. Le député de Laval (M. Lévesque) ne doit pas pour sa part traiter ces gens à la légère, lui qui, tout récemment au Château Frontenac, a été livré entre les mains de l'un de ces médecins qui l'a guéri en moins de dix minutes. Il faudra accorder l'incorporation très prochainement à ces messieurs, parce qu'ils reviendront à la charge jusqu'à ce qu'on leur accorde justice.

**M. Grégoire (Frontenac)** s'oppose fortement à la proposition du député de Lotbinière (M. Francoeur). Il ne veut pas que l'on donne pied ici au charlatanisme et revendique l'honneur et le sérieux de la profession médicale. Si ces messieurs veulent entrer dans la profession, qu'ils y pénètrent comme nous par le curriculum. Les médecins devraient jouir de la même protection que les avocats. Comment les avocats réagiraient si les médecins en Chambre adoptaient une loi permettant à des gens qui ne sont pas avocats de pratiquer le droit?

**M. Parrot (Témiscouata)** s'objecte à la motion du député de Lotbinière (M. Francoeur). Il énumère longuement ses motifs. Il fait l'histoire de ces charlatans prétentieux. Si le représentant de Lotbinière n'est pas satisfait des funérailles qui ont été faites à ce bill au comité des bills publics, il verra qu'elles seront meilleures en Chambre. Il donne les raisons pour lesquelles il est contre les ostéopathes. Entre autres, il dit qu'ils pourraient vouloir émettre des certificats en vertu de la loi de prohibition s'ils sont incorporés.

**M. Francoeur (Lotbinière)** laisse entendre que les médecins en Chambre souhaiteraient peut-être voter en faveur du bill, puisque les médecins précèdent les funérailles. Si le bill est rejeté, il affirme qu'il serait bien que le collège des médecins et chirurgiens parle aux ostéopathes et tente d'en venir à une entente en vue d'une collaboration.

**M. Smart (Westmount)** appuie la proposition du député de Lotbinière (M. Francoeur). Il prend très au sérieux les adeptes de l'ostéopathie. Lui-même, sa femme et sa fille ont été soignés par des ostéopathes et n'ont eu qu'à s'en féliciter.

Et la motion étant soumise à la Chambre, M. l'Orateur décide que les nons l'emportent. La motion est rejetée sur division<sup>6</sup>.

**Demande de documents:****Instruction obligatoire**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 13 mars, sur la motion proposée le mercredi 29 janvier courant: Qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance adressée au département de l'Instruction publique ou du gouvernement relativement à l'Instruction publique.

**L'honorable M. Décarie (Maisonnette):**

La motion du député de Saint-Hyacinthe, qui a suscité beaucoup de discussions et de sentiments, a été présentée avec beaucoup de sincérité et dénote une étude sérieuse. Chacun de nous croit que des améliorations sont nécessaires en éducation. Certains croient à la coercition, d'autres à la persuasion.

La force appelle toujours la résistance et vouloir imposer l'obligation scolaire serait une politique naïve et mal vue de nos populations à l'humeur indépendante. Quant à lui, dit-il, il préfère la politique de la persuasion. Quelle que soit la fièvre qui brûle les cerveaux de ceux qui ont discuté et discutent encore cette question et leur désir de remporter la victoire, il est une chose certaine, c'est qu'il ne pourra résulter que du bon.

Les tenants de l'instruction obligatoire se basant sur les statistiques scolaires pour réclamer l'adoption d'une mesure coercitive ou de fréquentation scolaire, il ne voudrait pas prendre sur lui de déclarer que nos statistiques dans le passé étaient inattaquables. Mais, ce qu'il peut dire avec certitude, c'est que nous avons aujourd'hui des statistiques de l'enseignement fort complètes. Ces statistiques sont fournies, 1. par le commissaire d'école dans un rapport assermenté, 2. par les inspecteurs d'école qui les recueillent lors de leur deuxième visite annuelle, 3. par des institutions enseignantes indépendantes.

Ces statistiques sont ensuite compilées avec beaucoup de soin et sans préjudice à aucune classe de la société, sous la surveillance immédiate du Bureau des statistiques de la province. Que l'on consulte le volume intitulé *Statistiques de l'enseignement*, et tout particulièrement la table des matières qu'il contient, et l'on verra, dans un coup d'œil rapide, toute la clarté qui caractérise la disposition des chapitres qui composent ce volume, conformément à notre système d'enseignement primaire, secondaire et supérieur. Il rapporte un témoignage désintéressé. C'est une lettre du professeur Cudmore, de l'Université de Toronto, qui dit en substance, en s'adressant au chef du Bureau fédéral des statistiques, qu'il voudrait voir dans toutes les provinces un volume aussi méthodique et aussi complet que celui publié par le Bureau des statistiques de la province de Québec.

Il signale une anomalie que certains députés avaient remarquée dans le dernier rapport du surintendant: dix-sept inspecteurs ont confondu une question du sommaire statistique et, au lieu de donner le recensement des enfants d'âge scolaire, ils ont inscrit les élèves fréquentant les écoles. Ce qui

fait qu'en comparant ce nombre avec la classification des élèves, l'on obtenait le même chiffre. Comme c'était la première fois qu'un tel sommaire était fait par les inspecteurs, l'on comprend que quelques-uns se soient mépris, mais il assure que l'erreur ne se renouvellera pas à l'avenir. Il signale aussi la présence, dans les collèges et les couvents, d'un grand nombre d'élèves qui n'appartiennent pas au comté ni même à la province dans bien des cas.

La raison pour laquelle, dans certains cas, le nombre d'enfants à l'école excède le nombre d'enfants d'âge scolaire est que certains enfants viennent d'institutions privées américaines pour étudier le français et sont comptés parmi ceux qui vont à l'école, mais ne figurent pas au recensement des enfants d'âge scolaire, ce qui fait paraître l'inscription élevée, quand on la compare aux enfants de la province. Cependant, il ne craint pas d'affirmer qu'il croit à la parfaite honnêteté des commissaires, des syndics et des secrétaires qui fournissent des rapports, et il ne connaît pas un seul cas où, de propos délibéré, on aurait fourni des renseignements falsifiés. L'inspecteur général des écoles catholiques, affirme-t-il, est un fonctionnaire de grand mérite et, de plus, il a consacré toute sa vie à l'enseignement et il n'y a pas d'apôtre plus enthousiaste que lui pour les progrès scolaires.

La situation des écoles de la province n'est pas ce qu'on nous a présenté dans certains milieux. Peut-être sommes-nous en avance sur d'autres provinces. Dans le cœur de chaque habitant réside le désir que ses enfants soient éduqués.

C'est par des faits et surtout des chiffres qu'on peut prouver l'effort accompli parmi nous depuis les 15 dernières années, par exemple, pour procurer aux enfants les bienfaits de l'instruction élémentaire. À cette fin, voici deux tableaux comparatifs qui sont extraits de l'*Annuaire Statistique* et du volume des *Statistiques de l'enseignement*.

Voici les tableaux: (Voir les tableaux à la page suivante)

## Dépenses pour l'enseignement per capita

1899-1900 .....	\$ 9.87
1909-1910 .....	15.72
1916-1917 .....	28.49

## Taxes des commissions scolaires

1897-1898 .....	\$1,517,565
1907-1908 .....	2,870,244
1915-1916 .....	6,963,472

## Contribution des écoles indépendantes

1897-1898 .....	\$1,171,102
1907-1908 .....	1,517,741
1915-1916 .....	4,105,822

## Ensemble des deux budgets

1897-1898 .....	\$ 2,608,121
1907-1908 .....	4,465,537
1916-1917 .....	11,887,454

## Contribution du gouvernement

1897-1898 .....	\$ 445,650
1907-1908 .....	683,350
1916-1917 .....	2,663,766

Constructions scolaires d'après  
plans approuvés

1909-1910 .....	\$ 576,338
1913-1914 .....	1,777,695
1917-1918 .....	2,406,486

Il demande qu'on lui signale dans la province une jeune fille qui ne sache ni lire ni écrire ni compter. Pour sa part, il n'en connaît pas. Il apporte le fait que dans un district de conscription militaire, sur 600 jeunes gens qui furent appelés à la caserne, tous avaient une instruction élémentaire convenable et pouvaient signer leur nom avec facilité.

En ce qui concerne l'analphabétisme, il croit que la Loi de conscription fut un bon recensement. Elle a démontré que les gens ne sont pas illettrés. Chaque membre de cette Chambre, il en est certain, connaît un cas où de jeunes cultivateurs, sur la promesse du gouvernement qu'il n'y aurait pas de conscription pour les fils de la terre, de façon à pouvoir nourrir les Alliés, se sont présentés devant

les bureaux d'exemption et ont démontré qu'ils pouvaient lire et écrire. Il en fut ainsi des jeunes gens qui se sont rapportés aux casernes. Ils comprenaient ce qu'ils signaient.

N'oubliez pas que les paroles prononcées ici même revêtent une grande importance pour des millions de lecteurs de journaux et qu'on donne plus d'importance aux paroles d'un député qui jouit de la confiance de la majorité de ses électeurs qu'aux paroles d'autres personnes.

Le gouvernement ne cherche point les compliments, mais l'histoire de son œuvre au point de vue de l'instruction publique dans la province est écrite dans toutes les paroisses et la meilleure preuve que la politique éducationnelle de Sir Lomer Gouin est hautement appréciée, a été maintes fois approuvée par la politique à quatre<sup>7</sup> élections le maintenant au pouvoir. Et c'est d'encouragement que le gouvernement veut continuer. Et, quant à la question qui est maintenant débattue, à savoir celle de l'exactitude de nos statistiques scolaires, il a confiance dans l'attitude prise par le comité catholique à sa dernière session, et il promet de mettre à la disposition le personnel du département de l'Instruction publique.

Il termine ses remarques par un appel à la population afin qu'elle fasse tous les sacrifices nécessaires pour procurer à la génération montante les armes dont elle aura besoin pour continuer à maintenir haut et ferme la bonne réputation de la province de Québec.

Nous continuerons à apporter des améliorations. Nous poursuivrons notre politique et nos mesures persuasives. Je suis convaincu que les progrès des 15 dernières années se poursuivront et augmenteront.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** regrette de n'avoir pas le temps à cette heure avancée de la session, de réfuter tous les arguments que l'on a apportés contre sa thèse, et la députation fatiguée des travaux parlementaires n'est pas aussi bien disposée, du reste, à suivre de longs débats qu'elle ne l'était au début de cette discussion.

Il se plaint pas des statistiques telles que préparées par le bureau provincial, dont M. G.-E. Marquis est le chef. Il complimente le statisticien de la province, sur celles qu'il compile et qu'il trouve sérieuses et intéressantes. Ces statistiques sont très bien faites et rendent service à la cause de l'éducation. Mais, dit-il, il y a statistiques et statistiques.

Celles qu'il a mises en doute sont les statistiques qui servent de base à ces tableaux intéressants. Généralement, elles sont fournies par les secrétaires-trésoriers qui font leur recensement en allant tout simplement consulter le livre d'inscription des institutrices. C'est ce qui explique pourquoi on a une assistance scolaire de 100 %.

On ne met pas assez d'attention à recueillir ces statistiques et l'on devrait faire l'éducation des secrétaires-trésoriers à ce sujet. Il ne nie pas que l'instruction ait fait des progrès; il a déjà eu l'occasion de le constater dans plusieurs discours, mais on ne doit pas conclure de cela qu'il faille se croiser les bras.

Le secrétaire provincial a dit que les chiffres montraient que dans les régions rurales, presque 100 % des filles allaient à l'école. Et pour les garçons? Le problème est que les parents trouvent plus profitable de faire travailler les jeunes garçons que les jeunes filles. Le bill de l'honorable M. Taschereau prohibant le travail en usine d'enfants de moins de 16 ans, s'ils ne savent pas lire et écrire, est une mesure coercitive et fait partie de ce que demandent les partisans de l'instruction obligatoire.

On a réglé, en partie, la question en décrétant que les enfants qui n'auront pas tel degré d'instruction ne pourront pas être employés dans les établissements industriels.

Si cette mesure ne vise qu'à protéger la santé des enfants, alors pourquoi y avoir ajouté qu'ils doivent être capables de lire et écrire? On a beaucoup parlé en Chambre de protéger les droits individuels, de laisser l'éducation aux parents et, pourtant, le bill de M. Taschereau a été adopté à l'unanimité. Cette mesure impose l'instruction obligatoire pour une portion de la population, et c'est ce que les partisans de l'instruction obligatoire demandaient. Et les membres de cette Chambre ont adopté ce bill en dépit de leurs beaux discours contre l'instruction obligatoire.

Il faudrait compléter maintenant, en pourvoyant à les retirer de la rue pour les envoyer à l'école, ces enfants qui n'ont pas d'emploi à cause de l'insuffisance de leur instruction. Et, qu'on remarque bien qu'il ne s'agit de forcer les parents à envoyer leurs enfants dans les écoles qu'ils désapprouvent, mais dans les écoles du choix de ceux-ci.

En adoptant le bill présenté par le ministre des Travaux publics, les députés ont répondu à ceux qui affirment que l'on ne devrait pas empiéter sur les droits naturels des parents. Permettez-moi d'ajouter qu'il y a des pères et des mères dans d'autres pays qui aussi aiment leurs enfants. Il y a des pères et des

mères qui veulent décider de l'éducation de leurs enfants et ces pères et mères sont satisfaits de la loi de l'instruction obligatoire dans les régions où elle est en vigueur. Il n'y a aucun pays où existe l'instruction obligatoire dans lequel les pères et les mères n'envoient pas leurs enfants à l'école, même en France.

Il s'étonne de voir les députés revendiquer si éloquemment le droit des pères de famille. Si la loi qu'il préconise était une telle violation des droits des pères de famille, dit-il, on ne la verrait pas adoptée universellement comme elle l'est. Il y a des pères et des mères de famille dans tous les pays qui ont adopté cette loi, et ils ne croient pas leur liberté violée, comme on le prétend par cette loi. Au contraire, tous sont satisfaits.

Il n'y a pas une loi d'obligation scolaire qui force un père ou une mère de famille à envoyer son enfant à une école que sa conscience réprouve pour des motifs religieux.

(Applaudissements)<sup>8</sup>

**M. Francoeur (Lotbinière):** N'est-il pas vrai que les inspecteurs en France se plaignent, vingt ans après l'adoption de la loi, qu'elle n'a pas donné ce qu'on en attendait.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Cela dépend des départements.

**M. Francoeur (Lotbinière)** demande la permission de citer l'opinion d'un inspecteur général qui dit que la France en est à peu près au même point qu'avant l'adoption de la loi au point de vue de la fréquentation.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Lévesque) que le débat soit de nouveau ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

#### Messages du lieutenant-gouverneur:

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** transmet à M. l'Orateur le message suivant de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province:

**M. l'Orateur** lit ledit message comme suit:

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget



supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1919, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre. (Document de la session no 1a)

Hôtel du gouvernement,  
Québec, le 13 mars 1919.

Il est ordonné que le message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur et le budget supplémentaire qui l'accompagne soient renvoyés au comité des subsides.

#### Dépôt de documents:

##### **Pont de Sainte-Hélène-de-Bagot**

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de cette Chambre, en date du 10 février 1919, pour qu'il soit déposé sur le bureau une copie de toute correspondance entre le ministère des Travaux publics et le conseil de la municipalité de Sainte-Hélène-de-Bagot, depuis 1917, relativement à la construction d'un pont. (Document de la session no 37)

La séance est levée à 6 heures.

#### **Troisième séance du 14 mars 1919**

##### **Présidence de l'honorable A. Galipeault**

La séance est ouverte à 8 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, messieurs! Que les portes soient ouvertes!

##### **Droit de réméré**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill B du Conseil législatif amendement les articles 1550 et 2101 du Code civil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Messages du Conseil législatif:**

M. l'Orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 36 amendement les statuts refondus, 1909, concernant les officiers du revenu;
- bill 164 amendement les statuts refondus, 1909, relativement aux arpenteurs et arpentages;
- bill 180 amendement l'article 44 du Code civil;
- bill 192 amendement les statuts refondus, 1909, concernant la liquidation volontaire des compagnies à fonds social;
- bill 193 amendement l'article 429 du Code municipal de Québec, relativement à la circulation des voitures d'hiver.

##### **Charte de Verdun**

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé les amendements faits à ses amendements par l'Assemblée législative au bill 101 amendement la charte de la cité de Verdun.

#### **Loi électorale**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 222 amendement la loi électorale de Québec, relativement à la confection de la liste des électeurs dans les cités de Québec et de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité:**

Les articles 1 à 12 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 13 qui se lit comme suit:

"13. En tout temps, pendant les heures de bureau, au cours de l'année, il sera loisible à toute personne qui devient électeur par acquisition de propriété ou par bail de location, par droit d'héritage ou autrement, de produire entre les mains du greffier de la cité, une demande d'inscription sur ladite liste électorale, indiquant le nom de l'électeur dont il prend la place, et dont ledit nom devra être mis sur la liste spéciale des demandes de radiation à opérer."

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose d'amender cet article en ajoutant la phrase suivante:

"L'officier recevant cette demande, devra en donner récépissé."

**Des députés** discutent l'amendement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande pourquoi amender la loi électorale.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Actuellement, un grand nombre de citoyens ne sont pas inscrits sur les listes, et il importe qu'ils le soient.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Cette révision n'aura lieu qu'au mois de février 1920?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Oui, février 1920.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Mais alors, il n'y aura pas d'élections cette année; autrement, il ne serait pas juste de mettre de côté l'opinion de ces électeurs.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Non, il n'y aura pas d'élections générales cette année, et c'est parce que les élections sont éloignées que nous présentons ces amendements à la loi électorale<sup>9</sup>.

L'amendement est adopté.

L'article ainsi amendé est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen du bill et demande la permission de siéger de nouveau.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions concernant le bill 222 amendant la loi électorale de Québec, relativement à la confection de la liste des électeurs dans les cités de Québec et de Montréal.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose: 1. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer tels officiers qu'il jugera nécessaires pour aider à la confection de la liste des électeurs dans les cités de Québec et de Montréal, sous la direction et la responsabilité des greffiers desdites cités, et de pourvoir à leur rémunération.

Adopté.

2. Qu'il sera également loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer, pour chacune desdites cités de Québec et de Montréal, un officier spécial chargé de préparer, sous la direction du greffier de chacune desdites cités, les listes électorales pour lesdites cités, et de pourvoir à la rémunération de tels officiers ainsi chargés de préparer la liste conformément aux dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions.

Adopté.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité chargé de l'étude du bill 222 amendant la loi électorale de Québec, relativement à la confection de la liste des électeurs dans les cités de Québec et de Montréal.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme de nouveau en

comité général pour étudier le bill 222 amendant la loi électorale de Québec, relativement à la confection de la liste des électeurs dans les cités de Québec et de Montréal.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Boulangers et fabrication du pain**

**M. Francoeur (Lotbinière)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 194 amendant la loi concernant les boulangers et la fabrication du pain dans certaines municipalités soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**M. Francoeur (Lotbinière)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Francoeur (Lotbinière)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Demande de documents:**

##### **Instruction obligatoire**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le mercredi 29 janvier dernier: Qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance adressée au département de l'Instruction publique ou du gouvernement relativement à l'instruction obligatoire.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** parle avec vigueur et porte son attention sur le discours de M. Bugeaud, député de Bonaventure. Il n'est pas surprenant que le député de Bonaventure dise que tout le monde va à l'école dans son comté quand les statistiques montrent qu'il y a seulement 11 enfants âgés de 16 à 18 ans dans le district scolaire qui renferme le comté de Bonaventure et celui de Matapédia. Quelle confiance devons-nous avoir envers ces statistiques, lorsqu'on nous donne de tels chiffres? Dans ces mêmes districts scolaires, il n'y a que 76 enfants âgés de 14 à 16 ans, selon les statistiques officielles.

Il fait référence à un discours du père Lalonde à Montréal, dans lequel il disait que les parents ont le droit de garder leur enfant dans l'ignorance. Aucun membre de cette Chambre n'affirmerait que les parents possèdent un tel droit.

Abordant la question de l'uniformité des manuels scolaires, il dit qu'il n'est pas nécessaire que les manuels soient les mêmes à Montréal qu'à Bonaventure. Il rappelle à la Chambre que le Pape a demandé des copies de tous les catéchismes afin qu'on puisse les rendre uniformes. L'idée est de réduire le coût des livres. En Ontario, par exemple, le coût total d'un livre au niveau primaire est de \$2.73. En Québec, il est supérieur à \$70. Il est temps qu'on mette un terme à la vente de manuels scolaires dans un but lucratif en cette province. Même si les auteurs, et surtout les imprimeurs, jouissent de droits acquis, il serait préférable de les déposséder de ces droits afin de réduire le coût des livres, voire les rendre gratuits.

Il admet qu'il a pu être violent à l'adresse de M. Magnan, mais, dit-il, il n'est pas habitué à mettre des gants blancs.

Il ne l'a pas accusé d'avoir falsifié les statistiques, mais de s'être servi de statistiques fabriquées. Après avoir expliqué son allusion à l'incident de Valladolid<sup>10</sup> pour dire qu'il n'avait pas voulu insinuer que M. Magnan s'était enrichi avec la Saint-Vincent-de-Paul, il déclare qu'il n'avait pas pour objet d'atteindre la réputation de M. Magnan.

Il fait référence à une déclaration que, selon lui, M. Magnan a faite et dans laquelle il le traite de lâche et l'accuse de se cacher derrière son immunité parlementaire. Il renoncera à son immunité parlementaire, si M. Magnan voulait le poursuivre pour lui faire rendre compte des paroles prononcées à son endroit. Il reproche aussi à M. Magnan de n'avoir pas cité exactement certains textes de façon à laisser entendre des choses différemment de leur expression dans les textes employés.

M. Magnan, dit-il, est incapable de me citer exactement. M. Magnan dit que je suis un lâche. On ne peut pas être tous chevaliers pour faire montre de sa bravoure, mais je le prie de croire que je ne suis pas un froussard. Je n'ai jamais craint de prendre la responsabilité de mes actes et des paroles que j'ai dites.

Il prétend que je me suis dérobé derrière mon privilège de député pour prononcer les mots qu'il me reproche. Je ne suis pas un fervent des privilèges de quelque nature qu'ils soient. À la différence de certaines personnes qui ne les blâment que quand ils sont au profit des autres, je sais au besoin les juger de même, quand ils s'appliquent à ma personne.

Je n'ai pas publié sous ma signature la partie incriminée de mon discours, mais ce n'est pas parce que j'ai eu peur: c'est tout simplement parce que je ne reconnaissais pas à M. Magnan le droit de me donner des ordres. Et maintenant voici:

De mon siège de député, je m'engage à renoncer par écrit aux privilèges parlementaires me mettant à l'abri des poursuites judiciaires pour les paroles que veut me reprocher M. Magnan, et je consens à ce qu'il me poursuive devant n'importe quel tribunal de la province de Québec. Je l'assure que, cette fois, le procès ne se fera pas "*ex parte*" et qu'il n'obtiendra pas un jugement aussi facilement qu'il a obtenu ceux dont il s'est servi à l'université.

M. Magnan peut me poursuivre. Probablement qu'il découvrira plus d'embûches devant la cour qu'il n'anticipait. Il est temps que les idoles disparaissent en cette province, ajoute-t-il. Il corrige quelques impressions qu'il croit avoir été causées par les déclarations de M. Magnan et affirme que loin d'être le diffamateur de sa race, c'est par amour de sa race qu'il a parlé comme il l'a fait. En guise de conclusion, il cite une lettre de Henri Bourassa au sujet de la prohibition dans laquelle il déclare que, parmi les Canadiens français, il y avait plus de voleurs que d'ivrognes, surtout parmi les classes instruites, et qu'il était temps que les écoles enseignent la probité et l'honnêteté. Cette lettre fut publiée dans *Le Devoir* en juin, 1917.

Imaginez si j'avais dit cela, affirme-t-il. Les fanatiques d'Ontario ne nous ont jamais attaqués ou attaqué nos écoles de la sorte. Personne n'en fut choqué car le "maître" parlait.

Il fait allusion au discours du député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) sur l'opinion locale, la gratuité et l'uniformité des livres et la gratuité scolaire. Sur ces points, il est de l'avis du député de Saint-Louis.

Je suis satisfait des résultats de ce débat, car il a permis de porter la question de l'éducation à l'avant-scène et nous en obtiendrons des résultats, même si ce doit être de façon indirecte. Peut-être les députés apporteront leur aide, car ceci leur attirera des votes lors des élections, et je suis prêt à apporter mon aide à tous les députés.

Sa motion n'a nullement pour objet de faire voter le principe de la loi, mais seulement de recueillir des expressions d'opinion.

La proposition est adoptée.

### **Élections municipales**

**M. Francoeur (Lotbinière)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 195 amendant l'article 228 du Code municipal de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**M. Francoeur (Lotbinière)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Francoeur (Lotbinière)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Intérêt et arrérages de rentes**

**M. Francoeur (Lotbinière)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 197 amendant les articles 790 et 804 du Code de procédure civile relativement à la collocation des intérêts et des arrérages de rentes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

**M. Francoeur (Lotbinière)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**Travaux de la Chambre**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à dix heures et demie, demain.  
Adopté.

effet, il n'y aura pas d'élections générales cette année".

10. Sur l'incident de Valladolid, voir la séance du 29 janvier 1919.

La séance est levée.

---

**NOTES**

1. Le général Smart a parlé en anglais, nous avons retenu la traduction du *Soleil*.

2. *L'Action catholique* écrit "mu" au lieu "d'inspiré".

3. Sir Georges Perley, 1857-1938, était alors haut commissaire à Londres.

4. Le général Richard E. W. Turner, né à Québec en 1871.

5. Samuel Benfield Steele, 1851-1919, officier canadien ayant participé à la guerre des Boers et à la première guerre.

6. *The Gazette* du 15 mars 1919 écrit: "The vote was called and the Speaker decided that the nays were in majority, and the motion was thus defeated on division." *Traduction*: On appela le vote et l'Orateur décida que les nons étaient majoritaires. Ainsi, la motion fut battue sur division.

7. *L'Événement* mentionne plutôt "trois" élections au lieu de "quatre".

8. *L'Événement* du 15 mars 1919, page 1, dit que les députés ont applaudi plusieurs fois durant le discours. *La Patrie* du même jour, page 11, écrit que "M. Bouchard était très documenté et qu'il a répondu avec beaucoup d'à propos à diverses interruptions."

9. *L'Événement* du 15 mars 1919, page 1, signale que l'honorable M. Gouin (Portneuf), placé à côté du ministre des Travaux publics, (l'honorable M. Taschereau) "fait signe assez énergiquement qu'en



Séance du samedi 15 mars 1919

**Présidence de l'honorable A. Galipeault**

La séance est ouverte à 10 h 30.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Demande de documents:**

**Inspecteurs d'écoles**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance, télégrammes, etc., entre le gouvernement et les inspecteurs d'écoles, depuis 1917.

Il veut savoir, dit-il, si c'est l'intention du gouvernement d'accorder, cette année, aux inspecteurs, le traitement qu'ils ont demandé. Au cours des débats qui ont eu lieu relativement à des questions d'intérêt public, plusieurs députés se sont intéressés à cette question d'instruction; ils ont fait même certains reproches au gouvernement, et plusieurs ont approuvé plusieurs suggestions qu'il a faites dans le passé.

Cependant, regrette-t-il, le gouvernement a fait croire à la Chambre que la session allait se terminer cette semaine, car il y aurait de longues discussions à entreprendre sur ce sujet de l'instruction publique.

Il réclame plus d'inspecteurs d'école dans la province: deux par comté même. Il voudrait qu'il y eût, dans chaque comté, comme une sorte de surintendant local. Cet officier surveillerait davantage les institutrices, surtout celles qui sont le moins compétentes. C'est la principale réforme à apporter dans le moment, parmi toutes celles qui ont été suggérées depuis le commencement de cette session.

Cette réforme est pratique et facile. Il voudrait aussi une école dans chaque village. Un inspecteur, dit-il, devrait n'avoir pas plus de 50 écoles à surveiller dans son arrondissement. Il pourrait voir, comme cela, plus facilement à faire donner un enseignement plus pratique dans les écoles; il verrait à faire donner plus d'éducation et de formation dans les écoles. Sous ce rapport, ce n'est que sous la surveillance d'un surintendant qui les visiterait souvent que les institutrices pourraient recevoir la formation voulue dans ce sens.

Depuis 1900, dit-il, il réclame un meilleur traitement pour les inspecteurs d'écoles; dans plusieurs comtés, à l'heure qu'il est, l'inspection est nulle à cause du trop grand nombre d'écoles à surveiller; l'inspecteur n'a pas le temps voulu pour faire ses deux visites obligatoires. Le gouvernement devrait choisir aussi des hommes compétents et les payer mieux; payer mieux ceux qu'il emploie actuellement, mais surtout diminuer leur travail qui, présentement, ne peut être fait efficacement. Le gouvernement, dit-il, devrait, dès cette année, en venir à cette réforme.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Si le gouvernement pouvait tripler, même doubler, le nombre d'inspecteurs d'écoles, il n'y a pas de doute que les instituteurs et les institutrices en retireraient de grands avantages, mais il faut prendre notre pays tel qu'il est et considérer ses ressources.

Au reste, le gouvernement, au chapitre des inspecteurs d'écoles, a fait largement son devoir dans le passé, comme il le fait encore actuellement et comme il le fera. Chaque année, nous avons augmenté de deux, en moyenne, le nombre des inspecteurs; mais nous ne voyons pas que, cette année, nous puissions arriver à doubler le nombre. Au reste, il nous faut marcher avec le Conseil de l'instruction publique et nous avons accepté toutes les suggestions qu'il nous a faites.

Il ne nous a pas fait celle-là encore et il serait peut-être surpris si nous la lui annoncions aujourd'hui. Le gouvernement a fait son devoir quant au traitement des inspecteurs.

Depuis quelques années, le traitement des inspecteurs a été sans cesse augmenté. En 1903-1904, il était de \$1,000.

En 1910, le salaire des inspecteurs a été porté à \$1,200. En 1904, nous leur avons accordé encore \$200 de plus. Cette année, ils nous ont demandé \$500 d'augmentation; nous leur avons offert \$300<sup>1</sup> et nous donnerons cette somme quand la Chambre nous l'aura permis. Chaque fois, les inspecteurs ont été des plus satisfaits.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Si le nombre des inspecteurs a été augmenté de un ou de deux par année, n'est-ce pas à cause de l'augmentation de la population ou de l'agrandissement des territoires; ou bien est-ce vraiment pour débarrasser les inspecteurs d'une partie de leur fardeau?

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve):**

Chaque fois qu'un inspecteur a représenté qu'il avait trop à faire, on s'est rendu à sa demande en nommant un autre inspecteur dans un autre district, diminuant en cela le territoire du premier.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Chaque inspecteur avait, en 1915, par exemple autant d'élèves sous sa juridiction qu'il en a aujourd'hui; voilà cinq ans, chaque inspecteur en avait une moyenne de 8,000; c'est trop et le travail ne peut pas se faire efficacement.

Pourquoi dire que les finances de la province ne permettent pas de nommer plus d'inspecteurs? J'en appelle au trésorier; cette année, ne vient-il pas de faire en sorte de faire rapporter le plus à la loi des licences? De plus, l'année s'annonce bien pour les successions! Combien dépense-t-on pour les inspecteurs?

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve):**

Nous allons dépenser, cette année, \$100,000<sup>2</sup>.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Eh bien, dans plusieurs cas, c'est de l'argent inutilement dépensé. Les inspecteurs ont trop à faire, et tant qu'ils resteront au même nombre, dépenserait-on encore plus d'argent que, dans plusieurs cas, ce serait de l'argent dépensé inutilement.

Adopté.

**Liqueurs enivrantes**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions concernant le bill 47 ayant pour objet de prohiber la vente des liqueurs enivrantes et d'amender la loi des licences de Québec, en certains cas.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** s'objecte en disant qu'il vaudrait remettre cette étude à une autre séance, vu qu'il n'y a pas assez de députés dans la Chambre. C'est une question, dit-il, assez importante pour que, au moins, les députés puissent avoir l'occasion de l'étudier et d'en prendre connaissance.

Il proteste contre la conduite du gouvernement qui apporte à la dernière minute des mesures de cette nature. C'est pendant que l'on étudie les plus importantes mesures de la session que les députés préparent leurs paquets. Il ne croit pas que le gouvernement puisse justifier cette conduite.

Adopté.

**En comité:****L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:

1. Que les sections de la loi qui accompagne les présentes résolutions numérotées consécutivement de 1 à 23, inclusivement, pourront être citées sous le titre de "Loi de prohibition de Québec"; et que les sections de cette loi s'appliqueront à toute la province, mais que celles des dispositions qui sont incompatibles avec celles de la loi de tempérance du Canada seront suspendues dans toute municipalité où la loi de tempérance du Canada est en vigueur, jusqu'à ce que l'opération de la loi de tempérance du Canada y ait été suspendue ou révoquée.

Adopté.

2. Que personne ne pourra par lui-même, son commis, serviteur ou agent, vendre du vin destiné à des fins exclusivement sacramentelles et des liqueurs enivrantes destinées exclusivement à des fins médicinales, industrielles, mécaniques, scientifiques ou artistiques, à moins d'être spécialement nommé, soit pour toutes ou quelqu'une de ces fins, par le lieutenant-gouverneur en conseil, comme vendeur autorisé; et que personne ne devra par lui-même, son commis, serviteur ou agent, vendre des liqueurs enivrantes pour des fins de breuvage, à moins que la vente ne soit restreinte aux espèces de liqueurs et à la proportion d'alcool établies par la résolution 18, et à moins que cette personne ne soit spécialement licenciée à ces fins, en vertu de la division I de la loi des licences de Québec; et qu'aucun vendeur autorisé ne devra permettre qu'aucune telle liqueur ainsi vendue soit consommée ou bue dans ou sur les lieux où se fit la vente.

Et qu'il sera défendu d'exposer dans la vitrine d'un établissement licencié aucun baril, bouteille ou autre réceptacle contenant ou paraissant contenir des liqueurs enivrantes.

Et qu'il sera défendu de vendre des liqueurs enivrantes, de la bière et du vin dans des barils, bouteilles ou autres réceptacles sur lesquels ne sera pas apposée une étiquette ou autre marque indiquant le nom et l'adresse du fabricant et la nature de leur contenu.

Adopté.

5. Que la nomination d'un vendeur autorisé pourra être faite pour toute l'année commençant le premier jour de mai, ou pour le reste de telle année, mais que cette nomination prendra toujours fin le trentième jour d'avril suivant; que si une nomination est ainsi faite dans le cours de l'année, le trésorier de la province pourra accepter en paiement du droit un montant proportionné au nombre de mois de cette année non encore révolus, à compter du premier jour



du mois durant lequel cette nomination est faite; et que les dispositions de la présente résolution s'appliqueront, *mutatis mutandis*, aux porteurs de licences en vertu des résolutions 10 et 11.

Adopté.

6. Qu'aucun vendeur autorisé ne pourra avoir sa place d'affaires, pour les fins de la loi de prohibition de Québec, dans aucune municipalité où un règlement prohibitif est en vigueur à la date de l'entrée en vigueur de la loi qui accompagne les présentes résolutions, à moins que le conseil municipal de cette municipalité n'y ait donné son consentement par résolution.

Adopté.

8. Que toute poursuite pour infraction à la loi de prohibition de Québec devra être intentée conformément aux dispositions de la loi des licences de Québec; et que toute telle poursuite pourra aussi être intentée par et au nom d'une personne ou par et au nom d'une ligue antialcoolique ou association de tempérance constituée en corporation, pourvu que, si la poursuite est intentée par une personne, elle doive déposer en cour, avant l'émission de l'assignation, un montant d'argent suffisant, dans l'opinion du magistrat qui émet l'assignation, pour garantir le paiement des frais.

Adopté.

10. Qu'aucune personne, étant l'agent spécial ou le représentant d'un fabricant ou commerçant étranger de liqueurs enivrantes, ne peut vendre, dans la province:

a. Aucune liqueur enivrante à un vendeur autorisé par la loi qui accompagne les présentes résolutions;

b. Aucune bière et autres liqueurs maltées, cidre et vin, limité aux fins et aux proportions respectives d'alcool spécifiées dans la section 24 de cette loi au porteur d'une licence de bière et vin par la loi qui accompagne les présentes résolutions;

c. Aucune liqueur enivrante à une personne résidant dans une autre province; à moins qu'une licence à cet effet soit émise à cette personne par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur paiement au trésorier de la province d'un droit de deux mille cinq cents piastres par année, en sus du droit payable par telle personne au cas où elle est un vendeur autorisé ou le porteur d'une licence de bière et vin. Que le nombre de licences qui pourront être émises sous cette section est limité à dix. Que les dispositions de la section 4, concernant l'annulation des licences des vendeurs autorisés s'appliqueront, *mutatis mutandis*, aux licences émises en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions.

Adopté.

11. Que rien de contenu dans la loi de prohibition de Québec n'empêchera un brasseur, distillateur ou autre personne dûment licenciée par le gouvernement du Canada pour la fabrication de liqueurs enivrantes dans la province, d'avoir ou de garder pour les vendre, dans son établissement, des liqueurs enivrantes fabriquées par lui, ou de les vendre à une personne dans une autre province ou dans un pays étranger, qui y est dûment autorisée à les acheter, ou de vendre, de cet établissement, des liqueurs enivrantes aux vendeurs autorisés dans la province, et de vendre de la bière et d'autres liqueurs maltées, du cidre et du vin, aux porteurs de licences de bière et de vin de la province, pourvu que si des licences de liqueurs de tempérance sont émises dans la province, sous l'autorisation de la résolution 20, le brasseur paye, au trésorier de la province, une taxe de un pour cent du montant brut des ventes faites par lui aux porteurs de licences de liqueurs de tempérance, ou, pourvu que, si des licences de bière et vin sont émises dans la province, sous l'autorité de la résolution 19, le brasseur paye au trésorier de la province, une taxe de deux et demi pour cent sur le montant brut des ventes faites par lui aux porteurs de licences de bière et vin; et que cette taxe sera perçue d'après des rapports mensuels faits par ce brasseur, au trésorier de la province, en la forme et de la manière déterminées par arrêté du leader du lieutenant-gouverneur en conseil.

Adopté.

12. Que tout officier du revenu de la province, spécialement autorisé par écrit, à cet effet, par le trésorier de la province, pourra entrer et demeurer, pendant les heures d'affaires, dans toutes places d'affaires de ce brasseur et faire l'examen des livres, états, et pièces justificatives du brasseur, requis pour établir le montant brut des ventes faites par ce brasseur aux porteurs de licence de bière et vin ou de licence de liqueur de tempérance, et faire tel autre examen requis pour vérifier les rapports mensuels.

Adopté.

13. Que tout brasseur qui négligera de faire ces rapports mensuels ou qui fera un faux rapport ou qui refusera de permettre un examen suffisant de ses livres, états ou pièces justificatives sera, en sus du paiement de la taxe, coupable d'une offense et sera passible, en sus du paiement des frais, d'une amende d'au moins deux cents et de pas plus de cinq cents piastres, pour chaque offense, et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de deux mois.

Adopté.

14. Que le lieutenant-gouverneur en conseil aura le droit:

a. De nommer les officiers nécessaires pour surveiller les opérations des vendeurs autorisés et pour voir, en général, à l'application des dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions;

b. De fixer les salaires de ces officiers;

c. D'adopter les règlements qui lui semblent convenables pour établir de manière décisive si un parfum, une teinture, un vernis, un cirage (dressing), un extrait ou une essence fluide contenant de l'alcool, contient aussi un ingrédient suffisant pour prévenir son usage comme breuvage alcoolique, et si une préparation médicinale, contenant de l'alcool, contient aussi des médicaments en quantité suffisante pour prévenir son usage comme breuvage alcoolique, et si un parfum, une teinture, un vernis, un cirage (dressing), un extrait ou une essence fluide, ou une préparation médicinale contient plus d'alcool que la quantité requise pour sa préparation ou sa conservation;

d. De déclarer que tout certificat émis par un médecin qui a été condamné pour avoir donné un certificat contenant une énonciation des faits, fausse ou inexacte, doit être refusé par tout vendeur autorisé;

e. D'adopter les mesures qu'il jugera à propos pour la mise à exécution des dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions.

Adopté.

15. Que, à moins de dispositions contraires dans la loi de prohibition de Québec, les dispositions contenues dans la division I de la loi des licences de Québec, concernant les devoirs, droits et privilèges des percepteurs du revenu de la province, et concernant les contraventions, saisies, poursuites pour contraventions, bris de poursuites, les jugements et leurs exécutions, la procédure et l'attribution des amendes s'appliqueront, *mutatis mutandis*, à la loi de prohibition de Québec; et que, néanmoins, les dispositions contenues dans la division I de la loi des licences de Québec, concernant l'émission et le transfert des licences ainsi que le montant du droit à payer pour iceux, ne s'appliqueront pas aux vendeurs autorisés en vertu de la loi de prohibition de Québec.

Adopté.

16. Qu'aucune personne, excepté le vendeur autorisé, devra acheter des liqueurs enivrantes pour fins exclusivement médicales, industrielles, mécaniques, scientifiques et artistiques, sans payer, au moment de l'achat, un droit équivalant à cinq pour cent du prix d'achat; que, dans la computation du montant du droit, toute fraction de centin devra être

considérée comme un centin; que le droit devra être perçu par le porteur de licence qui vendra ces liqueurs enivrantes au moyen de timbres adhésifs équivalant au montant du droit qu'il apposera sur le réceptacle contenant ces liqueurs enivrantes et qu'il oblitérera au moment de l'achat en conformité des règlements faits par le trésorier de la province; et que les timbres ainsi employés devront être exclusivement ceux que fournira le trésorier de la province ou que fournira tout autre officier autorisé par ce dernier, et qu'ils devront être en la forme que pourra prescrire le trésorier de la province.

Adopté.

17. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, sujet aux conditions qu'il jugera convenables, accorder une diminution ou une remise du droit payable en vertu de la précédente résolution, lorsqu'il s'agira d'une vente d'alcool de 65 au-dessus de preuve pour servir à la manufacture en entrepôt de certains produits suivant les règlements d'entreposage du gouvernement du Canada, ou lorsqu'il s'agit d'une vente faite de liqueurs enivrantes, en quantité de pas moins que cinquante gallons, dans le but de se servir de toute cette quantité en une seule et même fois pour la production de préparations pharmaceutiques et galéniques autorisées par les pharmacopées officielles ou tels autres produits fabriqués mentionnés dans la section 15 de la loi qui accompagne les présentes résolutions.

Adopté.

19. Que si la majorité des votes donnés en vertu de la loi mentionnée dans la résolution 18 est dans l'affirmative, alors et dans ce cas, les dispositions suivantes s'appliqueront:

a. Nonobstant l'article 914 de la loi des licences de Québec, les seules espèces de liqueurs, pour lesquelles une licence peut être émise en vertu de la division I de la loi des licences de Québec, sont la bière et les autres liqueurs maltées, ainsi que le cidre et le vin ne contenant respectivement pas plus que la proportion d'alcool spécifiée dans la résolution 18, et cette licence sera émise pour fins de breuvage seulement et désignée comme "licence pour bière et vin".

b. Pour obtenir cette licence, les conditions et formalités à observer seront, *mutatis mutandis*, celles établies par les articles 924 à 953 inclusivement, et 962, 963, 965, 966, 971, 972, 973, 974, 975, 976 et 977 de la loi des licences de Québec;

c. La présente résolution doit être considérée comme formant partie de la division I de la loi des licences de Québec;

d. Que pour chaque licence pour bière et vin, il devra être payé au percepteur du revenu de la province, par la personne qui en fait la demande:

1. Dans une auberge ou un restaurant, dans la cité de Montréal, nonobstant le sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 de l'article 988 de la loi des licences de Québec, un droit de cinq cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer du local pour lequel la licence est demandée, est de cinq cents piastres ou moins, - six cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de plus de cinq cents piastres et de moins de neuf cents, - huit cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de neuf cents piastres et de moins de deux mille, - mille piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de deux mille piastres et de moins de dix mille piastres, - treize cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de dix mille piastres et de moins de vingt-cinq mille piastres, - quinze cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de vingt-cinq mille piastres ou plus.

Les porteurs de licences ne payant pas plus que cinq cents piastres payent cent piastres de licence extra, pour le privilège d'une licence d'hôtel au lieu d'une licence de restaurant, et les dispositions de l'article 943 de la loi des licences de Québec concernant l'augmentation automatique et proportionnelle du droit et concernant l'indemnité à être payée en sus de la licence, de la manière y mentionnée, ne s'appliquent pas;

2. Dans une auberge ou un restaurant, dans la cité de Québec, nonobstant le sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 de l'article 988 de la loi des licences de Québec, un droit de cinq cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer du local pour lequel la licence est demandée est de deux cents piastres ou moins, - six cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de plus de deux cents piastres et moins de quatre cents piastres, - huit cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de quatre cents piastres et moins de huit cents piastres, - mille piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de huit cents piastres et moins de dix mille piastres, - douze cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de dix mille piastres ou plus; et les dispositions de l'article 943 de la loi des licences de Québec concernant l'augmentation automatique et proportionnelle du droit et concernant l'indemnité à être payée en sus de la licence, de la manière y mentionnée, ne s'appliquent pas;

3. Dans un magasin de liqueurs de détail, dans la cité de Montréal, nonobstant le sous-paragraphe *a* du paragraphe 8 de l'article 988 de la loi des licences de Québec, un droit de vingt-cinq piastres et de cent vingt-cinq pour cent de la valeur

annuelle ou du loyer du magasin pour lequel la licence est demandée: pourvu que, dans aucun cas, les droits pour la licence ne soient pas de moins de trois cents piastres, et de pas plus de cinq cents piastres; et les dispositions de l'article 968 de la loi des licences de Québec concernant l'augmentation proportionnelle du droit, de la manière y mentionnée, ne s'appliquent pas;

4. Dans un magasin de liqueurs de détail, dans la cité de Québec, un droit de cinq cents piastres;

5. Pour toute autre classe d'établissement ou pour tout autre territoire, un droit de soixante et quinze pour cent du droit de licence établi, *mutatis mutandis*, pour les liqueurs enivrantes, et imposé pour la même classe d'établissement et de territoire, par l'article 988 de la loi des licences de Québec, sauf et excepté les paragraphes 5, 10, 11, 12, 13 et 14 dudit article qui ne s'appliquent pas;

e. Que nonobstant l'article 968 des statuts refondus, 1909, le maximum des licences de magasin de liqueurs de détail dans la cité de Québec est limité à vingt.

Nonobstant l'article 943 des statuts refondus, 1909, le nombre maximum de licences pour bière et vin qui peuvent être émises dans une auberge ou un restaurant, dans la cité de Québec, est limité à vingt.

f. Que l'article 1065 de la loi des licences de Québec sera abrogé.

g. Que l'article 1033*a*, concernant la défense de traiter, s'applique *mutatis mutandis* à la bière et aux vins.

h. Que la présente section n'aura pas l'effet d'abroger ou d'amender et ne doit pas être interprétée comme abrogeant ou amendant la loi de tempérance de Québec, telle que contenue aux articles 1316 à 1328 inclusivement, et ses amendements, ni les règlements passés sous son autorité.

i. Que l'article 927 de la loi des licences de Québec sera abrogé.

Adopté.

20. Que si la majorité des votes donnés en vertu de la résolution 18 est dans la négative, alors et dans ce cas, les dispositions suivantes s'appliqueront:

a. Nonobstant l'article 914 de la loi des licences de Québec, les seules espèces de liqueurs pour lesquelles une licence pourra être émise seront les liqueurs de tempérance, savoir: toutes les liqueurs, mélanges de liqueurs, breuvages, liquides, comestibles solides, qui contiennent un principe enivrant, mais ne dépassant pas deux et demi (2½) pour cent d'alcool de preuve, et cette licence ne devra être émise que pour fins de breuvage seulement, et être appelée licence de liqueurs de tempérance.

b. Les licences de liqueurs de tempérance seront accordées simplement sur paiement, au percepteur du revenu de la province qu'il appartient, d'un droit égal à vingt-cinq pour cent du droit de licence établi, *mutatis mutandis*, pour les liqueurs enivrantes et imposé pour la même classe d'établissements et de territoire par l'article 988 de la loi des licences de Québec, sauf et excepté les paragraphes 5, 12 et 14 dudit article qui ne s'appliqueront pas. Toutes autres formalités ou conditions requises pour l'octroi ou l'émission des licences en vertu des articles 924 à 952 inclusivement, et 959 à 977 inclusivement, de la loi des licences de Québec, ne s'appliqueront pas.

c. Les licences de tempérance seront transférées simplement sur paiement, au percepteur du revenu de la province qu'il appartient, d'un droit égal à la moitié de la partie non gagnée du droit payé pour l'octroi de cette licence, pourvu que ce droit ne soit pas de moins de cinq piastres. Ce transfert devra être mentionné sur la licence.

Tout autre formalité, condition, taxe ou droit, requis pour le transfert des licences en vertu des articles 953 à 958 inclusivement de la loi des licences de Québec ne s'appliqueront pas;

d. La présente résolution sera interprétée comme faisant partie de la division 1 de la loi des licences de Québec;

e. Toute personne,

a. qui vendra des liqueurs de tempérance sans être porteur d'une licence à cet effet; ou

b. qui, étant porteur d'une licence pour la vente des liqueurs de tempérance, vendra ces liqueurs en contravention des termes de sa licence, sera coupable d'une offense, et passible, en sus du paiement des frais, d'une amende n'excédant pas cinquante piastres pour chaque offense, et, à défaut de paiement de cette amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas trente jours.

f. Le titre de la section XV du chapitre 5 du titre IV des statuts refondus, 1909, intitulé: "Loi de tempérance", et les articles 1316 à 1328 inclusivement, ainsi que les formules de ladite section qui suivent immédiatement l'article 1328, seront abrogés; et toutes les règles faites en vertu d'iceux, de même que tous les règlements adoptés par les conseils municipaux, sous l'autorité et pour la mise à effet de cette section seront abrogés, nonobstant toute loi à ce contraire.

g. Tous les règlements adoptés par les conseils municipaux en vertu des articles 561 à 572 inclusivement, du Code municipal de la province de Québec qui est entré en vigueur le deuxième jour de

novembre 1871, et en vertu de l'article 402 du Code municipal de Québec entré en vigueur le premier jour de novembre 1916, seront par la loi qui accompagne les présentes résolutions abrogés, nonobstant toute loi à ce contraire.

h. À compter de l'entrée en vigueur de la loi qui accompagne les présentes résolutions, aucun règlement ne pourra être adopté par un conseil municipal en vertu de l'article 402 du Code municipal de Québec, ni être mis en vigueur.

i. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra fixer le nombre de licences de liqueurs de tempérance pour une auberge ou un restaurant, qui peuvent être émises dans les municipalités mentionnées à l'article 943 et pour un magasin de liqueurs de détail, dans les municipalités mentionnées à l'article 968.

Adopté.

21. Que les termes et expressions qui suivent, employés dans le paragraphe 1a de la deuxième division de la loi des licences de Québec, telle qu'éditée par le bill qui accompagne les présentes résolutions, auront le sens qui leur est ci-après donné, à moins que le contexte n'indique clairement une signification différente:

a. Un "hôtel" est un établissement, pourvu d'un local et d'une accommodation spéciaux, où, en considération d'un paiement, les voyageurs trouvent habituellement à manger et à loger;

b. Un "restaurant" est un établissement, pourvu d'un local et d'une accommodation spéciaux, où, en considération d'un paiement, les voyageurs ont habituellement à manger (sans le logement);

c. Un "maison de logement" est un établissement, pourvu d'un local et d'une accommodation spéciaux, où, en considération d'un paiement, on fournit habituellement aux voyageurs le logement (sans la nourriture);

d. Un "voyageur" est une personne qui, en considération d'un prix donné par jour, ou fraction de jour, suivant le mode américain ou européen, ou par repas, à table d'hôte, ou à la carte, reçoit d'une autre personne la nourriture ou le logement, ou l'un et l'autre.

Adopté.

22. Que les licences d'hôtel, les licences de restaurant et les licences de maisons de logement seront accordées par le percepteur du revenu qu'il appartient, sur production du certificat d'inspection requis par les articles 3866a et suivants, quand ces articles sont applicables, et sur paiement des droits et honoraires requis; et que nonobstant les dispositions de toute loi spéciale à ce contraire, et les dispositions

de l'article 1105 desdits statuts, aucune municipalité ne pourra, par règlement, résolution ou autrement, prélever aucune taxe, aucun impôt ou droit pour tenir un hôtel, un restaurant ou une maison de logement.

Adopté.

23. Que quiconque tient un hôtel, un restaurant ou une maison de logement, sans licence à cette fin encore en vigueur suivant les prescriptions de la loi, sera coupable d'une offense et sera passible, en sus du paiement des frais, d'une amende n'excédant pas quarante piastres, pour chaque offense, à la discrétion du tribunal, et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas trente jours.

Adopté.

24. Que quiconque, sans être porteur d'une licence d'hôtel, ou d'une licence de restaurant, ou d'une licence de maison de logement encore en vigueur suivant les prescriptions de la loi, induit le public ou les voyageurs, au moyen d'une annonce ou par tout autre moyen, à croire qu'il tient un hôtel, un restaurant ou une maison de logement, ou sollicite ou accepte le patronage des voyageurs, sera coupable d'une offense et passible, en sus du paiement des frais, d'une amende n'excédant pas vingt-cinq piastres pour chaque offense, et, à défaut de paiement de cette amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas trente jours.

Adopté.

25. Que toute personne pourra, sans enfreindre les dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions, fournir, moyennant paiement, logement et nourriture à un voyageur, ou l'un et l'autre, dans une maison privée située dans une municipalité où il n'y a ni hôtel, ni restaurant, ni maison de logement, ou si, dans les hôtels ou restaurants ou maisons de logement de l'endroit, il n'y a pas d'espace et d'accommodation suffisants pour tous les voyageurs.

Adopté.

26. Que la demande d'une licence pour tenir un hôtel ou une maison de logement devra faire connaître le nombre total de chambres à coucher formant partie de l'hôtel ou de la maison de logement; si elles se trouvent situées dans la même bâtisse ou non, ainsi que le nombre total de ces pièces requises pour la famille et les employés; et que le percepteur du revenu de la province devra déterminer le nombre de chambres à coucher qui, à son avis, resteront à la disposition des voyageurs, et d'après lequel sera fixé le montant des droits.

Adopté.

27. Que la demande d'une licence pour tenir un restaurant devra être accompagnée du certificat du secrétaire-trésorier ou du greffier de la municipalité dans laquelle se trouve situé le local pour lequel on demande la licence, indiquant la valeur annuelle ou la valeur locative de cette maison, d'après le dernier rôle d'évaluation, rôle de perception ou autres livres de la municipalité: que si, dans une municipalité, le rôle d'évaluation, le rôle de perception ou d'autres livres ne font pas connaître la valeur annuelle ou la valeur locative de telle maison, ou si le certificat produit, suivant l'avis du percepteur du revenu de la province, ne donne pas la vraie valeur annuelle, ou si le certificat produit fait connaître la valeur annuelle de toute la propriété, tandis que le local pour lequel la licence est demandée ne la comprend pas en entier, dans tous ces cas et dans chacun d'eux, le percepteur du revenu de la province pourra fixer le montant de cette valeur annuelle; et que si celui qui demande telle licence prétend que le montant de la valeur annuelle fixé par le percepteur du revenu de la province ne représente pas la véritable valeur annuelle du local pour lequel cette licence est demandée, le trésorier de la province pourra sur demande nommer un commissaire qui fixera cette véritable valeur annuelle.

Adopté.

28. Que, en fixant la valeur annuelle du local pour lequel la licence est demandée, on devra comprendre dans ce local, non seulement les chambres employées aux fins requises pour telle licence, mais encore toutes les autres chambres de la même maison et des dépendances, ainsi que tout le terrain vacant y appartenant, qu'occupe ou a l'intention d'occuper, pour les fins de son établissement celui qui fera cette demande.

Adopté.

29. Que les expressions et termes suivants employés dans le paragraphe 8 de la deuxième division de la loi des licences de Québec, tel qu'édicte par le bill qui accompagne les présentes résolutions, auront la signification qui leur sera ci-après attribuée, à moins que le contexte n'indique clairement une signification différente:

a. Les mots "lieu d'amusements" signifient et comprennent tout théâtre, salle de concert, salle de musique, salle de danse, ou d'autres amusements, cirque, annexe d'exhibition, ménagerie, champ de baseball, parc de jeux athlétiques, parc d'amusements, patinoire ou autre endroit où, en considération d'un paiement fait à cette fin ou à toute autre fin, une personne assiste ou prend part à une exhibition ou à un spectacle donnés, ou à une partie qui se joue.

Jusqu'au premier jour de juillet 1919, les mots: "lieu d'amusements" devront aussi comprendre les salles de vues animées, les ronds de courses et les lieux temporaires d'amusements;

b. Les mots "licence annuelle" signifient une licence commençant le premier jour de mai, ou après cette date, et se terminant avec l'année de licence savoir: le trentième jour d'avril suivant;

c. Les mots "licence au jour" signifient une licence qui est émise pour un jour de calendrier ou plus, mais pour un laps de temps n'excédant pas trente jours, au cours d'une année de licence.

Adopté.

30. Que la licence pour tenir et exploiter un lieu d'amusements sera accordée par le percepteur du revenu de la province qu'il appartient, sur paiement des droits et honoraires requis; et que s'il s'agit d'un cirque, d'une annexe d'exhibition ou ménagerie, la licence devra être émise à la discrétion du trésorier de la province, et elle devra comprendre le cirque et la ménagerie, s'ils font partie de la même troupe.

Adopté.

31. Que tout officier du revenu autorisé par le trésorier de la province pourra, sur présentation de cette autorisation, pénétrer gratuitement dans tout lieu d'amusements pour constater si les dispositions du paragraphe mentionné dans la résolution 29 sont observées.

Adopté.

32. Qu'aucune licence ne sera requise pour un lieu d'amusements dans une municipalité de canton ou de paroisse ou dans un village ou une ville d'une population de moins de mille âmes, ou pour une salle, dans une maison d'éducation ou une église, pourvu qu'aucune exhibition de vues animées ne soit donnée dans ce lieu ou cette salle; mais que cette licence sera requise pour une salle de vues animées dans cette municipalité, ce village ou cette ville.

Adopté.

33. Qu'aucune licence ne sera requise pour un lieu d'amusements déjà licencié pour donner des exhibitions de vues animées, pourvu que le droit de licence ait été payé sur le nombre entier de sièges et qu'une licence régulière de salle de vues animées ait été émise pour ce lieu d'amusements.

Adopté.

34. Que toute personne, ne possédant pas une licence à cet effet, ne devra ouvrir ou exhiber un cirque, une ménagerie ou annexe d'exhibition, sous peine d'une amende de quatre cents piastres pour chaque spectacle, représentation ou exhibition.

Adopté.

35. Que toute personne ouvrant ou exhibant un cirque ou une ménagerie devra faire voir sa licence au percepteur du revenu de la province ou à l'un de ses députés ou à toute personne autorisée à cet effet par le percepteur du revenu de la province, sur simple demande, verbale ou écrite, de sa part, et que, à défaut de ce faire, cette personne sera considérée comme n'ayant pas de licence et sera punissable en conséquence.

Adopté.

36. Que le percepteur du revenu de la province ou l'un de ses députés ou toute autre personne autorisée à cet effet par ce percepteur pourra, au moyen d'un mandat obtenu sur preuve satisfaisante par affidavit et signé par un juge de la Cour supérieure, un magistrat de district ou un juge de paix, saisir les animaux, biens et effets formant partie d'un cirque ou d'une ménagerie pour l'ouverture ou l'exhibition desquels il n'aura pas été pris de licence ou au sujet desquels il y a eu refus d'exhiber la licence requise; et qu'il pourra, sans aucun autre jugement ou formalité préliminaire, vendre et adjuger à l'enchère publique les animaux, biens et effets ainsi saisis pour le montant de l'amende encourue et les frais de la vente.

Adopté.

37. Que quiconque tiendra ou exploitera un lieu d'amusements sans une licence à cet effet encore en vigueur, suivant les prescriptions de la loi, sera coupable d'une offense et passible, pour chaque offense, d'une amende égale au double du montant du droit de licence et des frais, et, à défaut de payer ladite amende et les frais, d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois; et que, s'il s'agit d'une compagnie, d'une association ou d'un club, la sentence d'emprisonnement pourra être portée contre le président, le gérant ou l'agent dans la province de Québec.

Adopté.

38. Que toute infraction aux dispositions du paragraphe 8 de la deuxième division de la loi des licences de Québec, telle qu'édictee par la loi qui accompagne les présentes résolutions, à laquelle il ne serait pas autrement pourvu, sera punissable d'une amende d'au moins vingt piastres et d'au plus cent piastres et les frais, pour chaque offense et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement d'au plus deux mois.

Adopté.

39. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire les règlements qui pourront être jugés opportuns pour:

a. Mettre à effet les dispositions du paragraphe mentionné dans la résolution précédente;

b. Réduire les droits de la licence annuelle pour un lieu d'amusements qui, à raison de la nature de sa construction ou de la nature des amusements qui y sont donnés, ne peut être en usage durant une certaine période de l'année;

c. Réduire ou remettre les droits d'une licence temporaire pour des lieux d'amusements, quand on en fait usage pour des fins patriotiques, agricoles, religieuses, éducationnelles ou charitables ou pour l'encouragement des arts;

d. Définir ce qui constitue un siège ou son équivalent dans un lieu d'amusements.

Adopté.

40. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra édicter que le ou après le premier jour de juillet 1919, toute personne, avant d'entrer dans une réunion de courses, devra payer, au moyen d'un billet ou autrement, un droit pouvant être proportionné au prix d'admission, mais dans aucun cas ne devant excéder dix cents, et qu'il pourra faire les règlements jugés nécessaires pour la perception de ce droit.

Adopté.

41. Que l'article 1302 des statuts refondus, 1909, soit amendé de manière qu'il sera payé les droits suivants:

1. Sur chaque licence pour tenir un hôtel:

a. Dans toute cité, cinq piastres par chambre à coucher; mais, néanmoins, chaque fois que le nombre de ces chambres à coucher est de plus de 100 dans un seul hôtel situé dans une cité ayant une population de plus de 100,000 âmes, ou de plus de 20 en un seul hôtel situé dans une cité ayant une population de moins de 100,000 âmes, dans le premier cas, le droit n'excède pas cinq cents piastres et, dans le second cas, cent piastres;

b. Dans toute ville ou tout village ayant une population de deux mille âmes ou plus, trois piastres par chambre à coucher;

c. Dans toute ville ou tout village ayant une population de moins de deux mille âmes, deux piastres par chambre à coucher;

d. Dans tout autre territoire, une piastre par chambre à coucher; pourvu, toutefois, que le droit ne soit pas moins de cinq piastres.

2. Sur chaque licence pour tenir une maison de logement:

La moitié du droit exigible pour une licence permettant de tenir un hôtel ayant le même nombre de chambres à coucher dans un établissement situé dans la même classe de municipalités; mais, toutefois, le droit pour une licence permettant de

tenir une maison de logement ne doit pas être de plus de quatre cents piastres ni de moins de cinq piastres.

3. Sur chaque licence pour tenir un restaurant:

a. Dans la cité de Montréal, cinq pour cent de la valeur annuelle ou du loyer annuel de l'établissement pour lequel la licence est requise;

b. Dans la cité de Québec, quatre pour cent de la valeur annuelle ou du loyer annuel;

c. Dans toute autre cité, trois pour cent de la valeur annuelle ou du loyer annuel;

d. Dans toute ville, deux pour cent de la valeur annuelle ou du loyer annuel;

e. Dans toute autre municipalité, un pour cent de la valeur annuelle ou du loyer annuel;

Mais, toutefois, le droit pour une licence permettant de tenir un restaurant ne doit pas être de plus de deux cents piastres ni de moins de cinq piastres.

4. Sur chaque licence pour tenir un hôtel ou maison de logement ou un restaurant dans une place de villégiature ou un endroit de pèlerinage, pendant une période de trois mois ou moins, un quart, ou pendant une période de plus de trois mois, mais n'excédant pas six mois, la moitié du droit exigible pour une année de licence de même nature dans la même classe de municipalités; mais toutefois, le droit exigible en vertu du présent paragraphe 4 ne doit pas excéder le quart ou, suivant le cas, la moitié du maximum fixé pour une semblable licence annuelle, ni être inférieur à cinq piastres.

Adopté.

42. Que l'article 1302 des statuts refondus, 1909, soit de nouveau amendé de manière qu'il sera payé les droits suivants:

1. Pour chaque licence pour ouvrir et exhiber un cirque ou une représentation équestre, une ménagerie ou caravane d'animaux sauvages:

a. Dans les cités de Québec et de Montréal et dans un rayon de trois milles de chacune de ces cités, cinq cents piastres pour chaque jour de représentation ou exhibition; et, pour chaque exhibition adjointe (side-show), trente piastres pour chaque jour;

b. Dans les autres parties de la province, deux cents piastres pour chaque jour; et, pour chaque exhibition adjointe (side-show), quinze piastres pour chaque jour.

2. Pour chaque licence annuelle pour tenir ou exploiter tout autre lieu d'amusements:

a. Dans les cités de Québec, Montréal, Outremont, Verdun et Westmount, cinquante centins pour chaque siège d'une personne;

b. Dans toutes les autres cités, trente centins pour chaque siège d'une personne;

c. Ailleurs, vingt centins pour chaque siège d'une personne.

3. Pour chaque licence au jour pour tenir ou exploiter tout lieu d'amusements autre que ceux mentionnés dans le paragraphe 1 de la présente division VII, un centin par siège par jour, pourvu, toutefois, que le droit ne soit pas de moins de cinq piastres.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé de l'étude du bill 47 ayant pour objet de prohiber la vente des liqueurs enivrantes et d'amender la loi des licences de Québec, en certains cas.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 47 ayant pour objet de prohiber la vente des liqueurs enivrantes et d'amender la loi des licences de Québec, en certains cas.

Adopté.

### En comité:

Le comité étudie l'article 10 qui se lit comme suit:

"10. Toute personne:

"a. Qui vend des liqueurs enivrantes sans y être spécialement autorisée conformément à la loi de prohibition de Québec ou à la loi des licences de Québec; ou

"b. Qui, étant un vendeur autorisé, vend des liqueurs enivrantes en toute autre quantité ou de toute autre matière qu'elle n'y est autorisée par la loi de prohibition de Québec, ou par tout règlement fait en vertu de cette loi par le lieutenant-gouverneur en conseil; ou

"c. Qui, étant vendeur autorisé, vend une liqueur enivrante pour des fins autres que des fins sacramentelles, médicinales, industrielles, mécaniques, scientifiques ou artistiques; ou

"d. Qui, étant en possession de liqueurs enivrantes dans le but de les vendre de la manière mentionnée dans la section 16 de la présente loi, ou qui, étant importateur de liqueurs enivrantes pour en faire la vente de la manière déterminée par la section 17 de la présente loi, vend des liqueurs enivrantes sans être munie de la licence requise dans chaque cas, ou qui, étant brasseur, fabrique, dans cette province, des bières ou autres liqueurs maltées pour en faire la vente en la manière déterminée par la section 18 de la présente loi, vend telles liqueurs enivrantes sans payer, chaque mois, l'un des droits imposés par ladite section; ou

"e. Qui, étant autorisée en vertu des sections 16, 17 et 18 de la présente loi, vend des liqueurs enivrantes de toute autre manière ou à toutes autres personnes que celles qui y sont respectivement spécifiées,

"est coupable d'une infraction à la loi de prohibition de Québec, et passible, en sus du paiement des frais, pour la première offense, d'une amende d'au moins cent et d'au plus trois cents piastres, et, à défaut de paiement de cette amende et des frais, d'un emprisonnement de trois mois dans la prison commune; pour une deuxième offense, d'une amende d'au moins trois cents et d'au plus cinq cents piastres, et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de trois mois; et pour une troisième offense ou toute offense subséquente, d'un emprisonnement d'au moins trois mois et d'au plus six mois, à la discrétion du tribunal, sans option d'amende."

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose qu'après le paragraphe "e" soient insérés les paragraphes suivants:

"f. Qui, étant un médecin, livre, signé en blanc par lui, l'un des certificats requis en vertu de la section 7, ou qui émet ou, en connaissance de cause, livre un certificat énonçant des faits faux ou inexacts ou qui, autrement, contrevient aux dispositions du paragraphe 2 de la section 7, ou qui livre un certificat pour une quantité de liqueurs enivrantes supérieure à celles respectivement déterminées dans la section 8 de la présente loi; ou

"g. Qui, étant un brasseur, un fabricant ou un agent spécial, vend des liqueurs enivrantes contenant, à sa connaissance, une proportion d'alcool supérieure à celle permise par la loi; "

Et,

en ajoutant après le mot "mois" dans la dixième ligne du dernier paragraphe, les mots suivants: "et si c'est un licencié, de la confiscation de sa licence, à la discrétion de la cour,"



Il réitère le sérieux du gouvernement sur la question de la prohibition des liqueurs et que celui-ci le démontre en haussant la pénalité contre les médecins qui donnent de faux certificats, faisant passer l'amende de \$25 à une amende de \$100 à \$300.

Les amendements sont adoptés.

L'article 10, ainsi amendé, est adopté et se lit maintenant comme suit:

"10. Toute personne:

"a. Qui vend des liqueurs enivrantes sans y être spécialement autorisée conformément à la loi de prohibition de Québec ou à la loi des licences de Québec; ou

"b. Qui, étant un vendeur autorisé, vend des liqueurs enivrantes en toute autre quantité ou de toute autre matière qu'elle n'y est autorisée par la loi de prohibition de Québec, ou par tout règlement fait en vertu de cette loi par le lieutenant-gouverneur en conseil; ou

"c. Qui, étant vendeur autorisé, vend une liqueur enivrante pour des fins autres que des fins sacramentelles, médicinales, industrielles, mécaniques, scientifiques ou artistiques; ou

"d. Qui, étant en possession de liqueurs enivrantes dans le but de les vendre de la manière mentionnée dans la section 16 de la présente loi, ou qui, étant importateur de liqueurs enivrantes pour en faire la vente de la manière déterminée par la section 17 de la présente loi, vend des liqueurs enivrantes sans être munie de la licence requise dans chaque cas, ou qui, étant brasseur, fabrique, dans cette province, des bières ou autres liqueurs maltées pour en faire la vente en la manière déterminée par la section 18 de la présente loi, vend telles liqueurs enivrantes sans payer, chaque mois, l'un des droits imposés par ladite section; ou

"e. Qui, étant autorisée en vertu des sections 16, 17 et 18 de la présente loi, vend des liqueurs enivrantes de toute autre manière ou à toutes autres personnes que celles qui y sont respectivement spécifiées, ou

"f. Qui, étant un médecin, livre, signé en blanc par lui, l'un des certificats requis en vertu de la section 7, ou qui émet ou, en connaissance de cause, livre un certificat énonçant des faits faux ou inexacts ou qui, autrement, contrevient aux dispositions du paragraphe 2 de la section 7, ou qui livre un certificat pour une quantité de liqueurs enivrantes supérieure à celles respectivement déterminées dans la section 8 de la présente loi; ou

"g. Qui, étant un brasseur, un fabricant ou un agent spécial, vend des liqueurs enivrantes contenant, à sa connaissance, une proportion d'alcool supérieure à celle permise par la loi; "

"est coupable d'une infraction à la loi de prohibition de Québec, et passible, en sus du paiement des frais, pour la première offense, d'une amende d'au moins cent et d'au plus trois cents piastres, et, à défaut de paiement de cette amende et des frais, d'un emprisonnement de trois mois dans la prison commune; pour une deuxième offense, d'une amende d'au moins trois cents et d'au plus cinq cents piastres, et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de trois mois; et si c'est un licencié, de la confiscation de sa licence, à la discrétion de la cour, et, pour une troisième offense ou toute offense subséquente, d'un emprisonnement d'au moins trois mois et d'au plus six mois, à la discrétion du tribunal, sans option d'amende."

Le comité étudie l'article 8 qui se lit comme suit:

"8. Aucune vente de liqueurs enivrantes ne doit être faite pour fins médicinales par un vendeur autorisé, à moins que, dans le cas de bière ou autre liqueur maltée ou, dans le cas de vin, elle ne soit pour la quantité déterminée par le certificat, et à moins que, dans le cas des autres liqueurs enivrantes, elle ne soit pour une quantité de quarante, vingt-six ou dix onces, ou pour toute autre quantité moindre, que peut autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil."

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que cet article soit amendé.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"8. Aucune vente de liqueurs enivrantes ne doit être faite pour fins médicinales par un vendeur autorisé, sur un seul certificat, à moins que, dans le cas de bières et autres liqueurs maltées ou vins, elle ne soit pour la quantité déterminée par le certificat, n'excédant pas une douzaine de bouteilles d'une chopine chacune ou deux douzaines de bouteilles d'un demiard chacune, et à moins que, dans le cas des autres liqueurs enivrantes, elle ne soit pour une quantité de quarante-trois, quarante, vingt-six, treize ou dix onces, ou pour toute autre quantité intermédiaire ou moindre, que peut autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil."

L'amendement est adopté.

L'article 8, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit comme suit:

"4. La nomination d'un vendeur autorisé se fait par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur paiement, au trésorier de la province, des droits suivants:

"Si la place d'affaires est dans la cité de Montréal, cinq mille piastres;

"Si dans la cité de Québec, quatre mille piastres;

"Si dans une cité dont la population est au-dessus de 10,000 et au-dessous de 75,000 âmes, deux mille piastres;

"Si dans toute autre municipalité, mille piastres.

"L'arrêté ministériel doit fixer sa place d'affaires.

"Le nombre des vendeurs autorisés est limité à vingt-cinq pour la province.

"Les droits d'un vendeur autorisé, acquis par sa nomination, peuvent être transférés par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur paiement, au trésorier de la province, d'un droit égal à la moitié de la partie non gagnée du droit payé par le vendeur autorisé par la présente section, pourvu que ce droit ne soit pas moindre que trois cents piastres.

"Tout vendeur autorisé, trouvé coupable d'infraction à la Loi de prohibition de Québec, encourt, en sus de toutes les autres pénalités ci-édictees, la forfaiture de son droit de vendeur et de son droit à aucune remise du droit payé, et sa nomination est annulée."

Cet article est amendé et le paragraphe suivant est ajouté:

"Afin de prévenir la demande de prix exorbitants pour la vente de liqueurs enivrantes par un vendeur autorisé, causée ou qui peut être causée par une entente ou arrangement par et entre les vendeurs autorisés ou par et entre quelques-uns d'entre eux, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, quand il le jugera à propos, annuler, dans le cours d'une année de licence, la licence émise à tous ou à quelqu'un d'eux et, dans un tel cas, la partie non gagnée du droit de la licence sera remise, au *prorata*, et la personne désignée par le lieutenant-gouverneur en conseil peut acquérir les liqueurs enivrantes appartenant alors aux vendeurs autorisés, au prix coûtant, en première possession, et en disposer envers un autre vendeur autorisé dans la province."

L'amendement est adopté.

Cet article est amendé de nouveau et les mots suivants sont ajoutés:

"à la première infraction, si commise par lui-même, à la deuxième infraction, si la première a été commise par son commis, serviteur ou agent et la seconde par lui-même, et à la troisième infraction commise par lui-même, son commis, serviteur ou agent," après les mots suivants "encourt" et avant "en sus de toutes les autres" (3ième paragraphe).

L'amendement est adopté.

L'article 4, ainsi amendé, est adopté et se lit maintenant comme suit:

"4. La nomination d'un vendeur autorisé se fait par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur paiement, au trésorier de la province, des droits suivants:

"Si la place d'affaires est dans la cité de Montréal, cinq mille piastres;

"Si dans la cité de Québec, quatre mille piastres;

"Si dans une cité dont la population est au-dessus de 10,000 et au-dessous de 75,000 âmes, deux mille piastres;

"Si dans toute autre municipalité, mille piastres.

"L'arrêté ministériel doit fixer sa place d'affaires.

"Le nombre des vendeurs autorisés est limité à vingt-cinq pour la province.

"Les droits d'un vendeur autorisé, acquis par sa nomination, peuvent être transférés par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur paiement, au trésorier de la province, d'un droit égal à la moitié de la partie non gagnée du droit payé par le vendeur autorisé par la présente section, pourvu que ce droit ne soit pas moindre que trois cents piastres.

"Tout vendeur autorisé, trouvé coupable d'infraction à la loi de prohibition de Québec, encourt, à la première infraction, si commise par lui-même, à la deuxième infraction, si la première a été commise par son commis, serviteur ou agent et la seconde par lui-même, et à la troisième infraction commise par lui-même, son commis, serviteur ou agent, en sus de toutes les autres pénalités ci-édictees, la forfaiture de son droit de vendeur et de son droit à aucune remise du droit payé, et sa nomination est *ipso facto* annulée.

"Afin de prévenir la demande de prix exorbitants pour la vente de liqueurs enivrantes par un vendeur autorisé, causée ou qui peut être causée par une entente ou arrangement par et entre les

vendeurs autorisés ou par et entre quelques-uns d'entre eux, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, quand il le jugera à propos, annuler, dans le cours d'une année de licence, la licence émise à tous ou à quelqu'un d'eux et, dans un tel cas, la partie non gagnée du droit de la licence sera remise, au *prorata*, et la personne désignée par le lieutenant-gouverneur en conseil peut acquérir les liqueurs enivrantes appartenant alors aux vendeurs autorisés, au prix coûtant, en première possession, et en disposer envers un autre vendeur autorisé dans la province."

L'article ainsi amendé est adopté.

Le comité étudie l'article 27 qui se lit comme suit:

"27. L'article 904 des statuts refondus, 1909, tel qu'amendé par les lois 6 George V, chapitre 11, section 1; 7 George V, chapitre 17, section 1 et 8 George V, chapitre 23, section 4, est de nouveau amendé:

"a. En remplaçant les paragraphes 1, 2, 3, 4, 6, 8, 10, 11, et 14 par les suivants:

"1. Les "liqueurs enivrantes" sont l'alcool et toutes liqueurs, tous mélanges de liqueurs, breuvages, liquides et comestibles solides qui contiennent plus de deux et demi pour cent d'alcool de preuve;

"Néanmoins, si la majorité des votes donnés en vertu de la loi intitulée "Loi référant aux électeurs la question de permettre, comme breuvages, la vente de liqueurs fermentées et vineuses, ne contenant pas plus qu'un certain degré d'alcool" est affirmative, les mots "liqueurs enivrantes" comprendront, pour les fins de breuvages seulement, la bière et autres liqueurs maltées ne contenant pas plus que deux et cinquante et une décimales (2.51) pour cent d'alcool, en poids, ainsi que le vin et le cidre ne contenant pas plus que six et quatre vingt-quatorze décimales (6.94) pour cent d'alcool, en poids;

"2. Les "liqueurs de tempérance" sont toutes liqueurs, tous mélanges de liqueurs, breuvages, liquides, comestibles solides qui contiennent un principe enivrant mais non supérieur à deux et demi (2½) pour cent d'alcool de preuve;

"3. La "population" veut dire celle qui apparaît au dernier rapport fait pour les fins de statistiques par la municipalité, au département du secrétaire de la province;

"4. Pour les fins de la division I de la loi des licences de Québec, une "auberge" est soit un hôtel ou une maison de logement, tel que défini à l'article 1178a de la division II de la loi des licences de Québec, quand la personne qui tient cet hôtel ou

cette maison de logement est porteur d'une licence pour bière et vin ou d'une licence pour liqueurs de tempérance;

"6. Pour les fins de la division I de la loi des licences de Québec, un "restaurant" est un établissement tel que défini à l'article 1178a de la division II de la loi des licences de Québec, quand celui qui tient ce restaurant est porteur d'une licence pour bière et vin, ou d'une licence pour liqueurs de tempérance;

"8. La "place d'affaires" comprend les bureaux, magasins, hôtels, restaurants, maisons de logement, ateliers, boutiques ou autres dépendances qui s'y rattachent;

"10. Un "magasin de liqueurs en gros" est celui où, et une "licence en gros", celle en vertu de laquelle sont vendues, en une seule et même fois, des liqueurs en quantités d'au moins deux gallons, mesure impériale, ou d'au moins douze bouteilles d'une chopine chacune au moins, mesure impériale;

"11. Un "magasin de liqueurs en détail" est celui où, et une "licence pour la vente en détail" celle en vertu de laquelle sont vendues, en une seule et même fois, des liqueurs en quantités de moins de deux gallons, mesure impériale, ou de moins de douze bouteilles contenant au moins une chopine chacune, mesure impériale;

"14. Un "bateau à vapeur" ou un "vaisseau" comprend toute embarcation.

"b. En abrogeant le paragraphe 18."

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"27. L'article 904 des statuts refondus, 1909, tel qu'amendé par les lois 6 George V, chapitre 11, section 1; 7 George V, chapitre 17, section 1 et 8 George V, chapitre 23, section 4, est de nouveau amendé:

"a. En remplaçant les paragraphes 1, 2, 3, 4, 6, 8, 10, 11 et 14 par les suivants:

"1. Les "liqueurs enivrantes" sont l'alcool et toutes liqueurs, tous mélanges de liqueurs, breuvages, liquides et comestibles solides qui contiennent plus de deux et demi pour cent d'alcool de preuve.

"Néanmoins, si la majorité des votes donnés en vertu de la loi intitulée: "Loi concernant la consultation des électeurs, par voie de référendum, au sujet de la vente des bières, cidres et vins légers" est affirmative, les mots "liqueurs enivrantes" comprennent aussi, pour les fins de breuvage, les bière, cidres et vins légers, tels que définis dans la section 24 de la présente loi, dans toute municipalité où un règlement de prohibition n'est pas en vigueur;

"2. Les "liqueurs de tempérance" sont toutes liqueurs, tous mélanges de liqueurs, breuvages, liquides, comestibles solides qui contiennent un principe enivrant mais non supérieur à deux et demi (2½) pour cent d'alcool de preuve;

"3. La "population" veut dire celle qui apparaît au dernier rapport fait pour les fins de statistiques par la municipalité, au département du secrétaire de la province;

"4. Pour les fins de la division I de la loi des licences de Québec, une "auberge" est soit un hôtel ou une maison de logement, tel que défini à l'article 1178a de la division II de la loi des licences de Québec, quand la personne qui tient cet hôtel ou cette maison de logement est porteur d'une licence pour bière et vin ou d'une licence pour liqueurs de tempérance;

"6. Pour les fins de la division I de la Loi des licences de Québec, un "restaurant" est un établissement tel que défini à l'article 1178a de la division II de la Loi des licences de Québec, quand celui qui tient ce restaurant est porteur d'une licence pour bière et vin, ou d'une licence pour liqueurs de tempérance;

"8. La "place d'affaires" comprend les bureaux, magasins, hôtels, restaurants, maisons de logement, ateliers, boutiques ou autres dépendances qui s'y rattachent;

"10. Un "magasin de liqueurs en gros" est celui où l'on vend, en une seule et même fois, des liqueurs en quantités non moindres que deux gallons, mesure impériale, ou qu'une douzaine de bouteilles ne contenant pas moins d'une chopine chacune, mesure impériale, ou que deux douzaines de bouteilles ne contenant pas moins d'un demiard chacune, mesure impériale;

"11. Un "magasin de liqueurs en détail" est celui où l'on vend, en une seule et même fois, des liqueurs en quantités non moindres qu'un demiard, mesure impériale;

"14. Un "bateau à vapeur" ou un "vaisseau" comprend toute embarcation;

"b En en abrogeant le paragraphe 18."

L'article 27 ainsi amendé est adopté.

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. Personne ne peut, par lui-même, son commis, serviteur ou agent, vendre du vin destiné à des fins exclusivement sacramentelles et des liqueurs enivrantes destinées à des fins médicales, industrielles, mécaniques, scientifiques ou

artistiques, à moins d'être nommé, soit pour toutes ou quelqueune de ces fins, par le lieutenant-gouverneur en conseil, comme vendeur autorisé.

"Personne ne doit, par lui-même, son commis, serviteur ou agent, vendre des liqueurs enivrantes pour des vins de breuvage, à moins que la vente soit restreinte aux espèces de liqueurs et à la proportion d'alcool établies par la section 25 de la présente loi, ni à moins que cette personne ne soit spécialement licenciée à ces fins, en vertu de la division I de la loi des licences de Québec.

"Aucun vendeur autorisé ne doit permettre qu'aucune telle liqueur ainsi vendue soit consommée ou bue dans ou sur les lieux où se fait la vente. "

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit

"3. Personne ne peut, par lui-même, son commis, serviteur ou agent, vendre du vin destiné à des fins exclusivement sacramentelles et des liqueurs enivrantes destinées à des fins médicales, industrielles, mécaniques, scientifiques ou artistiques, à moins d'être nommé, soit pour toutes ou quelqueune de ces fins, par le lieutenant-gouverneur en conseil, comme vendeur autorisé.

"Personne ne doit, par lui-même, son commis, serviteur ou agent, vendre des liqueurs enivrantes pour des vins de breuvage, à moins que la vente soit restreinte aux espèces de liqueurs et à la proportion d'alcool établies par la section 25 de la présente loi, ni à moins que cette personne ne soit spécialement licenciée à ces fins, en vertu de la division I de la loi des licences de Québec.

"Aucun vendeur autorisé ne doit permettre qu'aucune telle liqueur ainsi vendue soit consommée ou bue dans ou sur les lieux où se fait la vente.

Il est défendu d'exposer dans la vitrine d'un établissement licencié aucun baril, bouteille ou autre réceptacle contenant ou paraissant contenir des liqueurs enivrantes.

"Il est défendu de vendre des liqueurs enivrantes, de la bière et du vin dans des barils, bouteilles ou autres réceptacles sur lesquels ne sera pas apposée une étiquette ou autre marque indiquant le nom et l'adresse du fabricant et la nature de leur contenu."

L'article 3 ainsi amendé est adopté.

Les articles 1 et 2, 5 à 7, 9, 11 à 26 et 28 à 40 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois<sup>3</sup>.

**M. Francoeur (Lotbinière)** tient à protester contre cette loi. Il a toujours été en faveur d'une loi de tempérance, mais non en faveur d'une loi de prohibition.

Dans mon opinion, dit-il, c'est une mesure hypocrite. La prohibition est une ennemie de la tempérance, que l'on a toujours prêchée et enseignée au peuple. On ne lui a jamais enseigné la prohibition qui est inconnue, qui a fait faillite dans tous les pays où les extrémistes ont tenté de l'établir. Aux États-Unis, on a voulu avoir la prohibition, et on cherche à la supprimer maintenant; les désordres qu'elle a entraînés sont pires qu'auparavant.

Le gouvernement a été de bonne foi en présentant cette mesure. On a essayé de faire croire que le peuple désirait la prohibition, surtout durant la guerre, mais je ne crois pas que le peuple désire une mesure aussi radicale. Il est, dit-il, en faveur de la tempérance et cette cause a fait de grands pas depuis cinq ans. Il rappelle le rapport de la commission nommée pour étudier cette question et qui s'est prononcée non pas en faveur de la prohibition, mais en faveur de la tempérance. Le gouvernement a fait passer des mesures pour mettre en pratique les suggestions de cette commission et ces lois étaient suffisantes. Notre loi des licences, comportant l'abolition de la traite et la disparition des buvettes, était bien plus une mesure de prohibition que ne l'est la loi Scott et même plus que ne l'est le projet de loi actuel.

Ce qui me fait m'opposer à ce projet de loi, c'est qu'il vient à l'encontre de la liberté individuelle. Pour empêcher une infime minorité de commettre des abus, on empêche la majorité de faire usage de boissons.

Je suis, dit-il, en bonne compagnie en prenant cette attitude. Le clergé catholique, avec à sa tête le pape Léon XIII, et les évêques, se sont déclarés contre la prohibition. Il cite l'opinion du cardinal Gibbons et d'un grand nombre d'évêques catholiques des États-Unis qui sont contre la prohibition. Parmi ceux-ci, l'évêque de Saint-Louis a déclaré qu'il arrive au pape de prendre un verre de vin de temps en temps.

Il cite aussi plusieurs autres témoignages de gens, personnages religieux éminents, qui condamnent cette mesure de la prohibition.

Dans notre province, c'est la minorité qui abuse des boissons enivrantes, aussi bien qu'ailleurs,

et ce n'est pas une raison pour priver les autres citoyens de l'usage des boissons enivrantes. Avec le pape et les évêques, il ne reconnaît à personne le droit de lui désigner ce qu'il va boire ou manger.

Quand nous arrêtons-nous si nous passons de pareilles lois parce que des fanatiques la réclament? Il existe aux États-Unis des associations qui travaillent à faire prohiber l'usage du tabac, du café et du thé. Il est vrai que certaines personnes abusent du tabac, du thé et du café, mais ce n'est que la minorité. Sommes-nous pour empêcher tout le monde de faire usage de tabac et de boire du thé et du café à cause de cet abus? Ce ne serait pourtant que logique si l'on approuve le projet de loi qui est devant nous. Ce serait une conséquence nécessaire de la prohibition.

Je sais que ce que je dis là n'aura pas de résultats, que la loi va passer et que le gouvernement va faire de son mieux pour la mettre en vigueur. Mais je sais aussi que cette loi n'est pas une loi de prohibition, puisqu'il va y avoir 25 vendeurs autorisés pour la vente des boissons alcooliques pour fins médicales, sacramentelles et industrielles. Cette loi ne fera pas plus pour la prohibition que n'a fait la loi Scott à Québec.

La véritable prohibition n'existera qu'en apportant de sages amendements à la loi des licences et en éduquant le peuple, qu'en ayant un système qui ne blessera personne, qui n'entravera pas la liberté individuelle, comme le fait cette loi.

Quand nous avons combattu la loi Scott à Québec, quelques membres du clergé ont prétendu que nous étions de mauvais catholiques et que nous allions être excommuniés. Et cependant, lisez le bill qui est devant nous. Vous verrez que tout membre du clergé qui voudra se procurer du vin devra donner un certificat disant que la boisson qu'il achète est destinée à l'usage sacramentel. En certains endroits des États-Unis, on est allé plus loin. On a demandé au clergé combien de messes étaient célébrées et combien de vin il fallait pour chaque messe. On est même allé jusque dans les presbytères pour voir s'il n'y avait pas là déjà assez de vin. Nous ne sommes pas allés si loin, mais si nous écoutons des fanatiques, il nous faudra aller jusqu'au bout. Si l'on décrète la prohibition, pourquoi ne pas la décréter pour tout le monde?

Je ne crois pas que le gouvernement puisse exercer un contrôle sérieux. Cela est impossible et l'expérience le prouve. Nous avons la prohibition à Québec et il ne s'est jamais vendu ici tant d'alcool. Jamais nous n'avons eu ici de spectacles comme ceux qui se présentent depuis la mise en vigueur de la loi Scott. On vend de la boisson partout.

On prétend contrôler les certificats des médecins, mais on sait ce qui va arriver. Il y a toujours moyen de violer la loi. Comme c'est une loi qui entrave la liberté individuelle, les gens ne s'y conformeront pas et se croiront justifiables de ne pas le faire.

Il rappelle la tentative prohibitionniste faite aux Communes d'Angleterre, et il cite l'opinion d'un prélat anglais qui disait qu'il préférerait ne pas voir l'Angleterre sobre si c'était aux dépens de sa liberté, mais qu'il préférerait la voir libre sans qu'elle pût devenir sobre, [...] car lorsque la liberté est perdue, la sobriété l'est aussi.

Je préfère que la province de Québec ne soit pas sobre, plutôt qu'elle ne soit pas libre.

Je m'oppose au principe du bill. Je suis contre toute loi de prohibition. Quant au référendum, je suis sûr que, s'il ne s'exerce aucune influence indue de la part du clergé catholique ou du clergé protestant, nous aurons un verdict en faveur du vin et de la bière. D'un autre côté, si le clergé catholique ou protestant emploie une influence indue, nous n'aurons pas une libre expression de la volonté et nous n'aurons ni bière ni vin.

Il cite un passage d'un livre cité récemment par le chef de l'opposition, livre approuvé par le comité catholique du Conseil de l'instruction publique et qui approuve l'usage du vin et de la bière<sup>1</sup>.

C'est la doctrine de la religion catholique, c'est la doctrine de la Bible. Je suis opposé à la prohibition parce qu'elle entrave la liberté individuelle et parce que, partout où elle a été décrétée, elle n'a jamais pu être mise en force.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** défend son bill, tout en félicitant le représentant de Lotbinière (M. Francoeur) pour sa franchise et son habileté. Le député de Lotbinière a, comme à son habitude, exposé le problème de façon très claire et habile.

Il veut bien admettre que ce dernier est sincère avec les autres antiprohibitionnistes, mais il demande aussi que l'on admette autant de sincérité chez les prohibitionnistes.

Le gouvernement n'a jamais pu savoir combien de gens étaient d'un côté et combien étaient de l'autre. C'est pourquoi il demande que l'on ait un référendum. Il ne voit pas pourquoi l'on combat cette proposition dans un pays démocratique. C'est la majorité qui doit gouverner. On doit se rappeler qu'il y a eu des référendums de ce genre aux États-Unis et qu'il va y en avoir dans les autres provinces du

Canada. Pourquoi n'y en aurait-il pas dans la province de Québec?

Quant à l'influence indue que pourrait exercer le clergé, il ne croit pas que cela se produise. Cela serait injuste. Il espère que le clergé, pour son plus grand bien, qu'il soit catholique ou protestant, n'emploiera pas d'influence indue, mais il croit que les membres du clergé, comme les autres citoyens, ont le droit d'exprimer leur opinion sur cette importante question.

Le représentant de Lotbinière (M. Francoeur) a fait référence à la Bible et à d'autres livres. On peut toujours différer d'opinion dans l'interprétation des livres et c'est pourquoi il y a des opinions si diverses sur la prohibition. Je ne discute pas cela, mais je diverge d'opinion avec lui lorsqu'il affirme que ce bill n'est pas un bill de prohibition.

Ce bill est une loi de prohibition. Je dirais même que c'est une loi de prohibition très sévère. L'esprit de la loi et l'intention du gouvernement est d'avoir la prohibition véritable. Toute la question est de savoir si le peuple veut modifier cette loi jusqu'au point de permettre la vente de la bière et du vin. Si le peuple répond dans l'affirmative, nous aurons la prohibition.

Je ne discuterai pas davantage cette question. Nous l'avons discutée suffisamment depuis quelques jours. Le peuple est suffisamment renseigné pour se prononcer. Et je suis sûr que tous les députés désirent que la volonté du peuple soit respectée.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il est inutile, en effet, de discuter davantage devant la Chambre. Ce bill ne répond pas au désir des prohibitionnistes, ni des partisans de la tempérance, ni des autres. C'est un bill de camouflage, un bill hypocrite, et le trésorier le sait. Ce bill a été préparé par les hôteliers de Montréal, par les manufacturiers et les vendeurs de boissons enivrantes.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** (bondissant de son siège) M. l'Orateur, je dois dire au chef de l'opposition qu'il se trompe sur tous les points et je nie absolument ce qu'il dit!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je sais que vous n'allez pas dire oui.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Je dirais oui si cela était vrai.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Des représentants des hôteliers sont ici depuis des semaines et surveillent l'évolution du bill.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond):** Encore une fois je nie ce que le chef de l'opposition dit et j'affirme que ce n'est pas vrai. J'ai reçu une demi-douzaine de délégations de représentants du commerce des liqueurs, et j'en ai reçues autant de l'autre côté, mais il n'a été question que de détails de ce bill.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Les hôteliers ne voulaient pas de bière ni de vin. Ils demandaient la prohibition totale, de façon à provoquer une révolte qui nous aurait obligés à retourner à l'ancien système des buvettes après trois mois. Prétendez-vous que les manufacturiers d'alcool et les hôteliers veulent de la bière et du vin? Non. Ils veulent la prohibition totale.

Ce bill est contraire aux meilleurs intérêts de la société et ne rencontre pas les désirs du peuple en général. Il ne plaît pas aux prohibitionnistes, ni aux partisans de la tempérance, ni aux partisans du vin et de la bière; il ne plaît qu'à ceux qui veulent rendre la situation tellement intolérable que nous serons obligés de retourner à l'ancien système des buvettes. Les hôteliers pourraient bien travailler eux-mêmes contre le référendum, afin de reprendre plus tard ce qu'ils ont perdu.

Le trésorier sait que ce que je dis est vrai.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** fait non de la tête.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il sait que je suis bien informé et je connais des amis du gouvernement qui lui ont rendu des services énormes dans le passé, et je sais quels sont leurs buts. Ces amis du gouvernement sont ceux qui sont satisfaits et vous ne les entendez pas protester. Le trésorier sait de qui je veux parler.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** fait signe que non.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** On devrait légiférer d'une façon juste et sincère. Cette loi n'est ni juste ni sincère. Ce que le peuple désire, c'est un régime de tempérance. On lui impose une boisson dont les législateurs eux-mêmes ne voudraient pas. Même si le peuple répond affirmativement au référendum, on ne lui offrira qu'un vin de qualité inférieure.

Il attire l'attention du gouvernement sur les demandes qui lui ont été faites par la classe ouvrière, et sur l'importance qu'il y a de ne pas mépriser la

classe ouvrière. Le premier ministre a quelque peu changé d'avis, soutient-il, lorsqu'il a appris ce que les ouvriers pensaient de la prohibition et ce que les dirigeants ouvriers pourraient faire, s'il n'y avait pas de bière.

Il y a une école ici qui n'a de cesse d'attaquer les profiteurs d'Ottawa et de dénoncer le gouvernement fédéral. Le trésorier appartient à cette école.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** fait un signe d'approbation.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il n'arrête pas de les dénoncer, et je me demande si le gouvernement de cette province ne protège pas un certain groupe de profiteurs, des hommes qui feraient des millions avec des milliers et des milliers de dollars en liqueurs mises de côté.

La loi va servir les fins des gros profiteurs de l'alcool. Ce ne sont pas eux, en tout cas, qui vont mettre des obstacles au référendum, car ils ne demanderont pas mieux que de voir le peuple se prononcer contre le vin et les bières; ils en feront plus tard leurs profits.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Le chef de l'opposition prétend que ce bill présenté par l'honorable trésorier est un bill de camouflage. C'est un mot à la mode. Je prétends que c'est une loi de sincérité qui répond à la volonté populaire. Le gouvernement ne subit en aucune façon le contrôle des contrôleurs de l'alcool; il n'a en vue que le bien général du peuple.

Et si je comprends bien le chef de l'opposition, il croit que nous devrions avoir de la bière plus forte et du vin plus fort, et cela sans référendum. Mais le chef de l'opposition n'est pas logique avec lui-même, puisqu'il a déjà demandé le référendum sur la prohibition de l'alcool. Il y a deux parties dans la loi actuelle: dans la première partie, nous suivons la législation passée l'an dernier en supprimant la vente des boissons enivrantes; dans l'autre, nous décrétons la vente du vin et de la bière, mais à la condition que le peuple y consente. Quant à la prohibition des liqueurs alcoolisées, il n'y a pas de différence d'opinion entre le chef de l'opposition et nous. Ce qui nous sépare du chef de l'opposition, c'est la question du référendum et du degré d'alcool du vin.

Quant à la bière, le chef de l'opposition ne peut nous reprocher de ne pas permettre un pourcentage assez élevé, puisque celui qu'il nous

demande dans sa motion est de 2.50 %, alors que le pourcentage que nous décrétons est de 2.51 %. Nous accordons .1 %<sup>5</sup> de plus que ce que demandent les ouvriers. Quant au vin, le chef de l'opposition n'a pas besoin de s'inquiéter du vin que l'on pourrait se procurer à moins de 6.94 %, limite fixée par le bill.

Je me suis informé personnellement auprès de marchands de vin de grande expérience, de 40 années d'expérience, et ils m'ont assuré qu'ils pouvaient importer du très bon vin contenant le pourcentage que nous décrétons.

Le chef de l'opposition dit que nous légiférons pour les gens qui œuvrent dans le domaine des liqueurs et à partir de leurs suggestions. Il peut continuer à dire cela aussi souvent qu'il veut, mais je suis convaincu qu'il n'en croit pas un mot lui-même. Nous sommes indépendants de tous les fabricants de liqueurs, de tous les brasseurs, et nous légiférons pour la province. Il dit que nous travaillons sous les ordres des marchands de liqueurs. Je le répète, il ne croit pas réellement ce qu'il dit.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** D'autres le disent aussi.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Laissez-le parler. Vous le dites, vous, mais vous ne le croyez pas.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Et pourquoi pas?

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Parce que je le sais.

Il dit que les ouvriers, dans leur pétition à Ottawa et à Québec, demandaient seulement 2.50 % pour la bière; ils obtiennent 2.51 %, soit un peu plus que ce qu'ils demandaient.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ils n'ont pas demandé un référendum.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Je parle de la bière.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je parlais du taux d'alcool du vin.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Alors, vous êtes satisfait du 2.51 % pour la bière. La classe ouvrière aussi, d'ailleurs. Si vous jetez un coup d'œil aux pétitions des ouvriers vous verrez qu'ils ne demandent pas de vin du tout, mais seulement

2.50 % pour la bière. Ce que veulent les ouvriers, c'est de la bière. C'est une autre classe qui demande le vin.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** l'interrompt pour dire que ce qui le motive à s'opposer au référendum, c'est que les partisans de l'ancien régime des hôtels travailleront contre le référendum et que la population s'en lassera et reviendra à l'ancienne époque.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Je parle du vin et le chef de l'opposition parle des hôteliers. Nous donnons aux gens ce qu'ils réclament. Le chef de l'opposition dit que les ouvriers sont insatisfaits, moi je dis qu'ils le sont. Il dit que ceux qui sont en faveur de la tempérance ne sont pas satisfaits. Je peux donner les noms de présidents de ligues de tempérance qui se disent satisfaits. Je peux citer des apôtres de la prohibition à cet effet. Ils disent que c'est une bonne législation, qu'elle relève du bon sens et que la population l'acceptera. Le chef de l'opposition veut des licences pour la bière et le vin. Nous sommes du même avis.

Nous croyons que le peuple désire le vin et la bière. Mais nous voulons nous assurer de la chose et c'est le peuple qui décidera. Le chef de l'opposition aurait d'ailleurs mauvaise grâce à s'opposer à un référendum, lui qui a proposé un référendum, il y a deux ans, au sujet de la vente des boissons alcooliques.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pourquoi vous y êtes-vous alors opposé?

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Ce n'était pas nécessaire. Aujourd'hui, ça l'est. Je crois que la population veut la bière et le vin, et, s'ils disent oui, c'est ce qu'ils auront. Ceux qui veulent organiser une opposition peuvent le faire, et ceux qui sont pour ont les mêmes droits.

Quant au mérite de notre loi, nous croyons que tout le monde en est satisfait, contrairement à ce que dit le chef de l'opposition. Nous pourrions donner les noms de présidents de grandes sociétés de tempérance qui se sont déclarés absolument satisfaits.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** pose une question au sujet de la réimpression du bill.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** répond que le texte de la loi sera réimprimé, avec tous les



amendements, pour lundi matin et qu'il sera alors possible d'en rediscuter plus longuement, s'il est nécessaire de le faire.

Adopté. Le bill est lu une troisième fois

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 188 amendant la loi 7 George V, chapitre 38, en ce qui regarde les aspirants à la pratique de l'art dentaire, en service actif dans les troupes de Sa Majesté;

- bill 218 autorisant la refonte des statuts généraux de la province de Québec;

- bill 219 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les terres publiques et les bois et forêts;

- bill 14 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les asiles d'aliénés.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 179 amendant les statuts refondus, 1909, et la loi 7 George V, chapitre 16, concernant la pension des officiers publics.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 177 amendant la loi de la pêche de Québec et la loi de la chasse de Québec.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 68 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec;

- bill 88 amendant la charte de la cité de Montréal;

- bill 93 concernant la corporation de la ville de Montréal-Nord;

- bill 94 concernant la corporation de la ville Saint-Michel;

- bill 140 amendant la charte de la cité de Montréal;

- bill 150 amendant les articles 639, 717, 1029, 1048, 1069 et 1352 du Code de procédure civile;

- bill 151 modifiant les statuts refondus, 1909, et le Code de procédure civile relativement à certaines représentations théâtrales;

- bill 190 amendant les statuts refondus, 1909, et le Code de procédure civile relativement à certaines ventes ayant l'effet du décret.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 37 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux droits sur les successions;

- bill 104 amendant la charte de la ville de Laval-des-Rapides;

- bill 107 concernant le pont Lasalle;

- bill 161 amendant l'article 488 du Code municipal de Québec relativement aux chemins d'hiver;

- bill 186 amendant l'article 786 du Code de procédure civile concernant le délai de présentation de la requête en nullité de décret.

### **Pont Lasalle**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 107 concernant le pont Lasalle. Lesdits amendements sont lus deux fois.

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, appuyé par le représentant de Mégantic (M. Lapierre), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant les honorables conseillers que cette Chambre accepte les amendements du Conseil législatif au bill 107 concernant le pont Lasalle, avec les amendements suivants:

1. Retrancher de l'amendement 1 tous les mots du paragraphe 5; et

2. Retrancher les paragraphes 4 et 5: parce que, le principe que l'équité doit servir de base au règlement de la question, étant admis par les deux Chambres, il y a lieu, dans l'opinion de l'Assemblée législative, de pourvoir au règlement définitif de la question sur ladite base, et que le système proposé par l'Assemblée lui paraît le meilleur pour atteindre cette fin.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** attire l'attention de la Chambre sur l'attitude de la Commission administrative de Montréal concernant la Législature et certains bills relatifs à la taxe de Maisonneuve, au pont Lasalle et au contrat de tramways.

C'est encore le même jeu qui recommence. Après chaque session, des administrateurs de Montréal, pour se disculper, jettent sur la Législature la responsabilité des erreurs et des reproches qu'on leur fait. Au comité des bills privés, où nous avons discuté des trois mesures, M. Laurendeau, seul, représentait la ville et s'est limité aux autorisations qu'il a reçues. Il n'a pas la responsabilité des aides de dernier recours. Quand chacune de ces mesures a été présentée, j'ai exprimé ma surprise de voir l'abstention des représentants de la ville de Montréal. Les protestations de la Commission administrative et les résolutions qu'elle adopte à la dernière heure ne sont en effet que pour sauver des apparences ou excuser des fautes.

Adopté. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Pêche et chasse**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 177 amendant la loi de la pêche de Québec et la loi de la chasse de Québec. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Charte de Québec**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 68 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Charte de Montréal, Maisonneuve**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 88 amendant la charte de la cité de Montréal. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Ville de Montréal-Nord**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 93 concernant la corporation de la ville de Montréal-Nord. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Ville de Saint-Michel**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 94 concernant la corporation de la ville Saint-Michel. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Charte de Montréal**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 140 amendant la charte de la cité de Montréal. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Code de procédure civile**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 150 amendant les articles 639, 717, 1029, 1048, 1069 et 1352 du Code de procédure civile. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Représentations théâtrales**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 151 modifiant les statuts refondus, 1909, et le Code de procédure civile relativement à certaines représentations théâtrales. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Ventes**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 190 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à certaines ventes, ayant l'effet de décret. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Droits de successions**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au

bill 37 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux droits sur les successions. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Charte de Laval-des-Rapides**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 104 amendant la charte de la ville de Laval-des-Rapides. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Chemins d'hiver**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 161 amendant l'article 488 du Code municipal de Québec relativement aux chemins d'hiver. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Requête en nullité de décret**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 186 amendant l'article 786 du Code de procédure civile, concernant le délai de présentation de la requête en nullité de décret. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Intérêt et arrérages de rentes**

**M. Francoeur (Lotbinière)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 197 amendant les articles 790 et 804 du Code de procédure civile, relativement à la collocation des intérêts et des arrérages de rentes.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Francoeur (Lotbinière)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Demande de documents:**

##### **Québec, Montréal et Southern**

**M. Francoeur (Lotbinière)** propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (M. Perrault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de tous documents ou correspondance, requêtes, etc., au sujet du prolongement du chemin de fer Québec, Montréal & Southern de Fortierville, comté de Lotbinière, à Lévis, ou au pont de Québec.

Adopté.

##### **Route Lévis-Saint-Lambert**

**M. Francoeur (Lotbinière)** propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (M. Perrault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de tous documents ou correspondance, requêtes, etc., concernant la route projetée Lévis-Saint-Lambert, sur la rive sud du Saint-Laurent.

Adopté.

##### **Trafalgar Institute**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (M. Perrault), que, vu que le bill 127 concernant le Trafalgar Institute a pour objet le progrès de l'instruction publique en général, les amendes que les promoteurs de ce bill ont payées leur soient remboursées.

Adopté.

##### **Charte de Montréal, commission administrative**

**M. Mayrand (Montréal-Dorion)** propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (M. Perrault), que l'honoraire payé au comptable de la Chambre par les promoteurs du bill 91 amendant la charte de la cité de Montréal, leur soit remis, déduction faite des frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été rejeté par le comité des bills privés de la Chambre.

Adopté.

#### **Demande de documents:**

##### **Route Lévis-Matane**

**M. Tessier (Rimouski)** propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (M. Perrault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de

tous documents se rapportant à la construction d'une route de Lévis à Matane.

Adopté.

### Travaux de la Chambre

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi, le dix-septième jour de mars, à dix heures et demie du matin.

Adopté.

La séance est levée à 1 heure.

---

### NOTES

1. *L'Événement* et *Le Devoir* ont la même version. *Le Soleil* du 17 mars 1919, page 5, donne la version suivante: "En 1910, il est porté à \$1,400,000. En 1914, on accorde \$300 de plus pour les dépenses de voyage et cette année, avec la permission de la Législature, en ajoutera encore \$300, ce qui portera le traitement des inspecteurs à \$2,000,000 en 1919.

2. *L'Événement*, page 5, mentionne plutôt \$10,000.00.

3. Selon plusieurs journaux, tout ce débat a eu lieu en comité sur l'adoption des résolutions.

4. J.-G. Paradis, *Petit traité d'hygiène à l'usage de l'école primaire*, Québec, s.é., 1906, 134 p. (Voir la séance du 13 mars 1919).

5. La *Patrie* du 17 mars 1919, page 14, dit 1 % de plus, contrairement à 0.1 % mentionné, alors qu'il s'agit plus précisément de 0.01 % de plus.

## Première séance du lundi 17 mars 1919

## Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 11 h 30<sup>1</sup>.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Demande de documents:

## Industries agricoles

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance, documents, etc., entre le gouvernement et des individus ou sociétés concernant la création de nouvelles industries dans la province, durant l'année 1918.

Depuis des années, il insiste à chaque session sur l'importance de greffer des industries sur l'agriculture. Il regrette que sa motion, qui est sur le feuillet depuis un mois, soit appelée à cette heure de la session. Il regrette que les questions agricoles n'aient pas été discutées à fond durant cette session. Il revient aussi sur l'importance de l'établissement d'un crédit agricole.

Il cite ce qu'il disait en 1911 en faveur de nouvelles industries agricoles. Il cite aussi des extraits de brochures signalant l'abondance de nos matières premières qui pourraient être manufacturées dans notre province. Ces brochures, dit-il, ont été publiées, il y a plusieurs années, et le gouvernement n'a encore rien fait pour encourager les nouvelles productions si avantageuses, d'après ces brochures.

Il cite les variétés d'essence forestière qui pourraient être fabriquées dans notre province, ce qui nous empêcherait d'acheter à l'étranger les produits manufacturés. Il parle de l'abondance de notre flore canadienne; de l'industrie du lin, de l'industrie du sucre de betterave qui se développe dans Ontario.

Voici des années, poursuit-il, que je demande en vain au gouvernement d'organiser cette industrie. Dans Ontario, la production de betteraves pour la fabrication du sucre de betterave a été, l'an dernier, de 180,000 tonnes, récoltées sur 18,000 acres de terre. La valeur de cette production au prix moyen de \$10.25 la tonne a donc été de \$1,845,000. En 1917, on avait produit au Canada 23,876,650 livres de sucre de betterave raffiné, et toutes ces raffineries sont dans Ontario.

Il a puisé ses renseignements dans le *Bulletin des statistiques fédérales*. Il insiste sur l'encouragement que devrait donner le gouvernement pour développer cette industrie dans notre province et instituer le crédit agricole, et il parle de main-d'œuvre agricole. Portons à l'agriculture plus d'attention que jamais, dit-il, non seulement dans nos discours, mais surtout dans nos actes. Rendons justice à la classe agricole, aux cultivateurs, aux artisans de la terre. Ils ont les yeux ouverts sur nous; ils ont raison de surveiller notre législation et nos travaux, cette législation où se cachent tant de "schemes" trompeurs et néfastes. "Tout n'est que "schemes", mensonge et fragilité", disent les désabusés. Prenons garde.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

La question soulevée par le représentant des Deux-Montagnes est des plus importantes, surtout à cette époque de la reconstruction; c'est la terre, dit-il, qui nous rendra la prospérité. Le gouvernement est plus convaincu que personne que c'est l'agriculture qui assurera les ressources nécessaires pour payer les dettes encourues pour la guerre.

Le gouvernement de Québec l'a compris; aussi il a jugé que ce n'était pas avec des mots qu'il devait encourager les nouvelles industries agricoles, mais avec des actes. Parce que nous n'avons pas discuté souvent des questions agricoles à cette session cela ne veut pas dire que le gouvernement s'en désintéresse. Le gouvernement comprend qu'il faille varier et améliorer les méthodes de culture et il ne néglige rien dans cette voie.

Quant à l'industrie du lin, elle épuise le sol et elle nécessite tant d'engrais que sa culture sur une grande échelle ne serait pas une culture payante.

Quant à la culture de la betterave, le gouvernement étudie sérieusement la question et il a eu des offres importantes à ce sujet. Encore il y a deux mois, une compagnie de capitalistes a fait une proposition importante au gouvernement. Le gouvernement encourage l'industrie du sucre de betterave, mais il ne peut construire de fabriques lui-même. Il donne tout l'encouragement possible aux fabriques.

La culture des fraises et des autres petits fruits se développe d'une façon merveilleuse dans la province, et le gouvernement est décidé à l'encourager de toutes ses forces. Une seule maison de Québec, la maison J.-B. Renaud & Cie, a déjà placé, en Ontario, plus de onze chars de fraises de Québec.

Cependant, il faudra encore importer des États-Unis pour suffire à la fabrication dans la province. La culture des fraises peut rapporter une valeur de \$500 par arpent dans Québec.

Des conférenciers vont à ce sujet enseigner les méthodes de culture des petits fruits et le gouvernement va établir des champs de démonstration.

Quant à l'établissement d'un crédit agricole, il existera dans la province dans un avenir très rapproché. Le gouvernement verra à cette question dès que l'équilibre social et financier sera rétabli.

Cette mesure existe dans des statuts de quelques provinces du Canada, mais nulle part elle n'a été mise en vigueur. On attend qu'il soit possible d'en assurer le fonctionnement pour l'adopter. Le crédit agricole existera dans la province dans un avenir très rapproché.

Les cultivateurs sont grandement satisfaits de la politique agricole du gouvernement provincial. Dans l'avenir comme dans le passé, ils n'auront pas à se plaindre du plus grand encouragement que le gouvernement continuera à leur donner.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Dans une réponse récente que le ministre de l'Agriculture a faite à une interpellation, il a dit que les seules industries que le gouvernement a encouragées, ce sont de nouvelles fabriques de beurre et de fromage. Ce n'est pas là une industrie nouvelle.

Au sujet des fabriques de conserve alimentaire, il a été établi que tous ceux qui ont tenté d'établir des industries ont dû cesser leurs opérations, faute de l'encouragement du gouvernement. Il demande à ce sujet que l'on empêche les trusts d'acquérir les petites industries. Le gouvernement devrait empêcher les petites fabriques de conserve de la province de se vendre aux trusts de la Dominion Canners Co.

Quant à la culture de la fraise, le gouvernement ne l'a pas encouragée suffisamment. L'an dernier, dit-il, il a fallu en importer pour 25 wagons des États-Unis pour répondre aux besoins de la fabrication et de la consommation.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** dit quelques mots de réplique.

L'agriculture a atteint une étape importante dans le développement de la province et il prédit que la dette d'après-guerre devra, en grande partie, être remboursée. Il déclare que le gouvernement a travaillé en vue de la promotion de l'agriculture et de nouvelles industries agricoles. Plusieurs industries sont florissantes en cette province et, parmi celles-ci,

il mentionne à titre d'exemples celles du fruit, du fromage et des confitures.

La proposition est adoptée.

### Exposition de Montréal

**M. Létourneau (Montréal-Hochelaga)** propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. David), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre une copie de tous documents concernant l'établissement d'une exposition provinciale ou générale à Montréal, et l'aide qu'il convient d'accorder à cette entreprise.

M. l'Orateur, je sais qu'à ce moment avancé de la session, alors que la Chambre s'impose de siéger trois fois par jour, je serais mal venu à vouloir faire à l'appui de cette motion, de longues remarques; cependant, comme il s'agit d'une question intéressante au plus haut point la cité de Montréal dont je suis l'un des représentants, je crois de mon devoir de dire quelques mots. Je le ferai très simplement, sans forme aucune et de façon à prendre le moins possible de ce temps précieux.

Cette idée d'une exposition à Montréal n'est ni de moi, ni nouvelle! Elle est dans l'air cette idée, et, depuis 25 ans, depuis 1894, on en a beaucoup parlé; je puis dire que, pour la réaliser, il s'est fait de bien louables efforts.

En demandant les documents et les correspondances échangés, j'ai voulu savoir où l'on en est; j'ai espéré qu'on me dirait peut-être quelles sont les chances d'avenir, j'ai voulu ces renseignements et ces informations pour mes électeurs et pour tous ceux qui, à Montréal, veulent une exposition dans la métropole.

Tous ensemble, nous comprenons qu'il est bien inutile de nous bercer d'illusions et de nous cacher que cette idée, si bonne soit-elle, ne pourra se réaliser que si les pouvoirs publics et le gouvernement de la province en particulier lui viennent en aide d'une façon substantielle!

Je ne chicanerai pas sur ce que serait cette exposition à Montréal; exposition provinciale, exposition nationale ou exposition internationale ou universelle... Au cours de cette période de 25 ans, on a envisagé simultanément ces diverses possibilités, et, pour aujourd'hui du moins, je n'entreprendrai pas de discuter laquelle de ces manifestations serait la meilleure; je n'entreprendrai pas de décider entre les partisans de chacune, puisque tous se rencontrent et s'accordent sur le principe, sur l'idée même!

Donnons-nous, disent-ils, une organisation sérieuse quelconque, que l'idée d'une exposition soit acceptée et nous nous entendrons bien.

De fait, je crois que ces trois genres d'exposition ne sont pas incompatibles pour une ville comme Montréal, et qu'on pourrait très bien y organiser une exposition provinciale annuelle et, à l'occasion, une exposition nationale, et même internationale ou universelle.

Il ne s'agit plus de savoir si une exposition généralement est une bonne chose, il ne s'agit plus d'en démontrer l'importance et l'utilité; l'histoire du dernier siècle nous établit que l'exposition a servi et marqué le développement économique des pays!

C'est en France que l'exposition a originé, en 1798; il s'agissait à ce moment de créer de l'émulation parmi les industriels français et, de cette façon, lutter contre l'industrie anglaise. On inventa l'exposition, et l'on se rendit si bien compte de son efficacité qu'on continua de la tenir cette exposition, malgré la guerre, malgré la crise financière, malgré les changements de régime; on continua de la tenir en 1806, en 1819, en 1823, en 1827, en 1834, si bien que l'Angleterre à son tour crut devoir adopter ce mode d'aider et de stimuler son industrie, son agriculture et ses arts, et en 1851, elle ouvrait à son tour, à Londres, une exposition internationale!

Au sujet de cette exposition de Londres en 1851, je ne puis résister à l'envie de vous lire une demi-page d'un petit volume qui m'est tombé sous la main, il y a deux jours; ce petit volume comporte le très beau discours d'un patriote dont toute la province est encore fière et glorieuse. C'est le discours de feu Etienne Parent fait en 1852, au lendemain de cette exposition de Londres; il disait:

"Vous venez de voir les champions industriels de toutes les nations, réunis en champ clos, dans le fameux Palais de cristal de Londres. Ce n'étaient pas seulement Paris, Vienne, Berlin, Lyon, Lowell, contre Londres, Birmingham, Sheffield, mais l'Angleterre, la France, l'Allemagne, les États-Unis et tous les pays du monde, s'envoyant et acceptant un noble cartel, qui demandera, pour être honorablement soutenu, toutes les ressources intellectuelles de chaque nation. Belle et heureuse idée! Guerre bienfaisante qui va faire remplacer le génie des combats sanglants par le génie de l'industrie; les grands capitaines par les grands industriels et amener le développement universel, l'émancipation complète de l'intelligence<sup>2</sup>..."

Depuis lors, vous le savez, Monsieur l'Orateur, tous les pays se sont disputés l'occasion de faire des expositions internationales: en 1855, à

Paris; en 1862, à Londres; en 1867, à Paris; de 1871 à 1874: à Londres; en 1873, à Lyon et à Vienne; en 1876, à Philadelphie; en 1878, à Paris; en 1879, à Sydney; en 1880, à Melbourne; en 1883, à Amsterdam; en 1885, à Anvers; en 1885 et 1886, à la Nouvelle-Orléans; en 1888, à Barcelone, à Copenhague et à Bruxelles; en 1889, à Paris; en 1893, à Chicago; en 1897, à Bruxelles; en 1900, à Paris. Et depuis 1900, c'est de l'histoire contemporaine que nous avons pu suivre: nous avons vu Glasgow, Hanoï, Saint-Louis, Liège, Marseille, Milan, San Francisco et Edinbourg suivre la route tracée.

Cette justification, par l'histoire de l'exposition universelle ou internationale, s'applique aussi bien à l'exposition purement nationale, provinciale ou régionale, qui s'est multipliée à l'infini dans tous les pays.

L'exposition est devenue pour tout le monde le moyen de vulgariser les procédés de l'industrie, de la culture et du commerce et, comme conséquence, de créer l'esprit d'invention, le besoin de production et de perfectionnement, de réaliser en un mot le progrès!

M. Georges Morissette disait dans un article reproduit dans un journal du dimanche, le 2 du mois dernier, que "c'est un train spécial à destination de cette terre promise, la prospérité".

Il faut bien admettre que dans ce temps de relations, rencontres, c'est l'occasion la meilleure pour les relations, pour les rencontres, que dans ce temps où la publicité joue un si grand rôle, c'est la publicité par excellence; que dans ce temps d'éducation et d'instruction, c'est la leçon de choses la plus éloquente pour nos enfants qui doivent ouvrir les yeux aux possibilités de l'avenir, pour les masses ouvrières et les classes laborieuses qui doivent avoir de plus en plus de l'ambition, il est vrai, mais aussi de la fierté nationale et du patriotisme. Cette fierté nationale qui aide tant le patriotisme, ils l'auront nos enfants et nos ouvriers, en voyant mieux et de plus près, ce que peuvent produire nos ressources naturelles, ce que peut produire notre agriculture, ce que peut faire dans l'industrie et pour le commerce le concours harmonieux du travail et du capital.

"La guerre économique a été l'un des buts de la grande guerre", disait tout dernièrement M. Klotz<sup>3</sup>, ministre des finances en France. Et c'est au plus fort de cette guerre, c'est en 1916 que la France, aux prises avec l'ennemi, ayant à défendre son territoire envahi, songeait encore qu'elle devait aussi et de plus en plus lutter sur le terrain économique. Et la foire de Bordeaux fut inaugurée.

Le 3 de ce mois, les journaux nous annonçaient qu'à son tour la foire de Lyon était ouverte et promettait de dépasser ses succès antérieurs; on a même décidé, si je ne me trompe, de la diviser en deux périodes pour l'avenir: une période de printemps et une période d'automne. Et il y a deux jours à peine, un journal anglais du matin nous apportait cette partie d'un discours du sénateur Herriot<sup>4</sup>: "We can now say to the Germans: We have won the game on the battlefield, we shall also beat you in the economic struggle"<sup>5</sup>, faisant ainsi écho à cette déclaration de l'honorable ministre des Finances de la France faite quelques semaines avant et que je vous citais il y a un instant.

Si l'histoire du dernier siècle justifie l'Exposition, le succès de Lyon justifie, il me semble, l'exposition à Montréal, puisque ce succès de la foire de Lyon est dû en grande partie à la position géographique de cette ville. On ne peut en effet mettre en doute aujourd'hui que le succès économique de cette ville et, par voie de conséquence, le succès de cette foire qui s'y tient depuis si longtemps, ne soit dû à sa position géographique. Lyon est sur la grande voie Paris-Méditerranée. Cette ville est au départ de toutes les routes vers les Alpes. Dès le Moyen Âge, cette ville, à cause de cette situation, a été une espèce de ville internationale où se faisait un commerce d'échange perpétuel.

Montréal, au Canada, ne peut-il pas réclamer cet avantage si important de la situation géographique?... Sur la grande voie, c'est là véritablement que l'on peut le plus commodément se rencontrer et que, de fait, l'on se rencontre de l'est, de l'ouest et même et surtout du sud des États-Unis. C'est le point central par excellence où aboutissent les voies fluviales et les voies ferrées et, je le répète, c'est sur Montréal que se dirigent d'instinct les Américains qui songent à venir au Canada.

Et puis, M. l'Orateur, c'est la métropole du pays!... c'est la ville qui aura un million de population dans trois ans... c'est là qu'on trouve l'accommodation des grands hôtels; c'est là qu'on trouve l'accommodation pour le logement et le transport; c'est là qu'on trouve le grand commerce et la grande industrie; c'est là que se parle le plus également les deux langues française et anglaise, je le répète, c'est la métropole, c'est le cœur du pays!

Loin de moi l'idée de déprécier ou de nuire en aucune façon aux expositions qui se tiennent à Québec, à Trois-Rivières, à Toronto, à Sherbrooke, et ailleurs dans le voisinage plus immédiat de Montréal.

Que Montréal ait son exposition et que cette exposition soit un succès et du coup l'émulation sera plus grande, l'idée de concours sera plus développée, et l'exposition de Québec et les autres profiteront de cette bonne brise. Dans les circonstances actuelles, ce n'est sûrement pas Montréal qui alimente l'exposition de Québec; mais que d'un autre côté il soit plus clairement démontré dans la province que l'exposition profite à l'agriculture, à l'industrie, aux sciences, aux arts et au commerce, et l'on aura fait pour l'exposition de Québec une réclame qui sera loin de lui nuire.

Pour ce qui est de Toronto où depuis 1879 une exposition se tient avec tant de succès, on est convenu d'admettre que cette exposition recrute ses exhibits généralement dans un circuit de pas plus de cinquante milles de la ville ontarienne.

Ces succès passés de l'exposition de Toronto sont le meilleur plaidoyer en faveur d'une exposition à Montréal, dans la métropole du pays. L'émulation qui en résultera profitera non pas seulement aux deux grandes villes de Montréal et de Toronto, mais aussi à tout le pays.

Mais, Monsieur l'Orateur, de même que l'histoire justifie l'exposition en général, l'exposition de Montréal pourrait encore se justifier par ce que je serais tenté d'appeler sa propre histoire.

Tant d'efforts faits depuis 15 ans n'ont pu provenir de simples visions, de simples chimères! Cette idée a tenu occupés le conseil de ville de Montréal, le Board of Trade, The Corn Exchange, the Citizen's League et surtout la Chambre de commerce de Montréal; cette idée a donné naissance à deux compagnies, dont l'une en 1890 et l'autre en 1902.

Cette idée d'une exposition à Montréal a été pendant cette période prônée à plusieurs reprises par les plus grands journaux et le journal *La Presse*, en 1905 et en 1910, je crois, en avait pour sa part, fait l'objet d'une véritable campagne. Des hommes comme feu M. J.-X. Perrault et M. Henry Miles, notre collègue, le député de Saint-Laurent, y ont consacré énormément de leur temps. Je regrette que la maladie empêche le député de Saint-Laurent d'être à son siège, car j'aurais bien compté sur lui pour appuyer la demande que je fais.

En 1913 encore, le journal *La Presse* lançait de nouveau l'idée d'une exposition générale à Montréal et cette fois pour 1917. La crise économique, qui dès cette année s'est produite, et surtout la guerre ont empêché la réalisation de ce projet.

Les gouvernements et le conseil municipal de Montréal ont eux-mêmes et depuis longtemps promis leur concours:



En 1889, l'honorable Honoré Mercier avait déjà promis une subvention de \$25,000 pour le départ, et puis \$10,000 par année à toute organisation sérieuse.

En septembre 1905, on obtenait du conseil de la cité de Montréal un octroi de \$10,000.

Au mois de novembre de la même année, on s'adressait à Ottawa pour un octroi de \$50,000 et le 1er mars suivant, en 1905, l'honorable Joseph-Israël Tarte se déclarait en faveur de ce projet pour Montréal et suggérait aux promoteurs de l'idée, de pousser leur demande pour obtenir de l'aide du gouvernement fédéral, du gouvernement provincial, de l'autorité municipale et des compagnies de chemins de fer.

Il semble que c'est en 1897, en 1905 et en 1910 que la poussée ait été la plus forte; à chacune de ces époques, on voit que tout le monde parlait de l'exposition.

En 1895, M. J.-X. Perrault avait voulu cette exposition pour 1897; elle ne put avoir lieu faute d'entente peut-être, mais aussi beaucoup faute de l'aide qu'il fallait.

Mais M. Perrault ne se décourage pas et en 1899, il lance de nouveau le projet pour 1901.

En 1901, l'exposition fut encore remise faute de l'aide nécessaire, et le 7 avril 1905, M. Perrault mourait sans avoir vu se réaliser son projet; cependant l'idée était lancée et il restait pour la défendre et la promouvoir cet autre patriote que je vous mentionnais il y a un instant, Monsieur Henry Miles, alors secrétaire de l'Association de l'exposition industrielle à Montréal. M. Miles a travaillé sans relâche à réaliser cette idée d'une exposition jusqu'en 1913, alors qu'il dût lui aussi céder devant la crise et un peu plus tard la guerre.

En 1905, la Chambre de commerce avait adopté une résolution dont le principal considérant était:

"Que dans tous les pays du monde, on a reconnu la très grande utilité des expositions comme l'un des meilleurs éléments de progrès, aux points de vue multiples du commerce, de l'agriculture, de l'industrie, des arts et de la sociologie, étant encore une leçon de choses qui agrandit la vision des connaissances humaines et dont la très grande masse de la population profite."

Toute cette année 1905 fut très activement employée à étudier cette question et, le 21 mars suivant, 1906, la Chambre de commerce décidait de prendre les mesures nécessaires;

1. Pour obtenir des subsides du gouvernement fédéral et du gouvernement provincial,

2. Pour s'assurer le choix d'un terrain afin de promouvoir, dit la résolution, le projet d'une exposition annuelle permanente à Montréal.

En 1910, le journal *La Presse* lance de nouveau le projet d'une exposition générale pour 1912, et, pendant des mois, tout le monde parle de ce projet sans cependant pouvoir le réaliser. On reconnaissait que Toronto réussissait avec son exposition à faire des profits très considérables, on reconnaissait qu'une exposition générale mettrait dans la province plusieurs millions de dollars, on se disait que tout ce qu'il faudrait comme dépense initiale serait le coût d'un terrain de 150 arpents environ et à part cela une somme souscrite de \$750,000.00 environ, mais on échoit toujours de la même façon sur les deux mêmes écueils, sur les deux grands obstacles: l'aide des gouvernements et le choix de ce terrain propice nécessaire. Cependant, en 1911, un comité de la Chambre de commerce publiait un rapport dans lequel nous lisons:

Que dès lors le conseil de ville de Montréal et le gouvernement de Québec promettaient chacun un octroi de \$10,000 et que le gouvernement d'Ottawa avait de son côté promis \$50,000 pour l'instant qu'on serait prêt à marcher.

Nous voyons également dans le rapport en question que ce terrain que l'on recherchait depuis si longtemps sans succès devait, dans l'opinion des experts, réunir les qualités suivantes:

1. Être d'un accès facile, pour l'un ou l'autre de nos chemins de fer, afin de faciliter la livraison du fret, des matériaux et des exhibits.

2. Être situé à un endroit qu'on peut atteindre en tramway pour cinq centins et où une grande foule pourrait être transportée en peu de temps.

Ajouterai-je qu'au cours de ces 15 années d'étude, de 1895 à 1910, les chambres de commerce des grandes villes du pays et les consuls des pays étrangers ont plus d'une fois et d'une façon non équivoque, témoigné de l'encouragement à ce projet et fait des vœux pour son succès!

Et maintenant, M. l'Orateur, faut-il dire que l'exposition, bonne dans tous les pays, ne vaut pas ici? Faut-il dire que l'exposition bonne et utile à Toronto ne vaut pas à Montréal? Faut-il dire que notre commerce, notre industrie, notre agriculture n'ont pas besoin d'être stimulés, d'être aidés et éclairés? Faut-il dire que nous n'avons que faire ici de l'enseignement que comportent les plus belles et les plus grandes leçons de chose? Faut-il dire que nous sommes indifférents aux relations qui s'offrent à nous, même si les autres provinces, en nous connaissant mieux, devraient nous faire plus large

notre part de justice; même si nous devons nous convaincre que nos voisins, les Américains, veulent venir chez nous plus nombreux, parce qu'ils ont déjà la nostalgie de ce doux parler de France que leurs glorieux fils ont appris à connaître, à goûter et à chérir au cours de ces deux dernières années passées sur le sol de notre mère patrie? Faut-il encore que nous restions ce que nous sommes et bien seuls, rien de plus, rien de mieux? Alors! soit, ne parlons plus d'une exposition à Montréal...

Mais, pourtant, M. l'Orateur, il me semble qu'il y a là un problème, et que pour ceux qui aiment leur province et la veulent plus grande, plus riche, plus belle et plus instruite, pour ceux qui comprennent bien que Montréal est le cœur de cette province, il y a là quelque chose à étudier, quelque chose à faire!

**M. Cannon (Québec-Centre)**<sup>6</sup> approuve le projet d'une exposition universelle à Montréal, mais demande au gouvernement, lorsque cette question sera considérée, de se souvenir des mérites et des droits acquis par l'exposition de Québec qui a une exposition provinciale municipalisée depuis une dizaine d'années, qui a agi, pendant qu'on discutait à Montréal. Il donne à ce sujet des statistiques sur cette exposition de Québec.

L'exposition de Québec a dépensé pour fins agricoles depuis 1912, la somme de \$134,453.79, dont \$114,750 en primes etc., et \$19,703.79 en constructions et améliorations.

L'exposition a cédé gratuitement et annuellement aux gouvernements provincial et fédéral depuis 1912, une valeur locative dans ses bâtisses et à l'intérieur du parc de \$1,365 par année, dont \$160 pour le gouvernement fédéral et \$1,205 pour le gouvernement provincial, ce qui représente pour sept ans la somme de \$9,555.

L'exposition provinciale a reçu des gouvernements provincial et fédéral en octrois \$86,217.69 dont \$71,000 du gouvernement provincial et \$15,217.69 du gouvernement fédéral. L'exposition de Québec a donc dépensé et aidé depuis sa municipalisation, pour les fins agricoles, à même ses propres fonds et valeurs, et en plus de ce que lui a donné le gouvernement, la somme de \$57,791.10.

La guerre a causé quelques misères à l'exposition provinciale de Québec, mais le retour de la paix va lui redonner la prospérité et le succès. Elle a l'intention de créer cette année même un concours parmi les lauréats survivants du Mérite agricole.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** reconnaît les efforts heureux et les succès de l'exposition de Québec, sans oublier ceux des expositions de Trois-Rivières et de Sherbrooke. Le projet d'une exposition universelle à Montréal n'est pas nouveau. Elle a été prêchée avant la guerre, durant deux ans, par un grand journal de Montréal, *La Presse*.

À mon avis, l'exposition de Montréal devrait être au moins nationale et même internationale. Dans le cas où l'on s'arrêterait à cette dernière idée, cela signifierait que ceux qui entreprendraient de la mettre à exécution assumeraient une tâche très lourde. Le projet est immense et demandera énormément de travail pour ceux qui l'entreprendront.

Quant à moi, ce projet ne m'effraie pas. Il faudra nécessairement le concours du gouvernement fédéral. Le temps ne saurait être mieux choisi pour une exposition universelle et l'on ne saurait choisir un meilleur endroit que Montréal.

Toutes les provinces devraient s'associer à cette idée et aider à son exécution. Si l'idée d'une exposition internationale est lancée, il n'est pas douteux que le gouvernement fédéral choisira Montréal comme théâtre de cette exposition.

La proposition est adoptée.

#### Subventions aux chemins de fer

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives à des subventions à certaines compagnies de chemin de fer.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité:

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose: 1. Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder les subventions ci-après mentionnées, pour contribuer aux dépenses de construction des chemins de fer ci-après désignés, le tout à telles conditions qu'il lui plaira de déterminer:

a. À la compagnie du chemin de fer Québec Central, une subvention de 2,000 acres de terre par mille, non convertible en argent, pour l'aider à construire une ligne de chemin de fer d'un point de la

ligne principale, près de la station de Scott, comté de Dorchester, jusqu'à un point du chemin de fer Transcontinental, maintenant le chemin de fer National Canadien, près de Saint-Jean-Chrysostome, comté de Lévis, sur une distance de 20 milles;

b. À la compagnie du chemin de fer St. Francis Valley Railway Company qui s'est prévalu, par arrêté en conseil no 373, du 4 avril 1914, de la subvention accordée par la loi 2 George V, chapitre 5, section 1, sous-paragraphe *bb*, et au lieu de cette subvention:

1. Une subvention de 2,000 acres de terre par mille, non convertible en argent, pour l'aider à construire une ligne de chemin de fer d'une longueur n'excédant pas 95 milles depuis Stanstead jusqu'à Saint-François du Lac.

2. Une subvention de 2,000 acres de terre par mille, non convertible en argent, pour l'aider à construire un embranchement d'une longueur ne devant pas excéder 25 milles, d'un point à ou près de Saint-Bonaventure jusqu'à Sorel;

c. À la compagnie du chemin de fer de la rivière Rouge, une subvention de 2,000 acres de terre par mille, non convertible en argent, pour l'aider à construire une ligne de chemin de fer d'une longueur d'environ 80 milles, de Grenville, comté d'Argenteuil, jusqu'à un point sur la ligne du chemin de fer Canadien du Pacifique, comté de Labelle;

Cette subvention pouvant s'appliquer pour la section de huit milles déjà construite d'Huberdeau aux mines de la Canadian China Clay, et de son prolongement immédiat jusqu'au village de Saint-Rémi d'Amherst, comté de Labelle;

d. À la compagnie The Shefford Bagot and Missisquoi Railway, une subvention de 2,000 acres de terre par mille, non convertible en argent, pour l'aider à construire une ligne de chemin de fer d'une longueur n'excédant pas 75 milles à partir d'un point sur la ligne frontière entre la province de Québec et l'État du Vermont, dans la paroisse de Saint-Georges de Clarenceville, comté de Missisquoi, jusqu'à un point de raccordement avec le chemin de fer Intercolonial, entre les stations de Bagot et de Saint-Eugène;

e. À la compagnie dite Canada & Gulf Terminal Railway, une subvention de 2,000 acres de terre par mille, non convertible en argent, sur une longueur n'excédant pas 190 milles, pour l'aider à prolonger sa ligne depuis Matane jusqu'au bassin de Gaspé, en passant à travers l'intérieur de la péninsule de Gaspé, au lieu de la subvention accordée par la loi 2 George V, chapitre 5, section 1, sous-paragraphe *gg*;

f. À une compagnie de chemin de fer, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertible en argent, sur une longueur de 100 milles, pour l'aider dans la construction d'une voie ferrée partant d'un point du terminus actuel de la ligne du chemin de fer Canadien du Pacifique à ou près de Témiscamingue ou Kipawa, et, de là, dans une direction nord-est jusqu'à la rivière des Quinze en passant par Ville-Marie;

Il (l'honorable M. Taschereau) fait remarquer que le C.P.R. construira cette voie absolument essentielle. Étant donné qu'elle sera dispendieuse, la subvention a été établie à 4,000 acres par mille.

Les paragraphes *a*, *b*, *c*, *d*, *e* et *f* de la résolution 1 sont adoptés.

#### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

propose: 1.g. À une compagnie de chemin de fer, une subvention de 2,000 acres de terre par mille, non convertible en argent, pour l'aider dans la construction d'une voie ferrée à partir d'un point à ou près de Kiask Falls, sur la rivière Bell, et, de là, dans une direction sud-ouest à travers les cantons de Laas, Hurault ou Bartouille, Despinassy, Vassal, Castagnier ou Lamoraudière, Duverny, Dalquier et Figuery, à un point à ou près d'Amos; de là, à travers les canton Figuery, Villemontel ou LaMotte et Preissac ou La Pause, jusqu'à un point à ou près du lac Kawagama, sur une longueur d'environ 15 milles, ou une longueur totale de 80 à 100 milles.

Ces deux voies ferrées, souligne-t-il, que l'on prévoit construire sont importantes pour venir en aide à la colonisation et surtout aux soldats-colons qui recevront des terres gratuites dans ces régions.

Le paragraphe *g* de la résolution 1 est adopté.

#### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

propose: 2. Que les dispositions des articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 11, 12 et 13 de la loi 2 George V, chapitre 5, et les amendements à iceux, ainsi que les arrêtés en conseil passés en vertu des dispositions de la section 8 de ladite loi, s'appliqueront, *mutatis mutandis*, à ces compagnies, en ce qui concerne les subventions accordées par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ces octrois sont-ils sérieux ou ne s'agit-il que d'une manœuvre électorale. Il se plaint amèrement encore une fois qu'une mesure de cette importance arrive à la dernière minute de la session.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** pose une question sur les concessions de terres aux compagnies.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Ces octrois de terres sont considérables et les voies ne sont pas toujours construites lorsqu'on octroie des subventions. Alors, le gouvernement reprend possession des terres.

La résolution 2 est adoptée.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 216 concernant des subventions à certaines compagnies de chemin de fer.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Subsides

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### En comité:

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:  
1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour chasse et pêche pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses générales (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour comptes en suspens (Terres et forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

4. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** pose une question sur l'utilisation d'un aéroplane dans le district de Saint-Maurice.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** répond qu'il était prévu qu'il y ait un aéroplane en service dans le district de Saint-Maurice pour la protection des forêts contre le feu. Il sera en opération cette année.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:  
5. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour publication de cartes régionales et de brochures, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas cent dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour arpentages, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour service forestier, et inspection des terres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour pépinière de Berthierville, entretien, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour administration de la justice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** pense que l'indemnité versée aux jurés devrait être augmentée, alors que d'autres items devraient subir des coupures. À chaque année, le budget de

l'administration de la justice grimpe considérablement, et il croit que les résultats ne justifient pas ces augmentations.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:

10. Qu'un crédit n'excédant pas six mille huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour juges de la Cour des sessions de la paix, Québec et Montréal, comme juges et commissaires des licences, magistrats de police, Montréal, et constables et huissiers audienciers, à Québec et à Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

#### **Messages du Conseil législatif:**

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 25 pourvoyant à la construction de logements ouvriers et à des avances aux municipalités;

- bill 32 amendant les statuts refondus, 1909, les statuts refondus, 1888 et le Code municipal de Québec, relativement aux affaires municipales;

- bill 165 concernant la fermeture à bonne heure, de certains établissements et amendant en conséquence les statuts refondus, 1909, les statuts refondus, 1888, et le Code municipal de Québec;

- bill 174 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'expropriation des terrains requis pour le développement et l'exploitation de certains pouvoirs hydrauliques.

#### **Logements ouvriers**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au

bill 25 pourvoyant à la construction de logements ouvriers et à des avances aux municipalités. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Affaires municipales**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 32 amendant les statuts refondus, 1909, les statuts refondus, 1888, et le Code municipal de Québec, relativement aux affaires municipales. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Heures d'affaires**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 165 concernant la fermeture à bonne heure de certains établissements et amendant en conséquence les statuts refondus, 1909, les statuts refondus, 1888, et le Code municipal de Québec. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Pouvoirs hydrauliques**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 174 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'expropriation des terrains requis pour le développement et l'exploitation de certains pouvoirs hydrauliques. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Travaux de la Chambre**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que lorsque cette Chambre s'ajournera à la présente séance, elle soit ajournée aujourd'hui à deux heures de l'après-midi.

Adopté.

**M. L'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

**Deuxième séance du 17 mars 1919****Présidence de l'honorable A. Galipeault**

La séance est ouverte à 2 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Questions et réponses:****Montréal Tramways  
Company**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** Quelle est l'indemnité dont le lieutenant-gouverneur en conseil a autorisé le paiement aux commissaires nommés en vertu de la loi 7 George V, chapitre 60, section 28, paragraphe 8?

**L'honorable M. Décarie (Maisonneuve):**  
Le montant n'a pas encore été fixé.

**Seigneurie Pachot**

**M. Fortin (Matane):** 1. L'honorable ministre des pêcheries a-t-il fait annuler l'ordre adressé à son officier des pêcheries, Monsieur Napoléon Desrosiers, à l'effet d'accorder des licences de pêches sédentaires sur le front de la seigneurie Pachot, dans le comté de Matane?

2. Le gouvernement est-il propriétaire de ces droits de pêche sur le front de cette seigneurie?

**L'honorable M. Mercier, fils (Châteauguay):**  
1. Il n'a pas été donné d'ordre à M. Napoléon Desrosiers à l'effet d'accorder des licences de pêches sédentaires sur le front de la seigneurie Pachot, dans le comté de Matane.

2. Les propriétaires de la seigneurie Pachot ayant soulevé une contestation sur les droits de la couronne d'accorder des licences de pêche en front de cette seigneurie, la question a été mise à l'étude par le département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries.

**Subsides**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), que la motion en délibération soit amendée en en retranchant tous les mots après "Que" et en les remplaçant par les mots suivants:

Cette Chambre, tout en se déclarant prête à voter les subsides à accorder à Sa Majesté, regrette que le premier ministre et ses collègues du Conseil exécutif aient recommandé à Son Honneur le lieutenant-gouverneur d'appeler le maire actuel de Montréal au Conseil législatif.

Si je n'écoutais que mes sentiments de camaraderie, je ne me lèverais pas en ce moment pour accentuer la gravité du débat que va provoquer ma motion. La Chambre et la province savent dans quelle exceptionnelle et pénible position je me trouve dans cette enceinte.

Notre régime constitutionnel veut que je sois encore le représentant de l'intérêt public et le dénonciateur des abus de pouvoir. Et pour remplir mon devoir, peut-être indisposerais-je contre moi des amis que j'estime beaucoup; peut-être aussi devrai-je attaquer des hommes que, n'écoutant que mon cœur, je voudrais épargner. Mais j'ai juré d'être fidèle à mon devoir, d'être fidèle au peuple de ma province, et rien ne me fera reculer devant cette tâche. Je demande l'appui de la presse libre pour la tâche pénible et difficile que j'assume en ce moment, dans l'intérêt public. C'est à la presse qui se dit libre et honnête éducatrice du peuple qu'incombe le devoir de suppléer à la faiblesse numérique de l'opposition quand il s'agit surtout de dénoncer des abus de pouvoir. Je regrette que cette presse libre se fasse de plus en plus rare au moment où sont si nécessaires les constants et sincères défenseurs de l'intérêt public et les vrais éducateurs du peuple.

Pourquoi des pétitions ont-elles été signées, demandant une enquête sur Maisonneuve? Pourquoi une motion sera-t-elle soumise à cette Chambre? C'est parce que M. Médéric Martin, ancien député libéral de Sainte-Marie, candidat à la mairie de Montréal, a porté des accusations sensationnelles et d'une exceptionnelle gravité contre des ministres, contre le premier ministre en particulier, contre des membres du Parlement et contre des conseillers législatifs; c'est parce que M. Médéric Martin a promis que réelu maire, il demanderait une enquête pour démasquer tous les politiciens coupables de la ruine de Maisonneuve; c'est parce que M. Médéric Martin a été nommé conseiller législatif par le premier ministre à la veille de l'ouverture de la session qu'il refuse maintenant de demander l'enquête qu'il a promise à ses électeurs.

**Des voix:** À l'ordre! À l'ordre!  
(Applaudissements à droite)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Vous feriez bien de ne pas tant parler en arrière et de moins applaudir sans à propos en Chambre devant votre maître.

Je pourrais qualifier bien sévèrement cette nomination du premier ministre et le changement d'attitude de M. Martin, mais je me soumetts à la sévérité des règlements strictement appliqués, et je laisserai plutôt cette tâche au public. Je sais d'ailleurs que d'ici à quelques mois M. Martin qui aime à coudoyer le peuple et à vivre avec lui dépassera de beaucoup les limites que je me suis tracé pour mettre le gouvernement en demeure de faire de la lumière sur le scandale de Maisonneuve. Il ne pourra rester longtemps bouche close et se soumettre aux exigences d'un gouvernement qui le méprise et qui n'a pas sa confiance.

Je veux rester l'adversaire loyal que j'ai voulu être dans le passé. Je veux donner à la Chambre, au gouvernement, au premier ministre l'occasion de se disculper s'ils ne sont pas coupables, comme je l'espère, pour le plus grand nombre du moins. Le premier ministre devra convenir qu'il y a plus de loyauté dans mon attitude qu'il y en a dans la conduite de ceux qui vont l'appuyer et l'applaudir en Chambre tout en continuant à le dénoncer, à le mépriser et à le miner dans les cercles politiques. Le premier ministre sait que j'ai plus d'une fois apprécié ses capacités, mais il sait aussi que mon désir est de signaler franchement ses erreurs et, qu'au lieu de le frapper dans le dos, je le combats visière levée.

Si je me fais le représentant des requérants dans cette Chambre, c'est pour servir fidèlement l'intérêt public et pour revendiquer l'honneur des députés dont la réputation n'est pas ternie par le péculat, par la spéculation véreuse, par aucun acte déshonorant; c'est parce que je comprends que plus que jamais l'intérêt de la société exige de nos hommes publics, comme de nos dirigeants, de la sincérité, du jugement, du savoir, de l'honneur et de la probité. L'un des plus grands ennemis de l'ordre, l'un de ceux qui soulèvent les classes et préparent la guerre sociale, c'est le mensonge constant de certains dirigeants de la société. Ces dirigeants perdent leur prestige parce que leurs actes sont trop souvent contraires à leur bonnes et attrayantes paroles. C'est dans la politique surtout que le mensonge et la fourberie font leur œuvre. Le peuple le sait, et manquant de confiance, il se prépare au renversement des pouvoirs actuels. Craignons la guerre sociale.

Seules l'honnêteté et la vérité dans la vie publique aussi bien que dans la vie privée, à la direction de la société, dans les différentes sphères d'activités, à la direction des partis ou des écoles politiques, pourront arrêter le courant qui nous mène si rapidement à la guerre des classes et au renversement de l'ordre établi. Pour éviter la guerre, il ne faut pas que les abus criants donnent raison aux chefs des révolutions.

Je soulève cette question pour protéger l'honneur des députés, car s'il y a une époque où les hommes publics doivent faire preuve d'honneur, de sincérité et de probité, c'est bien maintenant. Cette Chambre a reçu des pétitions demandant la tenue d'une enquête.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Le chef de l'opposition parle de pétitions. Qu'il parle de ce qui est déposé à la Chambre et non pas de pétitions qui ont été déclarées hors d'ordre. Nous ne pouvons tenir compte des choses qui ne sont pas portées à la Chambre. On a tenté de déposer quelques pétitions en cette Chambre, et puisqu'elles ne furent pas acceptées mais déclarées hors d'ordre, le chef de l'opposition n'a pas le droit d'y faire référence.

**M. l'Orateur:** Je vais statuer sur le point d'ordre et rappeler au chef de l'opposition qu'en ce qui concerne cette Chambre, ces pétitions et leurs pétitionnaires n'existent pas.

En premier lieu, j'informe le chef de l'opposition de la procédure. S'il désire poser une question à un membre de cette Chambre, il peut le faire, selon la procédure parlementaire, à partir de son siège, et il assumera alors sa responsabilité. S'il viole les privilèges de la Chambre, il sera responsable. Je ne peux permettre qu'une attaque envers des membres de cette Chambre soit portée de cette façon. Il parle de scandales dont nous ne savons rien, et il fait référence à des députés dont la réputation se trouve attaquée, puisque nous ne savons pas s'il veut présenter une motion par laquelle il veut attaquer un député, comme la procédure parlementaire lui en donne le droit.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ce n'est pas moi qui porte des accusations. Je ne fais que les rapporter ici.

**M. l'Orateur:** Rappelez-vous que le député qui porte des accusations en Chambre en assume la responsabilité. Il cite plusieurs règlements portant sur sa décision, quant au point d'ordre soulevé.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Avec des règles aussi sévères, il est presque impossible de continuer le débat.

Il serait futile d'aller en appel de la décision de la présidence, car, dit-il, il sait quelle sera l'issue du vote.

À la suite de ce débat, M. l'Orateur, le mensonge n'essaiera-t-il pas encore de tromper le peuple et de maltraiter l'interprète de la vérité? La conscience de combien de membres de cette Chambre<sup>7</sup> sera-t-elle troublée entre la vérité, qui demande lumière sur les coupables, et l'intérêt inavouable d'un gouvernement qui a livré son parti à un trust de spéculateurs?

Depuis des années, le prestige de notre Législature a été sapé par des accusations terribles et par le fait que le gouvernement a toujours reculé devant les accusateurs ou abandonné les procédures au moment où l'accusation allait être prouvée.

Le peuple n'en savait encore rien; lui et le peuple veulent connaître ces transactions qui ont eu lieu; il est temps que le peuple sache à quoi s'en tenir.

Dans Ontario, Manitoba, Nouveau-Brunswick, Colombie-Anglaise, des enquêtes ont été demandées et ordonnées. Ces enquêtes ont démontré des abus de pouvoir et le peuple a ensuite renversé les coupables. Avant d'aller au peuple, les enquêtes ont été instituées, les témoignages ont été entendus et la preuve a été faite. Le peuple qui est le jury fut ensuite appelé à se prononcer.

Dans notre province, le gouvernement demande au jury de se prononcer avant l'enquête, avant le procès, alors que l'on ne peut faire entendre des témoins, les interroger sous serment. C'est ridicule et ce jeu ne peut durer longtemps, car il protège les coupables au grand détriment du peuple trompé, exploité.

Depuis des années, les accusations les plus déshonorantes sont portées contre notre Législature. Le premier ministre et le procureur général ne voulurent pas forcer les accusateurs à donner leurs preuves, à déclarer les coupables ou à se rétracter.

Voici l'affaire de Bonaventure. De son siège en Chambre, l'honorable M. Jean Prévost accusa un député d'avoir abusé de son mandat dans certaines ventes de terres, propriété de la couronne, à un marchand de bois. Après un débat des plus violents, une enquête fut accordée, mais après quelques jours de séances, au moment où la preuve se faisait plus grave, le gouvernement Laurier nomma juges deux membres de la commission d'enquête, MM. Weir et Roy, ministres. Ces nominations eurent pour effet

d'étouffer l'enquête, et le gouvernement refusant de nommer d'autres commissaires, l'enquête finit en queue de poisson.

Vint ensuite l'affaire du *Mail*<sup>8</sup>. Une enquête fut instituée, mais l'accusé qui avait reçu de l'argent pour des députés, disait-il, n'a jamais été entendu. Il tomba malade dès l'ouverture de l'enquête et ne put se rétablir qu'au lendemain de l'enquête. Un autre refusa de parler de crainte de s'incriminer. Deux fois, l'opposition demanda la reprise de l'enquête pour pouvoir entendre l'accusé. Le gouvernement s'y objecta. Pourquoi? L'accusé pouvant parler, aurait-il dit à qui il avait remis l'argent et s'il agissait comme gérant de la caisse électorale de son parti, ou s'il n'était qu'un infime instrument de quelques gros bonnets?

Que dire maintenant de la gravité des accusations portées par M. Médéric Martin contre la Législature, devant toute une population importante comme celle de Montréal, devant toute la province?

L'électorat de Montréal a voté presque en bloc pour avoir l'enquête promise par M. Médéric Martin sur les affaires de Maisonneuve et la complicité du gouvernement. Et qu'a donc dit M. Martin au cours de cette élection? Je trouve dans *La Patrie*, le seul organe de M. Médéric Martin, aux dernières élections municipales, des comptes-rendus des assemblées de M. Médéric Martin, lesquels ont été publiés sous la surveillance de M. Léon Trépanier, chef de la rédaction des nouvelles de *La Patrie* et le secrétaire électoral de M. Martin. *La Patrie* n'a pas voulu rapporter toutes les paroles de M. Martin parce qu'elles étaient trop accusatrices contre certains politiciens, députés et ministres.

Je sais que si je tentais encore de rapporter ici les accusations violentes et graves que portait M. Martin contre le premier ministre et des membres de cette Législature, vous m'en refuseriez permission. L'article 245 du règlement couvre des pages de sévères défenses à ce sujet. Je regrette que cette sévérité me prive de la liberté de citer les paroles de M. Martin, car le candidat à la mairie a certainement prononcé les paroles rapportées par les journaux; il a donné des noms publiquement; il a promis une enquête, il a fait huer, conspuer le nom du premier ministre et il a été triomphalement élu. Au moment où il allait venir réclamer l'enquête, le premier ministre le nomme conseiller législatif.

Un autre accusateur dont le silence s'expliquera plus tard a aussi prononcé des paroles sévères contre la Législature. Pourquoi le premier ministre a-t-il fait de son plus grand accusateur l'un des réviseurs de ses lois?



M. Eugène Villeneuve, ancien commissaire de Montréal, n'a-t-il pas déclaré ce qui suit: "La Législature de Québec est la source véritable d'où proviennent la plupart des maux dont nous souffrons. La plupart des citoyens de Montréal ne se rendent pas compte généralement de l'influence exercée par là".

Les règles de la Chambre m'empêchent de dire tout ce que je pense et je ne peux donc dire toute la vérité, dit M. Sauvé. Je ne peux même pas répéter l'opinion des députés ministériels de cette Chambre. Je dis, cependant, que le premier ministre est le gardien de l'honneur de cette Chambre et est responsable de l'administration de cette province. Je crois que mes questions demandent une réponse de la part du premier ministre. Pendant des années, nous avons eu l'affaire Maisonneuve et avons entendu dire que la Viau Land Company a fait des profits scandaleux dans la ville de Maisonneuve.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** signale que son point d'ordre anticipe ce que M. Sauvé pourrait dire. Si le chef de l'opposition, dit le ministre, ne fait pas référence aux membres de cette Chambre, très bien, mais s'il mentionne des noms de députés pendant son discours, il sera hors d'ordre. Il veut mettre M. Sauvé au courant de ceci. Depuis le début de son discours, le chef de l'opposition y est allé de toutes sortes d'insinuations et a tenté de contourner les règlements, déclare-t-il. Nous avons le droit de savoir, avant qu'il continue, si ces accusations, ou plutôt ces insinuations font référence à des membres de cette Chambre. Je dis qu'il sera hors d'ordre s'il réfère à des membres de cette Chambre. Je lui demande, sur un point d'ordre, s'il réfère à un membre de cette Chambre.

**M. l'Orateur:** Est-ce que l'honorable chef de l'opposition a quelque chose à dire en réplique?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Tout à fait. Je ne sais pas si des membres de cette Chambre font partie de la Viau Land Company, je ne sais pas s'il y en a qui sont intéressés par la Viau Land Company, je ne sais pas s'il y en a qui ont fait un profit de \$500,000 dans la Viau Land Company en rapport avec Maisonneuve, je ne sais pas si Joseph Rhéaume, faisait affaire sous son propre nom ou s'il agissait au nom de quelqu'autre personnage, s'il était le prête-nom de membres de cette Chambre ou même du premier ministre, je ne sais pas ce que le premier ministre sait. Ce n'est pas moi qui fais ces accusations, c'est un type de Montréal qui a fait une

campagne sensationnelle. Je ne le sais pas. Je crois qu'il est de mon devoir de faire la lumière sur cette situation, de façon à ce que les députés n'aient pas une mauvaise réputation et qu'ils se fassent insulter une fois de plus.

Lui-même et le peuple veulent savoir quelque chose et c'est pourquoi il croit du devoir du gouvernement d'instituer une enquête sur toutes ces affaires, conclut-il.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Le chef de l'opposition dit qu'il parle dans les intérêts de la Chambre. S'il y a une accusation contre un député, directement ou indirectement, pourquoi ne pas le dire? Il ne doit pas faire d'insinuation et répéter tout le bavardage qu'on entend dans les rues pour attaquer l'honneur de la Chambre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je n'ai pas dit que j'étais au courant, mais que quelqu'un d'autre l'était, déclare M. Sauvé. Après enquête, je préférerais me rendre compte que personne n'est coupable, mais il doit y avoir enquête pour le savoir.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

s'objecte une fois de plus en disant que M. Sauvé y va d'insinuations. Je ne décrirai pas sa conduite, tout le monde connaît le mot et il est sur les lèvres de chacun. Lorsqu'on accuse ses collègues, on doit avoir la force, le courage et la loyauté de le dire.

(Applaudissements à droite)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Plusieurs de ceux qui applaudissent en ce moment auraient dû le faire plus tôt. Les membres de la Viau Land Company ne peuvent profiter de la protection des règles de la Chambre, puisqu'il n'a pas fait de lien entre des membres de la Chambre et cette compagnie. Il continue en parlant des impacts fiscaux de la législation de Maisonneuve sur Montréal. Il rappelle au député de Montmorency qu'il est un ministre issu du district de Québec et qu'il est donc probablement moins au fait des sentiments montréalais que les députés de la région de Montréal comme lui-même et le premier ministre.

Le maire Martin a dit un peu partout à qui voulait l'entendre que des membres de la Législature avaient fait des millions dans Maisonneuve, étant intéressés dans la Viauville Land Company qui aurait vendu à la ville de Maisonneuve, par un prête-nom ou intermédiaire, nommé Joseph Rhéaume, des terrains pour un montant d'au-delà de \$2,000,000, réalisant un bénéfice de plus de \$1,500,000.

**Des voix ministérielles:** À l'ordre! À l'ordre!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** On répétait couramment aux dernières élections municipales, que le premier ministre avait retiré ...

**Des voix:** À l'ordre!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** ...une grande partie des bénéfices de la Viauville Land. M. Martin a dit davantage contre le premier ministre. A-t-il dit vrai?

**Des voix:** À l'ordre!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Une enquête nous le dirait et rendrait justice en jugeant les accusateurs et les accusés.

Est-il vrai qu'un sénateur libéral, père d'un ministre du gouvernement ...

**Des voix:** À l'ordre!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** ... qu'un ancien ministre du gouvernement fédéral, autrefois associé légal du premier ministre, que trois députés libéraux de cette Législature, qu'un beau-frère du premier ministre...

**Des voix:** À l'ordre!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** ... que deux autres associés légaux du premier ministre étaient des directeurs de la Viauville Land? On dit que M. Martin a cité les noms à une assemblée à Maisonneuve. Est-il vrai que Joseph Rhéaume n'était pas le prête-nom ou l'associé de la Viauville Land Company?

Si tous ces allégués sont vrais, je dis que l'annexion de Maisonneuve est un scandale et que le désastre financier de Maisonneuve, qui affecte tant Montréal, est dû à une spéculation dont les membres de cette Législature sont grandement responsables. Quels sont ces politiciens qui, d'après M. Martin, disaient, avant l'achat du parc Maisonneuve et l'annexion: "Achetez, c'est le temps".

L'honorable député de Sainte-Marie (l'honorable M. Séguin), aujourd'hui ministre sans portefeuille qui n'a pas l'habitude de renier sa parole, n'a-t-il pas fait, au cours de l'élection du maire Martin, des déclarations qui démontrent bien que M. Martin essaie aujourd'hui à tromper le peuple en niant ce que les journaux ont rapporté de ses discours?

*La Presse* du mois de mars 1918 publiait du discours de l'honorable député de Sainte-Marie le compte-rendu suivant:

"M. Séguin a déclaré qu'il en avait fini avec le maire et il a demandé à ses électeurs de Sainte-Marie de le venger des insultes que celui-ci a lancées et qu'il lui lance encore.

"Je lui ai demandé de parler d'affaires municipales et de ne pas attaquer tout le monde de Québec. Nous sommes des hommes publics aussi, comme le maire, mais nous ne cherchons pas notre intérêt personnel. Le maire n'a pas raison, quand il s'attaque au premier ministre et aux députés, et quand il déclare que "nous sommes tous des moutons". Il crie qu'il ne peut sauver seul Montréal; mais il m'a déclaré que, s'il n'était pas nommé conseiller législatif, il nous ferait la guerre. Il me traite de mouton; mais j'espère que vous prendrez ma défense contre lui et que vous me vengerez des insultes qu'il m'a lancées pour servir ses intérêts personnels. Vous savez si j'ai négligé mes devoirs; si vous le croyez, dites-le et élisez un autre député.

"Le maire dit qu'il n'y a personne d'honnête que lui. Si je l'avais écouté, je serais allé faire part de ses menaces au premier ministre et il m'appellerait encore son ami. Mais je lui ai déclaré que je ne serais pas son messenger pour aller trouver le premier ministre et pour menacer celui-ci de ces calamités qui arriveraient, si Médéric Martin n'était pas nommé conseiller législatif. Pendant qu'il voulait me faire signer des requêtes pour être nommé conseiller législatif!

"J'ai devant moi une lutte pour me venger. Je demande à mes électeurs d'être avec moi. Nous aurons un candidat qui satisfera l'opinion de tous, qui sera un homme honnête et qui défendra les intérêts du peuple."

Oui, voilà ce que disait l'honorable député de Sainte-Marie, il y a quelques mois.

Jamais homme n'a poussé l'audace jusqu'à cette limite et n'a fait montre d'un plus grand mépris du peuple.

Qu'est-ce que cette affaire de la rue Drolet à laquelle a été mêlé si souvent le nom de M. Martin?

Que des particuliers cherchent à faire le plus de bénéfice possible dans leurs transactions, cela est courant, et la Législature n'a rien à y voir, mais que des législateurs profitent de leur position pour voter des lois en vue de leur fortune personnelle, au détriment de l'intérêt public, c'est une faute grave. Parlant de certains ministres du gouvernement Roblin, *Le Soleil*, organe du gouvernement de Québec, disait:

"Quand un pauvre diable vole une miche de pain, quand le vagabond pénètre dans le poulailler et se fait pincer tordant le cou à une poule; quand un escroc est pris la main dans la caisse, ou un tirelaine avec ses larcins dans sa poche, surtout, en tout pays, sans pitié ni miséricorde, fatalement, inexorablement, le mécanisme de la justice des hommes automatiquement déclenché se met en marche et, quand il s'arrête, l'individu coupable se retrouve au fond d'une prison ou d'un pénitencier. C'est réglé comme du papier de musique; personne n'y retrouve à redire. On s'étonnerait tout au contraire, on s'indignerait s'il en était autrement. Comment alors expliquer qu'un peu partout, dans tous les pays, et de tous les temps, mais il faut bien le reconnaître plus particulièrement dans les dernières décades et dans les pays de régime parlementaire, les voleurs et escrocs du monde politique, les politiciens coupables de vol au détriment de la caisse publique, d'abus de confiance, soient la plupart du temps presque infailliblement indemnes de toute poursuite judiciaire, à l'abri de toute sanction pénale?"

"Comment surtout expliquer que l'opinion publique ait paru si totalement indifférente à des mœurs si étranges, si contraires à toute équité, à toute justice? Car, enfin, s'il est une faute qui mérite un châtiment exemplaire, c'est bien celle de celui qui abuse de la confiance mise en lui, de la mission confiée pour détourner à son profit personnel ou au profit de ses desseins une partie des fonds qui lui furent confiés. Si le voleur est coupable qui risque sa liberté, sinon sa vie, pour exécuter son méfait, du moins, ne trahit-il aucune confiance; il est en lutte ouverte avec la société et ses lois. C'est un ennemi de la société, mais un ennemi qui ne cache guère ses desseins.

"Mais que dire de celui qui, investi par la confiance de ses concitoyens, de la charge de protéger leurs intérêts, en profite pour frauder le trésor commun dans quelque but de profit ou d'avantage que ce puisse être. Il ne vole pas seulement, il trahit. Il est doublement méprisable.

"Il ne devrait y avoir qu'une voix, qu'un cri pour réclamer sa punition, une punition exemplaire, dégradante. Or, c'est généralement le contraire qui se passe et au lieu de l'indignation, on n'entend trop souvent que des expressions de pitié qui trahissent des sympathies bien étranges. Moralement, une trop grande partie des électeurs agit comme s'ils étaient complices de ces vols; de fait, il faut bien le reconnaître, trop souvent, c'est pour le bénéfice personnel d'une certaine clientèle électorale que ces malfaiteurs opèrent en politique.

"C'est ce qui explique l'immunité dont a pu jouir trop souvent cette catégorie de criminels malgré l'odieux de leurs crimes. Même quand toute spéculation de profit personnel plus ou moins immédiat doit être écartée, il reste ceci qui est détestable mais qui est si humain; cette solidarité dont l'esprit de parti est la manifestation la plus coutumière et qui inconsciemment rend solidaire, complices intellectuellement par suite de la similitude de vues et de but, les gens d'un même parti. Ainsi, dans une armée, les soldats excusent et cherchent à cacher aux yeux de l'ennemi les fautes, les erreurs de leurs chefs; ainsi des enfants envers leur famille.

"Entre compagnons d'armes, on s'avoue des choses sans réticences, mais on ne veut pas l'admettre devant l'ennemi. Vaguement pour beaucoup et même des meilleurs, il flotte dans la conscience une indécise conviction que le politicien coupable de tels méfaits est une sorte de victime qui travaillait pour le bien d'une cause commune et pour qui conséquemment sont acquis des droits de circonstances atténuantes. On pourrait pousser beaucoup plus à fond cet aperçu de la psychologie électorale née du parlementarisme, mais c'en est assez pour indiquer quelques-unes des principales raisons qui jusqu'ici ont créé cette sorte d'immunité dont ont bénéficié tant de politiciens véreux, malhonnêtes, ou simplement trop faibles en tout pays."

La thèse posée par *Le Soleil* est indiscutable et elle me sert aujourd'hui à conclure que le gouvernement devrait accorder l'enquête que je sollicite et que réclame l'opinion publique. J'ai attendu aux derniers jours de la session, pour présenter une motion à cet effet, parce que je croyais que M. Martin ou le gouvernement demanderait cette enquête. Le premier ministre ne peut pas raisonnablement refuser cette enquête. Son refus serait un autre abus de pouvoir et un autre acte d'autocratie. Le peuple est irrité de ces abus. Le premier ministre ne peut répondre: "Nous irons au peuple." Pour trouver tous les coupables de cette scandaleuse affaire, il faut une enquête, l'on devra interroger des hommes sous serment, forcer à donner les noms des porteurs de démentures, à établir si Rhéaume n'est pas un prête-nom. Le peuple ne peut faire lui-même cette enquête. Un tribunal seul, peut la faire. Quand elle sera faite, le peuple jugera et rendra justice. Que le premier ministre ne se fasse pas d'illusion sur sa puissance. Il en est d'autres aussi puissants que lui qui sont tombés. Des rois et des trônes ont croulé. Et avec l'auteur de René, je dirai:

"Des reines ont été vues pleurant comme de simples femmes et l'on s'est étonné de la quantité de larmes que contenaient les yeux des rois." Le premier ministre a parlé un jour de l'importance d'un Cromwell, cet homme cuirassé d'hypocrisie et de méfiance. Non, ce n'est pas un Cromwell qu'il nous faut, mais c'est justice pour la société, c'est justice pour le peuple qui veut savoir où sont les coupables. En toute justice pour Montréal, une enquête est requise. Cette ville mérite qu'on y porte attention, en raison surtout de son importance comme source de revenus.

Une enquête dira cela, et si l'accusateur, M. Martin, ne peut faire sa preuve, je serai le premier à louer le premier ministre et à lui rendre justice. Ce que je veux, c'est de savoir qui est le coupable. L'accusateur ou l'accusé? Le premier ministre ne pouvait offrir des honneurs à celui qui le dénonçait si violemment. Que veut dire le silence de M. Martin, après ce qu'on a fait à ce pauvre Mousseau<sup>9</sup>. On l'a nommé conseiller législatif. Ce seul fait nécessite une enquête. Je supplie le premier ministre de faire cet acte de justice à la province.

**M. Reed (L'Assomption)** parle des transactions que le gouvernement aurait pu faire.

**M. l'Orateur:** À l'ordre!

**M. Reed (L'Assomption):** Au lieu de faire des insinuations, le chef de l'opposition aurait dû faire comme un jour le député de Saint-Hyacinthe au Parlement fédéral, M. L.-J. Gauthier, lorsqu'il a porté des accusations à propos de l'affaire Coderre en mettant son siège en jeu à la Chambre des communes.

Malgré ce geste courageux, les amis de l'honorable chef de l'opposition ont refusé à Ottawa une enquête au député de Saint-Hyacinthe. Si l'honorable chef de l'opposition avait mis son siège en jeu, il aurait peut-être été mieux écouté.

L'honorable chef de l'opposition a dit qu'un M. Rhéaume avait fait \$1,500,000.00 dans Maisonneuve. M. Rhéaume a fait de l'argent dans Maisonneuve comme tous les agents d'immeubles pendant le gros "boom".

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le député de L'Assomption a été maire de Maisonneuve, pourquoi ne nous donne-t-il pas les noms des membres du syndicat qui a tant fait d'argent dans Maisonneuve?

Qu'il les nomme, les directeurs de la Viauville Land Company, lui qui les connaissait, ayant été maire de la ville de Maisonneuve au moment où ils négociaient avec cette municipalité.

**M. Reed (L'Assomption):** Je ne suis pas le demandeur de cette enquête. La législation de Maisonneuve a été passée selon le désir de la population de Maisonneuve. Montréal a acquis ainsi un territoire avantageux. La transaction s'est faite légalement et honnêtement.

Il parle des possibilités importantes qu'offre ce parc et de ce que d'autres villes font et ont fait pour que les gens aient des parcs.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Depuis deux mois, le chef de l'opposition laisse entendre qu'il réclamerait une enquête au sujet de l'affaire de Maisonneuve. D'après ce que je vois, après avoir pris connaissance de la motion du chef de l'opposition, je constate qu'il n'est nullement question d'une demande d'enquête. Par sa motion, le chef de l'opposition ne fait que demander à la Chambre de blâmer la nomination du maire Martin au Conseil législatif. C'est tout!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pardon, (montrant le texte d'une autre motion), en voici une autre que demande l'enquête.

**L'honorable M. Gouin (Portneuf):** Le chef de l'opposition a présenté aussi des requêtes portant des signatures d'électeurs de Maisonneuve<sup>10</sup>. Je sais qu'il ne peut être question de ces requêtes, puisqu'elles ont été déclarées hors d'ordre par le Président de la Chambre. Cependant, je puis dire, d'après ce qu'ont rapporté les journaux, que ces requêtes ne demandaient que la nomination d'une commission royale pour enquêter sur certaines déclarations faites par le maire de Montréal et non une enquête sur l'affaire de Maisonneuve.

Si le chef de l'opposition veut porter quelque accusation contre des députés, des ministres ou même le premier ministre, qu'il le fasse donc sans peur. S'il fait une demande d'enquête sur des points spécifiques, nous accorderons cette enquête à condition qu'elle soit jugée nécessaire et basée sur des accusations sérieuses. De même, n'importe quel citoyen qui voudrait porter des accusations pouvant justifier une enquête et qui seraient conformes aux règles de la Chambre sera le bienvenu, et nous accorderons l'enquête demandée.

Je ne dis pas ceci seulement au chef de l'opposition, mais je le dis aussi à tous les citoyens de cette province.

L'amendement est rejeté<sup>11</sup>.

La motion principale est adoptée.

**En comité:**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'inspection des bureaux publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les institutions catholiques en vertu de l'article 2937, statuts refondus, 1909: pour les collèges classiques, dix-neuf mille piastres; pour les écoles modèles et académiques, soixante-cinq mille piastres; pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille huit cent quatre-vingt-seize piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les institutions protestantes en vertu de l'article 2937, statuts refondus, 1909, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Université Laval, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Université Laval, Montréal, (dont deux mille piastres à être payées à la Faculté de Droit), pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Université McGill, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le collège Bishop, Lennoxville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour high schools, Québec et Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'École polytechnique de Montréal, en vertu de 57 Victoria, chapitre 23, section 17, tel qu'amendé par les lois 3 Édouard VII, chapitre 17, section 4; 7 Édouard VII, chapitre 28, section 1; 8 Édouard VII, chapitre 31, section 1; 9 Édouard VII, chapitre 35, section 1 et

1 George. V (2è session) chapitre 30, section 2; 3 George. V, chapitre 26, section 1 et 4 George 5, chapitre 26, section 1, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'allocation pour le maintien des écoles techniques en dehors des cités de Québec et Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Institut technique de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas sept cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitement d'un inspecteur des écoles supérieures protestantes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour allocation spéciale à l'éducation protestante dans la province, pour être appliquée tel que recommandé par une résolution du comité protestant du Conseil de l'instruction publique. Paiement sujet à un ordre en conseil, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas trente-neuf mille huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles des sourds-muets et des aveugles: Institut catholique pour garçons, Montréal, vingt-cinq mille piastres; Institut catholique pour filles, Montréal, dix mille piastres; Institut Nazareth, Montréal, mille six cents piastres; Institut Mackay, Montréal, mille six cents piastres; Montreal Association for the blind, mille six cents piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que M. l'Orateur quitte le fauteuil et que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) que les mots après "que" dans la motion principale soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Que cette Chambre, tout en consentant à voter des subsides à Sa Majesté invite le gouvernement à instituer une enquête par commission royale, sur les déclarations qui ont été faites publiquement par M. Médéric Martin, candidat à la mairie de Montréal en 1918, contre la Législature et au sujet des affaires municipales de Maisonneuve ainsi que de certaines transactions immobilières."

**M. l'Orateur** déclare l'amendement irrégulier, parce qu'il est contraire aux articles 142 et 156 du règlement et qu'il se réfère à des déclarations dont la Chambre n'a pas été saisie.

La motion est adoptée.

#### En comité:

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour octroi spécial aux municipalités scolaires pour encourager la construction et le maintien de nouvelles académies pour les garçons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas six mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour encourager l'enseignement du français par des spécialistes, dans les académies protestantes, conformément aux recommandations du comité protestant du Conseil de l'instruction publique, tel qu'approuvé par ordre en conseil, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles publiques, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions de l'article 2929, statuts refondus, 1909, tel qu'amendé par 3 George V, chapitre 25, section 1, et de l'article 2930 desdits statuts, tel qu'amendé par 1 George V, (1ère session), chapitre 20, section 3, pourvu que les

municipalités intéressées paient à leurs instituteurs un traitement annuel d'au moins cent vingt-cinq piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions de l'article 2929, statuts refondus, 1909, tel qu'amendé par 3 George V, chapitre 25, section 1, et de l'article 2930 desdits statuts, tel qu'amendé par 1 George V, (1ère session), chapitre 20, section 3, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs un traitement annuel d'au moins cent cinquante piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions de l'article 2929, statuts refondus, 1909, tel qu'amendé par 3 George V, chapitre 25, section 1, et de l'article 2930 desdits statuts, tel qu'amendé par 1 George V, (1ère session), chapitre 20, section 3, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs un traitement annuel d'au moins cent soixante-quinze piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions de l'article 2929, statuts refondus, 1909, tel qu'amendé par 3 George V, chapitre 25, section 1, et de l'article 2930 desdits statuts, tel qu'amendé par 1 George V, (1ère session), chapitre 20, section 3, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs un traitement annuel d'au moins deux cents piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté: vingt-neuf mille piastres pour les écoles dans les municipalités pauvres, et mille piastres transférées de l'éducation supérieure protestante aux écoles pauvres protestantes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour allocation aux municipalités scolaires de village et de la campagne qui emploient des institutions pour les garçons de 10 à 18 ans, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'enseignement du dessin dans les écoles primaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas cent onze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des écoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les instituteurs à la retraite, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour fonds de pension des instituteurs, au lieu des retenues sur l'allocation de l'éducation supérieure en vertu de l'article 3012 statuts refondus, 1909, tel qu'amendé par 1 George V., (2e session), chapitre 27, section 2, et 2 George V, chapitre 24, section 5, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Association des instituteurs protestants, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour livres à donner en prix, reliure et fournitures scolaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Conseil de l'instruction publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour aide supplémentaire au comité protestant du Conseil de l'instruction publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas onze mille trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour publication d'un journal français et d'un journal anglais de l'Instruction publique, aux conditions et de la manière fixées par le secrétaire de la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Académie de

musique de Québec, 1 George V, (2e session), chapitre 5, section 1. Paiement sujet à un ordre en conseil, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour musée scolaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour rapport du surintendant, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas neuf mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour conférences pédagogiques, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour gratifications aux instituteurs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas onze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour allocation aux municipalités les plus méritantes sujette au rapport des inspecteurs. O.C. 759 du 2 décembre 1905, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas trente-deux mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour gratification pour 10, 15 et 20 ans d'enseignement (provenant autrefois du fonds des écoles élémentaires, \$150,000.00), pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas trente-huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles du soir, écoles de coupe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Monument national, Montréal, sous le contrôle de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal; paiement sujet à un ordre en conseil et aux conditions de l'ordre en conseil no 187, du 29 mai 1896, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les archives canadiennes, pour reliure et renouvellement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Conseil des arts et manufactures y compris l'enseignement des beaux arts appliqués à l'industrie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Bureau des statistiques de Québec, 3 George V, chapitre 16, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent quatre-vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les asiles d'aliénés y compris le transport de patients des prisons aux asiles et autres dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'école de réforme et d'industrie y compris dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

33. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Bureau d'hygiène de province de Québec, articles 3867-3982 statuts refondus, 1909, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

34. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour achat du vaccin (y compris \$500 pour inspection pour Montréal et Québec), pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

35. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les dépenses se rattachant à la perception des licences, droits sur les successions et taxes sur les corporations commerciales, etc., statuts refondus, 1909, articles 903-1315; 1345-1359; 1374-1387, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

36. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour timbres, licences, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

37. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-sept mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les registrateurs; traitements et dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

38. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la *Gazette officielle de Québec*, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

39. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour divers en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

40. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'agent en France, traitement et allocation pour loyer du bureau, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

41. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'agent de la province, à Ottawa, traitement, comprenant toutes les dépenses de voyages et autres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

42. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour annuité à Mlle Marie Régina Drolet, par résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

43. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Barreau de la province de Québec, aide à la publication des rapports judiciaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

44. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Officier spécial, Côte nord du Saint-Laurent, traitement, dépenses de voyages (ordre en conseil no 51 du 31 janvier 1896), pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

45. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Association de tir de la province de Québec, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

46. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la Société de numismatique et d'archéologie de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

47. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la Royal Military College of Canada Rifle Association, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.



48. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Dr S.-P. Rovins, principal retraité de l'école normale McGill, allocation annuelle en vertu de l'ordre en conseil no 800, du 21 décembre 1905, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

49. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la Société de géographie de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

50. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le traitement de la tuberculose, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

51. Qu'un crédit n'excédant pas onze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'agent général de la province dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, pour dépenses de bureau en sus du montant autorisé par statuts refondus, 1909, article 712, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

52. Qu'un crédit n'excédant pas six mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la Commission pour procurer de l'emploi aux soldats, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

53. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le paiement de l'intérêt pour un an au 17 juin, 1920, 3 % par année, sur \$25,000, prix d'achat d'une cour à charbon, à Québec, acquise pour le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

54. Qu'un crédit n'excédant pas six mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour frais d'administration de la dette publique: (Prime, escompte et change), pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

55. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille quatre cent seize piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes (Assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

56. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature, statuts refondus, 1909, article 164, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

57. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc. (Bibliothèque de la Législature), pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

58. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent dix-huit piastres et soixante-dix-neuf centins soit ouvert à Sa Majesté pour traitements (gouvernement civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

59. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses contingentes, (gouvernement civil): bureau du lieutenant-gouverneur, cinq cents piastres; Conseil exécutif, six cents piastres; département du secrétaire provincial, mille piastres; département du trésor, bureau trésorier, mille piastres; département du Trésor, bureau des assurances, mille cinq cents piastres; département du Trésor, bureau du revenu, mille deux cents piastres; département des Affaires municipales, cinq cents piastres; département de la Colonisation, Mines et Pêcheries, cinq cents piastres; ministre sans portefeuille, cinq cents piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

60. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'école polytechnique, Montréal, en vertu de 57 Victoria, chapitre 23, section 17, telle qu'amendée par les lois 3 Édouard VII, chapitre 17, section 4; 7 Édouard VII, chapitre 28, section 1; 8 Édouard VII, chapitre 31, section 1; 9 Édouard VII, chapitre 35, section 1; 1 George V, (2e session), chapitre 30, section 2; 3 George V, chapitre 26, section 1; 4 George V, chapitre 26, section 1 et 8 George V, chapitre 41, section 1, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

61. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour asiles d'aliénés, y compris le transport de patients des prisons aux asiles et autres dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

62. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles de réforme et d'industrie, y compris dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

63. Qu'un crédit n'excédant pas trente-neuf mille deux cent cinquante piastres et cinquante-quatre centins soit ouvert à Sa Majesté pour entretien, etc., des édifices publics en général (Travaux publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

64. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille sept cent vingt-sept piastres et quatre-vingt-cinq centins soit ouvert à Sa Majesté pour réparations aux palais de justice et prisons, etc.: (Palais de justice, annexe, Montréal, ameublement et réparations), pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

65. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sociétés d'agriculture, statuts refondus., 1909, art. 1851, (5 George. V, chapitre 29, section 1), pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

66. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les cercles agricoles, encouragement à l'agriculture en général, concours d'abatis, conférences sur l'agriculture, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** se plaint que les membres de la Chambre ne s'intéressent pas assez à l'agriculture.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** dit que l'agriculture est le moyen par lequel le pays remboursera sa dette de guerre, et il assure que ce domaine n'est pas négligé.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:  
67. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

68. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'école d'industrie laitière, de Saint-Hyacinthe, et travaux de la ferme, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

69. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'horticulture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

70. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le laboratoire officiel de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

71. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'aviculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

72. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille sept cent vingt-deux piastres et quarante centins soit ouvert à Sa Majesté pour l'amélioration et l'entretien des chemins, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

73. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les dépenses générales, (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

74. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le service forestier, et l'inspection des terres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

75. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour pêche et chasse, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

76. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le service d'enregistrement, (cadastre), pour l'exercice finissant le 30 juin 1919.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

### Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 8 amendant les statuts refondus, 1909, concernant le service civil;

- bill 12 amendant les statuts refondus, 1909, concernant l'instruction publique;

- bill 105 amendant la loi constituant en corporation et refondant la charte de la ville de la Pointe-aux-Trembles;

- bill 181 amendant les statuts refondus, 1909, en ce qui concerne la perception, par les municipalités, d'une taxe d'amusement sur les personnes qui entrent dans un lieu d'amusement;

- bill 171 amendant la loi des établissements industriels de Québec relativement au travail des enfants;

- bill 185 relatif à l'organisation et à la compétence des tribunaux de juridiction civile et à la procédure en certains cas;

- bill 220 amendant la loi des compagnies de Québec relativement à certaines annonces;

- bill 221 amendant la loi 7 Georges V, chapitre 5, accordant certains pouvoirs à la commission des eaux courantes, relativement à l'emménagement des eaux de la rivière Sainte-Anne et de la rivière Savane;

- bill 222 amendant la loi électorale de Québec, relativement à la confection de la liste des électeurs dans les cités de Québec et de Montréal.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 48 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'administration provisoire des biens des personnes aliénées non interdites placées dans les asiles.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé, sans amendement, les amendements de l'Assemblée législative à ses amendements au bill 107 concernant le pont Lasalle.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill 26 amendant la loi d'hygiène publique de Québec.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 183 amendant la loi des mines de Québec.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 194 amendant la loi concernant les boulangers et la fabrication du pain dans certaines municipalités;

- bill 216 concernant des subventions à certaines compagnies de chemin de fer.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 47 ayant pour objet de prohiber la vente des liqueurs enivrantes et d'amender la loi des licences de Québec en certains cas;

- bill 197 amendant les articles 790 et 804 du Code de procédure civile relativement à la collocation des intérêts et arrérages de rentes;

- bill 195 amendant l'article 228 du Code municipal de Québec.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 176 concernant la consultation des électeurs par voie de référendum, au sujet de la vente des bières, cidres et vins légers.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec amendements, le bill suivant:

- bill 156 amendant l'article 2768 des statuts refondus, 1909, relativement à l'instruction publique.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les amendements de l'Assemblée législative aux amendements du Conseil législatif au bill 136 concernant la succession de feu Isaïe Hurtubise, fils.

### Statistiques scolaires

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 156 amendant l'article des statuts refondus, 1909, relativement à l'instruction publique. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés

Le bill est retourné au Conseil législatif.

### Charte de Montréal

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), que, vu que le bill 140 amendant la charte de la cité de Montréal n'a pas été présenté dans les délais spécifiés par les règles de la Chambre, par suite d'empêchements inévitables, les droits additionnels que les promoteurs ont payés, au comptable de la Chambre, leur soient remboursés.

Adopté.

### Chemin de fer de la rivière Rouge

**M. Achim (Lasalle)** propose, appuyé par le représentant de L'Assomption (M. Reed), que les honoraires payés au comptable de la Chambre par les promoteurs du bill 77 amendant la charte de la

compagnie de chemin de fer de la rivière Rouge, leur soient remis, déduction faite des frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été rejeté par le Conseil législatif.

Adopté.

#### **Fabriques des diocèses de Québec et de Trois-Rivières**

**M. Cannon (Québec-Centre)** propose, appuyé par le représentant de L'Assomption (M. Reed), que, vu que le bill 137 amendant la charte de l'Association d'assurance mutuelle des fabriques des diocèses de Québec et Trois-Rivières n'a pas été présenté dans les délais spécifiés par les règles de cette Chambre, par suite d'empêchements inévitables, les droits additionnels et pénalités, que les promoteurs ont payés au comptable de cette Chambre, leur soient remboursés.

Adopté.

#### **Cathédrale de Chicoutimi**

**M. Petit (Chicoutimi)** propose, appuyé par le représentant de Lasalle (M. Achim), que, vu que le bill 135 concernant la reconstruction de la cathédrale de Chicoutimi n'a pas été présenté dans les délais spécifiés par les règles de la Chambre, par suite du fait que l'incendie de la cathédrale de Chicoutimi n'a eu lieu qu'au cours de la présente session, les droits ordinaires, amendes et droits additionnels que les promoteurs ont payés au comptable de la Chambre, déduction faite des frais de traduction et d'impression, leur soient remboursés.

Adopté.

#### **Voies et moyens**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

Adopté.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose:  
1. Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1919, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$481,035.58.

Adopté.

2. Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1920, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$6,528,518.48

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** demande la permission de présenter le bill 19 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1919 et le 30 juin 1920 et pour d'autres fins du service public.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Mitchell (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **M. C. A. Smart**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), que, vu que M. Smart, député de Westmount, a fait du service actif dans l'armée canadienne durant la présente session et s'est, en conséquence, trouvé dans l'impossibilité d'assister aux séances de cette Chambre, le comptable soit autorisé à lui payer son indemnité, sans déduction pour défaut de présence.

Adopté.

#### **Travaux de la Chambre**

**L'honorable M. Gouin (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), que lorsque cette Chambre s'ajournera, à la présente séance, elle soit ajournée, aujourd'hui, à sept heures et trois-quarts du soir.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

### Troisième séance du 17 mars 1919

#### Présidence de l'honorable A. Galipeault

La séance est ouverte à 8 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 19 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1919 et le 30 juin 1920, et pour d'autres fins du service public.

(Bruits et mouvements divers)<sup>12</sup>

#### Messages du lieutenant-gouverneur:

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur transmis par Arthur Saint-Jacques, écuyer, gentilhomme-huissier de la verge noire. Ledit message se lit comme suit:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle du Conseil législatif.

#### Sanction royale

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- bill B amendant les articles 1550 et 2101 du Code civil;  
- bill 8 amendant les statuts refondus, 1909, concernant le service civil;  
- bill 12 amendant les statuts refondus, 1909, concernant l'instruction publique;  
- bill 14 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les asiles d'aliénés;

- bill 16 amendant la loi relative aux bureaux de placement pour les ouvriers;

- bill 18 validant certains actes notariés;

- bill 22 concernant le département du Travail;

- bill 24 pourvoyant à la fixation d'un salaire minimum pour les femmes;

- bill 25 pourvoyant à la construction de logements ouvriers et à des avances aux municipalités;

- bill 26 amendant la loi d'hygiène publique de Québec;

- bill 31 changeant le nom du comté d'"Ottawa" en celui de "Hull" et amendant en conséquence les statuts refondus, 1909, le Code de procédure civile et certaines lois y relatives;

- bill 32 amendant les statuts refondus, 1909, les statuts refondus, 1888, et le Code municipal de Québec, relativement aux affaires municipales;

- bill 34 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les exhibitions de vues animées;

- bill 36 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les officiers du revenu;

- bill 37 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux droits sur les successions;

- bill 39 concernant le contrat passé entre le gouvernement et les dames religieuses de Notre-Dame-de-Charité du Bon-Pasteur de Montréal, relativement à la garde et à l'entretien des détenues dans la prison des femmes de Montréal;

- bill 41 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux véhicules-moteurs;

- bill 42 concernant l'établissement, sur les terres de la couronne, des soldats revenus du front;

- bill 45 concernant le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et le gouvernement du Canada, relativement au sanatorium de Sainte-Agathe-des-Monts;

- bill 46 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'érection de monuments aux soldats morts pendant la guerre;

- bill 47 ayant pour objet de prohiber la vente des liqueurs enivrantes et d'amender la loi des licences de Québec en certains cas;

- bill 48 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'administration provisoire des biens des personnes aliénées non interdites placées dans les asiles;

- bill 49 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les allocations aux sociétés d'agriculture;

- bill 50 concernant les écoles protestantes de Québec;

- bill 51 concernant les syndics de la paroisse de Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue, dans le comté de Témiscouata;

- bill 54 concernant la succession de l'honorable J.-Aldric Ouimet;
- bill 58 confirmant le titre à l'immeuble connu comme étant le lot numéro 67 du cadastre de la paroisse de Saint-Eustache, dans le district de Terrebonne;
- bill 62 concernant la compagnie Lecavalier & Riel, limitée;
- bill 64 amendant la charte du village du Petit Lac Magog;
  - bill 65 amendant la charte de la cité de Hull;
- bill 66 amendant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe;
- bill 67 constituant en corporation The Congregation Beth Hamedrash Hagadol;
- bill 68 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec;
- bill 69 constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer Saint-félicien et Ungava;
- bill 70 constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Québec & Ungava;
- bill 71 validant certaines procédures, actes et délibérations du conseil du comté de Québec;
- bill 72 amendant la charte de The Canada and Gulf Terminal Railway Company;
- bill 73 concernant la compagnie du chemin de fer de la vallée de la rivière Madeleine;
- bill 74 validant un acte de cession d'immeubles en faveur de Helen-Margaret Ryan Macdonell et des actes de vente faite par celle-ci de ces biens;
- bill 76 amendant la loi 46 Victoria, chapitre 21, concernant l'instruction publique en tant qu'elle se rapporte à la ville de Richmond;
- bill 83 amendant la charte de la ville de Chicoutimi;
- bill 85 amendant la loi 7 George V, chapitre 28, concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal;
- bill 87 amendant la charte de la ville de Montmagny;
- bill 88 amendant la charte de la cité de Montréal;
- bill 89 concernant la succession John Parker;
- bill 90 amendant la charte de la ville de Grand'Mère;
- bill 92 constituant en corporation la Compagnie des tramways de Lévis;
- bill 93 concernant la corporation de la ville de Montréal-Nord;
- bill 94 concernant la corporation de la ville Saint-Michel;
- bill 96 concernant le club Laval-sur-le-Lac, limité;

- bill 98 constituant en corporation l'Oeuvre des vocations tardives;
- bill 101 amendant la charte de la cité de Verdun;
- bill 104 amendant la charte de la ville Laval-des-Rapides;
- bill 105 amendant la loi constituant en corporation et refondant la charte de la ville de la Pointe-aux-Trembles;
- bill 106 amendant la loi constituant en corporation la ville de Montréal-Est;
- bill 107 concernant le pont Lasalle;
- bill 110 amendant la charte de la cité de Sorel;
- bill 114 amendant la charte de la cité des Trois-Rivières;
- bill 115 ratifiant deux actes de donation par Joseph-Ephrem Papineau à Joseph-Édouard Papineau, et un acte de vente par ce dernier à Adélard Lussier;
- bill 117 amendant la charte de The Shefford Bagot and Missisquoi Railway Company;
- bill 118 concernant le Bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Montréal et les taxes scolaires dans ladite cité;
- bill 119 amendant la charte de la cité de Lachine;
- bill 120 amendant la loi de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec;
- bill 124 ratifiant le titre de la Montreal Trust Company à une propriété;
- bill 126 amendant la charte de la ville Laval de Montréal;
- bill 129 concernant la succession de l'honorable Joseph-Octave Villeneuve;
- bill 131 concernant la succession de Joseph-Aimé Massue;
- bill 132 constituant en corporation la Compagnie provinciale d'indemnité "The Provincial Indemnity Company";
- bill 135 concernant la reconstruction de la cathédrale de Chicoutimi;
- bill 136 concernant la succession de feu Isaïe Hurtubise, fils;
- bill 137 amendant la charte de l'Association d'assurance mutuelle des fabriques des diocèses de Québec et des Trois-Rivières;
- bill 138 concernant la validation du règlement numéro 36 de la corporation de la ville de Montréal-Sud;
- bill 139 définissant les pouvoirs des exécuteurs nommés en vertu du testament de feu Francis Chattan Stephens;

- bill 140 amendant la charte de la cité de Montréal;
- bill 150 amendant les articles 639, 717, 1029, 1048, 1069 et 1352 du Code de procédure civile;
- bill 151 modifiant les statuts refondus, 1909, et le Code de procédure civile relativement à certaines représentations théâtrales;
- bill 154 amendant l'article 653 du Code municipal de Québec;
- bill 156 amendant l'article 2768 des statuts refondus, 1909, relativement à l'instruction publique;
- bill 157 amendant l'article 749 du Code de procédure civile, concernant les dépôts requis dans certains cas de vente par le shérif;
- bill 158 amendant le Code du notariat;
- bill 161 amendant l'article 488 du Code municipal de Québec, relativement aux chemins d'hiver;
- bill 162 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec;
- bill 164 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux arpenteurs et arpentages;
- bill 165 concernant la fermeture à bonne heure de certains établissements et amendant en conséquence les statuts refondus, 1909, les statuts refondus, 1888, et le Code municipal de Québec;
- bill 170 amendant la loi des accidents du travail de la province de Québec;
- bill 171 amendant la loi des établissements industriels de Québec, relativement au travail des enfants;
- bill 172 constituant en corporation l'École technique de Saint-Hyacinthe;
- bill 173 réservant certains territoires de la province de Québec comme refuges des oiseaux;
- bill 174 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'expropriation des terrains requis pour le développement et l'exploitation de certains pouvoirs hydrauliques;
- bill 175 ratifiant certains actes de transport de biens de succession sujets à l'impôt;
- bill 176 concernant la consultation des électeurs, par voie de référendum, au sujet de la vente des bières, cidres et vins légers;
- bill 177 amendant la loi de la pêche de Québec et la loi de la chasse de Québec;
- bill 178 constituant en corporation l'École technique de Hull;
- bill 179 amendant les statuts refondus, 1909, et la loi 7 George V, chapitre 16, concernant la pension des officiers publics;
- bill 180 amendant l'article 44 du Code civil;
- bill 181 amendant les statuts refondus, 1909, en ce qui concerne la perception, par les municipalités, d'une taxe d'amusement sur les personnes qui entrent dans un lieu d'amusement;
- bill 182 amendant la loi 5 George V, chapitre 9, pourvoyant à la construction et à l'entretien d'un pont métallique à circulation libre sur la rivière Richelieu, entre les villes de Saint-Jean et d'Iberville;
- bill 183 amendant la loi des mines de Québec;
- bill 184 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'assignation des jurés;
- bill 185 relatif à l'organisation et à la compétence des tribunaux de juridiction civile et à la procédure en certains cas;
- bill 186 amendant l'article 786 du Code de procédure civile concernant le délai de présentation de la requête en nullité de décret;
- bill 187 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'anatomie;
- bill 188 amendant la loi 7 George V, chapitre 38, en ce qui regarde les aspirants à la pratique de l'art dentaire en service actif dans les troupes de Sa Majesté;
- bill 190 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à certaines ventes ayant l'effet du décret;
- bill 192 amendant les statuts refondus, 1909, concernant la liquidation volontaire des compagnies à fonds social;
- bill 193 amendant l'article 429 du Code municipal de Québec, relativement à la circulation des voitures d'hiver;
- bill 194 amendant la loi concernant les boulangers et la fabrication du pain dans certaines municipalités;
- bill 195 amendant l'article 228 du Code municipal de Québec;
- bill 197 amendant les articles 790 et 804 du Code de procédure civile, relativement à la collocation des intérêts et arrérages de rentes;
- bill 215 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la taxe sur les transferts d'actions, bons, obligations ou actions-obligations;
- bill 216 concernant des subventions à certaines compagnies de chemin de fer;
- bill 218 autorisant la refonte des statuts généraux de la province de Québec;
- bill 219 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les terres publiques et les bois et forêts;

- bill 220 amendant la loi des compagnies de Québec relativement à certaines annonces;

- bill 221 amendant la loi 7 George V, chapitre 5, accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière Sainte-Anne et de la rivière Savane;

- bill 222 amendant la loi électorale de Québec relativement à la confection de la liste des électeurs dans les cités de Québec et de Montréal.

**M. l'Orateur de l'Assemblée législative** s'adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction: bill 19 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1919, et le 30 juin 1920 et pour d'autres fins du service public.

À ce bill, la sanction royale a été donnée dans les termes suivants: Au nom de Sa Majesté, le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bénévolence et sanctionne ce bill.

Après quoi il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de clore la troisième session de la quatorzième législature de la province de Québec, par le discours suivant:

#### **Son Honneur le lieutenant-gouverneur:**

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

Vous avez étudié avec un soin tout particulier les mesures qui vous ont été soumises au cours de la session et je vous en félicite cordialement.

C'est avec plaisir, croyez-le bien, que j'ai apposé la sanction royale aux lois que vous avez adoptées. J'ai la certitude que ces lois ne manqueront pas de contribuer à la prospérité de notre province.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je vous remercie d'avoir voté les crédits nécessaires à l'administration de la chose publique, Vous pouvez être assurés que ces crédits seront employés d'une façon judicieuse.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

À l'heure où vous vous proposez de retourner dans vos foyers, je fais des vœux pour votre bonheur personnel et pour le bonheur de vos familles. Je prie aussi la Providence de répandre ses bienfaits sur ceux dont vous êtes les représentants et sur toute notre province.

#### **M. l'Orateur du Conseil législatif:**

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

C'est la volonté et le désir de Son Honneur le lieutenant-gouverneur que cette législature soit prorogée jusqu'à jeudi, le 24<sup>e</sup> jour d'avril prochain, pour y être ici tenue; cette législature provinciale est en conséquence prorogée au jeudi, le 24<sup>e</sup> jour d'avril prochain.

La séance est levée à 9 heures.

#### **NOTES**

1. Le 17 mars étant la fête des Irlandais, *The Gazette* du 18 mars 1919, page 1, n'oublie pas l'événement: "La date de la prorogation, le 17 mars, était particulièrement appropriée, car c'était la première fois qu'un lieutenant-gouverneur d'origine irlandaise ajournait une législature canadienne-française. Le salon rouge déployait ses plus beaux atours, même si seulement un petit nombre de députés des deux chambres écoutait la longue énumération des bills, dans les deux langues. Un magnifique pot de trèfles reposait sur chaque bureau."

2. Étienne Parent, *Discours*, Québec, Léger Brousseau, 1878, p. 169-170, réédité en édition critique par Claude Couture et Yvan Lamonde, Montréal, PUM, 2000, p. 361-362. Ce discours fut prononcé à l'Institut canadien de Québec le 7 février 1852.

3. Louis-Lucien Klotz, 1868-1930, député puis sénateur de La Somme, ministre des Finances dans le cabinet Clémenceau de 1917 à 1920.



4. Édouard Herriot, 1872-1957, homme politique français. Il fut sénateur, député, ministre, Président du Conseil, et plus tard, de l'Assemblée Nationale. Il joua un rôle politique majeur dans les années de l'entre-deux-guerres.

5. Des recherches sommaires n'ont pas permis de retrouver ce discours. *Traduction*: "Nous pouvons maintenant dire aux Allemands: Nous avons gagné la partie sur le champ de bataille, nous vous battrons aussi à la guerre économique."

6. D'après *La Presse* du 17 mars 1919, page 19, il était président de la commission d'exposition provinciale.

7. *La Minerve* du 18 mars 1919, page 8, met plutôt dans le bouche de M. Sauvé: "La conscience de combien de membres de la Droite..."

8. On fait ici référence, sans le mentionner, au scandale de l'affaire Mousseau, qui survint à la session de 1913-1914, et qui fut l'un des scandales politiques les plus importants de l'époque. Pour illustrer le degré de corruption des membres de la Législature, des détectives privés, à la solde du *Daily Mail*, distribuent des pots-de-vin à des législateurs. Le scandale éclate et entraîne la tenue d'une enquête à l'Assemblée. Le principal accusé, le député de Soulanges, J.-O. Mousseau, démissionne et, à point nommé, tombe gravement malade, ce qui l'exempte de témoigner devant le comité. Voir les *Débats de l'Assemblée législative, 1913-1914*, XIII<sup>e</sup> législature, 2<sup>e</sup> session, 865 p., Presses de l'Assemblée nationale, 2000.

9. Joseph-Octave Mousseau, 1875-1965, ancien député de Soulanges. Il démissionna en 1914 à la suite des accusations de corruptions portées contre lui par le *Montreal Daily Mail*. Voir les débats de la session 1913-1914.

10. Des électeurs de Montréal, selon *La Minerve*, 18 mars 1919, page 12.

11. Il n'y avait seulement que trois députés conservateurs présents, soit MM. Sauvé, M. Gault et M. Turcotte. M. Tansey était malade. Un vote n'a donc pu être appelé, puisqu'il fallait au moins cinq députés.

12. Voici la description du *Devoir* du 18 mars 1919, page 1, des derniers moments de la session: "Avec

un maximum de décorum et un minimum de députés et de conseillers législatifs, les chambres ont été prorogées hier soir, par Son Honneur le lieutenant-gouverneur. Le cérémonial désuet a été suivi avec un respect scrupuleux; mais la députation en a témoigné bruyamment son amusement. Jamais les couvercles des pupitres n'ont été rabattus avec plus d'ensemble et de fracas que lorsque le huissier à la verge noire, après avoir cérémonieusement frappé à la porte les trois coups sacramentels et imploré, par l'intercession du sergent d'armes le droit de communiquer avec l'Assemblée, a exécuté ses trois plongeons réglementaires.

"Le tapis vert disparaissait à ce moment, sous une neige de papiers coupés menu que les députés, qui retrouvent à la fin de chaque session l'humeur de collégiens, s'étaient lancés à la tête les uns des autres. Pendant près d'une heure, les deux côtés de la Chambre avaient procédé à un bombardement intensif, dont la paperasse officielle a fait tous les frais. L'Orateur et le sergent d'armes n'ont pu évoluer qu'à leur risque et péril au milieu de ce feu de barrage".

Voici celle de la *Gazette* de ce même 18 mars 1919, page 1: "Le désir de certains membres de l'Assemblée de soulager le plus possible les procédures de leur caractère officiel, au moyen d'une séance de bombardement de papiers, s'est réalisé au prix d'une Chambre basse quelque peu désordonnée. M. A. Leclerc, député de Québec, qui possède une voix que les fidèles de la Basilique ont appris à aimer, a distrait les députés et l'assistance avec des chansons. Dans la mêlée générale, les rapports officiels du gouvernement furent davantage utilisés que pendant la session en vue de la lecture.

"À un certain moment, l'honorable Médéric Martin quitta l'atmosphère digne de la Chambre haute pour dire quelques mots à ses amis dans la Chambre basse. Alors qu'il marchait dans la Chambre basse, on lui donna une ovation qui démontrait que des relations harmonieuses avaient été rétablies dans le Parti libéral de Montréal. On demanda au maire de faire un discours, et il aurait été forcé de le faire s'il ne s'en était pas sauvé de lui-même par une sortie empressée."

